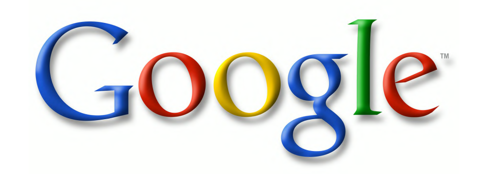


This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

+ *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.

+ *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.

+ *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.

+ *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

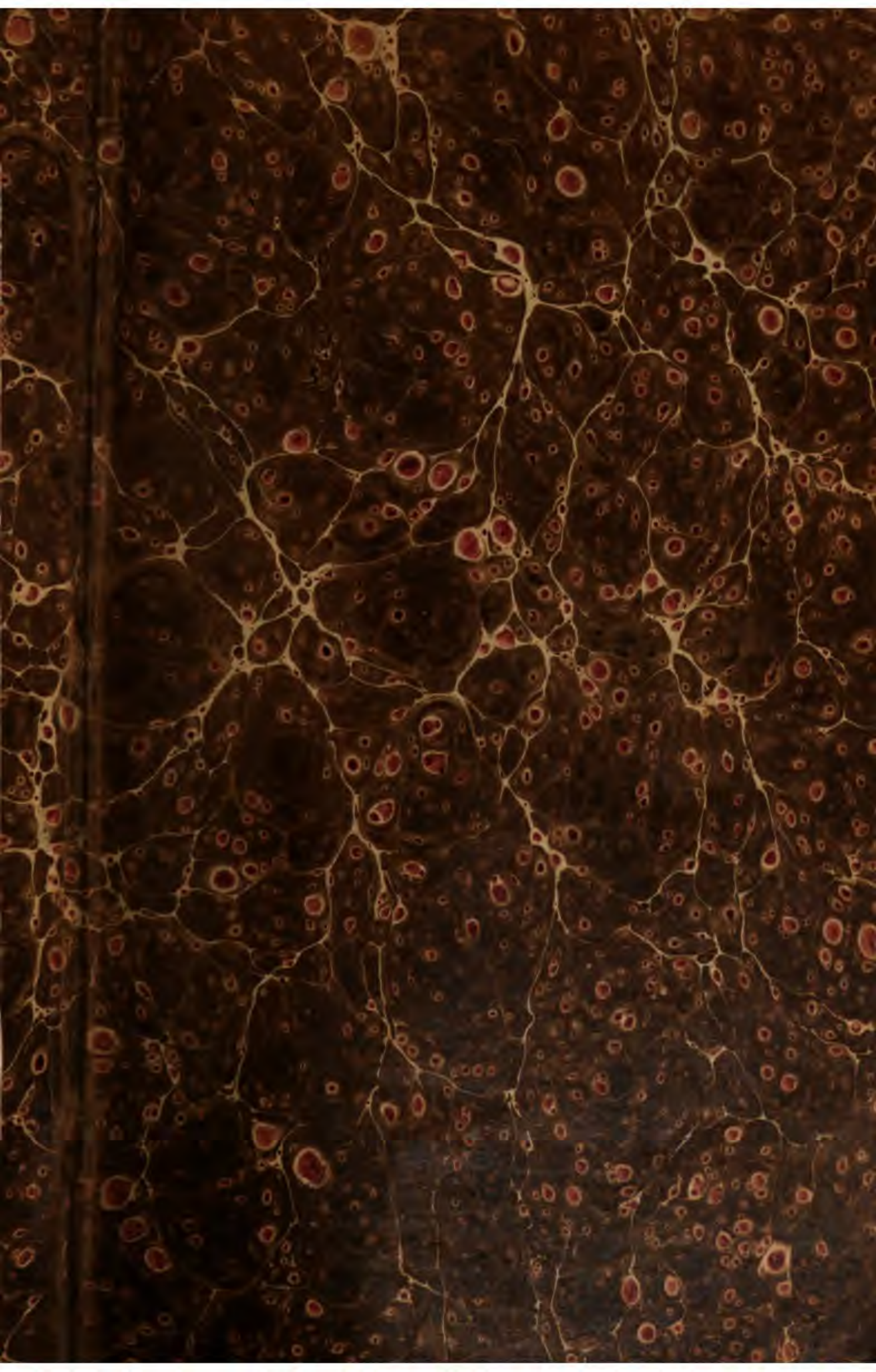
About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at http://books.google.com/





654
K.IV°.2.
24.30.



PROPERTY OF
University of
Michigan
Libraries
1817
ARTES SCIENTIA VERITAS

759

759

HISTOIRE POLITIQUE

DE LA

RÉVOLUTION

DE HONGRIE

1847-1849

217

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE A. MOULIN, SUCCʳ DE M. DROUARD.

HISTOIRE POLITIQUE

DE LA

RÉVOLUTION

DE HONGRIE

1847-1849

PAR

DANIEL IRÁNYI ET CHARLES-LOUIS CHASSIN

SECONDE PARTIE

LA GUERRE





ERZSÉBET EGYETEM KÖNYVTÁRÁBÓL
TULAJDONBA ÁTADVA

PARIS

PAGNERRE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

RUE DE SEINE, 18

—

1860

Reproduction et traduction réservées.

DB
935
I65
V. 2

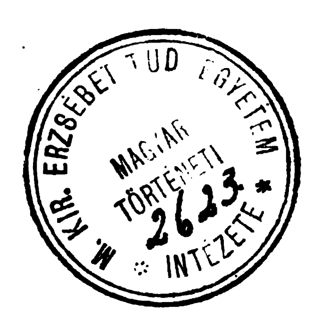
77032-2:30

LIVRE V.

LA DIÈTE DE PEST

Du 2 juillet au 11 septembre 1848.




M. KIR. ERZSÉBET TUD EGYETEM
MAGYAR TÖRTÉNETI INTÉZETE
2623

PREMIÈRE SECTION.

OUVERTURE ET PREMIERS TRAVAUX DE LA DIÈTE.

I

La diète avait été convoquée pour le 2 juillet 1848. Les trois *jours d'attente*, accordés par la loi, étant expirés, le 5, la diète se réunit.

A Presbourg, lorsque l'assemblée tenait une *séance mixte*, les députés des États venaient siéger dans la salle des Magnats. A Pest, ce furent les seigneurs de la haute chambre qui vinrent prendre place au milieu des représentants du peuple. Par ce simple fait se manifeste un changement radical dans les mœurs politiques de la Hongrie. L'aristocratie, qui naguère formait une caste à part, n'est plus que tolérée; elle est contrainte à s'incliner devant la souveraineté nationale.

Députés élus et membres privilégiés du corps législatif étant donc rassemblés dans la grande salle de bal de la ville de

Pest, appropriée pour les séances, le Palatin, lieutenant royal, entouré des ministres, prononça l'ouverture de la diète.

Ensuite, il fit lire deux rescrits royaux, datés du 26 juin.

Dans le premier, Ferdinand V commence par remercier le pays de l'invitation que le ministère lui a faite de venir à Bude : il n'a pas pu s'y rendre encore *à cause de son état de souffrance*. Mais, afin que son absence ne tourne pas au préjudice des intérêts de la nation, il confère au Palatin la dignité d'*alter ego*, tant pour la Hongrie, ses parties annexes et ses confins militaires, que pour la principauté transylvaine, réunie au royaume; il l'autorise, en son lieu et place, à ouvrir, proroger et clore la diète, ainsi qu'à donner la sanction royale aux lois que l'Assemblée votera; de plus, il lui confère toutes les attributions ordinaires du pouvoir exécutif, y compris celles que les lois de 1848 ont expressément réservées au souverain.

Le roi tient à « *déclarer à la face du monde entier*, qu'ayant » éprouvé la fidélité inébranlable de sa chère nation hon- » groise, il *cherche et trouve l'appui le plus ferme de son* » *trône* dans cette fidélité de la nation, dans son attachement » inaltérable, dans sa maturité mâle et amie de l'ordre, comme » dans sa bravoure héroïque et dans sa promptitude aux » sacrifices. »

En vertu du second rescrit, le Palatin est nommé commissaire plénipotentiaire à l'effet d'ouvrir la diète, avec mission de déclarer, même de vive voix :

Que « *Sa Majesté est fermement résolue à conserver in-* » *tacts les droits de sa couronne hongroise, ainsi que les lois* » *par Elle confirmées.*

Qu' « *Elle réprouve, quant à Elle et quant à tous les mem-* » *bres de sa maison, les insurrections contre l'intégrité du* » *royaume et la sainteté des susdites lois.* »

II

Lecture ayant été faite de ces deux rescrits, l'archiduc-Palatin lut, d'une voix accentuée, son discours d'ouverture :

« Les circonstances extraordinaires dans lesquelles le pays » se trouve, dit-il, ont rendu nécessaire la convocation de la » diète, sans même attendre l'élaboration des projets que la » dernière assemblée a chargé le ministère de préparer. En » Croatie, la révolte a éclaté ; sur le bas Danube, des bandes » d'insurgés armés ont troublé la tranquillité publique. Sa » Majesté désire très-ardemment que la guerre civile soit » évitée, elle est aussi convaincue que les représentants de la » nation consacreront leurs premiers soins, et les plus empres» sés, à fournir tout ce qui sera nécessaire pour rétablir la » paix troublée, maintenir l'intégrité de la sainte couronne de » Hongrie, et défendre l'inviolabilité des lois.

» Sa Majesté, toujours inquiète du bonheur de tous les habi» tants du pays, a suivi l'impulsion de son propre cœur, » quand, à la dernière diète, sur la demande de sa fidèle nation » hongroise, elle a sanctionné les lois nécessaires à la prospé» rité nationale selon les exigences des temps. Elle a donc » appris avec peine, avec la douleur la plus profonde, qu'il s'est » trouvé, notamment dans les pays annexes et les parties méri» dionales de la Hongrie, des agitateurs malveillants qui ont

» excité les uns contre les autres les habitants de langues et » de religions différentes au moyen de fausses nouvelles, de » la terreur, et encore de cette assertion controuvée que les » dites lois n'émanaient pas librement de la volonté royale. » Ces agitateurs ont excité les habitants à résister ouverte- » ment aux prescriptions des lois et au pouvoir légal ; quel- » ques-uns n'ont pas même craint de répandre que leur résis- » tance se faisait dans l'intérêt de Sa Majesté et de sa maison » royale, et qu'Elles le savaient.

» C'est pourquoi, je le déclare, en vertu d'un ordre spécial » de notre gracieux maître et roi, en son nom et en sa per- » sonne, afin de rassurer tous les habitants du pays, quelque » langue qu'ils parlent et quelque religion qu'ils professent :

» Sa Majesté est fortement et invariablement décidée à » défendre avec sa puissance royale l'unité et l'intégrité de sa » couronne hongroise contre toute agression étrangère et con- » tre toute tentative intérieure de séparation, ainsi qu'à con- » server intactes les lois par Elle confirmées. Sa Majesté ne » permettra point à qui que ce soit de violer la liberté garantie » aux citoyens par la loi ; bien plus, Sa Majesté et tous les » membres de sa royale famille réprouvent sévèrement la témé- » rité de ceux qui osent prétendre qu'une action illégale quel- » conque ou la désobéissance au pouvoir constitué soient » compatibles avec la suprême volonté, et même soient dans » l'intérêt de Sa Majesté.

» Sa Majesté a sanctionné avec le plus cordial sentiment » paternel la réunion de la Hongrie et de la Transylvanie, » d'autant plus que, de la sorte, elle a pu réaliser l'ardent » désir de ses peuples bien-aimés de Hongrie et de Transyl- » vanie.......

» Quant aux relations avec l'étranger, — dans le royaume » lombardo-vénitien, où les troupes ennemies du roi de Sar-

» daigne et de quelques autres puissances italiennes ont attaqué l'armée de Sa Majesté, la guerre n'a pas pu être terminée; » — avec toutes les autres puissances étrangères, l'entente » pacifique subsiste toujours.......

» Sa Majesté n'en doute pas, la diète prendra sans délai les » mesures si impérieusement réclamées par le bien public » dans l'intérêt du trône et de la liberté constitutionnelle qui » sont unis indissolublement.

» Pour moi, je m'acquitte des ordres de Sa Majesté en assurant la diète et toute la nation de la très-haute grâce de » notre seigneur roi, non moins que de ses sentiments paternels les plus cordiaux. »

Ce discours, plusieurs fois interrompu par des applaudissements, valut au Palatin une ovation aussi unanime que sincère. Il sortit de l'assemblée et rentra dans son palais, salué au dehors, comme au dedans, par l'enthousiasme populaire.

III

Les membres de la haute chambre, — désormais on ne doit plus donner que ce nom aux Magnats, — s'étaient retirés en même temps que l'archiduc. Restés seuls, les représentants du peuple entrèrent immédiatement en séance ordinaire.

Ladislas Palóczy, patriote éprouvé, orateur de mérite, occupa le fauteuil de la présidence en sa qualité de doyen

Magyar Történet. Intézete

d'âge. Les six députés les plus jeunes prirent place au bureau provisoire à titre de secrétaires. Il fut décidé que l'on ne procéderait pas à la formation du bureau définitif avant l'arrivée des députés transylvains, lesquels n'avaient pas encore pu être élus, la réunion de l'ancienne principauté au royaume ayant été trop récemment prononcée.

Le premier soin de la chambre fut, selon l'usage, de vérifier les pouvoirs de ses membres. Elle y procéda tout de suite divisée en neuf sections, conformément au règlement proposé par le ministère.

La vérification des pouvoirs, bien que faite avec une scrupuleuse attention, ne prit que fort peu de temps. Les opérations électorales avaient été généralement régulières. A peine eut-on à casser deux nominations entachées du vice prouvé de corruption, vice si commun sous le régime nobiliaire ; quelques autres, mais très-rares, suscitèrent de la part des citoyens des réclamations motivées, auxquelles l'assemblée fit droit en déléguant un de ses membres pour s'enquérir de la vérité sur les lieux mêmes.

Toutes les parties du royaume étaient représentées, à l'exception de la Croatie et des confins militaires, qui avaient refusé de jouir des droits que leur conférait une législation dont ils ne reconnaissaient pas la validité ! Les comitats dits slavons ne s'étaient abstenus que partiellement ; certains districts, où le parti constitutionnel se trouvait en force, avaient délégué des mandataires à Pest. Il manquait un ou deux des représentants du comitat de Bács où dominaient les Serbes révoltés.

Chose remarquable ! le ministère national s'était abstenu complétement d'exercer toute influence sur les opérations électorales. Néanmoins, l'immense majorité des députés lui était favorable. Les conservateurs étaient en si petit nombre que l'on peut dire que la chambre entière appartenait au parti libé-

ral. Elle se composait d'abord de tous les anciens chefs de l'opposition nationale, ensuite d'hommes nouveaux, inconnus, mais animés des intentions les plus patriotiques.

Le signal de la réforme étant parti du sein de la noblesse, le peuple avait jugé de son devoir de ne point exclure les nobles de ses conseils. La majeure partie des élus appartenait donc à la classe des simples nobles propriétaires. Mais, si l'on ne comptait dans l'assemblée que fort peu de comtes ou de barons, le nombre des commerçants et industriels s'y trouvait également très-restreint ; on n'y rencontrait que deux paysans, hommes du reste très-raisonnables et d'une touchante modestie. Les cultivateurs, maîtres du corps électoral, n'avaient point abusé de leur puissance nouvelle. Oubliant leurs griefs séculaires, ils avaient porté leurs voix sur ceux de leurs anciens seigneurs qui leur avaient donné des preuves de libéralisme, et, à défaut de ceux-ci, sur des hommes lettrés, plus capables à leurs yeux qu'eux-mêmes de défendre leurs intérêts et de travailler au salut et à la gloire de la patrie commune. La minorité non-noble, — elle était considérable, — comprenait des avocats, des médecins, des littérateurs, des magistrats, des fonctionnaires, et, entre autres, quelques notaires (greffiers) des communes rurales.

Le 10 juillet, les députés de l'ancienne Transylvanie étant arrivés, la chambre des représentants put procéder à la composition du bureau définitif. Un jeune orateur d'un grand talent, très-instruit et habitué aux usages parlementaires, Denis Pázmándy, fut nommé président par 266 voix. Jean Pálfy, transylvain et unitaire, obtint la première vice-présidence. Paul Almásy la seconde. La majorité élut secrétaires Gabriel Kazinczy, Aloyse Záborszky, Étienne Zákó, serbe d'origine, Jean Keller, transylvain, Jean Ludvigh, et enfin Daniel Irányi, tous candidats ministériels.

Les candidats de l'opposition, — car déjà il s'en manifesta

d'âge. Les six députés les plus jeunes prirent place au bureau provisoire à titre de secrétaires. Il fut décidé que l'on ne procéderait pas à la formation du bureau définitif avant l'arrivée des députés transylvains, lesquels n'avaient pas encore pu être élus, la réunion de l'ancienne principauté au royaume ayant été trop récemment prononcée.

Le premier soin de la chambre fut, selon l'usage, de vérifier les pouvoirs de ses membres. Elle y procéda tout de suite divisée en neuf sections, conformément au règlement proposé par le ministère.

La vérification des pouvoirs, bien que faite avec une scrupuleuse attention, ne prit que fort peu de temps. Les opérations électorales avaient été généralement régulières. A peine eut-on à casser deux nominations entachées du vice prouvé de corruption, vice si commun sous le régime nobiliaire ; quelques autres, mais très-rares, suscitèrent de la part des citoyens des réclamations motivées, auxquelles l'assemblée fit droit en déléguant un de ses membres pour s'enquérir de la vérité sur les lieux mêmes.

Toutes les parties du royaume étaient représentées, à l'exception de la Croatie et des confins militaires, qui avaient refusé de jouir des droits que leur conférait une législation dont ils ne reconnaissaient pas la validité ! Les comitats dits slavons ne s'étaient abstenus que partiellement ; certains districts, où le parti constitutionnel se trouvait en force, avaient délégué des mandataires à Pest. Il manquait un ou deux des représentants du comitat de Bács où dominaient les Serbes révoltés.

Chose remarquable ! le ministère national s'était abstenu complétement d'exercer toute influence sur les opérations électorales. Néanmoins, l'immense majorité des députés lui était favorable. Les conservateurs étaient en si petit nombre que l'on peut dire que la chambre entière appartenait au parti libé-

ral. Elle se composait d'abord de tous les anciens chefs de l'opposition nationale, ensuite d'hommes nouveaux, inconnus, mais animés des intentions les plus patriotiques.

Le signal de la réforme étant parti du sein de la noblesse, le peuple avait jugé de son devoir de ne point exclure les nobles de ses conseils. La majeure partie des élus appartenait donc à la classe des simples nobles propriétaires. Mais, si l'on ne comptait dans l'assemblée que fort peu de comtes ou de barons, le nombre des commerçants et industriels s'y trouvait également très-restreint ; on n'y rencontrait que deux paysans, hommes du reste très-raisonnables et d'une touchante modestie. Les cultivateurs, maîtres du corps électoral, n'avaient point abusé de leur puissance nouvelle. Oubliant leurs griefs séculaires, ils avaient porté leurs voix sur ceux de leurs anciens seigneurs qui leur avaient donné des preuves de libéralisme, et, à défaut de ceux-ci, sur des hommes lettrés, plus capables à leurs yeux qu'eux-mêmes de défendre leurs intérêts et de travailler au salut et à la gloire de la patrie commune. La minorité non-noble, — elle était considérable, — comprenait des avocats, des médecins, des littérateurs, des magistrats, des fonctionnaires, et, entre autres, quelques notaires (greffiers) des communes rurales.

Le 10 juillet, les députés de l'ancienne Transylvanie étant arrivés, la chambre des représentants put procéder à la composition du bureau définitif. Un jeune orateur d'un grand talent, très-instruit et habitué aux usages parlementaires, Denis Pázmándy, fut nommé président par 266 voix. Jean Pálfy, transylvain et unitaire, obtint la première vice-présidence. Paul Almásy la seconde. La majorité élut secrétaires Gabriel Kazinczy, Aloyse Záborszky, Étienne Zákó, serbe d'origine, Jean Keller, transylvain, Jean Ludvigh, et enfin Daniel Irányi, tous candidats ministériels.

Les candidats de l'opposition, — car déjà il s'en manifesta

d'âge. Les six députés les plus jeunes prirent place au bureau provisoire à titre de secrétaires. Il fut décidé que l'on ne procéderait pas à la formation du bureau définitif avant l'arrivée des députés transylvains, lesquels n'avaient pas encore pu être élus, la réunion de l'ancienne principauté au royaume ayant été trop récemment prononcée.

Le premier soin de la chambre fut, selon l'usage, de vérifier les pouvoirs de ses membres. Elle y procéda tout de suite divisée en neuf sections, conformément au règlement proposé par le ministère.

La vérification des pouvoirs, bien que faite avec une scrupuleuse attention, ne prit que fort peu de temps. Les opérations électorales avaient été généralement régulières. A peine eut-on à casser deux nominations entachées du vice prouvé de corruption, vice si commun sous le régime nobiliaire ; quelques autres, mais très-rares, suscitèrent de la part des citoyens des réclamations motivées, auxquelles l'assemblée fit droit en déléguant un de ses membres pour s'enquérir de la vérité sur les lieux mêmes.

Toutes les parties du royaume étaient représentées, à l'exception de la Croatie et des confins militaires, qui avaient refusé de jouir des droits que leur conférait une législation dont ils ne reconnaissaient pas la validité ! Les comitats dits slavons ne s'étaient abstenus que partiellement ; certains districts, où le parti constitutionnel se trouvait en force, avaient délégué des mandataires à Pest. Il manquait un ou deux des représentants du comitat de Bács où dominaient les Serbes révoltés.

Chose remarquable ! le ministère national s'était abstenu complétement d'exercer toute influence sur les opérations électorales. Néanmoins, l'immense majorité des députés lui était favorable. Les conservateurs étaient en si petit nombre que l'on peut dire que la chambre entière appartenait au parti libé-

ral. Elle se composait d'abord de tous les anciens chefs de l'opposition nationale, ensuite d'hommes nouveaux, inconnus, mais animés des intentions les plus patriotiques.

Le signal de la réforme étant parti du sein de la noblesse, le peuple avait jugé de son devoir de ne point exclure les nobles de ses conseils. La majeure partie des élus appartenait donc à la classe des simples nobles propriétaires. Mais, si l'on ne comptait dans l'assemblée que fort peu de comtes ou de barons, le nombre des commerçants et industriels s'y trouvait également très-restreint ; on n'y rencontrait que deux paysans, hommes du reste très-raisonnables et d'une touchante modestie. Les cultivateurs, maîtres du corps électoral, n'avaient point abusé de leur puissance nouvelle. Oubliant leurs griefs séculaires, ils avaient porté leurs voix sur ceux de leurs anciens seigneurs qui leur avaient donné des preuves de libéralisme, et, à défaut de ceux-ci, sur des hommes lettrés, plus capables à leurs yeux qu'eux-mêmes de défendre leurs intérêts et de travailler au salut et à la gloire de la patrie commune. La minorité non-noble, — elle était considérable, — comprenait des avocats, des médecins, des littérateurs, des magistrats, des fonctionnaires, et, entre autres, quelques notaires (greffiers) des communes rurales.

Le 10 juillet, les députés de l'ancienne Transylvanie étant arrivés, la chambre des représentants put procéder à la composition du bureau définitif. Un jeune orateur d'un grand talent, très-instruit et habitué aux usages parlementaires, Denis Pázmándy, fut nommé président par 266 voix. Jean Pálfy, transylvain et unitaire, obtint la première vice-présidence. Paul Almásy la seconde. La majorité élut secrétaires Gabriel Kazinczy, Aloyse Záborszky, Étienne Zákó, serbe d'origine, Jean Keller, transylvain, Jean Ludvigh, et enfin Daniel Irányi, tous candidats ministériels.

Les candidats de l'opposition, — car déjà il s'en manifesta

d'âge. Les six députés les plus jeunes prirent place au bureau provisoire à titre de secrétaires. Il fut décidé que l'on ne procéderait pas à la formation du bureau définitif avant l'arrivée des députés transylvains, lesquels n'avaient pas encore pu être élus, la réunion de l'ancienne principauté au royaume ayant été trop récemment prononcée.

Le premier soin de la chambre fut, selon l'usage, de vérifier les pouvoirs de ses membres. Elle y procéda tout de suite divisée en neuf sections, conformément au règlement proposé par le ministère.

La vérification des pouvoirs, bien que faite avec une scrupuleuse attention, ne prit que fort peu de temps. Les opérations électorales avaient été généralement régulières. A peine eut-on à casser deux nominations entachées du vice prouvé de corruption, vice si commun sous le régime nobiliaire ; quelques autres, mais très-rares, suscitèrent de la part des citoyens des réclamations motivées, auxquelles l'assemblée fit droit en déléguant un de ses membres pour s'enquérir de la vérité sur les lieux mêmes.

Toutes les parties du royaume étaient représentées, à l'exception de la Croatie et des confins militaires, qui avaient refusé de jouir des droits que leur conférait une législation dont ils ne reconnaissaient pas la validité ! Les comitats dits slavons ne s'étaient abstenus que partiellement ; certains districts, où le parti constitutionnel se trouvait en force, avaient délégué des mandataires à Pest. Il manquait un ou deux des représentants du comitat de Bács où dominaient les Serbes révoltés.

Chose remarquable! le ministère national s'était abstenu complétement d'exercer toute influence sur les opérations électorales. Néanmoins, l'immense majorité des députés lui était favorable. Les conservateurs étaient en si petit nombre que l'on peut dire que la chambre entière appartenait au parti libé-

ral. Elle se composait d'abord de tous les anciens chefs de l'opposition nationale, ensuite d'hommes nouveaux, inconnus, mais animés des intentions les plus patriotiques.

Le signal de la réforme étant parti du sein de la noblesse, le peuple avait jugé de son devoir de ne point exclure les nobles de ses conseils. La majeure partie des élus appartenait donc à la classe des simples nobles propriétaires. Mais, si l'on ne comptait dans l'assemblée que fort peu de comtes ou de barons, le nombre des commerçants et industriels s'y trouvait également très-restreint ; on n'y rencontrait que deux paysans, hommes du reste très-raisonnables et d'une touchante modestie. Les cultivateurs, maîtres du corps électoral, n'avaient point abusé de leur puissance nouvelle. Oubliant leurs griefs séculaires, ils avaient porté leurs voix sur ceux de leurs anciens seigneurs qui leur avaient donné des preuves de libéralisme, et, à défaut de ceux-ci, sur des hommes lettrés, plus capables à leurs yeux qu'eux-mêmes de défendre leurs intérêts et de travailler au salut et à la gloire de la patrie commune. La minorité non-noble, — elle était considérable, — comprenait des avocats, des médecins, des littérateurs, des magistrats, des fonctionnaires, et, entre autres, quelques notaires (greffiers) des communes rurales.

Le 10 juillet, les députés de l'ancienne Transylvanie étant arrivés, la chambre des représentants put procéder à la composition du bureau définitif. Un jeune orateur d'un grand talent, très-instruit et habitué aux usages parlementaires, Denis Pázmándy, fut nommé président par 266 voix. Jean Pálfy, transylvain et unitaire, obtint la première vice-présidence. Paul Almásy la seconde. La majorité élut secrétaires Gabriel Kazinczy, Aloyse Záborszky, Étienne Zákó, serbe d'origine, Jean Keller, transylvain, Jean Ludvigh, et enfin Daniel Irányi, tous candidats ministériels.

Les candidats de l'opposition, — car déjà il s'en manifesta

une, — ne réunirent que quelques voix. Les chefs de ce parti, alors si faible, étaient Paul Nyáry et Ladislas Madarász. Certes, ils n'étaient pas seuls à désapprouver la marche jusqu'à ce jour suivie par le gouvernement. Un assez grand nombre de députés partageaient secrètement leur mécontentement avoué ; mais, comme ils croyaient que le cabinet, se sentant soutenu par la représentation nationale, allait enfin déployer plus d'énergie, ils jugèrent utile de ne point l'ébranler avant de l'avoir mis en demeure de réparer ses fautes passées, avant de l'avoir entendu formuler ses intentions, avant de l'avoir vu agir appuyé sur les mandataires du peuple.

Plusieurs séances furent consacrées au règlement. A ce propos, deux modes de discussion se trouvèrent mis en présence. Selon le premier, — le système français, — les projets de loi eussent été préalablement discutés dans les bureaux. Selon le second, — le système anglais, — ils auraient été élaborés dans l'assemblée même, réunie en comité. Le premier système, présenté par le gouvernement, fut adopté par la chambre.

IV

Avant que les représentants du peuple ne commencent réellement leurs travaux, quittons la grande salle de bal de la Ville et jetons un coup d'œil dans la rotonde du Musée.

La haute chambre y siége. La composition est à peu près la même que celle de la Table des Magnats de Presbourg. Un élé-

ment éminemment libéral y a néanmoins été introduit par les nouveaux comtes suprêmes des comitats, remplaçant les anciens comtes et administrateurs ultra-conservateurs.

Cependant, considérée en masse, cette assemblée d'anciens privilégiés, ne peut qu'être réactionnaire de cœur, sinon d'apparence. Aussi sera-t-elle assez nombreuse, tant que les événements ne tourneront pas à la révolution radicale. Mais à peine entendra-t-on gronder le canon, que l'on verra nos seigneurs les magnats disparaître un à un, comme les rats du navire en péril. Les timides se retireront sur leur terres, ne tenant à se compromettre ni d'un côté ni de l'autre. Les braves passeront derrière l'armée ennemie, espérant regagner avec elle tout ce que leur a ravi la liberté maudite. On les surprendra d'abord réunis à Presbourg, sous l'aile protectrice de l'Autriche ; puis à Ischl, dans le Salzbourg, et ailleurs. Quelques-uns mêmes, rejetant un dernier reste de pudeur, accepteront des emplois de Windischgraetz, serviront l'ennemi, le bourreau de la Hongrie, soit en qualité de commissaires de l'armée d'invasion, soit à titre de membres de l'administratiom *impériale*. Cette vérité est bien triste à constater : si la haute aristocratie hongroise se partagea entre les deux camps, la majorité ne se rangea pas du côté de la patrie et du droit.

La première chambre n'avait pas, comme la seconde, le droit d'élire son président. Le gouvernement éleva à la présidence le juge du royaume, Georges Mailáth, et lui donna pour vice-président le baron Sigismond Perényi, comte suprême d'Ugoesa. Le ministre de l'intérieur, Barthélemy Szemere, délégué comme orateur auprès des magnats, leur notifia ces nominations dans la séance préparatoire, tenue le 4 juillet.

Ce même jour, Eugène Beöthy, comte suprême de Bihar, annonça le dépôt d'une proposition très-importante. Il ne s'agissait de rien moins que de faire subir à la chambre haute la

même réforme que celle qu'avait déjà subie la seconde chambre, c'est-à-dire de réorganiser l'ancienne *Table des magnats*, conformément aux principes égalitaires du nouveau régime. Le comte suprême de Sáros, Ladislas Ujházy, également démocrate, appuya avec chaleur la motion de son collègue.

Dans la séance du 8 juillet, Eugène Beőthy développa les idées qu'il avaient émises, sans rencontrer d'opposition. La haute chambre invita le ministère à présenter un projet pour la réforme de la chambre haute, conformément aux exigences de l'époque.

V

Le 11 juillet, Kossuth prit la parole en qualité de représentant du ministère auprès de la chambre des députés. Son apparition à la tribune produisit seule un immense effet : accablé de fatigue, malade, il était pâle, pouvait à peine se tenir debout et la fièvre faisait trembler sa voix. Cependant, de la toute-puissance de son énergie morale dominant sa faiblesse physique, il voulut parler, et il parla durant une heure et demie, avec une indicible éloquence.

Son discours est trop long pour être ici reproduit en entier. Nous le résumerons donc et nous essaierons d'en donner une imparfaite esquisse.

Tout d'abord, l'orateur rappela que le ministère, en prenant possession du pouvoir, n'avait trouvé à sa disposition ni ar-

gent, ni armes. Puis, il passa en revue les phases diverses de la question croate et de la rébellion serbe, détailla les mesures prises à l'effet d'éviter les conflits et de réprimer les attaques. Il appela particulièrement l'attention de la chambre sur l'invasion des principautés moldo-valaques par les Russes : le ministère avait fait demander des explications à l'ambassadeur du czar près la cour de Vienne, et celui-ci avait répondu que l'occupation des principautés avait lieu en vertu du traité d'Andrinople, qu'elle n'était nullement dirigée contre la Hongrie, et que la Hongrie n'aurait rien à craindre de l'empereur de Russie, tant qu'il n'y remarquerait pas des rassemblements (polonais), hostiles à son égard.

Kossuth aborda ensuite les relations avec l'Autriche :

« Après nous avoir fourni, dit-il, plus d'une preuve de son » peu de sympathie pour nous, vers la fin de juin, le cabinet de » Vienne adressa au ministère hongrois un mémoire où il » nous menaçait de nous dénoncer la neutralité, si nous ne » traitions pas, à tout prix, avec les Croates. C'est comme s'il » nous eût dit qu'en ce cas l'empereur d'Autriche déclarerait » la guerre au roi de Hongrie ! Il est inutile d'ajouter que nous » avons répondu d'une manière satisfaisante pour l'honneur du » pays. Mais, à peine notre réponse était-elle partie, qu'il nous » arriva de Vienne une note par laquelle le cabinet impérial se » plaignait de ce que le ministre des finances de Hongrie eût » refusé au commandant de Zágráb [1] les fonds nécessaires à » l'entretien de ses troupes, de telle sorte que l'on avait été » obligé de lui envoyer de Vienne cent mille florins ! »

Cette révélation produisit la plus vive émotion parmi les au-

[1] Jellachich.

diteurs. Des murmures de colère se firent entendre, surtout lorsque l'orateur ajouta que le ministère impérial n'avait pas envoyé à Jellachich cent mille florins seulement, mais, contrairement à son dire, *cent cinquante mille*.

Des acclamations enthousiastes couvrirent les paroles suivantes que Kossuth jeta au milieu de la tempête :

« Ce ministère n'existe plus ! Le souffle de l'*aula* [1] l'a emporté ! »

Dès que le silence fut rétabli, l'orateur-ministre énuméra les périls auxquels le pays se trouvait exposé.

« Oui, s'écria-t-il, le pays est en danger, ou plutôt il sera en » danger de mort, — à moins qu'il ne se décide à vivre !...

» En cette occurrence, où faut-il chercher du secours ? Dans » des alliances avec les puissances étrangères?

» Nous nous sommes mis en rapport avec le gouvernement » anglais, et sa réponse a été satisfaisante. Mais soyons con» vaincus que l'Anglais ne nous appuiera qu'en tant et aussi » longtemps qu'il croira cela conforme à ses intérêts pro» pres.

» Quant à la France, je professe pour la nation française, » représentant la liberté dans le passé, la plus grande sympa» thie. Mais je ne veux pas voir dépendre la vie de ma nation » de sa protection ou de son alliance. La France vient d'assister » à un second dix-huit Brumaire (l'insurrection de juin) ; elle » est sur le bord de la dictature. Il se peut que le monde en » voie surgir un second Washington, mais il se peut aussi » qu'il en surgisse un autre Napoléon... Toujours est-il que la » France nous doit servir d'exemple ; elle nous apprend que » tout mouvement ne profite pas à la liberté, et qu'une nation

[1] La jeunesse de l'université de Vienne.

» qui aspire à la liberté tombe très-facilement dans la servitude
» lorsqu'elle outrepasse les bornes de la sagesse. Du reste,
» quelque tournure que prennent les affaires françaises, il est
» certain que la France est loin. La Pologne aussi s'appuyait
» sur la sympathie de la France. La sympathie existait, mais la
» Pologne n'existe plus !

» Après la France, voici l'empire germanique.

» Messieurs, je l'avoue avec franchise et j'en suis intimement
» convaincu, la nation hongroise est appelée à vivre en bonne
» et intime amitié avec la nation allemande affranchie, comme
» l'Allemagne libre est appelée à vivre en bonne et intime amitié
» avec la Hongrie ; elles sont appelées ensemble à sauvegarder
» la civilisation occidentale. C'est pourquoi nous avons envoyé
» une ambassade à Francfort. Elle y a été dignement accueillie...

» Mais c'est principalement en nous-mêmes qu'il faut cher-
» cher notre force. Seule elle vivra la nation possédant en soi
» la force vitale. La nation dont la vitalité ne provient pas
» d'elle-même, et qui ne subsiste que grâce à l'assistance d'au-
» trui, cette nation-là n'a point d'avenir !...

» Je vous invite, Messieurs, à prendre une grande décision ;
» je vous invite à faire cette déclaration :

» En raison des circonstances extraordinaires, bien qu'étant
» disposée à accueillir toutes les ouvertures équitables, la na-
» tion est décidée à faire le plus grand sacrifice pour conserver
» l'intégrité de la couronne, de l'indépendance et de la liberté.
» A cet effet, la chambre autorise le gouvernement à élever les
» forces disponibles du pays à 200,000 hommes, dont 40,000
» devront être levés immédiatement, et le reste au fur et à me-
» sure des besoins ; la chambre ouvre au ministère un crédit de
» 42,000,000 de florins.

» Messieurs, telle est mon opinion : l'avenir de cette nation
» dépend de la décision que la chambre va prendre, et aussi

ERZSÉBET TUDOMÁNY EGYETEM Magyar Történeti Intézete

» de la manière dont elle la prendra. C'est une des raisons » pour lesquelles je n'ai pas voulu confondre la présente affaire » avec l'Adresse en réponse au discours du trône. La question » de la conservation de la patrie ne doit dépendre d'aucune » question de cabinet. Le ministère peut tomber, mais la patrie » doit être sauvée. A cause de cela et afin de prévenir toute in- » terprétation erronée, je déclare solennellement que, lorsque » je demande à la chambre d'accorder les 200,000 hommes et » les fonds nécessaires..... »

— « Nous accordons! » interrompit Paul Nyáry.

Et, debout, il leva la main droite vers le ciel, comme pour prêter serment à la patrie.

— « Nous accordons! » s'écria l'assemblée tout entière, sans en excepter un seul membre, debout et les mains droites étendues.

A cette scène sublime, un profond silence succéda. Kossuth alors, les yeux en larmes et les bras croisés sur la poitrine, s'inclina profondément devant l'assemblée nationale.

« Messieurs, reprit-il ensuite, j'allais vous dire : Veuillez ne » pas considérer cette demande, comme si le ministère voulait » se faire donner un vote de confiance. Non! nous avons voulu » vous demander de voter la conservation de la patrie!

» Messieurs, j'allais vous dire aussi : S'il est en ce pays un » cœur qui souffre et qui attende son soulagement, s'il existe » un désir qui réclame satisfaction, qu'il souffre encore un peu, » ce cœur; qu'il patiente encore un peu, ce désir; que de cela » ne dépende pas la conservation de la patrie!

» Voilà, Messieurs, ce que j'avais l'intention de vous dire...

» Mais vous vous êtes levés comme un seul homme, et moi, » je me prosterne devant la grandeur de cette nation!..

» Autant d'énergie dans l'exécution que j'en ai rencontré » dans la décision, et les portes de l'enfer même ne renverse- » ront pas la Hongrie! »

En vérité, il est impossible même de donner une idée de l'effet prodigieux que produisit cette éclatante péroraison. Les *Èljen Kossuth!* se mêlèrent aux *Éljen a haza! Vive la Patrie!* Mille applaudissements, mille cris d'enthousiasme s'entre-croisèrent de la chambre aux tribunes et des tribunes à la chambre avec une sorte de frénésie.

Le président, incapable de dominer l'émotion générale, dut déclarer la séance suspendue pour une heure.

VI

C'est le 20 juillet que les représentants écoutèrent la lecture de la réponse au discours du trône, réponse rédigée par la commission précédemment choisie. Avant l'engagement de la discussion, Kossuth se chargea d'exposer la politique ministérielle.

Il parla d'abord de la question croate. L'archiduc Jean, conciliateur désigné par le roi, s'était adressé au palatin pour savoir quelles conditions le gouvernement hongrois mettait à un arrangement. Le ministère s'était hâté de répondre qu'il n'hésitait pas à reconnaître les griefs réciproques des Croates envers les Hongrois et des Hongrois envers les Croates, mais que ces

violations des droits des uns et des autres ne provenaient nullement de son fait propre, qu'elles étaient dues, au contraire, aux vices de l'ancien régime ; et qu'en conséquence il était tout prêt à les faire cesser immédiatement. Par la même occasion, il s'était permis de rappeler à l'archiduc que la dernière loi de la diète de Presbourg avait non-seulement reconnu l'autonomie des parties annexes, mais en avait même augmenté la portée, abandonnant un des droits constitutionnels les plus importants, la répartition des représentants entre les différentes circonscriptions électorales et toutes les mesures s'y rattachant, à la libre décision de la congrégation générale des comitats de Croatie. Quant au gouvernement hongrois, il avait autorisé les Croates à se servir de leur langue dans leurs rapports avec la Hongrie, le texte magyar étant toutefois mis en regard du texte croate, car les documents devaient être écrits à la fois dans les deux langues ; le premier exemple de cette condescendance avait été donné par le ministère de Pest lorsqu'il adressa à l'administration de Zágráb les nouveaux décrets traduits en croate, en même temps que rédigés en hongrois. Jamais encore, en dépit du programme du ministère autrichien proclamant *l'égalité* des droits entre les nationalités, jamais le gouvernement impérial n'avait d'une manière aussi franche reconnu, consacré les droits nationaux, dans aucune de ses provinces héréditaires ; bien plus, *nul État au monde, renfermant dans son sein des populations de langues diverses, n'avait jusqu'à ce jour devancé dans cette voie le gouvernement hongrois.* Enfin, désirant à la fois redresser les anciens griefs et satisfaire aux réclamations équitables des Croates, le cabinet de Pest avait demandé qu'une congrégation générale se réunît à Zágráb et déléguât à la diète, assemblée constitutionnellement, des représentants qui pussent exposer de vive voix et soumettre à la discussion publique les vœux de leurs commettants.

En entamant l'exposition de la question italienne, Kossuth déclara que ses sympathies personnelles étaient acquises aux Italiens. — « Mais, ajouta-t-il, il n'est pas permis en politique de ne prendre conseil que de son propre cœur. »

Sans doute on se rappelle le passage du discours du trône, relatif à l'Italie. Il ne contenait absolument que cette simple mention : « Il n'a pas encore été possible de rétablir la paix » en Italie, où les troupes du roi de Sardaigne et d'autres puis- » sances étrangères ont attaqué l'armée de Sa Majesté. » Il n'y était demandé ni hommes, ni argent. Pas le moindre mot ne faisait allusion à quoi que ce fût de ce genre. Il est certain, pourtant, que la cour, par l'entremise du Palatin, avait sollicité du cabinet Batthyány une promesse à cet égard. Mais ce cabinet, lors de la discussion du discours d'ouverture, n'avait pas osé laisser faire à la diète une demande semblable au nom du roi. Il connaissait les sympathies de la Hongrie pour sa sœur italienne, sympathies manifestées en mainte occasion. Néanmoins, sur les instances très-pressantes de l'archiduc, le matin même du jour où l'assemblée fut ouverte, rassuré sur les dispositions de la majorité qui, dans les réunions préparatoires, s'était montrée très-déterminée à le soutenir, le ministère consentit à insérer ce qui suit dans le procès-verbal du conseil qu'il avait tenu :

« Si le gouvernement autrichien voulait aider le cabinet » hongrois à rétablir la tranquillité à l'intérieur, celui-ci serait » prêt à défendre Sa Majesté contre *l'agression extérieure*, en » protestant néanmoins ouvertement contre toute interpréta- » tion qui tendrait à faire servir cette promesse à l'oppression » de la nation italienne. La Hongrie ne prêterait de secours » que pour amener la conclusion d'une paix, qui sauvegar- » dât en même temps et la dignité de Sa Majesté, et les droits, » libertés, vœux équitables de la nation italienne. »

Un peu plus tard, enhardi par l'appui dont l'avait honoré l'assemblée nationale, le cabinet Batthyány, auprès duquel sans doute l'archiduc insistait de plus en plus, crut pouvoir sortir de sa réserve. Il fit des démarches auprès de la commission parlementaire et s'efforça de lui prouver qu'il était indispensable de promettre au roi le secours de la Hongrie dans l'Adresse, bien que ce secours n'eût pas été expressément réclamé dans le discours d'ouverture.

La conduite du ministère surprit, affligea tout le monde. Pas un seul député, en recevant son mandat, n'avait supposé qu'il se verrait appelé à voter des secours contre les Italiens. La proposition ministérielle fut non-seulement désapprouvée intimement par chacun des représentants, mais encore elle fut attaquée, dans le sein de l'assemblée, avec vivacité, on peut dire avec violence.

Les deux Madarász, Nyáry, Maurice Perczel, Ladislas Teleki, Patay et plusieurs autres lui opposèrent des arguments aussi multipliés que solides.

— D'abord, établirent-ils, il est absurde d'offrir des secours lorsque le roi n'en demande pas. D'un autre côté, rien n'oblige la Hongrie à suivre l'Autriche dans toutes les guerres qu'il lui plairait de soutenir, vu que le droit de déclarer la guerre et de conclure la paix appartient à la fois à la diète et au roi, ce qui implique, de la part de la diète, le droit de refuser de faire la guerre. A un point de vue plus élevé, les Italiens ayant le même droit que les Hongrois à l'indépendance nationale, il serait déshonorant pour la Hongrie de servir à opprimer ailleurs une liberté qu'elle réclame pour elle-même. Et puis, les réserves émises étant acceptées, par quoi le gouvernement hongrois serait-il garanti de l'emploi équitable des troupes abandonnées au gouvernement autrichien? qui empêcherait ce dernier gouvernement d'utiliser l'armée par delà les Alpes, contrairement

aux vœux de la nation hongroise, pour l'asservissement de la nation italienne? Abstraction faite de la dignité, du droit et de la justice, en général, il est de l'intérêt propre de la Hongrie de n'aider d'aucune manière l'Autriche à écraser les Italiens, car ainsi elle permettrait à l'Autriche victorieuse de tourner toutes ses forces contre le libéralisme hongrois.

Cette argumentation était si claire et si concluante, elle était l'écho si fidèle de l'opinion publique, que lorsqu'elle fut développée devant l'assemblée, les galeries, d'ordinaire très-paisibles, ne purent réprimer leur émotion. Les discours des opposants, surtout celui de Nyáry, provoquèrent les applaudissement les plus vifs, les interruptions les plus chaleureuses.

On écouta avec une certaine impatience la défense du ministère présentée par les ministres eux-mêmes, Eötvös, Deák, Széchenyi, Kossuth.

— La Pragmatique Sanction, disaient-ils, oblige la Hongrie à défendre les possessions, même non hongroises, du monarque commun *contre toute agression étrangère*, de même qu'elle oblige l'Autriche à garantir la Hongrie de toute attaque du même genre [1]. Or, dans le cas présent, il y a évidemment *agression étrangère*, par le fait de l'entrée sur le territoire autrichien des troupes de S. M. le roi de Piémont. D'un autre côté, ce que demande le gouvernement n'a nullement pour but d'aider l'autorité impériale à opprimer l'Italie, puisqu'il est très-expressément énoncé, dans la promesse de secours, que ces secours ne seront accordés qu'à l'effet d'obtenir la paix sur

[1] 1723. Art 1 de la *Pragmatique sanction* : « Ad permansionem eorumdem (statuum et ordinum) ac incrementum publici status regni Hungariæ partiumque eidem adnexarum, proque stabilienda in omnem casum, etiam contra vim externam cum vicinis regnis et provinciis hæreditariis unione, et conservanda domestica tranquillitate, directam curam et sollicitudinem Suæ Majestatis, etc.

la base de la liberté constitutionnelle des Italiens ; enfin, au point de vue de l'intérêt immédiat du constitutionnalisme hongrois, n'est-il pas impolitique d'exiger le rappel d'un certain nombre de troupes (dix à douze mille hommes) qui, ou bien n'empêchera pas la continuation de la guerre d'Italie, ou bien, s'il amène la retraite de toute l'armée autrichienne, mettra à la disposition de la cour, contre la Hongrie, un nombre très-supérieur d'ennemis déclarés, de régiments croates.... etc., etc.

Les adversaires du cabinet ne manquèrent pas d'arguments à opposer à ces raisons, plus ou moins spécieuses. Mais, quant au premier argument il était impossible de ne point l'admettre, à moins de vouloir, en méconnaissant la Pragmatique Sanction, rompre immédiatement les rapports légaux qui jusqu'alors avaient uni la Hongrie à la monarchie autrichienne. Bien qu'il n'ignorât pas les machinations de la *camarilla*, hautement dénoncées à la tribune par plusieurs orateurs, par Paul Pap entre autres, et par Maurice Perczel, le ministère Batthyány était trop timide, il avait trop peu de confiance en lui-même, il n'avait pas assez de confiance dans la force réelle et dans l'énergie du pays.

« En Hongrie, s'écria Kossuth lui-même, le peuple est éminemment monarchique. Si la chambre décide qu'il faut lever, pour la défense du pays, 200,000 hommes, et qu'à Vienne on dise : Il ne le faut pas ! alors, probablement, les 200,000 hommes ne seront pas levés. »

Kossuth se trompait. — Le peuple depuis l'a prouvé lui-même, — le peuple était déjà d'un patriotisme capable et de sacrifices et de prodiges. Il aurait pris les armes alors, comme il les prit plus tard, sans la permission, malgré la défense de la cour de Vienne.

Faible et persuadé de la faiblesse générale, le ministère rêvait de concilier des choses inconciliables : la liberté et l'em-

pire, l'indépendance de la Hongrie et l'intégrité de l'Autriche. Cependant, pour être juste, on doit reconnaître qu'il ne se prêtait qu'à contre-cœur aux exigences impériales. Les membres les plus libéraux du cabinet subissaient impatiemment le rôle que leurs collègues modérés leur faisaient jouer. Kossuth notamment, qui, par la suite, devait se décider à rompre avec ses collègues, ne voulant plus paraître inconséquent à ses amis, Kossuth déjà cédait en partie aux vœux de l'opposition.

« Que l'Autriche, lui accordait-il, choisisse une ligne stra-
» tégique nécessaire pour sa défense, par exemple l'Adige ; que
» le territoire situé au delà de cette rivière soit indépendant, et
» que le territoire restant en deçà obtienne des garanties consti-
» tutionnelles. »

Paul Nyáry se hâta d'accepter cette transaction au nom des opposants, à condition toutefois qu'elle serait nettement formulée. Ce que Kossuth promit pour le lendemain.

VII

Le lendemain, — 21 juillet, — Kossuth, en montant à la tribune avertit l'assemblée qu'elle devait le considérer comme étant seul responsable des paroles par lui prononcées la veille, tandis que l'amendement dont il allait donner lecture était l'expression de la pensée du cabinet tout entier.

Or, voici ce que cet amendement contenait en substance : Les secours ne seraient accordés que si l'Autriche consentait à accorder à ses possessions italiennes un gouvernement indépendant, sous le sceptre autrichien ; dans le cas où les Italiens n'accepteraient pas un pareil arrangement, une ligne stratégique de démarcation serait tracée.

Mais quelle serait cette ligne? On n'indiquait point l'Adige, comme Kossuth l'avait fait, et il fut obligé de dire qu'il n'avait nommé l'Adige que pour servir d'exemple, et de son propre chef. Quant au cabinet, il croyait devoir laisser aux négociateurs le soin de fixer la dite ligne stratégique.

Ladislas Madarász se leva aussitôt et réclama l'impression de l'amendement. Mais le ministre de la justice, Deák, s'y opposa.

Maurice Perczel insista avec beaucoup de vivacité. L'amendement qui venait d'être lu différait essentiellement de l'amendement proposé la veille. Si donc l'impression en était refusée, le ministère avouait *ne pas suivre une voie droite.*

« Depuis la dernière diète, s'écria l'ardent orateur dans le » cours de son improvisation, l'intrigue a présidé au maniement » des affaires du pays! »

Ces paroles offensèrent Kossuth. La question étant ainsi posée, il s'agissait de savoir si le ministère avait conservé ou perdu la confiance de la nation. — « Je demande à la chambre, » dit-il, si elle veut, après les explications données, accorder un » vote de confiance au ministère? »

Une majorité considérable se prononça aussitôt pour l'affirmative.

La gauche, assise, protesta en criant : « Ce n'est pas là la question ! ce n'est pas bien ! A l'ordre ! »

« Je n'ai pas désiré, reprit l'orateur du cabinet, je n'ai pas » provoqué cette scène; mais, quand on n'observe pas les

» règles de la loyauté, quand on dit que le ministère veut » priver la chambre des moyens de se prononcer en toute liberté, » voilà ce que je réponds : Qu'elle reste réduite à sa petitesse, » cette minorité qui veut ainsi faire violence à nos délibéra- » tions! »

Sous cette accusation directe, la gauche bondit, et des interpellations furieuses empêchèrent l'orateur de continuer.

Dès que le silence put être rétabli, il répondit directement à Nyáry, que, pour lui-même, il ne s'était point opposé à l'impression de l'amendement; il ne s'était élevé que contre Perczel, calomniant le gouvernement en disant que l'intrigue présidait au maniement des affaires, ce qui ne devait pas être jeté dans le feu d'une discussion, mais prouvé.

Perczel fit remarquer alors qu'il n'avait pas entendu accuser particulièrement le cabinet national.

Cette remarque ôta à la discussion beaucoup de sa violence primitive. Elle continua avec plus de calme. Sur la plupart des questions, notamment sur la question croate, la conduite et les idées du ministère furent généralement approuvées, même par des opposants tels que Nyáry et Teleki. Mais sur la question italienne, il fut beaucoup plus difficile de s'entendre. L'opposition, à bon droit, maintint son opinion.

Le 22 juillet, on procéda au vote par appel nominal. L'adresse fut approuvée par 233 voix contre 36 [1].

[1] Maurice Perczel, directeur de la police, résigna ses fonctions, ne voulant plus servir un gouvernement dont la politique avait cessé de lui convenir, et qu'il avait si énergiquement combattu. Daniel Iranyi vota également avec la minorité, bien qu'il occupât une place au ministère. Disons-le à l'honneur du cabinet, il n'en fut pas moins maintenu dans son emploi malgré plusieurs autres votes dans le sens de l'opposition.

VIII

Une adresse à peu près semblable avait été votée, le 21, par la haute chambre, malgré l'opposition de quelques magnats, notamment de Ladislas Ujházy et de Samuel Teleki. Perdant de son énergie morale à l'approche du danger, Wesselényi, si courageux naguère, s'était prononcé en faveur de la promesse de secours, sous prétexte qu'elle était indispensable pour contrebalancer l'offre faite par Jellachich à Inspruck de fournir 50,000 croates contre les Italiens. En conséquence, la haute chambre avait déclaré qu'elle serait prête à fournir énergiquement son concours pour que la guerre prît fin conformément à la dignité, aux droits du trône, et au principe de la liberté constitutionnelle, dès que, *grâce à l'intervention de l'autorité royale*, la paix aurait été rétablie *à l'intérieur*.

L'espérait-on? Quoi qu'il en soit, cette dernière clause, votée par les deux chambres, indique assez à quel point le gouvernement hongrois était encore aveuglé sur la conduite et les intentions de la cour à son égard. Quelques semaines suffirent pour l'éclairer sur la vraie marche à suivre vis-à-vis des Italiens.

Le 18 août, le vaillant orateur de l'opposition, Maurice Perczel interpella le ministère.

— La Lombardie étant déjà reconquise, qu'avez-vous fait, demanda-t-il, pour que la nationalité, la liberté et le régime constitutionnel soient garantis aux Italiens?

A quoi Kossuth répondit :

— Le ministère a envoyé l'adresse au ministre Eszterházy et celui-ci a dû s'efforcer de faire valoir, en toute circonstance, les vues du gouvernement hongrois ; dernièrement même il lui a été adressé des instructions plus précises à cet égard.

Mais n'anticipons pas davantage sur la marche des événements et résumons l'adresse des représentants [1].

L'Adresse commence par quelques phrases de condoléance au sujet de la mauvaise santé du roi et par des protestations de fidélité. Ensuite, la Chambre y exprime ses regrets relativement à la guerre civile avec les Serbes et aux dissentiments avec les Croates. Mais, en même temps, elle déclare être prête à défendre l'intégrité de la couronne, et elle annonce qu'elle a voté à cet effet des subsides en hommes et en argent. Elle repousse comme calomnies indignes les insinuations qui tendraient à rendre la cour complice des insurgés. Elle se félicite de l'heureuse réunion de la Transylvanie à la Hongrie.

Quant à la question italienne, voici comment elle se trouve traitée dans l'Adresse :

« ... Quand l'ordre et la paix seront solidement rétablis dans » notre pays, quand son intégrité morale et matérielle sera as- » surée, nous prêterons volontiers la main à Votre Majesté » pour arriver à la conclusion d'une paix qui réponde, d'une » part, à la dignité du trône et, d'autre part, à la liberté con- » stitutionnelle et aux vœux équitables de la nation ita- » lienne. »

Les représentants terminent ainsi leur réponse au discours du trône :

« La nation est convaincue que, de même qu'elle a rempli

[1] Nous nous sommes servis du texte imprimé dans le *Kossuth-Hirlap* du 20 juillet.

» sa mission dans le passé, quand elle servait de barrière à la » civilisation européenne contre la barbarie orientale, ainsi, » par suite de sa position géographique, elle ne remplira ses » grands devoirs envers les peuples libres de l'Occident et en- » vers la civilisation, que si, en outre du développement de ses » forces matérielles, elle cherche sa base la plus solide dans le » développement logique et constant des principes constitu- » tionnels sur la base de l'égalité des droits. »

Certes, nous n'avons pas hésité à désapprouver la promesse, même conditionnelle, de secours contre les Italiens. Disons-le très-franchement, les Italiens, rangés sous le sceptre autrichien, ne voulaient, ne devaient vouloir qu'une chose, ce qu'ils veulent si unanimement aujourd'hui : se débarrasser des Autrichiens. La Hongrie n'avait pas le droit d'aider à leur imposer l'Autriche avec quelque somme que ce fût de libertés constitutionnelles. En hésitant à entrer révolutionnairement dans le camp des peuples, au risque de compromettre un présent fort peu assuré, elle aida son éternelle ennemie à ouvrir le gouffre au fond duquel elle est tombée, malgré tant d'héroïsme. Mais, si l'on ne peut excuser la Hongrie, doit-on lui garder rancune d'une faute dont, la première, elle a été victime?

Cette faute provint et de la position particulière de la Hongrie, vis-à-vis de l'Autriche, à laquelle la liait intimement la Pragmatique sanction, et de l'hésitation de son gouvernement à l'en arracher, hésitation fort concevable, puisqu'il se trouvait en présence des races non-magyars révoltées et, ne comptant pas assez sur la nation, se croyait impuissant à soutenir une lutte ouverte contre l'empire autrichien.

La rédaction du paragraphe de l'Adresse, relatif aux Italiens, devait manquer et manqua son but. L'opposition parlementaire avait parfaitement compris cela. En effet, si la Hongrie ne promettait pas son assistance avant le rétablissement de la paix in-

térieure et la consécration de l'intégrité morale et matérielle de l'État, si elle ne la promettait que pour assurer les vœux légitimes des Italiens, évidemment la cour ne pouvait pas prendre cette promesse au sérieux. La cour n'entendait pas plus accorder la liberté aux Italiens que les Italiens n'espéraient l'obtenir d'elle; d'autre part, encourageant tous les mouvements antihongrois, elle savait fort bien que jamais la Hongrie ne serait par elle mise de droit en demeure de remplir sa promesse, car jamais l'Autriche n'en aurait préalablement rempli la condition expresse. Quoi qu'il en fût, un point grave restait acquis contre les Italiens, pour l'Autriche, et, partant contre les Hongrois eux-mêmes : les régiments formés de leurs compatriotes restaient de l'autre côté des Alpes. Enfin, et pour tout résumer, l'assemblée de Pest avait, dans une certaine mesure, enfreint des principes libéraux, et elle n'avait pas réussi à conquérir au profit de la liberté constitutionnelle, sinon l'appui, au moins la condescendance forcée du monarque.

IX

Depuis le commencement des troubles intérieurs, le ministère désirait ardemment que le roi vînt habiter sa résidence royale de Bude. Il espérait ainsi débarrasser Sa Majesté des conseillers réactionnaires dont elle était entourée, et, du même coup, assurer la légitimité du nouveau régime, consacrer l'inviolabilité de la sainte couronne, attaquée par des agitateurs qui se

proclamaient les défenseurs du monarque et de la monarchie. Plusieurs fois déjà, principalement lors de l'ouverture de la diète, le roi avait déguisé son refus sous une prétendue maladie. On résolut de tenter un nouvel effort.

Le 24 juillet, sur la motion du comte Ladislas Teleki, adoptée à l'unanimité, l'assemblée nationale nomma une très-nombreuse députation, à laquelle se joignirent les délégués de la haute chambre et qui fut envoyée à Inspruck pour engager le monarque à remplir la promesse qu'il avait faite naguère à ses sujets. Mais, presque en même temps, la diète de l'empire, réunie à Vienne, votait une adresse par laquelle elle exigeait que l'empereur rentrât au plus vite dans sa capitale autrichienne, où l'absence du gouvernement devenait de plus en plus périlleuse. Ferdinand consentit à obéir à l'injonction de ses « chers Viennois. » Prêt à partir pour sa résidence ordinaire, il répondit (8 août) à la députation hongroise qu'il irait à Bude, sinon avant, au moins lors de la clôture de la diète, et *si la divine Providence le lui permettait*. La divine Providence ne devait pas le lui permettre.

Le refus, quoique motivé, du roi, aurait dû faire comprendre au gouvernement hongrois qu'il lui devenait de plus en plus impossible de se maintenir sur le terrain où jusqu'alors il était resté immobile. La légalité, respectée de son côté, de l'autre secrètement mais efficacement méprisée, le conduisait à l'abîme, et par malheur, avec lui la nation. C'est ce que parurent comprendre les représentants qui, de plus en plus défiants à l'égard du souverain, commencèrent à chercher hors de l'Autriche des alliés plus sûrs pour la cause hongroise.

Un intérêt capital identifiait la cause hongroise à la cause allemande : la nécessité commune de résister au panslavisme, de s'opposer à sa réalisation. Le parlement de Francfort avait, le premier, témoigné la sympathie la plus cordiale à l'égard de

la Hongrie. Le 3 août, sur la proposition d'Étienne Gorove, la chambre des députés de Pest se prononça solennellement en faveur de la conclusion d'une alliance entre la nation hongroise et l'empire d'Allemagne. Afin de sceller d'avance cette alliance intime, l'assemblée entière se leva et acclama chaleureusement la Germanie régénérée.

Il importait de donner à cette manifestation un sens très-précis, en vue surtout des complications que pourraient amener les tergiversations du gouvernement autrichien, lequel hésitait à se prononcer franchement pour ou contre l'union allemande. C'est à cause de cela que Paul Nyáry fit la proposition suivante :

« S'il arrivait qu'au sujet de l'unité, le gouvernement au-
» trichien se trouvât impliqué dans une guerre avec l'Allema-
» gne, l'Autriche ne pourrait pas compter sur l'assistance de
» la Hongrie. »

L'assemblée approuva avec enthousiasme.

Avons-nous besoin de faire ressortir combien ce vote diffère de celui qui avait été précédemment rendu à propos de l'Italie? Il nous suffit de faire remarquer que les vrais sentiments des représentants se manifestaient dès que le ministère cessait de peser sur leurs décisions.

Dans la présente circonstance il arriva même que Kossuth, sans prendre l'avis de ses collègues, s'associa à la manifestation parlementaire et exprima ouvertement son désir de voir l'Autriche s'unir à l'empire d'Allemagne, pour ses possessions allemandes. Mais les autres ministres, principalement les deux directeurs de la politique de transaction, Batthyány et Deák, qui sans doute n'avaient point assisté à la séance du 3 août, cherchèrent et trouvèrent le moyen de diminuer, au moins quant à la forme, la portée de ce qui s'y était fait.

C'est probablement sous leur influence que, le 17 août, les

magnats qui, d'ordinaire se contentaient de paraphraser les décrets des représentants, essayèrent d'ôter à la décision prise relativement à l'Allemagne toute signification anti-autrichienne. S'associant aux vœux de la chambre des députés, la haute chambre déclara :

« La Hongrie est d'autant moins décidée à prêter la main aux » adversaires de l'unité (germanique) qu'elle croit cette politique » identique avec celle de la dynastie. »

X

La timidité du cabinet Batthyány et son indécision à se prononcer pour ou contre la révolution se révélaient sans cesse, et malheureusement il se conduisit de la même manière incohérente depuis son entrée au pouvoir jusqu'à sa retraite.

Le 3 août, le ministre de l'instruction publique et des cultes présenta un projet de réforme de l'instruction populaire. Ce projet avait un vice radical. Il laissait subsister l'ancien système des écoles primaires, divisées d'après les religions, et par conséquent l'inégalité des allocations faites aux divers établissements d'instruction inférieure et supérieure. La majorité de l'assemblée se montra plus libérale en se prononçant en faveur de la création d'écoles mixtes, dans lesquelles auraient été admis ensemble les enfants des divers cultes. L'article du projet ministériel, où les écoles mixtes se trouvaient condamnées au

profit des écoles religieuses, fut repoussé par 181 voix contre 86 (8 août).

Ce vote effraya le ministère qui craignait que la décision de la chambre ne portât ombrage aux divers clergés et n'ajoutât une cause de plus aux nombreuses causes de l'agitation à laquelle le pays était en proie.

En conséquence, dès le lendemain (9 août), il essaya d'amener les représentants à se dédire ou au moins à atténuer la portée de l'acte de la veille. Le président de l'assemblée, Pázmándy, qui assistait régulièrement aux conseils des ministres, se fit le champion de leur politique de précautions. Abandonnant son fauteuil au vice-président, il prit la parole et fit la motion suivante :

— A côté des écoles mixtes, établies dans chaque commune par le gouvernement, chaque communauté religieuse restera libre de fonder, elle aussi, une école, et les frais de fondation seront supportés même par les citoyens de la commune créatrice qui enverront leurs enfants à l'instituteur civil.

L'assemblée se montrant peu disposée à accepter cette transaction, Kossuth en fit une question de cabinet. La motion de Pázmándy fut approuvée.

Amis de la liberté individuelle, et opposés à tout ce qui en restreint le légitime exercice, nous n'entendons point contester la justice du principe proclamé par le gouvernement, lorsqu'il revendiquait pour les diverses communautés religieuses, la faculté de créer des écoles particulières, en dehors des écoles mixtes. Seulement, il nous semble qu'il eût été plus sage de renvoyer la discussion d'une loi aussi importante à une époque plus calme, ainsi que le demandèrent la plupart des orateurs.

Du reste il fallut en venir là. Au moment où le projet ministériel subissait sa seconde épreuve devant les magnats, le baron Eötvös le retira.

XI

Le projet d'organisation de l'armée fut mis à l'ordre du jour le 16 août. Son auteur, le ministre de la guerre, Mészáros, demandait que les anciens régiments restassent tels qu'ils étaient, c'est-à-dire autrichiens, et que, tout en restant autrichiens, ils fussent complétés, même augmentés d'un quatrième bataillon.

Or, depuis plus d'un siècle, la Hongrie n'avait pas cessé de réclamer de la cour de Vienne la réorganisation nationale des régiments hongrois. Fallait-il donc, à présent que l'on avait enfin le droit et le pouvoir de réaliser ce vœu patriotique, y renoncer de gaieté de cœur?

Le projet de Mészáros heurtait de front l'opinion de tous les patriotes. Aussi la plupart des députés qui prirent la parole s'écrièrent-ils : — Il faut transformer notre force armée de telle sorte qu'elle soit nôtre ; tant que nos régiments marcheront sous le drapeau autrichien, nous ne serons sûrs ni d'eux, ni de nous.

A quoi répliqua Mészáros : — Il pourrait être dangereux de faire cette réorganisation devant l'ennemi ; elle pourrait créer de grands embarras au gouvernement vis-à-vis de la cour, il faut l'ajourner jusqu'à des temps plus propices, etc., etc.

Cette argumentation produisit fort peu d'effet. Pour sauver, au moins à demi, le projet de son collègue, Kossuth dut encore intervenir. Pesant sur la chambre de toute l'autorité de sa pa-

role, et aussi la menaçant de nouveau de la démission du cabinet, il arracha la transaction suivante :

— Les anciens régiments resteront sur le même pied en attendant que les circonstances permettent leur transformation ; les troisièmes bataillons seront complétés par les levées nouvelles ; mais, au lieu de créer un quatrième bataillon, il sera formé quatre compagnies de réserve, mises immédiatement sur le pied national.

Un autre article du projet de loi de Mészáros souleva la plus violente discussion. Le ministre de la guerre et son collègue Széchenyi, ancien capitaine, en se prononçant en faveur des peines corporelles, soulevèrent une réprobation générale. Un député, Joseph Patay, ayant assez aigrement reproché à l'ancien chef de la Réforme nationale l'appui qu'il apportait à une si triste thèse, Széchenyi lui répliqua par une insulte. Un duel s'ensuivit. Deux coups de pistolet furent échangés. Par bonheur, personne ne fut blessé.

En dépit des commentaires des deux militaires sur l'excellence de la bastonnade, l'assemblée hongroise vota l'abolition des peines corporelles. De ce détail, les ministres ne firent point une question de cabinet. Ils étaient trop heureux déjà d'avoir enlevé le point important.

On n'a pas été sans remarquer combien de fois déjà ces arguments : *Si vous n'approuvez pas, le ministère se retire!* a été employé, et combien de fois il a été décisif. En pouvait-il être autrement dans les circonstances difficiles où se trouvait alors placée la Hongrie? Si le ministère national, reconnu par le roi, se fût retiré, le roi en eût-il nommé, accepté un autre? Voilà ce que la majorité se disait sans cesse, et, craignant de perdre tout ce qui avait été acquis si péniblement, elle se croyait, non sans répugnance sans doute, obligée à faire au bien présent de la patrie le sacrifice momentané de ses principes. La condes-

cendance, malheureuse selon nous, des représentants, n'avait réellement pas d'autre motif que cette patriotique appréhension de l'inconnu.

D'autre part, il serait injuste de ne pas reconnaître que Batthyány et ses collègues n'employèrent pour conserver les faveurs de la majorité aucun autre moyen que la persuasion. Hommes probes, patriotes éprouvés, ces ministres ne tenaient point à garder quand même les portefeuilles que la confiance du pays avait déposés entre leurs mains. Ils y tenaient par ce seul motif qu'ils étaient intimement persuadés qu'il ne leur serait pas reconnu de successeurs. Cette persuasion, on l'avait fait partager à Kossuth lui-même, qui, quoique se heurtant sans cesse contre le modérantisme de la plupart de ses collègues, hésita à rompre avec eux, avant qu'il lui eût été démontré jusqu'à l'évidence que tous les ménagements envers la cour de Vienne ne pouvaient pas aboutir et qu'il fallait rompre avec elle ou périr.

DEUXIÈME SECTION.

L'INSURRECTION SERBE SE DÉVELOPPE.

XII

Une triste nouvelle parvint à Pest le 21 août. Les troupes hongroises avaient échoué dans une attaque contre Szent-Tamás, ville fortifiée à la hâte par les Serbes sur le canal de François, dans le comitat de Bács.

A l'assemblée, Maurice Perczèl ne craignit pas de dénoncer cet insuccès comme une trahison. Selon lui, il était impossible que l'on pût être repoussé d'une ville, n'ayant point de moyens sérieux de défense, avec les ressources plus que suffisantes dont le général Bechtold disposait. Du reste, divers épisodes de la bataille venaient appuyer cette allégation. L'attaque avait évidemment été mal dirigée ; bien plus, le colonel Bakonyi ayant, sur un point, enlevé les retranchements avec deux compagnies de son bataillon hongrois, au lieu de lui faire par-

venir des renforts, le commandant en chef avait ordonné la retraite. C'est pourquoi Perczel, ne se fiant ni à la sagacité, ni à l'énergie du ministre de la guerre, demanda son remplacement, et proposa à l'assemblée d'envoyer, sur les lieux, des commissaires plénipotentaires qui aviseraient au plus pressé.

Cette sortie inattendue souleva une tempête sur les bancs de la majorité. Il était à craindre que si l'accusation lancée par l'intrépide représentant restait suspendue sur la tête de Bechtold et de ses officiers, ceux-ci ne compromissent davantage le sort de l'armée. Aussi, tous les ministres se hâtèrent-ils de protester les uns après les autres, blâmant surtout l'orateur d'avoir laissé échapper des paroles dont l'effet pourrait être si grave, sans préciser les faits, sans nommer les personnes, faisant de la sorte planer le doute sur une armée entière aux prises avec l'ennemi. Le chef du cabinet déclara ne plus pouvoir conserver la responsabilité ministérielle, si le représentant accusateur n'était immédiatement rappelé à l'ordre, censuré par ses collègues. Kossuth réclama, de son côté, que Perczel fût tenu à prouver son dire par devant une commission choisie à cet effet.

En conséquence, l'assemblée, à la majorité des voix, censura Perczel et approuva la proposition du ministre des finances. Sur ce dernier point, Perczel protesta : son inviolabilité parlementaire s'opposait à ce qu'il comparût en accusé devant une commission quelconque ; mais il était prêt à prouver ses assertions à des commissaires délégués généralement pour faire une enquête sur l'assaut de Szent-Tamás. De l'aveu de Kossuth lui-même, la motion adoptée devait être interprétée dans ce sens.

En dehors de l'assemblée, Perczel eut encore à répondre de ce qu'il y avait dit. Un aide de camp du général Bechtold, un Hongrois, le comte Otto Chotek, provoqua le hardi député. Celui-ci lui répliqua d'abord qu'il n'avait à rendre compte à personne, si ce n'est à ses commettants, de ses actes parlementai-

res. L'officier ayant insisté, le député craignit que son refus ne fût mal interprété. Il accepta le rendez-vous où l'on se battit au pistolet.

Ce second duel ne fut pas plus meurtrier que le premier, entre Széchenyi et Patay. Il est à remarquer que l'adversaire de Perczel, suivant, au reste, l'exemple de son digne chef, abandonna son poste, et, plus tard, servit dans l'armée autrichienne contre les Hongrois.

XIII

Cet incident nous a ramenés sur le théâtre de l'insurrection serbe, dont précédemment nous avons raconté le début.

Après l'expédition contre Carlovitz, plusieurs camps furent établis par les insurgés sur divers points, notamment à Alibunár, à Perlasz, dans le district-frontière, dans les *retranchements romains* [1] et à Szent-Tamás, sur le canal de François. En même temps, le camp de Carlovitz fut augmenté et fortifié. Aux masses populaires vinrent se joindre des *frontiériens* et des volontaires de la principauté serbe. Des officiers autrichiens des *confins* distribuèrent les bandes en bataillons, les disciplinèrent, leur apprirent le maniement des armes. En quinze jours à peu près, Stratimirovich se trouva ainsi à la tête d'environ 15,000 hommes ; il avait 40 canons [2].

Contre les insurgés, le gouvernement hongrois échelonna des

[1] Ainsi nommés parce qu'ils sont communément attribués aux Romains.
[2] Voir *Serbische Bewegung in Ungarn*.. ..

troupes tout le long du canal de François, de Zombor à O'Becse, à l'exception de Szent-Tamás, point occupé et fortifié par l'ennemi. Des postes furent également établis à Új-Becse et sur la ligne du canal de Béga, de Nagy-Becskesck à Temesvár. Enfin, la forteresse de Pétervárad resta entre les mains des Hongrois. — Le général autrichien Bechtold fut chargé de diriger les opérations militaires.

Mais avant son arrivée, avant même l'occupation de différents postes, le 24 juin, entre le commissaire Csernovics et le général Hrabovsky, commandant de Pétervárad, d'une part, et les chefs serbes, de l'autre, un armistice de 10 jours avait été conclu, en ces termes :

« Considérant les maux de la guerre civile et afin d'arriver » à l'arrangement pacifique d'un conflit produit par un zèle » excessif, et, en grande partie, provenant d'un malentendu, on » est convenu de ce qui suit :

» 1° Les comités serbes resteront organisés jusqu'au retour » de la députation envoyée à Inspruck ou d'une nouvelle au» thentique du résultat de sa mission ;

» 2° Si, dans le délai fixé (10 jours), il n'arrive ni députa» tion ni nouvelle, les forces populaires seront renvoyées dans » leurs foyers ;

» 3° D'ici là, la sûreté des personnes et des propriétés est » garantie ;

» 4° Ceux des volontaires qui ne retourneront pas chez eux » seront considérés comme ennemis publics ; les soldats *fron*» *tiériens* et les csajkistes, aussi bien que leurs officiers, sont » tenus de retourner à leur poste et jusqu'à ce terme (10 » jours), etc., etc. »

Cette trêve était-elle utile ? Les événements répondront. Les

Serbes ne la signèrent probablement qu'afin de gagner du temps, mais ils ne la respectèrent pas.

Dès le 26 juin, à Ujvidék, on voulut procéder à l'élection d'un représentant à la diète de Pest ; les Serbes s'y opposèrent, les constitutionnels tinrent à exercer leur droit et convièrent leurs rivaux à faire comme eux ; une rixe sanglante s'ensuivit ; ni les personnes, ni les propriétés ne furent respectées.

Le 30 *juin*, sur plusieurs points, notamment aux Retranchements romains, à Futak, à Szent-Mihály, les Serbes les premiers rouvrirent les hostilités par des sorties et des attaques contre les postes hongrois.

Enfin, la députation serbe revint d'Inspruck, et aussitôt après la guerre recommença d'une manière plus sérieuse.

Les Serbes, grâce à la protection constante du colonel Mayerhofer, consul général d'Autriche à Belgrade, purent lever de nouveaux volontaires, et bientôt leurs forces s'élevèrent à environ 30,000 hommes et à une centaine de canons [1].

De leur côté, les Hongrois adjoignirent aux régiments de ligne des bataillons de garde nationale, et, au mois de juillet, le commandant en chef Bechtold se trouva à la tête d'à peu près 30,000 hommes et de 50 à 60 canons. Ces troupes, plus régulières que celles des Serbes, lui suffisaient amplement. Par malheur, le général et la plupart des officiers des régiments de ligne étaient animés de sentiments autrichiens. Il est plus que probable que Bechtold était initié aux secrets desseins de la camarilla.

Si l'on eût attaqué hardiment les insurgés, on eût pu comprimer la rébellion, tout au moins on l'eût empêchée de se développer davantage. Bechtold se borna à se défendre mollement, sans plan arrêté, et, lorsque enfin ordre lui fut donné de prendre l'offensive, il s'arrangea de façon à ne pas réussir.

[1] V. Klapka, *Nationalkieg*, Leipzig, 1851.

Du 13 au 14 juillet, une première attaque contre Szent-Tamás resta sans effet. Le 14, les Serbes se ruèrent, à leur tour, sur Főldvár. Les Hongrois les repoussèrent. Bechtold n'en abandonna pas moins cette importante position.

Le 19 août, l'assaut de Szent-Támás fut renouvelé. Déjà le drapeau tricolore flottait sur les retranchements, emportés par le colonel Bakonyi et ses deux compagnies magyares. Le général en chef fit sonner la retraite.

Tel est l'acte que Maurice Perczel nomma trahison devant l'assemblée nationale. Et c'était justice, car tout ce que faisait Bechtold, depuis qu'il était investi du commandement, avait évidemment pour but de fatiguer, de dégoûter les troupes, surtout la garde nationale, par des marches et des contre-marches sans but, par des échecs multipliés.

XIV

Nous avons vu comment le ministère, et, par suite, la majorité ministérielle, accueillirent les franches paroles du hardi député. Le ministère cependant, ne tarda pas à prendre des mesures pour assurer plus de succès aux opérations militaires. Du reste, tout s'accordait pour le contraindre à l'action énergique. La prolongation de l'insurrection en augmentait la puissance, et les infructueuses attaques des Hongrois contre Szent-Tamás donnaient naturellement à l'ennemi une extrême hardiesse. Plus confiants en eux-mêmes, rassurés aussi par les

préparatifs de Jellachich, en Croatie, les Serbes continuaient à se livrer à des cruautés terribles, qui exigeaient la répression la plus prompte.

Certes, nous n'essaierons pas de retracer toutes les scènes épouvantables dont ces bandes féroces se rendirent coupables, et dont les Allemands, les Valaques même du Banat furent victimes comme les Magyars. Quelques traits nous suffiront pour marquer le caractère de la lutte dont ces auxiliaires de la cour impériale ensanglantèrent la patrie commune.

Les horreurs de Nagy-Kikinda et d'O'Becse n'avaient été que le prélude des horreurs qui suivirent et durèrent aussi longtemps que la guerre. Ce fut, on peut le dire sans exagérer, un déluge de barbarie.

Par exemple, le 30 juin, des bandes serbes assaillirent le village valaque de Szent-Mihály, dans le comitat de Torontál. Elles venaient se venger des habitants qui avaient, conformément aux ordres de l'autorité, chassé un pope et un caporal, chargés par le comité insurrectionnel de soulever le pays. Le village fut incendié, et ceux des villageois qui n'eurent pas le temps de fuir furent massacrés, sans distinction de sexe ni d'âge [1].

Quelques jours après (8 juillet), les Serbes firent prisonnier le notaire (greffier) de Vleikovacz et lui coupèrent les oreilles [2]. Un autre notaire, à Paulis (11 juillet), eut la tête tranchée, et sa tête fut triomphalement promenée au bout d'une pique [3].

Un témoin oculaire, qui certes ne saurait être accusé d'exagération, le général Bechtold, écrivait dans son rapport sur ce qui s'était passé devant Földvár :

« L'ennemi a fait preuve d'une cruauté brutale. Il pillait, in-

[1] *Koss. Hirl.*, 9 juillet
[2] *Id.*, 16 juillet.
[3] *Id.* 21 juillet.

» cendiait, égorgeait, n'épargnait pas même les enfants à la » mamelle et mutilait les blessés [1]. »

Une lettre écrite de Feketehegy, en date du 20 juillet, raconte ce qui suit :

« Les Serbes de Szent-Tamás, ayant capturé sur leur territoire » deux frères, l'un et l'autre artisans, les brûlèrent vifs, leur » coupèrent la tête et abandonnèrent les cadavres mutilés aux » oiseaux de proie. Un autre Hongrois a été écorché vif et on » lui a scié la tête. Deux Juifs avaient, à la requête du gouver- » nement, donné chacun 5 florins pour les besoins de la guerre. » Ils ne voulurent donner qu'un huszas (20 kreutzers) aux Serbes. » Ceux-ci leur tranchèrent les pieds et les mains au moyen » d'une scie, puis les empalèrent et criblèrent leurs corps de » balles [2]. »

Une plus longue énumération deviendrait fastidieuse, sans être plus probante. Combien pourrait-on citer de villes et de villages, mis à sac, incendiés, détruits de fond en comble, comme Debeliácsa, et dont journellement les habitants, par bonheur échappés au massacre, venaient chercher un refuge sur les terres hongroises ? Mais déjà nous n'en avons dit que trop. Les sauvages d'Amérique, que la civilisation repousse au fond des forêts vierges et des savanes, ne sont pas plus barbares que ne furent, en 1848-49, les Serbes de Hongrie, défendant, sous prétexte de nationalité, le despotisme autrichien.

Après cela, faut-il s'étonner si les Hongrois se montrèrent acharnés à la vengeance ? Mais si les représailles furent souvent terribles, implacables, elles furent toujours motivées. Trahis, attaqués par derrière après qu'on avait donné des témoignages d'amitié ou que l'on s'était déclaré neutre, plus d'une fois les

[1] *Koss. Hirl.*, 22 juillet.
[2] *Id.* 22 juillet.
[3] Tome I, p.

soldats hongrois retournèrent sur leurs pas, brûlèrent maisons et villages et en passèrent les habitants au fil de l'épée. A la guerre acharnée qui leur était faite, ils opposèrent sans doute une guerre acharnée, ils firent peu de prisonniers, fusillèrent et sabrèrent ceux qu'ils prirent les armes à la main. Mais, si, comme leurs ennemis, ils donnèrent la mort, ils la donnèrent simplement, ne s'étudiant point à la faire mieux sentir, ne maltraitant, ne mutilant jamais leurs victimes. Ah ! certes, le cœur se serre à la vue, au souvenir de cette exécrable lutte, et chacun doit déplorer la perte de tant de vies humaines, la ruine de tant de choses utiles au bonheur des hommes ! Mais que la responsabilité en retombe sur les vrais coupables, moins sur les égarés qui attaquèrent que sur *les habiles* qui les firent attaquer les Hongrois !

L'armée serbe, à part les troupes frontières, n'était point, à vrai dire, comme celle des Hongrois, organisée militairement. Ce n'était guère qu'un ensemble de bandes rustiques, dont les soldats restaient vêtus de leur costume ordinaire, le dos couvert de leurs gunyatz (manteaux), la taille serrée d'une large ceinture de cuir, qui contenait invariablement un pistolet et le handschar.

Il importe de le reconnaître, quoique indisciplinées, ces bandes combattirent avec une étonnante énergie, surtout derrière les remparts, et parfois avec une certaine habileté. Ainsi, elles manquaient de cavalerie. Pour opposer un obstacle à l'irrésistible élan des hussards hongrois, elles inventèrent une cavalerie sans cavaliers. Du milieu de tourbillons de poussières, parfois, dans les plaines cultivées, du milieu de vastes champs de maïs, on voyait tout à coup surgir des milliers d'ennemis, montés, souvent avec des canons sur des charrettes très-légères. Ils se jetaient sur les avant-postes, les enlevaient, prenaient les

vivres, les munitions, les troupeaux, et disparaissaient au galop de leurs attelages, avant que l'ennemi averti eût pu les atteindre...

La lutte continuait donc et se propageait. Le gouvernement de Pest se décida enfin à s'assurer de la vraie situation, à reconnaître par lui-même de quelles causes provenaient les premiers échecs et à imprimer aux hostilités une direction plus ferme.

Le général Mészáros, ministre de la guerre, fut envoyé sur le théâtre de l'insurrection serbe.

Peu de temps avant son arrivée, s'était passé un fait qui, dans une chronique détaillée, mériterait à lui seul tout un chapitre et qui, dans cette histoire, ne peut obtenir que quelques lignes. Nous, voulons parler de la glorieuse défense de l'héroïque ville de Fejértemplom.

Le 18 août, la garnison autrichienne se retira et, dès le lendemain, Fejértemplom, réduite à ses propres forces, fut assaillie par les Serbes. Tous les habitants, la plupart allemands d'origine, coururent aux armes, se rangèrent sous les ordres du brave Maderspach et, unis au 9e bataillon de Honvéds, repoussèrent l'ennemi, supérieur en nombre, et le mirent en déroute.

L'ennemi revint plus d'une fois à la charge, et la ville, quoique isolée de l'armée hongroise et entourée d'impériaux, se défendit, durant de longs mois, avec un courage, avec une résignation, dont on ne saurait trop consacrer le souvenir.

TROISIÈME SECTION.

LA HONGRIE OUVERTEMENT TRAHIE PAR LA COUR AUTRICHIENNE.

XV

Toute l'attention de l'assemblée nationale de Pest se trouvait naturellement absorbée par la nécessité de pourvoir sans retard à la défense du pays. Aussi, la loi sur la levée de 200,000 hommes ayant été votée, on entama, le 24 août, la discussion des projets financiers, présentés par le ministère. Ces projets, quoique préparés à la hâte et presque sans matériaux, car il ne s'agissait de rien moins que de créer un nouveau système d'impôts et en même temps d'imaginer des ressources pour des besoins extraordinaires, ces projets, disons-nous, étaient l'œuvre de Kossuth et portaient témoignage de ses connaissances économiques.

Il serait hors de propos de décrire en détail et de discuter les

plans du ministre des finances, qui, d'ailleurs, subirent plus tard des modifications importantes, relatives surtout à la simplification du mode de perception. Cependant, il importe d'en indiquer les caractères généraux.

Le travail de Kossuth se divisait en trois parties. La première contenait un rapport sur les finances hongroises depuis le jour de l'entrée en fonctions du ministre (11 avril) jusqu'à la fin du mois de juin. Dans la seconde, se trouvaient évaluées les dépenses à faire et les recettes à obtenir pour le semestre courant. Quant à la troisième, elle comprenait l'ensemble du budget de 1849 et un projet de loi sur l'impôt.

Nous avons dit précédemment[1] que le ministre n'avait trouvé en caisse que la minime somme de 506,015 florins 24 kreutzers 1/2. Il détailla dans son rapport les revenus et les dépenses jusqu'à la fin de juin. Pour le semestre courant il évalua les revenus à 10,126,730 florins et les dépenses à 28,845,507 florins, dont 16,480,000 pour frais de guerre. De la sorte, 18,718,777 florins restaient à couvrir. C'est pourquoi il demanda l'ouverture d'un crédit jusqu'à concurrence de cette somme et l'autorisation d'émettre des billets de banque de 5, 10, 50, 100, 1,000 florins, hypothéqués sur les revenus de l'État, ou bien le droit de contracter un emprunt, dont la réussite, il ne le cachait point, était très-problématique vu l'état des affaires.

Pour l'année 1849, les dépenses furent évaluées à 62,222,368 florins, dont 39,197,757 pour frais de guerre, dans le cas ou la guerre continuerait. Les recettes probables ne durent s'élever qu'à 16,359,053 florins, mais sans compter le produit de l'impôt direct, lequel produit ne pouvait être déterminé d'avance, même approximativement, vu que l'impôt proposé était de

[1] Tome I, p.

quotité et non de répartition. La différence entre les dépenses et les recettes prévues montait ainsi à 45,863,310 florins.

Afin de combler les déficits de 1848 et de 1849 réunis, Kossuth ne demanda pourtant qu'un crédit de 30 millions de florins. Il croyait que le reste pourrait être couvert par la somme des impôts directs à percevoir.

Le projet de loi sur les impôts directs en 1848 étant tout à fait transitoire, ne résumons que celui qui traite des impôts directs de 1849. Pourtant n'oublions pas de faire remarquer que, dans le premier, le principe de la participation des nobles aux charges publiques se trouvait déjà appliqué.

Le système de Kossuth avait pour bases les deux grandes divisions : impôts directs, impôts indirects. Le ministre était non-seulement d'avis que ces derniers fussent conservés, mais encore il émit cette opinion, selon nous erronée, que l'impôt direct ne devait être perçu qu'en tant que les contributions indirectes resteraient insuffisantes.

Il proposa cinq espèces d'impôts directs : l'impôt foncier, l'impôt sur les maisons, l'impôt sur le revenu, l'impôt personnel, et enfin l'impôt sur *les absents*.

Celui-ci mérite d'être expliqué. Un grand nombre de riches propriétaires habitaient à l'étranger et, de la sorte, frustraient le trésor d'une certaine somme qu'ils auraient payée sous forme de contributions indirectes. Afin donc de réparer cette perte et aussi pour amener ces riches *absents* à rester dans le pays, dépensant leurs revenus au profit de leurs concitoyens, le ministre demanda que les personnes qui, plus de six mois par an, séjourneraient à l'étranger, sauf quelques cas exceptionnels, payassent le double de leur impôt direct. La commission parlementaire accepta le principe, mais éleva cette amende du double au triple.

En outre des impôts dits principaux, ci-dessus indiqués, le

projet en énumérait d'autres appelés secondaires : droits de mutation, timbre des lettres de change, droits sur la fabrication et la vente en détail de l'eau-de-vie, ainsi que sur la vente du tabac.

Dans la répartition des impôts, on garantit le contrôle des communes et des comitats sur les employés ministériels. Les communes et les comitats gardèrent aussi leur ancien droit de s'imposer pour satisfaire à leurs besoins locaux, mais cela dans une certaine proportion fixée par la loi.

Pour le seul deuxième semestre de 1848, le ministre des finances proposa que les classes auparavant seules imposées soldassent leurs impositions selon le mode ancien, jusqu'à la fin d'octobre, terme de l'exercice courant du régime aboli. Durant les deux derniers mois de l'année, lesdites classes paieraient un quart, au lieu d'un sixième de l'impôt annuel ; mais la Transylvanie, par exception, ne paierait que le sixième. D'autre part, les classes jusqu'alors affranchies des charges publiques fourniraient quatre millions, soit à répartir d'après les bases adoptées pour la distribution des subsides nobiliaires, soit à convertir en un impôt sur le revenu net de 3 pour 100 pour six mois. Pour l'exercice commençant le 1er janvier 1849, le ministre ne réclama point le renouvellement de cette imposition : à son avis il fallait voir d'abord ce qu'elle produirait dans le semestre courant.

Ce projet suscita de vives discussions. Comme il fut assez notablement modifié, nous ne croyons pas devoir nous y arrêter davantage.

Cependant il importe de faire observer, d'abord, que les contributions avaient été calculées avec tant de modération que, malgré les nécessités de la guerre, elles pesaient moins sur les paysans que les charges anciennes, et ensuite que l'impôt progressif sur le revenu fut adopté sans difficulté, tant le

principe parut équitable aux représentants, et qu'il dut peser jusque sur la liste civile, en dépit des protestations du ministère des finances lui-même.

XVI

Les délibérations financières de l'assemblée furent tout à coup interrompues par une motion de Kossuth, très-grave, comme on va le voir, et qui montre combien cet homme d'État était las des incertitudes au milieu desquelles il était condamné à exercer le pouvoir.

Le ministère avait enfin acquis la preuve certaine de l'inutilité de ses ménagements continuels et du mauvais vouloir qui régnait en haut lieu.

Rentré à Vienne depuis le 12 août, le monarque semblait ne plus se souvenir de sa promesse, il ne manifestait aucun désir de venir tôt ou tard à Bude-Pest, afin de consolider, par sa présence, le gouvernement national, et d'ôter tout prétexte aux agitateurs antihongrois. Bien plus, lui qui jusqu'alors s'était contenté de laisser faire en marchandant son bon vouloir apparent, il commençait à empêcher de faire ; il s'opposait à la promulgation de deux lois récemment votées par les chambres, les deux plus importantes, les deux plus pressées, celle qui ordonnait une levée de troupes, celle qui ouvrait un crédit au ministère.

Deux membres du cabinet, le président et le ministre de la

justice, durent aller à Vienne pour appuyer les lois en question et les faire approuver au plus vite. Ils étaient chargés en outre de demander au roi qu'il daignât : ordonner aux troupes cantonnées en Hongrie d'obéir au gouvernement hongrois ; défendre à Jellachich, dont les préparatifs n'étaient plus secrets, d'attaquer la Hongrie ; venir enfin à Bude-Pest, ainsi qu'il l'avait promis précédemment.

Étant à Vienne, les ministres, naguère écoutés avec tant de patience, eurent beaucoup de peine à parvenir auprès du roi et à se faire entendre. Pourquoi ? Radetzky était vainqueur en Italie ! Milan avait capitulé le 5 août !

En ces circonstances, — le péril était augmenté par la démission subite du général Bechtold, les ravages des Serbes et les préparatifs de Jellachich — Kossuth estima de son devoir de ne rien cacher à l'assemblée.

— « Les affaires, dit-il (4 septembre), ne peuvent rester en » un pareil état ; si je n'ai pas donné ma démission, c'est qu'il » m'a fallu attendre le résultat définitif des démarches de mes » deux collègues ; mais il est urgent de les appuyer par quelque » solennelle manifestation. »

En conséquence, il invita la chambre :

« 1° A rédiger un manifeste à l'Europe afin d'exposer le bon » droit de la Hongrie :

» 2° A envoyer au roi une députation nombreuse, à laquelle » il serait recommandé de ne pas rester à Vienne plus de qua» rante-huit heures. (Serait considérée comme un refus toute » tentative que ferait la cour pour retarder la réception offi» cielle) ;

» 3° A nommer un comité qui s'entendît avec le ministère au

» sujet des concessions à faire aux Croates, lesquelles conces-
» sions, ainsi discutées en commun, seraient présentées à la
» chambre sous forme de projet de loi. »

Les trois propositions du ministre des finances furent approuvées avec un ensemble parfait.

Cent représentants furent immédiatement délégués auprès du roi. Une députation de magnats leur fut adjointe par la haute chambre.

XVII

Arrivée le 6 septembre à Vienne, la députation diétale se réunit le 7 à la chancellerie hongroise et écouta le discours que devait prononcer son chef, Denis Pázmándy, en présence du monarque.

Ce discours était un exposé lucide, franc, courageux, de la situation. Il était digne d'un peuple qui connaît ses droits et qui les défend.

« La rébellion, — y lisait-on, — n'a d'autres motifs que les
» menées réactionnaires de l'entourage le plus proche de Votre
» Majesté, lequel (entourage) a entrepris de détruire la liberté
» des peuples. Ces menées de la réaction peuvent être péril-
» leuses pour le sort de la fidèle nation hongroise, mais sû-
» rement elles compromettent le trône de Votre Majesté.

» La nation a le droit d'exiger que Votre Majesté l'aide dans » la grande œuvre constitutionnelle ; c'est pourquoi nous de- » mandons à Votre Majesté :

» D'ordonner aux régiments hongrois qui ne se trouvent » pas en présence de l'ennemi de rentrer immédiatement en » Hongrie ;

» D'ordonner aux troupes stationnées en Hongrie de remplir » consciencieusement leur devoir en défendant le pays contre » les rebelles, quelque nom et drapeau qu'il plaise à ceux-ci » d'usurper.

» La nation hongroise est fermement décidée à résoudre, » avant la clôture de la présente diète, les questions pendantes » entre la Hongrie et la nation croate, sur la base de l'égalité et » de la fraternité, de la liberté et du régime constitutionnel » commun.

» C'est pourquoi nous prions Votre Majesté de prendre des » mesures afin que la Croatie, délivrée du joug qui pèse sur elle, » puisse se prononcer librement.

» La nation hongroise ne doute pas qu'il existe auprès de » Votre Majesté une conspiration attentatoire aux libertés pu- » bliques. Que Votre Majesté daigne éloigner et punir les cou- » pables !

» La nation hongroise désire que Votre Majesté sanctionne » les lois qui lui sont soumises, et qu'Elle vienne, sans délai, à » Buda-Pest.

» Le refus d'accéder à ces demandes ébranlerait la confiance » de la nation, et elle se verrait forcée d'entrer dans une voie » qu'elle n'aurait pas choisie d'elle-même, mais qu'elle serait » obligée de suivre dans l'intérêt de sa propre conservation. »

Avant de recevoir lecture officielle de l'Adresse, le roi demanda qu'elle lui fût officieusement communiquée. La cour

l'ayant jugée irrespectueuse, il fut déclaré que si telle et telle phrase n'était pas supprimée, le roi se verrait contraint à ne pas donner audience à la députation hongroise. La députation se réunit de nouveau à la chancellerie, et, malgré l'opposition de plusieurs de ses membres, les modifications exigées furent faites. Ainsi, au lieu de désigner où se trouvait le foyer de la réaction, auprès du monarque, on se contenta de signaler vaguement son existence. On supprima le dernier des paragraphes que nous avons cités, et l'on dit seulement que si le roi refusait d'accéder aux demandes de son peuple, « le gouverne- » ment serait impuissant à rétablir la tranquillité. »

L'Adresse amendée put enfin être portée à Schönbrunn, le 9 septembre. La députation hongroise, à laquelle s'était joint Batthyány, comme simple représentant, entra au palais à travers de nombreux détachements de troupes. La camarilla avait répandu le bruit que les délégués avaient formé le dessein d'enlever le monarque.

Aux demandes de ses fidèles sujets, le roi répondit :

« Je suis bien peiné de ne pas pouvoir accéder à la demande » de la députation regnicolaire au sujet de mon voyage en Hon- » grie. *L'état de ma santé m'en empêche.*

» Je vais examiner les projets de lois, et, si j'avais quel- » ques observations à faire, *que personne ne suppose que je » veuille abroger ou violer les lois existantes.*

» *Je répète que c'est ma ferme volonté de maintenir,* » CONFORMÉMENT A MON SERMENT, *les lois, l'intrégrité et les droits » de l'empire de ma couronne hongroise.*

« Quant aux autres points que vous venez de m'exposer, ils » sont déjà en partie accordés, et, pour le reste, sous le plus » bref délai, par la voie du ministère, je vous ferai connaître » ma résolution. »

Ce discours, lu et bégayé, n'avait point été interrompu. Quand le monarque l'eut achevé, aucune acclamation ne retentit. Les députés saluèrent froidement et se retirèrent, la rage au cœur.

Où avaient abouti tant de légalité, tant de condescendance, un respect si exagéré?

A cette réception glaciale, à ces refus honteux, à ces mensonges!

XVIII

Le même jour, une lettre datée du 4 septembre avait été publiée par la *Gazette officielle de Vienne*. Ferdinand, empereur-roi, y disait à son CHER BARON JELLACHICH, qu'*égaré par des accusations malveillantes, il l'avait injustement destitué*, mais que, *s'étant convaincu depuis de sa loyauté, il était heureux* DE LE RÉINTÉGRER DANS TOUTES SES DIGNITÉS et l'encourageait à *persévérer*, POUR L'INTÉRÊT DE LA MONARCHIE, *dans la voie où il s'était engagé*.

Ayant lu, dès le matin, avant la réception royale, ce document, Deák alla en toute hâte demander à l'archiduc François-Charles s'il était authentique. L'héritier présomptif répondit affirmativement. Batthyány résolut de donner sa démission de président du conseil.

Voilà pourquoi il s'était mêlé aux délégués de la diète en qualité de simple représentant.

La trahison était flagrante. Elle eût, du reste, pu être prouvée, mais aux seuls ministres, quelques jours auparavant. Fatigués de frapper aux portes du château, sans être reçus, Deák et Batthyány avaient très-expressément réclamé une réponse, quelle qu'elle pût être. Alors, on les avait engagés à prendre connaissance d'un *memorandum* rédigé par le ministère impérial sur les rapports de l'empire d'Autriche avec la Hongrie, lequel mémoire avait déjà dû être expédié par ordre de l'empereur-roi au palatin, accompagné d'une lettre particulière pour l'archiduc Étienne.

Batthyány avait refusé de prendre en considération ce document, car il ne pouvait pas admettre que le ministère impérial s'arrogeât le droit de s'occuper des affaires hongroises, ces affaires ne concernant que le roi qui, vis-à-vis de la Hongrie, n'avait, ne devait avoir d'autres conseillers que le cabinet constitutionnel dont lui, Batthyány, il était le président.

Le *memorandum* en question fut publié par la suite. Voici le résumé de ce qu'il contenait :

« L'indépendance de l'administration hongroise est contraire
» à l'unité de la monarchie, elle viole la pragmatique sanction.
» Donc, Sa Majesté n'a pas eu le droit de sanctionner les lois
» votées par la dernière diète de Presbourg. »

Dans le billet d'envoi, adressé à l'archiduc palatin, en date du 31 août, Sa Majesté invitait les ministres hongrois à venir à Vienne conférer avec Jellachich, mandé également. Or, au moment où cette lettre fut écrite, Deák et Batthyány se trouvaient déjà dans la capitale, et le roi n'avait pas encore daigné leur donner audience. Quant à Jellachich, il était toujours en Croatie.

Du reste, dans le même billet, on confiait à l'archiduc que

les préparatifs d'attaque devaient être arrêtés de part et d'autre (Hongrie et Croatie), et que des ordres à cet égard avaient déjà été expédiés à Jellachich.

Juste à la même époque, le général Neustaedter, commandant l'avant-garde croate, lançait une proclamation par laquelle il annonçait qu'il allait pénétrer en Hongrie PAR ORDRE DE L'EMPEREUR !

Il suffit de rapprocher ces faits et de relever leurs dates pour juger la conduite de la cour de Vienne à l'égard de la nation hongroise.

Pendant que les représentants de celle-ci s'étaient efforcés d'éviter tout ce qui eût pu rendre la paix impossible, la cour n'avait pas un seul instant cessé de vouloir la guerre. Elle avait dissimulé ses desseins tant qu'elle s'était sentie faible, et, de la sorte, elle avait obtenu un premier résultat : la Hongrie, aveugle de confiance, avait perdu à négocier le temps que Radetzky avait employé à reconquérir l'Italie. Mais à présent que l'accord des deux puissantes ennemies de la tyrannie autrichienne était devenu presque impossible, à présent que Milan avait capitulé (5 août) et que Charles-Albert était rentré dans ses États, l'heure était arrivée de frapper le grand coup.

Cependant la cour, encore pusillanime, eût préféré peut-être ne pas jeter le masque sitôt. Il lui eût été fort agréable de laisser Jellachich, *le rebelle,* tenter l'aventure à son profit, à elle, mais à ses risques et périls à lui, et sous le nom seul de la Croatie.

L'ex-ban fit justement remarquer à la cour que la disgrâce officielle lui ôtait une précieuse autorité, et qu'avant tout il devait être aussi publiquement réhabilité qu'il avait été flétri. Alors, fort d'un nouveau prestige, il serait à même, non-seulement d'entraîner ses Croates, mais, en Hongrie même, de provoquer, au nom de l'empereur, les défections autrichiennes

parmi les troupes et les aristocrates. Voilà pourquoi la trahison impériale dut se découvrir d'elle-même et trop tôt.

La Hongrie n'était pas prête sans doute, et Jellachich l'était. Mais la Hongrie eut encore le temps de voir le piége et d'en mesurer la profondeur. Elle se redressa de toute la hauteur du droit, rassembla sa force intime, et se trouva capable de résister, de vaincre, alors qu'on la croyait vaincue d'avance et par elle-même livrée.

LIVRE VI

L'INVASION AUSTRO-CROATE.

DE L'ENTRÉE DE JELLACHICH EN HONGRIE A LA BATAILLE DE SCHWECHAT.

11 Septembre — 30 Octobre 1848.

PREMIÈRE SECTION.

RETRAITE DU MINISTÈRE BATTHYÁNY.

I

La députation hongroise quitta Vienne immédiatement après l'audience royale. En partant, elle recueillit de la part de la population de la capitale les plus vifs témoignages de sympathie. Depuis quelques semaines, les Viennois avaient paru s'être beaucoup refroidis vis-à-vis des Hongrois : la polémique des journaux n'y avait pas peu contribué. Mais, ce jour-là, ils furent unanimes à saluer leurs frères, comprenant bien que si le roi-empereur croyait pouvoir abroger les réformes accordées au royaume, il devait être tenté d'abroger également les réformes concédées à l'empire, et cela d'autant plus que les réformes autrichiennes étaient de véritables innovations, tandis que les autres n'étaient que la consécration et le développement de principes constitutionnels séculaires.

En allant à Vienne, certains jeunes gens qui s'étaient attachés aux députés, avaient voulu orner leurs chapeaux d'une plume rouge. Les députés les en avaient empêchés, afin de ne fournir aucun prétexte aux suppositions malveillantes. En revenant de Vienne, nombre de députés donnèrent l'exemple aux jeunes gens ; ils arborèrent eux-mêmes la couleur révolutionnaire.

Cependant la révolution, dans le sens ordinaire du mot, ne devait pas commencer encore. La Hongrie eût pu légitimement, selon nous, elle eût dû répondre à la trahison royale-impériale par une franche déclaration d'indépendance.

Chose étrange! énumérant avec une juste vivacité tous les crimes que la cour du roi commettait envers le royaume, Kossuth lui-même [1] arrivait à cette conclusion : la défense de la patrie et *du trône*, dont le possesseur, à cause de l'affaiblissement de sa santé, était évidemment incapable de lutter contre les machinations de son entourage !

Kossuth était-il donc partisan de la dynastie de Habsbourg-Lorraine? Était-il seulement royaliste par conviction ? Non certes, il n'était ni l'un, ni l'autre. Mais il croyait le peuple foncièrement monarchique et dynastique. Il croyait encore que ce peuple, jadis si héroïque, avait, par suite d'une trop longue immobilité, perdu ses qualités militaires. Les événements lui ouvrirent bientôt les yeux, mais pour l'heure, il était convaincu de cela, et, redoutant l'inconnu, il n'osait pas réclamer la déchéance du monarque, démontré incapable, sinon parjure. La majorité des membres de la diète, partageant en tout point ces idées, le suivit encore une fois dans la voie où il crut devoir la conduire.

A la séance du 11 septembre, Denis Pázmándy, président de

[1] En son article du *Kossuth-Hirlapja*, du 12 septembre.

la députation parlementaire, rendit compte du voyage de Vienne. Ensuite, il communiqua à l'assemblée une lettre, par laquelle le palatin annonçait que le ministère avait déposé sa démission entre ses mains, qu'il venait de soumettre à l'approbation royale le chef d'un nouveau cabinet, et qu'en attendant il se chargeait lui-même de la direction du gouvernement.

Ladislas Madarász, Kossuth et plusieurs autres députés prirent immédiatement la parole pour démontrer l'illégalité du document palatinal. En effet, ce document n'était contresigné par aucun ministre responsable, et le palatin, à cause de son irresponsabilité royale, n'avait pas le droit de gouverner seul. Les paroles des orateurs furent couvertes d'acclamations et unanimement approuvées.

Le président invita l'assemblée à pourvoir à la nécessité d'un gouvernement, car, disait-il, la nation ne peut pas rester un seul instant sans pouvoir responsable.

De tous les bancs partirent aussitôt des cris de : « Vive Kossuth ! » Et ces cris furent répétés au dehors de la salle par la jeunesse populaire qui, sous la conduite du club de l'Égalité, s'était amassée sur la place et dans les rues voisines.

Le silence rétabli, Barthélemy Szemere annonça qu'il n'avait pas donné sa démission, ayant jugé nécessaire que, dans une pareille crise, il restât au moins un ministre responsable en fonctions. La patriotique et courageuse conduite du ministre de l'intérieur souleva de chaleureuses acclamations.

Alors Kossuth, se repentant d'avoir imité ses collègues, encouragé par les témoignages de haute sympathie dont il venait d'être honoré, déclara à son tour qu'il s'était effectivement démis de ses fonctions, mais qu'en raison de la gravité des circonstances, il entendait les conserver jusqu'à la nomination de son successeur légal.

« Je reprends donc ma place, s'écria-t-il, en revenant s'as-

» seoir au banc des ministres, je la reprends et je voudrais voir » celui qui m'en chassera! »

Cette brusque rentrée aux affaires du grand patriote causa à l'assemblée nationale une indicible satisfaction. Chacun se crut en sûreté, se crut fort, se sentit plus audacieux, en voyant que le chef du mouvement n'avait pas refusé d'accepter sa part de responsabilité dans un de ces moments critiques où tout peut être perdu ou sauvé.

D'ordinaire, sans doute, les ministres qui veulent quand même conserver leur portefeuille, ne méritent guère les éloges de l'histoire. Szemere et Kossuth les méritent, par exception, car en restant au ministère, en y rentrant après sa dissolution, ils firent réellement acte de civisme et ne remplirent que leur devoir. Il était de l'intérêt de la cour de Vienne que la Hongrie restât sans gouvernement régulier. On se serait étudié à retarder la nomination d'un nouveau ministère constitutionnel; peut-être même aurait-on refusé nettement d'en choisir un. Et alors, espérait-on, le pays aurait été livré à l'anarchie, pour tomber bientôt, pieds et poings liés, sous les chaînes du despotisme. La nation hongroise évita le piége, grâce à Szemere et à Kossuth.

C'est ce que chacun comprit. Batthyány lui-même, après avoir maintenu sa démission personnelle et celle de ses trois collègues, après avoir avoué qu'il lui était impossible de s'entendre désormais avec Kossuth et Szemere, se prononça très-ouvertement en faveur du maintien de Kossuth au pouvoir. Quant à deux des autres ministres, Esterházy et Széchenyi, le premier, absent, avait donné sa démission à Vienne, le 5 ou le 6 septembre; le second venait d'être atteint d'aliénation mentale. Enfin Mészáros, se trouvait en ce moment au camp devant Szent-Tamás [1].

[1] Le prince Esterházy avait abandonné son poste dès que ce poste lui

II

L'assemblée, usant de son autorité, décréta que Kossuth, Mészáros et Szemere resteraient chargés de toutes les affaires administratives jusqu'à ce qu'ils pussent remettre leurs portefeuilles entre les mains de nouveaux ministres légalement choisis et reconnus.

avait paru difficile à conserver. C'est le seul des ministres hongrois qui, peu après, ne rougit pas de se rallier à l'Autriche. — Si l'on tient à savoir comment l'âme patriotique du comte Széchenyi fut tout à coup troublée par la folie, nous pouvons raconter un fait que nous tenons de Kossuth lui-même. Quelques jours avant que la maladie ne se fût déclarée d'une manière trop évidente, le malheureux comte se trouvait en conseil des ministres chez Kossuth. Durant toute la séance, il resta la tête entre ses mains, sans prendre la moindre part à la discussion. Soudain, il se leva. Dix minutes plus tard, il revint, se dirigea précipitamment vers son portefeuille qu'il avait oublié, et le saisit. — « N'est-ce pas, dit-il à Kossuth, n'est-ce pas que vous ne me ferez pas pendre ? » — « Eh ! pourquoi vous ferais-je pendre ? » lui répliqua son collègue en riant, car il croyait à une plaisanterie. — « Promettez-moi toujours que vous ne me ferez pas pendre, reprit Széchenyi. » — « Eh bien, puisque vous insistez, répondit Kossuth, je vous le promets. » — « Merci, merci ! » — Et le comte pressa la main de Kossuth, serra son portefeuille sous son bras et partit. Tout le temps que Széchenyi est resté fou, — on annonce que la santé lui revient, — l'idée fixe qui le poursuivait était cello-ci : « C'est moi qui ai causé la ruine de mon pays ! » — Un journal, le *Martius Tizenœtœdike*, a osé révoquer en doute la réalité de cette aliénation mentale en insinuant que Széchenyi feignait la folie pour fuir le danget. Rien n'est plus faux. Le courage déployé par ce grand citoyen durant toute s[illegible] eût d[illegible] le mettre à l'abri d'une pareille supposition.

Magyar Történet ntézete

Il fut décidé en même temps qu'une députation serait envoyée au palatin pour lui mander que sa communication avait été déclarée illégale. Cette députation, élue sur-le-champ, se rendit au palais de l'archiduc.

Durant l'entrevue, Kossuth proposa et l'assemblée adopta les résolutions suivantes :

— Le ministre des finances est autorisé à émettre des billets de cinq florins;

— Le gouvernement fixera le contingent des recrues à fournir par chaque comitat;

— En attendant l'approbation royale des lois relatives à l'emprunt et à la levée militaire, les nouvelles troupes seront organisées sur le pied national;

— Il est permis aux soldats de la ligne de passer dans de nouveaux bataillons.

Par ce moyen, on espérait transformer peu à peu les anciens régiments hongrois, maintenus sur le pied autrichien, sans avoir à les épurer violemment pour en faire des régiments nationaux.

A ces propositions, une autre succéda, qui montra combien grande était l'agitation. Le député Zsembery demanda à l'assemblée de se déclarer en permanence, afin de se mettre à l'abri d'une dissolution.

Deák écarta cette motion, en faisant observer que le budget n'était pas encore voté. Or, l'assemblée était légalement indissoluble avant le vote définitif de l'impôt.

Cependant la députation des représentants était revenue au sein de l'assemblée.

L'archiduc-palatin lui avait répondu qu'il était peiné de ce que la chambre eût pu voir dans sa lettre une illégalité. Il avait prétendu lui faire une simple communication et non pas rendre un décret; par conséquent il ne supposait pas qu'une

contre-signature eût été indispensable à un acte de ce genre.

D'autre part, il regrettait que, s'étant méprise sur ses intentions, l'assemblée eût confié le pouvoir à Kossuth et à Szemere, sans l'en avertir préalablement. Car lui, il ne voulait pas entrer dans la voie révolutionnaire et il priait les représentants de n'y pas entrer. Il était prêt à sacrifier à la patrie sa position et tout ce qui lui appartenait, si, contre son attente, la patrie pouvait être sauvée de cette manière. Du reste, tant que l'assemblée saurait se maintenir sur le terrain légal, elle pourrait compter en toute assurance sur son concours.

Lorsque la députation eut rendu compte de son entrevue avec le palatin, la chambre des représentants poussa des cris énergiques de « Éljen Kossuth! » La foule, amassée au dehors, les répéta et les répandit dans toute la ville.

Pour en finir avec cet incident, il faut ajouter que, le lendemain, Kossuth proposa à la chambre de déclarer ceci :

« La chambre ne suppose pas que le palatin ait voulu com-
» mettre une illégalité.

» Elle prie le palatin de composer un nouveau cabinet. »

Les représentants approuvèrent, et les deux ministres en charge furent invités à se rendre les interprètes de leurs sentiments auprès de l'archiduc-palatin. Louis Batthyány se hâta d'annoncer que le palatin venait de lui confier la mission de former un ministère.

Cette nouvelle fut accueillie par des *Éljen* à droite, mais la gauche répéta le cri poussé la veille : « *Éljen Kossuth !* »

Kossuth demanda aussitôt la parole. Il s'estimait satisfait, car il n'avait jamais mis en doute la pureté des intentions du noble comte Batthyány. C'est pourquoi il appuierait son ministère aussi longtemps qu'il le verrait employer les moyens nécessaires à la défense du pays.

Dès le surlendemain de cette déclaration, Kossuth annonça

aux lecteurs de son journal (*Kossuth hirlapja*), qu'à partir de ce jour les liens ministériels n'entravaient plus ses mains, qu'il venait de sortir de la vapeur étouffante des intrigues de cour et qu'il pourrait désormais diriger lui-même la rédaction [1].

III

Les choses en étaient là : Kossuth redevenait journaliste, Batthyány remontait au pouvoir, la Hongrie tentait une dernière fois de se maintenir dans la légalité la plus stricte en dépit des illégalités, des trahisons flagrantes de la cour de son roi.

Tout à coup, le 12 septembre, arrive une dépêche de Ladis-

[1] Précédemment, Kossuth avait irrégulièrement fourni des articles au *Kossuth Hirlapja*. Mais déjà ces articles respiraient une telle ardeur patriotique, que jamais peut-être ministre en fonctions n'en écrivit de pareils.

Nous ne pouvons nous empêcher de donner place ici à une curieuse anecdote que Kossuth nous a racontée. Il était allé trouver le palatin avec Szemere. Étienne reçut les deux ministres d'un air composé, et, parlant de la décision prise par l'assemblée, il dit : « Je ne suis pas étonné que M. Kossuth ait approuvé cela, car je n'ai jamais eu de doute sur son compte ; mais que M. Szemere m'ait trompé à ce point, ajouta-t-il, en se tournant vers celui-ci, oh ! voilà ce que je ne lui pardonnerai jamais. » Quel pouvait être, dans la bouche de l'archiduc irrité, le sens de ces paroles ? Nous l'ignorons. Voici, du reste, ce que répliqua immédiatement le ministre de l'intérieur : « Je n'ai pas trompé Votre Altesse, mais c'est bien plutôt moi qui me suis trompé sur son compte, la croyant avant tout hongroise. »

las Csányi, commissaire à l'armée de la Drave, annonçant ces deux nouvelles :

« Jellachich a franchi la frontière, le 11, et le commandant des » forces hongroises, le général comte Adam Teleki, a déclaré, » en son nom, comme au nom de ses officiers, qu'étant lié par » le même serment que Jellachich envers le roi, il ne peut ni ne » veut combattre des troupes commandées par un général au- » trichien. »

L'assemblée, quoique la soirée soit déjà fort avancée, est convoquée extraordinairement. Elle ne peut réprimer son indignation en écoutant la lecture de cette terrible lettre, et sur tous les bancs un même cri est entendu : TRAITRE !

Sur la motion de Batthyány, la chambre somme le palatin, chef légal de la force armée, d'aller immédiatement prendre le commandement des troupes hongroises groupées sur la Drave.

Une députation va transmettre à l'archiduc les ordres des représentants du peuple. Elle est bientôt de retour et rend ainsi compte de sa mission :

— *Le palatin n'ignore pas ses devoirs constitutionnels. Il va partir.*

Le lendemain, sur la proposition de Kossuth, l'assemblée autorise le palatin à conclure la paix si, dans le cours de la guerre, l'occasion s'en présente, et pourvu que les conditions soient conformes et à l'honneur de la nation et à l'inviolabilité de l'intégrité de la couronne.

IV

La situation nouvelle, faite à la Hongrie par la violation de son territoire, nous oblige à reprendre le récit des affaires de Croatie, juste au point où précédemment nous avons dû les laisser.

Pendant l'absence de Jellachich, qui était allé à Inspruck *se justifier*, la nouvelle de sa destitution arriva à Zágráb, avec le manifeste royal, en même temps qu'une missive par laquelle les Serbes, fort inquiets depuis l'attaque de Carlovitz, demandaient des secours.

Le jour même, la congrégation provinciale tint séance, et tous ces documents lui furent communiqués.

« Nous sommes trahis ! s'écria avec colère un des membres » présents du parti impérial et illyrien, Verbancsich. »

Cette acclamation prouve une chose, c'est que ni la destitution du Ban, ni le manifeste du roi, rappelant les peuples au respect de la légalité, n'étaient connus encore en Croatie. Jellachich avait, sans doute, cru nécessaire de cacher à ses partisans ce qui leur était officiellement contraire, jusqu'au moment où, pour contrebalancer le désaveu officiel, il se serait mis à même de prouver, en cas de besoin, l'approbation tacite de la cour.

La congrégation, fort émue, choisit un comité et lui conféra

des pouvoirs illimités, afin, qu'il pût aviser, selon les nécessités de la situation.

Mais le lendemain, — 22 juin, — l'horizon parut se rasséréner. Une lettre d'Inspruck apprit aux Croates que leurs délégués avaient été bien accueillis. En conséquence, la décision prise la veille resta inexécutée.

Le 26, Rajachich, passant à Zágráb en revenant d'Inspruck, raconta aux agitateurs que Jellachich lui-même n'avait connu l'existence du manifeste royal qu'à son retour de Klagenfurt; et, ajouta-t-il, cette grave nouvelle *l'a trouvé fort indifférent.* D'où chacun pouvait conclure [1] que la déclaration royale contre le mouvement croate était purement et simplement un mensonge politique, nécessité par les exigences du ministère hongrois, qu'il importait de satisfaire, tant qu'on n'était pas en mesure de l'écraser. Du reste, dès le 24 juin, un journal illyrien [2] avait annoncé à ses lecteurs que Jellachich avait été très-gracieusement reçu par la cour impériale, et même que l'archiduchesse Sophie avait pleuré en disant au Ban et à ceux qui l'accompagnaient : « Mon cœur est avec vous! »

Enfin, Jellachich revint à Zágráb le 29 juin. La Congrégation se réunit aussitôt. Ayant appris la nomination de l'archiduc Jean comme médiateur entre la Croatie et la Hongrie, elle conféra des pouvoirs illimités à l'ex-ban, et, en douze articles, posa les bases de l'arrangement à conclure.

Toutes les prétentions déjà avouées étaient maintenues, notamment : l'intégrité de la monarchie autrichienne, c'est-à-dire l'abolition de l'indépendance hongroise; la réunion de la Croatie, de la Slavonie et de la Dalmatie en un même corps d'État, et leur séparation absolue du royaume de Hongrie. On

[1] Voir la correspondance publiée dans le nº 5 du *Kossuth Hirlapja.*
[2] Les *Dalmatski Horvatski Narodni Novini.*



y ajoutait que les décrets émanés de l'assemblée serbe de Carlovitz recevraient la confirmation royale. Ces prétendues bases de pacification devaient être soumises au monarque par une nouvelle députation, conduite, comme la première, par Jellachich.

Les Croates étaient si intimement persuadés de l'inadmissibilité de leurs prétentions, que la Congrégation décréta sur-le-champ la levée d'une contribution de guerre. De plus, afin de ne point gêner les mouvements du dictateur, elle se déclara prorogée au 9 juillet.

Avant de se séparer, elle étendit aux paysans la jouissance des droits régaliens. Jellachich lui-même fit décréter le partage des bois entre les seigneurs et les paysans. Les corvées furent également abolies en Croatie et dans les Confins, comme si les lois de Presbourg n'eussent pas été applicables à la partie annexe. Par toutes ces mesures, on voulait intéresser le peuple aux querelles du parti illyrien.

S'il restait encore l'ombre d'un doute sur les relations intimes de Jellachich avec la cour autrichienne, le fait suivant suffirait à la dissiper. Des troupes furent envoyées pour secourir « *le rebelle* » de Croatie. Le 11 juillet arrivèrent de Peschiera un bataillon et deux compagnies d'infanterie, quatre-vingt-dix artilleurs, et deux escadrons de cavalerie.

Durant ces intrigues, ces armements, ces préparatifs si évidemment hostiles et que personne ne pouvait ignorer, que faisait le général Hrabovszky, nommé commissaire royal et chargé de procéder à une enquête contre Jellachich? Incapable de remplir son mandat, Hrabovszky demanda une entrevue au *rebelle*. Celui-ci l'accorda le 20 juillet. Jellachich se sépara du commissaire en promettant que, la médiation de l'archiduc Jean étant acceptée, il s'abstiendrait de toute mesure qui pourrait envenimer le différend et surexciter les esprits.

Néanmoins, le lendemain même, il destitua les officiers municipaux du comitat de Szerém, où, comme dans le comitat de Verőcze (30 juin), le parti constitutionnel avait triomphé.

D'autre part, le 23 juillet, les Illyriens demandèrent que la Croatie fût représentée à la diète de l'Empire par quatre députés. Cela prouve une fois de plus que les partisans de la domination autrichienne tenaient infiniment moins à l'indépendance nationale de la Croatie qu'à la destruction de la liberté hongroise. Mais leur désir ne put être exaucé. Les représentants allemands de la diète viennoise surent faire écarter la pétition illyrienne. La majorité numérique appartenant déjà à la race slave, ils redoutaient qu'un nouvel appui ne fût apporté à la tendance avouée de leurs adversaires qui rêvaient un empire slavo-autrichien, par lequel un premier pas eût été fait dans la voie du panslavisme au moyen de l'écrasement de toutes les nationalités non slaves.

Cependant Jellachich venait d'avoir, à Vienne, son entrevue avec Batthyány. On sait pourquoi elle n'aboutit à aucun résultat. L'ex-ban prétendit tout arracher à la Hongrie. Le chef du cabinet de Pest ne voulut, ne put rien céder à l'Autriche. Sur les paroles que ces deux hommes importants échangèrent, les documents officiels nous font défaut. Nous ne pouvons même pas affirmer si réellement ont été prononcées ces menaces que l'on a tant répétées à l'étranger : — « Au revoir sur la Drave ! » aurait dit le ministre. — « A Pest, s'il vous plaît, aurait répliqué Jellachich, je vous épargnerai la peine de me rendre visite. »

C'est durant ce même voyage à Vienne que Jellachich fut honoré d'une sérénade de la part de la garnison autrichienne, renforcée par quelques bourgeois réactionnaires, — 28 juillet. — Les hussards, en garnison dans la capitale, refusèrent de s'associer à cette manifestation antihongroise.

De retour à Zágráb, Jellachich précipita l'achèvement de ses préparatifs militaires, qui, du reste, n'avaient pas été interrompus un seul instant. Il avait pourtant promis d'éloigner ses troupes de la Drave si le gouvernement hongrois ramenait les siennes dans l'intérieur du pays, et le gouvernement hongrois avait fait retirer la majeure partie de son corps d'observation. Mais puisqu'il avait l'agrément de l'empereur-roi, son maître, il se croyait au-dessus d'un mensonge, et durant des négociations dont il savait l'inutilité, il continuait à entasser une armée d'invasion, notamment aux environs de Varasd. C'est là, dans son camp, que, le 13 août, il célébra, par une messe solennelle, la victoire de Radetzky sur les Italiens.

A mesure que le jour fixé pour l'attaque de la Hongrie approchait, la terreur exercée par les Illyriens devenait de plus en plus insupportable. Les constitutionnels de Croatie prenaient la fuite et venaient annoncer aux Hongrois que des renforts étaient sans cesse envoyés de Styrie à Zágráb. Voilà comment le ministère impérial persévérait à se maintenir dans cette *stricte neutralité* dont il avait leurré le cabinet de Pest !

Vers la même époque, les ministres hongrois, sur la requête du gouverneur de Fiume, prièrent les ministres impériaux d'envoyer dans ce port un bataillon hongrois, alors en garnison à Vienne, et qui, conformément aux ordres du roi, allait rentrer en Hongrie. Le bataillon fut effectivement dirigé sur Fiume, mais, *par suite d'une erreur*, il suivit la route d'Italie jusqu'au camp de Radetzky. Grâce à cette *erreur*, Fiume put être occupée par les troupes croates le 31 août.

Presque en même temps, sur la demande de quelques communes, Jellachich s'empara, de son autorité propre, du commandement des frontières slavonnes, lequel appartenait légitimement au général Hrabovszky.

Grâce à ces deux usurpations, étant assuré de ne pas être attaqué par derrière, l'ex-ban considéra ses préparatifs comme terminés. Subitement, il se mit à la tête d'environ quarante mille hommes, et le 11 septembre, restauré en tous ses titres et dignités, franchit la Drave, près de Légrád, *au seul nom de l'empereur d'Autriche!* comme si l'indépendance de la nation croate n'eût été pour rien dans la lutte que ce Croate, général autrichien, entamait contre les Hongrois!

V

Il importe d'examiner à présent ce qu'avait fait le gouvernement hongrois pour repousser une invasion qui eût dû être depuis longtemps prévue.

Au début de la guerre serbe, le système suivant avait été adopté : on faisait marcher contre l'ennemi des gardes nationaux de tout âge, engagés pour quatre semaines seulement; dès qu'ils avaient fait leur temps, c'est-à-dire au moment même où ils commençaient à bien manier les armes et à s'habituer à la vie militaire, ils étaient remplacés par de nouvelles recrues. On comprend sans peine les innombrables inconvénients d'un pareil système, aussi coûteux que fatal. Enfin, le 13 août, il fut décrété que l'on n'enverrait en campagne que des volontaires. Quelques jours plus tard, le palatin nomma quatre commandants à ces gardes mobiles distribués en quatre

corps. Il est à remarquer que l'un de ces commandants fut Arthur Görgey [1].

A peu près au même moment, Louis Batthyány fit signer au roi un échange des régiments hongrois cantonnés dans les provinces autrichiennes (l'Italie exceptée) contre des régiments non-hongrois cantonnés en Hongrie. Les troupes dont on put disposer furent partagées entre l'armée qui opérait contre les Serbes et le corps d'observation placé sur la Drave. Ce dernier corps comprit environ 10,000 hommes. Le commandement en fut confié au général Ottinger, secrétaire général du ministère de la guerre, qui bientôt passa à l'ennemi. Le général Adam Teleki vint alors prendre sa place. Nous avons vu comment se conduisit cet homme au jour du danger.

On se souvient du décret diétal du 11 septembre, qui permit aux soldats des régiments de ligne de passer dans les nouveaux bataillons que l'on organisait. A peine ce décret fut-il rendu public, que l'on vit à Bude-Pest, où se formait alors le bataillon de Hunyadi, les soldats hongrois au service de l'Autriche accourir vers les magistrats enrôleurs, déchirer leurs passepoils jaune-noir et demander à grands cris l'uniforme national. La moitié des Hongrois de la garnison de la capitale avait ainsi abandonné le drapeau impérial, lorsque Batthyány défendit aux autres d'imiter leurs compatriotes. Cette interdiction attira au chef du cabinet une interpellation fort vive dans le sein de l'assemblée des représentants. Il répondit avec discrétion qu'il avait cru bon de suspendre l'exécution du décret précédemment rendu et qu'il désirait rester libre de choisir, pour la continuer, un moment plus opportun. La chambre accepta l'explication, tant son désir était grand de ne pas exposer le pays aux dangers plus ou moins réels de la retraite du seul ministre qui fût

[1] *Pesti Hirlap*, 30 août.

encore reconnu par la cour. Néanmoins, et quoique la loi sur la levée de 200,000 hommes ne fût pas encore sanctionnée par le roi, l'assemblée décida, sur la motion de Paul Nyáry (16 septembre), que l'on recruterait immédiatement des troupes dans la proportion de 2 hommes sur 127 âmes; en cas d'insuffisance du recrutement, on aurait recours à la conscription.

Nous aurons complété la trop courte énumération de toutes les précautions prises en vue de la défense du pays, si nous parlons enfin des fortifications élevées aux abords de la ville de Bude au moment même où l'ennemi marchait sur la capitale. Leur valeur militaire fut, sans doute, peu de chose, et elles n'auraient certes pas résisté à un premier assaut. Mais leur construction eut une extrême importance, car elle révéla l'enthousiasme, le courage, le dévouement unanime de toutes les classes de la population en présence des périls dont la patrie était menacée. On vit, durant plusieurs jours, des hommes et des femmes, riches et pauvres, ouvriers, bourgeois et nobles des deux villes-sœurs, partir dès le matin, manier la pioche et pousser la brouette jusqu'au soir. Il était alors du meilleur ton, parmi les élégants, de briser et de salir ses gants blancs à force de travail, et les belles dames s'enorgueillissaient de la boue dont leurs robes de soie étaient tachées.

Si donc les ressources matérielles de la Hongrie en danger n'étaient pas bien considérables, ses ressources morales étaient immenses, et il y avait peut-être autant d'intérêt, pour l'heure, à augmenter, à conserver celles-ci que celles-là.

Dans la séance du 15 septembre, afin d'enlever à la réaction tout espoir d'agiter la noblesse, Kossuth fit la motion suivante :

— La chambre des représentants autorise le ministre des finances à distribuer une avance de quinze millions sur l'in-

demnité due aux anciens propriétaires de corvées ; cette somme sera comprise dans le crédit de soixante et un millions déjà voté ; elle sera payée partie en argent, partie en obligations ; lesdites obligations seront acceptées par le trésor en payement d'une partie de ses terres, qui seront mises en vente successivement et par petits lots ; enfin, les communes qui se sont rachetées elles-mêmes depuis 1833 auront droit à réclamer de l'État l'indemnité soldée par elles.

Sans doute il était juste, jusqu'à un certain point, de venir ainsi en aide aux anciens seigneurs, que l'abolition subite des corvées avait mis dans la gêne. Mais il était non moins équitable d'abolir la dîme du vin, que la diète de Presbourg avait laissée subsister comme dérivant plutôt des conventions privées que du droit féodal. Moins habitués aux distinctions que les légistes, les paysans, en beaucoup d'endroits, refusaient expressément d'acquitter cette redevance, les croyant toutes abolies définitivement. En donnant satisfaction, d'une part, aux vœux des paysans, par la suppression de la dîme du vin, et d'autre part, aux exigences motivées des propriétaires, par l'allocation d'une ndemnité, la diète, — 21 septembre, — coupa court aux périlleux conflits qu'une question d'intérêt eût pu susciter entre les fils, désormais égaux, de la patrie.

Nous devons encore ranger dans la catégorie des préparatifs moraux de défense la proposition que, le 15 septembre, Kossuth fit à la chambre de déléguer douze de ses membres auprès des constituants viennois. Les douze délégués furent choisis sur-le-champ et, à l'unanimité, il leur fut donné pour mandat de dire aux Autrichiens que s'il existait entre eux et les Hongrois des différends d'intérêts, les Hongrois étaient tout disposés à les résoudre à l'amiable ; et aussi que, dans le cas où les libertés de l'Autriche seraient menacées, l'Autriche pourrait compter sur le secours de la Hongrie, comme la Hongrie

espérait pouvoir compter sur le secours de l'Autriche libre.

Les représentants délégués, auxquels la haute chambre adjoignit quatre de ses membres, partirent aussitôt. Arrivés à Vienne, ils furent reçus triomphalement par le peuple.

Mais l'assemblée autrichienne, déjà dominée par l'élément slave, dynastique et réactionnaire, daignerait-elle les recevoir? Trois des représentants, Jean Balogh, Étienne Gorove et Daniel Irányi furent chargés d'aller réclamer l'appui des membres de l'opposition. Le plus influent, Borosch, le promit franchement et, se tournant vers ses collègues, il leur dit : « Messieurs, je vous invite à faire demain de votre mieux, et considérez ce jour comme une fête ! » L'opposition viennoise tint parole. Comme on lui objectait un article du règlement qui interdisait l'admission des députations dans le sein de l'assemblée, elle s'efforça de démontrer que l'arrivée de la députation, non de particuliers ou d'un corps quelconque, mais d'un peuple voisin et indépendant, n'avait pas été prévue par le règlement. Ce fut en vain. Toute son éloquence échoua devant le mauvais vouloir de la majorité [1]. 186 voix se prononcèrent contre l'admission de la députation hongroise, 108 pour (19 septembre). Cependant invitation était faite aux Hongrois d'adresser par écrit leur communication à l'assemblée. Les représentants de la diète de Pest refusèrent d'écrire ce qu'ils avaient reçu mission de dire verbalement et directement.

Le peuple de Vienne fit une démonstration éclatante, afin de prouver aux Hongrois qu'en dépit du refus de l'assemblée constituante, l'union proposée était approuvée par lui. Sous

[1] Un exèmple fera concevoir ce que devait être cette majorité. La plus grande partie des députés de Gallicie étaient des paysans ruthènes. Ne comprenant point l'allemand, ils restaient sous les ordres du comte Stadion, se levant quand il se levait, restant assis quand il ne bougeait pas. « Jako pan Stadion ! » Comme M. Stadion ! Telle était leur manière d'exprimer leur avis.

la conduite des représentants libéraux et des présidents de tous les clubs populaires, trente mille hommes vinrent le soir, à la lueur des torches, donner une sérénade aux délégués de la diète de Pest.

VI

On se le rappelle, le palatin avait de nouveau présenté le comte Louis Batthyány au roi en qualité de chef d'un nouveau cabinet. Batthyány réclama, comme condition première, que le roi ordonnerait immédiatement à Jellachich de se retirer du pays qu'il venait d'envahir *au nom de l'Empereur*.

Le roi écrivit au palatin [1] qu'il acceptait la démission du premier cabinet, et qu'il lui était impossible de s'expliquer relativement à la condition dont on voulait faire dépendre la formation d'un nouveau ministère. De plus, Sa Majesté reprocha à la diète de n'avoir *rien fait*, depuis deux mois qu'elle était réunie, pour mettre fin au différend hongro-croate. Elle l'accusa aussi d'avoir outrepassé les limites de la légalité dans le vote de certains projets de loi.

Quoi de plus injuste que ces remontrances royales? Quoi de plus absurde que ces exigences de la cour?

D'abord, le roi *ne pouvait pas s'expliquer*; et pourquoi? Le

[1] Lettre datée du 15 septembre et lue à l'assemblée nationale, le 16 septembre.

monarque eût-il donc voulu, — comme l'indiquait Kossuth dans les articles de son journal, où le peuple était appelé aux armes pour la défense de la patrie et du *trône du roi*, — le monarque eût-il donc voulu pour ministres hongrois des hommes qui, ne prenant d'avance aucune garantie, auraient consenti de bonne volonté à l'abrogation des libertés acquises? Alors, sans nul doute, l'invasion impériale aurait pu être ramenée en arrière; car, sans violence, le but eût été obtenu, la constitution eût été supprimée de fait.

D'un autre côté, la diète, à maintes reprises, n'avait-elle pas demandé qu'il plût à Sa Majesté d'ordonner aux Croates d'élire des représentants qui se fussent entendus directement avec les représentants du peuple hongrois? N'avait-elle pas ratifié la conduite du gouvernement qui avait invité le ban Jellachich à venir traiter avec lui, après avoir manifesté sa ferme intention de respecter la nationalité et l'autonomie de la Croatie? N'avait-elle pas confirmé les mesures prises par le ministère relativement à la correspondance entre la mère-patrie et les parties annexes? N'avait-elle pas approuvé la création de sections distinctes dans l'administration? En un mot, ne s'était-elle pas montrée prête à réaliser les vœux des Croates, en tant qu'ils ne fussent pas contraires à l'*indépendance du royaume de Hongrie*?

Et cette diète, qui avait fait tout cela, selon le roi n'avait *rien fait!* Bien plus, elle avait manqué à ses devoirs constitutionnels en votant une levée de troupes et un crédit indispensables pour sauvegarder les réformes approuvées légalement et jurées! On l'accusait presque du crime de lèse-majesté, parce qu'elle n'avait pas vu avec indifférence des milliers d'hommes massacrés par les Serbes; parce qu'elle n'avait pas voulu que les contrées du bas Danube fussent impunément pillées, dévastées, incendiées; parce que, refusant de livrer le pays désarmé à

l'invasion d'un homme réputé *rebelle* d'après le roi lui-même, elle avait décrété des mesures, encore trop peu décisives, trop timidement exécutées, trop respectueuses vis-à-vis du roi-empereur, à l'effet de sauver l'intégrité de la sainte couronne, l'indépendance nationale et la liberté constitutionnelle du peuple hongrois!

La lettre de Ferdinand à l'archiduc Étienne produisit dans l'assemblée l'effet qu'elle devait produire. Chacun n'y put voir qu'une sanglante insulte jetée à la face d'une nation trahie. Batthyány lui-même fut impuissant à retenir son indignation. Il se démit des pouvoirs dont la confiance du palatin l'avait investi quelques jours auparavant. Cependant, grâce aux instances de Nyáry, de Kossuth et de Madarász, il consentit à ne pas donner encore sa démission et s'engagea à présenter dès le lendemain les noms de ceux avec lesquels il entendait composer un ministère.

Le lendemain, en effet, — 17 septembre, — le comte Batthyány se choisit pour collègues : Coloman Ghiczy, Maurice Szentkirályi, le comte Alexandre Erdődy, le baron Nicolas Vay, le baron Denis Kemény, le baron Joseph Eötvös et le général Mészáros. Ces deux derniers étaient les seuls membres de l'ancien ministère qui fussent conservés. Quant aux autres, aussi peu révolutionnaires que Mészáros et Eötvös, c'étaient des libéraux constitutionnels et modérés. Coloman Ghiczy, sous-secrétaire d'État au ministère de la justice sous la précédente administration, avait déjà servi sous celle du comte Apponyi, de même que Vay, depuis longtemps gardien de la sainte couronne. Les deux chefs les plus populaires du mouvement national, Kossuth et Szemere, n'avaient pas été admis dans le gouvernement pour deux raisons : il leur était devenu impossible de s'entendre avec Louis Batthyány, et leurs noms étaient odieux à la cour.

Dans la séance du 22 septembre, Kossuth adressa au comte Batthyány l'interpellation suivante :

— Les ministres présentés ont-ils été agréés? Dans le cas où le roi ne les aurait point encore confirmés, le président du conseil se sentait-il assez fort par lui-même pour sauver la patrie sans les secours extraordinaires de l'assemblée?

Batthyány répliqua; mais la chambre n'ayant pas jugé sa réponse satisfaisante, six représentants furent nommés afin d'assister le président dans la direction des affaires — jusqu'à ce que le ministère légal eût été accepté ou refusé par le roi. — Ces six membres étaient Kossuth, Szemere, Nyáry, Ladislas Madarász, Patay et Zsembery. La haute chambre leur adjoignit d'abord le baron Sigismond Perényi et le comte Michel Eszterházy, et plus tard le baron Nicolas Jósika.

Cette commission parlementaire ne tardera pas à prendre le pouvoir exécutif sous le titre de : *Comité de la défense du pays*. A elle seule incombera désormais le gouvernement de la Hongrie, le cabinet Batthyány ne pouvant pas arriver à se faire reconnaître par la cour de Vienne.

Le 23 septembre, une nouvelle lettre du roi, toujours adressée au palatin, fut lue par les représentants. Sa Majesté invitait la diète à délibérer sur le fameux *memorandum* du cabinet impérial, dont nous avons déjà parlé. Sur la motion de Paul Nyáry, l'assemblée décida qu'elle n'entrerait dans aucune négociation tant que l'ennemi, Jellachich, se trouverait sur le territoire national.

DEUXIÈME SECTION.

FUITE DU PALATIN. — MORT DE LAMBERG.

VII

L'ex-ban avait passé la Drave, le 11 septembre, à la tête de 20,000 hommes, directement commandés par lui. Deux autres corps s'avancèrent sur d'autres points et portèrent ses forces à environ 40,000 soldats.

Dans la proclamation qu'il lança en entamant les hostilités, il déclarait qu'il venait, au nom de l'empereur, châtier une faction et rétablir l'ordre; de plus, il invitait les troupes régulières à ne pas combattre l'armée de leur légitime souverain.

Nous avons vu comment le général Teleki ramena en arrière

les troupes hongroises, du reste trop peu nombreuses pour résister. Plus tard, accusé de trahison, le général disait qu'on ne l'avait pas compris et qu'il avait toujours été décidé à remplir son devoir, sa déclaration s'étant rapportée aux anciens régiments, et non pas à sa personne. Une lettre de Csányi semblait confirmer cette explication du général. Quoi qu'il en soit, avec ou sans l'autorisation de leur général, les officiers du régiment de hussards, dit de *Nicolas*, refusèrent de reculer davantage. Ces braves officiers firent sommer Jellachich d'avoir à leur montrer l'ordre écrit du roi, sans quoi ils se verraient forcés de repousser par la force des armes l'envahissement de leur pays. Jellachich ne put leur répondre : il n'était porteur d'aucun ordre écrit!

Les troupes hongroises persistèrent donc dans leur résolution de se battre. Mais des régiments de cavalerie autrichienne, restés encore en garnison en deçà de la Drave, se joignirent à Jellachich.

Celui-ci avançait toujours, et les troupes hongroises, en très-petit nombre, étaient obligées de se replier.

C'est alors qu'arriva le palatin. Étienne demanda aussitôt une entrevue à Jellachich, campé sur la rive méridionale du Balaton, et il alla l'attendre sur un bateau à vapeur, au milieu du lac. Mais l'ex-ban ne voulut pas venir conférer avec Son Altesse Impériale-Royale. — La force de la vapeur, lui avaient dit ses officiers, pourrait bien l'emporter sur le sauf-conduit de l'archiduc!

Le palatin revint au camp hongrois. Bientôt il le quitta sans mot dire, accourut à Bude, et, dans la nuit même, prit la fuite du côté de Vienne. Il n'y séjourna point. En toute hâte il atteignit Schaumburg, son patrimoine maternel, situé hors d'Autriche, au cœur de l'Allemagne, à l'abri du danger

et des intrigues de la cour qu'il lui répugnait de servir d'avantage [1].

VIII

Certes, ce lâche abandon d'une armée dont le palatin avait accepté le commandement, cette fuite honteuse en des circonstances aussi critiques, méritent de l'histoire le jugement le plus sévère. Cependant, pour être tout à fait juste, n'oublions pas que le palatin était archiduc, lié à la dynastie par le sang comme par les intérêts. Mais s'il lui était devenu impossible de concilier ses devoirs de premier magistrat hongrois avec ses liens de parenté, s'il était incapable de tenir son serment vis-à-vis de la nation et de rester à son rang vis-à-vis de la cour, n'eût-il pas dû avouer publiquement sa position? n'eût-il pas dû se démettre de ses fonctions entre les mains de l'assemblée nationale?

Par malheur, on n'a pas seulement à lui reprocher de s'être, par lâcheté, dérobé à ses obligations légales; la Hongrie est, de plus, en droit de l'accuser de haute trahison.

[1] Le chef de la police hongroise, Paul Hajnik, informé que des préparatifs de voyage se faisaient au château royal, prévint Kossuth. Celui-ci, à son dire, lui aurait ordonné d'empêcher la fuite. Selon Hajnik, au contraire, le chef de la police n'aurait reçu qu'un billet assez vague portant : « Que la police fasse son devoir! » Hajnik n'avait pas cru ce billet suffisant pour couvrir sa responsabilité. A cause de cela, le palatin ne fut pas arrêté.

Une commission fut nommée pour faire l'inventaire des papiers que le palatin fugitif n'avait pas pu emporter. On trouva, chez lui une lettre adressée au roi *le 23 mars* 1848, laquelle lettre prouve que son auteur était initié déjà aux secrets desseins de ses augustes parents et que, contrairement aux devoirs de sa charge, contrairement à ses serments et à ses opinions libérales avouées, il était prêt à en seconder le succès jusqu'à un certain point.

Nous citerons les principaux passages de cette trop fameuse lettre, publiée le 7 décembre 1848 par le *Kossuth Hirlapja*.

Après avoir décrit l'agitation à laquelle, dans les premiers mois de 1848, la Hongrie était en proie, le palatin ajoute :

« Dans cette situation anormale et périlleuse, tout le monde » attend le salut de la formation la plus rapide du ministère » responsable.

» En considérant même ce projet comme une autre calamité, » il reste à savoir laquelle des deux est la moins grande?

» Je me contenterai d'énumérer brièvement les trois moyens » qui me semblent seuls à employer pour arriver à quelque » chose en Hongrie.

» Voici le premier :

» *Retirer toute la force armée du pays et le laisser courir à* » *sa ruine, rester spectateur inactif des massacres et des in-* » *cendies, des luttes entre les nobles et les paysans.*

» Le second serait :

» *Négocier*, au sujet des projets de loi, avec le comte Bat- » thyány (qui, pour l'heure, est le seul héros du peuple, mais » dont l'étoile pourrait s'évanouir si nous hésitions long- » temps) ; *sauver tout ce qui peut être encore sauvé et savoir* » *d'avance les mesures à prendre si* (ce ministre) *donnait sa* » *démission par suite de son mécontentement.*

» Le troisième moyen serait :

» *Congédier le palatin*, envoyer immédiatement à Presbourg » un commissaire royal muni de pleins pouvoirs et *de la loi* » *martiale*, à la tête d'une armée respectable (de Presbourg) ; » après avoir effectivement dissous la diète, il marcherait sur » Pest *pour user de son autorité de fer* aussi longtemps que les » circonstances l'exigeraient.

» Quant au premier moyen, j'avoue qu'il me fait horreur, » et voici pourquoi. D'abord il est, *pour ainsi dire*, immoral, » et *peut être même* un gouvernement ne doit pas abandonner » complétement ses sujets, une partie de ceux-ci étant pourtant » bien intentionnée. Ensuite (le moyen) servirait à produire » les plus mauvais effets dans les autres provinces, à cause de » l'exemple qu'il donnerait aux masses, que l'on ne pourrait » pas refréner.

» Le second moyen est bon et pourrait peut-être encore nous » sauver. Bien qu'à première vue il ait l'air d'une séparation, » il constitue en ce moment la seule garantie de la conservation » de la province. En supposant que *les messieurs à nommer* » (sic) pussent encore faire valoir leur entière influence sur le » mouvement, — ce qui, par ce temps orageux, ne saurait être » affirmé avec assurance,— *on pourra, quand les temps auront* » *pris une tournure plus favorable, faire changer bien des* » *choses*, ce qui aujourd'hui pourrait provoquer une sépa- » ration. »

« Je ne sais, ajoute le palatin, si l'on ne pourrait pas, par » d'habiles négociations, gagner encore quelque chose de Bat- » thyány et de Deák, mais d'eux seulement, » — ils étaient alors à Vienne, — « car, s'ils vont délibérer à Presbourg, j'ap- » préhende tout.

» En fidèle fonctionnaire de l'État, j'ose avertir Votre Ma- » jesté d'une éventualité très-importante : Que faudrait-il faire

» si, les pourparlers n'ayant pas abouti, Batthyány était prêt à » tout risquer, à abdiquer, etc.?

» Il est de mon devoir, non pas pour effrayer, mais pour ex» primer ma conviction, de faire observer qu'en pareil cas il » faudrait être préparé à une résistance armée le long du Danube » et sur la route qui conduit de Presbourg à Pest, contre une » démonstration de la jeunesse et peut-être même d'une partie » de la noblesse. Dans ce cas, il ne resterait que le troisième » moyen, en supposant que l'on eût et la volonté et la possibi» lité de le mettre à exécution. Le troisième moyen devrait être » employé avec célérité. »

Après avoir fourni quelques indications utiles pour cette mise à exécution rapide, après avoir établi pourquoi, dans les circonstances d'alors, le second moyen lui paraissait être le plus pratique, l'archiduc termine par ces paroles :

« Si toutefois Votre Majesté, dans sa sagesse, juge plus pra» tique le premier ou le troisième moyen, » — c'est-à-dire l'anarchie et la jacquerie, l'invasion et la terreur, — « elle » disposera sans doute de moi conformément aux lois exis» tantes et aux usages établis, et elle me fera savoir si elle veut » qu'en ce cas je doive rester provisoirement à Vienne ou que » je puisse partir pour un autre endroit?

» Vienne, 23 mars 1848.

» De Votre Majesté, le fidèle et obéissant sujet.

» ÉTIENNE. »

Cette lettre lue, relisez le discours prononcé par l'archiduc palatin à l'ouverture de la diète hongroise, comparez et jugez!

Chose triste à constater, ce politique à double face, cet homme sans morale, avait à peine trente ans !...

Quelque temps après la fuite du palatin, le 10 octobre, Ladislas Madarász fit à la chambre des représentants cette communication :

— Étienne, avant de partir, a écrit au comte Batthyány que le roi lui ayant fait défense de combattre Jellachich, il envoyait sa démission à Vienne et partait pour cette ville afin de tenter un dernier effort auprès du monarque ; dans le cas où son absence serait discutée à l'assemblée, le ministre était autorisé à donner lecture de sa démission.

Sur la motion de Ladislas Madarász, appuyée par Kossuth, les représentants n'hésitèrent pas à flétrir la conduite du premier magistrat du royaume, et à le déclarer déchu de sa dignité.

« Le palatin, lit-on dans le procès-verbal, ayant quitté le » camp au plus fort du péril, tout rapport est rompu entre lui » et la nation hongroise. »

IX

Il est aisé de voir, à présent, que la cour, qui si longtemps avait leurré la Hongrie avec le second des trois *moyens* proposés par le palatin, en était déjà arrivée à utiliser le troisième. Seulement l'invasion ne fut pas simple, elle fut complexe. Au moment même où l'armée de Jellachich marchait sur Pest, les

Serbes continuaient la guerre, et la guerre commençait sur d'autres points.

En Transylvanie, le colonel Urban et le major Riebel, commandant des deux régiments valaques de la frontière, insurgeaient, organisaient, armaient les Roumains, et bientôt prenaient une position ouvertement hostile. D'autre part, les Saxons refusaient d'obéir au gouvernement hongrois et passaient du côté des impériaux. Nous aurons à revenir sur les événements qui signalèrent ces deux révoltes antihongroises.

Dans les parties septentrionales de la Hongrie proprement dite, quelques centaines de panslaves, la plupart étudiants bohêmes, recrutés à Vienne, pénétraient, le 17 septembre, dans le comitat de Nyitra, et, sous le commandement du pasteur protestant Hurban, s'efforçaient, par bonheur avec peu de succès, de soulever les Slovaks du nord.

Ainsi la Hongrie était attaquée, pressée, au sud-ouest par les Croates, au sud par les Serbes, à l'est par les Saxons, les Valaques, ainsi que par les troupes impériales stationnées en Transylvanie, au nord-ouest par les Panslaves. Tous ces ennemis, en apparence si divers, suivaient un même mot d'ordre parti de la cour de Vienne, qui devait bientôt envoyer à leur secours, en outre de l'armée impériale de l'ex-ban de Croatie, les armées purement autrichiennes de Windischgraetz et de Schlick, entrant, la première par l'ouest, la seconde par le nord.

Donc, même sans compter encore les commandants des forteresses d'Arad, de Temesvár et de Károly-Fehérvár, qui, après le manifeste du 4 octobre, arborèrent le drapeau de l'empire au cœur même du pays hongrois, on peut considérer comme l'expression simple de la réalité ce cri d'alarme jeté par Kossuth : « Nous sommes attaqués de huit côtés à la fois! »

Cependant, tous ces mouvements concentriques de popula-

tions insurgées et de troupes ne suffisaient pas pour l'accomplissement du meurtre du peuple hongrois. L'Autriche eût voulu les combiner avec un autre mouvement qui, de la capitale elle-même, aurait rayonné vers les extrémités. De la sorte, la Hongrie eut été littéralement enserrée, étouffée sous un réseau de fer.

Le 10 septembre, dans la soirée, étaient arrivés à Bude-Pest un bataillon de Ceccopieri (italien), et une partie du régiment (gallicien) de Guillaume. Dans la seconde chambre, Irányi interpella le premier ministre responsable à ce sujet.

— Qui a ordonné cet envoi de troupes étrangères et hostiles au siége même du gouvernement et de l'assemblée nationale? demanda-t-il.

Louis Batthyány fut obligé de répondre qu'il n'en savait rien. Et il supplia les représentants de ne point lui ordonner de rechercher qui avait donné l'ordre.

C'était, — on le sut plus tard, — le ministre autrichien Latour qui avait expédié ces soldats de Győr par les bateaux à vapeur, espérant les utiliser pour l'accomplissement du coup d'État projeté. Le comte Batthyány, cédant aux justes exigences de l'assemblée, les fit réembarquer pour Vienne.

Mais en route, leur commandant essaya de s'arrêter à Komárom et d'entrer dans la forteresse. La ferme attitude du conseil municipal et des habitants de la ville le forcèrent à débarquer sur l'autre rive du Danube, à environ un mille plus loin, à Gönyő. Il y campa jusqu'au soir. Ayant des intelligences avec l'officier qui commandait Komárom, le général autrichien Mærz, il revint sur ses pas, au milieu de la nuit. Par bonheur, trois soldats de la garnison, Munk, Korányi et le caporal Kollár, s'étaient attardés à Gönyő; ils apprirent le secret, accoururent avertir le chef de la police, qui aussitôt rassembla le conseil municipal. Celui-ci fit précipitamment retirer du côté de la ville le pont de

bateaux jeté à travers le fleuve. Les Autrichiens, contraints à rester sur le bord opposé, se vengèrent en ravageant les vignes du voisinage, et bientôt disparurent pour ne plus revenir. Peu après (17 septembre), un violent incendie dévora une partie de la ville de Comorn. Les habitants en attribuèrent la cause à la vengeance de la camarilla.

Des recherches ayant été faites, le général Mærz se vit forcé d'avouer sa complicité ; il allégua, pour sa défense, qu'il n'avait appelé les troupes, renvoyées de Bude-Pest, que pour protéger sa personne contre les gardes nationaux. Chose étrange ! Mærz ne fut pas traduit devant un conseil de guerre, et Batthyány oublia même de le destituer.

Pour sauver Comorn, il fallut qu'un hasard rendît la trahison impossible. Sur l'ordre du ministère hongrois, on devait faire prêter serment de fidélité à la constitution au bataillon Thurszky, la seule troupe de l'armée autrichienne qui tînt garnison dans la forteresse. Les soldats étaient presque tous hongrois, mais la plupart des officiers et sous-officiers croates ou allemands. Les officiers, sans refuser de donner leur parole, demandaient à jurer dans l'appartement du général et non point à la tête de leurs soldats. Cette étrange demande éveilla les suspicions des patriotes. Le commandant d'un corps de volontaires, le capitaine Sigismond Thaly, s'étant assuré des bons sentiments du bataillon Thurszky, vint arborer devant lui le drapeau tricolore, et aussitôt tous les soldats passèrent de son côté en poussant des cris d'enthousiasme. Cette manifestation enleva au général Mærz son dernier espoir. Il se hâta de donner sa démission en prétextant de ses infirmités et quitta la citadelle de Comorn avec les officiers et sous-officiers, comme lui dévoués à l'Autriche. Le lieutenant-colonel Majthényi prit le commandement à sa place [1].

[1] V. *The fortress of Komarom*, par le colonel Sig. Thaly, Lond[illegible]

Le plus hardi, mais aussi le plus impraticable des *moyens* proposés par l'archiduc Étienne, car les prétextes manquaient, ne fut pas négligé par la cour, quoiqu'elle eût plus de confiance dans la trahison, dans les divisions nationales et dans l'écrasement par la toute-puissance des gros bataillons. Nous voulons parler de la guerre sociale, du massacre des nobles par les paysans, selon la méthode employée en Gallicie, en 1846. Un inspecteur des douanes avoua publiquement [1] avoir reçu de Gallicie l'ordre d'inviter les paysans qui passeraient la frontière à s'insurger contre les nobles, « *lesquels se sont levés contre l'empereur.* » Ce fait fut confirmé, en présence des autorités du comitat de Szepes, par deux autres douaniers [2]. Par bonheur, la camarilla se trompait d'adresse. Le paysan hongrois, affranchi par les nobles, s'unissait de cœur et de pensée avec ses anciens maîtres pour maintenir la constitution et les lois du pays.

Toutes les mesures de la cour étaient donc prises, sauf une, qu'elle n'oublia pas. L'action multiple étant préparée, il ne s'agissait plus que de la centraliser en une seule main, laquelle eût dû couper d'un seul coup la double tête de la Hongrie indépendante, supprimer le ministère national et dissoudre la diète.

Un jour, le 24 ou le 25 septembre, deux ou trois porchers surprirent plusieurs cavaliers de l'armée austro-croate, les attaquèrent à coups de bâton, les tuèrent à coups de hache. Ces cavaliers étaient porteurs de dépêches que l'état-major de Jellachich adressait au gouvernement autrichien. Parmi ces dépêches, furent trouvées deux lettres de l'ex-ban :

Dans la première, le chef de l'armée d'invasion, remerciait le ministre Latour d'une somme d'argent qui lui avait été envoyée et en demandait une nouvelle.

[1] *Kossuth-Hirlapja*, 15 octobre.
[2] Ibidem.

Dans la seconde, il disait au baron Kulmer, agent croate à Vienne : « On m'avait promis de m'appuyer moralement, j'es- » pérais aussi recevoir une batterie à cheval de douze. Mainte- » nant, il est presque trop tard. » Et il se plaignait de ce que les troupes hongroises fussent contre lui, etc., etc.

Cette correspondance curieuse fut transmise à Pest, le 26 septembre. Le député Nyáry en demanda la lecture, le 27, à la chambre des représentants. Ainsi rendues publiques, les lettres de l'ex-ban produisirent un effet immense. Chacun se trouva convaincu de la complicité de la cour dans les attaques multiples dont la Hongrie était victime.

L'exaspération de l'opinion publique était à son comble, lorsque arriva, le 27 septembre, le général François Lamberg, hongrois de naissance, autrichien de cœur.

Deux manifestes royaux, datés du 25, et *non contresignés*, l'avaient précédé à Pest, l'avaient annoncé, ou plutôt *dénoncé* aux populations.

Dans le premier de ces documents illégaux, le roi accusait la diète et le ministère de s'être rendus coupables d'actes révolutionnaires ; c'est pourquoi il nommait le général comte Lamberg commissaire royal dans tout le pays, commandant de toutes les forces armées, aussi bien des troupes régulières que des gardes nationales, hongroises, croates et autres.

Dans le second, spécialement adressé à l'armée, ordre était donné aux soldats de rentrer sous leurs anciens drapeaux.

Les deux manifestes furent signalés à l'assemblée nationale, convoquée extraordinairement, le 27 au soir. On apprit en même temps que le palatin avait envoyé sa démission au roi, et que la cour, refusant d'accepter le comte Louis Batthyány, avait chargé le baron Nicolas Vay de la formation d'un ministère. Mais cette nomination du baron Nicolas Vay, dernière concession faite aux justes exigences des Hongrois, ne se trou-

vait-elle pas annulée par la nomination d'un commissaire royal, investi de pleins pouvoirs?

Ladislas Madarász n'eut pas de peine à démontrer l'illégalité matérielle et morale des manifestes autrichiens. Il proposa que l'assemblée, par un vote solennel, les déclarât contraires aux lois.

Kossuth, les jours précédents en tournée dans les comitats voisins, était subitement revenu à Pest. Il appuya la motion de Madarász avec tant d'énergie, que l'assemblée décréta à l'unanimité ce qui suit :

« La nomination du général Lamberg est illégale et inconstitutionnelle ;

» Défense est également faite aux troupes et à tous les citoyens d'obéir au général Lamberg sous peine de trahison. »

Une proclamation, dans le même sens, rédigée par Kossuth, unanimement approuvée par les représentants, fut sur l'heure adressée à la nation.

XI

Dans la matinée du 28, le général Lamberg, qui s'était installé dans un hôtel de Bude, se rendit à Pest. Il allait conférer avec Georges Mailáth, juge du royaume, et lui porter sa nomi-

nation à la dignité de lieutenant royal. Mais le hasard voulut que Mailáth ne se trouvât pas chez lui et que Lamberg prît un fiacre pour retourner à son hôtel.

Le bruit de son arrivée à Bude s'était répandu. Des hommes du peuple s'étaient armés de faux, enlevées dans un dépôt public, et avaient inutilement cherché l'odieux commissaire. Ils revenaient donc de la vieille ville, lorsqu'ils rencontrèrent, sur le pont qui la réunit à Pest, un fiacre dans lequel ils reconnurent le commissaire. Lamberg fut aussitôt arrêté, arraché de la voiture, mis à mort, et la foule emporta son cadavre en poussant des cris furieux.

L'assemblée nationale venait de suspendre sa séance publique, après avoir nommé une commission de douze de ses membres, qui devaient recevoir communication d'un projet secret, dont Kossuth était l'auteur. La commission délibérait, lorsqu'un capitaine de la garde nationale entra précipitamment dans son bureau et lui annonça ce qui venait de se passer. Tous les commissaires se levèrent et coururent aux fenêtres. De là, ils aperçurent la foule, dont une partie fit bientôt irruption dans la salle des représentants.

A la vue de ces hommes armés de faux, le président s'élança vers son fauteuil et s'écria, avec un geste impérieux :

« Au nom de la loi, je vous ordonne de sortir! »

Ils obéirent sans proférer une seule parole.

Alors la chambre, rentrant immédiatement en séance, réprouva le meurtre qui venait d'être commis et ordonna aux autorités compétentes de rechercher les coupables.

Furent-ils sérieusement recherchés? Nous l'ignorons. Mais, pour connaître les meurtriers, pour les punir, il eût fallu aux magistrats municipaux de la ville de Pest un vrai courage civil, presque de l'héroïsme. Les passions populaires étaient alors surexcitées à un tel point, que l'autorité municipale se serait

peut-être trouvée impuissante à faire arrêter et juger les coupables.

L'exaltation des masses explique, sans l'excuser, l'impunité du crime et le crime lui-même. Tous les porteurs de faux qui le commirent étaient persuadés que le général Lamberg était l'exécuteur des hautes-œuvres impériales, et qu'il ne précédait que de quelques heures une armée destinée à anéantir la liberté hongroise et à égorger les patriotes.

Cela n'est point exagéré.

Dans la journée même, le bruit se répandit que l'on apercevait sur le Danube une flottille chargée de troupes. Le rappel fut battu et la garde nationale, accompagnée d'une foule énorme, se porta en amont du fleuve pour empêcher le débarquement. En effet, des bâtiments arrivèrent, mais ils ne contenaient pas un seul soldat. Chacun rentra chez soi, et la triste journée se termina paisiblement.

TROISIÈME SECTION.

BATAILLE DE PAKOZD.

XII

Cependant Jellachich avançait lentement. Comme ses forces étaient de beaucoup supérieures à celles des Hongrois, il fallait prévoir la perte d'une bataille et ses suites pour la représentation nationale et le gouvernement constitutionnel.

Kossuth ne voulait pas que la belle ville de Pest fût exposée à un bombardement. En conséquence, si une bataille en rase campagne venait à être perdue, la capitale devait être, selon lui, évacuée. Les retranchements de Bude et les nouvelles fortifications, que nous avons vu le peuple élever avec tant d'ardeur patriotique, auraient à peine suffi pour couvrir la retraite par le seul pont qui existât sur le Danube.

Mais dans le cas d'une retraite, quelle ville choisir comme

siége de la diète et du gouvernement, car il eût été insensé, dans un pays de liberté municipale tel que la Hongrie, d'attacher le sort du pays tout entier à la conservation de sa capitale? Plusieurs des représentants, adoptant franchement cette opinion que la vraie capitale serait la ville où se trouverait établi le gouvernement, proposèrent Eger, Miskolcz ou Debreczen.

Quelques-uns, au contraire, étaient d'avis d'imiter les sénateurs romains, de rester à Pest et d'attendre l'invasion, impassibles, sur les bancs de l'assemblée nationale. Cette opinion fut, entre autres, soutenue par Nicolas Wesselényi, — la séance dans laquelle cette question se discutait étant une séance mixte à laquelle les membres de la haute chambre avaient été appelés.

— « S'il vient, dit Wesselényi en parlant de Jellachich, le *corpus juris* à la main, nous lui opposerons le bon droit de la Hongrie, c'est là notre unique défense. » —

Naguère, au club radical, ce même patriote avait tenu un autre langage : — « Privé de la vue, aveugle, je ne puis pas aller brandir le sabre, mais il me reste deux bras vigoureux avec lesquels je pourrai encore étrangler un ennemi. » — Son infirmité doit excuser sa conversion à des idées plus pacifiques.

Pour le moment, rien ne fut décidé à cet égard, et, comme on ne votait point dans les comités secrets, il fut seulement admis que la question resterait posée pour être discutée et résolue publiquement dès que cela paraîtrait nécessaire. L'heure n'était pas encore venue d'en arriver à cette extrémité.

Ces délibérations, — avons-nous besoin de le faire remarquer? — n'entravèrent en rien les préparatifs de défense générale.

Plus le danger approchait, et plus le dévouement, l'enthousiasme croissaient parmi les citoyens comme parmi les

représentants du peuple. Les plus jeunes de ces derniers, voulant prêcher par leur propre exemple, s'organisèrent en une petite compagnie de volontaires sous les ordres d'un capitaine en retraite, Gustave Szontagh. Ils partirent pour l'armée; par malheur, ou plutôt par bonheur, ils y arrivèrent lorsqu'il n'y avait plus à combattre.

Mais les secours les plus considérables furent fournis par l'éloquence de Kossuth. Parti de Pest le 24 septembre, le grand orateur populaire s'arrêta d'abord à Czegléd, puis à Körös, à Kecskemét, à Abony, à Szolnok, à Csongrád, à Szentes et à Vásárhely. Dans toutes ces populeuses communes, habitées par des Magyars purs, il assembla le peuple sur la place publique, le harangua et souleva de tels transports que tous les hommes valides, et même les enfants, et même les vieillards, voulurent partir. En moins de trois jours, douze mille hommes furent ainsi levés et se massèrent sur les bords du Danube, afin d'empêcher Jellachich de le franchir, s'il s'avisait d'éviter la rencontre de l'armée principale et de tourner les retranchements de Bude.

De retour dans la capitale, le 27, l'illustre citoyen, aussitôt après avoir fait décréter l'illégalité de la mission du général Lamberg, continua sa tournée patriotique. A Szeged et dans les environs de cette ville, il obtint, comme précédemment, le succès le plus complet. La patrie, par son irrésistible voix réveillée, enfantait jour par jour des milliers de défenseurs, et, si l'invasion avait pu pénétrer jusqu'au Danube, elle se serait heurtée contre cette muraille populaire. Mais l'invasion ne se dirigea pas de ce côté.



XIII

Le 29 septembre, Jellachich quitta Fehérvár et marcha sur l'armée hongroise, campée près de Pákozd. Les Hongrois se rangèrent en bataille et l'attendirent de pied ferme. Le général Móga, qui les commandait depuis le départ de Teleki, voulut que le premier coup de feu fût tiré par l'ennemi. Contre le Droit, impassible, immobile, l'ex-ban, exécuteur des ordres impériaux, ordonna que la Force agit. Le canon austro-croate tonna le premier.

Le canon hongrois répondit aussitôt. Circonstance fort remarquable! D'un côté et de l'autre, la plupart des artilleurs appartenaient au même régiment de l'artillerie autrichienne. Il n'y avait guère que deux batteries qui fussent desservies par des artilleurs hongrois, sous la direction de Mack, homme plein de ressources et fort entreprenant qui les avait organisés.

Après un échange de quelques boulets, Jellachich fit avancer plusieurs colonnes. Les volontaires de Nicolas Perczel et d'Ivánka s'ébranlèrent et, d'un élan, refoulèrent les assaillants. En vain Jellachich essaya-t-il de réparer l'insuccès de ce premier choc. Ses soldats n'osèrent plus marcher, à l'exception d'un détachement de cavalerie que le feu bien dirigé des batteries hongroises contraignit à rebrousser chemin. Dès lors il fut de toute impossibilité de remettre en mouvement les Croates, et l'on assure

que leur chef se vit forcé de braquer ses canons sur ses propres soldats. Ceux qui avaient déjà servi portaient les armes à contre-cœur, et les autres, volontaires indisciplinés, arrachés de leurs familles à force de fausses promesses, ne comprenaient pas par quel miracle ils rencontraient une résistance en règle là où on leur avait annoncé, sans combat, les plus fructueuses victoires.

Jellachich commandait à une *trentaine de mille hommes*. Les Hongrois étaient à peine seize mille. Pour repousser l'ennemi, qui, en outre du nombre brut, avait encore l'avantage du nombre discipliné, les Hongrois n'eurent besoin que d'engager une partie de leurs forces. La nuit survint sans qu'ils eussent été entamés. Chacune des deux armées garda sa position. Seulement Móga, en ayant trouvé une plus avantageuse un peu en arrière, crut devoir y transporter son armée.

Durant la bataille, un homme était sorti d'un bataillon austro-croate, qui s'avançait, et avait fait flotter un mouchoir blanc. Ivánka avait commandé à ses troupes hongroises de faire halte et s'était lui-même présenté en parlementaire. Les Impériaux l'avaient entouré et emmené prisonnier. Le soir, Jellachich, ayant appris cette arrestation perfide, remit le major en liberté et le chargea de proposer à son chef un armistice de trois jours.

Móga réunit un conseil de guerre, auquel assistaient, entre autres, Csányi et Maurice Perczel. Le conseil accepta la proposition, espérant attirer des renforts, à l'aide desquels il lui serait possible de commencer par un coup d'éclat la victoire déjà à moitié remportée.

Il fut donc décidé, de part et d'autre, que les deux armées resteraient dans leurs positions respectives jusqu'au troisième jour écoulé. Mais, dès le lendemain, Jellachich leva son camp, se dirigea, par Moor et Győr, du côté de Vienne.

L'ex-ban a cherché plus tard à expliquer cette violation des conventions militaires et cette marche de flanc, en disant qu'il avait suivi la direction du bruit du canon. Or, le 29 septembre, Vienne était parfaitement tranquille et rien n'y faisait prévoir encore les événements du 6 octobre. La « marche de flanc » du général impérial doit donc forcément être nommée une fuite en règle.

XIV

Consacrée par Jellachich lui-même, la victoire de Pákozd eut des résultats considérables. La perte matérielle subie par l'ennemi était, sans doute, très-minime : Móga ne l'évaluait pas à plus d'une centaine d'hommes. En revanche, sa perte morale était immense. Des recrues dont la majeure partie n'avait jamais vu le feu avaient arrêté une armée presque en totalité régulière et deux fois plus nombreuse ! La Hongrie entière accueillit par d'indescriptibles transports de joie la bonne nouvelle de la journée du 29 septembre. La confiance, ébranlée, se consolida. Les timides même abandonnèrent le parti des concessions et se tournèrent du côté de ceux qui n'avaient pas cessé de prêcher la résistance et auxquels l'événement venait de donner raison.

Une situation nouvelle commençait, et l'homme de cette situation c'était Kossuth. Dans les derniers temps, les modérés

l'avaient très-vivement attaqué. Lorsqu'il parcourait les comitats, recueillant des défenseurs pour la patrie en danger, ils avaient insinué qu'il cherchait à se mettre à l'abri du danger. La garde d'honneur que les citoyens renouvelaient journellement à sa porte pour le mettre à l'abri des coups de main redoutés, et non sans motif, de la part d'ennemis sans foi ni loi, cette garde, disait publiquement Denis Kemény, était un commencement de garde prétorienne. Après le 29 septembre, en dépit des haines et des calomnies, la popularité de Kossuth atteignit à son apogée. Chacun reconnut en lui celui qui n'avait pas un seul instant désespéré, et qui, désormais arbitre du présent, pouvait devenir le sauveur de l'avenir.

Si tout semblait avoir concouru à élever Kossuth, tout paraissait s'être combiné pour rendre définitive la chute de Batthyány. Dès que le comte avait appris la nomination de Lamberg, il s'était rendu au camp hongrois, espérant l'y trouver. Ne l'y trouvant pas, il était allé le chercher au camp de Jellachich. Mais, comme on l'a vu, le commissaire général avait d'abord voulu passer par Bude-Pest, et la mort l'y avait arrêté. Ce meurtre inattendu fit partir Batthyány pour Vienne. En vain s'étudia-t-il à prévenir la colère de la cour, puis, à en amortir les effets. Désespéré de l'inutilité de ses efforts et ne se voyant plus de rôle à jouer, il revint en Hongrie s'établir dans une de ses propriétés. A l'approche du corps d'armée de Theodorovics, détaché par Jellachich, il prit les armes avec les gardes nationaux, tomba de cheval et se blessa assez grièvement. Plus tard, il revint à Pest. Précédemment, pour réfuter des calomnies qui auraient dû lui être épargnées, il avait cru devoir expliquer, dans une lettre rendue publique, sa conduite depuis son départ de la capitale.

Sans anticiper davantage sur la marche des événements, arrêtons-nous un moment sur la dissolution définitive du minis-

tère Batthyány, dont l'opinion publique se réjouit à juste titre.

Depuis longtemps déjà, ce ministère, même lorsqu'il comptait en son sein des patriotes aussi avancés que Kossuth et Szemere, s'était mis en contradiction avec les sentiments intimes de la nation. Il ne put pas survivre aux circonstances qui l'avaient fait naître parce qu'il n'eut pas l'audace de recourir aux seules mesures qui auraient, par avance, sauvé le pays, en coupant court, dès l'origine, aux troubles intérieurs et aux intrigues étrangères. Par son inutile persévérance à vouloir se maintenir dans une légalité violée par l'ennemi, il compromit la cause qu'il prétendait servir, il empêcha la Hongrie de préparer énergiquement la défense.

Tout en rendant justice à l'honnêteté, au zèle, au patriotisme du comte Louis Batthyány, nous nous voyons forcés de blâmer ses fautes, ses erreurs, de lui reprocher surtout d'avoir gardé trop longtemps la direction des affaires, alors même qu'il pouvait, qu'il devait s'être aperçu de son impuissance à dominer les obstacles.

Cependant est-il équitable d'en accuser le comte, et ses collègues, seulement? Non, sans doute, et nous reprochons aussi son excessive confiance à cette majorité parlementaire qui en soutenant le cabinet, malgré ses scrupules libéraux, le laissa suivre une voie fatale, au milieu de laquelle il devait nécessairement tomber. Parce que ces ministres étaient connus comme excellents patriotes, parce qu'on les supposait doués du génie politique, parce qu'en un mot on les savait animés du désir de bien faire, on les croyait de force à atteindre le but. La majorité de l'assemblée se méfiait plutôt de ses propres lumières que de la sagacité de ses anciens chefs, de ceux qui, en effet, l'avaient conduite de l'ancien régime vers le nouveau. Elle oubliait que les mêmes hommes, les meilleurs en telle circonstance

donnée, deviennent trop souvent les pires lorsque la circonstance est changée. Les hommes de la réforme pacifique n'étaient pas de taille à manier l'arme révolutionnaire. L'assemblée ne s'en aperçut pas assez vite.

Du reste, celui-là même qui représenta la situation nouvelle, faite à la Hongrie attaquée, Kossuth, lui aussi, commit une faute grave en persistant à sacrifier ses convictions pour que le cabinet Batthyány subsistât. Il aurait dû se détacher plus tôt de ses collègues, devenus rétrogrades, et alors, porté au premier rang, grâce à sa popularité, déjà immense, peut-être s'y fût-il trouvé assez fort pour arrêter le torrent, non encore grossi et, pour tout sauver, avant que tout ne fût compromis.

L'y voici enfin, car désormais il n'y a plus de ministère accepté du roi, le *comité de défense*, conseil consultatif dans le principe, est le seul pouvoir reconnu du pays, et il est l'âme de ce comité. Mais n'y arriva-t-il pas trop tard ?

XV

Revenons au théâtre de la guerre.

Dès que l'on se fut aperçu au quartier général de l'armée hongroise, à Martonvásár de la fuite de Jellachich, on résolut de s'élancer immédiatement à sa poursuite. Le gros de l'armée marcha donc vers l'ouest. Mais comme on ignorait si l'ex-ban n'allait pas, tournant la position, retourner par Bicske sur Bude,

la garde nationale de la double capitale prit les armes afin de lui couper la route, en cas de besoin.

Le général autrichien, dans sa précipitation à se retirer, n'avait pas même attendu sa réserve, laissée fort en arrière. Contre cette réserve, le colonel Maurice Perczel fut détaché par Móga. Le hardi volontaire en surprit l'avant-garde et, après un simulacre de résistance dont le major Görgey vint facilement à bout, désarma d'un seul coup 1800 hommes (4 octobre). Peu après, il atteignit le corps principal, commandé par les généraux Roth et Philippovich ; et là vit 7500 soldats déposer les armes le 7 octobre devant moins de 4000 hommes, cette fois même sans tenter de se défendre.

Il est vrai de dire que l'ennemi, entouré de tous les côtés à la fois, ne pouvait ni avancer, ni reculer, qu'il était tenu en respect par les levées de Tolna, occupant les hauteurs, et que partout sur ses derrières les ponts avaient été coupés et les routes détruites.

Les 1800 premiers prisonniers avaient été dirigés sur Eger; le nombre, beaucoup plus considérable des seconds, fit réfléchir l'autorité militaire. Pouvait-on garder et nourrir inutilement tant d'hommes, et des hommes comme les Croates de Jellachich ? On jugea plus à propos, puisqu'ils avouaient eux-mêmes n'avoir pris les armes que forcés par l'ex-ban, de les renvoyer dans leurs foyers, après leur avoir fait jurer de ne plus combattre contre la Hongrie. Cette générosité, manifestée dès la première rencontre, produisit sur les Croates, restés chez eux, un effet non moins favorable que la défaite de *l'invincible* Ban [1].

Cependant, par la suite, des Croates mis en liberté ayant été

[1] Les lettres particulières et les dépêches officielles de Casimir Batthyany, commissaire à Eszek, en font foi.

ramenés sur le sol hongrois par les chefs autrichiens, le gouvernement se vit obligé de garder désormais les prisonniers.

Des premiers prisonniers faits les officiers et les généraux Roth et Philippovich furent seuls retenus. On devait les juger comme traîtres à la patrie, mais cette décision du *Comité de défense* ne fut jamais exécutée et jusqu'à la fin de la guerre ils furent traités exactement comme les prisonniers ordinaires. A aucun des officiers on n'enleva l'épée. Cela suffit à prouver jusqu'à quel point les Hongrois se montrèrent humains à l'égard des vaincus.

XVI

Cette première campagne, si courte et si brillante, avait mis en vue un homme que nous avons déjà eu l'occasion de nommer deux fois et qui bientôt, grâce à ses allures décidées, allait devenir général en chef et se trouver à même ou de sauver sa patrie ou de la perdre.

Arthur Görgey, ancien militaire, — il avait fait partie des gardes du corps hongrois et avait été premier lieutenant dans les hussards du Palatin, — Görgey souffrait impatiemment de n'être que major sous le commandement d'un colonel improvisé, tel que Perczel, lequel, en effet, n'avait jamais servi que dans sa première jeunesse et trois années seulement, en qualité de cadet, dans le corps des artilleurs. Des difficultés assez graves se produisirent entre ces deux officiers, et une insub-

...ET TUDOM... EGYETEM ... Magyar Történeti ...ntézete

dination de l'inférieur faillit le faire traduire en conseil de guerre. Perczel se contenta de réprimander Görgey et de le renvoyer de son corps. Le major en disponibilité vint à Pest, tourna à son avantage le démêlé qu'il avait eu avec son chef, et grâce à la popularité que venait de lui acquérir l'audacieuse exécution d'un magnat réactionnaire, parvint sans peine à se faire remarquer. Aussi, ne tarda-t-il pas à être promu au grade de colonel et à être replacé dans l'armée de Móga.

Nous devons raconter brièvement le sanglant acte de justice auquel Arthur Görgey dut le commencement de sa fortune.

Le comte Eugène Zichy, avant la révolution, administrateur du comitat de Fehér, n'avait pas rougi de servir l'ennemi de sa patrie. Il avait été au-devant de Jellachich et l'avait conduit à Székes-Fehérvár, chef-lieu de son comitat. Puis il s'était rendu à sa maison de campagne pour y arranger certaines affaires pressantes. Il y fut surpris par les troupes hongroises, qui l'amenèrent à Görgey, commandant d'un corps établi dans l'île de Csepel pour défendre les approches de Pest. Le comte dut comparaître immédiatement devant un conseil de guerre. On avait trouvé dans sa malle plusieurs exemplaires des proclamations du roi, déclarées attentatoires à la liberté publique, ainsi qu'un sauf-conduit du général Jellachich. La possession de ces pièces fut réputée une preuve suffisante des rapports du magnat, d'ailleurs réactionnaire avoué, avec l'ennemi du pays. Zichy se défendit en alléguant que la présence dans sa propre malle de la proclamation austro-croate ne provenait point de son fait, mais d'une étourderie de son domestique qui avait ramassé tous les papiers trouvés dans sa maison de Székes-Fehérvár, où Jellachich avait établi son quartier général. Le conseil de guerre, n'acceptant pas cette excuse, que la possession d'un sauf-conduit de Jellachich rendait, du reste, illusoire, reconnut Zichy coupable de haute trahison et le condamna à

mort. Görgey fit aussitôt exécuter la sentence. Zichy fut pendu.

La nouvelle de cette exécution se répandit rapidement et produisit, dans la Hongrie entière, une sensation profonde. L'immense majorité des citoyens approuva l'énergie de Görgey.

Quant aux magnats réactionnaires, qui pour la plupart pouvaient, à une heure donnée, se trouver dans la même position que leur coreligionnaire Zichy, ils furent épouvantés. Les plus compromis et les plus timides commencèrent à s'éloigner l'un après l'autre, et la haute chambre fut obligée, d'abord, d'interdire les absences à ses membres, ensuite (4 octobre) d'abaisser de trente à vingt le nombre des magnats présents nécessaire à la validité des délibérations.

Ces disparitions de magnats ne manquèrent pas d'attirer l'attention publique. La chambre des députés essaya de les faire cesser.

Le 10 octobre, sur la proposition de Kossuth, elle décida que tous les Hongrois habitant l'étranger ou en voyage étaient tenus de revenir dans leur pays, avant quinze jours, s'ils se trouvaient dans les provinces autrichiennes, et avant trente jours, s'ils se trouvaient hors de la monarchie. Mais les traîtres et les lâches ne répondirent point à l'appel de la diète. Bien au contraire, les désertions se multiplièrent. Par exemple, à la nouvelle de l'invasion de Jellachich, les députés des siéges saxons commencèrent à quitter Pest et, les uns après les autres, rentrèrent en Transylvanie. L'assemblée, dès qu'elle s'en aperçut, décida qu'ils ne pouvaient quitter leur place avant d'avoir été remplacés et que, s'ils ne l'étaient pas, ils seraient considérés comme déserteurs (17 septembre).

XVII

Pendant que les riches et les puissants trahissaient ou abandonnaient lâchement leur patrie, à l'approche du danger, voici ce que faisaient les misérables plébéiens que la conscription avait arrachés à leurs foyers et entraînés au loin, sous un drapeau étranger.

Au lieu de chercher à se mettre à l'abri du péril, au lieu de se ranger du côté de celui qui semblait le plus fort, en dépit de mille et de mille difficultés, ils accoururent au secours de la patrie dès qu'ils la surent en péril.

Combien ne pourrait-on pas citer d'exemples de l'héroïsme des soldats hongrois au service de l'Autriche? La liste en serait trop longue, nous ne rapporterons que les principaux. Ils suffiront pour faire comprendre un des plus beaux épisodes de cette épopée grandiose de la *guerre de l'indépendance.*

On s'en souvient, le roi, — lorsqu'il ménageait la Hongrie, — avait signé, notamment, le 20 août, plusieurs décrets à l'effet de rappeler les régiments hongrois en garnison dans les provinces héréditaires. Mais les officiers supérieurs, qui commandaient ces régiments, étaient pour la plupart étrangers, et, comme tels, hostiles à l'indépendance hongroise. Ne recevant point les ordres de rappel par la voie hiérarchique ordinaire, ou plutôt initiés aux secrets desseins de la cour, ils se gardèrent bien de diriger leurs troupes vers la Hongrie. Les troupes furent donc

obligées d'obéir aux décrets royaux, contrairement au mauvais vouloir de leurs chefs, et on les vit de toutes parts accourir à l'appel de la patrie.

Ce fut un escadron du régiment de hussards, dit « du roi de Wurtemberg, » qui donna l'exemple. Cet escadron était en garnison à Marien-Pohl (Gallicie). En dépit des réclamations du ministère hongrois, on paraissait ne pas songer à le reconduire vers la Hongrie. Fatigué d'attendre les ordres de ses supérieurs ordinaires, pressé de voler au secours de la patrie, menacée par les Serbes, il se mit en route sous la conduite d'un jeune sous-lieutenant, Pompée Fiáth. Le commandant supérieur se hâta de charger le capitaine Jean Lenkey de ramener son escadron fugitif.

Mais les soldats refusèrent de rebrousser chemin, retinrent prisonnier leur chef et l'emmenèrent avec eux. Après avoir traversé le Dniester à la nage, ils arrivèrent enfin sur le sol hongrois. Là, ils mirent leur capitaine en liberté et le supplièrent de reprendre le commandement. Lenkey accepta de grand cœur, et aussitôt il se mit, lui et ses cavaliers, à la disposition du gouvernement national.

Instruit du fait, le ministre de la guerre fut sur le point de punir cet acte de patriotisme au même titre qu'une désertion ordinaire. Comme il y avait encore parmi les troupes qui combattaient les révoltés serbes quelques bataillons étrangers, Mészáros craignait que l'exemple des hussards « du roi de Wurtemberg » ne fût suivi par les Autrichiens restés dans l'armée hongroise. Pourtant, l'opinion publique s'étant montrée extrêmement favorable aux déserteurs patriotes, il dut chercher un moyen de réprimer l'indiscipline sans frapper d'une peine infamante ceux qui s'en étaient rendus coupables. Ordre fut donné à l'escadron de Lenkey de se rendre immédiatement sur le champ de bataille et d'y occuper les postes les plus périlleux.

Les hussards se réjouirent d'une telle punition, ils combattirent bravement, et leur lieutenant Fiáth paya de sa vie l'honneur de les avoir entraînés au service de leur pays natal.

Le 10 septembre, témoins de l'insuccès de la suprême démarche tentée par les représentants de la diète auprès du roi, les gardes du corps [1] hongrois, trois seulement exceptés, donnèrent leur démission et vinrent à Pest offrir leurs services au gouvernement national.

Le 29 septembre, 160 hussards du régiment d'Alexandre s'enfuirent de Grætz, capitale de la Styrie, et arrivèrent en Hongrie.

Au commencement d'octobre, quatre escadrons des hussards de Guillaume, en garnison en Gallicie, purent atteindre Pest.

Le 12 du même mois, un demi-escadron des hussards du palatin entra dans Presbourg sous la conduite du capitaine Sréter et du sous-lieutenant Denis Dessewffy. Durant son voyage à travers la Bohême, il avait éprouvé des pertes sérieuses, s'étant vu obligé de livrer bataille à des forces qu'on cherchait à leur opposer.

Le 14 octobre, 47 hussards de Guillaume, qui n'avaient pas pu suivre les quatre premiers escadrons, apparurent dans le comitat de Marmaros.

Les habitants de Presbourg reçurent, le 1er novembre, 141 hussards du palatin, qui, conduits par Virág, s'étaient frayés, sabre au poing, un chemin à travers la Bohême. Deux fois attaqués, ils avaient perdu neuf hommes. Durant douze

[1] Il y avait à Vienne trois gardes du corps : la garde hongroise, la garde italienne, l'arcière-garde. La garde hongroise se recrutait parmi les jeunes nobles recommandés par les comitats. La durée de leur service était de cinq années. Ces cinq années expirées, ces jeunes gens entraient dans des régiments ordinaires en qualité de lieutenants ou de sous-lieutenants. Ce dernier grade leur était attribué dès leur entrée dans la garde. Ils étaient au nombre de 70.

jours, ils avaient marché sans se reposer, même la nuit, et sans desseller leurs chevaux.

Le 30 octobre, 17 hussards arrivèrent à M. Szigeth, sous la conduite du lieutenant Szontagh. Ils étaient partis de Gallicie au nombre de 120, mais sur le Dniester ils avaient été dispersés. Cependant, quelques jours plus tard, ils étaient parvenus à se retrouver sur le sol de la patrie.

Le 5 novembre, 150 hussards du régiment « de Cobourg, » sous les ordres des lieutenants Sulyok et Skolimovski, arrivèrent de Gallicie à Unghvár.

Le 9 novembre, le lieutenant Zsurmay, de Gallicie atteignit le comitat de Marmaros, à la tête de 150 hussards de Guillaume.

Vers le milieu de novembre, le lieutenant Adam Popławszky (polonais) amena 95 hussards de Cobourg. Ces braves déserteurs avaient fait quarante-six mille en quatre jours et quatre nuits.

Des nobles polonais leur ayant fourni un peu de pain, ils le donnaient à leurs chevaux et ne se nourrissaient eux-mêmes que de trognons de choux.

A la fin de l'année 1848, il n'y avait presque plus de cavaliers hongrois en Autriche. De Gallicie, de Bohême, de Styrie, la cavalerie, en masse, était accourue défendre la patrie.

La désertion patriotique était à peu près impossible pour l'infanterie. Que l'on ne s'étonne donc pas s'il n'arriva en Hongrie que des fantassins isolés.

Lorsque le gouvernement autrichien vit que la cavalerie l'abandonnait, malgré la loi martiale et la punition des conspirateurs découverts, il fit désarmer tous les cavaliers qui n'avaient pas pu s'échapper et les laissa s'en aller à pied dans leurs foyers.

Quant à l'infanterie, comme on la savait non moins patrio-

ERSEBET TUDOMANYEGYETEM. KIA
Magyar Történeti Intézete

tique, partant, sans aucune utilité, on lui ôta fusils et sabres et on l'enferma dans les forteresses.

Le régiment Máriássy tenait garnison en Gallicie. Sous bonne escorte et sans armes, on le dirigea sur la Bohême et on le garda, jusqu'à la fin de la guerre, dans Josephstadt. Chemin faisant, quelques fantassins purent quitter les rangs. Plusieurs d'entre eux réussirent à se sauver presque miraculeusement. Le soldat Plessovits, arrêté à sa première fuite, fut huit fois passé par les verges entre trois cents hommes ; ce qui ne l'empêcha pas de risquer une seconde tentative. Le caporal Jean Varga et le soldat Joseph Kuklis trompèrent, eux aussi, la vigilance des officiers autrichiens ; Joseph Kuklis avait échoué deux fois, il avait reçu d'abord quarante coups de bâton, et ensuite la punition des verges lui avait été infligée huit fois par trois cents hommes.

Ces héros obscurs auraient peut-être été arrêtés par les populations ennemies qu'ils traversèrent, si des nobles polonais ne les avaient recueillis et secourus.

Une autre entreprise du même genre, non moins méritoire et plus périlleuse encore peut-être, fut celle du soldat François Sándor.

Dès qu'il eut reçu, en secret, l'appel de Kossuth, il se sauva du Milanais avec onze de ses camarades, et, non sans peine, atteignit la Mura. Mais là, les douze Hongrois furent saisis par les Croates et conduits à Zágráb. Sándor abattit d'un coup de sabre la sentinelle qui le gardait ; au milieu d'une grêle de balles, se jeta dans un canot et traversa la Mura. Peu après, il put se joindre au corps que Maurice Perczel commandait.

XVIII

Précédemment nous n'avons parlé que des troupes qui tenaient garnison dans la partie de l'Autriche située en deçà des Alpes. Nous devons dire quelques mots des régiments hongrois employés alors en Italie. —

On comprend sans peine combien il leur était difficile, sinon impossible, de déserter du camp de Radetzky et d'accourir, à plus de cent lieues de distance, au secours de leur patrie en danger. Mais pourquoi, l'Italie et la Hongrie ayant un même ennemi, ne passèrent-ils pas du côté des Italiens?

Pour répondre à cette question, il est d'abord nécessaire de rappeler que le ministère hongrois, tout en insistant sur le rappel des régiments stationnés dans les provinces autrichiennes, avait constamment accueilli les réserves du cabinet de Vienne au sujet des troupes campées dans le royaume lombardo-vénitien. Celles-ci ne recevaient donc aucun ordre, ni même aucune incitation secrète, des représentants de leur pays. Elles continuèrent, à contre-cœur sans doute, à obéir à leurs chefs et à servir l'ennemi de leur nationalité contre une nationalité amie.

Mais, par la suite, voyant qu'en cédant aux exigences de la cour, le gouvernement desservait les véritables intérêts du pays et en même temps compromettait, vis-à-vis des peuples, la justice de la cause hongroise, Kossuth envoya plusieurs procla-

mations et des émissaires pour exciter ses compatriotes à faire cause commune avec leurs adversaires de la veille. Par malheur, il était déjà trop tard. Dès le mois d'août, la révolution se trouva comprimée au pied des Alpes, et l'armée piémontaise repassa le Tessin. Un armistice, — l'armistice dit de Sarlasco, — se trouva conclu entre les deux souverains de Sardaigne et d'Autriche. En pareille circonstance, que pouvaient faire les soldats hongrois? Déserter en masse? C'eût été une folie, car il était douteux que la guerre recommençât. C'était de plus impossible.

Néanmoins, nombre de patriotes osèrent braver la loi martiale, réussirent à tromper la vigilance de leurs officiers, et s'enfuirent les uns à Venise, d'autres en Piémont. Ici et là, ils formèrent de petites légions hongroises et eurent le bonheur de combattre les Autrichiens avec leurs frères d'Italie.

La reprise des hostilités, en mars 1849, aurait pu fournir une occasion favorable à l'abandon par des régiments entiers du drapeau abhorré de l'Autriche. Mais, on le sait, cette campagne ne dura que quelques jours et se réduisit à une seule affaire, la bataille de Novare. Des Hongrois y prirent-ils part? Nous l'ignorons. Mais il est de fait que la lutte ne fut pas engagée de manière à mériter aux soldats hongrois un reproche pour leur fatale immobilité.

Ce que quelques-uns firent, en dépit de tant de difficultés, suffit, du reste, à attester ce que tous auraient voulu faire. On sait, — et l'Autriche mieux que personne, — que les Hongrois ne sont pas sûrs contre les Italiens. Pour les uns comme pour les autres, le passé est un enseignement dont ils ne manqueront pas de profiter à la première occasion. Ils en ont déjà profité.

XIX

Pour servir de pendant à ce tableau du dévouement patriotique des soldats hongrois au service de l'Autriche, disons quelques mots des secours qui furent envoyés de l'étranger à la Hongrie menacée.

Quelques jours avant le dernier voyage des délégués de la diète à Vienne, un détachement de 400 volontaires avait déjà pu être recruté parmi les Hongrois et parmi les Allemands habitant la capitale autrichienne, par les agents du gouvernement de Pest, avec l'appui des clubs populaires. Le ministère autrichien n'avait pas osé s'opposer à cet enrôlement ; seulement il avait aussi permis aux Slavistes de recueillir des auxiliaires.

Le bon droit de la nation hongroise et l'identité des intérêts des peuples étaient devenus si évidents, que les Allemands ne furent pas les seuls à offrir le secours de leurs bras à la Hongrie, à fournir leur contingent à la défense de la liberté.

Les premiers, les Polonais, qui, depuis 1831, avaient reçu une hospitalité si cordiale, s'assemblèrent en un corps auxiliaire. La légion polonaise s'augmenta peu à peu, surtout après le bombardement de Lemberg par le général Hammersteim (2 novembre) ; beaucoup de jeunes étudiants y vinrent continuer contre l'Autriche la lutte qu'ils avaient si malheureusement entamée ailleurs. Sous le commandement du brave Wy-

socki, élevé successivement au grade de général, les volontaires polonais rendirent des services réels.

Frédéric Laffitte rassembla une légion française, qui, sous le drapeau de la République et en chantant la *Marseillaise*, partit de Pest le 3 octobre. Il nous a été impossible de retrouver la trace de cette centaine de braves. Peut-être se dispersèrent-ils dans les bataillons de Honvéds.

Vers la fin d'octobre, une compagnie de chasseurs, dits tyroliens, se forma en Hongrie ; et, à la fin de novembre, fut composé un corps d'Allemands, en partie étrangers à l'empire d'Autriche. La légion allemande se battit héroïquement.

Enfin, alors même que des régiments italiens avaient déjà passé du service de l'Autriche à la défense de la Hongrie, on vit, dans les derniers temps de la lutte, se rassembler un bataillon de volontaires italiens.

Toutes ces légions étrangères ne formèrent jamais un total de 4,000 hommes. Sans doute, c'était matériellement bien peu, car l'armée régulière hongroise monta, vers la fin de la lutte, à près de 200,000 hommes. Mais le nombre ici n'importe guère; ces petites légions eurent pour la Hongrie une signification morale. Les Italiens, les Français, les Allemands, les Polonais, se trouvèrent représentés sous un même drapeau, et, pour la première fois, on vit tant de nationalités diverses associées dans la bataille à la défense de la liberté. Cette admirable fraternité ne prouve-t-elle pas le bon droit de la Hongrie?

Qu'on le remarque bien, les Autrichiens n'eurent pas avec eux une seule légion étrangère. Leur cause n'avait rien de commun avec la justice.

TROISIÈME SECTION

SCHWECHAT ET VIENNE.

XX

Revenons maintenant à Jellachich, poursuivi par Móga.

Le général hongrois ne mit peut-être pas assez de vivacité dans sa marche, et sûrement son adversaire en mit trop. Móga commit une faute énorme en s'arrêtant à Győr, sous prétexte de faire reposer ses troupes harassées de fatigue. Il eût dû ne pas désespérer sitôt d'atteindre l'armée de l'ex-ban sur le territoire hongrois, et, certes, il aurait pu mieux profiter des circonstances, extrêmement favorables.

La capture du corps de réserve avait enlevé tout prestige à ce fameux général, qui s'était vanté de mettre les Hongrois à la raison sans coup férir. Le passage du corps principal, affamé, déguenillé, enlevant les troupeaux, ne donnant contre les vivres

qu'il prenait que des bons sans valeur, ouvrant les celliers, vidant les caves, soulevait une immense exaspération parmi le peuple des campagnes. Les traînards des bandes de Jellachich étaient partout assommés, et les habitants de Fehérvár désarmèrent, sans éprouver la moindre résistance, 1,154 Croates qui attendaient le corps de réserve.

Incapable de se maintenir et même de battre en retraite avec des soldats aussi peu sûrs, l'ex-ban se décida à se débarrasser de ses troupes de l'arrière-ban, lesquelles, du reste, demandaient très-instamment à rentrer dans leurs foyers. Il congédia d'un seul coup huit mille hommes, auxquels il laissa six canons, afin que le général Theodorowich pût les ramener sains et saufs en Croatie. Ces huit mille hommes se retiraient donc en incendiant, pillant, violant sur leur passage [1], lorsqu'ils furent rencontrés, aux environs de Kőszeg, par des gardes nationaux que commandait le commissaire du gouvernement Vidos. Ils n'échappèrent à la mort ou à la captivité que par une fuite précipitée, avant la bataille.

Par ce qui précède, il appert que Jellachich, réduit à environ quinze mille soldats, ses meilleurs, il est vrai, n'aurait pas pu résister à Móga, l'attaquant résolûment avec toute son armée. Mais le général hongrois, après avoir manqué l'occasion de se ruer sur lui quand il était sur le sol national, s'arrêta encore lorsqu'il le vit passer la frontière autrichienne. Il n'osa pas assumer la responsabilité de l'entrée dans un pays étranger, avec lequel on n'était pas en guerre déclarée. Il attendit des instructions.

Le commissaire du gouvernement près de l'armée, Csányi, était d'avis de passer outre. Son opinion ne suffisant point à Móga, il fallut en référer aux autorités suprêmes de Bude-Pesth.

[1] Dans le rapport du commissaire Vidos, on trouve mentionnés l'incendie de la commune de Zsira (12 octobre), le pillage de Salamonfa et des viols. Voir *Kossuth Hirlapja*, 19 octobre.

Le 10 octobre, sur la motion de Kossuth, la diète écrivit à l'assemblée constituante de Vienne que l'armée hongroise passerait la frontière dès qu'elle y serait invitée par la représentation du peuple autrichien. Or cette invitation ne fut pas faite. On saura pourquoi, en rappelant brièvement quel était alors l'état de la capitale de l'empire.

XXI

Précédemment, les lettres saisies en Hongrie sur le courrier de Jellachich avaient provoqué, dans le parlement de Vienne, les interpellations du député libéral Borrosch. Le général Latour, ministre de la guerre, avait répondu qu'on n'avait pas pu laisser les troupes impériales sans argent, et qu'en conséquence 200,000 florins avaient dû être envoyés à Jellachich. A la nouvelle de la honteuse défaite de ces « troupes impériales, » la cour de Vienne se décida à leur expédier sur-le-champ des renforts. Le 6 octobre, ordre fut donné à cinq bataillons de marcher sur Presbourg. Parmi eux se trouvaient des grenadiers italiens qui déclarèrent ne pas vouloir combattre les Hongrois. Le ministère entreprit de les faire avancer quand même, escortés de deux régiments de cavalerie. La garde nationale et la légion académique prirent aussitôt les armes et, afin d'empêcher le départ des soldats, coupèrent le pont du Danube. A cette occasion, l'armée et le peuple en vinrent au mains. Le peuple resta victorieux. L'instrument de l'intrigue liberticide, le gé-

néral Latour fut saisi, assommé et pendu à une lanterne. Nous n'avons pas à juger ici cet acte de justice populaire; nous rappellerons seulement que la liste des crimes liberticides du ministre autrichien, comme on le sut plus tard, doit être encore augmentée. Ainsi, il avait écrit au général Puchner, en Transylvanie, pour lui demander d'occuper Nagy-Várad avec les deux régiments frontières valaques. Le lendemain, il avait expédié au colonel Majthényi l'injonction d'ouvrir les portes de Komárom à Jellachich fugitif.

Au milieu du tumulte, la diète viennoise adressa à Sa Majesté deux demandes : 1° la révocation du manifeste en vertu duquel l'ex-ban Jellachich était investi de pouvoirs extraordinaires sur la Hongrie ; 2° la formation d'un ministère populaire sous la présidence du ministre Doblhof. L'empereur accorda aussitôt la seconde demande. Il promit de prendre ultérieurement une décision quant à la première. Mais, au lieu de remplir sa promesse, il quitta Vienne à l'improviste, passa par Linz et de là partit pour Olmütz. Il avait laissé derrière lui la proclamation connue sous le nom de « *Manifeste du* 3 *octobre*, » et dans laquelle il était dit que l'empereur *chercherait son bon droit.*

Le manifeste du 3 octobre, trouvé en placard imprimé parmi de nouveaux papiers saisis sur les courriers de Jellachich, fut lu à la diète de Pest dans la séance du 7 octobre.

Le roi y commençait par accuser la diète hongroise d'avoir pris plusieurs mesures illégales, sur la proposition de Louis Kossuth et autres. De ce nombre était réputée la protestation contre la nomination de Lamberg, laquelle protestation avait causé la mort du général, dont les assassins devaient être recherchés et punis.

Ensuite, le monarque dissolvait la diète, annulait tous ses actes et décrets, nommait de nouveau Jellachich commissaire

royal en Hongrie et dans les parties annexes avec des pouvoirs illimités, commandant en chef de toutes les forces armées tant régulières qu'irrégulières ; il déclarait le pays entier en état de siége, suspendait toutes les lois, toutes les autorités civiles ; il ordonnait que les lois ordinaires fussent sur-le-champ remplacées par la loi martiale, et les autorités civiles par les autorités militaires ; il interdisait de tenir aucune assemblée de quelque nature que ce fût dans les comitats et dans les villes, etc.

Afin de leurrer les populations non-magyares et d'entretenir leur animosité contre la Hongrie, le roi proclamait l'égalité des droits entre les nationalités de l'empire, et, enfin, annonçait que les combinaisons à établir pour assurer en même temps l'unité de la monarchie et les droits nationaux des peuples dont elle se composait, seraient discutées et décidées plus tard avec la participation des délégués de toutes les races.

Ce manifeste impolitique, car pour l'heure la cour n'était rien moins que victorieuse, était d'une flagrante illégalité. Il était illégal en tous points, pour le fond comme pour la forme, car Sa Majesté n'avait pas le droit de dissoudre une diète qui n'avait pas encore voté l'impôt. Il l'était spécialement quant à la forme, n'étant couvert de la responsabilité d'aucun ministre sérieusement responsable. Cependant, il faut le reconnaître, le roi seul ne l'avait pas signé ; la cour l'avait fait contresigner par un Hongrois habitant Vienne depuis des années et inconnu en Hongrie, le général retraité Adam Récsey. Avec le manifeste officiel, arriva à Pest la nomination dudit Récsey à la dignité de président du conseil, ce qui mêla à l'indignation des représentants une hilarité très-insultante pour le pauvre vieillard. Criblé de dettes, ce malheureux avait pu, sans doute pour satisfaire aux exigences importunes de ses créanciers, oublier la promesse faite à Deák quelques jours auparavant, et laisser la cour uti-

liser son misérable nom contre sa patrie. Il s'en repentit bientôt. Dès que le roi eût quitté Vienne, il fut emprisonné par les jeunes démocrates de l'*Aula*. Bientôt après, il donna sa démission, demanda même la révocation du manifeste *illégal* du 3 octobre. Puis il rentra dans l'obscurité, d'où jamais il n'aurait dû sortir.

La diète de Pest déclara donc le manifeste du 3 octobre inconstitutionnel et par conséquent nul de plein droit. De plus, elle accusa Récsey de violation de la loi et le cita par-devant la chambre des magnats, cour compétente en pareille matière.

XXII

La situation devenait de plus en plus grave. A Vienne elle était plus grave encore qu'en Hongrie ; obligé de battre en retraite devant le peuple insurgé, le commandant de la ville, Auersperg, avait rassemblé les troupes impériales sur une hauteur, d'où il dominait la ville. Comme il n'avait avec lui qu'environ dix mille hommes, il demeurait immobile, attendant pour agir l'arrivée de Jellachich et celle de Windischgraetz, nommé généralissime de toutes les troupes de l'Empire, celles d'Italie exceptées. Le peuple, qui sentait le péril et comprenait bien de quel côté seulement pouvait venir le salut, appelait de tous ses vœux ses alliés naturels, les Hongrois. Et en effet, si Móga, sans s'inquiéter de la frontière, s'était jeté sur Jellachich en fuite, il lui eût été facile de remporter une victoire, qui l'au-

rait conduit en présence d'Auersperg, dont l'armée eût été infailliblement écrasée par les Hongrois attaquant d'un côté et les Viennois exécutant, de l'autre, une vigoureuse sortie.

Par malheur l'assemblée constituante, slaviste et conservatrice en majorité, comprenait peut-être, mais n'osait pas. Elle ne voulut pas se charger de répondre aux représentants de Pest, elle renvoya leur lettre au comité municipal. Le comité municipal, quoique chargé de la défense, se montra aussi timide que la diète. Il n'invita pas les Hongrois à passer la frontière. On ne put même pas obtenir qu'il déclarât Jellachich ennemi de la patrie.

Toutes ces hésitations firent perdre un temps précieux. Enfin le peuple prétendit agir par lui-même, et les clubs démocratiques, réunis sous la présidence de Tausenau et de Fenneberg, le 10 octobre, invitèrent l'armée hongroise à franchir la frontière autrichienne.

A cet appel de l'Autriche populaire, la Hongrie était, même diplomatiquement, en droit de répondre. L'Autriche officielle n'avait pas ordonné le désarmement immédiat de l'ennemi, réfugié sur son territoire, et de la sorte n'avait pas rempli ses devoirs internationaux.

Le général Móga ne devait donc plus hésiter. Le 17 octobre, pour la première fois, il passa la Lajtha, ce Rubicon hongrois[1]. Mais, dès le lendemain, il dut revenir sur ses pas. Le comité de défense de Pest, qui l'avait précédemment arrêté (le 11), sous prétexte que les Viennois étaient entrés en pourparlers avec Auersperg, lui ordonna, conformément à un vote de la diète, de repasser la frontière et d'y attendre un appel solennel de la nation autrichienne.

Que l'on n'aille pas croire cependant que ces scrupules di-

[1] *Mein Leben und Wirken,* par Gœrgey.

plomatiques furent les seules causes de la trop longue hésitation de la Hongrie à sauver Vienne et à se sauver elle aussi du même coup. Le manifeste du 3 octobre et le premier passage de la Lajtha avaient mis dans l'armée hongroise un désordre très-réel. Les officiers impériaux, qui commandaient les meilleures troupes, les troupes disciplinées sous l'ancien régime, n'avaient pas refusé leur concours tant qu'il ne s'était agi que de repousser l'invasion croate et de lutter contre Jellachich, officiellement renié par son souverain. Mais à présent que l'empereur s'était ouvertement déclaré contre la Hongrie, à présent qu'il fallait le combattre sur son propre territoire, ces officiers n'avaient plus le courage de servir une cause devenue aussi radicale, et, pour la plupart, ils donnaient leur démission. La situation est facile à comprendre. Précisément à l'heure où il eût importé que l'armée fût une, elle se trouva incomplète, désorganisée, et il fallut, sans plus attendre, l'épurer, la compléter, la réorganiser. Ordre fut expédié immédiatement de faire arborer aux anciens régiments les couleurs nationales, afin que, même extérieurement, il devînt impossible désormais de les confondre avec l'armée autrichienne (15 octobre).

Pour la seconde fois, le corps du général Móga quitta son camp de Pahrendorf, le 21 octobre, et passa la Lajtha. Mais, dans la même journée, il repassa la rivière, afin d'attendre les auxiliaires que Kossuth en personne lui devait amener.

Kossuth ne tarda pas à arriver. De Pest à la frontière, il avait rassemblé 12,000 volontaires. Sa présence ranima la détermination des troupes, ébranlée par les deux excursions inutiles qu'on venait de leur faire faire dans la direction où se trouvait l'ennemi. Un conseil de guerre fut aussitôt réuni à Miklósfalva, près de Pahrendorf. Le président du comité de défense y prononça un long discours dans lequel les sentiments de générosité se mêlaient à des considérations purement mili-

taires, à l'effet de prouver la nécessité et l'urgence de l'offensive.

« Vienne, s'écria Kossuth en terminant, Vienne est encore debout; intact est encore le courage de ses habitants, nos alliés les plus fidèles contre les attaques des généraux réactionnaires. Mais sans notre secours ils doivent succomber, car la lutte est par trop inégale.

» Hâtons-nous donc, messieurs, de payer une dette, qui, vu les services de nos frères de Vienne, nous doit paraître sacrée.

» Il faut que nous allions au secours des Viennois : l'honneur national le commande. Et nous pouvons le faire avec la conviction de rester vainqueurs, car j'amène pour renforcer notre brave armée 12,000 hommes, inexpérimentés, il est vrai, mais qui brûlent du désir de disputer à leurs aînés les lauriers sur le champ de bataille. Oui, nous le ferons, nous avancerons! Nos amis de Vienne comptent sur nous avec angoisse, et le Hongrois n'a jamais abandonné son ami [1]. »

Le général en chef, et, si nous en croyons ses *Mémoires*, Görgey lui-même se prononcèrent contre l'avis de l'illustre président du comité de défense. Les autres officiers gardèrent le silence. La séance fut levée.

Nous ne saurions décider si c'est uniquement à cause de l'aversion des chefs militaires, ou bien encore en raison de l'esprit qui animait la plupart des officiers commandant les régiments anciens, que Kossuth n'ordonna pas immédiatement à l'armée d'avancer sur Vienne. Cependant il s'occupa dès ce jour de l'épuration des troupes, et quiconque, parmi les officiers, refusait de s'engager à servir contre tous les ennemis de la Hongrie, fut simplement renvoyé.

Avant d'entamer les opérations militaires, il parut encore

[1] Gœrgey, *Mein Lebén und Wirken*, t. I, p. 67.

nécessaire aux trois commissaires représentant la diète et la nation hongroises, Kossuth, Pázmándy, Csányi, d'adresser au généralissime autrichien une notification suprême. Par une lettre, écrite de Pahrendorf le 25 octobre, ils invitèrent le prince Windischgraetz à désarmer Jellachich et à lui faire prêter serment de ne plus jamais porter les armes contre la Hongrie. Ensuite ils le sommèrent de déclarer, dans les vingt-quatre heures, qu'il n'avait aucune intention hostile à l'égard de la nation hongroise, et ils le menacèrent d'user de représailles s'il mettait à exécution sa menace de traduire devant les conseils de guerre les officiers hongrois qui auraient servi sous le drapeau autrichien. Enfin ils l'invitèrent à renoncer au siége de Vienne.

A tout cela, le prince Windischgraetz répondit : « Je ne veux pas traiter avec des rebelles ! »

Cette parole hautaine et la violation du droit des gens dans la personne des parlementaires[1], mirent fin à toute négociation, ainsi qu'aux dernières hésitations de quelques timorés, déjà fort ébranlés par les discours du grand orateur, qui, avec les autres commissaires et les députés qui s'étaient joints à lui pour combattre en volontaires, parcourait les rangs et enflammait le courage des soldats.

L'armée hongroise se mit en marche le 28 octobre. Le 30, elle livra bataille près de Schwechat, en vue de Vienne. Le major Guyon emporta à la baïonnette le village de Manswörth,

[1] Deux officiers hongrois avaient été chargés de porter la lettre des représentants. En traversant le camp de Jellachich, ils furent arrêtés, et l'un d'eux, le colonel Ivanka, fut retenu prisonnier, à la place, dit-on, du major Fligelli, précédemment gardé par les Hongrois. Ce Fligelli avait, en effet, été gardé par eux, mais il n'était point *parlementaire*, comme Ivanka. Sans aucun caractère inviolable, il avait été surpris avant la bataille de Pakozd, portant des lettres au général Lamberg, déclaré ennemi de la Hongrie.

clé de la position. L'aile droite fit aussi des progrès rapides; mais l'aile gauche resta trop en arrière de l'aile droite et du centre, et le général en chef crut devoir ordonner aux colonnes trop avancées de revenir en ligne. Ce mouvement mal interprété, troublé en même temps par la canonnade ennemie, effraya les bataillons des porteurs de faux de Komárom; ils se débandèrent et mirent le désordre dans toute l'armée, qui battit en retraite. La lutte avait duré de sept heures du matin à quatre heures de l'après-midi.

Matériellement la perte éprouvée était insignifiante, mais la confiance de l'armée en elle-même était ébranlée.

Une chose avait étonné les Hongrois : l'immobilité de Vienne durant la bataille. Ils ne savaient pas que Windischgraetz s'était rendu maître des faubourgs le 28 et le 29, et que le 30 la ville intérieure négociait. Cependant, vers le milieu de la journée, apercevant le combat du haut des tours de Saint-Étienne, les Viennois lancèrent une fusée, rompirent les négociations et prirent les armes. Par malheur, le signal ne fut pas aperçu des Hongrois. Dans le cas contraire, que serait-il advenu?

Un hasard sauva encore une fois l'Autriche, cette triste création du hasard. La mitraille de Windischgraetz fut plus puissante que le sublime héroïsme des Viennois. Vienne succomba le 1er novembre.

LIVRE VII

WINDISCHGRAETZ ENVAHIT LA HONGRIE.

Du 1er Novembre 1848 au 5 janvier 1849.

PREMIÈRE SECTION.

PRÉPARATIFS MILITAIRES. – LE COMITÉ DE DÉFENSE.

I

Il était à craindre que Windischgraetz profitât sans aucun retard de sa double victoire. Le généralissime impérial resta immobile jusqu'au commencement de décembre, se préparant avec activité à une campagne qu'il entendait rendre décisive.

De leur côté, les Hongrois ne perdirent point le répit qui leur fut ainsi accordé par l'ennemi.

Le général Móga fut remplacé. Il n'inspirait plus de confiance à l'armée, et lui-même n'avait plus confiance en elle. Il n'avait si longtemps hésité à franchir la Lajtha, et partant n'avait amené le triste résultat de la campagne en Autriche que parce qu'il avait douté de l'esprit de ses officiers, et cru que ses

troupes, peu aguerries, pourraient être détruites à la suite d'un unique échec.

Arthur Görgey, avant l'événement, s'était prononcé dans un sens opposé. Il avait émis l'opinion qu'une défaite n'entraînerait pas la destruction de l'armée. Son énergie et ses patriotiques protestations séduisirent Kossuth à un tel point qu'il l'aurait nommé général en chef sur le champ de bataille même, si le désordre ne l'en avait empêché. Mais, aussitôt après la défaite, il lui donna la place de Móga, se félicitant, comme il disait dans une lettre datée de Presbourg, « d'avoir tiré un bon numéro de » l'urne du destin. »

Il était persuadé d'avoir trouvé un vrai patriote, prêt, s'il l'eût fallu, « à servir son pays comme simple soldat. » Arthur Görgey, s'écriait-il, en rendant compte à l'assemblée des événements auxquels il avait pris part, Arthur Görgey « sera tou- » jours un fidèle serviteur de la liberté [1]. »

On comprend, d'après ce qui précède, pourquoi Kossuth honora Görgey de son choix. Il ne vit en lui que l'homme apparent, il ne devina pas l'homme réel. L'en doit-on accuser? Non certes, car tout le monde en Hongrie se serait alors trompé comme lui.

D'ailleurs était-il possible de confier la direction de la plus importante des armées hongroises à un autre général ? Les deux seuls militaires qui, en ce moment-là, auraient eu des titres suffisants pour disputer le commandement en chef à Görgey, étaient Vetter et Perczel.

Le premier opérait d'une manière habile et très-heureuse contre les Serbes. Le second, depuis la prise du corps d'armée croate, ne cessait d'obtenir des succès rapides sur les frontières de Croatie. Mais il paraissait indispensable, à cause de

[1] Discours prononcé par Kossuth dans la séance du 9 novembre.

l'incapacité reconnue de son supérieur Ernest Kiss, de ne point éloigner Vetter des régions du Bas-Danube. Quant à Perczel, ses exploits étaient presque généralement considérés comme des coups du hasard, et l'on se fiait peu à son talent, parce qu'il n'était point soldat de profession et n'avait étudié l'art militaire que dans sa première jeunesse. D'un autre côté, Perczel, patriote ardent et à toute épreuve, était d'un caractère violent ; les gens positifs craignaient de sa part des coups de tête.

Görgey, il est vrai, s'était bien moins distingué que Perczel, mais lui aussi avait donné des preuves d'énergie, et il avait reçu une éducation militaire. Son patriotisme n'était mis en doute par personne, et ses talents étaient généralement vantés. Puis, c'était un soldat, un vrai soldat, non point un *civil* improvisé général ; le préjugé, trop répandu et certes regrettable, contre les officiers d'occasion, militait en sa faveur. Aussi l'assemblée et l'armée accueillirent-elles très-bien sa nomination par Kossuth. On fonda en lui les plus belles espérances. Il ne les réalisa point.

Mais nous sommes encore loin de Világos. De son quartier général de Pozsony, Arthur Görgey se contente d'observer Windischgraetz. Il épure les cadres de son armée en obligeant les officiers improvisés à passer des examens devant une commission ; mais, méprisant les troupes irrégulières, il ne sait pas retenir les volontaires qui, le temps trop court de leur engagement étant écoulé, veulent retourner dans leurs foyers. En somme, il s'occupe avec activité de l'accomplissement de son mandat et paraît se disposer à opposer une résistance solide à l'attaque, plus ou moins prochaine, des Autrichiens.

II

Depuis la défaite de Jellachich à Pákozd et le départ de Louis Batthiány, le gouvernement était resté, de fait, entre les mains du comité de défense, qui venait de s'adjoindre deux nouveaux membres, le général Mészáros et Barthélemy Szemere. Mais il importait que cet état de choses fût au plus vite légalisé. C'est pourquoi, le 8 octobre, Kossuth réclama de la diète un vote qui garantît aux membres du comité de défense l'autorité dont ils avaient besoin pour remplir leur mandat. En même temps, il proposa que deux d'entre eux composassent avec leur président une sorte de gouvernement provisoire, et que les autres fussent individuellement chargés des divers départements ministériels.

Cette dernière partie de la motion fut combattue par Paul Nyáry, qui n'acceptait que l'élection d'un président. L'assemblée ne partagea point l'avis de Nyáry. Elle émit presque à l'unanimité un vote favorable et proclama Louis Kossuth président du comité de défense, lui laissant le soin de distribuer les portefeuilles.

Tout en acceptant les fonctions ministérielles, les membres du comité ne voulurent point être considérés comme de véritables ministres. C'est pourquoi ils refusèrent de toucher le traitement qui avait été accordé aux membres du cabinet Batthyány; ils n'acceptèrent que des honoraires matériellement équivalents

au traitement refusé, mais qui, distribués sous forme d'allocation journalière, paraissait être une indemnité soldée en échange de services provisoires.

La signification de ce simple fait n'échappe à personne. Il nous faut insister pourtant afin de montrer jusqu'à quel point, en présence de la trahison incontestable, publique, du monarque, était poussée la modération constitutionnelle de la part des Hongrois.

Les nominations des officiers supérieurs étant de droit réservées à la couronne, le comité n'en faisait aucune sans inscrire dans l'acte cette clause : *Sauf confirmation ultérieure par le roi.*

De même, dans la proclamation qu'elle adressa au peuple le 28 octobre, l'assemblée disait : *Nous ne combattons que pour la défense des droits sanctionnés par les lois de* 1848.

Décidément, s'écriait à ce propos le *National* de Paris : « L'amour des Hongrois pour la légalité est incorrigible! »

Cet amour de la légalité était, sinon incorrigible, tellement tenace au moins que, même après l'invasion austro-croate, après le manifeste du 3 octobre, nombre de gens, dans les hautes classes surtout, croyaient ou voulaient croire encore au bon cœur, aux intentions droites du pauvre roi *trompé*.

Le 28 octobre, les prélats hongrois se réunirent pour signer une pétition dans laquelle ils suppliaient le roi d'éloigner de sa personne les mauvais conseillers et, affranchi de leurs intrigues, de restaurer l'ordre légal, s'il ne voulait pas mettre en péril son propre trône. Un évêque honoraire, Fogarasy, fut chargé de porter cette pétition à Olmütz. Le roi le reçut fort gracieusement, lui demanda des nouvelles de plusieurs de ses collègues et l'engagea à recommander à tous les évêques de Hongrie de prier Dieu afin que sa toute-puissance le préservât, lui et ses sujets, des jours de malheur. Là-dessus, Sa Majesté congédia

très-gracieusement l'importun délégué sans lui dire un seul mot au sujet de sa mission.

Comprit-on enfin la réalité de l'abîme creusé entre le monarque et la nation? Peut-être, mais tous les pouvoirs constitués, politiques et religieux, crurent faire preuve de sagesse en continuant à distinguer sans cesse le roi et ses conseillers, la majesté inviolable et ce qu'on appelait alors *la camarilla*.

III

Le peuple, moins subtil que ses chefs, ne comprenait absolument rien à ces honnêtes arguties. Dans les églises des comitats de Szepes et de Heves, on ne priait plus pour le roi [1]. Un détachement de recrues du comitat de Zala se refusa à prêter serment à Ferdinand; il fallut, pour son usage particulier, altérer la formule consacrée. Ce fait s'étant reproduit sur un grand nombre d'autres points, le comité de défense dut officiellement faire effacer le nom du roi des serments des soldats et des déclarations des officiers (commencement de décembre). Un régiment de hussards, dit « de l'Empereur, » ayant demandé à changer de nom, le gouvernement se vit obligé de lui donner le numéro 1 au lieu du titre répudié. Plus tard ce système, nouveau en Hongrie, fut généralisé, et les noms aristocratiques des anciens propriétaires de régiments furent tous remplacés par d'humbles chiffres d'ordre.

[1] *Kossuth Hirlapja*, 7 novembre.

Ce mouvement de répulsion du peuple à l'égard d'un monarque traître à la patrie, ne tarda pas à se produire au grand jour, dans la presse quotidienne. Un des journaux les plus importants, le *Kossuth Hirlapja* se mit à ne plus ajouter le titre de *roi* ou de *Sa Majesté* lorsqu'il lui arrivait de nommer Ferdinand, et on le vit prendre une allure de plus en plus radicale. Un jour même, un prêtre, Joseph Barsi, écrivit un article où il proposait ouvertement la proclamation de la République. Cette idée, quoique encore peu commune, était déjà mise en avant par plusieurs petits journaux, et elle pénétrait peu à peu dans les masses. Le club de l'Égalité, fondé par les frères Madarász, propageait les principes les plus démocratiques. Le sentiment de la solidarité des intérêts des peuples se manifesta à plus d'une occasion.

Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, un grand nombre des vaincus qui eurent le bonheur d'échapper aux fusillades de Windischgraetz vinrent chercher un refuge sur le sol hongrois et y trouvèrent l'accueil le plus fraternel. La diète de Pest elle-même se fit l'organe du sentiment national, lorsque, le 27 novembre, sur la proposition du député Jean Besze, elle exprima combien elle était indignée de l'exécution de l'héroïque Robert Blum, exécuté par les sicaires du généralissime impérial. Quelques semaines après, — 20 décembre, — les réfugiés allemands se réunirent dans la chambre des députés pour honorer la mémoire des victimes du siége de Vienne. Le célèbre chef de club Tausenau, un ancien prêtre catholique, Horárik, et Vasvári prononcèrent d'éloquents discours, applaudis par un public d'élite, entassé dans les tribunes. Le dernier orateur surtout, le jeune héros de Mars, exprima par les plus chaleureuses paroles l'union intime de toutes les patries opprimées avec la patrie hongroise.

La patrie ! En cette idée se concentraient, s'absorbaient alors

toutes les idées de présent et d'avenir. Sauver la patrie en danger, tel était en effet le premier but à atteindre, le premier miracle à accomplir. Les masses, dont l'instinct est si profond, se rendaient bien compte de cela. Aussi manifestaient-elles de mille manières un patriotisme qui dépassait tout ce que l'on aurait pu espérer.

Les offrandes volontaires qui, dans la première quinzaine d'octobre (le 12), s'élevaient déjà à 631,000 florins 32 kreutzers en dons gratuits, et à 831,725 florins 19 kreutzers 1/2 en prêts; les offrandes volontaires devenaient chaque jour de plus en plus considérables. Elles affluaient sous toutes les formes: les hommes donnaient de l'argent et des armes; les femmes se dépouillaient de leurs bijoux, fournissaient du linge, faisaient de la charpie pour les blessés. Les communes et les comitats mettaient en général le plus vif empressement à rassembler les recrues que la loi exigeait d'elles. Souvent même elles les envoyaient à l'armée, habillées à leurs propres frais. Nombre de paroisses, sans distinction de religion, notamment celles de Pest, de Vácz, etc., proposaient que l'on fondît leurs cloches et que l'on en fît des canons.

Sur tous les points du territoire hongrois, on voyait de généreux vieillards oublier leur âge et leurs infirmités, s'armer en qualité de volontaires et courir du côté de l'ennemi.

Qui ne connaît ce trait admirable, déjà tant de fois cité? Un enfant se présentait au bureau d'enrôlement. — Mais tu es trop petit, lui objecta l'officier. — Il répondit: Je grandirai dans la bataille!

A d'autres on demandait: — Jusqu'à quand voulez-vous servir? — Jusqu'à la mort!

IV

Organisé définitivement et d'une manière légale, d'autre part, se voyant soutenu par l'excellent esprit des populations, le comité de défense put agir sans hésitation. Déployant une activité prodigieuse, il sut se mettre du premier coup à la hauteur des circonstances.

Jusqu'alors, la manufacture d'armes de guerre avait été laissée entre les mains d'une compagnie particulière. Le comité se hâta de la lui reprendre. Il en confia la direction à un homme très-intelligent, à Rombauer. La confection des habillements militaires fut également centralisée. L'un des membres du comité, Paul Nyáry, se chargea de la surveiller, et, dans ce poste important, fit preuve de grands talents d'administration. De la sorte, les différents services, précédemment isolés, se trouvèrent réunis et reçurent, avec ensemble, la plus vive impulsion.

La guerre, selon toutes les probabilités, devant se prolonger longtemps encore, le gouvernement pressa l'organisation de nouveaux bataillons de Honvéds.

Nous devons interrompre notre récit pour dire quelques mots de l'organisation de l'armée, que nous n'avons pas encore expliquée.

L'infanterie comprenait d'abord un certain nombre des anciens régiments hongrois, enrôlés sous le drapeau autrichien et qui, comme nous l'avons vu, s'étaient trouvés en Hongrie lors

de la constitution du ministère national, avaient pu être retenus au service de leur pays. Cependant, ces régiments ne formaient que la minorité de la nouvelle infanterie, et leur importance numérique était de beaucoup inférieure à celle des bataillons de Honvéds. Les Honvéds (*défenseurs de la patrie*), soldats réguliers, étaient enrôlés pour quatre ans. Chaque comitat ou ville libre était tenu d'en fournir un certain nombre. On commençait par faire un appel aux volontaires; si cet appel ne produisait pas le nombre de soldats réclamé par le gouvernement, immédiatement on levait les jeunes gens de dix-neuf ans accomplis, puis successivement les plus âgés, selon les *classes d'âge*, fixées légalement. L'unité militaire des Honvéds était le bataillon, fort, au complet, de 1,200 hommes. Ils avaient pour uniforme la tunique hongroise de couleur brune, l'*attila*, orné de brandebourgs rouges ; le pantalon bleu foncé, le shako noir.

La cavalerie entière était formée par les hussards. On connaît leur costume imité dans toutes les armées d'Europe. Les hussards hongrois ne différaient des hussards français, par exemple, qu'en ce qu'ils portaient la culotte collante. Leurs couleurs variaient suivant les régiments. Chaque régiment, commandé par un colonel, comprenait quatre divisions, sous les ordres d'officiers supérieurs, et de huit escadrons (environ 1,000 hommes), à la tête desquels étaient placés des capitaines. Les nouveaux régiments, successivement ajoutés aux anciens, à ceux qui avaient servi dans l'armée autrichienne, restèrent, sauf quelques exceptions, inférieurs à leurs aînés. Cela se comprend, lorsqu'on réfléchit qu'un cavalier est plus long à former qu'un fantassin.

Au commencement de la guerre, la Hongrie ne possédait guère d'autres artilleurs que ceux du 5e régiment autrichien. Elle se fit peu à peu une artillerie nationale. Un très-grand nombre de jeunes gens instruits, d'ingénieurs surtout, s'y enrô-

lèrent volontairement, et bientôt s'acquirent une réputation telle dans cette arme savante, que l'ennemi la croyait, ou du moins la disait composée d'artilleurs français. — L'artillerie était divisée en batteries, et chaque batterie comptait huit pièces, dont deux obusiers.

L'armée hongroise possédait, dès le début, des corps du génie.

On forma, vers la fin de la guerre, des bataillons de chasseurs. Par malheur il fut impossible de leur fournir des armes de précision et de leur donner une instruction spéciale. A cause de cela on ne put guère les employer autrement que comme des bataillons d'infanterie ordinaire.

Nous avons parlé précédemment des légions étrangères. La légion polonaise, dont le nombre s'accrut, procura quelques escadrons de uhlans.

En dehors de l'armée régulière, il y eut longtemps des bataillons de volontaires engagés pour un temps plus ou moins long. S'apercevant de tous les désavantages que présentaient les enrôlements à termes courts, le comité de défense engagea les comitats à n'envoyer à l'armée que des volontaires qui ne la quitteraient pas avant la fin de la guerre.

A la fin de 1848 et au commencement de 1849, on organisa des corps francs, destinés à inquiéter l'ennemi, à lui couper les vivres, à lui enlever ses convois de munitions, etc. Une fois la lutte engagée sérieusement, la garde nationale et les levées en masse ne furent employées qu'accessoirement et dans certains cas extraordinaires.

En ce qui concerne l'ordre de bataille, les armées étaient divisées tantôt en brigades, tantôt et plus souvent en corps, divisions et brigades. La force des corps variait entre 8 et 10,000 hommes. Ils comprenaient deux divisions, et chaque division deux brigades. Les brigades, les divisions, parfois même les

corps d'armée furent commandés par des majors et des colonels, jusqu'en mars 1849. Alors seulement il y eut des généraux, car le gouvernement hongrois ne conférait de grades qu'aux officiers qui les avaient gagnés les armes à la main.

V

Cependant, il ne suffisait pas de rassembler des troupes nouvelles; il fallait encore conserver les anciennes et assurer l'unité de l'armée nationale entière.

C'est dans ce but que le comité de défense ordonna à tous les régiments de ligne hongrois d'arborer le drapeau tricolore.

Ordre fut également donné par Kossuth, directement aux commandants des différentes forteresses, d'avoir à changer le jaune et le noir contre les trois couleurs, dans l'espace de sept jours, et à envoyer leur soumission écrite au gouvernement ; les récalcitrants étaient mis hors la loi, et n'importe qui avait le droit de les fusiller [1].

En dépit de cette menace, plusieurs forteresses furent perdues pour la défense nationale et devinrent autant de refuges ou de centres d'action pour l'ennemi, au cœur même du pays.

Nous devons nous arrêter quelque peu sur ce point.

On se rappelle par quel heureux hasard la clef de la Hongrie du côté de l'Autriche, Komárom, fut conservée.

[1] *Kossuth Hirlapja,* 11 octobre.

Deux places, moins importantes, Lipótvár et Munkács furent également sauvées, grâce à l'habileté et au courage des commissaires délégués par le gouvernement de Pest. A Lipótvár, le colonel autrichien Bibra avait déjà (7 octobre) publié le manifeste du roi, lorsque le baron Jeszenák mit dans la citadelle une garnison de gardes nationaux. Un bataillon autrichien, du régiment Hartmann, parti du comitat d'Ungh, se portait sur Munkács, où il arriva le 10 octobre. Le commandant Laube, à la tête d'une petite garnison nationale, lui refusa l'entrée de la citadelle.

Mais si Munkácz, Lipótvár et Comorn demeuraient entre les mains des patriotes, en revanche la forteresse transylvaine de Károly-Fehérvár, dès le mois d'octobre, tomba entre les mains des Autrichiens et servit de point d'appui à la rébellion des Valaques des montagnes. De même les commandants de Temesvár et d'Arad, aussitôt après la publication du manifeste du 3 octobre, se prononcèrent en faveur de l'empire et refusèrent obéissance à l'autorité hongroise.

A Arad, le général Berger somma les habitants de la ville de déclarer s'ils étaient *pour l'empereur ou pour le gouvernement provisoire*. Ils lui répondirent par l'organe de leur conseil municipal : « Notre souverain est le roi Ferdinand, et nous n'obéirons qu'aux lois du pays. » Et, sans tarder, ils se mirent en état de défense. En effet, trois jours plus tard, le 7 octobre, les Autrichiens du fort bombardèrent la cité pendant une heure.

A Temesvár, le général Piret commença par refuser l'entrée à un détachement de gardes nationaux, puis il déclara l'état de siége (10 octobre). Dès lors, les Autrichiens de Temesvár, en hostilité ouverte avec les Hongrois, firent de fréquentes sorties pour soutenir les Serbes. Il s'établit dans la ville, sous la présidence du baron Ambrózy, un comité pour la direction des affaires politiques de la contrée.

Vers le même temps, le général Simunich devait quitter la Gallicie et pénétrer dans la Hongrie supérieure à la tête d'un corps de 7 à 8,000 hommes. Il avait déjà fait annoncer son arrivée aux habitants du comitat de Sáros pour le surlendemain, et réclamé des vivres et des fourrages pour ses troupes. Tout à coup, par suite de l'insurrection de Vienne (6 octobre), il reçut l'ordre de se rapprocher de la capitale et d'opérer sa jonction avec l'armée austro-croate. Son premier mouvement était, comme les prises de possession des forteresses au nom de l'empereur, combiné avec l'invasion de Jellachich dans le but d'étouffer du premier coup la résistance de la Hongrie.

Précédemment, l'on ne s'était pas occupé de la citadelle de Szeged, place, du reste, d'une importance fort secondaire. Mais le comité de défense, au milieu de ses nombreuses préoccupations, jeta un coup d'œil même de ce côté. Il ordonna que l'on fît sortir les détenus qui étaient entassés dans cette citadelle et qu'on la tînt à la disposition de l'autorité militaire. Quatre cent quatre-vingts Italiens se trouvèrent mis hors de prison.

Mais pourquoi étaient-ils prisonniers? Personne ne le sachant, en Hongrie, on le demanda au gouvernement autrichien. Le docteur Bach, ministre de la justice, répondit qu'on ne trouvait pas de trace de leur jugement, et qu'ils avaient été enfermés « à cause de leur penchant irrésistible au crime. » Ce fait était curieux à relater. Il s'ajoute à cent autres pour montrer de quelle manière la justice a toujours été rendue en Autriche.

Ayant donc tout lieu de croire que ces prisonniers étaient des victimes politiques, le gouvernement hongrois les mit purement et simplement en liberté. Ceux qui désirèrent porter les armes contre leurs oppresseurs furent admis à s'enrôler dans le régiment Ceccopieri, qui s'était rangé sous la bannière hongroise.

Ainsi, pour résumer la situation des diverses places fortes hongroises, Pétervárad, Eszék, Lipótvár, Munkács et Komárom avaient été conservées à la nation, mais Károlyvár, Temesvár et Arad, trois points d'une très-grande importance, avaient été perdus pour la cause nationale par suite de l'imprévoyance du ministère qui avait précédé le comité de défense.

DEUXIÈME SECTION.

GUERRE DE TRANSYLVANIE. — INVASION DE SCHLICK.

VI

Cependant le comité de défense n'avait pas seulement à s'occuper de la grande attaque qui menaçait le pays sur la frontière occidentale, et à garantir l'intérieur des trahisons. Son attention était en même temps attirée vers les extrémités orientales, où se passaient les plus graves événements.

En Transylvanie, l'invasion de Jellachich avait provoqué la réunion d'une nouvelle assemblée valaque et, s'il faut en croire le *Siebenbürger Bote*, cette assemblée avait déclaré ne vouloir reconnaître ni l'union de la principauté avec le royaume, ni le gouvernement de Pest ; elle n'admettait d'autre constitution que *la constitution autrichienne*, et en conséquence s'opposait

à la levée militaire décrétée par les représentants du peuple hongrois.

Du Banat et des comitats voisins arrivaient journellement des nouvelles non moins inquiétantes. La guerre continuait, sans aboutir à aucun résultat, plus vive, plus cruelle que jamais.

Mais nous parlerons plus loin des Serbes. Pour le moment, concentrons nos regards sur la Transylvanie.

On se rappelle les débuts du mouvement antimagyar des Roumains et des Saxons, combiné avec les intrigues de la cour impériale. Voyons-le maintenant se développer, arriver à son apogée.

Depuis le printemps, Janku, Pap, Barnutz et quelques autres agitateurs n'avaient pas cessé de parcourir les villages valaques, prêchant aux masses ignorantes la haine du gouvernement hongrois. Le recrutement ordonné par la diète de Pest devint un prétexte qu'ils exploitèrent habilement pour exciter les paysans à la révolte ouverte.

Plus tard, deux officiers autrichiens,— le colonel Urban, du deuxième régiment valaque, le major Riebel, commandant à Hátszeg, centre de réunion du 1er régiment valaque, — rassemblèrent les Roumains du voisinage aux chefs-lieux de leurs commandements. Là, ils mirent tout en œuvre pour envenimer les animosités et flétrir ces Magyars qui, disaient-ils, s'étaient révoltés contre l'*imperatu* et, malgré ses ordres, pour le combattre, avaient décrété une levée de troupes. Les assistants ayant accueilli favorablement ces provocations, ils leur recommandèrent de ne pas suivre les recruteurs. Puis, contre une promesse de la protection de l'armée impériale, garantie par des lettres dites *pazsura*, ils leur firent, sur-le-champ, prêter serment de fidélité à ce bon *imperatu* qui, *déjà depuis dix années, avait aboli les corvées*,

sans que les pauvres paysans le sussent, *les seigneurs magyars ayant tenu secrète et inexécutée l'ordonnance impériale!*

De plus, afin de précipiter la déclaration des communes en faveur de l'*imperatu*, ils annoncèrent que Sa Majesté les récompenserait de leur fidélité en leur faisant remise des contributions de deux années et en leur permettant la libre appropriation de ce qu'ils pourraient enlever aux Magyars durant la lutte.

Ils allèrent même jusqu'à insinuer que, sous peu de jours, dès qu'ils se seraient débarrassés de la tyrannie hongroise, les terres des seigneurs pourraient être partagées entre les paysans!

A la même époque, le comité valaque de Nagy-Szeben nommait sur divers points des préfets, des tribuns et des centurions, en un mot, organisait la Transylvanie à la manière romaine et comme si elle leur eût appartenu.

Le 30 septembre, les hostilités furent ouvertes par la prise du petit fort de Marosvásárhely, qu'occupèrent quatre compagnies du régiment de Siskovics.

Pendant ce temps-là, que faisaient les autorités hongroises? L'ancien *gubernium*, qui n'avait point été renouvelé, n'osait rien entreprendre, et les comtes suprêmes des comitats hésitaient à agir en le voyant immobile. Quant au commissaire général, le baron Vay, il ne paraissait pas non plus être décidé à user des pleins pouvoirs qui lui avaient été conférés par le ministère. Deux hommes seulement surent accomplir leur devoir : l'énergique Berzenczey, commissaire spécialement envoyé dans les districts sicules, et le major Alexandre Gál, qui lui avait été adjoint pour l'organisation militaire de la défense.

A peine arrivé, Berzenczey invita les Sicules à se réunir en assemblée populaire sur la célèbre plaine d'Agyagfalva. Le 16 octobre, en dépit de l'opposition du commissaire Vay, l'assem-

blée eut lieu, mais sous la présidence du comte Emeric Mikó, bon patriote quoique royaliste. Elle se composait d'environ 60,000 individus, soldats et citoyens, accourus avec leurs femmes et même avec leurs enfants.

Après avoir entendu divers orateurs, notamment l'éloquent Berzenczey, l'assemblée populaire prêta serment *au roi* et à la constitution nationale, jura de défendre les lois par la force des armes, s'il le fallait, et confia le commandement à Alexandre Zsombory, chef d'un régiment sicule.

Tous ces votes furent émis avec un grand enthousiasme, et aussi, il faut le dire, au milieu de cris de haine contre les Valaques.

Ceux-ci, du reste, attaquaient les Magyars sur tous les points et déshonoraient la cause qu'ils prétendaient servir, par les plus affligeantes horreurs.

Le général Puchner jeta enfin le masque. Il avait donné sa démission, le 9 octobre, sous prétexte que sa santé était mauvaise. Le 18, probablement par suite d'instructions arrivées de Vienne, il lança une proclamation, annonçant qu'il reprenait son pouvoir et que toute la Transylvanie était mise en état de siége. Puis, le même jour, il ordonna de désarmer les Magyars résidant à Szeben, et mit la main sur le trésor de l'ancienne Grande Principauté.

Ce brusque revirement surprit d'autant plus le commissaire Vay, que, quelques semaines auparavant, le commandant général, à sa prière, avait promis de l'aider à réprimer les excès du colonel Urban.

Celui-ci, en effet, venait d'entrer en campagne. Déjà il avait occupé Szász-Régen. Maintenant il se proposait de marcher sur Maros-Vásárhely, capitale des siéges sicules. A cette nouvelle (17 octobre), les Székely dépêchèrent contre lui de leur assemblée de Agyagfalva deux brigades, environ douze mille hommes.

Urban fut battu près de Sárpataka, à Szent-Ivány. Il se retira vers Szász-Régen. Les Sicules l'y suivirent, le battirent de nouveau.

Il se retira dans la direction de Besztercze, où il devait être renforcé par la brigade du général Wardener. Les Sicules entrèrent dans Szász-Régen, et, comme les habitants avaient tiré sur eux pendant qu'ils poursuivaient les impériaux, ils saccagèrent et brûlèrent en partie la ville saxonne.

Au même moment, le général autrichien Gedeon marcha sur Maros-Vásárhely à la tête de six mille hommes. A l'heure d'en venir aux mains avec les assaillants, Zsombory se refusa à commander une lutte contre les troupes impériales. Son armée ainsi désorganisée, recula avec lui, à l'exception des quatre compagnies du 12e bataillon de Honvéds, d'un détachement de hussards et de quelques centaines de volontaires. Cette poignée d'hommes, conduite par le major Alexandre Gál, tenta une vaine résistance. Gedeon entra à Maros-Vásárhely.

Cependant le baron Vay, s'apercevant enfin que l'on s'était joué de lui, et voyant la tournure critique que prenaient les événements, se décida à agir avec quelque énergie. Le 23 octobre, il fit publier une proclamation, dans laquelle tous les hommes valides étaient invités à se lever en masse.

Székelys et Magyars, les uns échappés aux massacres, les autres pour les prévenir, accoururent à Kolosvár se ranger sous le drapeau national. Pour eux, il ne s'agissait de rien moins que de défendre, avec la patrie, leurs vies et leurs propriétés compromises.

VII

Quelques exemples sont indispensables pour faire comprendre de quelle manière la Hongrie libre fut attaquée, en Transylvanie, par les malheureux auxiliaires du despotisme impérial. Ces exemples, nous les empruntons à un témoin en état d'être bien informé, au général Czetz[1].

Un ancien juge des nobles du comitat d'Alsó-Fejér, nommé Jablonczay, s'était réfugié avec son fils dans la forteresse de Károlyvár. Dans les premiers jours d'octobre, des Valaques armés vinrent en troupe sommer le commandant de la forteresse de leur livrer leur ancien magistrat. Le général autrichien Horak livra, sans la moindre résistance, Jablonczay et son fils. Sous les murs mêmes de la forteresse, en présence des soldats impériaux, les Valaques attachèrent les deux Hongrois par les pieds à une charrette attelée de quatre chevaux, et les traînèrent ainsi à travers la ville. Le père ne tarda pas à rendre le dernier soupir, mais le fils, plus robuste, survécut au supplice. Placé alors sur une charrette, il fut promené dans toutes les communes que son père avait administrées, et, dans chacune, reçut cinquante coups de bâton. Enfin, à demi-mort, il fut achevé à coups de lance.

[1] Lire son livre sur la *Campagne de Bem en Transylvanie*, publié en allemand. Voir surtout les pages 182 et suivantes, d'où nous extrayons, en traduisant librement, les faits qui vont suivre.

Ce crime, accompli avec l'assentiment tacite d'un officier supérieur autrichien, ne manqua pas de produire son effet naturel. La vengeance des Valaques ne respecta plus rien.

Le 18 octobre, la petite ville de Nagy-Enyed, située dans le même comitat d'Alsó-Fejér, fut assaillie par une masse de Valaques, et tout ce qui s'y trouvait de Hongrois, hommes, femmes, enfants, vieillards, subit la mort au milieu des plus horribles tortures. — Un nommé Ladislas Porsott avait été saisi dans sa maison, avec sa femme, enceinte, et ses deux filles. On ouvrit le ventre de la mère, on en arracha l'embryon, qui fut empalé. Les deux filles furent violées jusqu'à l'épuisement de la vie, devant leur père, et celui-ci fut tué enfin à coups de hache. — Madame Claire Apathin, que les suites d'une apoplexie retenaient dans son lit depuis des années, y fut brûlée vive. — Sigismond Bartha, sa femme, et quelques autres personnes s'étaient réfugiées dans un grenier. On les y découvrit, et on les jeta un à un dans la cour, où ils furent reçus sur la pointe des piques.

La petite ville de Nagy-Enyed n'est pas éloignée de plus d'un mille de Reiszmarkt, elle est située à un mille de Nagy-Szeben. Ici et là il y avait de fortes garnisons impériales, et le commandant de Reismarkt s'était fait livrer, peu auparavant, les armes des habitants de Nagy-Enyed, en leur promettant de les secourir si par hasard ils étaient attaqués. Quand le massacre eut lieu, ce fidèle serviteur de l'Autriche oublia sa promesse. Son collègue de Szeben resta, comme lui, immobile. Ils avaient pourtant été appelés par les victimes.

Vers la même époque, la famille Brády fut attaquée dans son château de Brád (comitat de Zaránd). Toute la famille, composée de treize membres, fut jetée dans un puits, écrasée sous des pierres. Ensuite les bourreaux pillèrent et incendièrent le château.

Et cependant ces scènes, quelque affreuses qu'elles fussent, n'étaient que le prélude d'autres scènes plus barbares encore, dont la ville de Zalathna devait être le théâtre.

Zalathna comprenait environ 8,000 habitants, tant Magyars que Saxons et Valaques, et qui jusqu'alors avaient vécu paisiblement, mêlés les uns aux autres. Mais dès que le comité central roumain eut commencé sa propagande, ce bon accord cessa.

Le 22 octobre arriva une bande de plus de 8,000 Valaques armés, sous les ordres de Janku. Elle demanda qu'on lui livrât les armes et que l'administrateur des mines sortît de la ville, qui désormais ne devait obéir qu'au comité central roumain. Il n'y avait à Zalathna qu'à peu près 1,500 gardes nationaux armés, dont la moitié était composée de Saxons et de Valaques. Les habitants demandèrent à réfléchir ; mais, le lendemain, considérant l'impossibilité de résister, ils commencèrent à livrer les armes. Ce premier succès enhardit Janku et sa bande. Ils exigèrent que les Magyars quittassent la ville. Alors Magyars et Saxons reprirent leurs armes, et, plaçant leurs enfants au milieu d'eux, fusil et sabre au poing, ils se frayèrent une retraite à travers les Valaques, qui déjà inondaient la ville, commençaient le pillage, l'incendie et le massacre. Les Valaques ne purent faire que 1,500 victimes environ ; ils en auraient fait beaucoup plus sans l'héroïque résolution des Saxons et des Magyars. Mais les fugitifs, au village de Petresan, trouvèrent la route barrée par une nouvelle bande, composée de plusieurs milliers d'hommes. Fatigués, épouvantés, incapables de livrer bataille, ils s'estimèrent heureux d'obtenir qu'on les conduisît prisonniers dans la forteresse de Károlyvár. Les Saxons furent alors séparés des Magyars et reconduits à Zalathna. Quant aux autres, sous bonne escorte, ils furent dirigés sur la forteresse. La pluie ayant détrempé les chemins, ils n'y purent arriver le

jour même, et on les fit s'arrêter, pour passer la nuit, au milieu d'une plaine marécageuse, située non loin de Preszaka. Il leur fut à peu près impossible de goûter le repos dont ils avaient tant besoin. Sans cesse, ils étaient éveillés par les jurons des gens qui formaient leur escorte, et qui se demandaient les uns aux autres s'il ne vaudrait pas mieux *en finir tout de suite avec ces chiens* que de se donner la peine de les conduire à Károlyfehérvár, où il seraient en sûreté! La nuit pourtant se passa, et l'on se remit en route. Mais une querelle surgit entre les Valaques, et ceux-ci se ruèrent à l'improviste sur l'administrateur des mines Nemegyei, qui fut frappé d'une balle. En s'affaissant, il laissa tomber son fils, un enfant de quatre ans, qu'il portait entre ses bras. L'enfant fut immédiatement percé d'une lance devant sa mère, qui elle-même fut blessée. La femme du docteur Decani, déjà frappée, se roulait sur le sol, essayant de se défendre avec ses mains ensanglantées, lorsqu'un des scélérats la voua à la mort d'un coup de lance, porté d'une manière *raffinée*. De la même manière, au milieu de tortures plus ou moins cruelles, succombèrent les infortunés compagnons de ces dames et de l'administrateur des mines. Environ 600 Hongrois furent en cet endroit victimes de la haine et du fanatisme, ce qui porte à plus de 2,000 le nombre total des habitants de Zalathna massacrés par les Valaques. La ville elle-même devint la proie des flammes.

Après ce premier exploit, les bandes de Janku se dirigèrent sur Károlyvár. Les habitants implorèrent la protection du général autrichien Horak. Ils le supplièrent de leur permettre au moins de chercher un refuge derrière les murs de la forteresse. Sur le refus catégorique du général, la garde nationale, quoique très-peu nombreuse, résolut de se défendre, afin que les Hongrois de Károlyvár ne subissent point le sort de ceux de Zalathna et de Nagy-Enyed. Les Valaques étaient 5,000; les

gardes nationaux 800. Ils sortirent résolûment, se ruèrent sur les assaillants, et, après une courte lutte, les dispersèrent. « Car ici, comme partout, fait remarquer le général Czetz, l'amour du pillage s'alliait à la couardise. »

Donc, l'héroïsme de quelques hommes avait sauvé toute une ville. Comment les en récompensa le général Horak? *Afin*, disait il, *d'éviter un nouveau conflit, le général fit désarmer la garde nationale*, et les Hongrois de Károlyvár en furent réduits à se réfugier dans Kolosvár et dans d'autres villes hongroises. Le général Czetz a bien raison de signaler ce fait « comme la page la plus noire des annales du gouvernement autrichien. »

« Nous ne pouvons pas nous empêcher de rappeler, ajoute-t-il, que le chef de ces incendiaires, de ces brigands, de ces pillards, dont les hauts faits dépassent tout ce que l'histoire moderne a enregistré d'atrocités, le nommé Janku, est le même que celui qui, plus tard, décoré par deux empereurs, fut salué à Vienne par le jeune François-Joseph de ces propres paroles : *Multum fecisti, Janku, vere multum fecisti!* »

Aux faits que nous venons d'accumuler, d'après le récit du général Czetz, nous pourrions ajouter cent nouveaux faits du même genre, puisés à d'autres sources. Contentons-nous d'en citer encore deux.

Un correspondant du *Siebenbürger Bote*, cité par le *Kossuth Hirlapja* du 28 décembre, raconte ce fait :

« Le 14 novembre, nous allâmes à Czebie, près de Kőrösbánya. Les Valaques de Kőrösbánya avaient détaché, quelques heures auparavant, les sept capitaines (chefs de bande) roumains, pendus par les brigands mongols (les Hongrois). Il les mirent dans des cercueils. Pendant qu'un pope faisait la cérémonie funèbre, les Valaques ordonnèrent à six Hongrois prisonniers de se pendre eux-mêmes. Les cordes étant trop

grosses, l'agonie de plusieurs d'entre eux se prolongea fort longtemps. Les Valaques se mirent à tirer dessus. »

Dans le comitat de Kõzép-Szolnok, le domestique valaque du baron Sigismond Huszár fit subir des tortures inouïes à son maître, et enfin lui coupa la tête. Cette tête, il alla la porter au colonel Urban, qui, en récompense, le nomma *commissaire impérial.*

Ce dernier trait est extrait d'une proclamation au peuple [1].

Mais ne multiplions point ces tristes citations. Qu'il nous suffise de dire que partout où il y avait des Hongrois, en Transylvanie, les scènes précédemment racontées se renouvelèrent. Pas une seule ville, pas un seul château magyar ne fut épargné. Une lettre, écrite dans l'automne de 1848, évaluait déjà le nombre des victimes à 2,000 familles. A quel chiffre devrait-on les porter de l'automne de 1848 à la fin de la guerre ?

VIII

Le général Baldácsi, nommé, par le gouvernement hongrois, commandant des troupes transylvaines, était un ancien officier autrichien. Il ne manquait pas d'habileté, mais il était incapable de tirer parti des masses indisciplinées qui, de toutes parts, lui offraient leurs concours. Agissant sans s'être

[1] *Kossuth Hirlapja*, 28 décembre.

préalablement tracé un plan d'ensemble, il se tint sur la défensive, s'occupant plutôt de protéger les villes menacées que de détruire l'insurrection par quelque marche audacieuse.

Cependant, presque toutes les fois que les petits détachements hongrois rencontrèrent en rase campagne les bandes valaques, ils les dispersèrent sans difficulté. Ainsi, non loin de Koltó, 40 hussards battirent près de 3,000 Valaques. Entre Nagylak et Vajdaszegh, 5 à 6,000 Valaques furent mis en déroute par moins d'une centaine de hussards, nouvellement levés, sous le commandement du capitaine Grégoire Bethlen. Ces deux exemples, dont nous pourrions sans peine augmenter le nombre, sont suffisants. En revanche, nous ne tairons pas une défaite honteuse, éprouvée près de Dées, le 25 novembre, par des Hongrois. On vit ce jour-là des gardes nationaux, que commandait le major Nicolas Katona, prendre la fuite à l'approche des bataillons du colonel Urban, et ne s'arrêter qu'arrivés dans leurs foyers. Seuls, les volontaires de la légion académique de Vienne, et un détachement de hussards remplirent leur devoir ; mais ils étaient trop peu nombreux pour sauver l'honneur de leurs camarades en présence d'un ennemi infiniment plus fort et mieux aguerri.

Après la prise de Maros-Vásárhely, les Austro-Valaques dirigèrent leurs opérations principales sur la capitale transylvaine. Le général Wardener, le lieutenant-colonel Urban, ensuite le général Gedeon, et enfin le général Kalliany, s'avancèrent de différents côtés vers Kolosvár. Baldácsi dut se hâter de concentrer le peu de troupes dont il pouvait disposer, et laisser ainsi à découvert toute la région comprise entre la Maros et l'Aranyos. Cette région devint aussitôt la proie de l'ennemi ; elle fut mise à feu et à sang. Pourtant il ne faut pas accuser Baldácsi, car les circonstances exigeaient que l'intérêt des particuliers fût sacrifié à l'intérêt général. Le 12 novembre,

donc, ayant réuni 2,000 honvéds et hussards, 1,500 hommes garde nationale et 6 pièces de canon, il marcha à la rencontre d'Urban. Il l'atteignit près de Szamos-Ujvár, le lendemain, n'hésita pas à l'attaquer, quoiqu'il l'eût trouvé dans une position dominante, et fut repoussé. Les troupes irrégulières se débandèrent et les autres suivirent. Baldácsi, désespéré, rentra le premier à Kolosvár.

Un corps de gardes nationaux venait d'y être envoyé de Hongrie. On résolut de se porter de nouveau au-devant des Austro-Valaques. Les troupes hongroises furent établies près de Szamos-Falva. Baldácsi fit, en personne, une reconnaissance superficielle, et revint vite à Kolosvár pour y tenir un conseil de guerre. Alors éclata une émeute, dont le résultat fut l'emprisonnement du commissaire Vay et du général Baldácsi, accusés de trahison. Mais, au même moment, la lutte s'engagea à Szamos-Falva, et bientôt l'armée, prise de panique, accourut tumultueusement chercher un refuge dans la ville. Quelques officiers supérieurs délivrèrent Baldácsi et Vay, et l'on se replia, dans la direction de la Hongrie, vers Gyalu. A Csúcsa, le major Czetz prit temporairement le commandement, et, assisté par plusieurs officiers d'une bravoure incontestable, le colonel Clément Mikes, les majors Bánffy, Bethlen, Inczédy et Baumgarten, il parvint à ramasser les fuyards attardés et à établir un certain ordre dans cette triste retraite.

Urban entra le 17 novembre [1] à Kolosvár, en même temps que les généraux Wardener et Kalliany.

Tous ces malheureux événements, arrivés coup sur coup, parurent légitimer les plaintes qui, de toutes parts, s'élevaient contre le commissaire Vay et le général Baldácsi. Le ministère

[1] Pour les opérations militaires, les dates des correspondances des journaux ne s'accordent point avec celles que donne le général Czetz. Nous avons préféré les siennes. Elles nous paraissent être plus sûres.

dut se décider à les traduire devant un conseil de guerre. Du reste, en présence des accusations auxquelles ils étaient exposés, ils demandèrent d'eux-mêmes à expliquer juridiquement leurs actes. Ni Vay, en effet, ni Baldácsi, ne s'étaient rendus coupables du crime de trahison. Ils avaient été timides, ils étaient restés indécis, voilà toute leur faute, faute énorme en des circonstances aussi graves.

IX

Pour achever de peindre le triste tableau des périls auxquels la Hongrie était exposée durant les derniers jours de l'année 1848, quittons la Transylvanie, où les Austro-Roumains sont pour l'heure les maîtres, et considérons ce qui s'est passé dans le Banat et dans les comitats voisins depuis les malheureuses attaques contre Szent Tamás, depuis la trahison et la fuite du général Bechtold, depuis l'arrivée de Lazare Mészáros.

Le ministre de la guerre n'avait pas encore pris le commandement en chef, et Bechtold n'était pas parti, lorsque, de l'autre côté de la Tisza, le colonel Ernest Kiss, ne pouvant plus retenir ses troupes qui réclamaient à grands cris la réparation des désastres éprouvés, commanda un mouvement offensif contre les Serbes. Le major Vetter, chargé de l'expédition, et marchant lui-même à la tête du 10e bataillon, attaqua, enleva à la baïonnette le camp retranché établi aux environs de Perlasz, — 2 septembre. — Parmi les bagag

abandonnés par l'ennemi, on trouva une caisse appartenant au chef Drakulich et qui contenait un document très-précieux, puisque, même avant la saisie de la correspondance de Jellachich avec le ministre autrichien, il établissait d'une manière incontestable la complicité de la cour de Vienne dans le soulèvement des Serbes. C'était une lettre écrite à l'archevêque Rajachich par le général impérial Spanoghy, commandant à Graetz. On y lisait notamment ce qui suit :

« Deux batteries, avec les munitions nécessaires, ont été » expédiées d'ici (de Graetz) pour Carlovitz; prochainement il » sera envoyé d'autres canons, etc., etc. »

Le colonel Kiss s'empressa de faire porter cette lettre à Pest, pour l'édification du ministère hongrois.

Le 10 septembre, les Serbes essayèrent de reprendre leur camp de Perlasz. Ils furent battus. Ils furent encore battus le lendemain, sous les ordres de Joannovitch; Vetter et Kiss les rejetèrent au delà de la Tisza.

On aurait pu, on aurait dû profiter immédiatement de ces trois avantages consécutifs, concentrer sur un même point les forces hongroises et tenter une attaque générale. L'arrivée du ministre de la guerre ne fut signalée par aucune opération de ce genre. Lazare Mészáros était sans doute un brave soldat, un honnête homme, un excellent patriote, mais il n'avait point les qualités indispensables à qui commande en chef. L'esprit d'organisation, l'audace, l'énergie, le coup d'œil juste lui faisaient absolument défaut. Sur un théâtre infiniment trop vaste pour lui, il se trouva donc dans l'impossibilité d'agir utilement. Il ordonna une nouvelle attaque contre Szent Tamás, mais il s'y prit si mollement que les Serbes eurent encore l'honneur de repousser les Hongrois (21 septembre). Il avait pourtant à sa disposition 10,000 hommes d'anciennes troupes et 15,000 irréguliers, et dans leur bourg, derrière leurs re-

tranchements de campagne, les Serbes étaient tout au plus au nombre de sept mille !

Après l'assassinat de Lamberg et la retraite du ministère Batthyány. Lazare Mészáros fut rappelé à Pest. Il se choisit pour successeur le général Eder, et il partit laissant les choses dans l'état où il les avait trouvées, même, il faut l'avouer, dans un état pire.

X

Déjà, lorsque Mészáros commandait l'armée, les officiers des vieux régiments avaient commencé à donner leur démission, ne voulant pas servir plus longtemps contre les Serbes. L'entrée de Jellachich sur le sol hongrois encouragea ces tendances antinationales et les défections se produisirent dans des proportions très-inquiétantes.

Veut-on savoir quelle extension prirent les intelligences des officiers, naguère Autrichiens, et alors au service de la Hongrie, avec les agents impériaux ? Il faut lire une lettre adressée, en date du 20 septembre, à l'ex-ban Jellachich par le consul général autrichien de Belgrade, et qui fut interceptée. Nous en citerons les principaux passages :

« Le général Hentzi, commandant de la forteresse de Pétervárad, vient de passer quelques heures chez nous (à Belgrade), en revenant de Vienne, de Pest et d'Eszék. Il nous a

» parlé des succès de Votre Excellence, et il est rempli d'en-
» thousiasme pour notre cause. *J'espère qu'avec sa coopéra-*
» *tion*, je pourrai faire passer *les Csajkistes à travers le pont*
» *et recevoir toute sorte de matériel de guerre*...

» Le colonel Blomberg m'a demandé une entrevue à Ver-
» setz ; je vais m'y rendre dans quelques heures.

» Hier j'ai eu, à Maria-Schnee, une conférence avec les
» généraux Blagoevits et Zahn, qui commandent sous les
» ordres de Hentzi à Pétervárad, et *j'ai également reçu l'assu-*
» *rance d'une véritable union militaire de toutes les parties de*
» *l'armée impériale royale, en tant que le permettent les prin-*
» *cipes de l'honneur et la dépendance actuelle de la Hongrie*.
» Dans le rayon de la forteresse de Pétervárad, *une espèce de*
» *trêve a été concertée. Par ce moyen, un bataillon de bonnes*
» *troupes a été rendu disponible pour d'autres entreprises*. »

Blageovits et Zahn, hâtons-nous de le dire, rompirent bientôt toute relation avec l'ennemi et arborèrent le drapeau tricolore. Hentzi, mandé à Pest, nia le fait dont il s'était rendu coupable. Néanmoins on crut devoir le retenir prisonnier dans la forteresse de Bude. Blomberg quitta le service, mais non sans avoir réussi à détourner de leurs devoirs nombre de ses collègues, jusqu'à des Hongrois.

Extrayons encore de la lettre du consul autrichien ce qui suit :

« Le colonel Kiss (Ernest), — à la suite de l'invitation que
» je lui ai faite de ne point porter les armes contre nous, invi-
» tation accompagnée des manifestes de Votre Excellence (Jel-
» lachich), — m'a mandé que le corps d'officiers, placé sous
» son commandement, avait aussitôt dépêché deux officiers su-
» périeurs à Vienne, pour prendre les ordres immédiats de

» l'empereur au sujet de la conduite à tenir vis-à-vis de la na-
» tion serbe ; il me proposa en même temps de suspendre les
» hostilités jusqu'au retour des délégués. »

Par bonheur, rapporte le général Klapka, auquel nous empruntons ces détails, par bonheur les deux délégués trouvèrent la route de Vienne, interceptée par l'armée de Jellachich. Ils furent presque témoins de la défaite de l'ex-ban ; ils en purent, du moins, rapporter la nouvelle à leurs collègues, ce qui ne dut pas les encourager à passer du côté des Serbes. Le colonel Kiss se repentit de son hésitation, de son oubli d'un moment ; par la suite, il demeura fidèle à la cause de sa patrie.

La lettre à Jellachich mentionne encore deux faits qu'il ne faut pas négliger :

1° Le consul autrichien eût trouvé « très-désirable, au point » de vue politique et civil, » que *les troupes auxiliaires* (envoyées de la Serbie turque) fussent *éloignées*.

2° Il annonçait à l'ex-ban que le chef des troupes nationales (serbes) avait été destitué par le comité *national*, à l'unanimité.

En effet, M. Stratimirovits venait de perdre le commandement. Mais comment et pourquoi lui avait-il été enlevé ? Sous l'influence de l'agent impérial, et parce qu'il n'était pas autrichien. Ce jeune homme représentait les tendances purement nationales des Serbes, et il était prêt à traiter avec le gouvernement hongrois sur des bases honorables. C'est ce que l'on empêcha en le rendant impuissant.

A propos de cette destitution, le témoin oculaire que nous avons plus d'une fois cité [1], dit que « le patriarche (l'archevêque)

[1] L'auteur anonyme de *Serbische Bewegung in Ungarn*.

n'avait pas approuvé les dernières entreprises de Stratimirovits dans le banat, et qu'*il voulait se mettre en meilleur accord avec l'Autriche.* »

Les Serbes se trouvèrent *dans le meilleur accord* avec l'Autriche, du moment où l'agent de celle-ci, Jellachich lui-même, eut nommé le colonel Mayerhoffer chef des forces serbes (30 septembre).

Pourtant Stratimirovits avait quitté Carlovitz, malgré la défense de Rajachich, et s'était rendu auprès de Knicsanin, qui commandait les auxiliaires venus de Serbie. Les troupes s'étaient prononcées pour leur jeune chef et contre celui que le Croate leur imposait. Sur ces entrefaites arriva le général voyvode Schuplikatz, chargé du commandement en chef. Grâce à lui, la division imminente fut arrêtée. Stratimirovits se réconcilia avec le métropolitain et resta vice-président du comité. Il n'avait plus de troupes à sa disposition ; il ne pouvait plus traiter, et le mouvement serbe était entre les mains des créatures de l'Autriche. N'était-ce pas là tout ce que, pour le moment, la cour pouvait désirer?

Elle désirait aussi, nous l'avons vu par la lettre du consul de Belgrade, l'éloignement des auxiliaires de Serbie. Était-ce simplement parce qu'ils étaient *étrangers* à l'empire, et pour éviter des complications diplomatiques? N'était-ce pas plutôt parce que leur présence donnait au mouvement serbe de Hongrie un caractère extra-autrichien? Quoi qu'il en soit, l'assemblée serbe de Kragujevatz[1] se déclara neutre à l'égard des affaires hongroises, et les auxiliaires rentrèrent dans leurs foyers par suite de cette déclaration. Seulement, on ne se plaignit point de ce que la frontière fût franchie par les volontaires serviens. Ces *volontaires* remplaçaient avantageusement les *auxiliaires* contre

[1] Si nous en croyons l'auteur de *Serbische Bewegung.*

les Magyars, et ils ne représentaient plus un gouvernement extérieur.

Pour remplir la caisse des insurgés, qui se vidait trop vite, le prince Karageorgevitz daigna souscrire pour 36,000 zwanzigers en faveur de ses nationaux autrichiens. Le gouvernement impérial ne pouvait que se réjouir en voyant ses auxiliaires mis à même de ne point lui demander d'argent. Il fut donc heureux de voir les Serbes s'imposer extraordinairement, par la volonté de leur comité, de 1 à 50 florins par mois[1], et il ne l'empêcha point d'émettre des assignats. Si tous ces actes, réception de dons volontaires, fixation d'impôts, émission de papier-monnaie, avaient pris à Carlovitz le même caractère qu'à Pest, certes l'Autriche s'y serait opposée. Mais à quoi bon? Les hauts sentiments du voyvode Schuplikatz et la timidité reconnue du métropolitain Rajachich la rassuraient assez. Entre de telles mains, le mouvement devait rester dynastique.

Cependant il arriva même, durant la lutte, que les Serbes se sentirent joués. Le patriote Stratimirovitch fut chargé d'aller à Ollmütz réclamer la reconnaissance officielle des anciens priviléges des Serbes. Il fut reçu sans doute avec amabilité, mais[2] on hésita à lui répondre sur l'objet de sa mission, et finalement il s'en alla sans avoir rien obtenu. Cela produisit un très-mauvais effet à Carlovitz, et il s'y forma un parti qui voulait rompre avec l'Autriche et était prêt à entrer en négociation avec la Hongrie. Or, la Hongrie était elle-même disposée à traiter, et elle avait même fait des ouvertures pour arriver à un arrangement « sur les bases les plus larges. » Le métropolitain se vit obligé de supplier le gouvernement autrichien de se hâter de faire droit aux réclamations de la nation serbe, sans quoi il se verrait obligé de céder à la pression

[1] Toujours d'après l'auteur de *Serbische Bewegung*.
[2] *Ibidem*.

populaire et d'agréer les ouvertures pacifiques des Hongrois. L'empereur Ferdinand écrivit, le 14 novembre, à « son cher archevêque Rajachich », et l'engagea *à ne point traiter avec les rebelles Magyars, à seconder les opérations de Windisch-graetz*, lui promettant qu'*après la guerre* les vœux légitimes de ses compatriotes seraient amplement réalisés.

XI

Pour présenter l'ensemble des relations de la rébellion serbe avec la cour autrichienne, à la fin de 1848, nous avons dû négliger un instant les événements militaires. Résumons-les brièvement d'après le récit du général Klapka [1].

Le 23 octobre, les Serbes, divisés en trois colonnes, attaquèrent les deux villes de O'Becse et de Török Becse. Devant la première, le colonel Fack les battit complétement. Mais, à Török Becse, le lieutenant-colonel Csuha et le major Rohonczy, se virent obligés de reculer devant des assaillants beaucoup plus nombreux, et de se barricader à l'intérieur de la ville. Les Serbes s'emparèrent des premières maisons, pillant, massacrant, brûlant tout sur leur passage. Cet horrible spectacle surexcita le courage des soldats et des habitants. Ils se précipitèrent en avant de leurs barricades, et une affreuse mêlée, à laquelle prirent part les femmes, et jusqu'aux en-

[1] *Der Nationalkrieg in Ungarn.*

fants, s'engagea dans les rues. Les Serbes reculèrent en désordre et allèrent se heurter contre un bataillon que Damjanich amenait, et qui acheva de les disperser dans tous les sens.

Cette double défaite amena une suspension d'armes, et, de part et d'autres on négocia. Le commissaire hongrois Beöthy, notamment, entra en pourparlers avec Rajachich. Mais à peine la nouvelle de la bataille de Schwechat fut-elle arrivée dans ces parages, que les Serbes se hâtèrent de reprendre l'offensive.

Les hostilités continuèrent, mais sur des points isolés. Ni les Serbes, ni les Hongrois ne se concentraient pour risquer une action décisive.

Le 7 novembre, le colonel Damjanich attaqua le camp de Lagerndorf. Après une résistance courte, mais très-vive, l'ennemi fut contraint à céder la place. Le troisième bataillon de Honvéds, sous le capitaine Charles Földváry, et le 9e, les *casquettes rouges*, firent des prodiges de valeur. Les hussards et les volontaires de Rósza Sándor poursuivirent les Serbes en les sabrant sans merci [1].

Quelques jours après, le 15, les impériaux éprouvèrent un nouvel échec devant Német-Bogsán. Les troupes régulières du

[1] Voilà la première fois que le nom de Rozsa Sandor se rencontre sous notre plume. Déjà célèbre par ses audacieux coups de main, il s'était laissé (steppe) prendre et condamner à la prison. Il s'en échappa et erra sur la puszta pendant des années, lorsque le ministère hongrois le gràcia, et lui permit de combattre, à la tête d'une bande enrôlée par lui, les ennemis de la patrie. Durant plusieurs mois, Rosza Sandor se conduisit en brave, en honnête homme, sans toutefois pouvoir discipliner ses hommes, et son escadron fut licencié à l'entrée de l'hiver. Après la défaite, il reprit son ancien métier d'habitant de la puszta, l'exerçant surtout contre les Autrichiens. Le gouvernement impérial le fit rechercher, traquer par des escadrons entiers. Jusqu'en 1857, il fut invincible, insaisissable, bien que l'on eût promis une récompense de 10,000 florins à qui le livrerait. Mais à la fin, il fut livré. Son procès s'instruit pardevant le tribunal de Bude.

général Appel furent repoussées par une poignée de soldats et de gardes nationaux.

Ces affaires étaient brillantes sans doute, mais elles ne produisaient rien de sérieux. Eût-il été possible de faire plus? Oui, sans doute. Les forces hongroises opérant contre les Serbes comprenaient alors 28,000 hommes. Elles étaient divisées en deux corps; celui du banat [1], sous les ordres du général Kiss; celui de Bács, que commandait le général Bakonyi. Elles possédaient 106 canons de campagne. Les forces ennemies, en y comprenant la garnison de Temesvár, ne s'élevaient pas à plus de 40,000 hommes, avec 140 ou 160 canons; elles étaient moins disciplinées, moins aguerries que celles des Hongrois, bien que leur noyau fût formé de bataillons autrichiens et de frontiériens serbes. Un général habile, et surtout énergique, en serait aisément et vite venu à bout.

Le général Kiss n'osa pas, ou plutôt ne sut pas oser. Mais il avait un lieutenant beaucoup plus capable que lui, le colonel Vetter. Kiss ayant été mandé à Pest, Vetter resta quelque temps à la tête du corps du banat. Son premier soin fut d'attaquer l'ennemi sur tous les points à la fois (30 novembre). L'attaque réussit partiellement. Pendant que, du côté du comitat de Bács, on occupait les Austro-Serbes par des marches simulées, le vaillant lieutenant-colonel Maderspach, avec le 9ᵉ honvéd, les *casquettes rouges*, tant redoutées, força les retranchements du « Pont du Diable », et contraignit les Serbes, mis en déroute, à se réfugier, les uns, dans la place de Pancsova, les autres, sur le territoire de la principauté de Serbie. Le même jour, le major Paul Kiss marcha sur Alibu-

[1] On appelle communément Banat les trois comitats de Torontal, Temes et Krasso renfermés entre la Tisza, la Maros, la Transylvanie et les districts frontières.

nár, repoussa deux détachements, mais se retira devant un corps d'armée supérieur. Enfin, la principale colonne, qui devait opérer contre Tomassovacz, ne put rien entreprendre, à cause de l'épaisseur du brouillard. En somme, l'attaque du 30 novembre, quoique heureusement combinée, avorta. Elle eut même pour effet de dévoiler les plans hongrois et de diriger l'attention de l'ennemi sur ses points faibles. Tomassovacz reçut immédiatement des renforts considérables, et le Servien Knichanin en prit le commandement.

Cependant le général Kiss était de retour. Le 5 décembre, il entreprit de renouveler la tentative de Vetter. Faute d'ensemble dans les attaques partielles, l'attaque principale sur Tomassovacz manqua. Les Serbes, il est juste de le reconnaître, se défendirent avec un véritable héroïsme.

XII

Vetter, élevé au grade de général, ayant reçu une autre mission, le major Georges Klapka fut chargé de la direction de l'état-major d'Ernest Kiss. Un nouveau plan fut alors concerté. On se décida à laisser de côté Tomassovacz et à se porter d'abord contre Carlsdorf et Alibunár.

Le 19 décembre Damjanich conduisit ses formidables bataillons de Honvéds, le 3ᵉ et le 9ᵉ, à Carlsdorf; les redoutes furent enlevées d'un bond, à la baïonnette. Une autre colonne, sous le major Gergely, se porta contre Ali-

bunár. Les Serbes, pris de panique, se retirèrent dans le plus grand désordre du côté de Pancsova. Alibunár, qui, depuis plus de six mois, était un des principaux foyers de la rébellion, l'asile où s'étaient formées tant de bandes de pillards et d'incendiaires, Alibunár fut brûlée par les Hongrois.

Damjanich, vainqueur, poursuivit sa marche. Mais la nuit l'obligea à s'arrêter à Jarkovatz. Il commit l'imprudence de loger ses troupes chez les habitants, tous Serbes, et de n'en faire bivouaquer qu'un très-petit détachement. Les habitants accueillirent les soldats avec un empressement très-vif, leur prodiguèrent le vin et l'eau-de-vie. A minuit, tout dormait, les Hongrois en réalité, les Serbes en apparence. Soudain, le canon et la fusillade retentissent. C'est le général voyvode Schuplikatz qui entre dans le village avec des forces considérables. Les Hongrois, à peine éveillés, sont assaillis et par l'ennemi et par leurs hôtes. Au milieu du plus sanglant désordre, Damjanich réussit, non sans peine, à grouper une partie, la moindre, de ses troupes, et à sortir de Jarkovatz. Puis, il prend position dans un endroit qui lui paraît sûr et attend. Au lever du jour, il lance sur l'ennemi l'infanterie de Wasa et ses *casquettes rouges*. L'ennemi se réfugie, se barricade dans les maisons. Les maisons sont enlevées une à une, et dans chacune les Hongrois retrouvent des frères horriblement mutilés. Un tel spectacle augmente leur fureur, double leurs forces, et quoique les Serbes leur soient supérieurs en nombre, ils les rejettent hors du village, en massacrant tout ce qui tombe sous leurs sabres ou se trouve au bout de leurs baïonnettes. Réunis aux détachements de Paul Kiss et d'Assermann qu'ils croyaient détruits, ils continuent à poursuivre l'ennemi. Celui-ci peut s'arrêter enfin, prendre position. Mais Damjanich l'attaque de nouveau, le bat et le force à fuir dans la direction de Pancsova (3-4 décembre).

Cependant la colonne principale avait, elle aussi, réussi à enlever les retranchements de Tomassovatz. La victoire était donc complète. Ni Kiss, ni Damjanich, assure le général Klapka, ne surent en profiter autant qu'ils l'auraient pu. La destruction complète de Jarkovatz et de Tomassovatz les obligea même à se retirer, pour trouver des logements à leurs troupes. D'autre part, le corps d'armée du comitat de Bács était resté ou restait à peu près inactif. Le successeur d'Eder, le général Bakonyi, s'était contenté de faire quelques petites expéditions sans succès contre O'Kér et Szireg (2 décembre). La défaite du colonel Mariássy, qui avait reçu l'ordre d'investir la forteresse d'Arad, et celle du lieutenant-colonel Nagy Sándor, qui devait tenir en échec la garnison de Temesvár achevèrent de troubler les plans du général Kiss. Il reprit son malheureux système d'éparpillement et de temporisation. Mais bientôt il se trouva incapable de comprimer l'impatience de ses troupes, et il lui fallut, à contre-cœur, commander une attaque contre Pancsova (3 janvier). En dépit de leur bravoure et de l'énergie de leurs chefs, Maderspach, Paul Kiss, Nagy Sándor et Vécsey, les Hongrois furent repoussés. La retraite, par un froid terrible, leur coûta plus que l'assaut inutile. De toute manière, cette expédition fut désastreuse, et l'armée rentra dans ses quartiers profondément affectée. On murmurait beaucoup contre le général Kiss, auquel, à tort ou à raison, on attribuait l'insuccès. N'était-ce pas sa faute si les Serbes, battus et démoralisés, avaient eu le temps d'augmenter les défenses de Pancsova, s'ils avaient repris courage, croyant que l'immobilité de leurs adversaires provenait d'un manque d'audace? Quoi qu'il en soit, l'armée n'avait plus la moindre confiance dans son chef, et une députation d'officiers supérieurs alla prier le commissaire du gouvernement, Sabbas Vukovich, d'engager Ernest Kiss à donner sa démission en faveur du colonel Damjanich.

Les choses en étaient là quand arriva de Pest l'ordre d'évacuer les parties habitées par les Serbes et de se retirer sur la ligne de la Maros. Sachant d'avance combien le général Kiss était opposé à ce projet, le comité de défense l'appela au siége du gouvernement pour occuper les fonctions peu actives de commandant général de Hongrie, et nomma à sa place l'officier que l'armée avait choisi en même temps que lui, l'énergique Damjanich.

Damjanich organisa immédiatement la retraite sur la Maros.

Il n'était que temps de confier l'armée à une direction plus énergique. En outre des fautes qu'ils avaient commises, Kiss et Bakonyi avaient compromis les succès des Hongrois en refusant, sous des prétextes plus ou moins plausibles, de fournir des renforts à l'armée principale, agissant contre Windischgraetz. Et alors si Görgey avait eu dix mille hommes de plus, dix mille hommes de troupes aguerries, n'aurait-il pas pu livrer bataille aux Autrichiens, sauver Bude-Pest, répondre à l'invasion par une victoire, décisive peut-être?

XIII

Mais n'anticipons pas davantage sur la marche régulière des événements. Pour revenir à Pest et sur la frontière, où Windischgraetz et Görgey sont en présence, il ne nous reste plus qu'à mentionner l'invasion du général Schlick. Le général Schlick quitta ses cantonnements de Gallicie et franchit la fron-

tière hongroise, le 6 décembre, à la tête d'une dizaine de mille hommes. Mais le lieutenant-colonel Pulszky, n'ayant à lui opposer que deux mille gardes nationaux, dut battre en retraite sur Eperjes, et de là sur la montagne de Kassa, où il prit position. La garde nationale des comitats voisins, au nombre d'environ dix mille hommes, la plupart armés de fusils de chasse et de piques, accourut se ranger sous ses ordres. Cependant, et malgré les avantages que lui offrait le terrain, il ne voulut pas accepter une bataille, croyant que ses troupes indisciplinées ne pourraient pas tenir devant une armée régulière. Le commissaire du gouvernement voulait tenter le sort des armes. Daniel Irányi objecta donc à Pulszky que le comité de défense était dans l'impossibilité de lui envoyer des renforts sérieux, et que, malgré la faiblesse de son armée, — il n'avait de soldats véritables que deux compagnies de Honvéds, à peine enrôlés et armés, — il ne devait pas, sans combat, laisser l'ennemi s'emparer d'une position telle que la montagne de Kassa, d'une ville aussi importante que Kassa, capitale de la Hongrie supérieure et en possession d'une manufacture de poudre.

Par suite de l'insistance du commissaire, le lieutenant-colonel attendit l'ennemi. Schlick attaqua le 11 décembre. Après une courte résistance, les gardes nationaux lâchèrent pied et bientôt se débandèrent complétement. Grâce à la bravoure d'une petite compagnie de Polonais, les canons hongrois furent sauvés. Ces braves légionnaires, que commandait Tchorzniczki, arrêtèrent, près de Bárcza, un détachement de cavalerie lancé à la poursuite des fuyards, et qui tourna bride après avoir perdu son commandant et plusieurs hommes.

Les Hongrois avaient laissé fort peu des leurs sur le champ de bataille. Néanmoins l'armée devait être considérée comme détruite. L'artillerie, les deux compagnies de Honvéds et la lé-

gion polonaise restaient presque intactes. Mais toute la garde nationale s'était dispersée, et ceux qui la composaient rentraient dans leurs foyers, criant contre le commandant et l'accusant de trahison. Pulszky n'avait peut-être pas déployé l'habileté et l'énergie nécessaire, mais pour sûr il ne s'était point fait battre de son propre gré.

Si Schlick, profitant de sa victoire, avait poursuivi sa marche en avant, il serait entré à Miskolcz, presque sans coup férir. Par bonheur, le général Schlick n'osa pas avancer. Il resta immobile durant une quinzaine de jours, et les Hongrois en profitèrent pour organiser une nouvelle armée.

Pulszky donna sa démission. Il fut remplacé par Mészáros. Irányi demanda également un successeur, parce qu'il ne connaissait pas le comitat de Borsod, devenu le théâtre de la guerre. Barthélemy Szemere y fut envoyé.

Mészáros obtint quatre ou cinq nouveaux bataillons de Honvéds. Les comitats environnants dépêchèrent leurs gardes nationaux. L'armée hongroise se trouva ainsi composée d'environ douze mille hommes. Le 4 janvier, elle fut dirigée devant Kassa. Mais l'ennemi qui occupait une position culminante et fortifiée la repoussa. Les gardes nationaux prirent encore la fuite et entraînèrent le gros de l'armée. La retraite, désordonnée, fut heureusement couverte par la brigade du lieutenant-colonel Aristide Dessewffy. Comme naguère, les gardes nationaux se dispersèrent dans leurs foyers.

L'échec de Mészáros était très-grave. Il pouvait avoir des conséquences fatales. L'ennemi n'était plus séparé de Debreczen, où le gouvernement venait de s'établir, comme nous le verrons plus loin, que par une distance de cinq ou six étapes ordinaires.

Schlick dut encore faire halte. Les comitats qu'il avait sur ses flancs, ou qu'il lui fallait traverser, étaient animés du plus ardent patriotisme et se levaient en masse. Il craignait de per-

dre ses communications avec la Gallicie en abandonnant sa base d'opérations, le comitat de Sáros, dont il était sûr.

Disons un mot de la triste conduite de ce comitat, au milieu duquel l'envahisseur impérial pouvait se croire en sûreté. C'est le seul de toute la Hongrie où la noblesse en majorité se soit montrée assez lâche pour se prononcer contre le gouvernement national au moment de l'attaque autrichienne.

Les nobles de Sáros, dont un grand nombre appartenait aux plus anciennes familles, étaient presque tous pauvres. L'abolition des priviléges leur avait paru extrêmement pénible, matériellement et moralement, car de tout temps ils s'étaient montrés ennemis des réformes populaires et amis de la conservation quand même. Le parti catholique de la bourgeoisie d'Eperjes était aussi réactionnaire que ces aristocrates, contrairement à la population de Kis-Szeben et de Bártfa. Quant aux habitants des campagnes, la plupart Slovaks de nationalité, ils ne se rapprochaient point de ces seigneurs qu'ils avaient massacrés lors du choléra de 1831 ; ils restaient indifférents, ne résistant qu'à l'enrôlement militaire.

Tant qu'ils demeurèrent ainsi réduits à leurs seules forces, les nobles de Sáros obéirent passivement aux ordres émanés du ministère national. Mais dès que l'occasion s'en présenta, ils passèrent à l'ennemi, espérant sinon recouvrer leurs priviléges, au moins en obtenir l'équivalent par de lucratifs emplois. Au commencement du mois d'octobre, sur l'invitation du général Simunich, ils décrétèrent en assemblée du comitat les fournitures des vivres nécessaires à l'armée impériale qui devait, dès le lendemain, entrer sur le territoire hongrois. C'est quelques jours avant le vote de cette décision par la congrégation qu'arriva le commissaire Irányi. Il la fit casser séance tenante, et menaça de la punition des traîtres quiconque fournirait de bon gré à l'ennemi des vivres et des fourrages. Les

magistrats se soumirent ou feignirent de se soumettre, de peur d'être destitués. Ils ne changèrent de conduite qu'après l'entrée de Schlick.

Dans la même circonstance, après l'invasion des Autrichiens et la retraite des troupes de Pulszky, les bourgeois d'Eperjes essayèrent de ne point obéir à l'injonction qui leur avait été faite de rejoindre l'armée. Mais le commissaire, resté dans la ville après le départ des troupes, les contraignit à les suivre. Seulement la défaite de Kassa leur permit bientôt de revenir chez eux, et alors, pour se venger de ceux qui avaient aboli tous les priviléges, franchises de bourgeoisie comme droits de noblesse, ils se joignirent aux anciens seigneurs et formèrent un petit corps de volontaires, sous les ordres du comte Étienne Szirmay. Celui-ci, nommé major dans l'armée autrichienne, conduisit sa poignée d'hommes derrière les Autrichiens. L'impudeur de leur trahison ne rendit pas braves ces bourgeois et ces nobles. Ils n'osèrent pas s'exposer au feu de leurs compatriotes, et ils se montrèrent si inutiles pour les Autrichiens, que ceux-ci durent les licencier.

TROISIÈME SECTION

DERNIERS TRAVAUX DE LA DIÈTE, A PEST. ABDICATION DE FERDINAND V.

XIV

Au milieu de tant de préoccupations absorbantes, il était impossible aux représentants du peuple de suivre le cours régulier de leurs travaux législatifs. La diète, durant les derniers mois de 1848, ne s'occupa guère que de questions de circonstance, c'est-à-dire de ce qui était immédiatement nécessaire pour défendre le pays.

Pourtant elle eut plus d'une fois l'occasion de toucher à des questions fondamentales, notamment lorsque, pour couvrir les dépenses de la guerre, elle dut aviser à la mise en exécution des lois financières. Elle avait décrété qu'à partir du 1er novembre commencerait la nouvelle année fiscale, que l'alimentation de l'armée s'effectuerait par voie de soumission, et que l'impôt do-

mestique serait réparti sur la totalité des habitants, mais provisoirement, car la loi sur l'assiette et la répartition des contributions n'avait pas encore été votée d'une manière définitive. Cependant, Kossuth ayant simplifié son projet primitif, elle en recommença l'examen. Le rapport de la commission centrale, qui apportait encore certaines modifications au nouveau projet ministériel, servit de base à la discussion.

Or, la commission proposait :

Que l'impôt foncier fût fixé à 4 p. 100 du revenu et;

Que l'impôt sur les maisons fût généralement établi d'après le loyer, mais, par exception, sur certaines bases équivalentes dans les endroits où la location ordinaire n'était point en usage; étant déduit 1 vingtième pour frais de réparation et de conservation, le reste de la somme, composant le loyer ou son équivalent, eût été chargé d'une contribution de 4 p. 100.

L'impôt sur les *absents*, — sur les Hongrois habitant les pays étrangers durant plus de six mois par an, sans cause valable, — montait au triple de l'impôt régulier.

Dans la distribution des charges nécessitées par les travaux publics, on devait prendre pour base, non point la contribution générale, mais le nombre d'attelages et d'individus mâles de la maison imposée. Le nombre de jours de travail à fournir eût été de quatre par an pour les travaux des comitats, et de trois pour les travaux des communes.

Étienne Bezerédy fit observer que, dans ce projet, le principe de la progression ne se trouvait plus respecté. Le président reconnut cette remarque comme étant juste; mais, à cause des circonstances difficiles, il réclama l'ajournement de l'application du principe progressif.

La majorité y consentit et le projet de décret[1] élaboré par la

[1] Depuis la rupture avec le roi, la diète ne votait plus des lois, lesquelles supposaient la sanction royale, mais des décrets (*hatarozat*).

commission fut presque totalement approuvé. Néanmoins, la partie relative aux travaux publics fut ainsi amendée :

— Les travaux publics seraient exécutés par les autorités au moyen d'ouvriers soldés ; chacun contribuerait à la dépense dans la proportion de sa cote générale, mais il serait loisible de fournir du travail manuel à la place de l'impôt en argent.

XV

La séance du 4 décembre fut très-importante. L'assemblée nationale eut à s'occuper de deux actes, qui pourraient être considérés comme la déclaration de guerre de l'Autriche contre la Hongrie, si auparavant n'avait eu lieu l'invasion de l'ex-ban Jellachich. Nous voulons parler du dernier manifeste de Ferdinand et de la première proclamation de son généralissime, le prince Windischgraetz.

Sa Majesté impériale, royale, apostolique, mandait aux populations hongroises qu'Elle envoyait le prince-maréchal au milieu d'elles pour mettre un terme aux illégalités commises par les rebelles, Kossuth et ses complices. Windischgraetz annonçait, de son côté, qu'il entrait en Hongrie pour comprimer la révolte, promettant le pardon à quiconque se soumettrait, menaçant de sa colère tous ceux qui essayeraient de résister.

La lecture de ces deux documents fut interrompue par des éclats de rire et des marques de mépris.

Ils n'avaient point officiellement été adressés à la diète, tous

les rapports ordinaires entre elle et le roi se trouvant interrompus. La diète les avait reçus indirectement par l'entremise des magistrats du comitat de Soprony, limitrophe de l'Autriche, auxquels l'ennemi les avait expédiés. C'est pourquoi l'un des membres du comité de défense, Ladislas Madarász, fit adopter par les représentants du peuple la déclaration suivante :

— Ces documents ne sauraient être authentiques ; ils ne peuvent être que des inventions de la camarilla ; ils sont et restent considérés comme nuls et non avenus.

Voilà une nouvelle preuve de la modération des pouvoirs nationaux et de leur excessif désir de se maintenir quand même sur le terrain de la légalité. Il était devenu évident pour tous que le roi n'avait jamais cessé de se faire le complice des intrigues contre-révolutionnaires. Et, néanmoins, diète et comité de défense s'associaient pour distinguer Sa Majesté de la cour, croyant trouver dans ce subterfuge un moyen de ne pas effrayer le peuple, de ne point ébranler la fidélité de l'armée à la cause libérale constitutionnelle !

XVI

Or, au moment même où les chefs hongrois s'efforçaient ainsi de dissimuler la réalité des choses, elle était hautement dévoilée par le gouvernement autrichien. Le 2 décembre, le roi-empereur se démit à Olmütz de tous ses pouvoirs ; son héritier présomptif, son frère, l'archiduc François-Charles

abandonna lui-même ses droits en faveur de son fils aîné, qui, déclaré majeur par un dernier décret de Ferdinand, monta sur le trône autrichien sous le nom de François-Joseph Ier.

On a expliqué de diverses manières les motifs de l'abdication de Ferdinand.

Quelques-uns ont prétendu que ce prince, s'estimant lié par le serment qu'il avait prêté en recevant la couronne, ne voulait plus consentir aux illégalités que l'on réclamait de lui ; qu'il lui répugnait notamment d'abolir la constitution hongroise, et de réaliser, au mépris de sa foi, le rêve de sa maison : l'unité de la monarchie autrichienne. Cette hypothèse trouve un appui dans la bonhomie naturelle de ce pauvre monarque. Nous n'osons donc pas la rejeter d'une manière absolue, quoique, précédemment, nous ayons montré Ferdinand se prêtant à des intrigues et à des trahisons auxquelles il n'aurait dû prendre aucune part si sa conscience eût été vraiment si scrupuleuse.

Il nous semble plus juste de penser que Ferdinand, se sentant trop faible pour dominer des événements d'une gravité extraordinaire, finit par céder aux obsessions de ses frères et de sa belle-sœur, l'archiduchesse Sophie, mère de son successeur. Ce qu'il dit en remettant à son neveu, âgé de dix-huit ans à peine, une couronne devenue très-lourde, nous paraît, jusqu'à un certain point, l'expression de la vérité.

Les deux proclamations impériales de Ferdinand et de François-Joseph parvinrent à la diète par voie privée. Le gouvernement autrichien les avait adressées à tous les comitats, à toutes les villes, et même à des cercles privés, mais non aux autorités nationales qu'il ne reconnaissait plus.

Dans la première de ces pièces, il est d'abord déclaré que « les grands événements qui se succèdent et l'incontestable » nécessité d'une réorganisation des formes du gouverne-

» ment, (réorganisation) à laquelle Sa Majesté a préparé la
» voie dès le mois de mars, ont amené le souverain à se convaincre qu'il faut des forces plus jeunes que les siennes
» pour accomplir cette grande œuvre. » C'est pourquoi Ferdinand V (I) renonce au trône impérial-royal, et son frère y renonçant aussi, la couronne passe à François-Joseph. L'ex-empereur-roi engage l'armée à servir son successeur aussi fidèlement qu'elle l'a servi lui-même ; il délie ses peuples de leurs devoirs envers lui, et les excite à les remplir à l'égard de son neveu ; enfin, il forme des vœux pour le prompt rétablissement de la tranquillité publique et pour le bonheur de ses peuples.

En son manifeste, contresigné par le prince de Schwarzenberg, François-Joseph Ier annonce son avénement, et trace en ces termes le nouveau programme de la politique de l'empire :

« Convaincue de la nécessité et de la valeur des institutions libérales, Sa Majesté entame avec confiance la mission qui lui incombe de réorganiser et de rajeunir toute la monarchie.

» La vraie liberté, l'égalité des droits de toutes les nationalités de l'empire, ainsi que celle de tous les citoyens devant la loi, mon moins que la participation des mandataires du peuple à la législation, telles seront les bases sur lesquelles *la patrie* se relèvera dans son ancienne grandeur, » etc., etc.

La patrie? Quelle patrie? Car il n'exista jamais de *patrie autrichienne* pour l'immense majorité non allemande des habitants de l'empire d'Autriche.

Le nouvel empereur s'expliquait très-clairement lorsqu'il disait un peu plus loin :

« J'espère que je réussirai à *réunir dans un tout unitaire* » tous les pays et toutes les races de la monarchie. »

Ces deux proclamations, lues à la diète autrichienne, qui siégeait alors à Kremsir, furent accueillies par les applaudissements de la majorité des députés.

Il n'en fut pas de même à la diète de Pest, le 4 décembre.

On y comprit fort bien la signification de ce fameux passage du second manifeste, où le nouvel empereur émettait la double idée de l'égalité des droits de toutes les races et de l'unité de l'empire centralisé en un seul corps. Ce second point, c'était le rêve séculaire des Habsbourg enfin mis quvertement en pratique. Le premier n'était qu'un leurre, destiné à faire passer l'autre en flattant les utiles alliés de l'Autriche, les Croates, les Serbes, toutes les populations en guerre avec les Hongrois.

En effet, que l'on y regarde bien, centralisation et égalité des droits des races, sont deux idées qui s'excluent. Avec le système de la centralisation, l'égalité des droits des races ne peut pas être une vérité. Oui, sans doute, dans l'empire d'Autriche *régénéré* les races sont *égales*, courbées, écrasées sous un despotisme unitaire. Mais où sont leurs *droits?* Ils ont été rejoindre dans le néant la liberté, promise aussi dans le manifeste du 2 décembre 1848, la participation des citoyens à la confection des lois, et autres billevesées constitutionnelles, que le gouvernement autrichien paraissait prendre presque au sérieux quand il avait besoin des peuples pour écraser les peuples.

XVII

Les hommes qui présidaient à la défense des droits de la Hongrie n'avaient certes point prévu l'abdication de Ferdinand V et l'avénement de François-Joseph. Mais ils comprirent du premier coup la portée de ce brusque changement, et dans quelle situation nouvelle il plaçait le pays vis-à-vis de l'empire.

Les anciennes constitutions du royaume n'avaient pas fait mention expresse de la renonciation du roi à la couronne. Cependant il ressortait de l'ensemble du droit public que les liens qui unissaient le monarque à la nation ne pouvaient pas être rompus par la seule volonté du monarque. En effet, d'après les lois fondamentales, nul souverain ne pouvait gouverner s'il n'avait préalablement juré de respecter les institutions et libertés hongroises, s'il n'avait été couronné de la couronne de saint Étienne, avec l'agrément et en présence de la diète représentant le pays. Par conséquent, la démission de Ferdinand et la prise de possession du trône autrichien par François-Joseph ne pouvaient pas légalement obliger la Hongrie.

Le 7 décembre, l'assemblée nationale de Pest décréta à l'unanimité la protestation suivante :

« Considérant que le roi ne peut pas abdiquer sans le con-
» sentement de la nation, vu que leurs rapports reposent
» sur un contrat bilatéral;

» Considérant que celui-là seul peut être reconnu roi de » Hongrie qui serait héritier immédiat, aurait conclu avec le » pays le pacte du couronnement, aurait juré d'observer les » lois et constitutions, et enfin aurait été couronné avec la » couronne de saint Étienne;

» Considérant que lorsque le roi se sent incapable de rem- » plir ses devoirs de souverain, il appartient à la nation de » pourvoir provisoirement au gouvernement du pays;

» La diète déclare :

» Qu'il n'appartient à personne de disposer à son insu de la » couronne hongroise;

» Et que, pour cette raison, il est défendu, sous peine de » haute trahison, d'obéir à celui que les lois, la constitution et » la diète ne reconnaissent pas comme (souverain) légitime, » et dont au contraire toute ingérence dans le gouvernement » de la Hongrie est réputée usurpation. »

Ainsi, tout en se refusant à reconnaître l'autorité inconstitutionnelle de François-Joseph I[er], la Hongrie n'osait pas encore profiter d'une occasion aussi favorable pour rompre avec la dynastie autrichienne et se déclarer tout à fait indépendante.

Cependant on y songea à l'assemblée nationale, et Ladislas Madarász en fit immédiatement la proposition. Mais lui-même il recula bien vite devant cette extrémité révolutionnaire, et il se soumit à l'opinion modérée de l'immense majorité de ses collègues.

« J'accepterais, s'écria-t-il, j'accepterais volontiers l'abdica- » tion en mon nom propre et au nom du parti auquel j'appar- » tiens; je serais porté à mettre à la place du souverain dé- » missionnaire une autre forme de gouvernement. Et pourtant, » cédant à la majorité qui cherche le salut dans la négation, je

» fais le sacrifice de mes vues, afin que nous restions una-
» nimes! »

Donc, vis-à-vis de l'Autriche, la Hongrie conserva une position mixte. Néanmoins, elle inclinait un peu plus qu'auparavant vers l'indépendance absolue. Le comité de défense changea le sceau de l'État : il y laissa les armes du royaume, mais il supprima la couronne, emblème de la royauté. Néanmoins, il conserva dans les diplômes délivrés aux officiers supérieurs la clause monarchique : *sauf confirmation ultérieure*.

XVIII

Cependant la prise de possession du trône par François-Joseph pouvait faire craindre l'enlèvement de la couronne de Saint-Étienne, et, la crédulité populaire considérant ce joyau comme le *palladium* de la nationalité, il importait que la sainte couronne restât entre les mains des défenseurs de la patrie.

Deux fois déjà le gouvernement avait examiné le coffre-fort qui renfermait les insignes royaux, et il lui avait suffi de constater que les scellés y étaient restés intacts. Mais, à la séance du 11 décembre, le représentant Jean Besze ayant réclamé qu'il fût officiellement reconnu que la couronne et les bijoux du couronnement étaient toujours en Hongrie, dans le château de Bude, la diète délégua douze de ses membres pour s'assurer du

fait. La commission se rendit au château, sous la conduite du garde-couronne, Ürményi. Le second garde-couronne, le baron Vay, ayant envoyé ses clefs, on put ouvrir les trois portes de la salle et deux serrures du coffre-fort; mais il fallut s'arrêter là. La troisième clef manquait; elle était gardée à Vienne. Un serrurier ne put ouvrir la troisième serrure, et, sur l'avis du comité de défense, on ne la fit pas forcer. Tous les cachets, brisés ou à briser, — neuf en tout, — étant intacts, la commission diétale, comme le comité, se trouva suffisamment assurée de la conservation de la sainte couronne.

A la veille d'une seconde invasion, il était nécessaire de surexciter l'enthousiasme du peuple, et surtout de le mettre en garde contre les calomnies que l'ennemi ne manquerait pas de répandre. C'est dans ce but que l'assemblée nationale fit rédiger une proclamation qui fut approuvée le 8 décembre, et aussitôt répandue.

XIX

L'accord de toutes les classes était indispensable, et il importait d'intéresser chacune d'elles au salut de la patrie. On avait déjà fait en faveur du peuple tout ce qu'on avait jugé conforme aux circonstances. On crut devoir songer un peu aux ecclésiastiques et aux nobles.

Le président du comité de défense publia le 22 décembre dans le *Kossuth Hirlapja* un décret en vertu duquel les prêtres dont le revenu ne montait pas à 300 florins (l'habitation

non comprise) recevraient désormais du trésor la somme nécessaire à leur constituer ce minimum de salaire.

L'assemblée nationale élabora un projet de loi destiné à indemniser au plus vite les anciens propriétaires qui avaient perdu les corvées et la neuvième. L'enquête préalable, entreprise, ordonnée dès le mois d'avril ou de mai, se trouvait forcément suspendue par la guerre, et la guerre pouvait durer longtemps encore. Était-il juste de faire attendre les anciens seigneurs sans leur donner quelques à-compte sur les compensations pécuniaires dont la loi les avait favorisés? La commission centrale des bureaux de la diète ne le crut pas, et elle proposa de partager les indemnités à répartir en neuf classes, répondant chacune à la nature des sessions agricoles perdues par les ex-seigneurs : 700 florins seraient attribués à la première classe, 300 à la dernière. En attendant la fixation sûre desdites classes, un à-compte de 300 florins serait donné pour la perte d'une session de colon, 60 florins pour la perte d'une session d'inquilin ayant une maison.

Les inquilins n'ayant pas de maison ne seraient l'objet d'aucune indemnité.

Les communes, rachetées à leurs propres frais depuis le 1er janvier 1833, seraient indemnisées comme les seigneurs; on leur rendrait la somme qu'elles avaient payée.

Relativement à la dîme du vin, les vignobles seraient divisés en quatre catégories, et l'indemnité s'élèverait à 80, à 60, à 40 ou à 20 florins par arpent. Seulement les possesseurs de vignobles se rachèteraient seuls; ils pourraient traiter avec les propriétaires et stipuler des termes de payement, dont la longueur ne devrait pas cependant excéder dix années.

Une commission regnicolaire, composée de deux députés et d'un magnat, aurait à dresser un tableau des sessions et à ordonnancer les avances.

Les avances, ordonnancées par la commission, seraient soldées par le ministère des finances au moyen d'obligations portant intérêt à 5 pour 100. Les avances inférieures à 2,000 florins seraient payées comptant, et, à cette fin, le ministère des finances émettrait des billets ne portant pas intérêt jusqu'à concurrence de 18 millions, sans toutefois que, cette dernière émission comprise, la somme des billets à émettre pût dépasser 61 millions de florins, chiffre du crédit voté par les chambres.

La discussion fut engagée le 23 décembre. Elle occupa encore la séance du lendemain. Ladislas Palóczy critiqua le projet de la commission et réclama l'unité de l'indemnité : 400 florins par session, quelle que fût la contrée, quelle que fût la qualité de la terre. D'autres députés insistèrent pour que l'indemnité fût strictement fixée et répartie comme il avait été décidé précédemment, en principe, s'obstinant à réclamer une évaluation détaillée, laquelle, très-difficile, très-longue à établir, était pour l'heure impossible.

On en vint aux voix à la fin de la séance du 24. 107 voix se groupèrent autour de la motion de Palóczy, 83 votèrent contre. Le nombre des votants n'étant pas suffisant d'après le règlement, on renouvela le scrutin le 27. Le projet de la commission fut définitivement rejeté par 117 voix, l'emportant sur 89. Mais lorsque l'on allait passer au vote sur la seconde proposition, l'assemblée ne se trouva plus au complet. Afin de ne pas donner définitivement gain de cause à la motion de Palóczy, certains députés, plus soucieux de leurs intérêts privés que des intérêts du peuple, s'étaient prudemment esquivés. La motion, par suite de leur absence, ne put réunir que 102 voix contre 91. On devait donc voter une troisième fois. Les événements interrompirent brusquement les travaux de l'assemblée.

QUATRIÈME SECTION.

RETRAITE DE GÖRGEY. — ÉVACUATION DE PEST.

XX

Depuis six semaines, Windischgraetz ne bougeait pas. Pendant ce temps-là, Görgey, qui avait établi son quartier général à Presbourg, s'occupait de réorganiser et d'aguerrir son armée. En même temps, il ne négligeait pas de faire exécuter des reconnaissances dans la direction de l'ennemi. Ces marches et contre-marches produisirent plusieurs petits engagements dans lesquels l'avantage resta presque toujours aux Hongrois. Le 1er décembre, notamment, la brigade Kosztolányi obtint un brillant succès. D'autre part, se voyant attaqué sur son flanc droit par le général Simunich qui, arrivant de Gallicie avec 7 ou 8,000 hommes, avait déjà dispersé les gardes nationales d'Ordódy et occupé Nagy-Szombat, Görgey dut détacher 10,000 hommes sous le commandement du colonel Guyon.

Les Autrichiens n'attendirent pas les Hongrois; ils s'enfuirent en Moravie.

Cependant l'immobilité de Windischgraetz commençait à faire espérer qu'il n'oserait pas entamer une campagne d'hiver, quand tout à coup, le 15 décembre, son premier corps d'armée franchit la frontière sur plusieurs points à la fois. Le généralissime impérial s'avançait à la tête de 50 ou 60,000 hommes, et le général en chef hongrois n'avait pas plus de 22 ou 24,000 soldats, lesquels se trouvaient encore affaiblis par leur dispersion sur un très-grand espace. La résistance immédiate était donc impossible, et le général en chef agit sagement en commandant la retraite. Mais soudain il changea d'idée et transmit à tous les chefs de corps un second ordre contraire au premier. Les commandants durent garder leurs positions, attendant pour se replier que l'ennemi les eût attaqués réellement et avec des forces supérieures.

Les Impériaux attaquèrent, les petits détachements hongrois résistèrent, et, après d'inutiles exploits, furent contraints de céder à la pression des masses autrichiennes. Effectuée dans ces conditions déplorables, la retraite devint très-pénible. La plupart des corps subirent des pertes sérieuses, soit en s'exposant aux coups de l'ennemi, soit en faisant des marches forcées à travers les marais du Hanság, comme la brigade Zichy. Une partie de l'armée faillit même être coupée par les Autrichiens et mise dans l'impossibilité de se retirer vers l'Est.

Ces divers mouvements fournirent à plusieurs officiers, notamment au chef d'escadron Pöltenberg, aux majors Sréter et Kmety l'occasion de se distinguer. Non loin de Pahrendorf, Kmety, qui commandait un bataillon dans la brigade du lieutenant-colonel Léopold Zichy, parvint, à force de bravoure et d'habileté, à couvrir la retraite du corps principal, que la désertion subite des officiers du vieux bataillon de Wasa venait de

mettre en désordre. Ailleurs, à Nagy-Szombath, où le major Guyon avait été détaché par Görgey, une poignée d'hommes résista héroïquement aux troupes infiniment plus nombreuses du général Simunich, et se retira en bon ordre, diminuée des deux cinquièmes.

Ce fait d'armes, du moins à cause de la bravoure qui fut déployée dans la défense, mérita l'admiration de tous les patriotes, et le gouvernement fit célébrer par le primat de Hongrie, assisté du corps épiscopal, un service solennel en l'honneur des braves tombés sur le champ de bataille de Nagy-Szombath. Les deux chambres assistèrent à cette cérémonie funèbre. Le peuple, lui aussi, voulut célébrer la mémoire des héros patriotes. A l'appel du *Cercle de l'Égalité*, il se rassembla (26 décembre) dans la salle de l'assemblée nationale et couvrit de ses applaudissemeuts enthousiastes de brûlantes paroles de regret pour les hommes et d'espoir pour la cause. La mère de Kossuth apparut dans cette réunion populaire, vêtue de deuil, et on l'entendit déclarer qu'elle ne quitterait son triste costume qu'après la délivrance de la patrie. Cette noble femme est morte à Bruxelles, fidèle à son vœu.

XXI

Les différents corps hongrois dispersés sur la rive droite du Danube s'étaient repliés sur M. Óvar et sur Mosony. Là, pendant que le gros de l'armée gagnait Győr, l'arrière-

garde soutint contre la cavalerie de Jellachich un très-brillant combat (18 décembre). Les majors Cornélius Görgey, Léopold Zichy et Szegedy luttèrent avec tant d'ardeur que les lourds dragons d'Autriche furent dispersés, mis en déroute par les légers hussards de Hongrie.

La ville de Győr (Raab) avait été pourvue de fortifications passagères, et le comité de défense désirait qu'elle fût défendue. Ordre avait été donné à Perczel d'accourir en toute hâte de la Drave pour venir opérer sa jonction avec Görgey. En même temps plusieurs bataillons du bas Danube arrivaient, le major Nemegyei organisait un corps franc sur les bords du lac Balaton, et les habitants des comitats voisins étaient en masse appelés aux armes. Par malheur, les fortifications de Győr se développaient sur une trop vaste étendue, et les renforts annoncés ne purent arriver à temps. Il fallut évacuer la ville.

Continuant donc sa retraite du côté de la capitale, l'arrière-garde de Görgey fut attaquée, le 28 décembre, près de Bábolna, et l'ennemi la culbuta. Dans cette malheureuse affaire, le bataillon dit « du prince de Prusse » fut presque entièrement détruit. Son chef, le major Szél, fait prisonnier après avoir reçu seize blessures, fut traduit devant un conseil de guerre et condamné à douze ans de travaux forcés.

L'armée hongroise atteignit Bicske le 29 décembre. Là, Görgey reçut l'ordre de tenir tête à l'ennemi [1]. Görgey a lui-même avoué qu'on lui désigna les montagnes Vertes comme devant servir de ligne de défense, mais qu'il ne les trouva pas tenables faute de défilés, et que, pour cette raison, il ramena son armée en deçà, à Bicske. Il n'a pas dit si on lui commanda de risquer une lutte aux portes de cette ville. Pourtant un

[1] V. La *Biographie de Maurice Perczel*, écrite d'après des notes fournies par lui même, à la suite de *Defense of Komorn by colonel Thaly*.

ordre exista, sinon de tenir Bicske, au moins de livrer bataille aussitôt après la jonction de Perczel. Görgey, n'étant point attaqué, resta deux jours immobile, le 29 et le 30 décembre. S'étant convaincu que sa position pouvait être tournée, il paraissait déjà n'être pas disposé à la défendre, lorsque des fuyards lui apprirent que le corps de Perczel venait d'être battu et dispersé.

XXII

Après la prise du corps de Roth et de Philippovics, le colonel Maurice Perczel s'était dirigé du côté de la Croatie. Vainqueur des troupes austro-croates du général Nugent, il avait forcé le passage de la Mura, était revenu à Letenye, puis, de nouveau, franchissant la rivière, il avait chassé l'ennemi de toute cette partie du sol hongrois. (Milieu de novembre.)

Dans le Muraköz, contrée enclavée entre la Mura et la Drave, habitée par des Croates, mais n'appartenant pas à la Croatie, il avait trouvé les habitants fort attachés à la cause hongroise, malgré leur origine et malgré leur voisinage avec les Croates séditieux. Il avait donc pu sans danger évacuer le Muraköz et s'avancer en Styrie, jusqu'à Friedau, où une armée autrichienne, plus nombreuse et dans une position meilleure, fut par lui surprise et défaite.

Tant de succès, obtenus avec une merveilleuse rapidité, avaient mérité à Perczel le grade de général. Au moment de

l'invasion de Windischgraetz, il reçut l'ordre de venir rejoindre à Györ le corps de Görgey. Mais ce général ne s'étant point maintenu dans cette position, Maurice Perczel se trouva contraint à chercher un point de jonction plus rapproché de la capitale. Il marcha sur Moor, et s'y arrêta sur le commandement du comité de défense, pour s'opposer à la marche de l'ennemi, et coopérer de la sorte avec Görgey, auquel, — lui écrivait le comité, — des instructions analogues avaient été expédiées[1].

Par malheur, celui-ci, non-seulement n'avait pas l'intention d'obéir, mais encore il haïssait Perczel depuis ses démêlés avec lui, lors de la prise du corps de Roth et Plilippovics. Au lieu de se concerter, les deux généraux agirent chacun d'après leur inspiration propre, et ce défaut d'entente eut de funestes conséquences.

Maurice Perczel, qui avait à peine 5 à 6,000 hommes, se trouva en présence d'environ 25,000 impériaux, sous les ordres de Jellachich, que Windischgraetz avait détaché à l'effet de tourner l'armée de Görgey. Obéissant à ses supérieurs, le brave général hongrois engagea la lutte (30 décembre), et le nombre l'emporta sur le courage.

La défaite de Moor était matériellement peu importante; les Hongrois avaient fait des pertes minimes, et leur armée, battue, pouvait peu après être ralliée et remise en ordre. Cette bataille eut néanmoins des résultats considérables; elle nécessita l'abandon de la capitale par le gouvernement et par la diète. Aussi critiqua-t-on très-vivement le général qui l'avait livrée. Plus tard, par-devant l'assemblée natio-

[1] Le général nous a montré la lettre du comité de défense, dans laquelle on lui enjoignait de résister à l'ennemi, des ordres analogues étant expédiés à Georgey. Il est hors de doute que celui-ci les reçut également, le courrier qui porta la dépêche à Perczel ayant passé par le camp de Gorgey.

nale, Perczel se justifia pleinement. S'il faut accuser quelqu'un en cette circonstance, certes ce n'est point Maurice Perczel. La responsabilité du désastre incombe, soit au gouvernement qui avait commandé d'accepter le combat, soit à Gõrgey qui était resté immobile.

XXIII

Gõrgey ayant refusé d'accepter la lutte, et Perczel ayant été battu à Moor, il devint de toute nécessité de résoudre la question précédemment posée relativement à la translation du gouvernement et de l'assemblée nationale en un endroit sûr. Pest restait désormais ouverte à l'ennemi. Les tranchées, élevées naguère sur la rive gauche, n'auraient pas tenu devant une première attaque. Quant à Bude, la ville intérieure, pourvue d'une enceinte fortifiée, n'était point en état de supporter un siége, et si le *comité de défense et la diète* se fussent enfermés dans le château, ils y seraient restés sans ressources et impuissants, toute communication leur étant coupée avec le pays et l'armée.

Le 30 décembre, sur l'invitation de la chambre des représentants, le président Pázmándy somma le gouvernement d'exposer la situation du pays en général, et celle de l'armée en particulier.

Dès le lendemain matin, les deux chambres réunies en conférence mixte, écoutèrent l'exposé du président du comité de

défense au milieu d'une grande agitation. La nouvelle de la défaite du général Perczel était arrivée dans la nuit.

La discussion roula sur deux points principaux :

1° La translation du siége du gouvernement ;

2° L'envoi d'une députation à Windischgraetz.

Kossuth prit l'initiative de la proposition relative à l'évacuation de la capitale. Selon lui, quoique Pest fût le cœur du pays, sa chute n'impliquait pas l'anéantissement de la résistance nationale. Les Turcs, fit-il remarquer avec beaucoup d'à-propos, les Turcs l'ont possédée pendant cent cinquante-deux années : durant ce siècle et demi, la Hongrie cessa-t-elle d'exister ?

Pour l'envoi d'une députation au général en chef ennemi, Kossuth déclara ne point s'opposer à cette mesure de précaution, mais personnellement n'en espérer aucun résultat.

Le soir du même jour, — 31 décembre, — à six heures, les deux points posés en conférence secrète furent discutés en séance publique.

Louis Batthyány demanda alors que le *comité de défense* partît seul immédiatement, et que la diète restât encore à Pest, attendant le rapport de la députation qui serait envoyée à Windischgraetz. Ce rapport reçu, la diète, elle aussi, se rendrait au nouveau siége du gouvernement, ou bien, — tel était l'avis préféré du comte, — elle se prorogerait à une époque indéterminée.

Il est aisé de comprendre combien eût été périlleuse cette séparation de la diète et du comité. Hors de l'excitation patriotique de Kossuth, la diète aurait peut-être plié sous la menace de l'ennemi, et, sans l'appui permanent des légitimes représentants de la nation, le président du comité se serait trouvé réduit à n'être plus qu'un chef de partisans. De toute manière, le pouvoir exécutif, séparé du pouvoir lé-

gislatif, n'aurait pas pu agir avec énergie et avec efficacité.

Vivement combattu par Ladislas Madarász et par le vice-président de la chambre haute, Sigismond Perényi, le comte Louis Batthyány retira sa malencontreuse proposition. L'assemblée adopta la translation de la diète et du gouvernement à Debreczen.

Un comte suprême, qui ne se faisait pas d'illusion sur le courage d'un grand nombre de magnats, ses collègues, Hunkár, réclama la peine de mort contre tout membre de l'une et l'autre chambre qui ne se rendrait pas à Debreczen. Mais Kossuth et Batthyány s'élevèrent avec force contre l'adoption de cette mesure. Ils n'entendaient contraindre personne à l'accomplissement du plus sacré des devoirs ; ils voulaient que chacun restât libre ou de trahir ou de risquer sa tête pour sauver la patrie. D'ailleurs, si l'idée de l'honorable comte suprême eût été adoptée, quelle opinion le pays se serait-il faite d'un pouvoir législatif que la crainte de la mort aurait paru seule empêcher de se dissoudre?

On passa donc purement et simplement à l'ordre du jour sur cet amendement.

Aussitôt après, on procéda à la nomination de la députation à déléguer vers le général en chef de l'empereur. Georges Mailáth, juge du royaume, le comte Antoine Mailáth, ancien archichancelier, Joseph Lonovics, archevêque d'Eger, Louis Batthyány et François Deák, furent choisis pour en faire partie.

Relativement à Louis Batthyány, Sigismond Perényi souleva un incident qui mérite d'être noté. Selon Perényi, il était périlleux que l'ancien chef du ministère national fût chargé d'une pareille mission. Le noble comte crut voir de la défiance à son égard dans cette remarque qui n'était faite que dans son intérêt particulier. Sentant bien que la terrible situation du

pays était due en partie à ses propres fautes, il tint à honneur de travailler personnellement à les réparer, s'il était temps encore, et obtint de rester membre de la députation.

A cette députation, aucune instruction de détail ne fut donnée. Elle devait essayer de conclure un armistice avec Windischgraetz, puis, de son camp, se rendre à Vienne, où elle eût fait auprès de François-Joseph une tentative de pacification.

XXIV

Conformément aux décisions de l'assemblée nationale, le comité de défense, le 1er janvier 1849, partit de Pest pour Debreczen. Il emporta avec lui la couronne de Saint-Étienne, la planche aux billets de banque, le matériel des manufactures d'armes, etc.

Le nouveau siége du gouvernement avait été très-heureusement choisi.

Debreczen est située à environ quinze lieues par delà la Tisza, au milieu d'une plaine immense, où les villages, assez rares, sont fort éloignés les uns des autres. Elle se trouve protégée, d'abord par la rivière, ensuite par les routes impraticables en hiver. D'autre part, seconde ville du royaume par sa population d'environ cinquante mille âmes, elle offre de grandes ressources pour l'organisation militaire. Enfin, elle

forme, pour ainsi dire, le vrai centre de la race magyare pure, sur le patriotisme de laquelle il était permis de compter presque à l'infini.

Avant de quitter Pest, le comité de défense avait chargé le général Vetter, ministre de la guerre par intérim, de pourvoir à la défense du pays.

Vetter réunit un conseil de guerre, le 4 janvier. Il était présidé par le commissaire du gouvernement, Ladislas Csányi, et se composait du général-ministre, des généraux Perczel, Görgey, Lázár, Répásy, et de quelques officiers d'état-major.

Considérant que les forces de l'ennemi étaient de beaucoup supérieures à celle des Hongrois, qu'il était impossible de défendre la ligne du Danube, vu que ce fleuve, étant glacé, pouvait être très-aisément franchi par l'armée autrichienne, le conseil reconnut la nécessité d'évacuer Bude-Pest sans combattre. En même temps, il prit diverses mesures d'ensemble, destinées à réparer les désastres éprouvés. Görgey, se dirigeant vers le nord-ouest, dut attirer les principales forces de l'ennemi dans cette direction, et, par conséquent, l'empêcher d'agir du côté de la Tisza. Derrière cette rivière, l'armée hongroise se reformerait, se concentrerait, pour reprendre au besoin l'offensive. Cette armée principale serait composée de l'armée du sud, alors occupée contre les Serbes, et qui abandonnerait sur-le-champ le banat et ses positions dans le comitat de Bács; du corps d'armée de Perczel qui recevrait des renforts; enfin, du corps d'armée de Mészáros, opérant en ce moment contre Schlick, et d'une réserve à organiser et à placer sous les ordres de Répásy.

Embrassé dans son ensemble, ce plan de retraite et de préparation à l'attaque paraît avoir été fort habilement conçu. Nous en verrons plus tard les effets.

L'arrière-garde hongroise avait évacué Bude-Pest le 5 jan-

vier, à midi. Quelques heures plus tard, l'armée autrichienne entra dans la capitale.

Aussitôt, les couleurs de la patrie et de la liberté disparurent de partout, et, à leur place, flotta dans l'air l'étendard noir-jaune de la conquête et du despotisme.

Mais tout n'est pas perdu encore, tout peut être sauvé; car devant cette armée triomphante il y a une armée capable de réparer sa première défaite, et derrière cette armée il y a tout un peuple qui se lève.

LIVRE VIII

LA DIÈTE ET L'ARMÉE.

DE L'ÉVACUATION DE PEST A LA DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE.

Janvier-Avril 1849.



PREMIÈRE SECTION.

LA RÉBELLION DE GÖRGEY.

I

Au commencement de l'année 1849, la situation de la Hongrie était des plus critiques. Windischgraetz possédait la capitale et poussait son avant-garde jusque sur les bords de la Tisza. Vers le nord, Schlick, vainqueur de Mészáros, menaçait Debreczen, nouveau siége du gouvernement. Du côté du midi, les troupes hongroises s'étaient retirées : les Austro-Serbes, pillant et massacrant tout ce qui leur tombait sous la main, s'avançaient jusqu'au rivage de la Maros ; les Austro-Valaques dominaient encore dans une grande partie de la Transylvanie. Ainsi pressée de toutes parts, la Hongrie libre comptait à peine huit ou dix comitats ; et encore, concentrée en un aussi petit espace, n'était-elle pas sûre d'y rester unie. De plus, le péril

augmentant de jour en jour, les désertions se multipliaient et parmi les membres de la diète et parmi les soldats. Le peuple cependant, plus fidèle, plus dévoué que jamais, croyait encore à la victoire de la patrie.

Moins confiant que le peuple dans la force de la cause juste, Görgey parut s'effrayer des défections aristocratiques et militaires. Au moins les prit-il comme le prétexte d'un acte de révolte contre le *Comité de la défense du pays*.

Un grand nombre d'anciens officiers de son corps étaient restés à Pest au lieu de marcher avec leurs régiments. Le devoir lui commandait d'infliger une flétrissure publique à ces déserteurs et de relever le courage de ceux de ses subordonnés qui n'avaient point failli. Arthur Görgey augmenta les périls de la patrie en semant la division parmi ses défenseurs.

Le lendemain de son arrivée à Vácz, — 6 janvier, — il se rendit coupable de la proclamation suivante :

« AU CORPS D'ARMÉE ROYAL HONGROIS DU DANUBE SUPÉRIEUR.

» Les avantages obtenus par les forces supérieures de l'ennemi sur le corps d'armée du Danube, et, en particulier, les événements les plus récents ont, à ce qu'il paraît, exerçant leur influence naturellement décourageante, ébranlé chez plus d'un d'entre nous jusqu'au sentiment qui nous avait tous réunis dans la plus juste de toutes les luttes.

» Raffermir cette confiance ébranlée et ranimer ainsi le courage quelque peu abattu, tel est le premier devoir du général.

» Ce devoir, je le remplis d'abord en offrant au corps d'armée la perspective de chances plus favorables, grâce à une diversion contre un corps détaché des troupes auxiliaires de

l'ennemi [1]; mais surtout en exprimant ma conviction, en portant mon jugement et sur les événements passés et sur ceux que nous doit préparer l'avenir.

» J'ai accepté le poste que l'on m'a offert, parce que je crois juste la cause de la Hongrie. Je garderai mon poste aussi longtemps qu'il me restera confié, dussent les meilleurs d'entre nous être ébranlés et retirer leurs bras à la cause juste!

» Ce sentiment me donne la force d'avouer sans détours mes propres fautes, relativement aux faits accomplis depuis le 1er novembre [2], et par cet aveu, j'espère donner à l'armée l'assurance que désormais je saurai prendre de meilleures mesures.

» J'ai eu tort de renoncer à persuader au comité de défense qu'il devait abandonner sa malheureuse idée de la garde et du blocus de la frontière; car, tous les désastres auxquels a été innocemment exposé le corps d'armée proviennent uniquement de là. Par suite de l'énorme service nécessité par les avant-postes, l'organisation, l'augmentation et la concentration de l'armée ont dû rester de pieux désirs.

» J'ai eu tort, étant au quartier général de Bicske, d'obéir au comité de défense qui m'ordonna de me retirer en deçà de la première ligne, devant Bude : par cette retraite peu motivée, le corps d'armée fut placé dans une situation équivoque; il eut l'air de vouloir éviter un conflit décisif pour la bonne cause.

» Mais j'avais reçu les ordres de ce même gouvernement que le général Mészáros, ministre choisi par le pays et confirmé par notre roi Ferdinand V, reconnaissait et qu'il reconnaît encore, puisqu'il a accepté de lui et continue à exercer le commandement du corps d'armée de la Tisza contre le général ennemi, comte Schlick. Ce que j'ai fait, je l'ai pu faire, persuadé que

[1] Celui de Simunich qui descendait sur la rive gauche du Danube.
[2] Date de la nomination de Gœrgey au grade de général en chef.

je ne commettais pas, que je ne faisais pas commettre au corps d'armée royal hongrois, placé sous mon commandement, une action illégitime, aussi longtemps que le comité de défense ne s'est pas désavoué lui-même.

» Or, le 1er janvier 1849, — au moment où le corps d'armée du Danube supérieur, malgré sa retraite à l'intérieur de la première ligne devant Bude, se tenait encore prêt à combattre non loin de Hamsabég, de Tárnok, de Sóskút, de Bia, etc., — le comité de défense, au lieu de justifier la confiance que nous avions toujours eue en sa loyauté, — il l'eût justifiée en restant à proximité du danger, — a tout à coup quitté la capitale; par là et davantage encore par l'envoi, à notre insu et sans notre consentement, d'une députation au généralissime des troupes ennemies, il nous a jetés dans une situation on ne peut plus perplexe. Alors, chez nombre d'entre nous, dut s'éveiller le soupçon que nous avions été dégradés de notre beau rôle de défenseurs de la liberté constitutionnelle de la Hongrie, réduits au rang d'instruments d'intérêts particuliers et égoïstes.

» Sans révoquer en doute la loyauté du comité de défense, — quoique notre confiance ait été gravement ébranlée par sa subite disparition de la capitale; — mais, afin de préserver le corps d'armée d'une dissolution complète, — ce qui serait le plus grand des malheurs, — je crois de mon devoir de le mettre en demeure soit d'adopter, après mûre réflexion, soit de rejeter, en faisant connaître ouvertement son opinion différente, la déclaration qui suit, déclaration dont le but est de garantir notre honneur contre des imputations calomnieuses.

» Général Görgey. »

Cette proclamation, ainsi que la déclaration qui s'y trouve mentionnée, fut lue devant une conférence convoquée par

Arthur Görgey. Ce conseil, composé, si nous nous en rapportons au général Klapka, des officiers suivants, tous amis personnels ou même proches parents du général : Bayer, Horváth, Cornelius Görgey, Étienne Görgey, Pöltenberg, Szegedy et César Mednyánszky, accepta les termes de l'une et de l'autre pièces, et en autorisa la publication.

Nous avons reproduit la première, voici la seconde, qui n'est pas moins importante :

Déclaration du corps d'armée royal hongrois du Danube supérieur.

« Le corps d'armée royal hongrois du Danube supérieur, dont le noyau et la partie la plus intelligente ont appartenu à l'armée autrichienne *réunie*, — autrefois, avant que, par suite de l'approbation du ministère hongrois par le roi, les régiments hongrois eussent été placés exclusivement sous les ordres dudit ministère ; — le corps d'armée a, conformément à la volonté du souverain constitutionnel de Hongrie, prêté serment à la constitution hongroise. Il a d'abord été dirigé, sous les ordres de l'archiduc-palatin, contre les troupes impériales-royales de Jellachich, et depuis, malgré les désordres politiques les plus tristes, fidèle à son serment, il n'a obéi qu'aux ordres du ministre de la guerre royal hongrois et responsable, ou bien aux ordres du comité de la défense du pays, lequel était reconnu légitime par ledit ministre.

» Fort de ce fait incontestable, le corps d'armée du Danube supérieur proteste énergiquement contre toute supposition tendant à faire croire qu'il ait jamais servi les intérêts particuliers d'un parti quelconque en Hongrie ; — il repousse toutes

les rumeurs de ce genre comme de misérables calomnies.

» Mais ce fait de la fidélité inébranlable avec laquelle le corps d'armée, luttant pour le maintien de la constitution hongroise, s'est soumis à tous les ordres du comité, en dépit de privations et de déceptions sans nom, — (ce fait) autorisait précisément le corps d'armée à espérer que le comité de défense éviterait au moins de le placer dans une situation équivoque.

» Par ordre du comité, il avait défendu la frontière avec une rare abnégation, et, au moyen d'un service d'avant-postes, très-fatigant, il avait, près de Mosony, repoussé victorieusement les forces de l'ennemi, de beaucoup plus considérables. Il s'était maintenu dans la difficile position de Győr, jusqu'au moment où, déjà tourné sur son flanc droit, il ne pouvait effectuer qu'au moyen d'un combat acharné sa retraite, réclamée pour couvrir la capitale. Quoiqu'il n'eût pas trouvé parmi les populations rurales du district situé au delà du Danube les sympathies tant vantées, quoique le comité n'eût rien fait pour arrêter l'ennemi sur la route principale, non plus que sur les chemins secondaires de Tata, Csákvár, Zámoly, Ondód et Sárkány, il avait tenu bon, il était resté prêt pour le combat, jusqu'à ce que l'avancement de l'aile droite de l'ennemi par Moor eût, de notre côté, provoqué l'offensive par Martonvásár, laquelle offensive dut pourtant être changée en défensive devant Bude par suite des ordres directs du comité. Alors, il ne restait plus à ce corps d'armée, tant éprouvé, qu'une seule espérance : un combat décisif devant et dans les capitales de la Hongrie.

» Le ton, auparavant si décidé des commandements du comité, ainsi que de ses proclamations au peuple, autorisait à penser que dans un pareil moment, — attendu depuis longtemps et enfin arrivé, — il déploierait une énergie qui soulèverait un enthousiasme général.

» Au lieu de tout cela, — et tout cela aurait pu, aurait dû se

faire, — le 1er janvier 1849, le quartier général de Promontor reçut :

» 1° L'avis de l'abandon de la capitale par le comité ;

» 2° Un ordre du même comité, prescrivant de livrer dans la première ligne devant Bude, à la hauteur de Tétény, de Bia, etc., une bataille décisive, sans pourtant sacrifier le corps d'armée ni exposer les capitales à un bombardement, c'est-à-dire, en cas de défaite, de chercher le salut du corps d'armée sur la rive gauche, quoiqu'il n'y eût qu'un seul passage sûr (le pont suspendu entre Bude et Pest), et en dépit des poursuites de l'ennemi ;

» 3° Un ordre de faire escorter une députation envoyée auprès du commandant en chef de l'armée ennemie.

» Chacun de ces faits aurait par lui-même suffi pour ébranler la confiance de l'armée dans les membres du comité. Bien plus, l'ensemble de ces faits dut faire craindre que le corps d'armée, — pour employer l'expression la moins vive, — ne fût qu'un instrument utile, mais dangereux dans des mains inexpérimentées.

» C'est pourquoi, — afin de maintenir inébranlable sa position sur le terrain strictement légal, en dépit des menées politiques auxquelles, surtout dans l'avenir le plus prochain, notre pauvre patrie pourrait être exposée, — le corps d'armée du Danube supérieur fait publiquement la déclaration suivante :

» 1° Le corps d'armée du Danube supérieur reste fidèle au serment qu'il a prêté de combattre tout ennemi étranger, à l'effet de maintenir la constitution hongroise, sanctionnée par le roi Ferdinand V ;

» 2° Le corps d'armée du Danube supérieur agira cependant avec la même décision contre tous ceux qui, à l'intérieur, par des menées républicaines intempestives, chercheraient à renverser la royauté constitutionnelle ;

» 3° De cette idée du maintien de la monarchie constitutionnelle, pour laquelle le corps d'armée du Danube supérieur est prêt à combattre jusqu'au dernier homme, il suit naturellement qu'il ne peut, qu'il ne doit obéir qu'aux seuls ordres qui lui seront envoyés, sous la forme légale, par le ministre de la guerre royal hongrois, ou par son lieutenant nommé par lui-même, lequel est pour l'heure le général Vetter ;

» 4° Le corps d'armée du Danube supérieur se souvient du serment qu'il a prêté à la constitution hongroise ; il se souvient aussi de son propre honneur ; il sait parfaitement ce qu'il doit et ce qu'il veut. En conséquence et en dernier lieu, il déclare qu'il ne reconnaîtra le résultat d'une convention conclue avec l'ennemi qu'en tant que cette convention garantirait, d'une part, la forme de gouvernement à laquelle l'armée a prêté serment, et, d'autre part, l'honneur militaire du corps d'armée.

» Vácz, 4 janvier 1849. »

II

L'acte du général Görgey, attaquant, dénonçant à ses soldats le gouvernement national, librement accepté, librement soutenu par les citoyens, cet acte, commis au plus fort du danger, à un de ces moments critiques où diviser un peuple c'est le tuer, cet acte se juge par lui-même. Nous laisserions donc sans réfutations les accusations, aussi intempestives qu'injustes, d'un chef

qui, en les proférant, donnait à ses subordonnés l'exemple de l'indiscipline, si ces accusations ne marquaient le point de départ d'une hostilité fatale, dont le résultat fut la ruine de la Hongrie. De cette hostilité, de cette ruine, que la responsabilité retombe sur qui de droit!

En publiant sa proclamation, en prenant l'initiative de la protestation de l'armée du Danube, Gõrgey agit par lui-même, et il reste seul coupable, car le conciliabule qui l'assista dans son œuvre malheureuse avait été composé sous ses auspices, et uniquement de ses partisans.

Dans une proclamation du 26 novembre, intitulée : « *La voix du corps d'armée du Danube supérieur,* » et signée par Arthur Görgey et Ladislas Csányi, nous lisons :

« Tout rapport légal entre la nation et le roi étant devenu impossible par suite des intrigues de la réaction, c'est dans la représentation nationale que nous reconnaissons le seul pouvoir qui décide des affaires du pays, et nous considérons le comité de défense, émané de ce pouvoir, comme un gouvernement parfaitement légal. »

Après l'abdication de Ferdinand, dans une autre proclamation adressée à l'armée, en date du 10 décembre, Görgey et Csányi déclarent :

« Que l'abdication de Ferdinand est illégale, et que l'armée obéira à la diète et au gouvernement créé par elle. »

Remarquons combien cette double déclaration est contraire à celle de Vácz, et, sans insister davantage sur les contradictions étranges d'Arthur Görgey, examinons les motifs allégués de sa rébellion.

Görgey reproche au comité de défense de lui avoir commandé de garder la frontière sur une ligne trop étendue. Sans doute, il veut dire que l'on exigeait de lui la protection des deux rives du Danube à la fois, dans le but de couvrir avec efficacité la double capitale. Vu leur nombre trop restreint, les troupes furent obligées aux plus dures fatigues pour faire un service aussi considérable. Cela est fort possible. Il n'en est pas moins vrai que les exigences du comité avaient leur raison d'être, et qu'il fit tout son possible pour augmenter l'armée du Danube supérieur. Ainsi, d'après l'évaluation du général Klapka, à la fin de l'année 1848, la Hongrie comptait 95,000 soldats; au début de l'insurrection serbe, à peine possédait-elle quelques régiments. Pour obtenir en si peu de mois un résultat aussi considérable, il avait fallu conduire très-activement le travail de l'enrôlement et de l'armement, et ne pas l'interrompre un seul jour. Ce ne pouvait donc pas être de la faute du gouvernement si l'armée du Danube n'était pas encore assez nombreuse pour faire face à toutes les nécessités du moment.

Görgey se plaint de l'ordre qu'on lui donna de ne point accepter une bataille décisive à Bicske. A cause de cela, le comité de défense aurait-il compromis le succès de la campagne? non. Selon Görgey, l'armée avait simplement été mise *dans une situation équivoque;* elle avait eu l'air de se refuser à combattre. Or, l'ordre du comité, ainsi que Klapka le fait observer avec beaucoup de raison, l'ordre n'a pu être expédié à Görgey qu'après la défaite de Perczel. Avant la bataille de Moor, le comité avait, au contraire, exigé que Görgey se battît, et c'était Görgey qui n'avait pas voulu, et qui, par son refus, avait laissé l'ennemi à même d'écraser le petit corps d'armée de son rival Le désastre étant un fait accompli, la retraite devint indispensable. Sans une retraite, faite à temps, l'armée du Danube aurait pu être tournée par Jellachich et isolée de

la capitale, que l'ennemi n'eût pas manqué de surprendre.

Dans ses *Mémoires*, Görgey avoue que son intention primitive, dès l'entrée de Windischgraetz en Hongrie, avait été de se retirer jusque par derrière la Tisza ; à quoi Kossuth s'opposa, lui faisant observer que ce n'était point dans ce but qu'il lui avait confié l'armée la plus nombreuse et la mieux aguerrie.

Görgey dit encore dans ses *Mémoires* que Kossuth lui ordonna de tenir Győr, et qu'il lui répliqua que cela lui était impossible, les retranchements de cette ville se développant sur une trop large étendue, et ses troupes disponibles ne se trouvant pas assez nombreuses pour les servir.

Il est constant que, vers le 24 décembre, le président du comité de défense écrivit à Görgey une lettre, dans laquelle il lui reprochait d'avoir réduit son armée d'au moins un tiers, et l'engageait à livrer bataille. D'où provenait la réduction de l'armée, dont il vient d'être question ? Sans doute de ce que nombre de volontaires, qui s'étaient engagés pour deux, trois ou six mois, n'avaient pas voulu continuer à servir après l'expiration de leur engagement. Il reste à savoir si le général, — qui faisait peu de cas de ces indisciplinés, en sa qualité de militaire sérieux, — fit ce qu'il fallait pour les retenir.

Quoi qu'il en soit, le corps d'armée du Danube, qui comptait auparavant 30,000 hommes, n'en posséda plus qu'une vingtaine de mille. Qu'avec ces 20,000 soldats, dont un certain nombre encore pouvait n'être pas fort aguerri, Görgey ne se soit pas jugé capable de résister aux 60,000 hommes de Windischgraetz, rien de plus juste, et l'on ne peut pas, à cet égard, lui adresser le moindre reproche. Mais était-il en droit de se plaindre, tantôt parce qu'on l'excitait à livrer

bataille, et tantôt parce qu'on lui ordonnait de battre en retraite ?

Autre sujet de récrimination : l'envoi d'une députation à Windischgraetz. Cette députation, nous l'avons déjà fait remarquer, n'avait pas été envoyée par le comité ; Kossuth même avait dit qu'il n'espérait aucun résultat d'une pareille démarche, et, sans s'y opposer toutefois, il en avait laissé toute la responsabilité à la représentation nationale. Mais en quoi l'envoi de cette députation pouvait-il nuire à l'action, compromettre la position de l'armée ? D'autre part, est-il admissible qu'un chef militaire prenne le droit de discuter les actes émanés de la libre discussion des représentants du peuple ? S'il en était ainsi, la diète aurait dû, avant de décider quoi que ce fût relativement à la paix ou à la guerre, prendre l'avis de chacun des commandants des divers corps d'armée, et ne rien décider qu'après avoir obtenu leur consentement !

Görgey reproche ailleurs au comité de lui avoir expédié l'ordre de *livrer bataille* devant Bude, mais sans risquer l'armée, sans exposer la double capitale à un bombardement. — *Si c'était possible*, avaient probablement ajouté ceux qui avaient commandé. De plus, ils espéraient que le corps du Danube supérieur se serait trouvé augmenté par l'arrivée à temps des troupes ralliées de Maurice Perczel.

— En même temps que l'on m'envoyait cet ordre, ajoute Görgey, le gouvernement quitta la capitale au lieu d'y rester, ranimant l'esprit de l'armée par sa présence.

Sur ce dernier point, nous n'hésitons pas à admettre qu'il eût mieux valu que la diète et le gouvernement restassent à Bude-Pest aussi longtemps que cela leur eût été possible, se contentant d'expédier à l'avance vers Debreczen les planches aux billets, les ouvriers et les outils nécessaires à l'habillement et à l'armement des troupes ; en un mot le matériel civil et

militaire. Cependant, que l'on n'aille pas croire, comme Görgey l'insinue, que l'armée, après le départ des autorités civiles, ait été abandonnée sans direction aucune. Le gouvernement laissa à Pest le ministre de la guerre par intérim, Vetter, et celui-ci dut prendre, et prit, en effet, les mesures nécessaires à la défense. Dans un conseil de guerre, qui se réunit sous la présidence du commissaire Ladislas Csány, le rôle de chacun des corps de troupes fut indiqué conformément à un plan convenu.

En leurs détails, comme en leur ensemble, les accusations de Görgey étaient donc mal fondées, sinon mensongères. Elles ne tendaient à rien moins qu'à discréditer le gouvernement reconnu par le pays. En refusant de recevoir les commandements directs du comité de défense, en prétendant accepter les seuls ordres émanés du ministre de la guerre nommé par le roi Ferdinand V, il risquait de placer le pouvoir dans le plus périlleux embarras. Que serait-il advenu, si ce ministre s'était détaché du comité national, s'était mis en opposition avec lui ? Par bonheur, Mészáros était un honnête homme, un bon patriote, et, comprenant la nécessité qui lui était imposée de demeurer en place, il persévéra à garder le titre de ministre, malgré les ennuis dont sa charge l'accablait.

III

Plus tard, pliant sous le poids de sa responsabilité propre et poursuivi par le blâme général, Arthur Görgey voulut revenir sur

ERZSÉBET TUDOMÁNYEGYETEM Magyar Történeti Intézete

ce qu'il avait eu le tort de faire. Il chercha à expliquer sa déclaration de Vácz, en disant qu'il s'était vu contraint à la faire par la défection des anciens officiers, et qu'il avait cru ne pouvoir que par ce moyen empêcher la dissolution de son armée [1].

L'excuse, si tardive, ne nous semble pas valable. Avant la déclaration antigouvernementale, les timides, les traîtres, s'étaient retirés. Ceux qui restèrent après ne restèrent que parce qu'ils étaient patriotes, non point parce qu'on les avait invités à se prononcer contre le comité de défense : cela ne les garantissait d'aucune des conséquences de leur fidélité, dans le cas d'une victoire définitive de l'Autriche.

D'ailleurs, l'armée du Danube supérieur ne fut pas la seule où des défections se produisirent. Il y en eut aussi dans l'armée du sud. Ici et là, elles provinrent surtout de l'esprit indécis ou jaloux des commandants et des officiers supérieurs. Ceux-ci, en s'y prenant à temps, auraient pu sans peine relever le moral des découragés et arrêter la propagation du mauvais exemple, en surexcitant l'ardeur de leurs troupes en faveur de la sainte cause dont le salut leur avait été confié. Plusieurs généraux eurent, comme Görgey, des indécisions à vaincre, des lâchetés à réprimer. Ils s'y prirent autrement que lui, et réussirent mieux, en faisant simplement un chaleureux appel au patriotisme de leurs soldats.

A quelque point de vue que l'on considère la conduite de Görgey, il nous paraît impossible d'y voir autre chose que ceci : l'hostilité de l'élément militaire contre l'élément civil. L'ancien officier autrichien, habitué à n'être commandé que par de vieux généraux, que par des princes, souffrait impa-

[1] Tel est, du moins, le sens exact des paroles qu'il dit à Daniel Iranyi, à Debreczen, au mois de mars 1849, après la bataille de Kapolna.

tiemment de se trouver l'inférieur d'écrivains, de parleurs, tels que Kossuth et ses collègues, lesquels tenaient leur pouvoir suprême, non de la royauté, mais du peuple.

La conduite de Görgey, véritable révolte, méritait d'être sévèrement punie. Mais comment punir le coupable? Les mesures à prendre contre lui étaient-elles alors exécutables? En le frappant, n'eût-on pas provoqué la dissolution d'une armée qui lui était dévouée? Voilà ce qui empêcha le comité de défense d'agir énergiquement. Il en eut cependant l'intention, et à plusieurs reprises.

S'il faut en croire le capitaine Duka, aide de camp de Görgey [1], le bruit s'était répandu dans le quartier général que Kossuth allait faire arrêter le rebelle par un de ses collègues, le général Répásy. Görgey, en ayant été instruit, s'écria : « S'il vient, c'est moi qui le ferai mettre en sûreté jusqu'à ce ce que j'aie passé le Braniczko. Après, je me mettrai à sa disposition. »

A un autre moment, dans les premiers jours de février 1849, Daniel Irányi eut une conversation avec Kossuth, au sujet de Görgey, qu'il devait bien connaître étant né dans le même village que lui. La conversation commença en présence du député Samuel Bónis, qui, au moment de se retirer, demanda des nouvelles de Görgey. Le président du comité de défense appliqua au général de l'armée du Danube le nom, — hélas! trop fameux, — de Dumouriez.

Dès que Bónis se fût retiré, Kossuth demanda à Irányi :

— Que pensez-vous de Görgey?

— Je ne le crois pas traître à la patrie, dit Irányi.

— Ni moi; pourtant, il n'obéit pas aux ordres du gouvernement; voilà cinq courriers que je lui expédie, et pas un seul

[1] Que Daniel Iranyi a retrouvé en exil, et duquel il tient le fait ici rapporté.

ne m'a rapporté une réponse écrite de sa main. Les deux commissaires que j'ai délégués auprès de son armée ne savent pas non plus que penser sur son compte. Il les tient, avec beaucoup de politesse, il est vrai, toujours à distance.....

— Je ne crois pas qu'il veuille trahir la patrie, reprit Irányi; mais puisqu'il n'obéit pas aux ordres du gouvernement, il faut l'éloigner et lui demander compte de ses actes.

— Fort bien, s'écria Kossuth, mais on ne pend à Nuremberg que ceux que l'on a pris.

— Voulez-vous me donner les pouvoirs nécessaires? Je me charge de lui retirer le commandement s'il refuse de se soumettre.....

Pour se garantir, Irányi se proposait de demander seulement que, d'avance, la diète mît hors la loi Görgey et quiconque lui obéirait, s'il osait mettre la main sur le commissaire du gouvernement. Sous le poids d'un tel anathème, pensait-il, l'audacieux rebelle aurait plié.

Mais Kossuth lui répondit :

— J'attendrai encore le retour de mon sixième courrier; si alors il persiste dans sa désobéissance, j'accepterai votre offre.....

Le sixième courrier revint vers le comité, apportant une réponse satisfaisante d'Eperjes ou de Kassa. Görgey avait échappé à la poursuite de l'ennemi, il avait forcé le Braniczko. Voyant que le gouvernement durait et même avait organisé de nouvelles armées qui, sur plusieurs points, obtenaient déjà d'importants succès, il désespéra de rester assez fort pour braver son autorité, et tout à coup il changea de ton et d'allure.

IV

Cependant, en janvier 1849, par sa proclamation de Vácz et la déclaration qu'il avait fait adopter à ses troupes, Görgey avait semé la division entre l'élément militaire et l'élément civil.

De plus, il se produisait des divergences d'opinion, même au sein du comité de défense, comme parmi les membres du parlement.

Les circonstances étaient devenues telles que peu d'hommes espéraient. Ceux qui tenaient à défendre quand même et jusqu'à la mort le bon droit de la Hongrie, ceux-là étaient très-rares ; on eût pu les compter. Kossuth était de ceux qui, en dépit des apparences, voulaient croire et croyaient que tout n'était pas perdu. Avant la retraite, lors de l'invasion de Jellachich, on sait quelle activité il déploya. Après l'entrée de Windischgraetz à Bude-Pest, son activité parut s'augmenter encore et pour ainsi dire à l'infini. On le vit, de Debreczen, enflammer l'enthousiasme hongrois, créer des armées, suffire à toutes les exigences politiques et militaires, matérielles et morales d'une situation exceptionnelle, en un mot, concentrer en lui toutes les énergies nationales et représenter véritablement la Hongrie militante.

L'admirable conduite de Kossuth servit heureusement de contrepoids aux menées d'Arthur Görgey. Mais la désobéissance du chef de l'armée du Danube supérieur était loin d'être

la seule difficulté dont eût à triompher la défense de la patrie hongroise.

Pour compléter la triste liste des défections militaires, disons un mot de la reddition de deux places fortes, d'Eszék et de Léopoldvár.

La forteresse d'Eszék, sur les bords de la Drave, ayant été entourée par une petite armée autrichienne, sous les ordres du général Nugent, le commandant de la garnison, général Eder, capitula le 18 janvier, avant d'avoir même tenté de résister.

La résistance eût-elle donc été impossible ? Non, certes, car la forteresse possédait, en vivres, en munitions, en hommes, de quoi tenir durant plusieurs mois. D'après le rapport fait à la diète, le 26 février, par le général Mészáros, Eszék contenait 2,400 quintaux de poudre, des vivres en abondance, et sa garnison se montait à 5,000 hommes. 12,000 hommes à peine composaient les forces de l'ennemi.

Le commandant en chef d'Eszék, Eder, ancien général autrichien, avait prêté serment à la constitution. En outre, il avait personnellement, par sa parole d'honneur donnée à Mészáros, garanti la conservation de la place. Le commandant des troupes, le colonel Földváry, et Rácz, qui dirigeait l'artillerie, s'étaient fait passer pour d'ardents patriotes. Enfin, le commissaire du gouvernement, Casimir Batthyány était assez connu comme un homme dévoué à la cause nationale et d'un courage éprouvé.

Mais Eder, en dépit de sa parole d'honneur et de son serment, était resté autrichien ; il fut, sans peine, gagné par Nugent. Trompant ses officiers sur l'état des affaires, il réussit à les désespérer d'avance et les amena à ne point s'opposer à la reddition d'Eszék. Il capitula donc, se contentant d'obtenir que la garnison sortît librement, mais *sans armes*. Aussitôt après, il passa du côté de l'ennemi.

Földváry se constitua prisonnier lorsque Windischgraetz eut évacué Pest ; mais il attendit son jugement jusqu'à la fin de la guerre. On évita sans doute de faire apprécier sa conduite par les juges militaires, à cause de ses deux frères qui combattaient héroïquement dans les rangs des défenseurs de la patrie.

La diète pourtant avait déclaré infâmes tous les officiers qui, ayant capitulé, ne se justifieraient pas, vu que, par le code militaire, il était défendu aux gardiens de forteresses de se rendre avant l'ouverture de la brèche ; il était même interdit aux inférieurs d'obéir aux supérieurs qui commanderaient le contraire. Mais les décrets parlementaires demeurèrent inexécutés ; des considérations particulières arrêtèrent les justes rigueurs de la loi ; aucun des officiers félons, qui avaient livré ou laissé livrer Eszék, point stratégique très-important contre les Serbes et les Croates, ne fut sérieusement incriminé ni puni.

Le commissaire plénipotentiaire du gouvernement n'eut pas non plus à expliquer pourquoi il s'était absenté d'Eszék, juste quelques jours avant la reddition.

L'assemblée, selon nous, commit une faute grave en s'en remettant sur ce fait à la loyauté de Casimir Batthyány. Son nom estimé n'aurait pas dû suffire pour couvrir son manque de prévoyance et d'énergie. Le fait est que l'on a dit qu'il était venu en toute hâte avertir lui-même le gouvernement de la situation critique de la forteresse. Mais n'eût-il pas pu, n'eût-il pas dû faire avertir le gouvernement? En pareille circonstance, est-il admissible qu'un commissaire responsable, dont le premier devoir est de rester à son poste, se serve à lui-même de courrier?

Un peu plus tard, une autre petite place située dans le nord-ouest de la Hongrie, Leopoldvár, subit le sort d'Eszék.

Malgré la résistance du baron Ladislas Mednyánszky et du lieutenant Gruber, le premier, directeur des fortifications, le second, directeur de l'artillerie, Ordódy, commandant de la

place, ouvrit les portes de la forteresse et livra la garnison à l'ennemi. L'indigne commandant, ancien officier autrichien, retira de sa trahison l'avantage de n'être condamné qu'à trois ans de prison, tandis que les deux autres officiers furent condamnés à la potence, et plus tard exécutés par l'ordre de Haynau.

La situation paraissait désespérée sur tous les points, un seul excepté.

En Transylvanie, le général Bem reprenait l'offensive et battait les Autrichiens plusieurs fois de suite.

DEUXIÈME SECTION.

LES DÉFECTIONS PARLEMENTAIRES.

V

Tous les représentants du peuple qui avaient siégé à Pest ne suivirent pas la diète à Debreczen. Quelques anciens conservateurs se rangèrent du côté de l'ennemi, et prirent les emplois dont les généraux autrichiens daignèrent payer leur défection.

Mais la plupart des absents, — leur nombre était considérable, — ne renoncèrent à remplir leur mandat que par manque de cœur. Ne croyant plus à la victoire, ils jugèrent prudent de disparaître, n'osant point encourir la responsabilité d'une résistance inutile, se refusant toutefois à implorer les bonnes grâces du vainqueur.

Les députés qui avaient eu le courage de suivre le comité

à Debreczen étaient-ils au moins unanimes dans leurs vues? étaient-ils tous résolus aux mêmes sacrifices, quoi qu'il pût advenir?

Malheureusement non, et, parmi eux, beaucoup désespéraient du succès de la lutte armée, beaucoup craignaient de se compromettre par des actes révolutionnaires, beaucoup désiraient ouvertement la paix et la demandaient sans cesse, en dépit des nombreuses tentatives qui avaient été faites précédemment pour empêcher ou pour arrêter la guerre. Oubliaient-ils déjà que l'Autriche avait envoyé des troupes pour abolir les réformes qu'elle avait accordées et jurées au commencement de 1848? ou bien voulaient-ils, pour qu'elle mît bas les armes, sacrifier à ses exigences quelque chose des libertés, de l'indépendance, du droit acquis de la nation?

Ces pacifiques devaient haïr Kossuth, car le président du comité de défense ne voulait, à aucun prix, se soumettre à de lâches transactions; car il entendait continuer la lutte jusqu'à la victoire ou jusqu'à la ruine, croyant indigne de la Hongrie, non d'être écrasée, mais de se courber sous la volonté d'une cour parjure.

Lors de son arrivée à Debreczen, Louis Kossuth, en effet, avait contre lui la majorité des membres du parlement, et il n'aurait pas pu garder le pouvoir s'il n'avait eu, pour s'y maintenir contre les intrigues occultes, mais persistantes de ses ennemis, l'appui d'une immense popularité. Ses amis, ceux qui, comme lui, étaient décidés à combattre et à ne point transiger, ne se seraient pas soutenus longtemps en face de la majorité, s'ils n'avaient eu l'appui de son autorité prépondérante.

Au mois de janvier 1849, le parti de la guerre comptait à peine une trentaine de représentants, parmi lesquels se faisaient remarquer les deux Madarász, Ladislas et Joseph, haïs,

entre tous, des partisans de la politique de transaction. Avec eux marchaient plusieurs autres hommes moins antipathiques à leurs collègues, tels qu'Edmond Kállay, Léopold Fülepp, Balthasar Halász, Alexandre Dobolyi, Balthasar Horváth, Antoine Glatz, Joseph Dedinsky, etc. [1]. Aucun de ces hommes ne pouvait espérer prendre la place de Kossuth, et si Kossuth leur eût manqué, ils auraient infailliblement été réduits à l'impuissance par le parti opposé.

Parmi les pacifiques, — plus compactes que leurs adversaires, — les hommes importants, que des services antérieurs avaient mis en vue, étaient plus nombreux; mais nul de ces personnages n'était pourtant de taille à contrebalancer l'influence du chef du parti de la guerre. Seuls, Batthyány et Deák avaient pu tenir tête à Kossuth, et Batthyány et Deák n'étaient point à Debreczen. Par leur absence, les pacifiques se trouvaient privés de leurs plus grandes forces morales.

Leurs chefs les plus influents étaient : Louis Kovács, directeur du ministère des travaux publics, ami de Schéchenyi; Gabriel Kazinczy, autrefois ami de Kossuth, devenu son ennemi pour des motifs personnels, disait-on; — les anciens promoteurs de l'opposition transylvaine [2] : les deux Zeyk, Antoine et Joseph, Wolfgang Véer, Charles Szász; — enfin, d'autres petites notabilités, telles que François Kubinyi, Paul Hunfalvy, Rodolphe Szúnyogh, etc. [3].

[1] Daniel Iranyi faisait partie de cette minorité.

[2] Denis Kemény était absent, retenu par une maladie qui l'emporta.

[3] Une anecdote mérite de prendre place ici, car elle caractérise le parti de la paix en général, et l'un de ses membres en particulier. Un jour (fin janvier 1849), Ladislas Madarasz se rendait à la diète, accompagné de Daniel Iranyi. Un député l'accosta. C'était Étienne Bezeredy, personnellement ami de Kossuth, mais pour l'heure pacifique des plus exagérés. — Qu'y a-t-il de nouveau? demanda-t-il au membre du comité de défense. — Deak, réplique aussitôt Madarasz en faisant signe à son compagnon, Deak vient de nous adresser les bases d'un arrangement. — Ah! et quelles

Nous n'avons pas nommé au nombre des coryphées du parti de la paix un personnage qui appartenait de fait à ce groupe parlementaire, sans toutefois identifier ses opinions avec celles des hommes dont il se composait. Nous voulons parler de Nyáry.

Du temps du cabinet Batthyány, Paul Nyáry s'était rangé dans l'opposition. — Entré depuis dans le comité de défense, il eut à diriger particulièrement l'habillement des troupes ; on le vit tout d'abord déployer de grands talents d'administration et s'acquitter de sa charge avec une certaine énergie. Mais tout à coup, effrayé des conséquences probables de la guerre, jaloux surtout de la popularité et du pouvoir de Kossuth, il se mit à combattre le président du comité de défense dans le comité même, et, dans l'assemblée, il devint l'apôtre le plus ardent de la paix à tout prix. En sa qualité de membre du gouvernement, il lui était interdit de prendre part ouverte aux conférences des pacifiques. Il aurait pu se mêler à eux, que ceux-ci ne l'auraient point reconnu pour leur chef, nombre d'entre eux ne se croyant en rien inférieurs à lui. Mal soutenu par les pacifiques, qui ne le considéraient point comme un des leurs,

sont-elles? — Iranyi pourra te les communiquer, il a la lettre de Deak entre les mains. — Aussitôt Iranyi, poursuivant la plaisanterie de Madarasz, se mit à énumérer quatre conditions. — Primo, dit-il, renoncer aux ministères des finances et de la guerre. — Mon Dieu! mon Dieu! interrompit Bezeredy, mieux vaut sauver une partie que de risquer le tout. — Secundo, participation à la dette autrichienne... — Dame! la guerre nous coûterait peut-être plus cher! — Tertio, séparation de la Transylvanie du royaume de Hongrie. — Ah! pour cela, c'est pénible! mais enfin voyons la dernière condition? — L'Autriche consent à tenir pour valable notre papier-monnaie émi... — Eh bien, voilà, c'est bien, c'est bien!!! — On entra à l'assemblée. La séance étant ouverte, Bezeredy s'étonna de ne point entendre lire la fameuse lettre. Il se décida donc à interpeller en particulier Paul Nyary à ce sujet. Nyary eut beaucoup de peine à faire comprendre à l'honorable représentant que le comité n'avait reçu de Deak aucune lettre et que Madarasz et Iranyi s'étaient permis de se moquer de ses pacifiques désirs.

Paul Nyáry ne tarda pas à devenir antipathique à l'assemblée entière; par sa manie de prendre la parole et par ses prétentions vaniteuses, il fit plus de mal aux amis de la paix qu'aux partisans de la résistance.

. L'ensemble des représentants du peuple se trouvait partagé entre les deux partis dont nous venons de parler. Il y avait pourtant un petit nombre d'hommes indépendants de la gauche et de la droite, et formant ce que l'on nomme un centre droit et un centre gauche.

Les plus marquants parmi les pacifiques modérés étaient Étienne Gorove et Louis Abonyi. Entre les belliqueux tempérés, on doit mentionner George Molnár, Antoine Somogyi et surtout Émeric Szacsvay, orateur très-distingué, dont l'éloquence n'était inférieure qu'à l'éloquence de Kossuth.

En suivant les travaux de la diète de Debreczen, nous verrons se développer l'hostilité des deux partis principaux. Mais les pacifiques n'osèrent point déployer franchement leur drapeau. Ils se contentèrent de combattre par leurs votes, et vers la fin de février, de créer un journal quotidien, l'*Esti lapok* (Feuilles du soir).

L'*Esti lapok* avait pour adversaire le *Martius Tizendotodike* (le Quinze Mars), feuille radicale qui, sous la direction d'Albert Pálfi et de Louis Csernátoni, soutenait la politique de Kossuth, et attaquait, souvent avec hardiesse, les personnes et les choses contraires à la continuation de la défense.

Un moment les membres radicaux de la diète eurent, eux aussi, un organe : les *Debrezeni lapok* (Feuilles de Debreczen), fondées par Joseph Madarász.

Ce journal, faute de fonds, dut cesser de paraître après quelques semaines d'existence.

VI

Nous venons de parler de la création de l'*Esti Lapok*, organe du parti de la paix. Mais nous n'avons pas dit qu'avant de le fonder les pacifiques essayèrent de s'introduire dans le journal officiel lui-même, afin d'*attiédir* peu à peu et officiellement l'enthousiasme qui, suivant eux, donnait trop de puissance à Kossuth.

L'intrigue est assez curieuse pour que nous la racontions.

Un des principaux pacifiques était, on le sait, Paul Nyáry, membre du comité de défense, et même son président en l'absence du président titulaire. Grâce à lui, un jeune homme de ses amis dont nous avons déjà eu occasion de prononcer le nom en parlant des journées de mars, Maurice Jókay, fut introduit dans la rédaction du Közlöny. Il y devait éclairer et diriger l'opinion en commentant les actes et la politique générale du gouvernement.

Jókay entama son œuvre conformément au plan qui lui avait été tracé. Le plus grand obstacle à la conclusion de la paix étant la haine contre la dynastie autrichienne, il importait de reprendre l'ancien thème de l'innocence du roi, et même d'une grande partie de sa famille, en rejetant tous les malheurs dont la Hongrie avait été victime sur l'entourage du monarque

et des siens, sur la *camarilla*. Le jeune journaliste fit dans ce sens un article de fond qui parut le 9 février. Le prince Windischgraetz y était désigné nominalement comme étant le chef de cette insaisissable *camarilla*.

Cet article, — en retard de plusieurs mois, — souleva une juste indignation.

Les libéraux avancés s'étonnaient avec raison de voir de pareilles idées en un moment si grave, lorsque la trahison de la cour était prouvée par une attaque à main armée, acceptées et répandues par le journal officiel.

Dès le lendemain de la publication de l'article, Joseph Madarász interpella le comité de défense. Il lui demanda s'il entendait se rendre responsable des opinions professées dans son organe, le Közlöny?

— Nullement, répliqua aussitôt Ladislas Madarász, membre du comité.

Mais Paul Nyáry se hâta de contredire son collègue :

— Le comité de défense a chargé un de ses membres (Nicolas Jósika) du soin de censurer le Közlöny. Ce membre a dû, par conséquent, prendre connaissance de l'article, et il a été publié, pour ainsi dire, avec l'approbation du comité.

— La réponse d'un seul des membres du comité ne nous suffit pas, objecta Irányi avec d'autant plus de raison que cette réponse était contredite par un autre membre du gouvernement. Nous voulons que le comité tout entier réponde. Je propose que l'interpellation soit renvoyée au comité.

— Mais, dit Étienne Gorove, il faut d'abord voter si la chambre est satisfaite ou non de la déclaration de Nyáry.

La majorité s'étant prononcée pour la négative; l'interpellation fut renvoyée au comité.

Il nous serait difficile d'expliquer pourquoi la majorité ne s'estima pas satisfaite de la réponse de Nyáry. Était-ce sim-

plement parce que cette réponse lui avait semblé par trop hasardée ? ou n'était-ce pas plutôt parce qu'elle tenait à forcer Kossuth à exprimer son opinion ?

Kossuth parut le 12 à l'assemblée, et répondit à peu près ainsi à l'interpellation de Joseph Madarász :

— Je ne dirai pas que je partage toutes les opinions exprimées dans l'article. Il contient des passages que j'admets et d'autres que je n'admets point. Mais je pense que l'interpellation n'a pas eu d'autre but que de savoir quelle est la politique du gouvernement. La politique est l'art d'utiliser les circonstances. Quelle sera notre politique d'ici à trois mois ? Je l'ignore. Pour l'heure voici en quoi elle consiste : défendre la patrie, et, tout en s'occupant de la défense, ne fermer aucune voie, afin que les affaires du pays puissent être arrangées sur la base des droits, de l'honneur et de la liberté de la nation, selon les circonstances.

Des témoignages d'approbation se firent entendre. Joseph Madarász se déclara satisfait de cette réponse.

L'affaire n'eut pas de suite à la diète. Mais Nicolas Jósika, libéral aussi honnête que littérateur distingué, Nicolas Jósika tint à honneur de protester contre les imputations de Nyáry, lesquelles tendaient à faire croire qu'il avait approuvé l'article de Jókay, et aussi qu'il s'était chargé de *censurer* un journal. Jósika fit donc insérer dans le journal officiel une note dont voici le sens :

« J'ai appelé les rédacteurs chez moi ; je leur ai fait connaître quelle politique le gouvernement suivait ; mais je respecte trop la liberté de la presse pour faire office de censeur, et je ne lis pas le Közlöny à l'avance. »

Quant à Maurice Jókay, l'auteur de l'article qui fit tant de bruit, il chercha désormais à se faire pardonner son malheureux début par des articles moins susceptibles d'être critiqués.

Ses protecteurs ne laissèrent pas longtemps sa plume oisive; ils l'utilisèrent avec plus d'avantages dans l'*Esti Lapok*.

VII

A présent que nous avons fait connaître les divers partis parlementaires, suivons les travaux de l'assemblée nationale, réunie dans la grande salle du collége réformé de Debreczen.

Le 8 janvier, les représentants du peuple tinrent une conférence générale, et le lendemain, ils rouvrirent leurs séances publiques sous la présidence de leur doyen d'âge, Ladislas Palóczy, installé au fauteuil jusqu'au retour du second vice-président, Almásy, chargé alors d'une mission du gouvernement.

Mais qu'étaient donc devenus le président titulaire, Denis Pázmándy et le premier vice-président, Jean Pálfy?

Pázmándy venait d'écrire une lettre, en date du 5 janvier, dans laquelle, arguant du mauvais état de sa santé, il s'excusait de ne pouvoir aller à Debreczen et offrait sa démission dans le cas où ses collègues ne croiraient pas devoir attendre qu'il fût en état de reprendre son fauteuil. Pázmándy avait quitté Pest en même temps que le gouvernement, mais il s'était arrêté à Kecskemét, et là, désespérant de l'avenir, mais vou-

lant encore dissimuler son peu de courage, il avait écrit sa lettre à la diète. Puis il était rentré à Pest et avait poussé la couardise jusqu'à s'aller présenter de lui-même devant Windischgraetz. Celui-ci, néanmoins, crut devoir le mettre en accusation parce qu'il s'était rendu coupable d'infraction aux ordres impériaux en présidant la diète après sa dissolution, décrétée par le manifeste du 3 octobre. Avant que le jugement pût être prononcé, les Autrichiens furent obligés d'évacuer la capitale. Pázmándy, évitant de se rencontrer avec les Hongrois triomphants, se réfugia sur une de ses terres. Le général Guyon, qui commandait à Comorn, le fit arrêter, puis l'envoya se justifier à Debreczen. C'est alors qu'il avoua, dans une lettre rendue publique, qu'il avait cru la cause nationale perdue, et qu'à cause de céla il s'était abstenu de suivre la diète. Cet aveu le sauva d'une punition, mais non point du mépris public.

Quant au premier vice-président, Jean Pálfy, absent durant quelques jours, il reparut tout à coup. Mais aussitôt, alléguant le mauvais état de sa santé, il se hâta de donner sa démission. Un peu plus tard, Jean Pálfy se repentit de s'être retiré au plus fort du danger. Il fit des ouvertures à deux députés de la gauche, à Eugène Kállay et à Daniel Irányi, leur disant qu'il serait prêt à remonter au fauteuil s'il était assuré d'avance de leur appui et de l'appui de leurs amis. Les radicaux se gardèrent bien d'accueillir ces avances.

Ainsi, par suite du manque de courage de Pálfy et de Pázmándy, par suite de l'absence forcée d'Almásy, ce fut un vénérable vieillard, le plus âgé des membres de l'assemblée, qui eut l'honneur de diriger les débats au milieu de la plus terrible des crises.

Ce président, par le hasard de la naissance, se trouva mériter sa place par son patriotisme et sa force d'âme. Fidèle

à sa foi politique, fidèle à sa patrie, Ladislas Palóczy resta à son poste jusqu'à la dernière heure.

VIII

L'assemblée nationale ayant réorganisé son bureau, Louis Kossuth demanda aussitôt la parole. Il exposa brièvement et à larges traits la retraite de l'armée hongroise et l'abandon de la capitale, annonça en même temps que les opérations offensives ne tarderaient point à être reprises.

Ensuite, il demanda l'autorisation d'émettre des assignats de 30 et de 15 krajczárs (1 fr. 25 et 75 cent.), et fit savoir qu'il avait donné l'ordre de frapper des monnaies d'argent de 6 krajczárs (25 cent.), et des monnaies de cuivre de 3 krajczárs (12 cent. 1/2), avec l'exergue en langue hongroise.

Ces deux mesures avaient pour but, d'une part, de suppléer à la disparition de la monnaie métallique, fort rare déjà, et de plus en plus rare jusqu'à la fin de la guerre ; d'autre part, de diminuer les embarras des chefs militaires, qui, n'ayant entre les mains que des billets de 100 et de 1,000 florins, ne pouvaient pas les employer à la solde de leurs troupes. Chacun en comprenant l'urgence, les propositions de Kossuth furent adoptées sans la moindre opposition.

L'assemblée approuva également la motion que fit le président du comité de défense en terminant son discours.

Un manifeste fut publié au nom de la diète, pour expliquer

aux populations de la région de la Tisza la cause de la retraite de l'armée derrière cette rivière.

IX

Le 13 janvier, l'assemblée écouta la lecture du rapport que venaient d'expédier ses membres, envoyés précédemment auprès du général en chef de l'armée impériale autrichienne.

Windischgraetz avait déclaré ne point reconnaître cette députation comme déléguée de la diète hongroise, la diète ayant été dissoute en vertu d'une ordonnance royale.

Vis-à-vis de lui, lieutenant du monarque, il ne pouvait être question que de se soumettre sans condition, car, avait-il dit en propres termes : *Je ne veux pas traiter avec des rebelles.*

Il retenait, — il retint durant plusieurs jours, — la députation diétale, parce que les opérations militaires s'opposaient à ce qu'il lui fût permis de retourner immédiatement vers ceux qui la lui avaient envoyée.

Il n'avait pas voulu recevoir Louis Batthyány à titre de délégué. Il l'avait constitué prisonnier sur parole. — Plus tard, la parole du noble comte ne lui parut pas suffisante ; Batthyány fut mis en sûreté.

La lecture de ce rapport souleva des transports d'indignation. Profitant de la juste colère à laquelle toute l'assemblée était en proie, Kossuth proposa les déclarations suivantes :

1° La diète déclare qu'elle veut défendre la patrie jusqu'au dernier homme, jusqu'à la dernière goutte de sang ;

2° L'assemblée nationale ne se séparera pas avant que le pays ne soit délivré ;

3° Cette décision sera notifiée à l'armée, et il y sera ajouté que tout homme qui, par lâcheté, prendra la fuite sera puni de mort ;

4° Quiconque se rendra coupable d'extorsions ou de pillage dans les campagnes sera également puni de mort ;

5° Tous les vivres, tous les transports seront payés argent comptant, et, dans le cas où cela ne serait pas possible, les intéressés seraient indemnisés après la guerre [1].

Sans s'opposer ouvertement à l'adoption des propositions de Kossuth, l'ultra-pacifique Étienne Bezerédy demanda que la députation diétale fût invitée à reprendre ultérieurement les négociations. Cette ridicule motion fut sur-le-champ rejetée.

Une autre, conçue dans le même esprit, fut produite sous forme d'amendement par Nyáry :

— La Hongrie, bien que décidée à défendre ses droits, serait toujours prête à négocier sur la base des lois de 1848.

François Kubínyi, Paul Hunfalvy et Kazinczy soutinrent en vain cet amendement. Il fut écarté comme inopportun, et les déclarations proposées par Kossuth furent approuvées sans changement.

Tel fut le coup d'essai et le premier échec du parti de la paix. Contentons-nous de signaler l'analogie de la motion de Nyáry avec le manifeste de Görgey.

[1] Ces deux derniers articles avaient pour but de rassurer les populations par avance, plutôt que de réprimer des excès déjà commis.

X

Presque chaque jour la diète recevait des lettres, par lesquelles nombre de députés s'excusaient de leur absence, ils se disaient ou malades, ou dans l'impossibilité de pénétrer à Debreczen à travers les troupes ennemies.

Ces communications amenèrent l'assemblée à décider — 22 janvier, — que le bureau dresserait une liste des représentants présents et des représentants absents, en ayant soin de noter ceux qui ne siégeaient point pour une cause légale quelconque, soit qu'ils fussent en congé régulier, soit qu'ils fussent employés par le gouvernement ou à l'armée.

La liste put être lue quelques jours plus tard, et elle souleva d'assez vives réclamations. Certains membres présents crurent devoir prendre la défense de leurs amis notés comme absents, en soutenant ou qu'ils étaient réellement malades, ou bien que l'armée ennemie leur coupait la route de Debreczen.

Pour arrêter les discussions inutiles, Joseph Madarász demanda que tous les députés qui ne seraient pas arrivés le 1er février fussent dès lors considérés comme ayant abandonné leurs siéges.

La majorité refusa de se montrer aussi énergique. Elle décréta simplement que les réclamations amicales seraient communiquées au président, lequel les examinerait et présenterait

son rapport concluant à l'admission ou aú rejet des excuses.

Une seconde liste fut dressée d'après ce principe, et l'ordre du jour du 3 février en amena la lecture. Mais la majorité ne voulut point qu'elle fùt faite publiquement. Elle invita le président à continuer à tenir en évidence les noms des représentants présents, excusés et absents. Car, — donnaient à entendre les orateurs, Nyáry, Étienne Bezerédy, entre autres, — car il importait de ne point livrer à l'ennemi le secret du petit nombre des représentants ; l'ennemi pourrait s'en prévaloir auprès des populations, et faire passer l'assemblée de Debreczen pour le *rump-parlement* d'un nouveau Cromwell.

XI

La question de l'épuration de l'assemblée nationale n'était pas encore vidée lorsqu'une autre affaire du même ordre attira l'attention des représentants.

La guerre était vraiment nationale, et la Hongrie entière haïssait la domination étrangère. Néanmoins certains individus, — bien rares pour l'honneur du pays, — oubliaient leurs devoirs civiques, acceptaient des emplois de l'ennemi, servaient les Autrichiens contre leur propre patrie.

Le code pénal contenait sans doute plusieurs articles applicables à ces traîtres. Mais les tribunaux devant lesquels ils

eussent dû être cités, la Table royale et la Table septemvirale étaient restés à Pest, et Pest se trouvait au pouvoir de Windischgraetz. D'autre part, la procédure à suivre pour les cas ordinaires de trahison était légalement très-lente; elle durait des années. Si donc l'on se fût contenté d'établir de nouvelles *Tables* royales et septemvirales, le châtiment, en ce temps de révolution, n'eût pas été efficace, n'étant point assez rapide. Enfin, il importait que, quelque prompte que fût la justice, aucune des garanties humainement dues aux accusés ne fût négligée. Or, les conseils de guerre, dont l'armée était pourvue, n'étaient pas compétents pour juger certaines personnes et certains délits, auxquels il était urgent de ne point assurer une fatale impunité, et, de plus, leur organisation, toute empruntée à l'ancien régime autrichien, ne laissait pas à la défense une latitude assez grande, la liberté exigée par les principes du régime nouveau.

Afin donc que les traîtres n'échappassent pas aux justes sévérités de la loi, et que leur punition fût rapide en même temps qu'équitable, le comité de défense proposa, le 8 février, la création de tribunaux dit de *danger public* (vésztörvényszék).

Était déclaré justiciable de ces tribunaux:

1° Quiconque, de fait, prendrait les armes, ou bien exciterait quelqu'un à prendre les armes contre la patrie hongroise, la constitution, l'indépendance et l'intégrité du royaume;

2° Quiconque conspirerait (czimborál) de concert avec l'ennemi, rendrait à l'ennemi un service quelconque, de son propre gré et sans y être contraint par la force; lui servirait d'espion; lui fournirait des vivres, des armes; lui montrerait le chemin ou le sentier, ou l'aiderait de ses informations, soit verbales, soit écrites;

3° Quiconque, sans y être irrésistiblement forcé, mettrait à exécution ou propagerait les décrets, les ordres, les proclamations séductrices de l'ennemi;

4° Quiconque livrerait à l'ennemi un soldat ou n'importe quel citoyen hongrois, de même que des armes de quelque espèce que ce fût, de la poudre, ou, en général, du matériel de guerre;

5° Quiconque, sans y être forcé irrésistiblement, accepterait de l'ennemi un emploi, une commission, et agirait dans son intérêt;

6° Quiconque volontairement indiquerait une fausse route à l'armée, à un détachement hongrois, à un fonctionnaire, commissaire, courrier, dans l'exercice de son mandat;

7° Quiconque effectivement (tettlegesen) et volontairement mettrait obstacle à la fourniture des vivres, de la paye et des logements de l'armée, ou en empêcherait le transport;

8° Quiconque, dans une intention hostile prouvée, effrayerait, inquiéterait, exciterait les populations au moyen de nouvelles fausses et controuvées sur les forces, le nombre, la direction et les victoires de l'ennemi;

9° Quiconque provoquerait la désobéissance à la diète, à ses décrets, décisions et mesures;

10° Quiconque, à bon escient, cacherait chez lui un soldat ou un espion de l'ennemi.

Les *tribunaux de danger* se composaient de deux juges civils et de deux juges militaires, sous la présidence d'un cinquième juge, civil ou militaire. Le ministère public y était exercé par un accusateur public, tenu à fournir ses preuves, le système d'inquisition ne devant jamais être appliqué. L'accusé avait le droit de se choisir librement un défenseur. S'il n'en choisissait pas un, on lui en donnait un d'office. Les débats

étaient publics. La condamnation était prononcée sur les aveux de l'accusé ou les dépositions de deux témoins, et à l'unanimité des juges. Les juges étant divisés, et même un seul d'entre eux se déclarant contre la condamnation, l'accusé était renvoyé par-devant les tribunaux ordinaires.

Les *tribunaux de danger* prononçaient une seule peine : la mort, et spécialement la mort par la poudre et le plomb. Ils jugeaient sans appel.

Les juges restaient responsables de l'application de la loi, et, avant d'occuper leurs siéges, juraient de remplir leur devoir selon leur conscience.

Ce projet de loi souleva dans l'assemblée des représentants une discussion assez vive. Il fut attaqué par les pacifiques, qui s'efforcèrent d'en atténuer la rigueur et d'en restreindre les effets. Cependant, le 13 février, à l'unanimité, il fut converti en décret.

XII

La motion de Joseph Madarász relativement à l'épuration de la chambre, ajournée le 8 février, fut reprise le 26 par un député du centre, Szaplonczay. Ce député réclama la discussion immédiate de la proposition de son collègue, parce que plusieurs colléges électoraux s'étaient déjà réunis pour remplacer leurs mandataires absents par des représentants nouveaux.

En conséquence, l'affaire fut mise à l'ordre du jour du 28.

Madarász, on se le rappelle, avait simplement demandé que le président dressât une liste des absents, après avoir entendu les réclamations que pourraient lui présenter soit les absents eux-mêmes, soit leurs amis. S'étant aperçu qu'un changement s'était opéré dans les dispositions de l'assemblée, Daniel Irányi présenta l'amendement suivant : — Le bureau serait invité à dresser la liste et à la remettre à la commission de la vérification des pouvoirs, laquelle examinerait les motifs de l'absence, et, dans un rapport, proposerait la radiation ou le maintien des absents.

Cet amendement excita la droite à se prononcer contre la cassation des mandats parlementaires. Les orateurs soutinrent que la chambre ne pouvait pas priver du droit de siéger un représentant qu'elle avait admis.

Ladislas Palóczy, qui venait d'être remplacé au fauteuil par le vice-président Almásy, déjà de retour, se fit l'auteur d'une correction, ainsi conçue, à l'amendement Irányi : — Les députés qui ne seraient pas rentrés dans leurs siéges au 1er mars seraient réputés démissionnaires.

L'assemblée accepta.

Mais la commission permanente de la vérification des pouvoirs se trouvait elle-même, par le fait des absences, réduite à trois membres. Six membres nouveaux furent nommés pour la compléter. Les conservateurs n'ayant pas eu l'idée de s'entendre, les radicaux, plus compactes, purent faire entrer les leurs dans la commission. Ce furent : Eugène Kállay, qui obtint le plus de voix, 40 ; Balthasar Halász, Alexandre Dobolyi, Joseph Dedinszky, Joseph Madarász et Antoine Boér, qui ne réunit que 29 votes.

La commission de vérification se reconstitua sous la présidence de Daniel Irányi. De ses neuf membres, un seul, un des

anciens, appartenait au parti conservateur. Se voyant isolé et impuissant à protéger ses amis, il s'abstint de participer aux travaux de ses collègues. Ceux-ci accomplirent leur mission conformément à ce principe que nulle considération d'intérêt privé ou de famille ne peut excuser le représentant du peuple qui abandonne son poste. Le jeune Balthazar Horváth, ordinairement chargé de la rédaction des rapports de la commission, sut on ne peut mieux faire ressortir combien le devoir civique, le devoir du mandataire du peuple est supérieur à tous les devoirs de la vie commune. Si la patrie attend de ses fils les plus humbles le sacrifice de la vie, de la fortune, des plus chères affections, que ne peut-elle pas exiger de ceux que la confiance publique a plus particulièrement investis de la mission, de l'honneur de la représenter, et de maintenir intacts ses droits sacrés? D'obscurs citoyens meurent journellement au poste où ils ont été placés; pourquoi de moins obscurs, ceux qui se sont mis en vue, qui ont recherché les suffrages populaires, comme le peuple ne se sacrifieraient-ils pas, eux et leur fortune, ne resteraient-ils pas, fermes jusqu'à la mort, au poste par eux-mêmes demandé? Et puis, que serait-il advenu si tous les membres de la diète hongroise, par crainte ou par des raisons d'intérêt et de famille, s'étaient dispersés à l'approche de l'ennemi?... Donc il était juste et nécessaire que ceux qui avaient préféré à la patrie et à la justice leurs intérêts propres et leur tranquillité fussent privés du titre de représentants, titre qu'ils avaient répudié à l'heure du péril, et qu'ils n'eussent pas manqué de reprendre le péril passé, pour en jouir et en abuser.....

Tel était le sens des arguments présentés à la diète au nom de la commission de la vérification des pouvoirs. Le parti des pacifiques, qui comptait trouver des auxiliaires parmi les absents auxquels le retour resterait permis, le parti des pacifiques

essaya bien d'opposer à ces irréfutables arguments toute sorte de considérations égoïstes. Il s'étudia aussi à faire valoir les anciens services des absents. Mais la logique se trouva plus forte que les sophismes. Le plus grand nombre des radiations réclamées par la commission furent approuvées par la majorité.

Quelques représentants, une vingtaine environ, dont l'exclusion était demandée, restèrent cependant inscrits. A quelques-uns d'entre eux, l'assemblée accorda pour justifier leur absence un nouveau délai de quinze jours au delà du terme fixé ; sept seulement se justifièrent. En faveur de certains autres, le délai de justification, sans date fixe d'abord, ne fut déterminé que le 24 avril. Quant à ceux qui, n'étant pas présents le premier mars; purent néanmoins se présenter avant que leur radiation ne fût votée, ils conservèrent naturellement leur titre et leur siége. Leur présence, quoique tardive, leur servit de justification.

Le nombre des représentants, jugés simplement démissionnaires par la commission, s'éleva à 107. 78 avaient abandonné leurs siéges sans avis ni excuse. On remarquait parmi eux les Saxons, dont un seul était resté à son poste ; ensuite plusieurs Roumains, et enfin les députés des contrées situées en deçà et au delà du Danube et alors occupées par l'ennemi. L'absence de ces derniers fit que l'on se demanda si certains de leurs collègues présents ne se trouvaient pas à Debreczen uniquement parce qu'appartenant aux parties encore libres, ils se trouvaient plus en sûreté au siége du gouvernement que chez eux. Un mot de l'un des chefs des pacifiques, Kazinczy, donna quelque fondement à cette hypothèse. Au mois de février, on parlait de transférer, en cas de besoin, le siége du gouvernement plus loin encore, à l'ouest, soit à Szathmár, soit à Kolosvár. Kazinczy déclara, en présence de plusieurs représentants, que, si cela arrivait, il retournerait chez lui !

Parmi les 107 absents, 3 s'étaient éloignés de Debreczen sans congé régulier, et 26 étaient restés hors de la diète au delà du terme qui leur avait été accordé. Il y avait en outre 41 absents avec permission, les uns soldats, les autres, commissaires du gouvernement. Quatre députés alléguaient, mais sans preuves, qu'ils étaient malades ; on leur fixa une époque pour prouver leur état de maladie. Enfin 3 représentants étaient morts. De la sorte, le total des absents montait à 155, dont 107 inexcusables. Quoi qu'il en soit, et si même on retranche les Saxons et les quelques Valaques, absents, non par peur du danger, mais par principe national, les États restaient encore en nombre assez considérable pour représenter légitimement la patrie hongroise.

XIII

La chambre haute offrait un spectacle bien plus affligeant. Le nombre de magnats nécessaire à la validité de ses délibérations avait été réduit à 20, même avant l'évacuation de Pest. Et cependant elle ne put ouvrir ses séances, à Debreczen, que le 12 mars!

Elle les ouvrit dans une maison particulière (la maison Bárczi). En l'absence du premier président, Georges Mailáth, qui, resté à Pest, s'enfuit plus tard avec les Autrichiens, le second président, Sigismond Perényi, occupa le fauteuil.

« Si la Table des Magnats, dit-il, n'a pas été plus tôt convo-

quée, c'est, je regrette de l'avouer, parce qu'il m'a été impossible de rassembler le nombre de membres indispensable pour la validité des délibérations. Ainsi, aujourd'hui même, je comptais sur la présence de vingt-quatre membres, et nous ne sommes que dix-huit ! »

Avec le premier président tous les secrétaires avaient disparu. Comme le fit remarquer un vieux patriote, le baron Stojka, pas un seul des princes n'était présent. Des évêques, — la Hongrie en possédait 24 catholiques, et plusieurs grecs non unis, — deux seulement étaient venus à Debreczen : celui de Nagy-Várad, Bémer, et celui de Csanád, Michel Horváth. A côté d'eux on voyait quatre comtes suprêmes ! Combien comptait-on de ces comtes ordinaires et de ces barons, dont la haute aristocratie hongroise comprend plusieurs centaines ?

Le brave Stojka demanda que l'on dressât la liste des absents, « lesquels, s'écria-t-il, sont de mauvais patriotes. Certains se rendent complices de l'ennemi ; ceux-là sont des traîtres ! »

Tout en approuvant la motion de son honorable collègue, Perényi fit observer que, parmi les comtes suprêmes, il en était quelques-uns que les ordres du gouvernement retenaient dans leurs comitats. Conséquemment il était juste que le gouvernement fût invité à présenter les noms de ceux auxquels il avait donné une mission.

Une commission fut nommée pour l'examen des absences. Elle exposa ses vues le 27 mars, et la chambre les approuva.

Les magnats *légitimés* furent divisés en six catégories :

1° Les magnats présents ;

2° Les magnats en mission ;

3° Les officiers supérieurs (törzstiszt) de la garde nationale ;

4° Les soldats ;

5° Ceux qui séjournaient à l'étranger avec permission;

6° Ceux qui avaient été dispensés de venir à Debreczen.

Tous ceux qui n'entraient dans aucune catégorie furent tenus à comparaître le 15 avril.

La haute chambre se montra beaucoup trop indulgente sur deux points : d'abord en ne cherchant point à savoir si les magnats, officiers supérieurs, faisaient ou pouvaient faire alors leur service; ensuite et surtout en classant dans telle ou telle catégorie certains individus qui n'eussent pas dû y être admis. Quoi qu'il en soit, à la fin de mars, la présence réelle de 28 magnats put à peine être constatée. Parmi les chargés de missions, on en compta 14, dont deux prélats catholiques, l'évêque de Szepes, Vincent Jekelfalusy, et l'archevêque d'Eger, Joseph Lonovics. On en admit 8 en qualité d'officiers supérieurs de la garde nationale; 50, à titre de soldats; 24, comme autorisés à résider hors du pays; 11, comme dispensés de paraître à la diète. Deux évêques grecs unis, Basile Popovits, Basile Erdélyi, et un évêque honoraire faisaient partie de ces derniers.

Donc, en tout, 108 magnats furent réputés justifiés de leur absence. Le reste, l'immense majorité, ne parut ni ne s'excusa, sauf de trop rares exceptions.

Où étaient les illustres magnats du royaume de Hongrie, alors que le royaume était en danger? Les uns, — le plus grand nombre, — se tenaient cachés au fond de leurs somptueux châteaux. Mais d'autres conspiraient avec l'ennemi, d'autres allaient au-devant de Windischgraetz, acceptant de lui des emplois. N'hésitons pas à citer plusieurs de ces traîtres sans pudeur, car l'histoire leur doit l'éternelle flétrissure. Le comte Maurice Almásy mérita de la confiance autrichienne la présidence du département des finances hongroises. Le comte

Louis Károlyi, le baron Izidor Majthényi, le comte Antoine Forgách, se firent commissaires du gouvernement impérial. Le comte Étienne Szirmay, plus infâme, recruta, organisa, commanda un corps de volontaires contre son propre pays. Le comte Henri Zichy, dépassant ce malheureux, alla à Saint-Pétersbourg réclamer de Sa Majesté le czar l'armée auxiliaire qui écrasa la Hongrie !.....

Arrêtons là cette liste nominale des traîtres, car nous deviendrions injustes si, multipliant les noms, nous en oubliions quelques-uns. D'un coup d'œil, embrassons la masse, et constatons avec douleur que la plupart des magnats désertèrent leur poste de législateurs, les uns par crainte de se compromettre eux et leur fortune, les autres par haine de la liberté et pour servir l'Autriche. Et pourtant les immenses richesses dont ils jouissaient ces hommes, — un prince Esterházy possédait à lui seul des terres si vastes qu'elles égalaient en étendue deux, trois comitats ! — à qui les devaient-ils, sinon à la patrie ! Et la patrie, lorsqu'elle s'était régénérée par l'égalité, avait respecté leurs têtes orgueilleuses ; le peuple ne leur avait point arraché leurs titres ; il ne leur avait point demandé raison du passé ; il les avait gardés parmi ses représentants, au mépris de ses intérêts propres et des principes nouvellement proclamés !

Ulcères au corps du pays,
De vous que faut-il que je dise?
Si j'étais feu, je brûlerais
Votre sang de corruption.

Je ne suis pas feu. Si la flamme
Me manque pour brûler, au moins
J'aiguise des vers qui maudissent,
Et je les lance sur vos têtes !...


Magyar Tortenelmi Társulat

Voilà ce que criait Alexandre Petöfi dès 1844. Le peuple entendit sans doute la malédiction prononcée par son poëte aimé. Mais en 1848, tout entier à son œuvre de liberté et d'amour, il oublia de lancer sur ses ennemis reconnus la foudre de sa colère; de lui-même, il leur donna le baiser de paix; ils l'en remercièrent en le trahissant.

Ces magnats, race méprisable et perverse, étaient-ils vraiment des Hongrois? Sans doute, ils étaient Hongrois par la naissance et par leur fastueux costume, aux jours de grande cérémonie; mais sans cesse ils reniaient leur patrie dans les antichambres de la cour autrichienne, méprisant leur langue natale et se faisant un honneur de ne la plus savoir parler. Ceux d'entre eux qui ne demandaient ou ne trouvaient point d'emploi auprès des oppresseurs de leur nationalité allaient au loin, à Londres, à Paris, dans toutes les villes de plaisir d'Allemagne et d'Italie, dépenser les revenus de leurs terres, payer le vice de la sueur de leurs serfs. D'autres restaient dans le pays, mais ils y vivaient isolés des autres classes, n'admettant dans leur société que certains simples nobles, vils flatteurs de leur opulence, que l'on avait surnommés des *quarts de magnats*. Leur rôle politique, sauf des exceptions, consistait à se tenir à l'écart de toutes les entreprises patriotiques, et à enrayer dans la chambre haute le progrès que la seconde chambre travaillait à produire. La plupart des magnats, élevés au sein de leurs familles par des précepteurs complaisants, manquaient d'instruction solide, et n'en étaient que plus fiers et plus méprisants à l'égard de ceux qui avaient plus de science et moins de titres qu'eux. Sans cœur et sans activité, ils paraissaient vivre uniquement pour écraser le reste du genre humain sous le poids de leurs richesses et sous l'orgueil de leurs blasons.

Leurs blasons! Faut-il demander ce qu'ils signifient? Sont-

ils le prix du sang versé sur les champs de bataille par des ancêtres dont les fils ont dégénéré? Ne sont-ils pas plutôt la récompense honteuse de la lâcheté et de la trahison?

Avant l'avénement de la maison d'Autriche, il n'y avait en Hongrie ni princes, ni comtes ordinaires, ni barons. Les princes, comtes et barons hongrois d'aujourd'hui sont de création autrichienne, et ils ont été créés tels à cause des services rendus, la plupart du temps, non à la patrie, mais à la dynastie régnante. Si l'on entre dans le château d'un magnat, on y peut voir une brillante collection de portraits de famille; mais, sous chacun de ces portraits, on lit presque invariablement l'inscription suivante : *S. C. R. et Ap. Majestatis intimus Status consiliarius* ou *camerarius*, ou *Campi mareschallus*. On sait ce que sont les généraux, les chambellans, les conseillers autrichiens; les anciens étaient tels que les modernes : voilà la glorieuse souche de la haute aristocratie hongroise!

De tout temps, les magnats, du moins en majorité [1], se sont trouvés au premier rang des ennemis de la patrie. Ils ont combattu avec les empereurs et rois toutes les fois que la nation a pris les armes pour revendiquer ses droits, du temps de Bocskay, de Bethlen, de Tököli et des Rákóczy, comme du temps de Kossuth. Et, si l'on remonte encore plus haut dans le passé, ne sont-ce point les magnats qui, en dépit de la majorité de la nation, rangée sous le drapeau de Jean Zápolya, élurent roi le Habsbourg Ferdinand, et livrèrent ainsi la Hongrie à l'Autriche? Et même avant l'époque autrichienne, au temps de l'indépendance absolue, ne vit-on pas l'oligarchie, encore nationale,

[1] Il y a eu, et il y a, Dieu merci des exceptions, dont le nombre est considérable; nous sommes les premiers à rendre justice à ces hommes qui, malgré les préjugés de caste, malgré l'exemple de leurs pairs, ont conservé des sentiments de justice, de générosité, de patriotisme; il n'en est pas moins vrai que la majorité des magnats mérite le blâme que nous leur infligeons.

des magnats, saluer de ses hymnes de joie la mort de Mathias le Juste, et, sous le gouvernement du père de ce grand roi, conspirer contre Jean de Hunyad, qui sauva, malgré eux, la Hongrie et la chrétienté? Durant toute l'histoire hongroise, à quelque période que ce soit, toujours et partout on retrouve les magnats sacrifiant à leur ambition, à leurs préjugés, à leurs intérêts sordides, la patrie, la liberté, jusqu'à leur propre honneur.

Ah! certes, le poëte républicain avait raison de les appeler :

« Ulcères au cœur du pays. »

L'histoire se réunit à la poésie pour lancer sur la tête de ces magnats, lâches et félons, l'anathème de la vérité.

TROISIÈME SECTION.

KÁPOLNA ET ISASZEGH.

XIV

Au milieu des débats touchant l'épuration de la diète arriva la nouvelle de la bataille de Kápolna.

Dès lors, le bruit des paroles est de nouveau couvert par le bruit des armes, et toute l'attention se concentre sur les faits militaires. Présentons donc l'ensemble des opérations des armées hongroises depuis l'évacuation de Pest ainsi que des mouvements de concentration qui avaient précédé, accompagné et suivi l'abandon de la capitale.

Nous l'avons dit, ordre avait été donné à l'armée du Sud d'abandonner le Banat et le comitat de Bács pour venir défendre la ligne de la Tisza. Nous avons également rapporté que le commandant du Banat, Ernest Kiss, céda sa place à Damjanich.

D'origine serbe, Damjanich avait depuis longtemps donné

des preuves de ses sentiments patriotiques hongrois. Au commencement de 1848, il était en garnison à Temesvár, et ses opinions ayant déplu au commandant supérieur du corps auquel il avait appartenu, il fut changé de régiment; on l'envoya servir en Italie, sous Radetzky. Par bonheur, il n'y resta pas longtemps. Ses amis obtinrent du ministère hongrois qu'il fût rappelé en Hongrie, où on lui trouva de l'emploi dans un des nouveaux bataillons de Honvéds. C'est sous ses ordres que les *casquettes rouges* firent ces prodiges de valeur dont l'histoire conservera éternellement le souvenir.

Remplaçant donc Ernest Kiss à la tête de l'armée du Sud, le colonel Damjanich commanda la retraite sur la Tisza. Mais, avant de partir, il adressa aux Serbes une proclamation où il leur commanda de se tenir tranquilles pendant son absence, et de respecter toutes les propriétés et tous les habitants, Magyars et Allemands.

« Si, disait-il en terminant, si pourtant il vous arrive de ne pas faire cas de mes exhortations, si vous persistez dans vos intentions sanglantes et liberticides, je vous le jure, je dévasterai vos contrées et vous poursuivrai aussi longtemps que sur le sol hongrois un Serbe existera; et alors, pour qu'il ne reste pas en Hongrie la moindre trace de votre race traîtresse, je me tuerai moi-même! »

Laissant derrière lui cette énergique proclamation, l'*homme de fer*, comme l'appelle le général Klapka, ramena son armée dans l'intérieur du pays.

Parti le 16 janvier des contrées serbes, il arriva à Arad avant la fin du même mois.

Le second corps occupé dans ces parages, dans le comitat de Bács avait également changé de chef. A la place du général Bako-

nyi on avait nommé le général Alexandre Eszterházy. Mais celui-ci, au lieu d'obéir aux ordres qui lui furent donnés d'évacuer le comitat de Bács, provoqua ses troupes à abandonner le drapeau hongrois. Ses menées ayant été déjouées, grâce à l'opposition patriotique des colonels Vécsey et Lenkey, le traître ne put entraîner que quelques anciens officiers autrichiens, donna sa démission et se sauva. Vécsey renvoya les officiers douteux, raffermit la discipline, releva le courage de l'armée. L'épuration des cadres étant achevée, il quitta la partie inférieure du comitat de Bács le 18 janvier, et, dans les derniers jours du mois, s'établit à Szeged.

Tout le théâtre de la guerre serbe, jusqu'à Szabadka, où fut laissée une forte garnison, se trouva ainsi abandonné.

Les deux généraux avaient exécuté leur retraite à petites journées afin de donner à la population magyare et allemande le temps d'échapper aux cruautés de l'ennemi. A mesure que l'armée de Damjanich reculait, on vit — spectacle navrant! — environ cinquante mille personnes des deux sexes et de tout âge fuir leurs demeures, n'emportant avec elles que ce dont elles se pouvaient charger. Et c'était au cœur de l'hiver le plus rigoureux, par un froid de dix-huit à vingt degrés Réaumur! Combien de pauvres femmes, malades, enceintes, combien d'enfants, de vieillards, marchant à pied, tous les moyens de transport étant épuisés, s'arrêtèrent sur le bord de la route et furent pour toujours recouverts par la neige [1]?

[1] Lire le récit de tous ces faits dans le livre du général Klapka. *Nationalkrieg.*

XV

Pest évacuée, Görgey, on se le rappelle, à la tête d'environ 16,000 hommes, s'était dirigé vers le nord-ouest, afin d'opérer une diversion en faveur de l'armée qui allait se concentrer derrière la Tisza. Il s'était arrêté à Vácz, et là, il avait publié les deux pièces que nous connaissons.

De Vácz, Görgey voulait d'abord courir débloquer la forteresse de Lipótvar. Mais bientôt, changeant d'avis, il s'enfonça plus avant dans la Hongrie septentrionale, vers les villes dites *des Mines*. L'ennemi lança à sa poursuite des forces considérables, commandées par le général Csorich. Görgey continua de battre en retraite. Son arrière-garde, sous les ordres de Guyon, couvrit heureusement sa marche en repoussant les attaques partielles des Autrichiens.

L'armée hongroise était en même temps menacée sur son flanc gauche par le général Simunich. Contre celui-ci, Görgey aurait désiré prendre l'offensive. La poursuite de Csorich le fit renoncer à ce projet. Il atteignit les villes des Mines, Körmöcz, Selmecz, Zólyom et Beszterczebánya, du 12 au 15 janvier.

Le 21, la division Guyon se vit attaquer à Windschacht, et la division Aulich se trouva, elle aussi, dans une position des plus critiques ; Görgey ordonna à ses lieutenants de venir opé-

rer leur jonction à Beszterczebánya. Aulich eut à traverser un tunnel si étroit qu'il lui fallut le faire élargir pour y passer avec son artillerie. Guyon ne rencontra pas moins de difficultés. Sa division et une autre, stationnée à Zólyom, évitèrent les attaques ennemies en reculant précipitamment à travers des ponts rompus, des rivières débordées.

Rassemblée enfin, l'armée de Görgey quitta Beszterczebánya. Mal vêtue, mal chaussée, elle s'engagea à travers des gorges sans route et des flancs de montagnes, obstrués par la neige. En dépit de tant de difficultés, et par un froid de vingt degrés, elle arriva, presque sans pertes, à Rózsahegy, le 27 janvier.

Görgey était là quand un émissaire de Windischgraetz vint lui demander un entretien secret. Le général autrichien proposait au général hongrois qu'il lui amenât son corps d'armée, moyennant quoi il obtiendrait amnistie pleine et entière, et, de plus, on lui fournirait les moyens de mener à l'étranger une vie confortable. Lorsque l'émissaire eut achevé l'énumération des séductions autrichiennes, Görgey, comme il le raconte lui-même, fit entrer quelques-uns de ses officiers supérieurs, répéta ce que Windischgraetz lui faisait dire, et, pour toute réponse, remit à l'envoyé sa proclamation de Vácz, en lui faisant observer que tel était son ultimatum.

Poursuivant sa marche, l'armée hongroise avait à éviter une nouvelle force ennemie, la brigade de Götz, qui la menaçait sur le flanc gauche. Il lui fallait aussi se préparer à combattre Schlick, maître des comitats de Szepes, de Sáros et d'Abaúj. Mais elle n'avait plus à craindre Csorich, qui avait renoncé à la poursuivre.

Le général Schlick avait détaché une brigade pour garder le passage de Braniczko, montagne qui sépare le comitat de Szepes du comitat de Sáros. Görgey ordonna au colonel Guyon

d'enlever cette position. Guyon s'avança donc à la tête de sa division, formée des moins bonnes troupes du corps d'armée. Pendant ce temps-là, au moment où son lieutenant allait entamer une opération difficile, destinée à rendre possible la réunion de ses troupes avec les forces hongroises groupées sur la Tisza, Görgey resta à Lőcse, à quatre lieues du champ de bataille, permettant à ses officiers de danser au bal que leur avaient offert les patriotiques habitants de la ville. Cette coupable immobilité aurait pu amener les résultats les plus désastreux. Mais l'intrépide Irlandais entraîna ses soldats à l'assaut du Braniczko. La montagne, très-escarpée par elle-même, n'était traversée que d'une seule route extrêmement tortueuse. Les Autrichiens l'avaient fortifiée sur toute la pente jusqu'à la crête. Les Hongrois, avec un héroïque élan, les délogèrent successivement de toutes leurs positions (5 février).

Grâce à cet admirable fait d'armes, Schlick perdit sa base d'opérations. Il ne s'agissait plus de le battre, il fallait le faire prisonnier. En effet, ayant établi son quartier général à Kassa, Schlick se trouvait entre deux feux : Görgey le menaçait sur ses derrières, il avait devant lui Klapka et Dembinski.

XVI

On se souvient de la première bataille de Kassa, livrée à Schlick par Alexandre Pulszky. On se rappelle aussi que, après la défaite subie par les levées en masse sous les ordres de

cet officier supérieur, le comité de défense avait confié la garde du pays au général Mészáros, à la disposition duquel avaient été mis 11 ou 12,000 hommes, honvéds et gardes nationaux.

Mészáros venait d'achever ses préparatifs quand l'ennemi se porta lui-même contre son corps d'armée. L'affaire fut engagée près de Szikszó. Elle se borna à une courte canonnade. Schlick n'osa pas attaquer et se retira sur Kassa. Mészáros l'y suivit et lui livra bataille. Par malheur il n'y eut point d'ensemble dans l'attaque, et les gardes nationaux, lâchant pied, entraînèrent le reste de l'armée. La brigade d'Aristide Dessewffy parvint seule à se maintenir en bon ordre : elle couvrit la retraite (4 janvier).

La perte en hommes fut insignifiante, mais dix canons durent être abandonnés ; versés dans les fossés, ils ne purent pas en être retirés. Comme la première fois, les gardes nationaux désespérés se débandèrent après la défaite, et il fut impossible de les rallier.

Le malheureux Mészáros demanda immédiatement son rappel. Il n'eut pas de peine à l'obtenir, car le comité de défense avait déjà songé à le faire revenir à Debreczen. La présence de l'honnête patriote au siége du gouvernement était devenue indispensable depuis que Görgey avait déclaré n'obéir qu'au ministre de la guerre, nommé par le roi.

Cependant il était extrêmement difficile de donner un successeur à Mészáros. La Hongrie manquait d'officiers reconnus capables de commander une armée. Kossuth était fort embarrassé. Il consulta Irányi, qui avait pris part à la campagne contre Schlick en qualité de commissaire du gouvernement.

— Il y a-t-il dans cette armée, lui demanda-t-il, quelque officier à qui l'on puisse confier le commandement?

— Je n'ai confiance qu'en Dessewffy, lui répondit le commissaire, et encore n'est-ce qu'un bon officier de cavalerie.

— Indiquez-moi un major, un capitaine, si vous voulez, je le nommerai colonel d'un seul coup.

— Je n'en connais pas.

Kossuth, fort inquiet, chercha tant et tant qu'il trouva le major Klapka. Klapka fut élevé au grade de colonel et investi du commandement à la place de Mészáros. Klapka, comme nous le verrons, se montra habile général et patriote dévoué jusqu'à l'exil.

Le jeune colonel, muni de quelques renforts, inaugura son commandement en prenant position dans les environs de Tokaj, où il se tint prêt à défendre le passage de la Tisza. Schlick attaqua, le 22 janvier, non loin de Tarczal, et fut repoussé par la brigade de Bulharyn, composée de 2,500 hommes seulement.

Un des épisodes de ce combat mérite d'être rapporté. La légion polonaise, qui ne comptait que trois compagnies, sous les ordres du lieutenant-colonel Tchorznicki, s'était avancée, avec un détachement d'infanterie hongroise, du côté où devait être l'ennemi. Elle ne le pouvait pas voir, le brouillard étant trop épais. Tout à coup elle se trouva en présence d'une colonne autrichienne, commandée par le général Fiedler. Celui-ci s'avança vers Tchorznicki, et lui offrit une poignée de main, en lui déclarant que ses deux bataillons polonais combattaient à contre-cœur leurs compatriotes. Puis, il commanda à ses soldats de faire halte et de reposer leurs armes. Le même commandement fut fait du côté des Hongrois. Tout à coup survinrent d'autres troupes autrichiennes, sur lesquelles les volontaires hongrois tirèrent des coups de fusil. L'ennemi répliqua par une décharge. Des deux côtés l'on cria à la tra-

hison ! Les Autrichiens disparurent dans le brouillard, et la lutte continua [1].

Y eut-il vraiment trahison? Du côté des Hongrois, non. Mais du côté des Autrichiens, cela nous semble probable. Les Autrichiens, — cela est bon à dire en passant, — n'ont point répugné à employer des ruses de guerre de ce genre, ni en Italie [2], ni en Hongrie. A Piski, notamment, — 9 février, — voyant à dix pas d'eux des canons chargés à mitraille et prêts à faire feu, poursuivis en même temps sur un pont par des honvéds qui se trouvaient, pour ainsi dire, mêlés à eux, ils firent tout à coup flotter des mouchoirs blancs. Les honvéds, croyant qu'ils demandaient à se rendre, se mirent à fraterniser avec eux. Mais des renforts leur étant arrivés, les Autrichiens, disparurent, retenant prisonniers les officiers hongrois qui venaient de les traiter en camarades [3].

A l'heureux combat de Tarczal succéda dès le lendemain une autre victoire. La brigade Schultz battit l'aile gauche des Autrichiens près de Kisfalud.

Ces deux avantages, remportés coup sur coup, eurent des suites très-importantes. La troupe reprit confiance et dans sa propre valeur et dans celle de ses officiers. Le siége du gouvernement et les différents ateliers militaires, établis derrière la Tisza, se trouvèrent hors de péril.

Cependant Schlick avait reçu des renforts de Windischgraetz. Il revint à la charge, essaya, le 31 janvier, de déloger Klapka de Tokaj. Il fut vivement repoussé. Le 34e bataillon

[1] Klapka, *Nationalkrieg*, t. I, p. 196.

[2] M. Ricciardi rapporte que les Autrichiens tendaient des piéges aux Italiens en arborant le drapeau blanc, entre autres dans la journée de Somma-Campagna (23 juillet) et (envers les Toscans) près de Mantoue. *Hist. de la Révol. d'Italie*, par Jos. Nep. Ricciardi, pages 196 et 280.

[3] Czetz, *Krieg* in Siebenbürgen, p. 271.

de honvéds, commandé par le major Zákó, eut les honneurs de la journée.

Sur ces entrefaites, arriva de Paris, envoyé par le comte Ladislas Teleki, ministre plénipotentiaire auprès de la République française, le général polonais Henri Dembinski. Il fut immédiatement nommé général en chef des troupes qui allaient être concentrées sur la Tisza. En attendant leur jonction prochaine, on lui donna une division du corps de Perczel, et il opéra contre Schlick.

Depuis l'évacuation de Pest, Maurice Perczel s'était retiré derrière la Tisza. Ayant reçu des renforts, il n'avait pas pu rester immobile. Avec son entrain habituel, il s'était élancé sur l'ennemi, avait battu le général Ottinger à Szolnok (20 janvier), puis à Czegléd, à quelques lieues de Pest. C'est alors que le comité de défense lui réclama une division pour Dembinski. Cet ordre le froissa vivement; il remit son corps d'armée tout entier entre les mains du général polonais, et vint à Debreczen.

Dembinski, à la tête d'une partie du corps d'armée de Perczel, marcha sur Miskolcz, tandis que Klapka s'avançait vers Kassa. Dans cette dernière direction, les Hongrois enlevèrent Hidas-Némethi aux Autrichiens, grâce surtout à la bravoure des volontaires d'Abaúj qui traversèrent un pont enflammé et enlevèrent les barricades de l'ennemi à la baïonnette. Schlick, menacé sur ses derrières par Görgey, eût été fait prisonnier si les mouvements des trois commandants avaient été bien combinés. Il s'échappa par une route latérale, et, un peu plus tard, effectua sa jonction avec l'armée principale de Windischgraetz.

Les trois corps hongrois n'étant plus coupés par l'ennemi, il leur fut possible de reprendre en commun l'offensive. Le corps de Damjanich, qui venait d'arriver du Banat, fut dirigé

sur la Tisza, et dut déboucher à Czibakháza pour attaquer les Autrichiens à Szolnok, puis, passant en avant, seconder le mouvement de Dembinski sur Pest.

XVII

Pendant que ces événements se passaient, que faisaient les Autrichiens, maîtres de la capitale et des comitats occidentaux de la Hongrie. Leur généralissime accumulait faute sur faute militairement, et politiquement, infamie sur infamie.

Deux jours après son entrée dans la capitale hongroise, Windischgraetz lança la proclamation suivante, datée de Bude, 7 janvier 1849 :

« A la tête d'une armée fidèle et brave, devant laquelle les » troupes rebelles ont partout pris la fuite, je suis entré dans » la capitale de la Hongrie. Avant tout, je tiens à exprimer » aux braves habitants de la région que j'ai occupée jusqu'à » ce jour, que je suis entièrement satisfait de leurs incontes- » tables témoignages de fidélité et d'attachement à leur maître « et roi. Ils ont compris le but élevé de ma mission.

» Mon but n'est pas d'opprimer. Je n'agis que contre les » très-coupables menées des rebelles outrecuidants, qui, à » l'aide du mensonge, de la tromperie et de la séduction, ont « travaillé au renversemeut d'un trône établi depuis plus de » huit cents ans pour la gloire et le salut de la nation ; qui » foulent aux pieds les droits des nationalités non hongroises

» habitant la Hongrie ; qui veulent appauvrir le pays en l'inon-
» dant d'un papier-monnaie en majeure partie sans valeur
» légale, et qui, dans leur folle présomption, entendent conti-
» nuer cette manœuvre, puisqu'ils ont emporté les planches
» aux billets; qui, de leurs mains sans pudeur, ont ravi la
» couronne de Saint-Étienne, et qui, pour combler la mesure
» de leurs crimes, voulant exercer leur pouvoir arbitraire sur
» le pays désolé, ont cherché par les moyens les plus odieux
» à séparer la Hongrie de l'Autriche, avec laquelle elle vivait
» pacifiquement unie depuis trois siècles!

» Une intrigue aussi perverse devait échouer devant la fidé-
» lité et la vaillance de l'armée ainsi que devant le bon sens
» des habitants des campagnes. J'espère trouver les mêmes
» sentiments chez les habitants de Bude et de Pest. Le rétablis-
» sement de la tranquillité et de l'ordre, si compromis, l'éta-
» blissement d'une liberté régulière et commune à toutes les
» nationalités, la prospérité de la Hongrie unie fraternellement
» avec les autres provinces de la monarchie, tel est le but élevé
» de notre très-gracieux empereur et roi. Anéantissement des
» rebelles, protection et appui accordés aux fidèles sujets de
» Sa Majesté, voilà ma devise.

» A quiconque pense bien je promets protection et sécu-
» rité pour sa personne et sa propriété. Mais, je le déclare
» d'une manière non moins franche, je poursuivrai les re-
» belles avec une sévérité impitoyable.

» Habitants de la Hongrie !

» La reddition de la capitale marque le dernier moment
» auquel il est permis aux autres parties du pays de revenir
» de bon gré vers l'autorité légale. J'attends les déclarations
» de soumission dans le plus bref délai, et j'exhorte tous les

» habitants du pays, tous les combattants égarés, à déposer » les armes, à rentrer immédiatement dans leurs paisibles » foyers et à obéir docilement aux ordres que donnera ulté» rieurement le roi légitime. Alors seulement il me sera pos» sible d'implorer la clémence royale en faveur des aveugles » instruments de la révolte.

» C'est avec confiance que j'attends que la majorité des » habitants de la Hongrie accomplisse son devoir, en coopé» rant à la réalisation des grands desseins de notre très» gracieux empereur et roi.

» Du quartier général, Bude, 7 janvier 1849.

» ALFRED, prince DE WINDISCHGRAETZ, maréchal. »

Maître de la capitale, Windischgraetz se croyait maître de toute la Hongrie. Voilà pourquoi il osait parler ainsi. Mais son insolent appel à l'obéissance, à la docilité, produisit un tout autre effet que celui qu'il en attendait Les brutalités de fait, dont furent suivies ces brutalités de paroles, ne firent que surexciter de plus en plus le patriotisme des Hongrois, et rendre implacable leur haine contre la domination autrichienne.

Selon l'habitude de l'armée impériale-royale en campagne, Windischgraetz imposa de lourdes contributions de guerre aux villes tombées en son pouvoir. Pest et Bude notamment durent payer de grosses sommes en argent sans compter les vivres et les habillements qu'elles furent tenues de fournir. Quand les caisses des municipalités ainsi frappées se trouvèrent vides, le généralissime les contraignit à s'endetter pour l'avenir, afin de mettre à sa disposition ce dont il avait immédiatement besoin.

A ces violences contre les propriétés se joignirent les violences contre les personnes. Deux tribunaux furent établis

M. KIR. ERZSÉBET TUDOMÁNYEGYETEM Magyar Történeti Intézete

Bude. Devant le premier, intitulé *Commission de purification*, furent obligés de se présenter les personnes qui avaient occupé des emplois civils sous le gouvernement national. Le second, simple conseil de guerre, eut à juger les anciens officiers autrichiens qui avaient pris part à l'insurrection. De ce nombre furent condamnés à mort le commandant des chasseurs tyroliens et le chef de la légion allemande, Szöll. Plusieurs autres furent emprisonnés pour plus ou moins d'années. L'exécution de ces deux braves officiers produisit à Pest une impression très-pénible, mais on resta fort indifférent à la condamnation du général Lázár et du colonel Nádosy, qui avaient déserté l'armée hongroise pour venir faire leur soumission, et qui néanmoins furent condamnés à la potence, peine immédiatement commuée en celle de dix années de forteresse. Leurs malheureux imitateurs ne furent point épargnés par Windischgraetz, qui les fit jeter en prison, les confondant avec tous ceux qui n'avaient pas trahi leur patrie en faveur de l'Autriche depuis la publication du manifeste royal du 3 octobre. Les prisonniers de guerre et les individus qui se présentèrent eux-mêmes aux impériaux subirent des condamnations militaires, comme s'ils avaient été tous pris au milieu d'une insurrection les armes à la main. Les prisonniers, même ceux qui précédemment n'avaient point servi dans l'armée autrichienne, furent tenus pour des rebelles, et, quel que fût leur grade, ils subirent le traitement des condamnés ordinaires : on les insulta en les appelant « chiens de Kossuth », on les jeta dans des cachots, et on ne leur donna que 4 kracjzczárs par jour (environ 16 centimes) pour frais de nourriture. Les simples soldats, sortis des anciens régiments, furent enrôlés dans d'autres régiments hongrois, alors en Italie.

Telles étaient les mesures militaires de répression employées par Windischgraetz. Les mesures administratives n'é-

taient pas moins odieuses, peut-être étaient-elles encore plus maladroites.

Dans tous les comitats soumis, le généralissime expédia des commissaires impériaux, qui, choisis parmi les anciens conservateurs les moins honorables, se conduisaient en véritables pachas turcs. D'autre part, il exigea que les comitats et les villes libres lui adressassent des déclarations de soumission. Si les déclarations ainsi exigées n'étaient pas assez humbles, assez explicites, il les renvoyait à leurs auteurs, avec ordre de les refaire conformément à ses désirs. Le comitat de Tólna et la ville d'Eger eurent en particulier l'honneur de déplaire au proconsul autrichien. Tólna osa déclarer qu'elle reconnaîtrait François-Joseph, à condition que François-Joseph reconnaîtrait les lois de 1848.

Une chose tourmentait par-dessus tout Windischgraetz : le manque d'argent. Les produits des contributions de guerre et des spoliations de toute sorte, dont il ne se fit pas faute, avaient été vite dévorés. Comme l'invincible armée impériale-royale ne conquérait pas de nouvelles provinces à exploiter, il devenait très-difficile de la solder et de l'entretenir. Le proconsul eut alors une idée qu'il crut excellente. Il créa des bons dits « du trésor hongrois », auxquels, pour en rendre la circulation plus facile parmi des populations malintentionnées, il fit donner une forme presque identique à celle du papier-monnaie émis par le gouvernement hongrois.

Tout cela n'était pas de nature à faire aimer l'Autriche par les populations hongroises. Aussi, dans les parties occupées par l'ennemi, chacun faisait-il des vœux pour le prompt retour des armées nationales. Lorsque Perczel, vers la fin de janvier, s'avança, vainqueur à Czegléd, jusqu'aux environs de Pest, les habitants de cette ville sortaient dans les rues en costume de gardes nationaux, et par ci, par là, on voyait reparaître

les couleurs nationales. Afin de briser un patriotisme si peu dissimulé, le commandant militaire de Pest, le général Wrbna, publia une proclamation, dans laquelle il menaçait de faire enrôler parmi les troupes impériales « ces hommes belliqueux », qui commettaient le crime de ne pas subir patiemment le joug autrichien.

Nous venons d'énumérer quelques-uns des actes arbitraires de Windischgraetz dans l'administration des comitats abandonnés. En quelques mots, nous pouvons démontrer que le chef militaire ne fut ni plus heureux ni moins malhabile que le pacificateur.

Le généralissime avait deux choses très-simples à faire en même temps : d'une part, détacher quelques-unes de ses forces pour observer la retraite de Görgey ; d'autre part, lancer son corps d'armée principal sur la Tisza et écraser « les rebelles » avant qu'ils eussent pris le temps de se concentrer.

C'est justement ce que Windischgraetz négligea de faire. Il envoya des troupes considérables à la poursuite de Görgey et garda de nombreux régiments autour de lui, dans la capitale. La moindre partie de son armée se dirigea sur la Tisza et s'arrêta sur les bords de cette rivière, placée en observation, mais peu en état soit d'attaquer, soit même de se défendre. On a vu déjà combien il fut facile à Perczel de battre les Autrichiens à Szolnok, puis à Czegléd, quoiqu'ils eussent sur ce dernier point reçu des renforts ; il put même menacer Pest. Alors seulement le généralissime impérial parut comprendre la faute qu'il avait commise. Il rappela en toute hâte une partie des troupes qui poursuivaient vainement Görgey et dirigea sur Miskolcz la division Schulzig pour donner la main au corps de Schlick, déjà en péril.

XVIII

Grâce à l'inintelligence du maréchal autrichien, le comité de défense trouva moyen, non-seulement de réunir en un tout compacte les soldats dispersés de l'indépendance hongroise, mais encore d'en augmenter le nombre. Le gouvernement national fut admirablement secondé dans cette œuvre de salut et par les populations, d'un patriotisme inépuisable, et par les municipalités, et aussi par ses commissaires extraordinaires.

Depuis le commencement de la guerre, le gouvernement s'était vu obligé d'envoyer de ces magistrats exceptionnels sur les divers points menacés; très-peu nombreux à l'origine, ils s'étaient multipliés avec les périls, et, à présent, il y en avait dans presque tous les comitats. Quelques-uns des commissaires extraordinaires étaient déjà vice-comtes ou comtes suprêmes des comitats, où ils exerçaient leurs pouvoirs. Mais le plus souvent c'étaient les membres de la diète, représentant la province où ils avaient été délégués, ou tout au moins la connaissant et y ayant des relations. En outre de ces commissaires, pour ainsi dire civils, il y en avait d'attachés à chaque armée en campagne; il y en avait, enfin, dont la mission toute spéciale était de surveiller le recrutement et l'approvisionnement des troupes.

Les uns et les autres étaient les mandataires du pouvoir central. Néanmoins les municipalités des villes libres et des

comitats subsistaient toujours, mais elles n'exerçaient plus leurs droits que sous la surveillance ou la direction, médiate ou immédiate, des commissaires. Les Hongrois, nul ne l'ignore, aiment avec passion leur *self-government*. Sa suspension ou plutôt son atténuation provisoire, nécessitée par le danger de la patrie, ne leur parut pas être une tyrannie. On les vit, eux si *ingouvernables* sous la domination autrichienne, subir patiemment l'action, souvent extra-légale, des commissaires du comité de défense. Du reste, ceux-ci, patriotes ardents, libéraux convaincus, surent ne point mésuser de leur pouvoir, tout en déployant, à l'occasion, beaucoup d'énergie. Sauf quelques cas très-rares, ils purent employer, pour accomplir leur mission, les municipalités elles-mêmes et les magistrats légaux. Toutefois, dès qu'ils virent, sur certains points, que ces magistrats et ces municipalités ne leur prêtaient pas un concours assez actif, assez sincère, ils n'hésitèrent pas à les casser et à les remplacer de leur autorité propre.

Parmi ceux de ces commissaires qui, durant la révolution, se firent remarquer par leur intelligence et leur énergie, nous devons citer de mémoire les suivants : Ladislas Csány, envoyé à l'armée du Danube supérieur, puis en Transylvanie ; le baron Jeszenák, délégué dans le nord-ouest de la Hongrie ; Noszlopy, dans le comitat de Somogy ; Repeczky, dans celui de Nógrád. Ces deux derniers organisèrent des corps francs et les commandèrent en personne. De même, Barthélemy Szemere, précédemment ministre, se distingua en réunissant un corps d'environ 4,000 guérillas. Citons encore Moïse Berde, en Transylvanie ; Szintay, dans le comitat de Beregh, Samuel Bónis et Paul Asztalos, qui mourut en remplissant son mandat. Nous aurons l'occasion, un peu plus tard, de parler de Daniel Boczko, qui s'est immortalisé, dans la ville d'Arad, par un acte de courage militaire. Mais, dès à présent, n'oublions pas Alexandre

Lukács, commissaire chargé de l'habillement de l'armée. Ce jeune homme, aux instincts essentiellement révolutionnaires, déploya une activité prodigieuse, au-dessus de tout éloge. Successeur de Nyáry, il centralisa l'habillement et l'équipement des troupes à Nagy-Várad, et ne cessa pas un seul instant, en dépit des embarras les plus grands, de tenir ces dépôts en parfait accord avec les besoins. A travers le pays entier, il mit en réquisition et les matières et les ouvriers qui lui étaient nécessaires, et, sous son administration, — on peut le dire sans la moindre exagération, — l'armée ne manqua de rien.

XIX

Dès que Görgey eut opéré sa jonction, le gouvernement hongrois crut l'heure venue de prendre l'offensive et de lancer la masse des forces nationales sur l'ennemi. Il confia le commandement suprême, comme nous l'avons dit, au général polonais Henri Dembinski.

L'armée qui fut mise à la disposition du nouveau généralissime comprenait les corps de Görgey (7e), de Klapka (1er), de Perczel (2e), lequel en avait abandonné la direction, et de Damjanich (3e). L'effectif de ces quatre corps montait à 46,000 hommes, 6,000 chevaux et 170 canons.

Dembinski établit son quartier général à Miskolcz. Sur l'ordre du comité de défense, il commanda de marcher en avant (22 fé-

vrier). Le 7e, le 1er et le 2e corps prirent la grande route qui conduit à Pest. Le 3e corps, cantonné à Czibakháza, y resta pour seconder les opérations de l'armée principale en débouchant par Szolnok.

Windischgraetz put opposer aux Hongrois le 1er, le 2e, le 3e corps et le corps de réserve, ainsi que deux brigades, agissant sur les derrières de l'armée hongroise ; en tout de 56 à 60,000 hommes, 5,000 chevaux et 200 bouches à feu.

Les deux armées avancèrent rapidement l'une sur l'autre et se rencontrèrent devant Kápolna le 26 février. Les Autrichiens étaient alors au nombre de 39,000, et les Hongrois, dont tous les corps en mouvement n'étaient pas encore arrivés, ne purent mettre en ligne que 17,000 hommes. En dépit de leur infériorité numérique et quoique Windischgraetz commandât en personne, ils soutinrent avec tant de vigueur le choc de la masse autrichienne, que, s'ils ne la rompirent point, du moins l'arrêtèrent-ils. Le soir, quand Dembinski parvint sur le lieu de l'engagement, il fit rentrer les détachements qui avaient combattu dans les positions par eux occupées le matin et dont ils s'étaient quelque peu écartés. Puis il prit des dispositions afin que le reste de l'armée hâtât sa marche.

Le lendemain, 27 février, Windischgraetz recommença l'attaque et s'empara de Kápolna. Dembinski, voulant reprendre ce village, y dirigea le 47e bataillon de Honvéds par la grande route. Lui-même il conduisit, par une autre voie, du côté de Tótfalu, le bataillon italien Zanini. Au premier rang se trouvait le baron César Mednyánszky, aumônier supérieur du 7e corps, qui, le crucifix à la main, surexcitait l'ardeur des combattants.

Le 47e bataillon enleva d'assaut l'auberge située à l'entrée du village. Le bataillon Zanini pénétra dans le village même. Mais tout à coup survinrent cinq bataillons ennemis, et les

Italiens, incapables de sortir de Kápolna, furent en majeure partie faits prisonniers.

A midi Dembinski reçut la nouvelle de l'arrivée de la division Guyon à Kerecsend. Mais, ne voulant pas renouveler la lutte, il ramena ses troupes en arrière.

Dans cette lutte de deux jours, les pertes furent à peu près égales : douze cents hommes environ furent tués et blessés de chaque côté. Les Autrichiens, en outre, gardèrent les prisonniers qu'ils avaient surpris, cinq à six cents Italiens du bataillon Zanini.

Si les troupes du corps d'attaque s'étaient trouvées réunies, il est plus que probable que les Hongrois auraient vaincu. Mais, le premier jour, ils ne purent engager que 17,000 hommes, et, le second, les deux divisions Guyon et Kmety, les plus fortes, ne se rallièrent pas en temps opportun. Dembinski a accusé Görgey de ce fatal retard. L'accusation ne nous paraît pas mal fondée, même après avoir lu les explications données par Görgey dans ses *Mémoires*.

Sans doute, Kápolna doit être comptée parmi les batailles perdues. Pourtant, loin de nuire à la réputation militaire des Hongrois, elle l'augmenta.

Sur un point, 4,500 hommes, en majeure partie tout récemment enrégimentés et voyant le feu pour la première fois, parvinrent à tenir en échec, durant deux journées, les forces principales des Autrichiens ; ils intimidèrent tellement l'ennemi, que, vainqueur, il passa la rivière de Tarna en prenant les précautions les plus minutieuses, et ne songea même pas à poursuivre les vaincus. D'autre part, on vit 3,500 Hongrois supporter durant quatre heures (de sept à onze) le poids de 13,200 Autrichiens sans perdre un canon, un drapeau, un prisonnier.

A Kápolna, quelle qu'ait été l'issue de la lutte, les « re-

belles » de Hongrie ont prouvé aux Impériaux que, militairement, ils étaient leurs égaux, et même, vu leur infériorité numérique, qu'ils leur étaient supérieurs [1].

XX

Le 28 février, toute l'armée hongroise, à l'exception de la division Kmety, chargée de couvrir la retraite, se trouva rassemblée devant Mezőkövesd. L'armée autrichienne, qui pressait Kmety, atteignit de nouveau son arrière-garde, en vue des Hongrois, à environ 2,000 pas de leur camp. Aussitôt quelques escadrons de hussards du régiment Nicolas sautèrent sur leurs chevaux et s'élancèrent au secours de leurs frères. Jamais plus brillante charge de cavalerie ne fut exécutée avec plus de bonheur. Les légers hussards tombèrent, rapides comme un orage, sur la lourde masse des cuirassiers impériaux, la rompirent d'un élan, la déchiquetèrent à coups de sabre, la dispersèrent dans toutes les directions. La fuite des Autrichiens qui avaient assailli l'arrière-garde de Kmety fut si rapide qu'ils oublièrent de sauver leurs canons. Les hussards les ramenèrent triomphalement au camp hongrois avec un certain nombre de prisonniers.

L'infanterie autrichienne avançait derrière la cavalerie. Elle n'osa rien entreprendre pour recouvrer ses canons. Elle s'arrêta à l'aspect de l'armée hongroise, qu'elle croyait

[1] V. Klapka, *Nationalkrieg*, t. I, p. 268.

en déroute, et qui se trouvait devant elle, rangée en bataille.

Ce petit fait d'armes ranima le courage des troupes, très-peu abattu, du reste, par les échecs des jours précédents. L'armée, pleine d'ardeur, réclama l'ordre d'attaquer; elle avait hâte de prendre sa revanche. En dépit des cris des soldats et des supplications de Görgey et de Klapka, Dembinski refusa de recommencer la lutte. Au contraire, il ordonna la retraite sur Tiszafüred, de l'autre côté de la Tisza.

Cette retraite fut extrêmement pénible. Une partie des troupes l'effectua à travers des marécages ou des routes défoncées, exposée même à la faim, à cause du désordre survenu dans le service alimentaire.

Enfin le gros de l'armée atteignit Tiszafüred. Görgey, suivant les instructions qu'il avait reçues, aurait dû s'arrêter à Poroszló avec deux divisions. Mais ce point, à cause d'un défilé qui se trouvait derrière, lui parut intenable et il rejoignit le gros de l'armée, ne laissant de l'autre côté de la Tisza qu'un détachement de cavalerie.

XXI

C'est à Tiszafüred qu'éclata le mécontentement contre Dembinski. Les officiers supérieurs de toute l'armée se réunirent en conseil de guerre et invitèrent le commissaire du gouvernement, Barthélemy Szemere, à présider à leurs délibérations.

D'après le rapport fait verbalement à l'assemblée nationale

par Kossuth le 9 mars [1], ce conseil de guerre déclara unanimement n'avoir aucune confiance en Dembinski, et cela particulièrement :

1° Parce que le général en chef avait laissé Schlick s'échapper;

2° Parce qu'il avait permis à Schlick de se réunir à Windischgraetz;

3° Parce que, sur le champ de bataille, il avait séparé les unes des autres des divisions faisant partie du même corps, de telle sorte que les commandants ne savaient plus quelles troupes, quels chefs de brigades ils avaient sous leurs ordres;

4° Parce que, devant Mezőkövesd, où l'action avait été entamée avec éclat et succès par une brigade, il n'avait pas permis à l'armée, enflammée du désir de combattre, d'engager la lutte;

5° Parce que, au contraire, il avait ordonné la retraite, une retraite à travers les marais d'Egerfarmos, où les hommes avaient de l'eau jusqu'à la ceinture et étaient obligés de s'atteler eux-mêmes aux canons embourbés dans les marécages;

6° Parce qu'il avait ordonné à Görgey de tenir avec une division à Poroszló, où il avait un défilé dangereux sur sa ligne de retraite;

7° Parce que, durant les trois journées de la bataille, et même durant le quatrième jour de la retraite, l'armée n'avait pas reçu assez de vivres, le général en chef n'ayant pas pris à cet égard les dispositions nécessaires.

En conséquence, et vu que tel était l'avis du corps entier des officiers, le commissaire Szemere prit sur lui de décider :

[1] V. le *Kozlony* du 11 mars 1849.

1° Que le président du comité de défense serait invité à venir au camp;

2° Qu'en attendant son arrivée, le général en chef appellerait un ou deux des commandants de corps pour tenir conseil avec lui.

A cette dernière décision, Dembinski opposa un refus énergique. « Je ne reconnais au-dessus de moi, dit-il, que le gouvernement, et je vous répète ce que, en pareille circonstance, j'ai déclaré à mes officiers, lors de ma retraite de Lithuanie : Si je supposais que ma propre casquette devinât mes plans, je la jetterais loin de moi ! »

Barthélemy Szemere remit alors le commandement au premier des chefs de corps par droit d'ancienneté, au général Görgey. Görgey envoya aussitôt son chef d'état-major réclamer à Dembinski ses papiers de service. Celui-ci refusa de les donner. Une sentinelle fut placée à sa porte. Mais le commissaire du gouvernement ne voulut pas suivre si loin les opposants. Il réprouva l'arrestation du général en chef et ordonna sa mise en liberté.

Le lendemain du jour où ces tristes faits s'étaient passés, Kossuth arriva au camp avec le ministre de la guerre, Mészáros, et le général Vetter. Il fit appeler Dembinski et les officiers supérieurs qui commandaient sous ses ordres. Les officiers réitérèrent leurs accusations. Dembinski rejeta les fautes sur le mauvais vouloir de ses lieutenants.

« Il eût été difficile, dit Kossuth dans son rapport, de décider séance tenante qui des deux partis avait raison. » — C'est pourquoi le président du comité de défense se borna à réprouver sévèrement la désobéissance des officiers. Puis il demanda au général en chef si la satisfaction qui lui était ainsi donnée lui suffisait ou non. — Dembinski se déclara satisfait.

Il ajouta qu'il ne lui était pas possible de commander une armée dont il avait perdu la confiance, mais qu'il désirait être employé ailleurs.

La démission de Dembinski ayant été acceptée, Kossuth nomma Görgey commandant du 7e, du 1er et du 2e corps d'armée. Görgey promit d'obéir au gouvernement, rétractant ainsi sa déclaration de Vácz, dans laquelle il n'avait pas reconnu l'autorité du comité de défense, mais seulement celle du ministre de la guerre, Mészáros.

Quelques jours plus tard, Dembinski écrivit à Kossuth qu'il retirait sa démission. Szolnok, dit-il, venait d'être enlevé par Damjanics, conformément aux dispositions par lui prises, et il désirait reprendre son commandement, afin de poursuivre l'exécution du plan qu'il avait conçu. Le président du comité de défense ne crut pas devoir accéder à la demande du général polonais. Görgey conserva sous ses ordres le 7e, le 1er et le 2e corps, et Damjanics le 3e. Mais Vetter, promu au grade de feld-maréchal-lieutenant, fut nommé généralissime de toutes les troupes hongroises, à l'exception de l'armée de Transylvanie et de la réserve stationnée dans les environs de Debreczen, siége du gouvernement (9 mars).

XXII

A propos du grave différend dont nous venons de raconter les phases, nous comprenons que les avis soient restés parta-

gés. Quant à nous, nous n'osons pas, dès à présent, décider qui eut raison de Dembinski ou de ses lieutenants. Les dispositions du général polonais nous semblent avoir été vicieuses; mais, d'autre part, il est impossible de ne point reconnaître que ses officiers, et particulièrement Görgey, ne le secondèrent pas selon leur devoir.

Les sentiments hostiles de Görgey s'étaient manifestés presque aussitôt après l'entrée en fonctions de Dembinski, lorsque celui-ci décida qu'il n'y aurait plus de corps d'armée, que toutes les troupes se partageraient en simples divisions. Görgey, annonçant ce changement à ses soldats, avait dit dans un ordre du jour : « Soumettez-vous à cette apparente *humiliation* comme je l'ai fait moi-même personnellement. » Les autres chefs de corps, tout en acceptant le nouveau chef sans murmurer, ne lui paraissaient guère plus sympathiques.

Mais d'où provenait cette animosité contre Henri Dembinski? N'était-ce pas simplement parce qu'il était étranger, et qu'il répugnait à des Hongrois de n'être pas commandés par des Hongrois?

La sympathie de la nation hongroise pour la nation polonaise était profonde, indestructible. Mais cette sympathie, les anciens officiers autrichiens ne la partageaient guère. Fiers de leur éducation militaire, ils croyaient à leur propre expérience.

Il leur répugnait aussi de se voir évincés par un nouveau venu, eux qui avaient formé l'armée et qui même avaient déjà remporté des succès partiels.

Un seul des chefs étrangers fut vraiment adoré de ses inférieurs, tant officiers que soldats. Nous voulons parler du général Bem.

Mais Bem, il faut le remarquer, ne fut pas mis à la tête d'une armée dont les éléments avaient été formés, aguerris

antérieurement et qui n'avait fait que changer de chef. Bem créa son armée de débris de troupes mises en déroute; il l'organisa lui-même, la vieillit vite par le succès. De plus, il n'avait avec lui que des majors, officiers d'un grade trop peu élevé pour aspirer au commandement en chef dont il se trouvait investi. L'exception de Bem explique le cas de Dembinski.

Pourquoi, demandera-t-on peut-être, Kossuth, qui avait confiance en Dembinski, qui lui avait donné le commandement, pourquoi Kossuth céda-t-il devant la révolte des inférieurs du général?

Kossuth, dans l'état où se trouvaient les choses, ne pouvait pas ne point céder. Cependant, à notre avis, il aurait dû, pour sauvegarder le droit du gouvernement et la discipline militaire, constituer une commission qui eût examiné le différend, entendu les deux parties, et puni sévèrement celui ou ceux dont la culpabilité aurait été reconnue par enquête et interrogatoire. En oubliant d'agir ainsi, le président du comité de défense commit une faute dont chacun appréciera la gravité. La révolte s'était déjà manifestée à Vácz. La laisser se manifester de nouveau, bien plus, lui donner gain de cause à Tiszafüred, n'était-ce pas la nourrir, l'enhardir et préparer les plus fatales difficultés?

Kossuth espérait séduire Görgey à force de concessions et de flatterie. Sûr de ses hautes capacités, il croyait le lier ainsi de plus en plus à la cause nationale. Kossuth, on le verra, se trompait étrangement. Il eût mieux valu pour la Hongrie que justice fût faite, dès la première heure, du rebelle orgueil d'Arthur Görgey. En le frappant à temps, la guerre de l'indépendance ne se serait pas terminée comme elle se termina, par la capitulation de Világos!...

Mais on devait être aveugle jusqu'à la fin. On pardonna la

rébellion de Vácz et le silence obstiné de l'heureux général vis-à-vis du gouvernement durant toute sa retraite à travers la Hongrie du nord. La rébellion de Tiszafüred fut récompensée comme une victoire!

D'abord, nous l'avons déjà dit, Görgey reçut le commandement de trois corps d'armée, au lieu d'un seul. Ensuite, pour l'honorer de « sa belle retraite, » on lui décerna la décoration militaire de deuxième classe, décoration nouvellement créée.

D'après le décret organique qui l'avait instituée, cette décoration comprenait trois classes. La première devait être donnée à ceux qui remporteraient des victoires réelles, feraient quelque opération très-importante, défendraient avec succès ou enlèveraient une forteresse; le gouvernement et la diète avaient seuls le droit d'en disposer. La seconde classe pouvait être obtenue par ceux qui, au milieu du péril le plus grand et le plus évident, avec une distinction toute particulière et un succès complet, auraient rempli leurs devoirs; ou bien qui, sans avoir reçu d'ordres, de leur propre mouvement, auraient accompli des actions, attestant à la fois du courage et de l'habileté, et étant d'une utilité considérable pour le pays. La troisième classe avait pour but de récompenser les actes ordinaires de bravoure. Les deux dernières classes étaient décernées par un « conseil de mérite, » attaché au ministère de la guerre. Toutefois, mais exceptionnellement, il appartenait au général en chef de décorer ses soldats et officiers sur le champ de bataille [1].

[1] Plus tard, au commencement d'avril (*Kozlony* du 11), un décret du ministre de la guerre institua un autre ordre également militaire, mais destiné à récompenser des mérites pour ainsi dire civils, des actes non accomplis en présence de l'ennemi. Comme le premier, il comprenait trois classes. L'emblème était, non plus une couronne de laurier, mais une couronne de chêne. Le ruban était vert et non rouge; à cette décoration n'était attachée aucune rétribution pécuniaire. Le général Vécsey notamment


ERZSÉBET TUDOMÁNYEGYETEM. KIR. Magyar Történet intézete

La première remise de décorations à plusieurs généraux eut lieu avec quelque solennité à Debreczen, lors de la visite qu'y fit Görgey le 9 mars. Les membres du comité de défense, les officiers supérieurs présents et plusieurs membres de la diète furent réunis dans un grand salon attenant au cabinet de Kossuth. Kossuth attacha de sa propre main la décoration sur la poitrine des généraux. Görgey se tenait silencieux et dans une attitude affectée de modestie. Le président du comité de défense lui adressa quelques paroles flatteuses. Görgey les reçut avec impassibilité.

XXIII

Avant de reprendre le récit des opérations de l'armée principale, nous devons mentionner deux faits d'armes, accomplis en aval de Tiszafüred, à Czibakháza et à Szolnok, deux points également importants pour le passage de cette rivière et situés vers le milieu de son cours.

Les Autrichiens avaient déjà, dans les premiers jours de février, entrepris une attaque infructueuse contre Czibakháza. Commandés par le général Ottinger, ils la renouvelèrent le 21 du même mois. Le commandant Mesterházy repoussa

a obtenu la deuxième classe pour avoir sauvé l'armée du sud lors de la désertion du général Eszterhazy. — Il fut aussi établi par décret de Mészaros que la *casquette rouge*, portée par les Honvéds héroïques du 9[e] bataillon était réputée signe distinctif de courage et ne pouvait être portée par d'autres corps sans l'autorisation du commandant en chef.

l'assaut et, vainqueur, prit immédiatement l'offensive. Le major Leiningen traversa le pont jeté sur la Tisza, et avec un bataillon (Schwarzenberg) poursuivit l'ennemi. Celui-ci, plus nombreux, parvint à arrêter les Hongrois et même à isoler leur chef, qui courait en avant, sans s'apercevoir qu'il n'était plus suivi. Leiningen fut entouré, saisi, puis conduit dans une grange où il eut à subir de la part de l'officier autrichien les insultes les plus grossières. Mais ses hommes s'étaient aperçus de son absence, et, ils étaient revenus sur leurs pas, disposés à mourir ou à délivrer leur major prisonnier. Ils se ruèrent donc sur l'ennemi, le culbutèrent, atteignirent la grange, s'en emparèrent et rentrèrent à Czibakháza, ramenant triomphalement Leiningen à leur tête et les Autrichiens au milieu d'eux. L'insulteur impérial, désormais à la merci du major hongrois, devait s'attendre à subir la juste punition de la lâcheté qu'il avait commise. Leiningen, aussi généreux que brave, lui tendit la main et lui offrit l'hospitalité dans sa propre maison.

Après cette double attaque et cette brillante sortie, les Autrichiens respectèrent Czibakháza. Ils concentrèrent leur attention sur l'autre passage de la Tisza, sur Szolnok.

Les divisions de Damjanich et de Vécsey reçurent l'ordre de les déloger de cette position. Le 5 mars, Vécsey fit une démonstration hostile sur le pont dont ils occupaient la tête, pendant que Damjanich, qui avait passé la rivière à Czibakháza se portait contre eux par le sud. Une charge de dragons, à laquelle répondirent heureusement les lanciers polonais du vaillant Poninski, engagea la lutte. Ensuite, les héroïques honvéds du 3e et du 9e bataillon, sous les ordres de leurs commandants, Bóbich et Paul Kiss, avec le 65e et le bataillon Schwarzenberg, s'avancèrent contre l'ennemi au milieu d'une grêle de mitraille et enlevèrent d'assaut ses premières lignes fortifiées. Les hussards de Nagy Sándor et les lanciers polonais poursuivirent les

fuyards, en massacrèrent une partie, en jetèrent une autre partie dans la Zagyva. Alors les Autrichiens reçurent des renforts. Ils ne purent rétablir leur ordre de bataille et bientôt s'enfuirent, laissant aux Hongrois onze canons, dix caissons, tous leurs bagages et huit cents prisonniers. En outre, ils avaient eu un millier d'hommes tués ou blessés. Les Hongrois n'avaient perdu que trois cents des leurs.

Le lendemain de la victoire, Damjanich envoya un parlementaire remettre au chef ennemi tout l'argent, appartenant aux officiers et soldats autrichiens, qui était tombé entre ses mains, ainsi que les papiers trouvés dans les caisses de l'état-major. Tous les morts, de quelque armée qu'ils fussent, reçurent solennellement la même sépulture.

La brillante conduite du général Damjanich lui mérita d'être appelé au commandement du corps dont sa division faisait partie. Son collègue Vécsey fut rappelé à Debreczen, on lui donna un autre emploi.

XXIV

Peu après, le premier corps, commandé par Klapka, rejoignit le troisième, désormais commandé par Damjanich, et, le 15 mars, le général Vetter arriva à Szent-Miklós.

Ayant encore augmenté son armée du deuxième corps (Aulich), Vetter marcha dans la direction de Kőrös (19 mars).

Görgey, presque en même temps, franchit la Tisza à Tokaj et s'avança par la grande route vers Pest.

Ce second mouvement rendait possible la reprise du plan primitif, qui consistait à faire un seul corps des diverses parties de l'armée et à diriger cette masse compacte vers la capitale par la route d'Eger. Des renseignements erronés sur les forces autrichiennes semblaient rendre le nouveau plan du général en chef plus aventureux que l'ancien.

Damjanich et Aulich se décidèrent à communiquer à Vetter des observations en ce sens ; ils l'engagèrent à abandonner la ligne d'opérations qu'il suivait. Vetter y consentit. Laissant la division de réserve, commandée par le lieutenant-colonel Louis Asbóth à Szolnok et à Czibakháza, il emmena le gros de l'armée à Tisza-Füred, où il arriva le 27 mars. Dès le lendemain, il commença le passage de la rivière. Le 29 Görgey ayant opéré sa jonction, toute l'armée se trouva réunie sur les hauteurs d'Eger.

Maintenant vont enfin commencer des opérations militaires si brillantes et si heureuses qu'elles attireront l'attention du monde entier sur cette Hongrie que ses amis de l'étranger voyaient eux-mêmes déjà étouffée sous les masses autrichiennes. Et le monde, au bruit des victoires coup sur coup remportées, apprendra avec stupéfaction que la Hongrie n'est pas morte, comprendra sa puissance, admirera son héroïque vitalité.

L'honneur de vaincre paraissait être destiné au général Vetter, car c'était lui qui avait élaboré le plan de la campagne et il se trouvait à la tête de l'armée. Mais au moment où il allait enfin réaliser son œuvre, la maladie l'arrêta brusquement. Kossuth remit provisoirement le commandement en chef à Görgey, que le colonel Gáspár remplaça à la tête du 7e corps. Ainsi donc, ce fut un hasard qui donna à Görgey le poste qu'il ambitionnait depuis si longtemps. Dès l'abord, comme nous allons le voir, la Hongrie n'eut point à s'en plaindre.

Trop heureux de son élévation, le jeune général en chef cessa, pour l'heure du moins, de se poser en rival du président du comité de défense, et la bonne entente de ces deux hommes ne servit pas peu aux succès de la cause nationale.

Görgey, de concert avec Klapka et avec le chef de son état-major, arrêta sur-le-champ un plan de campagne, suivant lequel il ne s'agissait plus, comme précédemment, d'attaquer de front l'ennemi, alors arrêté à Bag et à Aszód, mais de le tourner par Jászberény; un seul corps devait l'occuper en avant, sur la grande route.

Nous allons suivre l'exécution de ce plan. Mais auparavant n'oublions pas de rappeler que Windischgraetz continuait ses opérations sans lien ni suite. Trompé sur les intentions de ses adversaires, — il a avoué dans ses rapports qu'il ne pouvait pas se procurer d'espions, — indécis sur le rôle qu'il avait à jouer, rôle défensif ou offensif, il ne procédait que par marches et contre-marches. Ses troupes s'étendaient, dispersées, sur une ligne infiniment trop longue, de Czegléd à Vácz. Son troisième corps occupait la grande route depuis Gödöllő jusqu'à Hatvan.

Selon l'appréciation du général Klapka, le généralissime autrichien disposait de 52,000 hommes environ et de 230 bouches à feu. L'armée hongroise ne comptait pas plus de 44,900 hommes, 8,100 chevaux, 182 canons.

La première rencontre eut lieu devant Hatvan, entre Gáspár et Schlick (2 avril). Gáspár prit une telle position que l'ennemi se serait trouvé entre deux feux s'il avait attendu la division Wisocki, qui accourut sur son flanc gauche en entendant la canonnade. Schlick se retira dans Hatvan. Il y fut poursuivi par les bataillons de Pöltenberg, que le général Ernest Kiss commandait à titre de volontaire. La ville fut emportée d'assaut et les Autrichiens s'enfuirent. On les poursuivit jusqu'à la Zagyva.

Cet engagement leur coûta 300 hommes ; les Hongrois n'en perdirent guère plus de 150.

Dès qu'il eut reçu la nouvelle de cette défaite, le feld-maréchal Windischgraetz concentra entre Gödöllö, Bagh et Aszód les forces qui se trouvaient à sa portée, et ordonna à Jellachich de se rapprocher de lui par Bicske et Isaszeg.

Klapka, avec son premier corps, avait quitté Jászberény le 4 avril. En atteignant Nagy-Káta, il apprit que l'ex-ban venait de quitter Tápio-Bicske et n'y avait laissé qu'un faible détachement. Il résolut de s'emparer de cette position. Mais la colonne qu'il envoya à l'assaut, trop peu nombreuse, fut repoussée avec beaucoup de pertes par un ennemi de beaucoup supérieur ; même elle se rabattit en désordre et fut poursuivie à outrance. Par bonheur, les hussards de Klapka arrivèrent à temps pour arrêter les hussards croates [1].

Cet engagement de cavalerie donna lieu à une sorte de combat singulier à la manière du moyen âge. Le chef des hussards croates, le major Riedesel, cavalier d'une taille colossale et qui s'était acquis la renommée d'être un habile manieur de sabre, cherchait à travers la mêlée le chef des hussards hongrois. Celui-ci, Sebő, s'en aperçut, et, en vrai chevalier, se porta au-devant de l'adversaire qui l'avait choisi. De part et d'autre, le duel fut livré avec une indicible furie. Tout d'abord, le Hongrois eut le désavantage, il reçut deux énormes blessures, mais d'un suprême élan, il se rua sur l'Autrichien et d'un coup de sabre lui fendit la tête.

Après cet exploit de leur chef, les cavaliers hongrois reculèrent à leur tour, et, derrière eux, les fantassins à grande peine ralliés. Mais soudain apparut le troisième corps de l'armée hongroise, sous les ordres de Damjanich.

[1] Dits *hussards de banderie*.

Le choc du troisième et du neuvième honvéds, soutenus par un bataillon du 19e de ligne et par la légion polonaise, fut irrésistible. L'ennemi prit la fuite.

XXV

Cependant les deux armées ennemies qui, depuis leur rencontre à Kápolna, n'avaient lutté que partiellement, se rapprochaient l'une de l'autre. Elle se trouvaient presque en présence. Une bataille générale devenait imminente.

Le 6 avril, le premier et le troisième corps de l'armée hongroise marchèrent dans la direction de Isaszeg ; une colonne se détacha du premier vers Péczel, afin de couvrir le flanc gauche. Le deuxième corps (Aulich) suivit les précédents. Le septième (Gáspár) quitta Hatvan et s'avança sur Bagh et Aszód.

De la sorte, les lignes d'attaque se concentraient entre Isaszeg et Gödöllő, et l'ennemi se trouvait forcé ou d'accepter le combat, ou de se retirer vers Pest.

Jellachich, avec cinq brigades, occupait les hauteurs boisées, situées en avant et en arrière d'Isaszeg. Klapka l'attaqua vers une heure de l'après-midi. Il ne tarda pas à être soutenu par Damjanich.

Sur toute la ligne le combat s'engagea. Cent vingt canons tonnèrent à la fois.

A trois heures, en dépit de la position favorable de l'ennemi,

les Hongrois avaient gagné du terrain sur tous les points. Mais alors se présenta le gros de l'armée autrichienne, sous les ordres de Windischgraetz en personne. Damjanich ayant été inopinément attaqué par Schlick, le flanc droit des Hongrois se trouva sérieusement en danger, tandis que Jellachich, qui occupait une très-forte position, avec une double artillerie, feignit de prendre l'offensive contre l'aile gauche.

En ce moment, plus de 30,000 Autrichiens se trouvaient devant 14,000 Hongrois. Vu l'inégalité des forces, ceux-ci durent se borner à se défendre. L'aile gauche, commandée par Klapka, se soutenait à grand'peine, bientôt allait plier. L'aile droite, plus solide, se maintenait contre Schlick. Telle était la situation lorsque, vers quatre heures, Görgey arriva et prit la direction de la bataille. Rien n'était moins sûr que la victoire, car les Hongrois s'épuisaient sans pouvoir ébranler la masse ennemie.

Tout à coup, à cinq heures, apparut le deuxième corps. Son arrivée décida de la journée. Nouveau Desaix, Aulich accourut à l'appel du canon, et jeta dans la balance ses 8,000 hommes, ses 1,000 chevaux, ses 36 canons. Dès qu'il eut déployé ses troupes entre les deux ailes ébranlées ou fatiguées, toute l'armée reprit son élan et avec tant de fureur que l'ennemi, quoique toujours supérieur en nombre, ne put pas résister. A la nuit tombante, il se retira sur Gödöllő. Les vainqueurs le poursuivirent à travers Isaszeg en flammes jusque dans la forêt, au fond de laquelle il trouva un refuge.

Ainsi, après une lutte acharnée de huit heures, l'armée hongroise avait remporté la victoire. Mais que serait-il advenu si Gáspár, qui avait 16,000 hommes n'était pas resté inactif, s'il avait enlevé la position de l'ennemi devant Bessenyő? Sans nul doute, l'armée principale des Autrichiens eût été détruite; à peine quelques-uns de ses débris auraient-ils pu regagner Pest.

Et quelles eussent été les conséquences d'un triomphe aussi complet? Elles sont incalculables.

Gáspár s'excusa en déclarant qu'il n'avait pas reçu l'ordre d'avancer. Que n'avança-t-il sans ordre? Que ne céda-t-il aux sollicitations de ses lieutenants, du brave colonel Kmety, entre autres?

Le général Klapka lui reproche à bon droit la malheureuse impassibilité qu'il crut devoir garder. Nul ordre contraire ne le retenant dans ses positions, à une lieue d'Isaszeg, il aurait dû, comme Aulich, obéir à la voix du canon.

Quoi qu'il en soit, la victoire avait été brillante. Les Autrichiens avaient laissé mille morts sur le champ de bataille et un nombre encore plus grand de blessés et de prisonniers. Les Hongrois avaient perdu huit ou neuf cents hommes.

Le lendemain du combat, les quatre corps, réunis sous les ordres de Görgey, s'avancèrent sur Gödöllő, où ils entrèrent sans coup férir. L'ennemi avait évacué le village pendant la nuit. Il était en retraite dans la direction de Pest. Quelques troupes furent envoyées à sa poursuite. Elles ne purent l'atteindre. A peine échangèrent-elles quelques coups de canon avec son arrière-garde.

A midi, l'armée qui avait vaincu la veille défila devant le président du comité de défense, entouré des généraux. Kossuth et les soldats échangèrent les saluts les plus sympathiques, et ce fut au milieu d'acclamations enthousiastes que le grand patriote félicita les héros de la patrie.

Certes, cette armée méritait les éloges du chef du gouvernement. Composée en majeure partie de recrues, en partie mal vêtue, mal chaussée, faute d'effets de campement obligée de dormir à la belle étoile, après une retraite très-pénible effectuée durant un hiver extrêmement rigoureux, elle avait vaincu des troupes régulières, anciennes, pourvues de tout ce qui lui man-

quait, supérieure en nombre et occupant les positions les plus favorables. De jeunes gens, subitement arrachés à leurs travaux pacifiques, le patriotisme, en quelques mois, avait fait des soldats excellents par leur discipline comme par leur bravoure, déjà dignes de compter parmi les meilleurs du monde. Ils soutenaient le feu comme des vétérans; ils maniaient la baïonnette comme des zouaves. Attaqués à la baïonnette, les Autrichiens n'ont jamais pu tenir.

Servie par une armée aussi jeune et déjà si puissante, la cause hongroise n'était plus désespérée. On n'était plus téméraire, on n'était que raisonnable en croyant que la Hongrie réussirait à s'affranchir du joug autrichien.

QUATRIÈME SECTION.

LA CAMPAGNE DE BEM EN TRANSYLVANIE.

XXVI

Le succès de l'armée principale, opérant au delà de la Tisza, ne resta pas isolé. Sur tous les points en même temps, au midi et en Transylvanie, la cause de l'indépendance obtint la victoire.

Le général Bem commandait à Vienne lors du siége de cette capitale. Au moment où cette ville héroïque allait tomber entre les mains de Windischgraetz, Bem parvint à gagner la frontière hongroise. En ce moment s'organisait à Pest la légion polonaise du capitaine Wysocki. Cette organisation soulevait malheureusement parmi les exilés polonais des divisions qui n'auraient pas dû trouver place sur la terre étrangère. Quelques-uns d'entre eux, ardents démocrates, prétendaient que Bem

était un aristocrate, un traître, et craignaient qu'il n'enlevât le commandement à Wysocki. Un jeune homme de dix-neuf ans, dans un moment d'exaltation, résolut de tuer son illustre compatriote. Il se fit introduire auprès de lui, lui demanda s'il était bien le général Bem, et lui tira un coup de pistolet à bout portant. Par bonheur, la balle ne fit qu'effleurer la joue de la victime [1], et cet acte de fanatisme ne priva pas la Hongrie d'un homme qui devait lui rendre d'éminents services.

Peu de temps après, Bem fut investi par le comité du commandement de l'armée de Transylvanie. Il entra en fonction au milieu du mois de décembre.

On se rappelle l'évacuation de Kolosvár et la retraite des Hongrois sur la Hongrie proprement dite. Depuis lors, le major Czetz était resté chargé du commandement provisoire. Il avait disposé ses troupes sur trois points : la droite à Csúcsa, sous le colonel Riczkó ; le centre à Szilágysomlyó, sous le colonel comte Clément Mikcs; la gauche, à Nagy-Bánya, sous le major Zsurmay. Il avait lui-même établi son quartier général au centre.

Cette armée était forte de 10,950 hommes d'infanterie, de 1,335 cavaliers, de 24 canons. Mais près de la moitié se composait de gardes nationaux, qui, la plupart, n'avaient d'autres armes que des lances.

Les troupes régulières de l'ennemi, — sans compter les levées en masse valaques et saxonnes, — s'élevaient de 15 à 20,000 hommes, elles étaient pourvues de 60 bouches à feu. Elles avaient pour chefs le général Puchner et ses lieutenants

[1] L'assassin fut emprisonné et son procès s'instruisit. Lors du bombardement de Pest par le général autrichien Hentzi, qui commandait à Bude, il fut, avec d'autres prisonniers, transféré dans un endroit plus sûr. Durant le parcours il parvint à s'échapper, et l'on dit qu'il trouva un refuge dans les rangs de la légion polonaise, qui, du reste, avait déjà demandé sa grâce.

les généraux Gedeon, Castiglione, Jóvich, Kalliány et le colonel Urban. Donc, sous le double rapport du nombre et de la discipline, elles dépassaient les troupes hongroises. Elles possédaient encore un autre avantage : elles occupaient la Transylvanie entière, y compris la forteresse de Károlyfehérvár, les autres forts et villes fortifiées. La Transylvanie, de toutes parts entourée par les Carpathes, ouverte à la Hongrie seulement par trois routes, trois véritables défilés, est elle-même une vaste forteresse.

On comprend les difficultés de la position et la faiblesse des moyens dont disposaient les Hongrois. Et pourtant, en quelques semaines, ils reconquirent tout ce qu'ils avaient perdu, grâce au génie déployé par le général Bem. La campagne de Transylvanie est un miracle d'audace, et le nom de celui qui la dirigea garde une place d'honneur parmi les capitaines illustres.

XXVII

En avançant sur Pest, Windischgraetz avait ordonné à tous les corps d'armée établis sur les divers points de la Hongrie et de la Transylvanie de combiner leurs mouvements avec les siens et d'attaquer en même temps qu'il attaquait. Le général Puchner, dont la mission était de marcher vers Nagy-Várad, commanda à son lieutenant, le général Wardener, de forcer le passage de Csúcsa, et au colonel Urban de se jeter sur

l'aile gauche hongroise, dans la vallée de Bőrvény. Une troisième colonne, qui comprenait des troupes régulières et de 10 à 15,000 Valaques irréguliers, dut se porter contre le centre.

Urban exécuta son mouvement le 18 décembre. Il fut battu par le lieutenant-colonel Baumgarten. Wardener ne fut pas plus heureux. Le vaillant major Dobay mit en fuite son corps d'armée. Enfin, le troisième corps austro-valaque fut repoussé le 19 et le 20, près de Zsibó, par Czetz et les officiers placés sous ses ordres, Mikes, Kemény et Grégoire Bethlen. Dans toutes ces rencontres victorieuses, les Hongrois n'éprouvèrent qu'une perte vraiment sensible, celle de Baumgarten, qui, grièvement blessé, resta incapable, jusqu'à la fin de la campagne, de mettre de nouveau son intelligence et sa bravoure au service du pays.

Le général Bem, arrivé au camp vers le milieu du même mois de décembre, mit immédiatement à profit les succès obtenus. Avec l'aile gauche de la trop faible armée hongroise, il avança dans la direction de Dées, où, le 23 décembre, il rencontra la brigade impériale de Jablonovski. L'ennemi ne put pas tenir devant une vigoureuse attaque à la baïonnette, dirigée par le lieutenant-colonel Tóth.

Bem alors se précipita vers Kolosvár avec une rapidité prodigieuse. Sa marche était tellement forcée que ses soldats avaient à peine le temps de préparer leur repas. Il ne fut rejoint que le 25 par le centre de son armée, juste au moment où il allait attaquer les Autrichiens. Ceux-ci, le voyant en force, et étant désespérés par les précédentes défaites, n'acceptèrent point la bataille. Ils se retirèrent sur Thorda. Bem entra dans la capitale de la Transylvanie précisément le jour qu'il avait d'avance fixé au comité de défense. Son premier acte fut d'y proclamer une amnistie générale, dont, par malheur, l'effet fut à peu près nul.

L'infatigable général ne s'arrêta point à recevoir les acclamations des habitants de Kolosvár. Rejoint par sa troisième colonne, celle du colonel Riczkò, devant laquelle l'ennemi avait également reculé, il entreprit d'achever l'œuvre si bien entamée ; il s'occupa d'abord de la partie septentrionale, se proposant d'opérer dans le midi aussitôt après avoir dégagé le nord.

Il partit donc avec 3,600 fantassins, 860 cavaliers et 18 canons. Le 29 décembre, il se trouva en présence des forces de Jablonovski et d'Urban, lesquelles étaient de beaucoup supérieures aux siennes et par le nombre et par l'excellente position qu'elles occupaient près de Bethlen. Après une fusillade et une canonnade de plusieurs heures, Bem commanda la charge à la baïonnette. Les Austro-Valaques lâchèrent pied, et leur retraite, troublée par la cavalerie, ne tarda pas à se changer en déroute.

Urban s'était enfui du côté de Naszód, Jablonovski du côté de Besztercze. Bem poursuivait lui-même celui-ci ; il fit poursuivre celui-là par Riczkó. Riczkó et Bem furent de nouveau vainqueurs en même temps, le 31 décembre.

Les Hongrois s'arrêtèrent alors, d'abord parce qu'ils étaient extrêmement fatigués, ensuite parce qu'ils avaient épuisé leurs munitions et devaient en attendre un convoi attardé. Mais leur immobilité dura quarante-huit heures à peine. Le 3 janvier 1849, ils livrèrent un combat aux impériaux près de Tihucza. L'ennemi occupait un défilé fort dangereux. Pour l'en déloger, il fallut se battre durant presque toute la journée. A la fin, les Hongrois infligèrent une telle défaite aux Autrichiens, que les vaincus coururent à travers la montagne, s'allégeant de tout ce qui les gênait, fusils et sacs, et ne s'arrêtèrent que par delà la frontière transylvaine, en Bukovine, où ils arrivèrent à demi-gelés.

XXVIII

L'empereur d'Autriche n'avait plus d'armée du nord en Transylvanie. Bem fit occuper le défilé de Borgo, ouvert du côté de la Bukovine, laissa Riczkó à Besztercze, et se retourna vers le midi contre l'armée de Puchner. Celui-ci s'était en même temps avancé à la recherche de l'armée hongroise. La rencontre eut lieu, le 17 janvier, aux environs de Gálfalva. On se battit avec une extrême vivacité. La victoire resta encore au moins nombreux, aux Hongrois (17 janvier).

Conformément à son audacieuse tactique, Bem poursuivit l'épée dans les reins l'ennemi en retraite sur Nagy-Szeben (Hermannstadt), et, le 21, il arriva devant cette ville, chef-lieu des siéges saxons et quartier général de l'insurrection antihongroise. Sans être une place forte, Nagy-Szeben était cependant entourée d'une enceinte continue et munie de pièces de position. De plus, elle possédait quelques retranchements avancés, une garnison de 11,000 hommes et 54 canons, sans compter un nombre plus ou moins considérable de gardes nationaux. Bem n'avait à sa disposition que 4,500 fantassins, 450 cavaliers, 18 bouches à feu [1]. Devait-il, pouvait-il ris-

[1] Disons-le une fois pour toutes, nous nous en tenons aux sources hongroises pour les chiffres des forces engagées et pour tout ce qui concerne les combats. Ces sources peuvent laisser à désirer sous bien des rapports, mais puisqu'il fallait choisir entre les assertions des généraux hongrois et les affirmations des auteurs autrichiens, nous avons préféré

quer l'assaut? Il le risqua. Les Sicules et la légion allemande furent lancés. Mais par trois fois ils revinrent à la charge, et par trois fois furent repoussés. Alors Bem fit marcher sa petite cavalerie. Les hussards remplirent leur devoir, mais inutilement. Enfin arriva la brigade attendue du lieutenant-colonel Czetz, forte de 1,700 à 1,800 hommes. Un nouveau mouvement fut tenté encore en vain. Les Autrichiens réussirent même à effectuer une sortie, à défoncer le centre des assaillants, à semer le désordre dans une de leurs ailes. Ce que voyant, Bem, au lieu de suivre le courant, ne garda avec lui qu'un escadron des hussards de Mathias et une batterie d'artillerie, et cela lui suffit pour arrêter Puchner qui poursuivait vivement les Hongrois. Exécutant d'admirables charges de cavalerie, pointant souvent lui-même ses canons, il réussit à tenir l'ennemi en échec et à s'établir non loin, à Szelindek.

Huit jours se passèrent avant que Puchner ne vînt l'y attaquer. Mais il parut le 30 janvier avec toutes ses forces, augmentées de celles de Wardener. Bem, qui n'avait que 3,800 hommes, se trouva entouré de toutes parts. Néanmoins il repoussa des assauts multipliés. Puchner, découragé, rentra le soir à Hermannstadt.

Cependant les Hongrois ne pouvaient pas espérer résister plus longtemps à des forces infiniment supérieures. Un détachement, sous les ordres du lieutenant-colonel Kemény, fut d'abord expédié vers Déva, afin de hâter l'arrivée des renforts attendus de Hongrie. Puis, le reste de l'armée suivit. Puch-

accepter les premières. On peut sans doute suspecter la véracité des écrivains hongrois ; mais, quant à celle des autrichiens, on en a plus d'une fois fait l'expérience. Leurs chiffres, — cela peut être prouvé et par les preuves les plus probantes, — leurs chiffres sont généralement exagérés d'un côté, atténués de l'autre ; et l'on doit leur reprocher ces inexactitudes avec d'autant plus de raison qu'ils étaient à même de ne point se tromper. Ils ont eu entre les mains des documents tant sur leurs propres opérations que sur celles de leurs adversaires.

ner, ayant appris cette retraite, s'élança à la poursuite de Bem, et l'atteignit le 4 février. Bem, ce jour-là, ne put tout au plus opposer que 2,000 patriotes à 12,000 impériaux. Malgré des prodiges de valeur, il vit ses soldats écrasés fuir en désordre, abandonner leurs blessés, leurs prisonniers, leurs bagages et même seize canons.

Les canons furent perdus précisément à cause de l'obstination que le général mit à les défendre. Au commencement de la lutte, il avait commandé au major Bauer, chargé de garder les bagages, de ne pas bouger sans un contre-ordre écrit de sa main. Tout entier à sa défense de l'artillerie, il oublia d'envoyer le contre-ordre, et quand il fallut reculer sous la pression des masses ennemies, les bagages devinrent un obstacle à la retraite; ils interceptèrent le passage par où les canons auraient pu être enlevés, et l'on dut, fuyant en toute hâte, les laisser aux mains des Autrichiens.

Après ce malheureux engagement, l'armée hongroise se trouvait réduite à 1,500 hommes, à 8 pièces, dont 2 démontées, et, pour comble de malheur, elle n'avait plus de munitions.

Ayant atteint Szerdahely, Bem fit évacuer ses blessés et malades sur Szász-Sebes. Les Saxons de cette petite ville, réunis à des bandes valaques et à la garnison autrichienne de Károlyvár, surprirent ces malheureux et en firent un épouvantable carnage.

Bem fut instruit de l'événement par un cocher miraculeusement épargné. Il résolut de châtier sur-le-champ les barbares qui s'étaient rendus coupables d'une pareille infamie. Il alla mettre les derniers canons qui lui restassent en batterie devant Szász-Sebes. Mais ses fantassins, pressés de venger leurs frères assassinés, ne voulurent point attendre l'effet de la canonnade. Ils se ruèrent la baïonnette au poing, et leur rage

était telle, qu'en moins d'une demi-heure ils eurent balayé la ville.

Bem l'occupa et résolut de s'y défendre derrière l'enceinte fortifiée qu'il venait d'enlever.

Puchner envoya au général un parlementaire pour le sommer de se rendre. Ce parlementaire était précisément un de ses compatriotes, un Polonais d'origine. Bem l'éconduisit avec mépris. Mais, voyant la défense impossible, il sortit de Szász-Sebes, et, toujours luttant, se retira sans être entamé jusqu'à Szászváros.

Là, il apprit que les renforts qu'on lui avait promis allaient enfin arriver. Le 7 février, en effet, il fut rejoint par deux compagnies de honvéds et par deux escadrons de garde nationale à cheval. Comptant sur la très-prochaine venue du reste, il accepta le combat que Puchner vint lui offrir. Il le perdit. Ses quatre derniers canons en état restèrent entre les mains de l'ennemi. Confiant la direction de la retraite des débris de son armée à Czetz, qui les rallia et les conduisit, épuisés de fatigue à Déva, il courut en toute hâte à Piski, où des secours devaient l'attendre.

Il y trouva en effet 7,700 hommes avec 28 canons, qu'il put mettre en ligne contre les Autrichiens le 9 février. Kemény repoussa tout d'abord trois attaques entreprises contre le pont jeté en avant de la ville sur le Sztrigy. Le 11[e] honvéds, traversant la rivière, quoiqu'elle charriât des glaçons, exécuta une charge des plus brillantes. Mais les hussards de Mathias, en dépit de leur admirable élan, furent repoussés avec perte. La lutte paraissait indécise, lorsque Bem lui-même, blessé à Szászváros, domptant ses souffrances à force de volonté, vint commander en personne. Il fit de nouveau repasser la rivière au 11[e] et au 55[e] honvéd, ainsi qu'à un bataillon sicule, pendant que les hussards s'élançaient au galop à travers le pont. Ce

double mouvement eut un plein succès. Par malheur, en poursuivant l'ennemi, la cavalerie tomba dans une embuscade, la garde nationale, surprise, prit la fuite, et l'infanterie elle-même fit volte-face parce qu'elle n'avait plus de munitions. Ainsi la victoire se transformait en défaite, si Bem n'avait mis de l'entêtement à ne point céder le terrain, et s'il n'avait eu autour de lui des officiers de la trempe de Bethlen, de Kemény, de Jhász et de Hrabovszky, qui, avec Czetz, parvinrent à rallier les fuyards en moins d'un quart d'heure, et à leur faire supporter le choc de l'ennemi. L'ennemi, lui aussi, commençait à manquer de munitions. Bem s'en aperçut. Il le fit charger à la baïonnette, et, à la nuit, la défaite se changea en victoire.

L'avantage avait coûté cher. 6 ou 700 Hongrois étaient restés sur le champ de bataille. Mais les pertes de l'ennemi étaient beaucoup plus considérables.

Puisque enfin la fortune des armes s'était de nouveau tournée du côté des Hongrois, il importait d'en profiter immédiatement. Cela était d'autant plus pressant que la position des vainqueurs était loin d'être bonne, et que leurs opérations manquaient de base. Pour en trouver une, il fallait gagner la ligne du Küküllő et se rapprocher du pays des Székely, d'où l'on était sûr de tirer, en cas de besoin, d'importants renforts. Bem comprit admirablement ce qu'il avait à faire. Il exécuta sans le moindre retard une merveilleuse marche de flanc sous les murs mêmes de la forteresse de Károlyvár, à travers des chemins réputés impraticables.

Le 15 février, il atteignit Medgyes avec le gros de son armée.

XXIX

Il importe d'interrompre un instant le récit des exploits de Bem pour raconter brièvement ce qui s'était passé avant l'arrivée du fougueux général dans le pays des Sicules.

La prise de Marosvásárhely par les Autrichiens avait causé une panique parmi les Székely. Leurs anciens officiers en profitèrent pour leur prêcher la soumission à l'autorité de l'empereur-roi. Le colonel Dorsner réussit à faire déclarer par le siége de Csík, non-seulement qu'il resterait neutre désormais, mais encore qu'il fournirait au besoin des soldats contre les « rebelles. » Les siéges de Maros et d'Aranyos restèrent sous la domination de Gedeon, qui les gouvernait en véritable pacha.

Des cinq siéges sicules, un seul resta tout entier fidèle à la patrie, celui de Háromszék. Mais il eût, comme les autres, abandonné la cause de l'indépendance, si les braves patriotes qui le dirigeaient n'avaient pas su mettre la population en garde contre les menées des Autrichiens.

Veut-on connaître le caractère de ces menées? citons un fait. La Camarilla fit imprimer à Nagy-Szeben un faux numéro du *Kossuth Hirlapja*, dans lequel on lisait que Kossuth s'était enfui, que la Hongrie entière avait mis bas les armes, etc., etc. Ces nouvelles firent, sans doute, quelques dupes, mais elles rencontrèrent aussi des incrédules, et, par ceux-ci, douze

hommes de confiance furent délégués à l'effet de s'enquérir du véritable état de la Hongrie [1]. La supercherie ne tarda pas à être découverte.

Vers la fin de novembre, le major Alexandre Gál convoqua la population du siége de Háromszék à Kézdi-Vásárhely, et lui fit décréter qu'elle se défendrait jusqu'à la dernière extrémité. Les habitants de ce siége avaient été tellement enthousiasmés par le brûlant appel du brave patriote, qu'un autre major, Balázs, du 12ᵉ honvéds, ayant voulu exciter son bataillon à passer à l'ennemi, sous prétexte qu'il n'avait plus d'argent pour lui distribuer sa solde, les soldats et le peuple s'unirent pour massacrer le traître. On trouva en sa possession 6,000 florins et des papiers qui prouvaient sa complicité avec Puchner et Gedeon.

Le colonel Dobay fut élu commandant en chef des patriotes de Háromszék, qui se préparèrent avec un dévouement exemplaire à la résistance qu'ils avaient décrétée. Mais il leur manquait des canons. Un ancien artilleur, nommé Aaron Gábor, proposa au comité insurrectionnel d'en fondre, si on voulait lui fournir de l'argent pour couvrir les frais de fabrication. On ne le crut pas, et on refusa son offre. Gábor ne se désespéra pas. Il avait une petite propriété ; il la vendit, et fit ses essais. Dès qu'il eut montré un premier canon à ses compatriotes, il obtint sans peine de la matière pour en fondre d'autres. Les communes, à l'envi, lui livrèrent leurs cloches. Si donc le siége de Háromszék eut de l'artillerie pour sa défense, ce fut grâce au désintéressement absolu et au génie d'un simple citoyen. Mais là ne se bornèrent point les services d'Aaron Gábor. Il pensa que les munitions pouvaient aussi manquer si la guerre se prolongeait. Il se mit à fabriquer des capsules et de la poudre. La

[1] Lettre de Tord, en date du 6 janvier, imprimée dans le Kozlony du 16.

mémoire d'un tel patriote mérite d'être conservée par l'histoire, et jamais la Hongrie n'oubliera Aaron Gábor.

Les citoyens du siége de Háromszék purent donc opposer une résistance énergique quand le major Haydte vint les attaquer à la tête d'un détachement de troupes autrichiennes et de levées saxonnes. Mais, peu après, se présenta devant Brassó le général Gedeon avec sa brigade et des bandes de Roumains. Dès lors le siége patriote se trouva entouré d'un infranchissable cercle d'ennemis, et, isolé du reste du pays, sans aucune relation avec la Hongrie, il commença à désespérer du présent.

Une députation alla ouvrir des négociations avec Gedeon. Celui-ci posa les conditions suivantes : Les armes et munitions remises, les honvéds livrés, des recrues fournies à l'empereur. Les députés acceptèrent, mais la population refusa. Néanmoins, comme les jours se passaient sans que vinssent les frères attendus, il fallait se soumettre, ou du moins feindre de se soumettre. Les négociateurs ne purent livrer aux Autrichiens qu'un canon en mauvais état, 60 ou 80 mauvais fusils et une cinquantaine de chevaux. Les canons et les fusils propres au service avaient été cachés d'avance ; les honvéds et les hussards avaient été déguisés en paysans.

Les circonstances ne permirent pas à Gedeon et à Haydte de faire des recherches. Ils durent rejoindre Puchner qui demandait des renforts. Bientôt arrivèrent des émissaires de Bem, annonçant des secours prochains. Peu après, le colonel Alexandre Kiss amena un bataillon. Alors se retrouvèrent, comme par enchantement, et les hussards, et les honvéds, et les fusils et les canons.

L'ardeur belliqueuse se réveilla, non-seulement dans le siége de Háromszék, mais dans tous les autres. Kiss et Gál organisèrent de nombreuses compagnies de volontaires. Quand Bem parut à Medgyes, le mouvement était devenu général, et les Szé-

kely ne cessèrent plus, jusqu'à la fin de la guerre de l'indépendance, de rivaliser de zèle et d'héroïsme avec leurs frères de race, les Magyars.

XXX

A Medgyes, Bem reçut donc des renforts considérables des siéges sicules, et, certes, il en avait besoin.

Le colonel Urban avait de nouveau envahi la Transylvanie au commencement du mois de février. Il avait contraint le colonel Riczkó à battre en retraite. Celui-ci étant mort en combattant, ses troupes se retirèrent à Dées. Le lieutenant-colonel Tóth accourut de Kolosvár avec des renforts, mais il se trouva encore trop faible pour tenir tête à l'ennemi, et il fit avertir le général en chef de sa position critique.

Bem rassembla aussitôt une partie de son armée et partit pour Besztercze. Bientôt il se jeta sur les troupes d'Urban, près de Jád, les battit (23 février) et les renvoya encore une fois en Bukovine. Le défilé de Tihucza ayant été de nouveau fermé, il revint à son quartier général de Medgyes, menacé par l'ennemi.

Comme la présence des Russes à Nagy-Szeben et à Brassó lui avait permis de disposer de toutes ses forces, le général Puchner était parti de Hermanstadt, à la tête de 16,000 hommes. Le 1er mars, il attaqua l'avant-garde hongroise que commandait Herkalovich. Mais elle ne put être forcée, et Bem vint la

soutenir durant la nuit. Le lendemain, la lutte recommença. Grâce à l'énergie du bataillon Máriásy et du 11ᵉ honvéd, sous les ordres d'Inczédy, Bem resta maître de la position. Le 3 mars l'ennemi revint encore à la charge et, cette fois, les 7,000 Hongrois de Bem ne purent résister au choc des 16,000 Autrichiens de Puchner. Ils prirent la fuite et Medgyes dut être évacuée.

Bem arriva le 5 mars à Segesvár. Il s'y fortifia en toute hâte. Mais, s'étant aperçu que l'ennemi, pour tourner sa position, avait dégarni la route de Nagy-Szeben, il lui vint l'idée de marcher sur cette ville. S'avançant donc à marche forcée à travers des populations stupéfaites, car on le savait battu à Medgyes et on le croyait en fuite, il arriva le 11 devant le chef-lieu des Saxons.

L'ennemi s'était porté à sa rencontre, fort de 4,000 fantassins russes, de 2,000 fantassins autrichiens et de 600 cavaliers cosaques. D'un élan à la baïonnette, il le rejeta dans les retranchements des faubourgs de Nagy-Szeben. Là l'ennemi put résister à plusieurs attaques successives, mais le dernier assaut fut irrésistible ; les Autrichiens se retirèrent dans l'intérieur de la ville.

La nuit était venue, lorsque entra en ligne la colonne Bethlen, détachée pour tourner la position. Le 11ᵉ honvéd envahit les faubourgs en chantant des refrains patriotiques et se rua contre la porte de Nagy-Szeben. Toutefois, il en fut repoussé. Mais, à un quatrième assaut, où les honvéds furent soutenus par les bataillons sicules et Máriásy, les Austro-Russes durent laisser les Hongrois entrer dans la ville. A la faveur de la nuit, les vaincus battirent en retraite dans la direction de la Valachie.

Ainsi tomba entre les mains des Hongrois le siége de la conspiration antihongroise, le centre de la trahison saxonne,

de l'agitation valaque et de la puissance autrichienne en Transylvanie. Nagy-Szeben avait été pris d'assaut.

On eût compris des excès de la part des vainqueurs. Les vainqueurs, représentés par leurs ennemis comme des bandes affamées de meurtre et de pillage, ne pillèrent ni ne massacrèrent.

Un seul homme périt victime de la vengeance hongroise : le rédacteur de la *Gazette de Transylvanie*, qui n'avait pas cessé d'exciter ses compatriotes à la guerre contre les Magyars à l'aide des plus odieuses calomnies. Benigni fut atteint d'un coup de fusil au moment où il allait trouver son salut dans la fuite.

Loin de surexciter les rancunes de ses soldats, le premier soin de Bem fut de les apaiser. Dès le lendemain, il publia une amnistie générale, se contentant d'infliger aux Saxons, pour toute punition, une contribution de guerre. Précédemment le commissaire du gouvernement hongrois en Transylvanie, Ladislas Csány, successeur de Beőthy, avait également proclamé l'amnistie en faveur des Valaques : leur chef Urban ayant été une seconde fois chassé du pays, huit jours, — du 2 au 10 mars, — leur avaient été accordés pour se soumettre sans avoir à répondre de leurs actes accomplis.

On voit par là ce qu'il faut croire de cette barbare furie des Hongrois, dont leurs ennemis ont fait tant de bruit en Europe.

La prise de Hermanstadt fut donc moralement très-importante. Elle ne le fut pas moins matériellement. Bem trouva dans la ville 24 canons, une énorme quantité de munitions, des approvisionnements de toutes sortes en draps, en vêtements fabriqués, plusieurs magasins de vivres et trois manufactures de poudre. De plus, les Autrichiens avaient perdu du même coup et leur base d'opérations en Transylvanie et le secours que les Russes leur avaient envoyé.

XXXI

Nous avons constaté la présence des Russes à Nagy-Szeben et à Brassó, mais nous n'avons pas encore dit comment et pourquoi ils se trouvaient là.

Cela se trouve on ne peut plus clairement expliqué dans une lettre qui tomba entre les mains des agents du gouvernement hongrois et qui fut publiée le 1[er] avril dans le journal le Közlöny. Cette lettre était écrite par M. Timoni, consul général d'Autriche à Bucharest et adressée au général Puchner en date du 22 janvier 1849. Voici ce qu'on y lit :

« Le général Lüders, » — commandant en chef des troupes russes qui, en 1848, avaient occupé la Moldo-Valachie, — « le général Lüders m'a fait savoir verbalement par M. Kotzebue. » — consul russe, — « qu'il est arrivé hier » — (21 janvier) — « un courrier de Saint-Pétersbourg qui, » — relativement à la demande des bourgeois de Brassó et de Szeben, tendant à obtenir des secours contre les Székely, — « a apporté la réponse suivante : « Le refus du général Lüders a été com» plétement approuvé, mais *si les secours militaires venaient à » être demandés par le gouvernement impérial-royal en Tran» sylvanie,* le général Lüders serait autorisé à les accorder, et, » lorsque le résultat aurait été obtenu, à se retirer immédiate» ment en Valachie. » M. Kotzebue a encore ajouté que le gé-

néral Lüders venait d'ordonner la concentration d'un corps mobile sur la frontière, se tenant prêt en cas de requête officielle. Fuad Effendi, le commissaire turc dans les Principautés, a exprimé son étonnement de ces mesures, d'autant plus que l'intervention devait sortir d'une province turque, chose contraire au principe de neutralité adopté par la Porte. »

En dépit de l'*étonnement* de Fuad-Effendi, la neutralité turque fut violée dès que Lüders eut reçu, le 25 janvier, la *requête officielle* exigée. Le général autrichien commandant en chef en Transylvanie signa l'appel aux Russes avec les représentants des villes de Nagy-Szeben et de Brassó, et aussi, dit-on, avec les membres du comité valaque. Les Russes se hâtèrent de franchir la frontière, au nombre de 10,000 hommes, dont une partie, sous le général Engelhardt occupa Brassó, et l'autre, sous le général Skariatin, s'installa à Nagy-Szeben.

Plus tard, lorsque les Hongrois eurent débarrassé la Transylvanie des auxiliaires des Autrichiens, la cour de Vienne, tenant à se disculper vis-à-vis de l'Europe, qui paraissait s'inquiéter de cette violation des traités, et vis-à-vis de ses propres peuples, auxquels un pareil acte révélait la faiblesse du gouvernement impérial, la cour de Vienne essaya, par la voie de ses journaux officiels et officieux, de faire accroire que les Russes étaient entrés sur le territoire de l'empire au seul appel de Brassó et de Nagy-Szeben et sans qu'elle y fût pour rien diplomatiquement.

L'Europe parut accepter cette explication. Pourtant elle était absurde, car il est évident que Puchner n'appuya pas la requête des bourgeois saxons et des Valaques sans y avoir été autorisé par ses supérieurs. Il est évident aussi que le général Lüders n'aurait pas commandé une intervention, dût-elle être bornée à la défense de deux villes, sans l'autorisation préalable de son

gouvernement. Il est évident encore que le cabinet de Saint-Pétersbourg n'aurait pas permis à son général d'agir comme il agit, s'il n'y avait été directement sollicité par le cabinet de Vienne. On sait d'ailleurs que l'archiduc Charles s'était rendu auprès du czar peu auparavant, et les correspondants des journaux d'alors citaient comme un fait de notoriété publique que son voyage en Russie n'avait eu d'autre but que d'obtenir une intervention russe contre les Hongrois révoltés. D'autre part, si le cabinet viennois n'avait été réellement pour rien dans la requête des Saxons, des Valaques et de Puchner, il aurait pu protester à temps, il aurait pu faire cesser l'occupation étrangère, qui dura depuis le 4 février jusqu'au 11 mars, jusqu'au jour où Bem battit et chassa de Hermanstadt les auxiliaires de l'Autriche.

Donc, il est constant que, dès le mois de janvier 1848, la cour autrichienne alla se jeter aux pieds du czar et le supplier de la sauver. Cependant la première intervention en Transylvanie ne fut, à vrai dire, qu'un coup d'essai. L'indifférence de l'Europe permit la seconde, elle autorisa en quelque sorte l'entrée d'une grande armée russe en Transylvanie et en Hongrie.

Cependant, il faut laisser une part de la responsabilité de la violation du territoire hongrois par les Russes aux Saxons transylvains. Ces *hôtes* des Magyars, qui, après avoir entamé une guerre fratricide, vaincus, au lieu de se soumettre au gouvernement de leur pays, prirent l'initiative d'un appel à l'étranger, commirent le moins excusable des crimes, et, si les Hongrois vainqueurs s'en étaient vengés de quelque terrible manière, personne n'aurait pu les accuser d'inhumanité. Les Hongrois ne manquèrent pas d'en avoir l'idée; ils firent entendre des menaces : mais ces menaces n'eurent pas de suite. A la trahison, Bem répondit par une amnistie.

XXXII

Les Autrichiens, que nous avons laissés s'avançant à travers les siéges sicules, se trouvèrent fort étonnés en ne rencontrant plus d'ennemis à Segesvár. Ils s'y arrêtèrent, attendant des nouvelles. Le 10 mars, ils apprirent la prise de Nagy-Szeben, par ceux que l'historien de la *campagne de Bem en Transylvanie*, le général Czetz, appelle « le télégraphe humain », c'est-à-dire par les fuyards saxons. Cet événement inattendu dérangea leurs plans. Ils allèrent s'établir à Brassó.

Bem, ayant laissé une garnison à Hermanstadt, détacha le lieutenant-colonel Jhász sur Boicza contre le général russe Skariatin et marcha lui-même dans la direction de Brassó. Les Autrichiens s'avancèrent jusqu'à Feketehalon pour lui couper la route. Le 18 mars, ils furent culbutés. Alors, Autrichiens de Puchner et Russes de Engelhardt abandonnèrent Brassó, et, par les défilés de Tömös et de Törcsvár, s'enfuirent en Valachie.

Le 19 mars, les bourgeois de la seconde ville saxonne, la plus considérable sous le rapport de la population, se portèrent au-devant du général Bem et lui présentèrent humblement leurs clefs.

Mais Bem ne s'arrêta pas longtemps à jouir de ses triomphes. Il courut achever son œuvre en attaquant Skariatin dans le défilé de Verestorony. Après une vaine résistance (25 et 26

mars), les derniers Russes auxiliaires furent chassés de Transylvanie, Jhász resta avec une garnison hongroise dans le fort de Verestorony pour surveiller la frontière.

Sauf la forteresse de Károly-Fehérvár et la petite place de Déva, sauf la bande valaque de Janku, réfugié dans les inaccessibles montagnes qui séparent la Transylvanie de la Hongrie, la contrée entière était reconquise et soumise. Et il n'avait fallu que trois mois à Bem pour obtenir un aussi grand résultat ! Trois mois pour enlever tout un pays, défendu par les armées régulières des Autrichiens et des Russes, tourmenté par l'insurrection des Roumains, avec des troupes neuves, peu nombreuses comparativement, et souvent manquant de tout ! Un tel miracle de volonté et de génie acquit à l'illustre Polonais l'amour fanatique de ses compagnons d'armes, de 30,000 soldats qui, tout à coup, se trouvèrent, grâce à lui, réunis sous le drapeau de la liberté. Les Sicules l'appelaient leur père : *Bem apa ! papa Bem !* Et ce nom, répété sans cesse dans les villages comme dans les camps, ce nom était pour les uns un espoir, pour les autres une terreur, pour tous, amis et ennemis, un drapeau respecté. Tout en lui passait à l'état de légende : sa personne physique, taille moyenne, crâne chauve, couronné de cheveux gris, barbe blanche, que le vaillant poëte Petőfy appelait un « étendard blanc » ; son costume extrêmement simple, son extraordinaire sobriété, son infatigable ardeur au travail, sa réserve à l'égard de ses lieutenants qu'il ne consultait jamais. Mais ce qui emportait surtout la confiance et l'admiration du soldat et de l'homme du peuple, c'était sa bravoure personnelle, sa préoccupation des moindres détails, la rapidité de ses marches, son habileté à se tirer des mauvais pas où sa fougue l'avait engagé, enfin la foudroyante audace de ses coups de mains. Quelque accablées qu'elles fussent par les énormes fatigues qu'il leur imposait, ses troupes ne murmu-

raient jamais contre lui ; elles savaient attendre la victoire, la semaine ou la double semaine de paye dont il les gratifiait, ses paroles, ses témoignages de distinction ; par-dessus tout, elles étaient sûres de gagner de la gloire sous un tel chef.

Certes, au point de vue de la science militaire, et même de la simple prudence, on pourrait critiquer les opérations du général Bem. En agissant trop personnellement, sans prendre aucun avis, en se fiant à sa seule inspiration, il risquait beaucoup, quelquefois trop. De chef, se faisant soldat à l'occasion, par exemple, pointant lui-même les canons de ses artilleurs au milieu d'une bataille, il paraissait oublier qu'un chef d'armée doit toujours rester chef, ayant à répondre des braves placés sous ses ordres. Bem, à cause des défauts de sa méthode, éprouva des pertes sérieuses ; pour sûr, il n'aurait pas vaincu avec tant de précipitation et de rapidité, s'il avait eu en face de lui un adversaire moins foncièrement incapable que l'Autrichien Puchner.

Quoi qu'il en soit, le peuple ne fit aucune de ces réflexions ; Bem lui apparut tel qu'il était de par l'audace et le succès : un héros.

En Hongrie, les succès du général polonais ne produisirent pas un moindre effet qu'en Transylvanie. L'assemblée nationale créa Bem lieutenant-maréchal, et, en même temps, lui décerna la décoration de première classe, qu'elle lui fit porter par une députation parlementaire.

A la fin de mars 1849, Bem abandonna à ses lieutenants le soin d'achever la pacification de la Transylvanie par l'investissement de Károlyvár et de Déva. Il alla en Hongrie, notamment dans le Banat, avec une partie de son armée, compléter la destruction de l'ennemi.

CINQUIÈME SECTION.

LA CAMPAGNE CONTRE LES SERBES.

XXXIII

On sait comment et pourquoi le sud de la Hongrie fut évacué par les troupes hongroises lors de l'entrée de Windischgraetz à Pest. Il ne resta de ce côté que deux garnisons à Szabadka et à Szeged, et un corps indispensable pour cerner la fortesse d'Arad. 6,000 hommes, sous les ordres du lieutenant-colonel Hrabovszky furent envoyés à Bem. Le reste de l'armée (10,000 hommes) remonta la Tisza avec Vécsey et Damjanich.

Les Hongrois s'étant retirés, les Serbes occupèrent aussitôt le territoire ainsi abandonné sur les deux rives de la Tisza. Voulant profiter des embarras de leurs ennemis, ils organisèrent vivement leurs forces et conçurent le projet de débar-

fasser, d'un côté, Arad investie, et, de l'autre, d'enlever Szabadka et Szeged, pour avancer ensuite, — en donnant la main à Jellachich, — sur Debreczen. Certes, ce projet était, dans le moment, exécutable ; mais, par bonheur, les Serbes commirent la même faute que les Hongrois : ils étendirent trop leur ligne d'opération et éparpillèrent leurs forces.

Le voyvode Schupliklatz étant mort, le général Theodorovitsch fut investi du commandement en chef (3 janvier). Il dirigea l'attaque sur toute la ligne à partir du 8 février. Son aile droite attaqua dans la direction d'Arad ce jour-là même, et le gros de son armée marcha contre Szeged. De ce côté, les Serbes furent repoussés, à Szőregh (11 et 13 février) par le colonel comte Hadik, et à Arad, le capitaine Asztalos sauva l'honneur des armes hongroises.

Le commandant d'Arad, le général Berger, s'était déclaré, le 4 octobre, pour l'empereur d'Autriche, après avoir fait approvisionner la forteresse. En même temps il avait sommé la ville d'avoir à se prononcer. Elle se prononça pour le roi contre l'empereur et demanda des secours. Les secours arrivèrent bientôt. Jean Máriásy, qui les commandait, cerna la forteresse. Les impériaux de Temesvár voulurent, eux aussi, faire une diversion en faveur d'Arad. Máriásy les arrêta un moment à Lippa, mais il fut bientôt obligé de battre en retraite (13 novembre).

Les Autrichiens réussirent alors à ameuter et à pousser au pillage les paysans roumains des alentours. Le capitaine Asztalos comprima sans peine ce commencement d'insurrection et les Valaques de la Hongrie méridionale ne s'agitèrent plus.

Dès qu'il eut reçu des renforts et de l'artillerie, Máriásy tenta un assaut contre la forteresse (nuit du 3 au 4 décembre.) Une partie de ses troupes pénétra dans le fossé. Par malheur les soldats n'attendirent pas en silence que les préparatifs de

l'escalade fussent achevés, ils poussèrent des cris, l'ennemi s'éveilla et la surprise fut manquée.

Cependant, les impériaux manquaient de vivres, et n'auraient pas pu prolonger longtemps leur défense, s'ils n'avaient reçu des renforts de Temesvár. Máriásy essaya bien d'empêcher l'arrivée de ces renforts, mais, durant la lutte, ses artilleurs, qui avaient naguère appartenu au 5e régiment autrichien, le servirent mal et finirent par l'abandonner. Les suites de cette trahison furent désastreuses. La forteresse se trouva débloquée, renforcée, approvisionnée, et les travaux d'investissement commencés furent détruits.

Après ce désastre, le comité de défense confia le commandement du siége au colonel Nicolas Gál, c'est lui qui eut à subir la grande attaque serbe-autrichienne. Il se porta au-devant de l'ennemi, essaya de lui disputer le passage de la Maros (8 février). Le désordre s'étant mis dans sa petite armée, il perdit la tête et ordonna immédiatement la retraite. Sous la poursuite précipitée de l'ennemi, soutenu par la forteresse, il recula dans la ville, où il ne put tenir, étant toujours poursuivi. Les Austro-Serbes entrèrent, chassant devant eux les habitants épouvantés. Mais leur victoire fut tout à coup arrêtée par l'héroïsme d'Asztalos et de Boczko.

Le capitaine Alexandre Asztalos, qui commandait 4 compagnies du 29e honvéd à l'aile droite, s'était retiré le dernier de son poste, à droite de la ville. Arrivé sur la grand'route, il rencontra des milliers de fugitifs, hommes, femmes, enfants, pleurant, criant, suppliant. Les soldats hongrois, émus jusqu'au fond de l'âme, s'arrêtèrent. Le commissaire du gouvernement, Daniel Boczko, vieillard de plus de soixante ans, les harangua.

Rentrons, s'écrièrent ces braves, et Asztalos, le drapeau dans la main droite, le sabre dans la main gauche, re-

tourna sur ses pas, suivi de sa petite troupe. Le vieux Boczko se plaça à ses côtés, et la canne à la main, marcha contre les ennemis.

Sur la grande place d'Arad étaient massés deux bataillons austro-serbes. Arrivé à quelques pas d'eux, Asztalos se retourne, s'écrie : « Suivez-moi ! » et s'élance.

A ce défi, l'ennemi répond par un feu de peloton des plus vifs. Mais rien ne peut arrêter l'élan d'une poignée de héros. Attaqués à la baïonnette, les impériaux reculent en désordre. Une barricade les arrête. Ils subissent un effroyable carnage. A travers toute la ville la lutte s'étend. Les Serbes et les Croates qui s'étaient dispersés pour piller sont traqués sur tous les points par les honvéds et par les braves habitants d'Arad. Bientôt les impériaux sont définitivement rejetés sur l'autre rive de la Maros.

Ce brillant succès, ou plutôt ce trait d'héroïsme mérita au capitaine Asztalos d'être immédiatément promu au grade de major par le commissaire du gouvernement, qui lui-même avait si admirablement coopéré à la victoire.

Honneur à ces deux hommes ! honneur aux habitants d'Arad, bien dignes d'être ainsi soutenus et sauvés ! La ville d'Arad mérite dans l'histoire une mention spéciale parce qu'elle supporta le bombardement, l'invasion, le pillage, non pas seulement un jour, mais durant neuf mois (octobre 1848 — juin 1849), et qu'elle ne désespéra pas un seul instant du triomphe de la cause hongroise.

Le général Gál, qui avait causé le désastre si heureusement réparé par Asztalos et Boczko, fut destitué. Le lieutenant-colonel Paul Kiss prit sa place.

XXXIV

Après les échecs qu'ils avaient éprouvés à Arad et devant Szeged, les Serbes renoncèrent à attaquer ces deux villes. Dans la Bácska (comitat de Bács), obligés d'employer leurs principales forces à l'investissement de Pétervárad, ils ne purent agir avant que le général Nugent, maître d'Eszék, qui avait capitulé, n'arrivât à leur aide. Alors ils marchèrent contre Szabadka (4 mars), mais y ayant trouvé les Hongrois sur leurs gardes, ils n'osèrent pas les attaquer. Les Hongrois, sous le lieutenant-colonel Gál (du corps de Hadik), prirent à leur tour l'offensive, rencontrèrent les Serbes à Bajmok, et les battirent complétement (5 mars).

Quelques jours après (17) arriva le général Perczel. Il avait reçu le mandat de diriger les opérations à la place de Hadik et spécialement de débloquer Pétervárad.

Dès le 22 mars, il agit. En personne, il enleva d'assaut Szőreg, où les Serbes s'étaient retranchés. Son lieutenant, Forget, prit Szent-Iván et mit en fuite l'ennemi, qui tenta une courte résistance à Deszk. Le même jour encore, le major Czintula s'empara d'O'Kanisa, et le lendemain, le lieutenant-colonel Gál entra dans Zenta. La prise de cette dernière place eut pour résultat la mise en liberté d'un grand nombre de Hongrois prisonniers qui attendaient leur tour pour être torturés et suppliciés.

« Plus de deux mille Hongrois, dit le général Klapka [1], avaient été exécutés au milieu de tortures raffinées, parce qu'ils avaient pris part à une expédition contre les Serbes à O'Becse. Il faut avouer que ces massacres étaient commis le plus souvent par ordre des officiers impériaux, rarement par ordre des chefs nationaux des Serbes ; de ceux-ci, le servien Knichanin fut celui qui fournit le plus de preuves d'humanité et de loyauté chevaleresque. »

Le bouillant Perczel ne s'arrêta pas à jouir de ses premiers succès. Le 23 mars, à la tête de 6,000 hommes, de 600 chevaux et de 24 canons, il marcha sur Pétervárad. En avant de Szeghegy, son avant-garde rencontra douze hussards qui, sous la conduite du lieutenant Fack, avaient été envoyés à la découverte de l'armée hongroise. Quel ne fut pas le bonheur de ces braves, qui venaient de traverser l'armée ennemie, en se trouvant si vite au milieu de leurs compatriotes ! quelle ne fut pas la joie de Perczel en apprenant qu'il n'arrivait pas trop tard, que la forteresse de Pétervárad pouvait encore être sauvée !

Il n'était pas trop tard, sans doute, mais il n'était que temps. Le commandant Csuha était un homme de peu de caractère, et un grand nombre de ses officiers, autrefois au service de l'Autriche, ne songeaient qu'à imiter leurs collègues d'Eszék. Jusqu'alors ils avaient été arrêtés sur la pente de la trahison par le patriotisme des soldats.

Maurice Perczel se hâta de forcer le canal de François, qui fut peu défendu, et de pénétrer dans la forteresse. Son premier acte fut l'expulsion de deux généraux et de plus de soixante officiers compromis ou suspects. Ensuite, il confia le commandement par intérim à son frère, le colonel Nicolas Perczel, et s'en alla battre les Serbes près de Verbász (31 mars).

[1] Nationalkrieg, p. 101.

Cette défaite força leur auxiliaire, le général Nugent, à quitter précipitamment Zombor et à repasser le Danube.

Alors le général Maurice Perczel put songer à chasser les Serbes de leur importante position de Szent-Tamás, où commandaient Bosnitsch et Stefanovitsch.

Le 3 avril, à la pointe du jour, il fit avancer son armée en deux colonnes, la première de Verbász, sous le lieutenant-colonel Gál, la seconde de Kis-Kér, sous le lieutenant-colonel Nicolas Perczel. A 7 heures, les deux colonnes arrivèrent devant les retranchements et commencèrent le feu. Durant plusieurs heures, la canonnade et diverses attaques à la baïonnette furent inutiles.

Mais d'un suprême effort, Nicolas Perczel enleva la tête du pont. Profitant de cet avantage, le major Alexandre Földváry, à la tête des volontaires de Szeged, escalada les parapets. D'autres détachements suivirent. Une terrible lutte s'engagea à l'arme blanche. Les Serbes finirent par céder.

Ils cherchèrent à fuir à travers le pont, mais les Hongrois, les poursuivant avec acharnement, les jetèrent en grande partie par-dessus les parapets. Sur un autre point, la colonne de Gál était longtemps demeurée impuissante à triompher de la très-vive résistance qui lui était opposée ; mais, au moment où Nicolas Perczel entrait dans la place, Gál y pénétra aussi.

Assaillis de toutes parts, les Serbes furent impitoyablement sabrés, car de part et d'autre on ne faisait point de quartier. Leur ville, si funeste aux Hongrois depuis le commencement de la guerre, fut mise à sac ; à la nuit, il n'en restait plus que des ruines fumantes.

Durant cette terrible journée, l'ennemi perdit 2,000 hommes, 6 canons, plusieurs drapeaux et une grande quantité d'armes. La perte des Hongrois ne dépassa pas 200 hommes mis hors de combat.

La destruction de Szent-Tamás brisa le courage des Serbes, exalta l'ardeur de leurs adversaires, et fit la gloire de Maurice Perczel.

XXXV

Il ne restait plus aux Serbes révoltés que deux asiles : les retranchements romains et Titel.

Le 7 avril, Maurice Perczel se porta contre les retranchements romains, qu'il attaqua près de Gozpodincze. L'héroïque Földváry conduisit les volontaires de Szeged à l'assaut, et eut l'honneur de planter, le premier, le drapeau tricolore sur les fortifications ennemies. Les Serbes, après avoir éprouvé de grandes pertes, se replièrent sur Titel.

Perczel parut devant cette place le 11 avril. Titel, chef-lieu du district des Csajkistes, est situé au confluent du Danube et de la Tisza, sur un plateau, et garanti, non-seulement par les deux rivières, mais encore par des marécages. Lorsque la rivière est haute, on ne peut pénétrer dans la place qu'en suivant des chaussées fort étroites.

Les impériaux s'étaient préparés à la résistance. Ils avaient fait revenir Knichanin de Belgrade, et c'était lui qui commandait la garnison. Elle était composée de Serbes de Hongrie et de Servie, restés dans le pays au nombre de 2,000 environ, après le départ de la masse des volontaires étrangers (28 février). S'étant aperçu de l'infériorité numérique des assaillants, Knichanin marcha à leur rencontre. Une lutte s'engagea près de

Kovil-Szent-Iván. Grâce surtout au brillant courage du major Forget, qui fut blessé, les Serbes furent repoussés avec pertes.

Mais Perczel, ayant éprouvé par l'attaque même combien l'ennemi était encore puissant sur ce point, remit à un moment plus favorable le siége de Titel, et franchit la Tisza pour se porter contre le corps d'armée du général Theodorovitsch.

Le chef austro-serbe n'attendit point. Il se retira. Perczel cependant, avançant toujours, rencontra 12 à 15,000 volontaires formant l'*armée sainte* des fanatiques que les prédications de l'archevêque Rajachich avaient arrachés de leurs villages. Ils étaient commandés par leur compatriote Supan. Ils furent dispersés sans peine par les Hongrois à Mokrin (23 avril).

Plusieurs autres engagements avec divers détachements serbes furent également favorables, notamment celui qui eut lieu à Bassahida (24 avril). Perczel se dirigea alors sur le corps principal qui occupait Nagy-Becskerek. Mais Theodorovitsch n'attendit pas l'attaque; il attaqua lui-même entre cette ville et Melencze. Vaincu, il se réfugia derrière la Temes, espérant être secouru par l'armée austro-transylvaine que Bem venait de chasser en Valachie. Perczel ne lui laissa ni le temps ni le moyen de se dérober à une lutte décisive. A Tomassovácz (7 mai), à Uzdin, il le battit coup sur coup.

Tant de défaites avaient brisé le courage des Austro-Serbes. La panique les saisit. Ils s'enfuirent par delà le Danube, laissant un grand nombre d'armes et plusieurs canons. Les Slavons, les Valaques et les Allemands des frontières, que les Serbes avaient enrôlés de force, les abandonnèrent, rentrèrent dans leurs foyers, demandèrent, obtinrent l'oubli du passé. Sur un grand nombre d'autres points les habitants se soumirent, par milliers déposèrent les armes et implorèrent pour eux et pour leurs familles la générosité du vainqueur.

Le 10 mai, Perczel entra à Pancsova, siége principal des Serbes dans le Banat. La révolte était comprimée dans tout le pays.

Il ne restait plus à l'Autriche, sur les terres méridionales, que Titel.

La campagne avait duré six semaines.

Maurice Perczel avait alors trente-six ans. Ses cheveux blonds qu'il portait longs et rejetait en arrière, encadraient un visage des plus fiers ; ses lèvres serrées indiquaient la force de sa volonté.

Homme politique, — nous l'avons vu tel à Pest, — et général, c'était toujours le même homme ; aussi vaillant, aussi heureux de l'épée que de la parole. On trouve le secret de ses succès militaires dans son audace, dans la rapidité de ses marches et dans la discipline qu'il imposait à son armée.

On l'a souvent accusé de cruauté. Il fit effectivement exécuter plusieurs meneurs serbes, il incendia certaines communes qui s'étaient elles-mêmes désignées à sa colère par des atrocités commises contre des Hongrois sans défenses. Mais on le vit toujours défendre la vie de ceux qui ne portaient pas les armes. A Mokrin, à Uzdin, des milliers de familles tombèrent entre ses mains. Il leur accorda le pardon qu'elles imploraient à genoux. Reconstituant l'administration des confins, quoique vainqueur, il n'imposa point la langue hongroise ; il laissa subsister la langue allemande, auparavant officielle dans ces districts frontières, peuplés d'habitants de diverses nationalités.

En somme, Perczel sut vaincre et ne point abuser de la victoire.

XXXVI

Pendant que Perczel réduisait ainsi les Serbes, Bem lui-même passait de Transylvanie dans le Banat. Il y venait empêcher que le corps de Puchner, désormais commandé par Malkovszky, ne revînt de Valachie, où il s'était réfugié. Il devait encore opérer sa jonction avec les forces destinées au siége de Temesvár.

Le général Leiningen avait quitté la forteresse pour empêcher Bem de franchir la frontière transylvaine. Mais Bem, avançant avec sa promptitude ordinaire, surprit le détachement qui occupait le défilé des *Portes de fer* et le rejeta sur Vaiszlova (15 avril). Là, il attaqua de nouveau les Autrichiens, le 16, et les mit en fuite. Aussitôt après il entra dans la ville de Karansebes.

« Ce qui me fait le plus de plaisir, écrivait le hardi général polonais à Kossuth, c'est que, dans cette expédition, je n'ai pas engagé plus de neuf compagnies de recrues sicules ; ces recrues avaient pour ainsi dire à exécuter leur premier chef-d'œuvre · elles ont battu les vieux bataillons de l'ennemi. » Il ajoutait encore : « Les *Frontiériens* du Banat avaient quitté hier leurs maisons à notre approche. Ils y reviennent déjà en masse, et, tout étonnés d'être traités amicalement par nous, ils font leur soumission. Je ne pense pas que les Autrichiens trouvent dorénavant parmi eux d'aveugles auxiliaires. »

Leiningen s'était retiré sur Kiszetó et, avec des renforts arrivés de Temesvár couvrait la route de cette forteresse. Bem

reconnut tout de suite comment il devait agir. Il ordonna au général comte Vécsey, qui commandait le corps de blocus d'Arad, de prendre l'armée de Leiningen à revers avec une partie des forces dont il disposait. Par malheur Vécsey refusa d'obéir, sous prétexte qu'il n'avait point d'ordres à recevoir de Bem et qu'il ne reconnaissait d'autre supérieur que le ministère hongrois. Le plan du Polonais devint inexécutable et l'ennemi put rentrer dans la forteresse, dont autrement la route lui eût été fermée.

Bem ne disposait que d'environ 9,000 hommes. Il en envoya 3,000, sous le commandement du brave lieutenant-colonel Pereczy, investir Temesvár qui possédait une garnison de 8 à 9,000 soldats. Il détacha encore quelques compagnies, dans le but de maintenir ses communications avec la Transylvanie. Il ne lui resta guère que 3,000 hommes à opposer aux 12,000 dont se composait l'armée de Malkovszky.

Ce général autrichien avait refait son armée en Valachie sous la protection des troupes russes. Il repassa la frontière hongroise non loin d'Orsova. Bem envoya contre lui le lieutenant-colonel Károlyi, et son avant-garde fut battue (8 mai). Alors Bem, le 10, arriva en personne, attaqua l'ennemi près de Petrillova, et le contraignit à se retirer en Valachie pour la seconde fois (18 mai).

Grâce à tant de succès consécutifs, le Banat tout entier était reconquis. Il ne restait plus que Temesvár à prendre, et cette forteresse se trouvait complétement investie. La conquête de la partie orientale du Banat couronna dignement les brillantes opérations du général Bem.

SIXIÈME SECTION.

DÉLIVRANCE DE COMORN.

XXXVII

Le lendemain de la bataille d'Isaszeg, Louis Kossuth présida un conseil de guerre à Gödöllő. Il y fut décidé que l'on n'irait point attaquer directement l'ennemi à Pest, de peur que cette belle capitale ne fût détruite par le canon et l'incendie. Mais on manœuvrerait de manière à ce que les Autrichiens fussent obligés d'évacuer la ville sans coup férir ; on laisserait un corps d'observation devant Pest, tandis que le gros de l'armée, par Vácz et Léva, irait débloquer Komárom.

Conformément à ce plan, le deuxième corps, que commandait Aulich, marcha sur la capitale. Le 1er, le 3e et le 7e se dirigèrent vers Komárom.

Le 9 avril, Damjanich et Klapka attaquèrent la division

Götz, forte, selon le second de ces généraux, de 12,000 hommes, et installée dans une position des plus favorables devant Vácz. Le 3ᵉ corps entama la lutte et l'acheva avant l'arrivée du 1ᵉʳ corps, qui devait soutenir son mouvement et prendre l'ennemi à revers. L'ennemi pourtant se défendit avec vigueur. Il repoussa deux fois les Hongrois. Ceux-ci montèrent de nouveau à l'assaut, Charles Földváry leur prêchant l'héroïsme par son exemple. Földváry avait eu deux chevaux tués sous lui ; il continua d'avancer à pied au milieu d'une grêle de balles et de boulets. Ses soldats, électrisés, le suivirent, et le centre de l'armée autrichienne se réfugia en désordre dans la ville. Là, la bataille recommença, mais toujours à l'avantage des Hongrois. Les Autrichiens furent rejetés hors des maisons, et, poursuivis avec acharnement, s'enfuirent du côté d'Esztergom, repassèrent le Danube. Cette journée coûta à l'ennemi 4 canons, 1 millier d'hommes mis hors de combat ; enfin, le général Götz qui, gravement frappé, expira le soir même. Les vainqueurs n'avaient guère plus de 150 hommes tués et blessés.

L'armée hongroise continua sa marche. Le 19 avril, au point du jour, le 1ᵉʳ et le 3ᵉ corps franchirent la Garan. Le 7ᵉ corps était malheureusement en retard ; il ne passa pas la rivière au même moment.

Le général Welden venait d'arriver de Vienne pour remplacer au commandement en chef le trop malheureux Windischgraetz. Voulant empêcher les Hongrois de débloquer Komárom, il avait fait avancer les réserves échelonnées sur la Vág, et parmi lesquelles se trouvaient plusieurs bataillons récemment amenés d'Italie ; il les avait renforcées d'une partie du corps employé au blocus de la forteresse, ainsi que de la division qui précédemment avait été chassée de Vácz. L'armée autrichienne s'élevait à 24 ou 26,000 hommes, d'après l'évaluation de Klapka. Le général Wohlgemuth la commandait. Le

1[er] et le 3[e] corps de l'armée hongroise formaient un total de 18,000 hommes, sous les ordres de Damjanich et de Klapka, Görgey étant resté à Léva avec son quartier général.

Les deux armées ennemies se rencontrèrent près de Nagy-Sarló. Damjanich donna le signal de l'attaque à neuf heures du matin. Les Hongrois avaient perdu l'habitude de dépenser des heures entières à des canonnades à distance et à des fusillades inutiles, conformément à la vieille tactique. Aux cris de : *Éljen a haza!* les divisions de Kazinczy et de Wysocki s'élancèrent, et, du premier bond, baïonnette au bout du fusil, repoussèrent l'ennemi dans l'intérieur du village de Nagy-Sarló. La lutte y devint extrêmement meurtrière; il fallut enlever chaque maison, chaque haie, sous le feu de batteries qui lançaient les projectiles du haut des collines avoisinantes. Enfin le village fut pris tout entier, et les Autrichiens tentèrent vainement d'y reprendre pied.

Wohlgemuth se maintint alors sur la défensive au centre, tandis qu'il attaquait l'aile droite hongroise. Mais ses efforts n'aboutirent point. Il fut repoussé avec des pertes sérieuses par les deux brigades Dipold et Bóbich, que conduisit avec bonheur le général Guyon [1].

Grâce à ce nouvel avantage, Damjanich et Klapka purent se porter contre le centre ennemi. Au moment où s'ébranlèrent leurs colonnes, apparurent plusieurs escadrons du 7[e] corps attardé. Les combattants coururent avec des cris d'enthousiasme sur le corps principal de Wohlgemuth et le culbutèrent vivement. Les indomptables cavaliers de Nagy-Sándor se ruèrent sur les régiments défoncés et achevèrent de les mettre en désordre.

Mais un mouvement subit faillit compromettre la victoire

[1] Guyon, nommé commandant de Comorn, suivait l'armée en volontaire, en attendant qu'il pût entrer au siége de son commandement.

acquise. Les Hongrois se trouvèrent pris à revers par une forte colonne autrichienne. Ils soutinrent bravement ce choc inattendu, et moins d'une heure après, la victoire fut définitivement remportée. L'ennemi était en pleine déroute. Il laissait sur le terrain 2,000 hommes, morts ou blessés, plus de 2,000 prisonniers, plusieurs canons et caissons, beaucoup de bagages. Les défenseurs de la liberté hongroise n'avaient pas perdu plus de 600 hommes.

XXXVIII

Pour l'Autriche, c'était véritablement un désastre, et la preuve, c'est qu'il lui fallut sans retard évacuer Pest. On laissa néanmoins une forte garnison dans la citadelle de Bude. En même temps, les troupes qui investissaient Komárom furent retirées de la rive gauche sur la rive droite du Danube. Dégagée d'un côté, la forteresse était sauvée. Les Hongrois y entrèrent le 22 avril, accueillis avec un indescriptible enthousiasme par une garnison et une population qui, depuis quatre mois, avait supporté admirablement toutes les souffrances d'un investissement complet.

Lorsqu'en décembre 1848, Görgey avait dû battre en retraite, les Autrichiens s'étaient aussitôt présentés devant Komárom et l'avaient sommée de se rendre. Comorn refusa. Elle fut cernée, mais d'abord avec des troupes trop peu nombreuses, ce qui permit à la garnison de faire quelques sor

heureuses. Plus tard l'ennemi reçut des renforts et un parc d'artillerie considérable. La forteresse fut plus étroitement investie, et la ville, qui s'étend entre la ligne dite *palatinale*, plus tard *Kossuth*, et la citadelle, subit un bombardement terrible.

La garnison était très-peu nombreuse comparativement à l'étendue de la ligne de défense. Elle ne comptait guère plus de 9,000 hommes, mais c'étaient d'excellents patriotes, capables de supporter toutes les fatigues pour la défense du droit de la Hongrie. De plus, ils étaient commandés par des officiers capables et dévoués. Majthényi, dont la conduite avait paru vacillante lors de l'évacuation de Pest par le gouvernement, avait été remplacé au commandement supérieur par le colonel Török, qui mérita d'être promu au grade de général. Il était très-bien servi par le lieutenant-colonel Thaly, qui dirigeait les fortifications ; par le capitaine Krivácsy, successeur de Makk, suspendu pour fait de négligence à la tête de l'artillerie ; par le lieutenant-colonel Kosztolányi, commandant des troupes, lequel avait sous ses ordres les majors : comte Paul Eszterházy, Guerlonde, Janik et comte Otto Zichy. Tous ces officiers, réunis en comité sous la présidence *politique* du commissaire du gouvernement, Nicolas Puky, prenaient en commun les mesures nécessaires à la défense du trésor confié à leur bravoure et à leur patriotisme.

La population de la ville de Comorn seconda avec une abnégation au-dessus de tout éloge les défenseurs de la forteresse. Chaque jour elle fournissait 1,000 ouvriers aux travaux et aux réparations des fortifications, et l'on vit, durant les heures critiques, les hommes et les femmes, souvent les plus riches mêlées aux plus pauvres, traîner la brouette et manier la bêche avec la plus noble ardeur. Le dévouement des habitants de Komárom ne diminua même pas lorsqu'ils en eurent été cruelle-

ment punis par les Autrichiens. Les bombes, les boulets, les fusées détruisirent une grande partie de leur ville, et il leur fallut chercher un abri soit dans les casemates, soit sur une prairie (czigánymező) où ils campèrent en plein air, hors de la portée du canon. A partir du 1er avril surtout, leurs souffrances devinrent intolérables. Durant vingt journées consécutives, le bombardement ne cessa pas. Aussi quelle fut leur joie lorsque le 20 avril, après la victoire de Nagy-Sarló, ils reçurent dans leurs murs à demi-renversés le général Guyon, qui, s'étant frayé un passage à travers les assiégeants avec soixante hussards seulement, accourait leur annoncer qu'ils étaient sauvés!

A la première nouvelle du succès de ses troupes, Görgey vint les rejoindre. Il entra avec elles à Comorn. Sans tarder, il s'occupa d'éloigner l'ennemi, qui, comme nous l'avons dit, s'était établi sur la rive droite du Danube. Dès le 23, le général Lenkey, avec une division de la garnison, chassa les Autrichiens de l'île de Csalóköz. Trois jours après, le 26, l'armée hongroise passa le fleuve et se rua sur les positions et les retranchements où l'ennemi s'était fortifié. La lutte fut des plus acharnées. Elle dura douze heures. A la fin, les Autrichiens durent se retirer, abandonnant aux vainqueurs, qui n'avaient perdu que 800 hommes, 1,200 morts et blessés, un millier de prisonniers et une partie de leur matériel de siége.

Le succès était, comme on le voit, très-important. Et cependant il avait été obtenu sans le concours du 7e corps, qui n'arriva sur le champ de bataille que le soir, quand tout était fini. Chose triste à faire remarquer! le 7e corps, commandé par Gáspár, qui avait déjà manqué deux fois de se trouver à son poste, à Isaszeg, à Nagy-Sarló, fut encore en retard ce jour-là! Et ce corps était le plus nombreux, il comptait 16,000 hommes! Si ces 16,000 hommes avaient donné devant

Comorn, que serait-il advenu de l'armée autrichienne, battue en leur absence ?

Néanmoins, l'ennemi fuyait vers Győr et plus loin, vers la frontière occidentale. Battu coup sur coup dans toutes les rencontres et par des forces inférieures, il était démoralisé et ne pouvait plus opposer de résistance aux victorieux soldats de la liberté. A l'autre extrémité du pays, la Transylvanie était reconquise, la rébellion serbe comprimée. N'ayant plus à regarder derrière lui, — quelques points isolés seulement, deux ou trois forteresses investies restaient à l'ennemi, — que devait faire Görgey, général en chef ? Marcher en avant. La grande armée autrichienne battait en retraite sur Vienne. Il fallait la poursuivre l'épée dans les reins et entrer avec elle dans la capitale de l'Autriche. Alors la Hongrie eût été à la fois et vengée des trahisons séculaires des Habsbourgs et affranchie, sans doute pour jamais.

Nous verrons bientôt comment agit Görgey dans les circonstances les plus heureuses qui aient jamais été fournies à un homme pour mériter la renommée du grand général, la gloire plus pure du grand patriote. Mais auparavant retournons à Debreczen et voyons ce qu'y faisaient les représentants politiques du pays, pendant que ses représentants militaires assuraient du prix de leur sang l'indépendance de la Hongrie.

SEPTIÈME SECTION

LES DÉBATS PARLEMENTAIRES A DEBRECZEN.

XXXIX

A Debreczen, pendant que l'armée accumulait exploits sur exploits, la diète ne pouvait certes pas s'adonner à des travaux organiques ou de longue haleine. La constitution, la vie même du pays, tout l'avenir, avec le présent, dépendaient des événements militaires. Les représentants avaient donc pour principale occupation d'en suivre le développement, de recevoir les rapports sur les batailles, d'encourager de ses remercîments, de ses récompenses, décernées au nom du peuple, les défenseurs de la patrie et de la liberté, chefs et soldats.

Remplissant ce rôle secondaire, l'assemblée nationale paraissait animée du meilleur esprit. Publiquement elle était en parfait accord avec le gouvernement qui, lui, avait organisé

cette heureuse défense et ne cessait pas d'y participer. Mais secrètement, par des voies détournées, car elle avait peur de se briser contre l'immense popularité de Kossuth, une fraction de la diète s'efforçait du moins de miner la puissance de son chef. Nous retrouverons l'occasion de dévoiler ces menées. Pour l'heure, nous nous contenterons d'en signaler l'existence.

N'ayant pas de prise sur l'homme éminent qui dirigeait la défense nationale, les pacifiques saisirent avidement l'occasion d'attaquer un adversaire moins vulnérable.

L'homme qui, parmi les radicaux, leur était le plus antipathique, c'était sans contredit Ladislas Madarász. Ils haïssaient en lui, d'abord ses principes, ensuite sa manière d'agir et de parler, à leur égard provocatrice. Membre du comité de défense, Madarász, libéral très-avancé, devait appuyer Kossuth, et il l'appuyait en effet avec beaucoup d'énergie. Chargé de la police générale et des postes, il surveillait de fort près les allées et venues des conservateurs. Mais Madarász, tout en s'exposant bravement aux haines de ses adversaires politiques, avait le tort de ne point savoir se faire respecter d'eux. Le fougueux tribun manquait de tact, de sérieux, de dignité quelquefois. De plus, — et cela était plus grave, — l'administrateur manquait d'ordre.

Par là il mérita de succomber dans la lutte implacable entreprise contre lui par ses ennemis.

Après la condamnation d'Eugène Zichy, pendu par l'ordre de Görgey, le gouvernement avait ordonné de mettre sous sequestre ses biens-meubles et immeubles. Au nombre des premiers se trouvaient divers objets précieux, de l'argenterie, des costumes ornés d'or et de pierreries, etc. Ces objets, enregistrés avec soin, avaient été rassemblés dans une caisse et scellés. Lors de l'évacuation de la capitale, cette caisse avait été emportée à Debreczen et déposée dans une pièce qui faisait

partie de l'appartement et des bureaux du chef de la police.

Au milieu du mois de mars, le Közlöny annonça que différents objets d'or et d'argent allaient être vendus aux enchères par l'entremise du département de la police. Les ennemis de Madarász surent bien vite que ces objets n'étaient autres que ceux contenus dans la caisse affectée aux effets du comte Zichy, laquelle avait été trouvée ouverte depuis l'arrivée du gouvernement à Debreczen.

Le 17 mars, Gabriel Kazinczy, ayant obtenu que la chambre tînt une séance secrète, demanda au comité de défense si les effets à vendre faisaient vraiment partie des biens du comte Zichy, mis sous scellés; et il ajouta que, s'il en fallait croire les bruits qui couraient, certains objets auraient disparu.

Madarász, ainsi interpellé, réclama la publicité de la séance. Les tribunes ayant été ouvertes, Kazinczy répéta ce qu'il avait dit.

Madarász répondit alors que les objets à vendre avaient effectivement appartenu au comte Zichy, mais que parmi eux il n'y avait pas de bijoux. L'or et l'argent, — les objets d'art exceptés, — avaient été pris, sur l'ordre du comité de défense, pour être fondus et ajoutés à l'hypothèque des billets émis par l'État. Les objets d'art avaient été conservés et scellés pour être remis au ministère des finances. Les objets moins précieux, jugés indignes d'être conservés, devaient être seuls vendus aux enchères sur l'ordre du comité.

Kazinczy et Étienne Bezerédy firent observer que le comte Zichy avait été condamné par un conseil de guerre et que la loi militaire ne connaissait point la confiscation.

Mais, l'assemblée, sur la motion d'un autre de ses membres, se déclara satisfaite des explications présentées par Ladislas Madarász.

Nyáry prit alors la parole pour prier son collègue Kazinczy d'exposer d'autres points de la même question, qui avaient été touchés en séance secrète et qui regardaient le gouvernement non moins que la vente elle-même.

— « Le bruit, dit Kazinczy, le bruit est généralement répandu que l'inventaire original des effets du comte Zichy a été perdu ; que la caisse renfermant ces effets n'a pas été ouverte à Debreczen par les mêmes personnes qui l'avaient scellée à Pest ; enfin qu'une partie des objets ne se retrouve plus. »

Madarász expliqua qu'effectivement l'inventaire original était resté à Pest, mais qu'il n'était pas perdu, se trouvant avec la majeure partie des archives, lesquelles, lors de l'évacuation, effectuée en toute hâte, n'avaient pas pu être rassemblées et emportées. A Debreczen, la caisse avait été ouverte par deux conseillers du ministère des finances et un délégué de la police. — « J'ignore, dit le membre du comité de défense, quelles sont les personnes qui ont scellé la caisse, mais il est clair que l'on ne peut pas exiger que les mêmes personnes aient assisté à son ouverture, vu que, par exemple, le fiscal d'État Kóczán n'est pas venu à Debreczen. Le troisième point ne me regarde pas non plus. Tout ce que je sais, c'est que les cachets apposés à l'enveloppe qui renfermait la clef sont demeurés intacts. J'ignore s'il manque quelque chose parmi les objets inventoriés, mais je puis affirmer que les diamants (19) se retrouvent. L'argent a été fondu par ordre du gouvernement. »

Une seconde fois, et par acclamation, l'assemblée se déclara satisfaite.

XL

L'affaire cependant n'était pas encore vidée. Une nouvelle discussion s'engagea le 20 mars à propos du procès-verbal du 17. Le secrétaire avait écrit que le comité de défense avait ordonné la vente des objets *impossibles à conserver* (res servando non servabiles). Madarász réclama contre cette rédaction inexacte . il avait dit les objets *non jugés dignes d'être conservés.*

Les ennemis du chef de la police accueillirent cette réclamation par les plus vives attaques, et Madarász s'emporta au point d'injurier grossièrement les pacifiques en masse :

« Ce sont, s'écria-t-il, ce sont les mêmes hommes lâches, ceux qui m'attaquent aujourd'hui, et qui, à Pest, ont voulu sacrifier l'indépendance nationale ! »

L'assemblée approuva néanmoins la rédaction du procès-verbal telle qu'elle lui avait été soumise. Madarász, persistant dans sa résolution, mit aux enchères tous les objets qu'il avait précédemment désignés pour être vendus. Parmi ces objets se trouvaient par exemple des tabatières, des vases, etc., qui auraient certainement pu être conservés.

Alors les pacifiques revinrent à la charge et obtinrent que la commission des comptes fît une enquête, dont le rapport fut présenté le 20 avril. Voici les faits qui en résultèrent :

Les effets du comte Zichy avaient été inventoriés et scellés à

Pest en présence de plusieurs fonctionnaires. Au moment de l'évacuation, le 31 décembre, le secrétaire d'État du ministère des finances, Duschek, les fit transporter avec ses propres colis et les remit, toujours scellés, à la police. Plus tard, quand le gouvernement commanda la fonte de l'or et de l'argent, le conseiller du ministère des finances trouva les scellés en partie arrachés, en partie lésés, et plusieurs objets lui semblèrent être absents de la caisse, notamment des cuillers, dont les étuis restaient vides.

Cependant, l'original de l'inventaire étant à Pest, la commission n'osa pas se prononcer, mais il lui parut hors de doute « qu'il y avait eu de la négligence dans la conservation de ce » dépôt, et que peut-être même des soustractions y avaient été » faites. »

Ladislas Madarász allégua, pour détourner les accusations vagues auxquelles il restait ainsi exposé, que la caisse avait été remise à Bude à un employé de la chancellerie du président, mais sans que l'on eût constaté devant lui la présence réelle des objets consignés dans l'inventaire. Ledit employé avait fait porter la caisse au bureau de police le 31 décembre; n'y ayant trouvé personne, il l'avait laissée. Quant aux clefs, elles n'avaient point été remises alors à la police, mais seulement au moment où la caisse dut être ouverte, dans le bureau de la fonte de l'or et de l'argent, en présence des délégués du ministère des finances.

Relativement à la vente, Madarász rappela que la chambre avait décidé que seraient vendus seulement les objets jugés par le comité comme ne *devant pas être conservés* (meg nem tartandóknak), non pas les objets ne *pouvant pas être conservées*.

« Du reste, ajouta-t-il, je voulais déjà contremander les enchères, mais le comité me chargea de les poursuivre, en n'en

exceptant que les objets précieux, dont il m'abandonnait le choix. »

Ces explications ne dissipèrent point les doutes. On se demanda, au contraire, si la vente n'avait pas été effectuée précisément pour rendre impossible la comparaison des effets conservés avec les effets mentionnés dans l'inventaire qui pouvait être retrouvé d'un moment à l'autre à Pest. D'autre part, un fait restait constant : la caisse avait été retrouvée ouverte dans les bureaux de la police.

En conséquence, l'assemblée décréta que le gouvernement ferait faire une enquête judiciaire.

Le parti de la paix était arrivé à ses fins. Et pourtant il avait un regret, le regret de n'avoir pu compromettre, avec Madarász, le parti auquel appartenait ce membre du comité de défense.

Jugeant que la triste affaire de leur coreligionnaire était tout individuelle et sans aucun rapport avec leurs principes communs, les radicaux se conduisirent de manière à désespérer les pacifiques. Ils laissèrent Madarász se défendre selon ses moyens et conservèrent tous le plus impartial silence.

Naturellement leurs adversaires essayèrent de les faire sortir d'une réserve aussi nuisible à leurs secrets projets. Kazinczy, en tonnant contre Madarász, ne manqua pas de lancer contre la gauche une allusion aux principes politiques de l'inculpé.

Daniel Irányi réclama la parole, et quand l'accusateur eut achevé son discours, il s'exprima à peu près ainsi :

« J'espérais que nos adversaires comprendraient la signification de notre silence. Je me suis trompé. Eh bien ! puisque l'on nous a excités à parler, voici ce que je dirai à l'honorable préopinant :

« Durant tous ces débats nous sommes restés silencieux parce que nous considérions que cette affaire concernait exclu-

sivement l'individu, l'administrateur, non point le membre d'un parti. Sachez-le bien, Messieurs, nous tenons autant que vous à ce que la fortune publique soit administrée honnêtement. Nous ne pensons pas encore que le représentant accusé soit coupable du crime qu'on lui impute. Mais fût-il reconnu coupable, l'autel devant lequel un impur aurait sacrifié, cet autel n'en resterait pas moins pur! »

Ces paroles furent couvertes d'applaudissements partis de tous les bancs, même de ceux des conservateurs. Ainsi furent minés les desseins des pacifiques. Ils avaient abattu l'un des hommes qu'ils détestaient le plus, mais le parti qui s'opposait à leurs tendances rétrogrades, ce parti restait debout, plus fort et plus fier après qu'avant la lutte.

Un homme sous le coup d'une enquête judiciaire ne pouvait rester membre du comité de défense. Ladislas Madarász donna sa démission. Les conservateurs en furent d'autant plus heureux qu'il avait toujours appuyé Kossuth dans ses résolutions énergiques.

Huit jours après le vote de l'assemblée, Madarász, redevenu simple représentant, demanda un congé de quelques semaines. On le lui refusa parce qu'étant judiciairement poursuivi, il ne devait pas s'absenter. Alors il se déclara démissionnaire.

En dépit des accusations qui pesaient sur lui, et malgré les efforts de son compétiteur, Madarász ne perdit point la confiance des citoyens qui l'avaient élu. Le bruit avait été répandu dans son comitat qu'il agissait contre le gouvernement. Une députation fut aussitôt envoyée auprès de Kossuth pour s'informer si le fait était vrai. — « Quant à l'accusation de concussion, dirent les délégués au chef du pouvoir, nous n'en croyons rien ; ce sont ses ennemis qui l'accusent ; mais s'il était vrai qu'il fût hostile à votre gouvernement, nous lui retirerions

notre confiance. » — Rassurés sur ce point, les électeurs choisirent de nouveau Ladislas Madarász pour leur représentant. Cette réélection ne releva pourtant pas le fonctionnaire, ainsi absous par ses commettants. Jusqu'à la fin de la révolution, il dut se tenir à l'écart.

Cependant l'enquête judiciaire, réclamée par la diète, fut dirigée par le ministre de la justice, Sabbas Vukovich. Le ministre choisit pour juges instructeurs des hommes étrangers à la politique active, des fonctionnaires du ministère et des conseillers municipaux de Debreczen [1].

Ayant entendu les témoins ainsi que l'inculpé, la commission présenta son rapport au ministre, qui, de son côté, la communiqua à Madarász pour qu'il y répondît. Ces pièces en main, M. Vukovich examina l'affaire et trouva que trois faits en résultaient avec évidence : 1° Qu'il y avait eu gestion infidèle de la fortune publique; 2° qu'il y avait eu tentative de soustraction à l'égard de certains objets; 3° qu'il y avait eu soustraction par rapport à d'autres.

De tels faits exigeaient la poursuite de l'accusé pardevant un tribunal criminel. En conséquence, le ministre de la justice ordonna que Madarász fût cité pardevant le tribunal du comitat de Pest, spécialement délégué à cet effet.

Madarász réclama, disant qu'il eût fallu lui communiquer la décision ministérielle avant de la transmettre au comitat. Mais le ministre maintint sa décision, approuvée du reste en conseil de cabinet. Néanmoins le procès ne put pas être entamé, vu que quelques jours plus tard on dut de nouveau évacuer Pest.

Qu'y avait-il de vrai, qu'y avait-il de faux dans les accusations dont Ladislas Madarász fut l'objet?

[1] Ces détails nous ont été communiqués par M. Vukovich.

Un jour, — racontait-on, — la nouvelle se répandit que le général Schulzig, à la tête d'une division autrichienne, s'avançait de Miskolcz sur Debreczen, et que les deux compagnies placées en observation à la tête du pont de Tiszafüred s'étaient retirées. Si la nouvelle de ce mouvement offensif avait été vraie, l'ennemi, — ne rencontrant aucune force capable de lui fermer la route, — eût pu, d'un moment à l'autre, arriver à Debreczen. En cette circonstance critique, Madarász, préoccupé de sauver sa vie en fuyant à l'étranger, aurait ouvert la caisse Zichy et se serait emparé de ce qu'elle contenait de plus précieux. Mais la nouvelle était fausse, et l'on sut bientôt que l'ennemi avait pris une autre direction. Alors le chef de la police aurait remis dans la caisse les objets par lui enlevés. Seulement, par étourderie et manque d'ordre, il aurait oublié de les ranger comme ils étaient auparavant; et, comme il avait oublié de fermer la caisse, quelqu'un de ses domestiques, de ses garçons de bureau ou même de ses employés, s'y serait emparé de tel ou tel objet à sa convenance. Cette version est croyable, mais est-elle véridique? Nous n'osons pas nous prononcer.

XLI

Pendant les tristes discussions auxquelles donnait lieu l'affaire Madarász, l'épuration continuait. Le parti de la paix essayait continuellement d'empêcher que l'on éliminât tels ou tels absents, comptant sur l'appui de ces lâches, s'ils pouvaient,

à un moment donné, reprendre leurs places. On conçoit sans peine combien étaient affligés de ces manœuvres, dont le but était si mal dissimulé, les patriotes ardents qui voulaient que la nation victorieuse profitât largement des sacrifices au prix desquels elle avait triomphé de la trahison de l'Autriche.

Kossuth fut averti, probablement par Madarász. Il quitta tout à coup l'armée et parut à la diète le 25 mars. Il annonça aux représentants qu'il était revenu pour quelques jours seulement, et qu'avant que les opérations militaires eussent pris une tournure décisive, il ajournerait les motions qu'il s'était proposé de faire au sujet du manifeste impérial du 4 mars, ainsi que relativement à l'intervention russe en Transylvanie. « Sur ce dernier point, dit-il, les agents diplomatiques ont déjà reçu des instructions. » Puis il ajouta :

« Je désire repartir pour le camp sans retard, aussitôt après cette séance. Mais je ne puis prendre part au gouvernement qu'à une condition : si je suis sûr que, durant mon absence, la politique de l'assemblée ne changera pas ; ce qui signifie que je retrouverai à mon retour la même assemblée. Les événements des derniers jours m'ont rempli d'inquiétudes. Dans ses opérations d'épuration, la chambre s'est départie des principes primitivement fixés, en faveur de quelques absents. Je prie la chambre de me garantir que je la retrouverai telle que je la quitte. Dans le cas contraire, si après des batailles heureuses les absents arrivaient, l'assemblée perdrait son autorité aux yeux du peuple, et les dissentiments des partis auraient peut-être pour résultat la guerre civile. La presse non plus ne remplit pas bien son rôle. La polémique, en particulier, s'est envenimée à propos d'un membre du gouvernement (Madarász) que l'on accuse. Le comité de défense a ordonné l'impression de tous les papiers relatifs à cette affaire,

Il a en même temps décidé qu'un jury fût institué pour la juger. S'il y a un coupable, il ne pourra pas rester membre du gouvernement. S'il y a un innocent, l'accusateur devra être puni. »

Cette manière de traiter la question prouve assez que Kossuth avait été appelé par Madarász, et qu'il n'était pas suffisamment instruit des débats dont les caisses ouvertes avaient été l'objet.

La majorité n'en décerna pas moins un témoignage d'approbation aux paroles de l'illustre patriote. Au nom de l'assemblée entière, le président répondit :

— Quant à la garantie demandée, il n'est personne qui ne veuille la donner; pour les autres points, les représentants approuvent également l'exposition de Kossuth.

En ce moment, conformément à ce qui avait été convenu dans une entrevue précédente entre Kossuth et lui, Daniel Irányi proposa que le président du comité de défense fût autorisé à transférer le siége de la diète ailleurs qu'à Debreczen.

« L'armée avance, dit-il, elle se rapproche de la capitale. Il est possible que nous soyons obligés de nous rendre à Pest au plus vite. Or, depuis quelque temps, un grand nombre de représentants prennent des congés. Il se pourrait donc que nous ne fussions pas ici en nombre suffisant pour prendre une décision à cet égard. Il est possible encore que l'armée fasse un mouvement tel que beaucoup de représentants puissent également s'absenter. »

A quoi Ivánka, membre du parti conservateur, répliqua :

« Le président du comité est présent. Qu'il dise lui-même si la mesure proposée lui paraît nécessaire. L'assemblée n'y sera point opposée. »

Kossuth redemanda la parole, et dit :

« Si la chambre promet de ne point changer quant à sa composition d'abord, et ensuite de ne se point séparer individuellement, que l'on annonce l'entrée de notre armée à Pest ou bien que ne surviennent de mauvaises nouvelles, en ce cas la motion n'est pas nécessaire ; autrement, elle le serait, quand ce ne serait que pour que l'on prît une décision à propos du manifeste du 4 mars ; sinon il serait possible qu'un dictateur, — pas moi, je n'ai nul penchant à l'être, — mais un autre dictateur surgisse.

» Lorsque la nouvelle arriva à l'armée qu'il n'y avait plus de Hongrie, — le manifeste du 4 mars abolit la constitution hongroise, — j'ai été témoin de l'indignation générale ; elle a éclaté en cris et en serments. Eh bien, soit ! s'écriaient les braves officiers, à présent nous combattrons jusqu'au dernier homme ; tant qu'il restera un Hongrois, nous ne souffrirons pas une pareille infamie... » — « Maintenant, reprit l'orateur, interrompu par des applaudissements, il ne nous reste donc plus que la guerre, et, à la fin de la guerre, l'indépendance ! »

Laissant l'assemblée sous le coup de l'émotion qu'il avait ainsi provoquée, Kossuth descendit de la tribune, le soir même repartit pour l'armée, où il resta jusqu'à la bataille d'Isaszeg.

XLII

Durant l'absence du chef du comité de défense, la lutte devint de jour en jour plus vive entre les pacifiques et les

radicaux, non-seulement dans l'assemblée, mais aussi au dehors, dans la presse. Les Debreczeni Lapok n'eurent qu'une existence éphémère, mais le Martzius Tizenötödike, poursuivit avec vivacité la polémique engagée contre les Esti Lapok. Le représentant des idées professées par cette brave jeunesse qui avait fait le mouvement de mars 1848, grâce à la hardiesse de ses discussions et aussi à cause des attaques personnelles qu'il ne ménageait guère, s'acquit en peu de temps une véritable importance. Ce journal n'hésitait point à dénoncer ouvertement les tendances rétrogrades de la majorité parlementaire, il ne cessait pas de l'accuser de vouloir traiter avec l'Autriche.

Ses accusations trouvèrent de l'écho jusque dans l'armée. Un général, — Klapka, — demanda à Kossuth, qui alors se trouvait au camp, s'il était vrai que les Esti Lapok annonçassent la formation d'un parti qui eût voulu faire la paix avec l'Autriche, en s'engageant à lui fournir, la paix faite, quarante mille hommes contre les Italiens.

Kossuth écrivit aussitôt au comité de défense une lettre où, en demandant des renseignements, il dépeignit l'indignation qu'une pareille idée avait soulevée dans l'armée.

Le 2 avril, une interpellation fut adressée au comité de défense. Le député Étienne Gorove demanda si le comité savait que des excitations eussent été faites aux soldats, et que parmi eux l'on eût répandu des calomnies contre les membres de la diète.

Nyáry répondit qu'il venait de recevoir à cet égard une lettre de Kossuth, qu'il avait parcouru les Esti Lapok, et que ce que l'on avait avancé ne s'y trouvait pas et était faux.

« Il est des feuilles, s'écria Albert Bárczy, faisant allusion aux Martzius Tizenötödike et aux Debreczeni Lapok, il est des feuilles qui se permettent de traîner au pilori non-seulement

les membres de la diète, mais aussi l'assemblée elle-même. J'invite la chambre à aviser conformément à la loi sur la presse. »

Dans un discours d'une fureur peu parlementaire, Jean Besze fit cette étrange proposition :

— Les journalistes inculpés seront traduits devant la cour martiale, en vertu de l'article de la loi de sûreté qui porte que les excitations au mépris de l'autorité parlementaire constituent le crime susceptible d'être jugé par les tribunaux exceptionnels.

Un radical, Léopold Fülepp, demanda que la proposition fût imprimée.

Ensuite Irányi réclama la parole.

« Vous accusez, dit-il, mais vous ne désignez pas les articles qui pourraient justifier vos accusations. Vous parlez de l'esprit des journaux en général, et vous le prétendez hostile à l'autorité de la diète. C'est donc un procès de tendance que vous voulez intenter contre la presse. Quand il s'est agi d'un journaliste de votre école (Jókay), vous vous êtes contenté d'avertir. A présent, il s'agit d'un écrivain de notre parti, et vous voulez que cet écrivain comparaisse devant une cour martiale!... »

Cette observation ne tarda pas à être relevée. Gorove cita le passage suivant, extrait des Debreczeni Lapok :

« L'assemblée des représentants ne mérite pas la confiance » du peuple, car elle n'a pas aboli les droits régaliens des sei- » gneurs. Le peuple n'aurait pas dû élire des nobles. »

Il lut aussi cette phrase du Martius Tizenötödike :

« Attendons donc la victoire, et alors congédions ces repré- » sentants! »

« Ceci est de l'excitation, ajouta-t-il, et cependant je ne voterai pas pour des mesures de rigueur. Je désirerais seulement que la chambre exprimât combien elle dédaigne de pareilles imputations. »

« Moi aussi, répliqua Irányi, moi aussi, je désire que cette assemblée fasse place à une autre. Elle ne saurait exercer les pouvoirs d'une constituante..... »

« Pourquoi pas? interrompit Ivánka.

» Parce que je désire que la constituante soit issue du suffrage universel! »

Ainsi les débats, en devenant acrimonieux, d'une question particulière allaient aboutir à une question générale. Émeric Szacsvay y mit fin en prononçant un discours très-applaudi qui concluait à cette motion que la majorité adopta :

— « L'assemblée nationale, ayant accueilli avec une juste » indignation les calomnies des journaux en question, passe à » l'ordre du jour. »

HUITIÈME SECTION.

LA DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE.

XLIII

Cependant la grande nouvelle de la victoire d'Isaszeg arriva à Debreczen et suspendit toutes les discussions de second ordre. Une partie de l'armée hongroise avait triomphé des forces autrichiennes concentrées. Le moment parut propice à Kossuth pour réaliser l'importante mesure à laquelle il avait précédemment fait allusion et dont le manifeste du 4 mars était le motif.

Mais auparavant disons dans quelles circonstances fut accompli ce fameux acte de l'impériale volonté, et faisons-en comprendre le but et la portée.

Après la bataille de Kápolna (26-27 février), Windischgraetz s'empressa d'annoncer à ses maîtres que la victoire par lui

remportée était d'une importance capitale et décidait de l'issue de la campagne. On conçoit l'effet que dut produire une pareille nouvelle sur la cour, qui habitait encore sa retraite d'Ollmütz. Sûre d'un succès qu'elle supposait définitif, elle crut pouvoir jeter le masque, renoncer à tout ménagement, et dévoiler enfin les projets centralisateurs qu'elle nourrisait depuis si longtemps.

Il y avait encore une constituante en Autriche, mais, depuis la prise de Vienne, elle traînait à Kremsier une misérable existence. Les éléments vraiment démocratiques qui, à l'origine, lui avaient donné une certaine vie, en avaient disparu. De l'assemblée nationale de 1848, il ne restait plus, en 1849, qu'une réunion d'hommes égoïstes, qui, tout en revendiquant pour eux une certaine somme de liberté, déniaient toute indépendance aux Hongrois et aux Italiens. Ces parlementaires autrichiens, après avoir passé des mois à discuter sur les droits fondamentaux des citoyens, s'occupaient enfin d'une constitution générale, élaborée par une commission.

Si cette constitution, qui resta toujours à l'état de projet, avait été mise à exécution, toute la monarchie autrichienne, y compris l'Italie et la Hongrie, aurait été divisée en dix *pays de la couronne*. Chacun de ces pays aurait eu une représentation provinciale particulière, et tous ensemble une diète générale à Vienne.

Cette diète aurait compris deux chambres : la chambre du peuple, la chambre des provinces. La première eût été composée de députés élus dans chaque pays à raison d'un député pour 100,000 âmes. Dans la seconde se seraient réunis les trois représentants de chaque pays, les délégués des cercles (un par cercle), et enfin les mandataires des conseillers de la couronne, choisis par le chef de l'État, sur la proposition des assemblées provinciales. Ces dernières auraient exercé une in-

fluence bien restreinte, puisque les ministres impériaux n'étaient responsables que devant la diète générale.

En Hongrie, on s'était fort peu préoccupé des travaux et des décisions des constituants de Kremsier. Du reste, en quoi eussent intéressé la Hongrie les prétentions de ces hommes, dont aucun ne la représentait, qui, même en Autriche, n'avaient plus la moindre autorité, discutaient et légiféraient dans le vide, grâce à la tolérance de la camarilla?

L'assemblée de Kremsier, très-humblement dévouée à la dynastie, n'était que l'ombre d'un parlement. Mais cette ombre, utile quand la cour avait besoin de faire légaliser des levées d'hommes et des crédits, devenait gênante dès qu'on ne voulait plus tromper les peuples à l'aide d'un faux constitutionalisme, dès qu'on croyait pouvoir relever le vieux drapeau de l'absolutisme depuis un an abattu dans le sang et roulé dans la boue.

C'est ce qui arriva après la bataille de Kápolna. Le 4 mars, par son manifeste daté d'Ollmütz, François-Joseph porta le coup, préparé de longue main ; une constitution, même fabriquée par des sujets fidèles, eût gêné le monarque ; le monarque préféra, dans son intérêt, octroyer à ses peuples une constitution de l'invention de sa chancellerie, et dans laquelle, jusqu'à des temps encore plus favorables, le despotisme s'enveloppa des apparences du libéralisme.

Dans son manifeste, l'empereur commençait par rappeler sa déclaration du 2 décembre, où il avait exprimé l'espoir de réunir en *un grand état unitaire* toutes les provinces et les diverses races de l'empire. Il continuait ainsi :

« La diète de Kremsier, depuis des mois, ne fait qu'émettre
» des théories. Au reste, elle ne représente pas la monarchie
» entière, et nous avons résolu de donner les mêmes droits à

» tous nos peuples. Depuis lors, grâce à la marche victorieuse
» de nos armées de Hongrie, la grande œuvre de l'*unité de*
» *l'Autriche*, — œuvre dont nous nous sommes proposé la
» réalisation comme base de notre règne, — a été avancée d'une
» manière notable. C'est pourquoi la diète est dissoute, et
» nous octroyons de notre volonté impériale une constitution à
» toute la monarchie, *une et indivisible*. »

La dite constitution, qui fut publiée et non exécutée, reconnaissait les droits fondamentaux des citoyens et remettait l'autorité impériale au contrôle d'un pouvoir législatif. Mais, d'autre part, elle abolissait l'indépendance de la Hongrie, qui, pour la première fois, se trouvait amalgamée dans le chaos autrichien.

En outre, le territoire légalement indivisible de l'antique royaume de Saint-Étienne se trouvait restreint dans ses limites et coupé en morceaux par la séparation de la Transylvanie et de la Croatie, par l'isolement du Banat et du comitat de Bács qui, de tout temps et sans aucune interruption, avaient été parties intégrantes de la Hongrie proprement dite.

Une aussi flagrante violation de toutes les lois nationales, si souvent renouvelées et jurées par la dynastie, ne pouvait être subie.

A l'arrêt de mort prononcé contre elle par un empereur qui ne lui était rien, que devait répondre la Hongrie? Elle devait rompre enfin tous les liens qui, pour son malheur, l'avaient unie à la maison de Habsbourg-Lorraine. Elle attendit donc patiemment la victoire, et la victoire obtenue, elle se décida, à l'appel de Kossuth, à accomplir ce grand acte de justice.

XLIV

De retour à Debreczen, aussitôt après la bataille d'Isaszeg, le président du comité de défense invita les deux chambres à se réunir en séance secrète. Il énuméra devant elles la longue série des trahisons autrichiennes jusqu'à l'appel aux Russes et le manifeste du 4 mars. Il montra les troupes impériales repoussées sur tous les points, la Transylvanie libre, la Hongrie méridionale reconquise à l'exception de la ville de Titel, l'armée principale de l'Autriche battant en retraite devant les Hongrois victorieux. Il en conclut qu'il était nécessaire et urgent de déclarer la Hongrie absolument indépendante.

La majorité accueillit avec chaleur la proposition de l'illustre patriote. Le parti de la paix la combattit, mais seulement parce qu'à son sens elle était inopportune. Selon les orateurs pacifiques, il fallait attendre la reprise de Pest ; il importait, pour lui donner plus de solennité, de dater de la capitale l'acte de déchéance de la dynastie.

Les radicaux répliquèrent :

— La déchéance aurait dû être proclamée en principe depuis longtemps déjà. La vraie capitale, c'est la ville où siége la représentation nationale. Il faut que la Hongrie soit indépendante pour que son droit soit reconnu par l'Europe. Aussi longtemps que la déchéance n'a pas été prononcée, l'armée

ne sait trop à quoi s'en tenir sur l'avenir qui lui est réservé, etc., etc.

On discuta secrètement durant deux jours. Enfin on dut se décider à délibérer publiquement le 14 avril.

Ce jour-là l'assemblée ouvrit sa séance dans la salle ordinaire de la seconde chambre, le collége réformé de Debreczen. Mais la salle était trop petite, un public nombreux ne pouvait pas y être admis. Un membre proposa à ses collègues de se transporter non loin, dans le temple réformé, où déjà était amassée la population de Debreczen. La motion fut adoptée. La diète se rendit immédiatement à l'église. Les députés prirent place au pied et vis-à-vis de la chaire. Le public occupa le reste du rez-de-chaussée et les galeries.

Au bureau s'installèrent Paul Almásy, président de la seconde chambre, et le président de la table des magnats, Perényi. Le secrétaire Daniel Irányi fut chargé de la rédaction du procès-verbal.

Dès que la discussion eut été de nouveau déclarée ouverte, Louis Kossuth monta en chaire. Il commença son admirable discours par un exposé rapide de la situation militaire. Après cet exposé, il dit :

« Il est possible que l'Autrichien envahisse encore le pays, mais que la nation se rassure ! Si l'Autriche n'a pas pu venir à bout de la Hongrie, alors que nous n'étions pas prêts, désormais la nation hongroise ne pourra plus être assez lâche pour hésiter à affronter l'ennemi, fût-il dix fois aussi nombreux qu'il l'était naguère. Et cela d'autant mieux que si notre nombre a diminué, nous nous trouvons être devenus plus purs..... »

« C'est vrai ! c'est vrai ! » cria-t-on en applaudissant.

« Aidé, reprit l'orateur, aidé du patriotisme de l'assemblée et du peuple, quand bien même la patrie serait menacée par

de nouveaux ennemis, le gouvernement ne négligera rien de ce qui est nécessaire pour vaincre. Moi, je le proclame, non-seulement avec la foi du cœur, mais avec la conviction de la raison :

« L'heure est venue où il est du devoir de la Hongrie, et plus particulièrement du devoir des représentants de la nation, de déclarer à la face de Dieu et de l'univers, à la face de l'Europe et du peuple, que nous voulons être libres et indépendants ! »

Ces paroles provoquèrent d'indescriptibles élans d'enthousiasme.

Le silence s'étant rétabli, Kossuth poursuivit en ces termes :

« Messieurs, si je me rappelle ce qui se passait il y a juste une année, si, par la pensée, je me retrace les trahisons, les parjures, l'ingratitude dont a été récompensée la fidélité de notre nation, voilà à quelle conclusion j'arrive : Dieu peut disposer de moi dans cette vie comme il lui plaira ! il peut m'accabler de souffrances physiques, il peut me conduire à l'échafaud, il peut me condamner à la ciguë ou à l'exil ! mais une chose par laquelle il ne pourra pas me manifester sa toute-puissance, c'est qu'il me fasse jamais redevenir le sujet de la maison d'Autriche !..... »

Et ne voulant pas « s'adresser aux passions », mais seulement tirer les conséquences logiques des faits accomplis sous les yeux de ses auditeurs, l'ardent tribun domina l'émotion à laquelle il avait cédé, et, avec un calme parfait, rappela l'histoire de 1848. Il prouva que les lois nouvelles n'avaient point été le produit d'une révolution, que Ferdinand V les avait jurées librement, et qu'au moment même où la Hongrie acceptait son serment, les Serbes et les Croates se soulevaient à l'appel de la camarilla. « Bien plus, s'écria-t-il en terminant son récit,

la dynastie a appelé les Russes à son secours, et, par le manifeste du 4 mars, elle a rayé la Hongrie du nombre des nations et démembré son territoire.

» Tels sont les faits. Après de pareils actes est-il possible que le peuple conserve le moindre respect pour la dynastie? Maintenir la maison d'Autriche sur le trône, ce serait anéantir tous les sentiments honnêtes, fouler aux pieds toute morale. Nous n'exposerons pas le pays à cela. De plus, n'est-il pas de notre devoir à l'égard de nos frères morts sur le champ de bataille, de notre devoir envers le peuple qui a fait de si grands sacrifices, d'assurer le fruit de ces sacrifices du sang versé? Il faut encore que nous nous déclarions indépendants, afin que les familles des États européens, dont, en aucun cas, nous ne devons nous considérer comme séparés, sachent ce que peut, ce que veut le peuple hongrois. Il importe donc de proclamer que, par sa trahison, son parjure, son invasion armée, l'Autriche a rompu le lien qui unissait la Hongrie à elle ; mais il est nécessaire de proclamer en même temps que, vis-à-vis des peuples européens, nous désirons maintenir la paix et l'amitié, que nous voulons respecter les droits de toutes les nations, et que nous aussi nous nous attendons à ce que nos droits soient également respectés. En effet, il est des puissances qui déjà projettent la réunion d'un congrès qui disposerait des peuples conformément aux traités de 1815. Donc il est urgent que nous, nous occupions une position telle qu'il ne soit plus possible de décider sans nous de notre sort. D'un autre côté, l'armée a, elle aussi, le droit d'exiger qu'on ne soumette pas son avenir à des conditions qui n'auraient pas mérité qu'elle versât son sang pour les obtenir. »

Pour toutes ces raisons, Kossuth proposa :

— 1° Que la Hongrie fût déclarée État indépendant, et, relativement au territoire, indivisible et inviolable ;

— 2° Que la maison de Habsbourg-Lorraine fût déchue pour toujours du gouvernement, proscrite du sol hongrois, privée de tous les droits civils en Hongrie.

Après avoir émis cette seconde motion, l'orateur leva les mains au ciel, et, dans une attitude religieuse, il s'écria :

« Ainsi soit-il ! *Amen !* »

Puis, il proposa encore ce qui suit :

— 3° En vertu de ses droits naturels, lesquels sont imprescriptibles, la Hongrie reprend sa place parmi les peuples de l'Europe à titre d'État indépendant ; mais, en même temps, elle déclare que, pourvu que ses propres droits ne soient point violés, elle désire conserver des rapports pacifiques et amicaux avec toutes les nations, et, en particulier, avec les peuples jusqu'alors unis comme elle sous le même monarque ; qu'elle a l'intention notamment de s'allier par des traités d'amitié avec l'empire ottoman et les provinces italiennes.

« Avant de prendre une décision sur la forme du gouvernement, il importe, dit Kossuth, de prendre en considération non-seulement notre situation intérieure, mais encore la politique du dehors. Toutefois il est temps de remplacer le gouvernement collégial par la responsabilité individuelle.

En conséquence, il proposa :

— 4° Que la diète arrêtât tous les détails du système gouvernemental, mais qu'en attendant le pays eût pour chef un gouverneur-président, choisissant des ministres et administrant sous sa responsabilité propre et sous la responsabilité de chacun de ses ministres.

« Je ne recommande pas mes propositions à votre adhésion pure et simple, s'écria-t-il en terminant sa harangue. Au contraire, je vous invite à les examiner, et si vous les trouvez bonnes, posez aujourd'hui, Messieurs, les fondements de la liberté, du bien-être, du salut de la Hongrie. »

ERZSÉBET TUDOMÁNY EGYETEM KÖNYVTÁR Magyar Történeti Intézete

— Nous acceptons tout! s'écrièrent tous ceux qui remplissaient la salle, membres de la diète et public. On demanda seulement une nouvelle lecture des propositions. Les trois premières furent adoptées à l'unanimité. Quand le secrétaire eut lu la quatrième, une immense acclamation et des représentants et du peuple fit trembler les voûtes du temple. — *Eljen Kossuth!* cria-t-on de toutes parts.

Charles Szász proposa un amendement. Selon lui, il était nécessaire de stipuler que le gouvernement n'aurait pas le droit de dissoudre les chambres. Joseph Bernáth réclama l'ordre du jour, et le président Almásy fit observer que l'assemblée aurait le droit d'arrêter plus tard ce point de détail. Ládislas Madarász parla contre l'amendement Szász, et Rodolphe Szúnyogh ferma ainsi la discussion :

« La motion est superflue. Personne n'est placé au-dessus de l'assemblée, et le gouvernement tiendra de nous son pouvoir. Nous avons décrété que nous ne nous séparerions pas avant que la patrie ne fût sauvée. Il n'y a donc que nous qui puissions décréter notre dissolution. »

Par l'acclamation populaire et par le vote de la diète, la nouvelle dignité de gouverneur fut donc décernée à Kossuth sans opposition avouée. Louis Kossuth l'accepta et en l'acceptant prononça ces belles paroles :

« Je jure par le Dieu éternel et sur mon honneur, que je ne garderai pas le pouvoir un seul instant après que les droits de la nation auront été assurés, car je ne veux être qu'un pauvre et modeste citoyen de la Hongrie affranchie! »

De frénétiques acclamations recommencèrent et le président leva cette séance solennelle au milieu des cris mille fois répétés de : *Vive la patrie! vive Kossuth!*

XLV

Avant de se séparer, les représentants du peuple avaient nommé, pour la rédaction définitive de la déclaration d'indépendance, une commission de trois membres : Kossuth, Szacsvay et Gorove. Le même jour (14 avril), à sept heures du soir, les magnats furent invités à déléguer leurs commissaires pour participer à cette rédaction.

Leur président profita de l'occasion pour leur faire observer qu'il importait qu'ils approuvassent en principe la déchéance décrétée le matin par la seconde chambre. Les magnats l'avaient déjà approuvée de fait, étant tous présents à la séance des députés, et ils ne pouvaient confirmer le décret qu'après son adoption définitive par les députés, adoption qui d'ordinaire n'avait lieu que le lendemain, à la suite de la lecture du procès-verbal de la veille. Les magnats n'en renouvelèrent pas moins leur approbation à l'unanimité. Ensuite, ils nommèrent membres de la commission de rédaction : l'évêque Michel Horváth et le comte suprême Hunkár.

Les cinq rédacteurs, s'étant réunis sur-le-champ, ne tardèrent pas à terminer leur œuvre, Kossuth ayant lui-même pris la plume. La déclaration de l'indépendance fut lue et approuvée à l'unanimité dans la séance mixte du 24 avril. Le parti radical aurait désiré qu'elle fût signée par tous les représentants, comme la déclaration de l'indépendance des États-Unis d'Amé-

rique. Leur idée ne fut point accueillie favorablement par les timides qui tenaient à ne fournir à l'Autriche, en cas de revers, aucune preuve matérielle contre chacun d'eux. Les radicaux, ne voulant pas que la moindre scission se produisît à propos d'un acte aussi important, renoncèrent à proposer la signature individuelle.

Nous donnerons *in extenso* la déclaration d'indépendance; c'est un monument qui doit être conservé à l'histoire, tel qu'il a été édifié.

DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE DE LA NATION HONGROISE.

« Nous, les représentants légaux de la nation hongroise,

» Par cette déclaration solennelle, rendant à la Hongrie ses » droits imprescriptibles, nous la replaçons avec toutes ses » parties et provinces au rang des États indépendants de » l'Europe;

» Devant Dieu et devant le monde, nous proclamons déchue » de son trône la parjure maison de Habsbourg-Lorraine;

» Et en même temps nous nous considérons comme obligés » moralement à exposer les motifs de cette résolution, afin que » le monde civilisé apprenne comment la nation y a été amenée, » non point témérairement ni par passion révolutionnaire, » mais parce que l'on a complétement épuisé sa patience, et » qu'une pareille mesure est devenue nécessaire à sa propre » conservation.

» Il y a plus de trois cents ans que, par la libre élection et

» sur la base de conventions bilatérales, la nation hongroise a
» élevé sur le trône la maison d'Autriche.

» Ces trois siècles ont été, pour la Hongrie, trois siècles de
» continuelles souffrances.

» Or, ce pays a reçu de Dieu tous les éléments du bien-être
» et du bonheur. Sur son sol, large de près de 6,000 milles
» carrés, sont répandues en abondance les sources multiples de
» la prospérité. Sa population de quinze millions d'âmes, douée
» d'une vigueur juvénile, est apte à répandre puissamment la
» liberté et la civilisation sur les limites de l'Europe orientale,
» et aussi, dans l'avenir, à assurer la paix de cette Europe
» dont autrefois elle fut la gardienne.

» Jamais, à aucune dynastie, la Providence ne remit une
» plus noble tâche que celle qui échut à la dynastie de Habs-
» bourg-Lorraine en Hongrie.

» Il eût suffi de ne point entraver le développement naturel
» de la Hongrie, et la Hongrie serait à cette heure un pays des
» plus florissants.

» Il eût suffi de ne point envier cette liberté constitutionnelle
» modérée que depuis mille ans, à travers tant de vicissitudes
» et au prix de tant d'efforts, la nation se conservait, tout en
» se montrant d'une piété exemplaire à l'égard de ses souve-
» rains ; et, pour longtemps encore, la maison de Habsbourg-
» Lorraine aurait pu trouver dans le peuple hongrois le main-
» tien inébranlable de son trône.

» Mais cette dynastie ne peut pas citer un seul de ses prin-
» ces qui ait cherché sa force et sa gloire dans la liberté de ses
» peuples. De père en fils, elle a poursuivi, à l'égard de la
» Hongrie, la politique du parjure. Tantôt, par la force ou-
» verte, elle a travaillé à ravir à ce pays son indépendance lé-
» gale et sa liberté constitutionnelle, pour le confondre dans
» une servitude commune avec les provinces de l'empire, pré-

« cédemment dépouillées de toutes leurs franchises. Tantôt, « lorsqu'elle en était empêchée par l'inopportune vigilance de « la nation, elle a concentré tous ses efforts dans le but de pa- « ralyser les forces de la Hongrie, d'entraver son développe- « ment ; de la sorte, pouvant servir de colonie aux provinces « impériales, celles-ci seraient à même de retirer de la Hon- « grie les plus grands avantages possibles, et ainsi seraient « plus capables de supporter les charges que le gouvernement « prodigue de l'empire imposait à ces provinces privées de « constitution, non point dans l'intérêt de ses sujets, mais « pour s'acquérir les moyens d'étendre à travers toute l'Eu- « rope le principe du pouvoir absolu au détriment de la li- « berté des peuples.

« Plus d'une fois, pour résister à ce système despotique qui « se produisait soit par des actes de force brutale, soit par de « coupables intrigues, il arriva que la nation hongroise, dans « l'intérêt de sa propre conservation, se vit obligée de prendre « les armes.

« Bien que secondée par la victoire dans les combats livrés « pour sa légitime défense, elle se montra toujours si modérée « dans l'emploi de sa force et toujours si confiante dans la pa- « role royale, que, sans cesse, elle déposa les armes dès que les « rois eurent confirmé par un nouveau traité, par un nouveau « serment, ses droits et ses libertés.

« Mais tous les traités étaient inutiles. Chaque serment « tombé des lèvres royales n'était que le point de départ d'un « nouveau parjure de la dynastie. La politique de l'Autriche, « politique dirigée contre la vie constitutionnelle de la nation « hongroise, n'a jamais varié durant trois cents années.

« Vainement la Hongrie versa son sang pour cette dynastie « toutes les fois que celle-ci se trouva en danger ; vainement, « au seul profit des intérêts de famille de cette dynastie, elle

» fit de tels sacrifices qu'aucune nation n'en a fait davan-
» tage; vainement, généreuse à l'excès, à chaque nouvelle
» promesse, elle oublia les plaies du passé; vainement elle
» prouva vis-à-vis de ses rois une fidélité inébranlable, qui,
» même dans les plus mauvais jours, s'éleva jusqu'à l'ado-
» ration.

» Le règne de la maison de Habsbourg, et, plus tard, celui
» de la maison de Habsbourg-Lorraine, sont restés de père en
» fils l'histoire du parjure incessant.

» Et malgré tout, la nation hongroise respectait le lien qui,
» en vertu de pactes bilatéraux, l'unissait à cette dynastie! Si,
» pour obéir au devoir national qui lui commande de se con-
» server, elle décrète aujourd'hui la déchéance et la proscription
» de cette maison parjure, elle a pu être amenée à rendre
» ce juste verdict uniquement par l'expérience de l'impitoyable
» conspiration de la maison de Habsbourg-Lorraine pour
» dépouiller la Hongrie de sa vie politique, et parce que
» cette maison a elle-même brisé les liens qui l'unissaient
» à la Hongrie, — ce dont elle s'est vantée ouvertement à la
» face de l'Europe.

» Il existe plusieurs causes qui, devant Dieu et devant les
» hommes, donnent à une nation le droit d'exiler du trône une
» dynastie. Par exemple :

» Si la dynastie s'allie, pour l'oppression de la nation, avec
» les ennemis de la nation, avec des pillards et des révoltés;

» Si, pour la destruction de la constitution jurée et de la vie
» politique, elle attaque à main armée ses sujets, lesquels ne
» se sont pas insurgés contre elle;

» Si elle démembre et tronque l'intégrité territoriale du
» pays, contrairement au serment qu'elle a prêté de la
» sauvegarder;

» Si elle a recours à des troupes étrangères en vue de mas-

» sacrer ses propres sujets et d'anéantir leur liberté légale.

» Chacun de ces faits est un crime assez grand pour qu'une » dynastie perde le trône.

» La maison de Habsbourg-Lorraine, avec une mauvaise foi » sans exemple, a commis tous ces crimes isolément et à la » fois. Elle les a accomplis dans l'intention bien arrêtée de » détruire l'existence politique de la nation hongroise. Elle les » a perpétrés en les accompagnant de tant de trahisons, de pil- » lages, d'incendies, de cruautés, en foulant aux pieds le droit » des gens de telle manière que l'humanité s'effraye au récit » de pareilles infamies.

» Comme prétexte au parjure, on a pris les lois rendues au » printemps de l'année 1848 dans le but d'affermir la consti- » tution nationale.

» Ces lois, il est vrai, ont régénéré le pays en réformant ra- » dicalement les rapports des citoyens entre eux. Elles ont » aboli les redevances féodales et la dîme ecclésiastique ; elles » ont conféré au peuple, sans différence de langue ni de reli- » gion, le droit de se faire représenter à la diète, jusqu'à cette » époque, composée d'éléments aristocratiques ; elles ont jeté « les fondements de l'égalité des droits ; elles ont aboli le » privilége de l'exemption des impôts ; elles ont rétabli la li- » berté de la presse, auparavant opprimée par la force, et » institué le jury pour la répression des délits de plume.

» Cependant, quoiqu'à la suite de la commotion morale » produite par la révolution française de février, presque » toutes les provinces de l'empire d'Autriche fussent en ré- » volte, et que la dynastie se trouvât incapable de résister, la » fidèle nation hongroise n'a pas cherché à profiter des cir- » constances pour arracher à la royauté de nouveaux droits ; » elle s'est contentée d'assurer son autonomie et son indé- » pendance contre de nouvelles violations du serment royal,

» au moyen d'un système d'administration basé sur la res-
» ponsabilité ministérielle.

» Mais l'autonomie et l'indépendance qu'elle se garantit de
» cette manière n'étaient point une conquête récente ; elles
» résultaient d'un droit ancien, constamment maintenu par
» les lois et par les serments royaux ; elles n'altéraient en rien
» les rapports légaux qui existaient entre la Hongrie et l'empire
» d'Autriche.

» En effet, la Hongrie, y compris la Transylvanie, ainsi que
» toutes les autres parties et provinces, n'a jamais été in-
» corporée à l'empire d'Autriche ; elle a toujours formé un
» pays autonome, indépendant et libre, même depuis que,
» par suite de l'acceptation de la Pragmatique Sanction, a été
» admis pour la couronne hongroise l'ordre de succession en
« usage dans les autres pays et provinces soumis à la mai-
» son régnante.

» Cela ressort clairement de l'insertion de la Pragmatique
» Sanction dans la loi, en vertu de laquelle furent positivement
» reconnues l'intégrité territoriale du pays, son autonomie,
» son indépendance, sa constitution et sa liberté.

» Cela ressort encore clairement de ce que les héritiers du
» trône, même après la Pragmatique Sanction, ne devinrent
» pas légitimes rois de Hongrie sans avoir préalablement con-
» tracté avec la nation un pacte de couronnement, sans avoir,
» — le respect de ce pacte, de la constitution et des lois étant
» juré, — été couronnés du diadème de Saint-Étienne.

» Ledit pacte de couronnement renferme invariablement
» cette stipulation :

« *Même étant accepté l'ordre de succession, tous les droits,*
» *toutes les libertés, toutes les lois et toute la constitution de la*
» *Hongrie seront conservés intacts.* »

« Parmi les héritiers de la maison de Habsbourg-Lorraine

» depuis la Pragmatique Sanction, un seul prince, Joseph II, » ne souscrivit point à ce pacte, ne prêta point serment à la con- » stitution et mourut sans avoir été couronné. Mais, précisé- » ment à cause de cela, il ne figure pas au nombre des rois de » Hongrie et tous ses actes sont nuls.

» Son successeur, Léopold II, n'a pu s'asseoir sur le trône » de Hongrie qu'après avoir accepté le pacte, prêté le serment » et reçu la couronne. A l'occasion de son avénement, il fut de » nouveau clairement déclaré par l'article 10 du décret de » 1790, fortifié d'un serment : *Que la Hongrie est un pays » libre, indépendant par rapport à son administration et non » subordonné à quelque autre pays ou peuple ; mais qu'elle » conserve son autonomie propre et sa constitution, et que, » par conséquent, elle doit être gouvernée selon ses propres » lois et coutumes*.

» C'est dans les mêmes conditions que, depuis 1790, Fran- » çois I[er] devint roi, lorsque, l'empire d'Allemagne ayant dis- » paru, il prit le titre d'empereur d'Autriche. Au milieu de ses » innombrables violations des lois, il resta pourtant à ce prince » assez de bonne foi pour reconnaître ouvertement que la Hon- » grie, avec les parties et provinces, ses annexes, ne faisait » point corps avec l'empire d'Autriche, dont elle était et est » encore actuellement séparée par une ligne de douanes.

» C'est toujours dans les mêmes conditions que devint roi ce » Ferdinand V qui, à la diète de Presbourg, de son libre vou- » loir, a sanctionné les lois de l'année dernière, mais qui, violant » immédiatement sa parole jurée, a conspiré avec les autres » membres de sa famille à l'effet de faire disparaître la nation » hongroise du nombre des nations indépendantes.

» Et cependant la nation hongroise restait attachée à ce par- » jure avec une fidélité religieuse !

» Durant les journées de mars de la dernière année, lorsque

» l'empire autrichien était sur le point de se dissoudre, lors-
» qu'en Italie les armées impériales éprouvaient défaite sur dé-
» faite, lorsque le souverain craignait à chaque instant d'être
» chassé de son palais, en présence de conjonctures aussi favo-
» rables, le peuple hongrois ne demandait qu'une seule chose :
» voir assurés cette constitution, ces droits antiques, que onze
» rois de la maison d'Autriche et Ferdinand V lui-même
» avaient jurés, mais que tous ils avaient violés.

» Quand, pour entourer ces droits antiques de garanties
» nouvelles, Ferdinand eut sanctionné la loi sur la responsa-
» bilité ministérielle et nommé les ministres nationaux, la
» Hongrie entoura avec enthousiasme son trône chancelant.

» En ces jours de dangers, comme plusieurs fois naguère,
» ce fut la fidélité hongroise qui sauva la maison d'Autriche.

» Mais à peine le prince avait-il prononcé son serment, qu'il
» se mit à conspirer, — avec sa famille et les complices de ses
» instincts héréditaires à l'absolutisme, — dans le but d'a-
» néantir la nationalité hongroise.

» Il conspira parce que, les ministres nationaux étant res-
» ponsables, le cabinet de Vienne ne pouvait plus rendre illu-
» soire le gouvernement indépendant et constitutionnel de la
» Hongrie.

» Auparavant la Hongrie était administrée par un dicastère sié-
» geant à Bude sous le nom de Conseil hongrois de lieutenance
» royale, et présidé par le palatin. Les devoirs de ce conseil, dé-
» finis par des lois explicites, étaient ceux-ci : défendre la con-
» stitution, l'autonomie, l'inviolabilité des lois. Mais comme, avec
» la forme collégiale, la responsabilité personnelle devient un
» vain mot, le cabinet de Vienne avait peu à peu dépouillé ce
» dicastère de tout pouvoir et l'avait abaissé de sa position de
» gouvernement au rôle de bureau d'expédition de l'absolutisme
» de la cour, laquelle se couvrait de l'autorité du nom royal.

» Ainsi il arriva que, bien que la Hongrie possédât, de par » la loi, un gouvernement indépendant, le cabinet absolu de » Vienne disposait des revenus du pays et du sang du peuple » au profit d'intérêts étrangers. Il subordonnait, de son pro- » pre chef, nos intérêts commerciaux, pour que l'empereur, » qui exploitait ses peuples, en tirât profit. Il nous isolait du » contact avec les autres nations, et réduisait notre patrie à ne » plus être qu'une colonie autrichienne.

» Voilà ce que devait empêcher la création d'un véritable » gouvernement ministériel. Elle devait aussi avoir pour résul- » tat de faire du serment royal, comme des droits politiques, » restés jusqu'alors lettre morte, une vérité.

» Cela et, en particulier, l'impossibilité de disposer désor- » mais arbitrairement des revenus de la contrée et du sang du » peuple, telles furent les causes qui poussèrent la maison » régnante à mettre la Hongrie à feu et à sang, au moyen » d'excitations impies. Ayant réussi à détruire à l'intérieur » tous les éléments de l'ordre, elle espérait pouvoir démem- » brer à main armée le pays ensanglanté par la guerre in- » testine, effacer la nation hongroise du nombre des nations » vivantes, et la fondre, coupée en morceaux, dépouillée » de son autonomie, dans l'agglomération des États de l'em- » pire.

» Afin d'exécuter ce projet, elle commença par élever, du- » rant la formation du ministère hongrois, un général autri- » chien à la dignité de ban de Croatie, le chargeant d'arborer » le drapeau de la révolte contre la couronne de Hongrie, » dont la Croatie est une dépendance.

» Elle choisit pour entamer la révolte la Croatie et la Slavo- » vonie, parce qu'elle espérait trouver là les plus grandes » forces militaires, vu l'organisation des frontières voisines; » les habitants de ces contrées, depuis longtemps, au mé-

» pris de la constitution, privés de tous droits civils et » habitués à la servitude militaire, étaient d'ailleurs les plus » faciles à entraîner au nom de l'empereur.

» Elle choisit la Croatie et la Slavonie, parce que, dans » son inhumaine politique de division, depuis des années, » elle y avait fomenté la haine contre la nation hongroise, et » avait réussi à l'exalter, chez une certaine partie des habitants, » jusqu'au fanatisme. En effet, par des menées infâmes, elle » avait allumé les passions populaires, quoique la nation hon- » groise non-seulement ne se fût jamais proposé d'opprimer » les nationalités croate et slavone, mais leur eût, au con- » traire, assuré, même dans leur administration intérieure, » un développement libre; quoique la nation hongroise non- » seulement eût partagé fraternellement ses droits avec la » Croatie et la Slavonie, mais encore, au détriment de ses » propres droits, les eût laissées jouir de prérogatives et pri- » viléges particuliers.

» Donc, le ban fomenta une sédition au nom de l'empereur, » et commença une révolte ouverte contre le roi de Hongrie, » confondu avec l'empereur en une même personne; et il » poussa la rébellion jusqu'à faire décréter la séparation de la » Croatie et de la Slavonie d'avec la Hongrie, après une union » qui avait duré huit siècles.

» L'opinion publique, à laquelle donnaient raison des faits » incontestables, accusait d'être les auteurs de cette rébellion » l'oncle du roi, l'archiduc Louis, l'archiduc François-Charles, » frère du roi, et, en particulier, la femme de celui-ci, » l'archiduchesse Sophie. D'autre part, en s'insurgeant, le ban » avait invoqué sa fidélité envers l'empereur. Le minis- » tère hongrois invita donc le souverain à démentir par une » déclaration solennelle cette profanation de son nom et à » dissiper cette tache infligée à sa famille.

« Dans ce moment-là les affaires de la maison régnante se
» trouvaient encore compromises en Italie ; c'est pourquoi
» elle n'osait pas encore tout à fait jeter le masque. En consé-
» quence, elle déclara le ban rebelle et coupable de lèse-
» majesté par un rescrit daté du 15 juillet 1848. Mais, tandis
» qu'elle faisait cette déclaration publiquement, le rebelle et
» ses complices étaient comblés de grâces à la cour impé-
» riale ; on leur envoyait de l'argent, des canons, des armes
» et des munitions.

» Confiante dans la déclaration royale, la nation hongroise
» ne se hâta point d'attaquer le rebelle dans ses propres
» foyers. Mais, afin de prévenir, s'il était possible, l'effusion
» du sang des concitoyens, elle se borna à prendre des mesu-
» res pour empêcher que la révolte ne s'étendît davantage.

» Peu après, excités d'une manière analogue, au sud-est de
» la Hongrie, les habitants serbes s'insurgèrent. Leur révolte,
» comme l'autre, le roi ne manqua pas de la qualifier de ré-
» bellion ; mais ceux-ci, comme ceux-là, il les assista de son
» argent, de ses canons, de ses munitions ; ses propres offi-
» ciers et fonctionnaires impériaux amassèrent dans la Servie
» voisine des bandes de brigands, les conduisirent au secours
» des Rasciens rebelles [1] et au massacre des paisibles habitants
» hongrois et allemands ; de plus, la direction de l'insurrection
» combinée des Croates et des Serbes fut remise entre les
» mains du chef croate.

» Dès lors, on vit se produire dans la révolte serbe des hor-
» reurs dont le récit fait frémir le cœur humain. Les habitants
» paisibles furent assassinés au milieu de tortures affreuses.
» Des villes et des villages florissants furent détruits. Les Hon-
» grois qui purent échapper aux coups des assassins furent
» réduits à la condition de mendiants et de proscrits dans leur

1 Serbes de Hongrie.

» propre patrie. La plus florissante région du pays fut changée » en une vallée de deuil.

» Donc la Hongrie était contrainte à se défendre. Mais une » grande partie de nos troupes nationales avaient été précédem- » ment envoyées en Italie pour soumettre les Lombards-Véni- » tiens. Quoique notre patrie saignât de mille plaies, on ne leur » permit pas de revenir.

» La majeure partie des régiments hongrois étaient en gar- » nison dans les provinces autrichiennes, contrairement aux » lois. Chez nous, dans le pays, se trouvaient surtout des trou- » pes autrichiennes. Pour la plupart, elles servaient d'auxiliai- » res à la rébellion plutôt que d'appui à la loi et de garantie à » la tranquillité intérieure.

» Nous demandâmes l'échange de ces troupes étrangères » contre les régiments hongrois en garnison dans les provinces » héréditaires. Notre demande fut en partie rejetée, et, en partie, » son exécution fut retardée de toute manière. Cependant nos » braves soldats, à la nouvelle du danger que courait la patrie, » se mirent en marche par bandes, accoururent au péril de leur » vie. On les poursuivit, et si, dans certains cas, on les contrai- » gnit à céder sous le nombre, non-seulement on les désarma, » mais on les punit de mort pour avoir tenté de défendre leur » patrie contre des assassins et des rebelles.

» Le ministère hongrois avait prié le roi d'ordonner, con- » formément aux lois, à tous les commandants des forteresses » et des troupes stationnées dans le pays, de respecter la con- » stitution et d'obéir au gouvernement national. L'ordre fut » envoyé à Bude à l'archiduc Étienne, palatin et lieutenant » royal, pour être expédié aux commandants. Les dépêches fu- » rent écrites et mises à la poste, mais le cousin du roi, le pala- » tin lieutenant royal n'a pas craint de reprendre à la poste les » ordres contresignés par le président du conseil des ministres.

» On les a trouvés dans ses papiers, plus tard, lorsqu'il eut dé-
» serté le pays.

» Le ban rebelle menaçait le littoral hongrois d'une attaque.
» Le gouvernement national, avec l'assentiment du roi, dirigea
» des troupes sur Fiume par la Styrie. Mais ces troupes furent
» détournées de leur route et les révoltés occupèrent Fiume de
» force et la séparèrent de la couronne hongroise. Le cabinet de
» Vienne attribua cette infâme intrigue à une erreur, de même
» que l'envoi d'armes, d'argent, de canons et de munitions aux
» Croates insurgés.

» En général, insurgés et commandants des forteresses et
» troupes furent secrètement prévenus que, si même il leur sur-
» venait des ordres blâmant leur conduite ou leur enjoignant
» d'obéir au ministère hongrois, ils eussent, non point à s'y
» soumettre, mais à se conformer aux instructions du ministère
» autrichien.

» Jamais on ne s'est joué d'une nation d'une manière plus
» infâme.

» La Hongrie, sans armes ni armée, non prête à la résistance,
» entourée de tout un système d'intrigues et de trahisons, se
» trouva obligée de se défendre à l'aide de volontaires, de gar-
» des nationaux et de levées en masse inexpérimentées et pri-
» vées d'armes. Aidée par les quelques régiments hongrois res-
» tés dans le pays, elle triompha néanmoins dans toutes les
» rencontres en rase campagne. Mais, à cause des tendances
» réactionnaires de plusieurs officiers, à cause des menées et
» des trahisons des chefs, elle ne put vaincre d'un seul coup la
» rébellion des soldats frontiériens, des Rasciens et des Serbes,
» à l'abri derrière des retranchements.

» Il fallut songer à créer de nouvelles forces.

» Le roi, cédant encore à l'irrésistibilité des réclamations lé-
» gales, convoqua la diète pour le 2 juillet 1848 et invita les

» représentants de la nation à pourvoir aux besoins de la dé-
» fense et des finances, dans le but de comprimer les révoltes
» croate et serbe et de rétablir la tranquillité publique. Par la
» même occasion, il déclara, en son nom propre et au nom de
» toute sa famille, qu'il réprouvait de la manière la plus solen-
» nelle les insurrections des Croates et des Serbes.

» La diète avisa. Elle vota 200,000 hommes et 42,000,000
» de florins. Les projets de lois furent soumis à la sanction
» royale, et, en même temps, avec une loyauté sans exemple,
» le roi, alors contraint de s'enfuir de Vienne à Inspruck, fut
» invité à venir à Bude, afin que, par sa présence, il aidât la
» diète à apaiser les révoltes et s'appuyât sur la fidélité des Hon-
» grois, prêts à le défendre, lui et son trône, contre tous les
» périls.

» Cette invitation resta infructueuse. Bien plus, comme Ra-
» detzky avait, dans l'intervalle, obtenu la victoire en Italie, la
» maison de Habsbourg-Lorraine, s'enorgueillissant de ces
» succès, crut l'heure venue de jeter le masque et d'employer
» la force brutale pour opprimer la Hongrie ensanglantée par
» la guerre intestine.

» Alors elle déclara *cher et féal sujet* le ban de Croatie, ce
» rebelle qu'elle avait elle-même déclaré tel; elle le félicita de
» sa rébellion et l'engagea à persévérer dans son entreprise.

» Elle adressa une déclaration semblable aux insurgés ser-
» bes, baignés de sang.

» C'était le mot d'ordre. Le ban de Croatie, avec les armées
» organisées dans l'intervalle sous la protection du roi, passa
» la Drave et commença la guerre en pillant. Une grande partie
» des troupes autrichiennes qui tenaient garnison en Hongrie
» se réunirent à lui. Les commandants des forteresses d'Arad,
» de Temesvár, de Gyula-Fehérvár, puis, les commandants mi-
» litaires du Banat et de la Transylvanie, trahirent la patrie.

» Un ministre (protestant) de race slave, créé colonel autrichien,
» envahit la Hongrie supérieure avec des brigands tchekkes, ra-
» colés à Vienne sous les yeux du roi. Le chef rebelle des Croates
» s'avança dans le pays sans défense, vers la capitale, persuadé
» que l'armée hongroise ne lui opposerait pas de résistance.

» La diète, même en ce moment, gardait encore confiance
» dans la foi jurée du roi. Le souverain fut donc invité à faire
» cesser la révolte. Mais, pour réponse, on rappela un mémoire
» du ministère autrichien, dans lequel il était dit que ce minis-
» tère avait l'intention bien arrêtée de distraire du gouverne-
» ment indépendant de la Hongrie les affaires financières, mili-
» taires et commerciales. En même temps le roi refusa de
» sanctionner les lois concernant la levée des troupes et l'émis-
» sion des billets, lesquelles lois avaient été rendues sur sa
» propre invitation.

» Là-dessus, le ministère hongrois donna sa démission. Mais
» les candidats présentés par le président du conseil, invité à
» composer un ministère, ne furent pas acceptés.

» La diète, mue par le devoir de sauver la patrie, décréta les
» mesures financières indispensables et ordonna des levées de
» troupes.

» La nation obéit avec empressement.

» Les représentants du peuple invitèrent en même temps le
» cousin du roi, l'archiduc Étienne, palatin lieutenant royal, à
» prendre le commandement de l'armée, conformément à ses
» devoirs légaux. Il partit, non sans faire de pompeuses pro-
» messes. Mais, ayant par ses délégués fait un échange de mes-
» sages avec le ban rebelle, et au moment où déjà l'on allait en
» venir aux mains, il quitta secrètement le camp, et même s'es-
» quiva du pays.

» On trouva parmi ses papiers le projet forgé d'avance et en
» exécution duquel la Hongrie allait être envahie de neuf côtés

» à la fois, par la Styrie, par l'Autriche, par la Moravie, par la » Silésie, par la Gallicie et par la Transylvanie.

» En outre, il a été constaté par la correspondance intercep- » tée du ministre de la guerre d'Autriche, comme quoi les com- » mandants militaires des provinces autrichiennes environnan- » tes furent invités à envahir la Hongrie et à combiner leurs » opérations avec les mouvements des révoltés [1].

» Donc l'invasion eut lieu de neuf côtés, tandis qu'à l'inté- » rieur du pays sévissait la guerre civile des populations » ameutées.

» La plus douloureuse de toutes ces attaques fut celle dont » la Transylvanie fut le théâtre, parce qu'elle avait pour but » la dissolution violente de l'union intime entre la Transyl- » vanie et la Hongrie, cette union qui, depuis 1791, un des » vœux généralement exprimés, avait été réalisée l'année der- » nière, conformément aux lois rendues d'abord par la diète de » Presbourg et peu après par les États transylvains. Elle avait » été réalisée à ce point que tous les représentants de la Tran- » sylvanie, y compris les Saxons, comparurent à l'assemblée » nationale hongroise, ouverte le 2 juillet 1848. Cependant, en » Transylvanie, les généraux autrichiens ne se contentèrent pas » de faire la guerre avec des troupes régulières; mais, aidés par » les Saxons rebelles, ils soulevèrent la population valaque, et » celle-ci, prenant les armes pour combattre la liberté même » dont elle venait d'être dotée par la loi, tortura les habitants » hongrois sans défense, n'épargna ni les femmes, ni les en- » fants, ni les vieillards infirmes, pilla et réduisit en cendres » et ruines les villes et villages les plus florissants, entre autres » Nagy-Enyed, un des siéges de la science en Transylvanie.

» Mais la nation hongroise, entourée de tant de trahisons, de

[1] Les Serbes, les Croates, les Roumains et les Saxons.

» violences et de dangers, et bien qu'elle fût sans armes et non
» préparée, ne désespéra pas de son avenir.

» Elle augmenta ses petites forces régulières au moyen de vo-
» lontaires et de levées en masse. Suppléant au manque d'ins-
» truction militaire par l'enthousiasme jaillissant du sentiment
» de la justice de sa cause, elle battit l'armée rebelle des Croa-
» tes. Le chef de celle-ci ayant employé l'armistice demandé
» par lui après la bataille pour s'esquiver nuitamment et au
» mépris de sa parole, elle le chassa hors du pays. Un autre
» corps de son armée, entourée de toutes parts, fut fait pri-
» sonnier jusqu'au dernier homme, y compris ceux qui le com-
» mandaient.

» L'armée vaincue s'enfuit du côté de Vienne. Le roi Ferdi-
» nand V était tombé moralement si bas, qu'il nomma le re-
» belle vaincu et fugitif son lieutenant royal avec pleins pou-
» voirs en Hongrie, et déclara dissoute la diète qui, d'après
» la loi, ne pouvait être renvoyée qu'au moyen d'un rescrit
» contresigné par un ministre et après le vote du budget an-
» nuel. Il suspendit la constitution, les municipalités, les tri-
» bunaux et toutes les institutions constitutionnelles. Il soumit
» le pays entier à la loi martiale, et la vie, la propriété, l'hon-
» neur des citoyens au bon plaisir de ce même tyran rebelle
» qui, en ennemi de la patrie, avait attaqué le pays, les lois et
» la constitution.

« La parjure maison d'Autriche ne s'arrêta même pas à cet
» acte affreux.

» Le ban rebelle fut mis sous la protection des troupes qui
» assiégeaient Vienne. Les deux armées combinées, ayant en-
» levé d'assaut et conquis cette ville, furent lancées ensemble
» à la conquête de la Hongrie.

» Toujours et malgré tout fidèle, la nation hongroise en-
» voya un parlementaire à l'ennemi. Son parlementaire fut re-

» tenu prisonnier, jeté en prison, et ses justes demandes ne » furent même pas réputées dignes d'une réponse ; tous ceux » qui osèrent défendre leur patrie innocente furent menacés du » gibet.

» Toutefois, avant que l'armée principale de la dynastie par- » jure eût envahi la Hongrie, une révolution de palais s'opéra » à Olmütz. Ferdinand V renonça à ce trône qu'il avait souillé » de tant de sang et de parjures, et le jeune François-Joseph, » fils de François-Charles, frère cadet du roi, lequel, de son » côté, avait renoncé à son droit de succession, se proclama » empereur d'Autriche et roi de Hongrie.

» Mais personne, par des pactes de famille et sans l'assenti- » ment de la nation hongroise, ne saurait disposer du trône » constitutionnel de la Hongrie.

» Néanmoins, comme la nation hongroise ne désirait pas au- » tre chose que la conservation de ses lois, qu'une paix hono- » rable, sous leur égide, si l'on avait demandé légalement son » consentement à cette substitution de monarque, et si le jeune » prince avait offert de prêter serment à la constitution, la » nation hongroise se serait empressée, avant qu'il n'eût plongé » ses mains dans le sang des citoyens, de le reconnaître roi, en » vertu de pactes diplomatiques, et de le couronner du diadème » stéphanique.

» Lui, au contraire, méprisant tout ce qui est sacré devant » Dieu et devant les hommes, non-seulement il ne fit à la na- » tion aucune offre de ce genre, mais, se dépouillant de cette » innocence de cœur qui distingue la jeunesse, dans son pre- » mier manifeste, il qualifia la Hongrie de rebelle ; — lui, le » rebelle ! — il déclara qu'il allait la conquérir à main armée, » et qu'il considérait comme le but de sa vie de fondre dans » l'empire d'Autriche la Hongrie, dépouillée de l'indépendance » qu'elle a conservée durant mille années.

» Dans la mesure de ses forces, il a tout fait pour réaliser » d'une manière terrible l'intention exprimée. Il a envoyé contre » la Hongrie son armée, commandée par Windischgraetz, son » représentant plénipotentiaire. En même temps, il a fait atta- » quer le pays par des armées différentes, du côté de la Gal- » licie et de la Styrie.

» Cependant, contre l'arrêt de mort lancé sur elle, la nation » hongroise se défendait. Mais, en présence de tant d'ennemis, » de plus, assaillie à l'intérieur par des rebelles vandales, elle ne » pouvait pas encore déployer toutes ses forces offensives. Ses » défenseurs étaient tout d'abord obligés de se retirer. Afin de » ne point exposer la capitale aux malheurs d'un bombarde- » ment, tel que ceux de Prague et de Vienne, afin aussi de ne » pas risquer l'avenir de ce peuple, digne d'un meilleur sort, » dans une bataille unique, ils abandonnèrent la capitale » elle-même. La diète et le gouvernement national, au com- » mencement du mois de janvier dernier, fixèrent leur siége à » Debreczen, ayant confiance dans le secours du Dieu juste et » dans la force de la nation, espérant fermement que, quoique » la capitale fût abandonnée, la patrie ne périrait point.

» Et, — grâces en soient rendues à Dieu ! — la patrie n'a » pas péri !

» Mais, même alors, la nation fit un nouvel effort pour ame- » ner un arrangement pacifique. Elle envoya des députés au- » près du commandant en chef de la dynastie parjure. Mais » celui-ci, avec une orgueilleuse présomption, refusa de trai- » ter ; il osa exiger que la Hongrie se soumît sans condition. » Bien plus, il empêcha les messagers de la paix de se rendre » à Olmütz ; il les retint et même jeta en prison l'un d'eux, » l'ancien président du conseil. Ayant occupé la capitale aban- » donnée, il en terrorisa la population au moyen du glaive, fit » mettre à mort une partie des prisonniers de guerre, en char-

» gea de fers une partie, affama les autres ou les contraignit à
» servir dans l'armée d'Italie.

» Pour achever de combler la mesure de ses crimes, la mai-
» son d'Autriche appela à son secours le czar de Russie. De la
» Valachie, en dépit des protestations de la Sublime Porte,
» contrairement aux représentations des consuls des puis-
» sances européennes résidant à Bucharest, au mépris du
» droit des gens, elle introduisit des troupes russes en Tran-
» sylvanie dans le but d'assassiner la Hongrie.

» Enfin, à l'effet d'assurer le fruit de tant de crimes, Fran-
» çois-Joseph, qui ose s'intituler roi de Hongrie, déclara ouver-
» tement, dans ses manifestes du 4 et du 6 mai de l'année
» courante :

» Qu'il efface la nation hongroise du nombre des nations
» vivantes;

» Qu'il démembre son territoire en cinq morceaux, séparant
» de la Hongrie la Transylvanie, la Croatie, la Slavonie,
» Fiume et le littoral hongrois ; arrachant du territoire inté-
» rieur de la Hongrie, au profit des assassins serbes, un voy-
» vodat distinct ;

» Et, en général, qu'il dépouille tout le royaume de son au-
» tonomie, de son indépendance légale, de son existence poli-
» que, et le fond dans l'empire autrichien.

» Nous avons énuméré, en nous maintenant dans la simple
» vérité de l'histoire, la longue liste des crimes inouïs de la
» maison de Habsbourg-Lorraine. En appelant au jugement du
» Dieu éternel et à l'opinion publique du monde, nous dé-
« clarons :

» Une réconciliation avec cette maison parjure est impos-
» sible désormais ;

» Nous devons aux lois divines, nous devons à notre patrie,
» nous devons au droit, nous devons à la morale, à l'honneur,

» à l'Europe et aux intérêts de la civilisation, de proscrire du » trône des rois de Hongrie cette dynastie parjure, de la livrer » au jugement de Dieu et à l'horreur de l'opinion publique, de » la morale et de l'honneur.

» Nous faisons cela, convaincus de la force invincible de » notre pays mortellement offensé.

» Voilà trois mois que l'ennemi parjure a occupé notre ca- » pitale et qu'il a surpris notre nation alors qu'elle n'é- » tait pas prête. Mais la force du peuple hongrois a grandi » dans une lutte à mort, et, grâce à ses victoires, il est con- » vaincu aujourd'hui qu'il affranchira la patrie.

» Depuis trois mois l'ennemi despotique, avec toutes ses » forces, n'a pas gagné un pouce de terrain. Il en a même » perdu, reculant pied à pied, bataille après bataille.

» Il y a trois mois, nous étions refoulés jusqu'à la Tisza. » Maintenant nos justes armes ont déjà reconquis toute la » Transylvanie, recouvré Kolosvár, Nagy-Szeben, Brassó. Elles » ont chassé les armées autrichiennes du côté de la Bukovine. » D'autre part, elles ont complétement battu tant les troupes » impériales que les troupes russes accourues à leur secours, » les ont chassées de Transylvanie jusqu'au dernier homme, et » les ont obligées à se réfugier en Valachie.

» La Hongrie supérieure est, en grande partie, purgée de » l'ennemi.

» La rébellion des Serbes est écrasée. Leurs places fortes, » Szent-Tamás et les Retranchemens romains, ont été enlevés » d'assaut. La contrée située entre la Tisza et le Danube, » tout le comitat de Bács, jusqu'à Titel, ont été recouvrés par » la nation.

» Le général en chef des armées de la parjure maison » d'Autriche, avec toutes ses forces réunies, a été lui-même » vaincu dans plusieurs batailles consécutives. Il se trouve

» repoussé jusqu'au Danube et même au delà de ce fleuve.

» En conséquence de tout ce qui précède, faisant appel à la » justice du Dieu éternel et au jugement du monde civilisé, » nous appuyant sur les droits naturels de notre nation, ainsi » que sur sa force prouvée par le fait, en vertu du devoir qui » oblige toute nation à se conserver elle-même,

» Par les présentes, au nom de la nation, que légalement » nous représentons, nous déclarons et décidons ce qui suit :

» 1° La Hongrie, avec la Transylvanie, légalement réunie, et » et avec toutes ses parties et provinces annexes, est déclarée » État libre, autonome et indépendant en Europe ; l'unité terri- » toriale de tous ces États est déclarée indivisible et son inté- » grité inviolable.

» 2° La maison de Habsbourg-Lorraine, à cause de sa trahi- » son, de son parjure et de son agression armée contre la na- » tion hongroise, parce qu'elle a commis le crime d'entrepren- » dre par la force des armes le démembrement de l'intégrité » territoriale du pays, la séparation d'avec la Hongrie de la » Transylvanie, de la Croatie, de la Slavonie, de Fiume et du » district y attenant ; enfin la suppression de la vie politique et » autonome de la nation ; parce qu'elle n'a pas craint, poursui- » vant ses desseins, d'employer jusqu'à des forces étrangères » pour l'anéantissement du peuple hongrois ; puisqu'elle a » ainsi déchiré de ses propres mains et la pragmatique sanction » et, en général, les liens subsistant, entre elle et la Hongrie, en » vertu de pactes bilatéraux ; la perfide maison de Habsbourg, » depuis de Habsbourg-Lorraine, est déclarée exclue par le pré- » sent acte et à jamais de sa domination sur la Hongrie, la » Transylvanie y réunie, et y compris toutes ses parties et pro- » vinces ; — elle est déclarée dépouillée de l'emploi de tous » les titres appartenant à la couronne de Hongrie ; elle est dé- » clarée proscrite du territoire du pays et de la jouissance de

» tous les droits civils, et dès ce moment, par les présentes, » au nom de la nation, elle est déchue du trône, exclue et » proscrite.

» 3° En entrant, en vertu de ses droits naturels et impres- » criptibles, dans la famille des États européens comme État » indépendant, la nation hongroise déclare en même temps : » qu'elle est fermement résolue à établir et à maintenir de bons » rapports de voisinage avec les peuples qui jusqu'alors re- » connaissaient le même souverain, ainsi qu'à s'allier par des » traités d'amitié avec toutes les autres nations.

» 4° Quant au système gouvernemental, il sera établi dans » tous ses détails par l'assemblée nationale. En attendant que » ce système soit déterminé d'après les principes sus-énoncés, » Louis Kossuth, nommé gouverneur-président par l'acclama- » tion et le consentement unanime de tous les membres de la » diète, gouvernera le pays dans toute son étendue, avec des » ministres par lui choisis, tant sous sa propre responsabilité » que sous la responsabilité des ministres de son choix et leur » obligation de rendre compte de leurs actes.

» Nous faisons connaître ces décisions à tous les peuples du » monde civilisé, fermement convaincus qu'ils accueilleront la » nation hongroise comme une sœur parmi les nations indé- » pendantes, avec la même amitié que celle que leur offre, par » les présentes, la nation hongroise.

» Nous faisons connaître ces décisions aux habitants de la » Hongrie, de la Transylvanie y réunie et de toutes les parties » et provinces annexes, en déclarant : que toutes les juridic- » tions, communes, villes, districts, comitats et citoyens, en un » mot tous les particuliers, comme toutes les corporations de » l'État hongrois, un et indivisible, sont complétement déliés » des devoirs de fidélité et d'obéissance envers la maison dé- » chue de Habsbourg, depuis de Habsbourg-Lorraine ; que la

» continuation de l'exercice desdits devoirs leur est même in-
» terdite, et que quiconque aiderait par ses conseils, par ses
» paroles, par ses actes, un membre de ladite maison, osant
» peut-être usurper le pouvoir royal, se rendrait coupable du
» crime de trahison à l'égard de la patrie.

» Le gouvernement de l'État hongrois est chargé de la pu-
» blication et de l'exécution des présents décrets. A cet effet, il
» est investi, par les présentes, de tous les pouvoirs nécessaires.
» Nous obligeons tous les citoyens à obéir à toutes ses ordon-
» nances et mesures légales, au nom de la nation.

» Fait à Debreczen, dans la séance de l'Assemblée nationale
» du 19 avril 1849.

» De la nation hongroise, légalement réunis,

» Les hauts États et les représentants :

» Le baron SIGISMOND PERÉNYI,
» second président
» de la Haute-Chambre. »

» PAUL ALMASSY,
» vice-président de la Chambre
» des représentants.

« ÉMERIC SZACSVAY,
» secrétaire. »

XLVI

Cette déclaration solennelle de l'indépendance de la nation hongroise, décidée le 14 avril, consacrée sous sa forme définitive cinq jours après, était d'une équité tellement éclatante

que personne dans la diète n'éleva une seule objection de principe. Au point de vue du droit, les représentants furent unanimes à approuver la déchéance de la dynastie parjure et la complète indépendance de la nation trahie. Les termes de la déclaration et tous les faits accumulés dans ce livre ont suffi et au delà, nous l'espérons, à démontrer qu'en s'affranchissant d'une manière absolue de la domination autrichienne, la Hongrie ne fit que se soustraire légitimement et même légalement à la violation la plus flagrante, le plus odieuse de ses lois consacrées et jurées.

Nous n'avons donc pas à défendre la justice de l'acte. Disons pourtant quelques mots de sa nécessité.

Abstraction faite de la perfidie séculaire des rois-empereurs, l'union de la Hongrie et de l'Autriche a toujours été une combinaison malheureuse. Non-seulement il y a entre elles différence de race, de caractère, divergence de traditions historiques, il y a aussi *incompatibilité d'intérêts*. Voilà pourquoi elles n'ont à aucune époque été alliées intimement et solidement.

Quelques hommes politiques prétendaient que si les provinces héréditaires de l'empire jouissaient d'une constitution libérale, l'union avec elles pourrait être maintenue intacte. Ils se trompaient. Sans doute, il n'eût pas été impossible d'aplanir les difficultés provenant des intérêts matériels, industriels et commerciaux, particuliers au royaume et à l'empire. Mais au point de vue politique, entre celui-ci et celui-là il y avait un abîme.

Les provinces allemandes de l'Autriche tendent irrésistiblement à l'*unification* avec le reste de la Germanie. Les pays slaves, notamment la Bohême, la Gallicie, ont des aspirations propres. La Hongrie, qui suit l'impulsion des idées occidentales, entend avoir une existence nationale à elle ; elle ne veut point être confondue dans une agglomération quelconque, soit slave,

soit germanique. Elle sera et elle veut être l'intermédiaire naturel entre l'Occident et l'Orient, mais sans se livrer ni à l'un ni à l'autre.

Mais, objectera-t-on, la Hongrie n'est-elle pas obligée par sa situation géographique, qui la met sous le poids de la Russie, ainsi que par la diversité des races dont ses habitants se composent, de chercher un appui dans le gouvernement autrichien? La Hongrie, répondrons-nous, avec ses quinze millions d'habitants est de force à préserver son indépendance de l'invasion russe ; d'autre part, l'hostilité des races était un fait issu des intrigues autrichiennes, et tellement passager que, depuis dix ans, il a perdu beaucoup de sa gravité.

A tous ces points de vue, l'indépendance de la Hongrie était et est encore légitime, possible et nécessaire.

Quant au fond, nous ne discuterons donc plus. La cause nous semble plaidée et gagnée. Cependant nous croyons nécessaire d'insister sur quelques détails, grâce auxquels le mensonge autrichien est parvenu à se faire écouter des esprits ignorants ou prévenus.

L'Autriche a essayé de prouver à l'Europe une chose absurde : que la guerre contre la Hongrie était, de sa part, légitime, parce que les lois de 1848 *avaient été extorquées au souverain !* parce que ces lois, si solennellement et avec tant de démonstration d'amour *paternel* remises entre les mains des représentants de la *fidèle nation*, avaient été *imposées* au roi-empereur en un moment critique, où la dynastie se trouvait fatalement exposée aux plus grands embarras !

A quoi l'on répond à l'aide du simple bon sens :

Que Ferdinand, auquel des réformes étaient légalement demandées par la diète de Presbourg, ait consenti à les accepter uniquement parce qu'il craignait de s'en voir arracher de plus radicales par une révolution, rien n'est plus certain. Mais qu'en

sanctionnant ces réformes il ait altéré la constitution hongroise au delà des limites tracées dans son serment, et que, ayant dû, en raison des circonstances, laisser méconnaître son droit royal, il ait pu, sans déloyauté, aviser aux moyens de recouvrer par la force son autorité par la force ébranlée, rien n'est plus faux.

Nous pourrions nous borner à demander si *toutes* les lois antérieures, qui *toutes* ont été maintes et maintes fois violées, avaient été extorquées? Nous pourrions demander aussi à la dynastie si la constitution générale du 4 mars 1849, *librement octroyée* par François-Joseph, n'a pas été révoquée, sans même avoir été mise en vigueur?

D'autre part, n'avons-nous pas prouvé que les réformes demandées en 1848 n'étaient point, à vrai dire, des innovations; qu'au contraire, sous une forme nouvelle, élevées à la hauteur des idées contemporaines, elles consacraient purement et simplement les droits acquis depuis des siècles au royaume de Hongrie?

Si cette raison ne suffit pas, en voici une autre, moins particulière au royaume de Saint-Étienne, une raison générale donnée par l'histoire de tous les peuples :

La plupart des lois fondamentales de n'importe quel pays n'ont-elles pas été établies sous la pression plus ou moins forte de telles ou telles circonstances données? Et s'il était loisible d'annuler toutes les lois que les rois n'ont accordées qu'à contre-cœur à leurs sujets, quelle loi, ayant pour effet de restreindre l'omnipotence gouvernementale au profit du développement de l'individu et de la nation, quelle loi moderne de liberté religieuse ou politique serait incontestable et à l'abri d'une violation dite légitime?

Quant à nous, pour qui la souveraineté du peuple est un principe sacré, et qui la considérons comme inaliénable et imprescriptible, nous pensons que l'expression de la volonté

d'une nation ne saurait être subordonnée aux convenances de son prince, celui-ci n'en étant en définitive que l'émanation, n'en pouvant être que le représentant et pour ainsi dire le bras.

Par conséquent, si nous avions un reproche à faire à la Hongrie ce serait, non d'avoir violenté le roi, mais de ne pas avoir profité assez largement de ses droits et des circonstances. Au lieu de s'engager à l'aveugle dans une voie légale que l'on avait d'avance semée d'embûches, au lieu de se borner à mieux assurer ses franchises séculaires dès le mois de mars 1848, la Hongrie aurait été parfaitement en droit de punir la maison d'Autriche de ses parjures antérieurs, et, sans attendre ses nouvelles trahisons, de proclamer sa déchéance. Nous reprochons donc aux patriotes plutôt d'avoir osé trop tard, à Debreczen, ce qu'ils eussent pu faire au moment favorable, soit à Pest, soit même à Presbourg.

Mais telle n'était point l'opinion des partisans de la paix en 1849. Nul parmi eux ne pouvait douter de la légalité du renversement de la dynastie de Habsbourg-Lorraine par un acte de la représentation nationale. Ils ne manquèrent pas cependant d'en contester l'opportunité.

Ce fut surtout après l'invasion des armées du czar qu'ils manifestèrent cette opinion. Ils prétendirent que, sans la déclaration du 14 avril, l'intervention russe n'aurait pas eu lieu.

Rien de plus erroné. Pour ne rien dire de la première intervention en Transylvanie, intervention qui eut lieu au mois de février, par conséquent longtemps avant la déchéance, nous sommes intimement convaincus que l'Autriche n'a point appelé la Russie à cause de la déclaration de l'indépendance hongroise, mais simplement parce que l'empereur était impuissant à obtenir, au moyen de ses propres forces, l'abolition de la constitution hongroise par lui prononcée. Ceci ressort avec

une évidence incontestable de l'aveu même de l'historien officiel de la campagne d'été en 1849. Le colonel Ramming, chef d'état-major du général Haynau, s'exprime à ce sujet comme il suit, page 163 :

« L'intervention russe, devenue nécessaire pour le prompt achèvement de la guerre en Hongrie et en Italie, devait se borner, selon la demande faite *au commencement d'avril* 1849, à l'occupation de la grande principauté de la Transylvanie par un corps d'armée de 20 à 25,000 hommes, et à la concentration d'un corps de réserve de 30,000 hommes près de Cracovie ; ce corps eût été à même, suivant les exigences des événements militaires, soit d'être employé dans les vallées de la Vág ou de la Morava comme soutien de l'armée autrichienne, soit de couvrir la province de Gallicie ainsi que la Pologne russe contre les incursions des insurgés magyars. — *La retraite de l'armée autrichienne de Pest vers Presbourg* eut cependant cette conséquence : le feld-maréchal, prince de Varsovie, commandant en chef de l'armée impériale active du czar, fut prié, en date du 24 avril, de faire avancer sans délai le corps d'armée qui allait être concentré à Cracovie. »

Cependant, ont dit les pacifiques, il eût été possible de rendre l'intervention moscovite inutile en se hâtant, après les victoires obtenues précédemment à la déclaration du 14 avril, de traiter avec l'Autriche sur la base des lois de 1848.

A aucun prix l'Autriche de 1849 n'aurait consenti à reconnaître la séparation de la Hongrie de l'empire, telle qu'elle se trouvait réalisée par ces lois. Elle eût préféré et effectivement elle préféra reconquérir le pays par la force des armes étrangères plutôt que de le voir posséder une armée et des finances à lui. Grâce à ces finances et à cette armée, grâce aussi à la prospérité développée rapidement par un régime libéral, la Hongrie, lui semblait-il, serait devenue trop puissante pour

que ses droits constitutionnels pussent être violés, et une tentative en ce sens, ou publique ou secrète, eût fatalement abouti à l'indépendance absolue.

Du reste, a-t-on oublié les paroles hautaines de l'alter-ego impérial : Je ne traite pas avec des rebelles ! Si le gouvernement impérial avait voulu transiger, vainqueur, il n'aurait point retenu pour le supplice Louis Batthyány allant lui offrir un dernier espoir de conciliation ; vaincu, il aurait fait lui-même certaines propositions. Or, il n'en fit aucune. Il aima mieux s'humilier devant un monarque étranger que devant son peuple.

Pour qui se rend exactement compte des dispositions impériales, la Hongrie n'a pas commis la faute que lui reprochent les Pacifiques d'avoir poussé l'Autriche à bout. Si, trop généreuse dans sa victoire, elle avait proposé à son ennemie de conclure la paix en reconnaissant de nouveau la constitution de 1848, l'Autriche, sûre de l'assistance de la Russie, n'aurait pas agréé ses avances. Le monarque qui s'était donné pour but *l'unité et la centralisation de la monarchie*, ayant vaincu les insurrections libérales d'Autriche et d'Italie, se serait montré assez généreux pour laisser subsister la constitution anti-unitaire et décentralisatrice de l'ancien royaume de Saint-Étienne ? Et puis, pour complaire à nous ne savons quels esprits illogiques et timorés, eût-il fallu que les contemporains retombassent dans les errements de leurs pères, qu'ils refissent la triste histoire des Bocskay, des Bethlen, des Rákóczy ? Et cela quand il n'était que raisonnable de leur part d'espérer s'affranchir pour toujours d'une oppression de trois siècles ; quand l'intervention russe, du moins pour eux, n'était pas encore chose bien certaine ; quand ils avaient encore quelques raisons de penser que l'Europe, dans l'intérêt de son propre équilibre, ne permettrait pas cette intervention ; quand il n'était pas absurde de supposer qu'une marche rapide de l'armée victorieuse sur le sol

autrichien préviendrait cette fatale intervention ; quand, après tout, on pouvait espérer que même la réunion des forces des deux empires se briserait sur les poitrines des soldats hongrois? Supposez un instant que l'armée autrichienne ait été détruite, les provinces autrichiennes envahies et affranchies avant l'arrivée des Russes ; les Russes seraient-ils accourus pour relever des ruines? Et s'ils avaient tenté ce travail ingrat, la Hongrie ne se serait-elle pas trouvée de force à leur faire payer trop cher la généreuse défense d'une alliée anéantie, pour l'heure et pour longtemps inutile?

Mais, — pourraient également nous objecter les pacifiques, — l'Autriche désirant surtout conserver à elle seule les deux ministères de la guerre et des finances, n'eût-il pas été préférable de traiter avec elle sur la base de leur abandon? Ainsi, le reste, au moins, eût pu être sauvé du désastre!

La réfutation est aisée. Quelles garanties se seraient réservées les Hongrois pour *le reste*, s'ils avaient livré au pouvoir absolu du ministère viennois les finances, l'armée du pays? Et puis ne faut-il pas aussi songer à ce qu'il y aurait eu de révoltant pour un peuple généreux à laisser ses soldats aux mains de ceux qui écrasèrent la liberté à Vienne ainsi qu'en Italie?

Il ne nous reste plus qu'à faire justice d'une des accusations les plus répandues du vieux parti conservateur. Ces timides grands seigneurs se plaisaient à dire que si la Hongrie, au lieu de réclamer, en 1848, son autonomie pleine et entière, s'était contentée de son antique constitution sans rien changer au système gouvernemental ni aux rapports avec le ministère impérial, elle n'aurait point perdu tout l'ancien héritage accumulé par les siècles, et elle aurait pu, comme par le passé, l'améliorer peu à peu.

La fausseté de cette opinion n'est pas difficile à constater.

D'abord, lorsque le peuple était éveillé, lorsque la révolution était partout, et qu'il était impossible au parti conservateur de résister au mouvement, le parti libéral lui-même aurait été débordé s'il avait essayé de s'opposer à la réalisation des réformes dont il s'était fait le promoteur. Ensuite, comme la révolution de Vienne éclata avant la réclamation d'un ministère national par la diète de Presbourg ; comme cette révolution aboutit à la création d'un gouvernement parlementaire autrichien, si la Hongrie avait conservé son ancienne administration, comment aurait-elle pu jouir de ses libertés constitutionnelles, du moment où son gouvernement irresponsable vis-à-vis d'elle-même se fût trouvé sous la dépendance d'un gouvernement responsable par-devant une assemblée étrangère ?

Leur constitution tronquée n'eût-elle pas été abolie plus aisément que le fut celle du 4 mars 1849, librement octroyée par le souverain ?

XLVII

Nous venons de discuter les opinions émises par ceux qui ont reproché à la Hongrie de s'être mal à propos déclarée indépendante. Il nous reste à examiner l'opinion tout opposée de ceux qui croient que la Hongrie ne fit pas assez en détrônant la dynastie de Habsbourg-Lorraine, et qu'elle eût dû, au nom des principes, proclamer immédiatement la république.

Nous pouvons, d'après les renseignements les plus authen-

tiques, expliquer pourquoi la diète de Debreczen ne voulut point trancher la question de la forme du gouvernement de la Hongrie libre.

Depuis que la victoire suivait pas à pas l'armée nationale, le parti radical, si peu nombreux naguère, grossissait de jour en jour. A chaque succès, comme par miracle, les timides, les indécis, recouvraient leur courage, devenaient résolus. Le parti radical vit d'abord se réunir à lui les quelques hommes qui formaient ce que l'on nomme en Occident le centre gauche de la chambre des députés. Les plus remarquables individus de ce groupe étaient : Emeric Szacsvay, Antoine Somogyi et Georges Molnár. Ils mirent à leur alliance intime avec les représentants des idées les plus avancées une condition unique : Madarász, qui leur était personnellement antipathique, ne paraîtrait pas aux conférences communes. Madarász prouva la sincérité de son patriotisme en sacrifiant sa personne au progrès de son parti. Plus tard, un certain nombre d'autres députés se détachèrent de la majorité modérée et successivement vinrent grossir les rangs des radicaux et leur donner une influence réelle.

Lorsque tout semblait conduire à la prochaine et décisive défaite de l'Autriche, le parti radical entama une discussion sur le gouvernement à établir, dès que la Hongrie se serait débarrassée des Habsbourg. On s'y décida en faveur de la forme républicaine, et pour que la tendance du parti fût bien comprise, chacun de ses membres s'inscrivit sur une liste en tête de laquelle il était écrit que les soussignés demandaient la proclamation de la république.

Les anciens membres signèrent les premiers, puis leurs adhérents, dont le nombre augmentait sans cesse, grâce aux constants succès des armes nationales. Bientôt les salons où se tenaient les conférences ne suffirent plus ; il fallut se réunir

dans la salle de bal de l'hôtel du Cheval-Blanc. A la veille du jour où fut décrétée l'indépendance, la grande majorité des députés de la seconde chambre se trouvait être devenue radicale[1].

Il eût donc été facile de proclamer la république en même temps que l'indépendance. Dans la séance secrète où la diète fut préparée à déclarer l'indépendance, Kossuth avait laissé en suspens la question de la forme du gouvernement. Les républicains, réunis à l'hôtel du Cheval-Blanc, chargèrent trois d'entre eux d'aller demander au président du comité de défense pourquoi, en même temps que l'indépendance, il ne proposait pas la république, et l'assurer du concours du parti radical tout entier s'il se décidait à faire une motion dans ce sens. Kossuth répondit aux trois délégués, Ujházy, Balthasar Halász et Daniel Irányi :

« Vous savez que je ne suis nullement amoureux de la monarchie. Mais, bloqués comme nous le sommes, pour ainsi dire isolés de toutes parts du reste du monde, j'ignore en vérité quelle est exactement la situation de l'Europe occidentale. Je sais que la déclaration de l'indépendance est devenue nécessaire ; elle doit être faite quand ce ne serait que pour constater l'existence d'un État, en droit d'adresser ses réclamations aux nations constituées. Mais je ne sais pas de quelle manière serait accueillie la proclamation de la république en Hongrie. J'ai cru nécessaire de réserver la question jusqu'à ce qu'il soit possible d'agir en toute sûreté. Nos agents politiques à Paris et à Londres vont nous orienter à ce sujet. Pourtant, si l'assemblée croit pouvoir prendre sur elle de décider immédiatement ce point, je ne m'opposerai aucunement à sa résolution. »

[1] On comptait parmi ces républicains actifs deux magnats, Ladislas Ujhazy, comte suprême de Saros, et le baron Joseph Majthényi.

La conférence radicale n'osa pas assumer sur elle la grave esponsabilité que Kossuth lui abandonnait.

Les radicaux de Hongrie étaient sans doute républicains, mais ils étaient avant tout patriotes. Le gouvernement de tous par tous leur paraissait être de beaucoup supérieur à celui d'un seul avec des formes plus ou moins parlementaires; mais, pour obtenir la réalisation immédiate de cette théorie sublime, à laquelle l'avenir appartient, ils ne voulaient point risquer de compromettre le présent de leur patrie. Pour eux, comme pour les Hongrois en général, la question essentielle était, en 1849 et est encore en 1859, non pas de fonder le meilleur des gouvernements, mais de sauver immédiatement du despotisme la liberté de chacun, et de l'étranger l'indépendance de la nation. La masse du peuple croyait et croit que la forme monarchique n'est pas absolument incompatible avec la liberté politique, ni surtout avec l'indépendance nationale. Un prince, respectant les libertés intérieures, défendant le pays contre l'agression étrangère, eût été et serait suivi et aimé de toutes les classes de la population.

Il ne faut pas croire cependant que si la république eût été proclamée en 1849, selon le vœu des démocrates hongrois, la république aurait été imposée par eux à une nation essentiellement monarchique. La Hongrie, qui se fût avec enthousiasme rangée sous l'étendard d'un monarque patriote, aurait avec autant d'élan marché sous le drapeau de la démocratie pure.

Les bases d'un gouvernement populaire durable sont le *self-government* et l'amour de la légalité. On a vu vivre des républiques fondées sur des institutions aristocratiques et sans que l'égalité des droits de tous les citoyens y fût reconnue. On a vu des empires s'établir au mépris des droits civils et politiques de chacun, ayant pour base des sociétés où tous étaient égaux dans la commune servitude. Mais aucun gouvernement

républicain n'a existé sans la participation directe des citoyens au maniement de leurs affaires. Or, voilà précisément ce à quoi les Hongrois de 1848-1849 avaient été initiés par leurs institutions municipales, aussi vieilles que la Hongrie même. La commune et le comitat, ouverts à tous depuis la proclamation des droits politiques des non-nobles, étaient et seront toujours, sur les bords du Danube, des fondements indestructibles qui serviront tôt ou tard à l'établissement d'un vrai gouvernement républicain. Ces fondements de leurs droits, jamais les Hongrois ne les sacrifieront à un chef, quel qu'il soit, citoyen ou prince ; pour les conserver, ils sacrifieront plutôt le chef. L'histoire atteste que les Hongrois ont aimé sincèrement certains de leurs souverains ; mais elle prouve aussi qu'ils ont encore aimé plus, contre leurs souverains, leurs libertés. Ils possèdent donc la première des qualités nécessaires pour vivre en république : le sentiment et l'habitude du *self-government*. Ils ont aussi la seconde : l'amour de la légalité. C'est à cause de cela qu'ils se sont durant tant de siècles épuisés à vouloir concilier la monarchie avec l'autonomie nationale et communale. Ils n'ont jamais songé à *découronner* leur constitution avant d'avoir fait tous leurs efforts pour amener le *couronnement* à cesser de conspirer contre la *base*. Ils sont très-loin d'être révolutionnaires, — dans le mauvais sens que les ennemis de la révolution donnent à ce mot. — Ils sont d'instinct conservateurs, ne cherchant à innover que par la voie légale, répugnant à employer la force, et ne l'employant que pour se défendre. Par conséquent nous croyons que si l'Europe eût permis dans le passé ou permettait dans l'avenir à la Hongrie indépendante de se constituer selon son génie, la Hongrie eût su et saurait fonder la république et la maintenir.

Dans la Hongrie de 1849, il n'y avait guère de ces républicains que l'on a nommés ailleurs les républicains de la veille.

[library stamp]

Ceux qui l'étaient, l'étaient devenus logiquement, progressivement, ayant été d'abord simples partisans de la monarchie constitutionnelle indépendante. Le peuple était devenu républicain de la même manière, sans anarchie, sans la moindre violence, et tel il serait resté.

Ceux qui demandaient alors la république n'étaient donc point d'imprudents utopistes. L'établissement de la république était d'autant plus raisonnable et pratique, que la nation ne possédait aucun prétendant indigène.

Mais, en dépit de tout ce qui militait en faveur de son opinion, le parti républicain n'osa pas se décider à la faire immédiatement prévaloir. Il attendit l'affranchissement de la nationalité hongroise, et s'y consacra tout entier.

XLVIII

La déclaration de l'indépendance de la Hongrie et de la déchéance de la maison d'Autriche produisit un immense effet dans tout le pays.

Le 15 avril, — c'était un dimanche, — la ville de Debreczen fut illuminée, et la population entière, à la lueur des torches, s'amassa et défila sous les fenêtres de Kossuth.

Un ministre protestant, Michel Tóth (Könyves), harangua le gouverneur au nom de ses compatriotes. Kossuth, fort ému des éloges qui lui avaient été décernés pour les services rendus à la patrie, s'écria : « Que le peuple n'attribue à personne au

monde un mérite qui est le mérite du peuple. Je n'étais que le porteur de la torche destinée à répandre la lumière dans la nuit de la servitude. » Et, continuant sur ce thème, il refusa de recevoir les louanges qui lui étaient adressées, en se comparant poétiquement à « l'oiseau qui laisse tomber le grain, et ne saurait être béni si du grain jaillissait une végétation florissante. »

Des démonstrations analogues se produisirent spontanément dans toutes les autres villes hongroises affranchies du joug de l'étranger.

Quelques jours plus tard, le gouvernement sema à travers le pays des exemplaires de la déclaration de l'indépendance, et invita toutes les autorités à y adhérer par écrit. Toutes envoyèrent leur adhésion avec le plus patriotique empressement. Toutes profitèrent de la circonstance pour exprimer combien la nation était heureuse d'être enfin affranchie de la domination étrangère ; combien elle était reconnaissante et dévouée à l'égard de la diète et du comité de défense, mais surtout au chef de la résistance, au gouverneur Kossuth.

Dans ces adresses, comme dans les démonstrations populaires, le gouvernement et la diète trouvèrent la preuve qu'ils avaient bien rendu la pensée du peuple.

Mais, si la satisfaction de voir la nation affranchie de l'Autriche était générale, nulle part elle ne fut aussi vive que dans les contrées qui avaient eu à souffrir de l'occupation étrangère, et dans celles d'où les troupes ennemies venaient d'être expulsées tout récemment. Ailleurs, surtout au delà du Danube, on accueillit sans doute avec plaisir la grande nouvelle, mais on se montra plus calme, plus modéré dans ses transports d'enthousiasme. Pourquoi? Parce que, là où l'on n'avait pas encore vu d'Autrichien, on se considérait depuis des mois, depuis plus d'une année comme jouissant réellement de l'indépendance.

Et ce sentiment, depuis les dernières victoires décisives, était devenu si fort que la déchéance n'était, à vrai dire, considérée que comme la simple expression d'un fait déjà accompli.

En somme, jamais peuple ne se sentit plus heureux, ni plus fier d'être libre; jamais peuple ne s'en montra plus digne, ni plus capable. Et ce fut juste au moment où il s'affermissait dans toute sa grandeur qu'il subit le droit des plus forts à la face de l'Europe civilisée!

LIVRE IX

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT. — LA PRISE DE BUDE.

Du 14 avril au 21 mai 1849.

PREMIÈRE SECTION

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT.

I

Kossuth vint, le 2 mai, annoncer à l'Assemblée la formation de son cabinet, et exposer le règlement qu'il avait adopté pour l'expédition des affaires.

D'après ce règlement, chaque décret ou ordonnance du gouverneur devait être contresigné par un ministre ; le gouverneur bornait son action et sa responsabilité à diriger la politique générale, à nommer les titulaires des emplois supérieurs, à émettre des règlements organiques. Toute décision qui pourrait exercer une influence capitale sur le sort du pays, telle que déclaration de guerre, traité de paix et d'alliance, devait être réservée à l'Assemblée nationale. Le droit de grâce ne serait point exercé par le gouverneur, comme il l'est par le roi dans les monarchies, mais par une « cour de grâce, » composée de quatre

membres, et dont le ministre de la justice serait le président.

Les représentants honorèrent ce règlement de leurs acclamations sympathiques, et lui donnèrent force de loi.

La présidence du conseil et le portefeuille de l'intérieur furent confiés par Kossuth à M. Barthélemy Szemere, qui, depuis sa première apparition dans le cabinet Batthyány, avait, comme membre du comité de défense, puis comme commissaire du gouvernement, donné de nouvelles preuves de son activité et de son énergie.

Les affaires étrangères furent confiées au comte Casimir Batthyány. Riche magnat, il avait, comme la plupart des hommes de sa caste, passé sa jeunesse à l'étranger, où il avait désappris la langue hongroise. Mais, quand se dessina le mouvement de la renaissance nationale, les plus nobles sentiments émurent son cœur. Il accourut siéger à la diète de 1843 [1], et s'y distingua d'abord par le libéralisme de ses votes, ensuite par la générosité des sacrifices que sa colossale fortune le mit à même de faire pour les entreprises patriotiques. Il se remit à parler en l'idiome de ses pères, et, s'il n'arriva pas, malgré des études constantes, à devenir orateur éloquent, du moins parvint-il à s'exprimer assez clairement pour être compris de ses compatriotes. En 1848, nommé commissaire, il rendit de nouveaux services à la cause hongroise. Nous avons eu l'occasion de blâmer sa conduite à Eszék, lorsqu'il commit la faute de quitter son poste au moment le plus critique. On ne l'en nomma pas moins commissaire à l'armée qui opérait sous le général Perczel contre les Serbes, puis ministre des affaires étrangères.

François Duschek était un homme intelligent et actif, qui connaissait à fond le maniement des affaires économiques. Il avait été vice-président de la trésorerie hongroise sous l'admi-

[1] Si notre mémoire ne nous trompe pas.

nistration du comte Apponyi. Il était resté sous-secrétaire d'État au département des finances durant le ministère de Louis Batthyány. Devenu titulaire de ce portefeuille important, il remplit ses fonctions à la satisfaction générale. Bureaucrate sans enthousiasme, il n'en servit pas moins avec loyauté la cause populaire à laquelle il se trouva ainsi attaché.

La direction des travaux publics fut confiée à Ladislas Csány, vieux soldat du libéralisme, dont le nom a été plus d'une fois prononcé dans le cours de cette histoire. Commissaire du gouvernement auprès des armées dirigées contre Jellachich, ensuite contre Windischgraetz, commissaire général en Transylvanie, il mérita toujours l'universel respect par la solidité de ses convictions, sa droiture et sa fermeté.

Michel Horváth, évêque catholique de Csanád, prêtre éclairé et libéral, patriote sincère, historien de mérite, fut mis à la tête du département de l'instruction publique et des cultes.

Kossuth donna le portefeuille de la justice à Sabbas Vukovich, vice-comte de Temes. C'était un homme libéral, ayant des aspirations démocratiques, pourvu d'une instruction solide, orateur distingué. Dans les diètes précédentes, il s'était fait remarquer avantageusement par ces qualités auxquelles il faut ajouter la franchise de son caractère et la fermeté de ses opinions. Commissaire du gouvernement dans le Banat révolté; il remplit ces fonctions délicates en patriote convaincu.

Deux départements restaient sans chefs quand le gouverneur vint donner la liste des membres de son cabinet à l'assemblée nationale : celui de l'agriculture et du commerce; celui de la guerre. Le premier dut être administré par le ministre des affaires étrangères jusqu'à la nomination d'un titulaire. Les circonstances étaient telles que cette branche de l'administration, si importante en temps de paix, ne réclamait pas alors l'activité d'un homme spécial.

Mészáros ayant donné sa démission, le portefeuille de la guerre, fut offert à Görgey, qui l'accepta [1]. Le gouverneur annonça cette nouvelle aux représentants à la séance du 5 mai, en ajoutant qu'aussi longtemps que la présence du général serait nécessaire à l'armée, Klapka administrerait, et Casimir Batthyány donnerait le contre-seing [2].

La « cour de grâce » fut constituée par décret du gouverneur, inséré le 8 mai dans le journal officiel. En faisaient partie : Antoine Hunkár, comte suprême ; le baron Nicolas Jósika, ancien membre du comité de défense ; Antoine Josipovich, comte suprême de Zágráb, et Ladislas Palóczy, doyen de la chambre des députés.

II

Achever l'affranchissement de la Hongrie, lui faire prendre rang parmi les États libres de l'Europe, soit comme monarchie représentative, soit comme république, telles que les circonstan-

[1] Dès le moment où il avait été question de la formation du nouveau cabinet, la nomination de Goergey avait été décidée. Vers le milieu du mois d'avril, alors que les opérations de ce général étaient heureuses, et que l'harmonie régnait entre Kossuth et lui, Iranyi, dans une conférence particulière, dit au chef de l'État : — Ne vous semble-t-il pas dangereux de réunir le ministère de la guerre au commandement en chef de l'armée principale ? — Non, répondit Kossuth.

[2] Damjanics, désigné d'abord pour l'intérim du ministère de la guerre, se cassa la jambe en allant prendre congé de son corps d'armée. Il ne quitta le lit que pour monter au gibet.

ces extérieures permettraient d'adopter l'un ou l'autre régime; d'autre part, développer dans la législation les institutions, les principes de liberté et d'égalité civiles, politiques et religieuses : telles étaient les idées qui avaient présidé à la formation du gouvernement de Kossuth; telles étaient les idées dont l'opinion publique attendait de lui la réalisation; mais *ni plus ni moins*.

Cependant le président du ministère, le jour même où il entra en charge, prononça devant la chambre des députés un discours dans lequel se trouvait exposé un programme *plus avancé*.

M. Szemere dit en effet : — que le gouvernement s'avouait *révolutionnaire*, qu'il avait des tendances *républicaines et démocratiques*. Ce programme n'avait point été préalablement discuté et adopté en conseil de cabinet [1]. Il n'en fut pas moins présenté au nom du gouvernement tout entier, et il souleva des transports d'enthousiasme. Les représentants, à l'exception de quelques-uns, se levèrent en masse pour le ratifier.

Les collègues de M. Szemere, en présence d'une manifestation aussi significative, durent taire les réserves qu'ils auraient voulu faire relativement à certaines opinions qui, peut-être, n'étaient point les leurs. Mais l'approbation eût-elle été aussi générale, si l'on avait su que le programme lu par M. Szemere était son programme à lui, et non pas celui du gouvernement [2] ?

Quoi qu'il en soit, M. Szemere put risquer cette profession de foi, sachant bien que la majorité s'était déjà, — à la confé-

[1] C'est du moins, ce qu'en exil, M. Szemere a dit à Daniel Iranyi, en donnant pour motif qu'il se méfiait de ses collègues et redoutait qu'ils ne permissent pas une profession de foi aussi nette et tranchée en faveur de la république.

[2] Cependant Vukovich avait été mis dans le secret et chargé d'exposer le même programme à la Chambre haute.

rence de l'hôtel du Cheval-Blanc, — déclarée en faveur de l'opinion républicaine et démocratique.

Le procédé qu'il employa pour *compromettre* tout le cabinet ne peut-être apprécié sans réserves. Quant au programme en lui-même, certes il ne nous appartient pas de le désapprouver, car nos idées sont loin d'être contraires aux tendances qu'y manifestait M. Barthélemy Szemere[1].

Cependant il se trouva beaucoup de députés qui déclarèrent ce fameux programme intempestif et dangereux. La parole du ministre, disaient bon nombre de patriotes sincères, pourra compromettre la cause de l'indépendance de la Hongrie constitutionnelle vis-à-vis de l'Europe, où déjà triomphait la réaction antirépublicaine. Il n'en fut point ainsi; après, comme avant, les gouvernements européens restèrent à peu près indifférents pour ce qui, en fait de politique, s'agitait sur le bord du Danube. Le manifeste ministériel, ne fut donc sous ce rapport ni utile, ni pernicieux.

Deux jours après la présentation des nouveaux ministres, le 4 mai, l'assemblée nationale entendit lire une pétition présentée par le député Gabriel Sillyc et dans laquelle la ville de Böszörmény demandait la république. Nyáry lui-même profita de la circonstance pour s'écrier : — « La chambre a été sublime en » accueillant le programme du gouvernement, et je ne crois » pas qu'il y ait dans son sein un seul ennemi de la démo- » cratie. » Une autre des villes habitées par ces braves Hajdù, dont les pères combattirent pour la liberté sous Bocskay, Nánás réclama également la proclamation de la république.

[1] Depuis lors M Szemere, par une étonnante inconséquence, n'a pas craint, dans un pamphlet écrit contre Kossuth à l'étranger, de reprocher à Kossuth la proclamation de l'indépendance. Est-ce que le président du conseil aurait trouvé moyen de combiner l'établissement de la république avec la conservation de la dynastie autrichienne?

L'assemblée applaudit, et prit connaissance « avec plaisir » ainsi s'exprime le *procès-verbal*, des pétitions des habitants de Nánás et de Böszörmény. Le pétitionnement cependant ne se propagea pas. Le peuple avait pleine confiance en ses représentants et en ses chefs. Son inquiétude capitale était l'achèvement de la délivrance du pays. Il ne voulait pas douter qu'une fois cette œuvre accomplie, ceux qu'il avait mis à sa tête ne fussent capables de lui donner la forme de gouvernement la plus conforme à ses besoins.

Le programme de M. Szemere, lu par l'orateur du gouvernement, Vukovich, dans la chambre haute, y reçut autant d'applaudissements qu'à la seconde Table. Les magnats acclamèrent aussi, comme les députés, et les noms des ministres et le règlement d'administration présenté par Kossuth.

En saluant l'installation du gouvernement nouveau, la diète n'oublia pas de voter des remercîments à celui qui disparaissait, le comité de défense.

A l'exception de Zsembery, qui avait eu peur de venir à Debreczen, et qui pour cette défaillance avait été rayé de la liste des représentants du peuple, tous les membres de ce comité étaient restés à leur poste. En majorité, ils méritaient les témoignages d'estime que la diète leur décerna. Mais, embrassés dans leur ensemble, ils n'étaient pas, il faut l'avouer, à la hauteur des circonstances. Formé tout d'abord pour assister Louis Batthyány, resté seul ministre reconnu par le roi, le comité de défense ne devint que par hasard un gouvernement provisoire. Il n'aurait pas pu tenir ce rôle, vu l'insuffisance de certains des hommes qui le composaient, si Kossuth n'avait été parmi eux, en dépit de l'opposition constante de Paul Nyáry, qu'appuyait quelquefois Patay, les dominant tous, les absorbant plutôt, et marchant

droit et ferme dans sa voie, qui était celle de l'immense majorité des citoyens.

Jusqu'alors tous les fonctionnaires, de quelque rang qu'ils fussent, et le roi lui-même, avaient dû jurer de respecter et de maintenir la loi. La forme du gouvernement étant changée, on crut ne pas devoir abandonner l'antique usage du serment, considéré comme une garantie des droits publics et privés. Dès le 20 avril, François Kubínyi proposa que le gouvernement prêtât serment. La motion, adoptée en principe, fut renvoyée dans les bureaux pour être discutée en détail. Ce renvoi était conforme aux règlements, mais contraire aux habitudes forcément prises ; depuis la translation de la diète à Debreczen, les discussions avaient lieu en assemblée générale, plus d'un des neuf bureaux ayant été rendu presque désert par l'absence de ses membres. Mais, au moment de la déclaration d'indépendance, il était possible de reprendre la voie réglementaire, vu l'affluence des représentants que les victoires nationales avaient ramenés à leur poste. A la table des magnats, naguère impossible à convoquer, on comptait, le 1er mai 1849, soixante-dix membres présents. La seconde chambre en possédait plus de deux cents. Il faut dire aussi que la diète s'était subitement trouvée augmentée par le rappel d'une partie des commissaires dont l'œuvre se trouvait accomplie dans les comitats déjà pacifiés et débarrassés des armées étrangères.

Par conséquent, la proposition de Kubínyi, formulée par Balthasar Halász, put être régulièrement discutée dans les bureaux avant d'être soumise à l'adoption des deux chambres (5 mai). Les magnats et les députés se réunirent quelques jours après, le 14 mai, en séance mixte, dans l'église réformée, sous la double présidence de leurs présidents ordinaires, celui de la seconde table dirigeant les débats. Il

s'agissait de recevoir le serment du gouvernement nouveau.

La formule en devait être des plus larges. Ainsi l'avait désiré Kossuth. Se rendant, le 23 avril, au milieu des représentants, il avait déclaré qu'il désirait jurer le respect des lois, mais qu'un serment étant pour lui chose sacrée, il n'entendait pas être entravé par des promesses détaillées qui l'eussent mis lui et ses ministres dans l'impossibilité d'agir autrement que *le Verboeczy* [1] à la main. — « Je ne veux pas, avait-il dit, que mes fonctions soient une sinécure honorifique comme la dignité de souverain dans certaines monarchies constitutionnelles. Je veux avoir une certaine latitude pour agir, sauf à être personnellement responsable de ce que j'aurai pu faire. » — En effet, gouverneur, comme président du comité de défense, on le vit présider les conseils et déployer la plus grande activité. — « Qu'on nous laisse libres, s'était-il écrié pour résumer son opinion, qu'on nous laisse libres de sauver le pays à nos risques et périls ! » — L'assemblée comprit l'importance de ces observations préalables, et elle régla le serment de manière à ce qu'il ne restreignît pas l'initiative indispensable à un gouvernement chargé d'effectuer le salut public.

A la séance du 14 mai, Louis Kossuth monta donc en chaire et dit d'une voix haute et calme :

« Moi, Louis Kossuth, gouverneur-président, élu par l'as-
» semblée nationale, je jure de maintenir la déclaration de
» l'indépendance de la patrie dans toutes ses conséquences et
» d'obéir aux lois et décrets de l'assemblée nationale. Que
» Dieu me vienne en aide ! »

Ce serment avait été prêté entre les mains du président de la diète. Les ministres vinrent ensuite jurer entre les mains

[1] Le compilateur des vieilles lois hongroises ; ainsi nomme-t-on *le code* par extension.

du gouverneur qu'ils maintiendraient la déclaration d'indépendance en toute sa portée, obéiraient aux lois et décrets de l'assemblée et *les feraient exécuter*.

Un peu plus tard (31 mai), sur la motion de Palóczy, la chambre vota sans discussion au chef de l'État un traitement annuel de 200,000 florins (500,000 francs). Le ministère fut, de plus, invité à lui fournir dans la capitale, à Bude-Pest, un logement digne du représentant de la nation.

III

Un des premiers actes du gouvernement de Kossuth fut la présentation d'un projet de loi relatif à l'augmentation de l'armée. L'année précédente, on se le rappelle, la diète avait accordé une levée de 200,000 hommes, qui n'était peut-être pas encore totalement effectuée. Cependant il en fallait déjà 50,000 de plus, car, disait le gouverneur à l'assemblée nationale (23 avril), « plus notre attitude sera imposante, moins de sang coûtera la consolidation de notre position ! » La nouvelle levée fut approuvée unanimement par les deux chambres.

Elle était indispensable. L'Autriche, depuis ses victoires sur les Italiens, ramenait sans cesse de nouvelles troupes du côté de la Hongrie. L'intervention russe devenait probable, imminente ; on signalait des mouvements de troupes en Pologne.

Kossuth crut utile d'établir une armée d'observation au pied des Karpathes. En annonçant la création de cette nouvelle armée, qui devait être de 10,000 hommes, le gouverneur dit qu'elle aurait pour mission de prévenir et de rendre impossible les incursions continuelles des détachements autrichiens dans les parties septentrionales du pays. Ces incursions, en effet, ne cessèrent pas de se produire et d'être refoulées, mais surtout dans le nord-est. Or, la concentration des 10,000 hommes devait avoir lieu au centre de la Hongrie septentrionale, dans le comitat de Sáros, par conséquent en dehors du théâtre ordinaire des incursions autrichiennes. Il s'agissait, en réalité, d'observer les frontières exposées à l'invasion moscovite, et, si cela se pouvait faire, d'envahir la Gallicie, d'y soulever les Polonais et de produire ainsi une diversion favorable au mouvement en avant de l'armée principale. Les Polonais recommandaient chaleureusement ce projet, et Dembinski fut mis à la tête du corps d'observation. Mais l'expédition, deux fois décidée, fut contremandée et enfin abandonnée. On y renonça pour deux raisons. D'abord le soulèvement de la Gallicie était fort problématique ; les nobles et même les paysans des cercles voisins de Cracovie auraient été entraînés sans peine, mais la masse rustique et spécialement les Ruthènes étaient animés du plus mauvais esprit ; en 1848 ils avaient poursuivi les déserteurs hongrois et polonais qui accouraient de l'armée autrichienne au secours de la Hongrie, comme en 1846 ils s'étaient rués sur la noblesse libérale à l'appèl de l'Autriche. D'autre part, une excitation directe au réveil de la nationalité polonaise présentait, cet inconvénient grave qu'elle fournissait à l'intervention redoutée de la Russie un prétexte qui, paraissant plausible, eût privé la cause hongroise de l'appui, au moins diplomatique, de l'Europe,

en cas de violation flagrante des traités internationaux.

Mais pendant qu'il se préoccupait de la défense nationale contre les ennemis du dehors, le gouvernement ne négligea pas de tenter un suprême effort pour apaiser la dernière des révoltes intérieures, non encore réprimée : celle des Roumains de Transylvanie. Un membre de la diète, Valaque d'origine, Jean Drágos, fut chargé de traiter avec Janku. Ce chef des montagnards roumains accueillit si bien les propositions pacifiques qui lui furent apportées, que Kossuth put annoncer, dès le 26 avril, à l'assemblée, qu'il y avait « espoir, probabilité, presque certitude de voir bientôt la nationalité roumaine déposer les armes. »

Par malheur, l'étourderie d'un soldat fit échouer les négociations, juste au moment où elles allaient aboutir. Nous laisserons le coupable, Émeric Hatvani, chef d'un bataillon de guérillas, raconter comment, par sa faute, s'accomplit un si déplorable événement :

« J'ai, écrivait-il dans un de ses rapports, j'ai exposé dans mon rapport d'hier, » — du 7 mai probablement, — « les raisons qui m'ont décidé à ne point attendre la fin des négociations de Drágos, mais, *conformément à mes instructions*, à attaquer les Valaques à tout hasard. Aux portes de la ville » — d'Abrudbánya, — le juge (maire) et Drágos vinrent à ma rencontre et me dirent que la paix était conclue, et que les Valaques allaient déposer les armes. Ils me prièrent de camper en dehors de la ville, à cause des craintes que nous inspirions aux insurgés... Je ne le voulus point, et j'ordonnai que les armes nous fussent livrées... Janku s'en alla à Topánfalva, à la tête des gardes nationaux d'Abrudbánya, et se réunit à Simon Bálint et à Axenti, » — autres chefs valaques. — « Cependant Drágos » — le négociateur hongrois — « m'assurait que (Janku) ne pouvait pas m'attaquer puisqu'il avait prêté serment à la

Hongrie dans l'assemblée populaire tenue la veille, et avait promis de déposer les armes. »

Janku, se voyant menacé par la troupe de Hatvani, revint sur les promesses qu'il avait faites, et le chef des guérillas hongrois put écrire, à la date du 9 mai :

« Aujourd'hui, les Valaques ont pris Verespataka. Ils ont massacré les Hongrois qui y étaient restés... Drágos est venu me dire que Janku ne veut plus traiter. »

De Verespataka, Janku se porta sur Abrudbánya, entoura la petite troupe de Hatvani, qui repoussa plusieurs assauts, mais fut obligée de se retirer à la pointe du jour en escarmouchant. Alors les Roumains s'emparèrent de Drágos, accusant ce négociateur de les avoir trahis, de complicité avec Hatvani ; ils le mirent à mort. Ils massacrèrent en outre Dobra, un des chefs de l'insurrection, et en emprisonnèrent deux autres à Brád, Buthyán et Viczián. — « On dit, ajoutait le malheureux Hatvani dans son dernier rapport, daté du 11 mai, que les Valaques ont incendié la ville (Abrudbánya) et massacré les Hongrois. »

Tels sont les faits. Nous ignorons en vertu de *quelles instructions* agit Hatvani. Mais il est clair que ces instructions lui avaient été données antérieurement à l'envoi de Drágos. Certes, le gouvernement n'aurait pas dû oublier de prévenir tous les chefs des corps en présence des insurgés valaques que des négociations étaient ouvertes, et de leur ordonner qu'ils restassent immobiles jusqu'à contraire avis. Quoi qu'il en soit, Hatvani est inexcusable d'avoir compromis par son outrecuidance l'œuvre de pacification si heureusement conduite.

IV

Afin de faire juger de l'esprit qui animait les ministres dont Kossuth s'était entouré, nous allons brièvement énumérer leurs actes les plus importants.

Le ministre de l'intérieur, en entrant en fonctions, reprit la direction de la police, dont Madarász avait fait une administration indépendante. Pour la relever du discrédit où les accusations élevées contre son chef l'avaient fait tomber, il en changea le personnel, plusieurs des employés se trouvant compromis dans l'affaire Zichy. Mais les innovations de Szemere ne se bornèrent point à cette épuration, réclamée par l'opinion publique. Il créa tout un nouveau système de police et nomma des agents (inspecteurs et inspecteurs adjoints) établis dans certaines grandes villes et le long des frontières. Il eut soin de déclarer qu'il n'entendait point introduire l'espionnage, mais que les circonstances graves où l'on se trouvait exigeaient que le gouvernement se mît à même d'être bien informé de tout ce qui se passait. Du reste, faisait-il remarquer, ses agents ne devaient jamais le renseigner d'une manière clandestine, mais au moyen de rapports officiels [1]. L'établissement de la nouvelle police n'en souleva pas moins maintes critiques. De tout temps, en

[1] *Kozlony* du 15 mai.

Hongrie, la police avait été faite par les municipalités elles-mêmes, et jusqu'à ce moment c'était d'elles seules que la direction, établie auprès du ministère de l'intérieur, s'était servie à titre d'agents. Dès le début, durant l'été de 1848, le précédent directeur général avait voulu s'immiscer, extraordinairement, il est vrai, dans la police de la capitale. La municipalité protesta. La protestation fut annulée par Szemere, parce que, selon lui, la sûreté de la capitale, siége du gouvernement et de la diète, intéressait le pouvoir d'une manière directe. La réclamation de la ville de Pest n'en prouve pas moins combien il paraissait acquis aux Hongrois que faire sa police soi-même est un droit inhérent au *self-government* municipal.

Le ministre de la justice eut le bonheur de satisfaire l'opinion publique sur tous les points. Il cassa les Tables septemvirale et nationale (ci-devant royale), ainsi que la cour d'appel du commerce, lesquelles n'étaient pas venues à Debreczen depuis l'évacuation de la capitale. Ces cours judiciaires alléguaient pour excuse que l'ordonnance en vertu de laquelle elles étaient appelées à suivre le gouvernement, ne leur avait été communiquée que le 5 janvier, c'est-à-dire quelques heures seulement avant l'entrée des Autrichiens. Mais le ministre objecta qu'elles auraient dû se déclarer dissoutes, au lieu d'aller en corps présenter leurs hommages à Windischgraetz (11 janvier), manquant ainsi à leurs devoirs envers la patrie; bien plus, sur l'invitation du feld-maréchal ennemi, elles étaient rentrées en exercice, avaient classé les causes à entendre; le même général leur ayant commandé de distraire de leurs rôles les procès relatifs à des Croates et Slavons, elles avaient protesté, mais n'en avaient pas moins livré, pour être expédiés en Croatie, cent quarante-sept dossiers; enfin, la capitale étant délivrée, elles avaient

négligé de se prononcer solennellement en faveur de la cause de la patrie. Pour toutes ces raisons, énumérées dans le décret du 26 mai, les premières cours judiciaires avaient perdu la confiance de la nation, et par conséquent se trouvaient privées de l'autorité morale, indispensable à qui applique la loi et rend la justice en son nom. Mais, aussitôt après avoir prononcé la dissolution des Tables septemvirale et nationale et de la cour des appels commerciaux, le ministre Vukovics les réorganisa. Un certain nombre des juges, ayant, malgré leur timide attitude, fourni des gages de patriotisme, furent rétablis sur leurs siéges; les autres furent remplacés par des hommes nouveaux.

Le directeur du département de la justice avait, peu de temps avant la constitution de la nouvelle administration, soumis à l'assemblée nationale un rapport sur l'interprétation d'un point de droit, soulevé par l'application de la loi martiale. Il s'agissait de savoir si les individus dont les actes ou la mise en accusation étaient antérieurs à la promulgation de cette loi seraient néanmoins justiciables des tribunaux exceptionnels. Le directeur opinait pour l'affirmative, parce que, soutenait-il, la nouvelle loi ayant seulement modifié la procédure en usage et l'ancienne portant également la peine de mort contre les crimes de trahison, dans le cas présent, l'effet de la rétroactivité serait nul.

Cette question de principe souleva parmi les représentants du peuple une discussion des plus vives. Les pacifiques soutinrent contre l'avis du directeur que si la loi martiale était interprétée selon ses vues, elle aurait des effets rétroactifs. Mais la majorité se prononça dans le sens opposé. Elle admit l'opinion gouvernementale, d'abord à cause de la pénalité identique, établie par les deux lois; et aussi parce qu'il paraissait extrêmement difficile de faire punir

tantôt par les tribunaux nouveaux, tantôt par les cours ordinaires le même crime, commis à l'occasion de la même guerre, selon que sa perpétration ou la mise en accusation eussent pu être datées de tel ou tel jour.

Pour ce qui est de ces tribunaux exceptionnels, M. Vukovics en réduisit le nombre à dix, et leur attribua des siéges et des circonscriptions déterminées. Néanmoins les conseils de guerre furent maintenus jusqu'à nouvel ordre dans les armées en campagne (8 mai). Mais plus tard (20 juin), tous les tribunaux exceptionnels furent réduits à un seul, siégeant à Pest, afin d'assurer l'uniformité de l'application de la loi. Auparavant, en effet, les tribunaux exceptionnels, qui jugeaient sans appel, condamnaient ou acquittaient pour le même fait ou un fait analogue d'une manière fort différente ici ou là. D'autre part, les grands criminels, les Zichy, Pálfi, Babarczy, Szirmay, Almássy, Gáal (Édouard), Szentkirályi, Louis Károlyi, Havas, Koller, Podhorányi, Hlavács, Kossalko, Sennyey, et autres traîtres hongrois, exécuteurs quelquefois acharnés des hautes-œuvres autrichiennes, échappaient à la justice nationale, fuyant devant les armées victorieuses, sauvés par les dragons de Windischgraetz; par conséquent la justice ne pouvait atteindre que des coupables obscurs et par eux-mêmes peu dangereux. L'opinion publique et le gouvernement s'émurent de cette fatale inégalité de la punition des traîtres, et c'est à cause de cela que le nombre des tribunaux exceptionnels fut réduit à dix, puis à un seul; encore, comme nous le verrons, ce tribunal unique se trouva-t-il impuissant à sévir, en présence de la clémence des Hongrois et de leurs chefs, auxquels il répugnait de verser le sang, alors même que leurs ennemis se montraient implacables envers eux.

Les mesures que nous venons de rapporter ne sont pas

les seules qu'ait prises le ministre de la justice. M. Vukovics, déployant une activité méritoire, ne cessa pas de se préoccuper de la transformation de la vieille organisation judiciaire, conformément aux besoins de la société nouvelle née de la proclamation de l'égalité civile et politique. Il restitua au ministère des finances la « direction des causes royales » ; il abolit la cour palatinale et la cour tavernicale, ainsi que les charges de lieutenants des juges ordinaires du pays et de protonotaires.

Le ministre des cultes et de l'instruction publique, l'évêque Michel Horváth aurait peut-être aidé à l'accomplissement de grandes choses, si les événements militaires lui avaient permis d'agir. Au mois de juin 1849 [1], il convoqua pour le 20 août suivant, à Pest, une assemblée générale du clergé catholique, qui devait aviser aux moyens de rendre à l'Église romaine de Hongrie son organisation autonome et établir les bases de ses rapports avec l'État. La guerre empêcha la réunion de cette assemblée, qui peut-être, comme tout nous porte à le croire, aurait réformé le catholicisme hongrois et l'aurait doté des avantages dont jouissaient les protestants et les grecs non unis.

Afin de laisser entrevoir ce qui aurait pu être fait dans l'Église catholique, si la révolution avait duré plus longtemps et avait eu un autre issue, il nous importe de montrer par quelques exemples combien patriotique, tolérant et avide de réformes libérales était, en 1848-1849, le bas clergé catholique de Hongrie.

Du 2 au 5 août 1848, le clergé du diocèse d'Eger ouvrit une conférence publique à l'effet de discuter vingt-trois points qui devaient être soumis au synode d'Esztergom. On

[1] *Kozlony* du 19 juin.

l'entendit se prononcer, entre autres choses, pour l'abrogation du célibat sacerdotal [1].

Le 1[er] septembre, à l'assemblée du diocèse de Kolosvár, on demanda : que la langue maternelle devînt langue liturgique, sauf pour la messe, qui eût continué à être dite en latin ; que les jours fériés se confondissent avec les dimanches, à l'exception de Noël, de la Pentecôte, de l'Ascension et de la fête de Saint-Étienne, patron de la Hongrie ; qu'il n'y eût plus qu'un jour maigre par semaine, le vendredi, et que, pour le carême, la viande fût interdite durant la semaine sainte seulement ; que les prêtres ne fussent plus contraints au célibat et fussent autorisés à porter l'habit bourgeois en dehors de l'exercice de leurs fonctions [2].

Le synode d'Esztergom, dont les assemblées de Kolosvár et d'Eger n'étaient que la préparation, se rassembla-t-il? Nulle part nous n'en retrouvons la moindre trace. Nous ignorons aussi ce qui fut décidé dans les autres conférences tenues probablement par tous les diocèses.

Le vicaire général et le chapitre de Vácz ayant manifesté des sentiments antipatriotiques, le clergé du diocèse se réunit à l'appel de Bobory, curé de Czegléd, destitua ses supérieurs, comme partisans de l'Autriche, et nomma le prêtre patriote administrateur provisoire de l'évêché vacant [3].

A cette preuve de patriotisme du clergé catholique inférieur faut-il ajouter un témoignage de son extraordinaire tolérance? Lorsque les Russes approchaient du comitat d'Abaúj, on vit le curé d'un village se rendre dans le village voisin, conduisant processionnellement ses paroissiens, entrer dans le temple protestant et y écouter le sermon du ministre réformé. Celui-ci

[1] *Kossuth Hirlap* du 16 août.
[2] *Kossuth Hirlap* du 13 septembre.
[3] *Kozlony* du 24 juin.



alla bientôt, à la tête de ses ouailles, rendre au curé catholique la visite qui lui avait été ainsi faite, et entendre, à son tour, prêcher la croisade contre les envahisseurs de la patrie. — « Quand donc, demandaient les fidèles aux deux pasteurs, quand donc se renouvellera cette belle cérémonie fraternelle [1] ? »

Si tel était l'esprit tolérant, patriotique et réformateur d'une grande partie du bas clergé, tout autre était celui de la plupart des hauts dignitaires de l'Église catholique. Ceux-ci préféraient le despotisme à la liberté, et l'Autriche à la patrie indépendante. Le primat du royaume, Hám, et surtout Scitovszky, évêque de Pécs, se déshonorèrent par de criminelles excitations contre le gouvernement populaire.

V

Durant les premiers jours qui suivirent la déclaration de l'indépendance et l'installation du gouvernement national, la diète fut unanime à coopérer avec le pouvoir exécutif à l'œuvre commencée : affranchissement de la patrie, fondation de la liberté. Le parti des pacifiques semblait avoir perdu toute velléité d'opposition. Nyáry avait répondu au programme de Szemere par une profession de foi démocratique. Gabriel Kazinczy en s'associant aux remercîments proposés par Fr. Kubínyi au comité de défense s'était écrié : « Hier (14 avril) nous

[1] *Kozlony* du 23 juin

avons passé le Rubicon et je crois que dorénavant la nation s'assurera infailliblement une vie libre nouvelle [1]. » Le grand acte du 14 avril avait ouvert un abîme entre le passé et l'avenir. Nul ne pouvait plus reculer.

Les séances de la diète hongroise au mois de mai 1849 ne présentèrent point un intérêt particulier. On y approuvait beaucoup de mesures présentées par le ministère. On y discutait fort peu de lois. Le premier rôle appartenait toujours à l'armée qui, en ce moment même, achevait de chasser l'ennemi du territoire national.

Cependant nous ne pouvons point passer sous silence certains débats dont la chambre des députés fut le théâtre avant sa translation de Debreczen à Pest.

Le 2 mai, un membre de la gauche, Aloyse Vlád, proposa l'abolition des derniers restes du régime féodal, notamment des droits régaliens. Le ministre de la justice annonça aussitôt que cette question avait été discutée en conseil comme une des premières à résoudre, qu'il ne tarderait pas à présenter lui-même un projet de loi complet.

Quelques jours après, Laurent Tóth déposa une motion tendant à l'émancipation des juifs. Edmond Kállay rappela qu'il avait précédemment fait sur le même sujet une proposition déjà discutée dans les bureaux, et même par la commission centrale. — « Le gouvernement, dit Vukovics, a l'intention de présenter une loi dont le but sera d'abolir, non pas telle ou telle inégalité religieuse, en particulier, mais en général, toute inégalité civile encore existante. »

Par malheur, aucun de ces projets élaborés ou du moins préparés dans les bureaux de la chambre et dans les ministères, ne put être mené à fin, sauf un seul : l'émancipation des

[1] *Kozlony*, 18 avril.

israélites, proclamée, comme nous le verrons, à Szeged. L'Assemblée nationale se trouva sans cesse forcée d'interrompre le cours régulier de ses travaux pour aviser aux nécessités de la situation militaire.

Nous avons précédemment mentionné son approbation d'une nouvelle levée de 50,000 hommes, réclamée par le gouvernement. Il lui fallut aussi s'inquiéter de fournir l'argent indispensable à la défense du pays.

Les contributions directes en avaient très-peu fourni durant les dernières campagnes. En même temps le revenu des contributions indirectes s'était notablement amoindri, même dans les parties du territoire non occupées par les Autrichiens. Les populations fournissant constamment en nature des vivres, des relais, devaient être ménagées par le fisc. Le budget, discuté dans les deux chambres, n'avait du reste pas été converti en loi définitive ; il ne comprenait, aussi, que les deux derniers mois de 1848 et les six premiers de 1849. Le même projet de loi financier put donc être présenté de nouveau le 24 mai 1849 pour toute l'année courante, mais avec certaines modifications importantes.

Le ministre demanda notamment : le remplacement de l'impôt personnel par une augmentation d'un 1/2 p. 100 de l'impôt sur le revenu, ce qui, pour les 14 mois de l'exercice 1848-1849, grevait le revenu de 7 1/2 p. 100. L'assiette de cet impôt était établie comme il suit : Les fonctionnaires et les personnes à gages devaient le payer en raison de leurs traitements, déduction faite d'un tiers de la somme totale. Les négociants, conformément au premier projet, étaient tenus de donner 10 p. 100 de la somme de leurs affaires, considérée comme capital, et pour la délimitation duquel ils étaient tenus de fournir des preuves, notamment de présenter leurs livres ; le nouveau projet non-seulement réduisait le taux à 7 et 1/2 pour 100,

mais encore admettait comme suffisante la déclaration du contribuable. L'impôt déjà établi sur le débit des boissons ne fut pas maintenu à un taux uniforme. Diverses catégories furent faites pour sa perception suivant l'importance des villes. D'après le premier projet, les artisans, les artistes, en général tous ceux qui exerçaient des professions libérales, avaient été taxés d'après l'évaluation de leur revenu net. Ils durent, à l'avenir, payer 10 pour 100 de leur loyer.

En présentant le nouveau budget, le ministre des finances annonça le prochain envoi d'un projet de loi relatif à la solde de l'indemnité due aux seigneurs en échange de la perte de la neuvième et des corvées.

Le député Étienne Bezerédy, ayant exprimé son regret de ce que l'on avait omis d'appliquer le principe de la progressivité de l'impôt, principe adopté par la diète l'année précédente, Émeric Szacsvay et plusieurs représentants répliquèrent que le principe était juste et restait admis ; mais qu'on avait cru nécessaire d'en ajourner l'application, afin de ne pas se créer d'embarras vis-à-vis de l'ancienne noblesse, qui n'avait encore jamais payé d'impôts, et qu'il y fallait amener de transition en transition.

La loi financière fut adoptée le 26 mai par l'unanimité des députés. Trois jours plus tard, les magnats la confirmèrent presque sans discussion.

C'est au milieu de ces discussions que la grande nouvelle de la prise de Bude arriva à Debreczen.

DEUXIÈME SECTION.

LA PRISE DE BUDE.

I

On se rappelle la manœuvre commandée après la bataille d'Isaszegh. Les principales forces hongroises marchèrent sur Komárom, afin de débloquer cette forteresse, et en même temps de contraindre l'ennemi à évacuer la capitale. Cette manœuvre n'était possible que si l'ennemi était trompé sur les vrais desseins des Hongrois. Le général Aulich fut donc dirigé sur Pest avec son corps d'armée, le 2e, et une partie du 7e, la division Kmety, formant en tout une quinzaine de mille hommes Le brave et intelligent général s'acquitta avec un bonheur rare de sa délicate et importante mission. Grâce à ses reconnaissances forcées, renouvelées tous les trois jours, et souvent avantageuses, malgré l'infériorité numérique des troupes dont il disposait, les Autrichiens de Bude-Pest crurent se trouver en pré-

sence de l'armée principale des Hongrois. Ils ne surent la vérité qu'en recevant la nouvelle de la bataille de Nagy-Sarló.

Le général Welden nommé (11 avril) au commandement en chef à la place de Windischgraetz tombé en disgrâce à cause de son incapacité, résolut aussitôt d'évacuer la capitale et de se porter sur Komárom par la rive droite du Danube. Son but était d'empêcher les Hongrois victorieux de débloquer la forteresse de Comorn, et aussi de couvrir Vienne directement menacée. Mais une partie de son armée se refusa à le suivre dans cette direction. Jellachich prétendait qu'il importait avant tout de couvrir la Croatie et la Slavonie, d'y refaire l'armée et ensuite de reprendre l'offensive en donnant la main aux Serbes. En conséquence, l'ex-ban quitta le gros de l'armée, emmenant avec lui 15,000 soldats. 4,000 hommes environ furent laissés dans la forteresse de Bude. Le reste de l'armée autrichienne leva le camp, établi sous les murs de Pest, dans la nuit du 23 au 24 avril, traversa le Danube, incendia le pont de bateaux et rendit impraticable le pont suspendu qui réunissait les deux rives du fleuve. Dès le 24 au matin, Aulich connut leur retraite. Le brave général se mit immédiatement à la tête d'un petit détachement de hussards et ne tarda pas à faire son entrée dans Pest au milieu d'un indescriptible enthousiasme. Les couleurs nationales, retrouvées comme par miracle, s'étalèrent à toutes les fenêtres; les hussards furent littéralement couverts de fleurs et de baisers.

Cependant Welden avançait sur Comorn à marches forcées. Il y arriva pour essuyer à son tour une sanglante défaite. Le 26 avril, battu à plates coutures, il fut obligé de s'enfuir dans la direction de Vienne.

Nous l'avons dit déjà, Görgey n'avait dès lors qu'une seule opération à commander : la poursuite acharnée des débris

de la grande armée autrichienne. Il eût infailliblement anéanti l'ennemi vaincu, il eût pris Vienne presque sans coup férir ; n'eût-il pas débarrassé le monde de la dynastie des Habsbourgs ?

En effet, — cela n'est pas douteux. — Vienne, encore frémissante, aurait reçu l'armée hongroise avec des transports d'enthousiasme : délivrée de la tyrannie impériale, elle aurait proclamé la déchéance des Habsbourgs et son intention d'unir l'Autriche allemande au reste de l'Allemagne. Au midi des Alpes Venise était encore debout, et les Lombards auraient été mis à même de se relever, unis à leurs frères piémontais, de la défaite de Novarre. Entre l'insurrection du nord et celle du midi, attaqué peut-être aussi par les Hongrois vainqueurs, dont l'intérêt le plus immédiat eût été d'achever leur victoire, Radetzky se serait vu contraint à déposer les armes. L'incendie révolutionnaire, violemment étouffé dans les divers États germaniques, n'aurait pas manqué de se rallumer, car le feu couvait encore. Bade, au mois de mai 1849, proclamait la république ; la Saxe se soulevait aussi (4 mai), et il fallait l'intervention prussienne pour restaurer le roi détrôné.

Görgey tenait en ce moment dans ses mains les destinées de la Hongrie, de l'empire d'Autriche, peut-être de l'Allemagne, de l'Europe. S'en aperçut-il ? Oui. La proclamation suivante, datée du 29 avril, atteste sa clairvoyance :

« Camarades,

» Un mois à peine s'est écoulé depuis que, confinés derrière la Tisza, nous jetions un regard de doute dans notre avenir assombri. Alors qui aurait cru qu'un mois plus tard nous aurions traversé le Danube, affranchi la majeure partie de notre beau pays du joug d'une dynastie parjure ? Les plus hardis d'entre nous n'auraient certes point osé nour-

rir une si grande espérance. Mais vous brûliez du noble amour de la patrie, et l'ennemi a vu votre courage, égal à d'innombrables armées ! Vous avez triomphé, triomphé sept fois coup sur coup ; désormais vous triompherez toujours !

» Souvenez-vous-en lorsque de nouveau vous marcherez au combat !

» Chacune des batailles que nous avons livrées a été décisive. Plus décisive encore sera chacune des batailles que nous livrerons désormais. En sacrifiant votre vie, vous avez eu le bonheur d'assurer à la Hongrie son *ancienne indépendance*, sa nationalité, sa liberté, son existence durable. Telle fut votre mission, la plus belle, la plus sainte des missions.

» Souvenez-vous-en lorsque vous marcherez de nouveau au combat !

» Beaucoup d'entre nous pensent que l'avenir désiré est dès à présent conquis. Ne vous y trompez pas ! *Cette lutte, ce n'est pas la Hongrie seule qui la soutiendra contre l'Autriche ; l'Europe aussi la soutiendra, pour les droits naturels et sacrés des peuples contre les usurpations de la tyrannie. Et les peuples, vaincront partout !* Mais vous pourriez bien ne pas voir leur victoire. En vous vouant à cette lutte avec une fidélité inébranlable, vous devez être fermement résolus à tomber victimes de la plus belle, de la plus glorieuse de toutes les victoires !

» Souvenez-vous-en lorsque de nouveau vous marcherez au combat !

» Et comme j'ai la conviction que pas un seul de vous ne préférerait une misérable existence à une si glorieuse mort, et que tous vous sentez avec moi qu'il est impossible d'asservir une nation dont les fils égalent les héros de Szolnok, de Hatvan, de Tápio-Bicske, d'Isaszeg, de Vácz, de Nagy-Sarló

et de Komárom ; — à cause de cela, même au milieu du plus épouvantable bruit des batailles, je n'ai désormais pour vous qu'un cri :

» *En avant, camarades! en avant!*

» Souvenez-vous-en quand de nouveau vous marcherez au combat ! »

Ainsi Görgey comprenait toute la gravité de la situation. Il ne pouvait pas ignorer que Vienne fût dès lors le vrai théâtre sur lequel les peuples devaient proclamer leur victoire « contre les usurpations de la tyrannie. » Il criait : *En avant!* Ses soldats, électrisés par lui, avec lui criaient : *En avant!* Et Arthur Görgey alla cependant en arrière, du côté de Bude. Pourquoi ?

Nous le saurons quand nous aurons pénétré au fond de l'âme de Görgey.

VII

Pendant que l'ennemi fuyait, un seul corps d'armée, le 7e, fut dirigé de son côté. Le chef de ce corps, le général Pöltenberg, remplaçant Gáspár, à qui le commandement venait d'être enlevé, alla s'établir à Győr (1er mai), n'ayant à sa disposition que de 10 à 11,000 hommes, car la division Kmety avait été retenue pour coopérer au siége de Bude. Pöltenberg devait se tenir simplement en observation.

Si Görgey ne poursuivit pas en personne, ou ne fit point

poursuivre par son lieutenant Welden battu, ce serait, — à l'en croire lui-même, — parce que ses munitions étaient épuisées et ne purent être renouvelées que trois ou quatre jours après la bataille.

Quant à sa marche sur Bude, il s'est efforcé de l'expliquer par deux raisons très-différentes. D'abord, prétend-il, Kossuth désirait la prise de la forteresse qui mettait Pest sous le coup d'un bombardement continuel, et la garnison de Bude, assurait-on au général en chef, ne demandait qu'à se rendre, pourvu qu'une armée imposante parût sous les murs de la ville. Mais, d'autre part, Arthur Görgey avait l'intention de revenir sur la déclaration de l'indépendance, d'en renverser les auteurs et les partisans, et, maître des deux capitales hongroises, maître de tout le pays, de traiter avec l'Autriche sur la base de la constitution de 1848 modifiée. C'est sur cette seconde raison, développée dans une argumentation cynique et remplie de sophismes, que Görgey s'est surtout appuyé [1]. Nous pourrions donc ne pas insister sur la première, s'il ne nous importait de décharger Kossuth de la responsabilité d'une décision dont le résultat fut la ruine de la cause hongroise.

Dans une lettre adressée de Widdin aux agents diplomatiques de la Hongrie à l'étranger, l'ancien gouverneur a nié de la manière la plus formelle avoir ordonné à Görgey d'aller assiéger Bude au lieu de poursuivre l'ennemi. Au contraire, il a affirmé qu'il recommanda cette dernière opération, et conseilla d'envoyer devant Bude de 8 à 10,000 hommes (ou plutôt d'y laisser le corps du général Aulich, déjà établi en face de la forteresse), tandis que le reste de l'armée continuerait sa marche en avant [2].

[1] *Mémoires*. t. II, p. 45, 58.

[2] Voir la *Lettre de Kossuth aux agents diplomatiques*, datée de Widdin, 12 septembre 1849. Catastrophe in Ungarn, Leipzig 1849, page 8.

Quand Daniel Irányi fut chargé d'aller, en qualité de commissaire, représenter le gouvernement dans la capitale (25 avril), Kossuth le chargea d'engager le général Aulich à courir au secours de Görgey avec une partie de ses troupes, ne laissant derrière lui que le nombre de soldats nécessaire à tenir en échec la garnison de Bude ; le commissaire aurait complété le blocus de la citadelle à l'aide de la garde nationale. Mais Aulich répondit ce que devait répondre un subordonné : il ne pouvait agir sans l'aveu du général en chef. Il n'en reste pas moins prouvé que Kossuth, tout en s'inquiétant surtout de débloquer Komárom, croyait une partie des troupes d'Aulich suffisante devant Bude.

Le général Klapka affirme de son côté qu'il n'a jamais su que Kossuth ait expédié à Görgey l'ordre dont celui-ci se fait une excuse. Bien au contraire, dit-il, les conversations de Kossuth, durant le siége, lui donnèrent à penser que le gouverneur avait toujours été d'un avis tout opposé [1]. D'ailleurs, si un ordre d'une telle importance lui avait été envoyé, le général en chef ne l'aurait-il pas produit, ne l'aurait-il pas conservé, ne l'aurait-il pas publié? Lui qui si souvent avait refusé d'obéir aux ordres les plus sages, les mieux motivés, pourquoi se serait-il soumis sans murmure à un commandement tellement absurde que tout le monde, le dernier des *civils* comme le premier des *militaires*, était à même de l'estimer à sa juste valeur?

Cependant lorsque Görgey apparut sous les murs de la capitale, interrogé par le commissaire Irányi, il répondit qu'il y arrivait conformément aux injonctions du gouvernement. Si cela eût été vrai, la même réponse aurait été adressée au général Klapka quand celui-ci écrivit le 1[er] mai à Görgey pour le dissuader d'as-

[1] *Nationalkrieg*, p. 387 du tome I[er].

siéger Bude. Or, en sa lettre du 6 mai, le général en chef ne se prévaut d'aucun ordre quel qu'il soit. A l'opinion de Klapka, il oppose deux arguments : 1° Possédant Bude, l'ennemi a un pied au cœur du pays, il peut gêner beaucoup les opérations ultérieures; 2° rebrousser chemin, le siége étant commencé, ce serait fournir aux Autrichiens une preuve de la faiblesse des Hongrois[1]. Le premier de ces arguments n'a point l'importance que son auteur lui attribue, car, comme le fait observer son collègue, Bude n'était pas l'unique point par lequel l'armée nationale pût passer le Danube; elle était maîtresse d'Esztergam et de Comorn. Quant au second argument, très-important, il ne l'était que du moment où Görgey avait déjà commencé l'exécution de son fatal mouvement, du moment où il avait entamé le siége de la forteresse. Voilà pourquoi, la faute étant commise, Kossuth croyait n'avoir plus qu'une seule chose à réclamer : la précipitation de l'assaut, afin que la citadelle enlevée, la faute fût encore réparable.

Nous venons de réfuter la première des raisons principales alléguées par Görgey. Passons à la seconde : Görgey se dirigea sur Bude et non sur Vienne, dans le but de pouvoir plus aisément ramener les choses en leur état antérieur à la guerre, abolir l'indépendance complète, renverser ses auteurs et partisans, ou plutôt un seul d'entre eux, le chef du parti national et libéral, le gouverneur. Cette raison est la vraie, et, dans la fatale et criminelle manière d'agir du général en chef il ne faut voir que l'ambition personnelle, l'envie et la haine contre Kossuth.

Arthur Görgey, issu d'une ancienne famille noble, est né à Topporcz, dans le comitat de Szepes, le 5 février 1818. Après avoir fait ses études classiques, sans que toutefois il les eût termi-

[1] *Nationalkrieg*, loco citato.

nées, il fut placé par son père à l'académie militaire (école des pionniers) de Tuln en Autriche. Il avait trois frères, et son père n'était pas riche. C'est à cause de cela qu'il fut destiné au métier des armes, le seul où il pût être rapidement mis en état de se suffire à lui-même. Après trois années de bonnes études à Tuln, il entra dans la garde noble hongroise et y passa cinq ans, conformément au règlement. Durant ce service de garde du corps, il acheva son instruction militaire et se distingua par son intelligence, son application au travail et sa bonne conduite. Nommé lieutenant dans un régiment de hussards, il ne tarda pas à donner sa démission. Son activité dévorante lui rendait insupportable la vie pacifique des *garnisons*, il voyait avec envie ses camarades, appartenant à des familles plus riches que la sienne, monter rapidement en grade, tandis que lui, il ne pouvait espérer qu'un avancement régulier et très-lent. La cause déterminante de sa sortie de l'armée serait du reste, assure-t-on, un démêlé avec l'un de ses supérieurs.

Quoi qu'il en soit, il alla étudier la chimie à Prague. C'est alors qu'il se maria avec une Française, institutrice dans une opulente maison. On a prétendu qu'il n'épousa cette jeune fille que par dépit de s'être vu refuser la main de son élève, héritière d'une fortune considérable.

La mort de son oncle, François Görgey, le ramena en Hongrie, où, selon le désir de sa tante, il vint administrer les propriétés du défunt. Très-peu de temps après, la révolution éclata. Arthur Görgey s'empressa d'offrir ses services au gouvernement national. Il fut nommé capitaine d'un bataillon de honvéds, que l'on formait à Győr. Bientôt, grâce à la recommandation du secrétaire militaire de Batthyány, Ivánka, il obtint le commandement des gardes mobiles du district en deçà de la Tisza, avec le grade de major. En cette qualité, nous l'avons vu occuper l'île de Csepel à l'approche de Jellachich.

On se rappelle l'exécution de Zichy, qui le mit tout à coup en évidence. On sait aussi qu'ayant, sous les ordres de Perczel, coopéré à la prise du corps de Roth et de Philippovics, il réussit à se faire attribuer généralement cet avantage, et bien plus, à faire passer pour incapable son chef Maurice Perczel, avec lequel il se brouilla. Kossuth le nomma colonel, l'envoya à l'armée de Móga, et après la malheureuse bataille de Schwechat, le fit général et commandant en chef des troupes hongroises opérant sur le Haut-Danube.

Un aussi rapide avancement troubla l'esprit du jeune officier. Rien ne lui parut plus impossible. Il aspira directement au pouvoir suprême. Dans une lettre, datée du 11 novembre 1848, qu'il écrivit à Kossuth du quartier général de Presbourg, il dévoila son ambition ; parlant de la nécessité d'une dictature, il fit assez clairement comprendre que c'était à lui qu'elle devait être décernée.

Après avoir établi en principe que, dans les temps de péril public, la concentration dans une seule main de tous les pouvoirs est le seul moyen par lequel, l'histoire en fait foi, puisse être sauvée la patrie, le général ajoutait :

« C'est aux hommes qui ont trouvé opportun de mettre *la majeure partie de l'armée hongroise sous la direction d'un* SIMPLE CITOYEN, c'est à ces hommes qu'il appartient de juger si la Hongrie se trouve réellement assez menacée d'un désastre pour qu'elle ne puisse plus être sauvée de la ruine que par l'*institution d'une dictature puissante*[1]. »

Görgey prétend, dans ses *Mémoires*, qu'il entendait parler de Kossuth. Mais les nuages de cette phraséologie, après les événements qui se sont produits plus tard, ne suffisent-ils pas à déterminer la vraie pensée du général en chef?

[1] *Mémoires*, tome I, p. 99.

On ne daigna pas s'apercevoir de cette insinuation, et de là naquit chez Görgey une haine implacable contre l'homme politique qui avait fait sa fortune militaire, mais qui se trouvait être le plus grand obstacle, le seul peut-être, à ses ambitieux desseins.

A partir de ce moment, Görgey se mit à critiquer les ordres que lui adressait Kossuth, et à agir selon ses propres convenances. Les rapports étaient déjà devenus très-difficiles entre le général et l'homme d'État quand eut lieu l'évacuation de Pest. Nous avons longuement insisté sur la proclamation de Vácz, première attaque directe contre le gouvernement national. Görgey croyait la cause nationale perdue, et peut-être eût-il déposé les armes dès ce moment, si l'esprit patriotique de ses troupes ne l'en avait empêché. Après sa fameuse retraite, durant laquelle il s'était montré si négligent, si méprisant plutôt, à l'égard de l'autorité civile, il s'aperçut que la cause nationale était loin d'être ruinée, comme il l'avait cru d'abord ; Kossuth avait rassemblé des forces considérables, l'ennemi était vaincu en Transylvanie par Bem, et par Klapka sur la Tisza. Ce que voyant, Görgey feignit de se soumettre au gouvernement et de vouloir réparer ses torts envers lui. Mais le gouvernement qui, à bon droit, se défiait déjà du jeune général, décerna le commandement en chef à Dembinski. Celui-ci, enserré dans un réseau d'intrigues, ne tarda pas à succomber, et ce fut son rival qui hérita de sa place. Pourtant il n'en hérita qu'en faisant à Kossuth des protestations telles que l'illustre patriote crut s'être trompé sur le compte du jeune général.

L'entente fut parfaite jusqu'à la bataille d'Isaszeg. Mais, à l'occasion d'une revue passée après la victoire de Gödöllő, Görgey s'aperçut de l'enthousiasme soulevé parmi ses soldats par la présence de Kossuth. Il comprit qu'à celui qui avait dirigé les combats on préférait encore celui qui avait organisé la ré-

sistance; et il en fut jaloux. Il chercha donc à éloigner de l'armée le trop populaire orateur. Sa présence, disait-il, gênait les opérations; il avait trop à s'inquiéter de la sûreté personnelle d'un homme aussi précieux. Il finit par convaincre Kossuth lui-même de la nécessité d'abandonner le camp et de retourner au siége du gouvernement.

Avant de partir, Kossuth communiqua au général en chef ainsi qu'aux autres généraux son dessein de proposer à la diète la déchéance des Habsbourg. Les généraux l'approuvèrent tous, à l'exception de Görgey, qui cependant ne la désapprouva que mollement. — « Damjanich, moi et Aulich, rapporte le général Klapka [1], donnèrent leur assentiment à Kossuth; Görgey se tint sur la réserve (*blieb in sich verschlossen*), et, comme personne ne réclamait son avis, il resta muet. » Görgey a dit, au contraire, dans ses *Mémoires*, qu'il s'opposa ouvertement au projet de Kossuth. Pour que cette allégation fût vraie, il faudrait supposer que son auteur a donné son avis avant ou après la conférence entre Kossuth et les généraux. Or, dans ses *Mémoires*, Görgey paraît ignorer si les chefs de corps ont été consultés ou non, et même il infirme implicitement sa présence à la conférence. Mais sur ce point les affirmations du général Klapka sont catégoriques, et elles nous ont été renouvelées de vive voix à nous-même. Nous sommes donc obligé de croire infidèles les souvenirs de Görgey.

Nous avons sous les yeux une lettre particulière de Kossuth, dans laquelle l'ancien gouverneur prétend que l'entrevue dont nous venons de parler eut lieu à Tisza-Füred, que Klapka et Damjanich approuvèrent complétement le projet qu'il leur communiqua, et que Görgey, tout en rejetant l'idée d'une transaction avec François-Joseph, déclara qu'il préférerait à l'indé-

[1] *Mémoires*, p. 157. Leipzig, 1850.

pendance absolue un retour à la constitution sous Ferdinand V. Les généraux et le gouverneur lui objectèrent que, Ferdinand ayant renoncé à la couronne impériale aussi bien qu'à la couronne hongroise, il était désormais absurde de songer à lui. Görgey n'insista plus.

Après cette lettre de Kossuth, un fait reste pour nous obscur. Y eut-il deux conférences entre le gouverneur et les généraux, l'une à Tisza-Füred, l'autre à Gödöllö? Mais les deux témoignages s'accordent sur ce point que Görgey ne fit point une opposition sérieuse au projet de proclamer l'indépendance. Kossuth put même croire que le général en chef renonçait à son idée et qu'il ne l'avait émise que pour ne pas se mettre ouvertement en contradiction avec ce qu'il avait dit dans sa proclamation de Vácz.

Quoi qu'il en soit, s'il nous semble utile que, dans les circonstances critiques, l'avis des hommes importants, militaires ou civils, soit demandé et entendu; nul, selon nous, quelque haut placé qu'il soit, n'est en droit de réclamer l'adoption de son opinion et d'empêcher qu'une assemblée nationale se décide pour l'opinion contraire.

Quand Görgey reçut la nouvelle de la déclaration du 14 avril, — après la bataille de Nagy-Sarló, — il s'en déclara mécontent en présence de son état-major et des officiers dont il faisait sa compagnie habituelle. Ceux-ci, naturellement, partagèrent l'opinion de leur chef et accablèrent d'épigrammes et de railleries *les parleurs* de Debreczen. Mais il est faux que l'armée tout entière, et même celle que Görgey avait directement sous ses ordres, se soient montrées contraires à la déclaration de l'indépendance. A l'exception de quelques officiers supérieurs, anciens officiers autrichiens, imbus d'idées aristocratiques et méprisant tout ce qui n'est pas militaire, la masse des officiers et des soldats hongrois estima la déchéance juste et

utile [1]. Où trouver des preuves plus éclatantes du patriotisme antiautrichien de l'armée, sinon dans les cris de : *En avant !* qu'elle poussa après la victoire du 26 avril ; sinon dans la proclamation lancée par Görgey lui-même le 29 du même mois ?

Mais si la déclaration de l'indépendance pouvait plaire à la nation, elle devait déplaire à Görgey pour deux motifs. En premier lieu, elle blessait dans son amour-propre l'auteur de la proclamation de Vácz ; en second lieu, elle élevait son rival au premier rang. A la vérité, Kossuth, à deux reprises différentes, avait offert à Görgey le pouvoir suprême, désirant faire tourner l'ambition du général au profit de la patrie. Görgey feignit le désintéressement : Vous ne demandez, répondit-il, que la retraite après la victoire ; moi, je n'aspire qu'à la chaire de chimie de l'Académie des mines de Selmecz ! — C'est-à-dire qu'il ne voulait point recevoir le pouvoir des mains de son rival ; il préférait le conquérir tout seul, soit par la violence, soit par l'intrigue, sans s'inquiéter si, en renversant Kossuth, il ne perdrait pas en même temps son pays.

A cause de cela, au lieu de marcher sur Vienne, il rebroussa chemin et alla prendre Bude. Si, poursuivant l'Autrichien, il eût pris Vienne, comment aurait-il pu, sans devenir ridicule, réclamer la révocation de l'acte et la démission du promoteur de la déchéance, Louis Kossuth ? Néanmoins, le général victorieux, fortifié, grandi par la gloire, aurait été alors à même de se mettre légalement sur les rangs pour disputer le pouvoir au chef de l'État, ou pour lui succéder sans violence, et grâce uniquement à l'acclamation nationale. Son intérêt propre était conforme à l'intérêt de la Hongrie indépendante. C'est ce que ne

[1] Gorgey lui-même parle seulement « d'officiers du 7e corps » comme s'étant montrés mécontents de la déchéance ; « tandis que dans le corps de Damjanics et de Klapka le sentiment ne semblait rien moins qu'hostile à la nouvelle loi. » *Mémoires*, t. II, page 44.

comprit pas Görgey, aveuglé par une aversion personnelle, d'autant moins probe qu'elle était dirigée, après tout, contre l'homme sans lequel il n'eût point été ce qu'il était alors.

Le général en chef, au lendemain de la déclaration d'indépendance, s'étudia donc à saper l'autorité de son auteur en le poursuivant, selon son habitude, de ses railleries les plus mordantes. Mais, en même temps, pour voiler ses projets, il publia cette proclamation du 29 avril, qui est digne d'un général de la première république française.

VIII

Görgey se présenta le 3 mai devant la forteresse de Bude, avec 30,000 soldats, parmi lesquels on comptait 6,000 cavaliers, évidemment tout à fait inutiles.

La garnison se composait de quatre bataillons d'infanterie, dont un polonais, deux croates, un italien (Ceccopieri), une compagnie d'artillerie, une demi-compagnie de pionniers, un détachement de sapeurs, un escadron de dragons, en tout environ 4,000 hommes.

Le général hongrois avait négligé de se pourvoir d'artillerie de siége, se figurant que la garnison se rendrait au premier assaut. Il établit son artillerie de campagne sur les hauteurs environnantes.

Après une canonnade de trois heures, destinée, selon lui, à couvrir la responsabilité de la garnison autrichienne, il

somma le général Hentzi, de se rendre, lui promettant de le traiter, lui et ses soldats, avec tous les égards militaires. Dans le cas où les impériaux ne consentiraient pas à sortir immédiatement de la forteresse, si, après une plus longue résistance, ils étaient faits prisonniers, Görgey s'engageait à agir envers eux conformément aux lois militaires, pourvu néanmoins qu'ils se fussent bornés à défendre Bude, sans bombarder Pest ni faire sauter le pont suspendu. Mais si le pont et la ville, qui ne devaient pas être utilisés par les assiégeants, subissaient d'inutiles dommages de la part des assiégés, ceux-ci seraient passés par les armes.

Aux injonctions du général en chef hongrois, Hentzi répondit sans délai qu'il était décidé à se défendre aussi longtemps qu'il lui resterait un soldat (4 mai.).

Sans plus tarder, Görgey fit attaquer la pompe à eau, par laquelle la forteresse était approvisionnée. La division Kmety fut chargée de cette opération. Mais en dépit de la bravoure des troupes et de l'héroïsme du chef, elle fut repoussée, non sans avoir subi les pertes les plus considérables. Cet échec ayant démontré au général en chef qu'il n'était pas possible de prendre Bude sans ouvrir la brèche, il envoya chercher des pièces de siége à Komárom.

Toute une semaine fut perdue à les attendre. Enfin elles arrivèrent le 13 mai et purent, dès le lendemain, être installées sur un mamelon situé en face de la porte de Fehérvár.

Le 15 mai, le feu commença. Hentzi y fit répondre vivement. Mais les canons autrichiens ne tirèrent pas seulement contre les canons hongrois. Le général des impériaux, au mépris des injonctions de Görgey, lança de nouveau une pluie de feu sur la belle ville de Pest, de laquelle pourtant il n'avait à redouter aucune attaque, et d'où, en effet, il ne fut pas

tiré un seul coup de canon. Des boulets, des fusées et des bombes furent dirigés sur la ville; on n'épargna même pas la caserne dite « de Charles, » où étaient rassemblés les blessés que les Autrichiens avaient été obligés d'abandonner, lors de leur retraite précipitée. Pour les soustraire aux projectiles lancés par leurs compatriotes, qui n'ignoraient point leur présence, les Hongrois durent transporter ces malheureux en un lieu plus sûr. Les boulets et les bombes détruisirent une partie de la ville de Pest, ville admirable, comme on sait, et, pour ainsi dire, bâtie de palais. Les habitants les plus aisés s'enfuirent à la campagne ; les autres cherchèrent un asile dans le *bois de la ville*, où par les soins de la municipalité, furent transportées des baraques foraines qui ne servirent d'abris qu'à un bien petit nombre de personnes sur les 10,000 âmes dont se composait à peu près cette population fugitive. Cependant l'incendie dévorait les édifices publics et les maisons particulières, et il était impossible d'en arrêter les ravages. A mesure que le feu avait pris sur un point les artilleurs autrichiens semblaient trouver un sauvage plaisir à attiser l'incendie et à rendre les secours impossibles en lançant projectiles sur projectiles. Au milieu de ces scènes effroyables, le peuple de la capitale manifestait à chaque instant son ardent patriotisme. Loin de se plaindre de la perte de tout ce qu'il possédait, il saluait les flammes de cris de haine contre l'Autriche et d'amour pour la patrie.

Görgey n'exprimait que les sentiments des malheureuses victimes, lorsqu'il écrivait à Debreczen : « Ce sont des torches funéraires autour du cercueil de la maison de Habsbourg ! »

Irrité de tant de dévastations et impatient d'y mettre un terme, poussé, d'autre part, à l'action rapide par le gouvernement qui ne pouvait plus douter de l'intervention russe, Görgey ordonna un assaut général, sans même attendre que son artillerie eût rendu la brèche praticable. Dans la nuit du 16 au

17 mai, le 2e corps (Aulich) dut attaquer la porte du château (Várkapu) et le jardin ; le 1er corps (Nagy-Sándor) eut à enlever la brèche, encore inaccessible ; le 3e corps fut dirigé sur la porte de Vienne et les bastions qui la protégent ; enfin la division Kmety, jalouse de réparer son précédent désastre, fut de nouveau chargée d'enlever la machine à eau. Les honvéds s'élancèrent avec leur impétuosité ordinaire, et soutinrent une lutte affreuse qui dura trois heures. Par malheur, non-seulement la brèche était inaccessible, mais les échelles se trouvèrent trop courtes ; on ne put grimper le long des murailles, et enfin il fallut renoncer à l'assaut. Le combat se termina avec la nuit. L'armée hongroise, une seconde fois repoussée, comme la première, avait fait des pertes sensibles.

Plusieurs jours furent employés à rendre la brèche praticable.

Le 21 mai, à l'aube du jour, l'attaque générale fut renouvelée ; les dispositions restèrent les mêmes que durant la nuit du 16 au 17. En poussant avec un indicible enthousiasme le cri de : *Eljen a Magyar !* les fantassins hongrois coururent aux murailles. Sur la brèche, point principal, la lutte fut acharnée. Elle resta indécise jusqu'au moment où le 47e bataillon, et, aussitôt après lui, le 34e et le bataillon de « Don Miguel, » tous les trois du 1er corps, eurent enfin atteint au sommet des remparts.

Ce succès presque en même temps augmenté d'un autre, la prise de la machine à eau par la division Kmety, faillit causer un désastre inappréciable. Les Autrichiens, se sentant vaincus, eurent l'idée de se venger en faisant sauter ce magnifique pont suspendu qu'Hentzi lui-même appelait « la huitième merveille du monde, » et dont leurs ennemis ne s'étaient servis ni ne voulaient se servir pour nuire à leur défense. Une mine avait été creusée sous la pile principale de ce grand ouvrage d'art, mais

elle éclata sans presque causer de dégâts ; celui qui y avait mis le feu, le colonel Alnoch, paya son crime de sa vie.

Cependant, grâce à l'héroïsme de toute l'armée hongroise et de ses chefs, parmi lesquels se distinguèrent particulièrement Nagy-Sándor, Knézich [1], Aulich, Kmety, Leiningen, Driquet, Mariássy, Asbóth, Czillich, la résistance, très-vive, était brisée sur tous les points.

Vers la fin de l'assaut, les Hongrois retrouvèrent des frères dans les soldats italiens, chargés de les repousser.

En effet, la brèche enlevée, les Italiens cessèrent de tirer ; on les vit même aider les honvéds à grimper le long des échelles et leur tendre la main, afin qu'ils atteignissent plus tôt le sommet des remparts. Par contre, les soldats autrichiens appartenant à d'autres nationalités se battirent jusqu'au dernier moment avec un acharnement inouï.

Bude, à peine en état d'être défendue lors de son évacuation par les Hongrois, avait été très-bien fortifiée ; toutes ses voies de communication avaient été hérissées de formidables barricades. Il fallut les enlever une à une, jusqu'à l'heure où, après avoir inutilement versé beaucoup de sang, les impériaux entourés de toutes parts se virent contraints à mettre bas les armes. Quatre-vingts pièces de siége, 4,000 fusils et une grande quantité de munitions et de vivres tombèrent au pouvoir des vainqueurs.

La lutte avait duré, sans discontinuer, de 3 heures 1/2 à 7 heures du matin. Görgey, qui n'y participa point en personne, l'avait dirigée de son quartier général, établi à une assez grande distance sur la colline de Kis-Svábhegy.

[1] Les colonels Nagy-Sandor et Knézich avaient été l'un et l'autre élevés au grade de général ; ils remplacèrent Klapka (1[er] corps), chargé *par intérim* du ministère de la guerre et Damjanich (3[e] corps) qui s'était cassé la jambe.

IX

Dans un ordre du jour, lu à l'armée avant le combat, le général en chef avait commandé qu'il ne fût fait aucun quartier. La victoire remportée, les soldats hongrois méconnurent leur consigne, et, dès que les ennemis eurent jeté leurs armes, ils oublièrent de les exterminer.

Un des auteurs de cette histoire, alors commissaire du gouvernement à Pest, fut témoin d'un acte de générosité qui mérite d'être rapporté. Un honvéd montait la garde devant une porte entr'ouverte. Un capitaine, en passant, lui demanda : — Que fais tu là ? — Je garde ces deux Allemands, répondit-il.— Et pourquoi les gardes-tu ? Ignores-tu l'ordre du jour ? — Mais, mon capitaine, l'un d'eux est blessé ; l'autre, son camarade, le soigne... — Le capitaine poursuivit sa route sans ajouter un mot, et le commissaire du gouvernement s'en alla le cœur profondément ému.

Le général Hentzi avait été frappé d'une balle. Sa blessure était mortelle. On le transporta à l'hôtel du commandement général. Le directeur de la police vint l'y voir pour s'informer s'il n'avait point quelques dispositions à prendre. Il répondit négativement. Quelques minutes après, cédant aux préoccupations qui s'étaient emparées de lui, il demanda : — N'est-ce pas qu'on ne me fera pas pendre ? — Comment ! général, répliqua Hajnik, les soins dont on vous entoure (un chirurgien mili-

ERZSÉBET TUDOMÁNYEGYETEM ... KÖNYVTÁR

lui avait été personnellement attaché) ne vous rassurent pas sur nos intentions? — Ah! oui, c'est vrai! reprit Hentzi, les Hongrois sont généreux. — Et il retomba dans un morne silence. Hentzi avait pu redouter un moment la vengeance des Hongrois, parce qu'il les avait trahis à deux reprises différentes, violant deux fois le serment qu'il avait prêté à la constitution hongroise. D'abord il avait essayé de livrer la forteresse de Pétervárad aux Autrichiens. Emprisonné à Bude pour ce fait, il avait été mis en liberté par Windischgraetz et investi du commandement de Bude. On a vu comment il l'exerça. Hentzi ne survécut que quelques heures à sa défaite, il mourut le soir même.

La prise de Bude coûta aux Autrichiens environ 1,000 morts. La perte éprouvée par les Hongrois, et dont nous ne connaissons pas exactement le chiffre, fut également considérable. Ils eurent 676 blessés. Deux de leurs officiers supérieurs périrent, le major Burdina, commandant du bataillon Don Miguel, et le major Heinzel, chef de l'état-major du 1er corps.

Les blessés autrichiens, — est-il nécessaire de le dire? — furent traités exactement de la même manière que les blessés hongrois. Les dames patriotes s'étant, comme toujours, chargées du soin des blessés, nous profiterons de l'occasion pour dire quelques mots de leur dévouement à la cause nationale.

Généralement les femmes hongroises témoignèrent d'un patriotisme ardent. On les vit encourager leurs frères, leurs fils, leurs époux à courir se ranger sous les drapeaux de la Hongrie. Elles ne cessèrent pas de recueillir du linge et de faire de la charpie pour les blessés. Une société de dames se forma à Debreczen, sous la présidence de Mme Kossuth, dans le but de recueillir de l'argent à cet effet. La sœur du gouverneur, une

veuve, Mme Rodolphe Meszlényi, fut nommée « garde-malade générale, » et cette jeune femme, aussi distinguée par le cœur que par l'esprit, se mit à voyager d'hôpital en hôpital, rassemblant d'autres femmes dévouées sur son passage, les installant au chevet des patriotes martyrs, organisant partout un service régulier de gardes-malades. Jamais Mme Meszlényi ne manqua d'auxiliaires.

Faut-il citer une preuve, — entre mille, — du zèle des femmes hongroises, *sœurs de charité* civiles?

Un soir, très-tard, Irányi vit entrer chez lui une dame vêtue de noir. Cette dame était la femme du docteur Paul Balogh. Elle venait de l'hospice du Tábor, à Pest, où l'on transportait alors les blessés de Bude. S'étant aperçue que tout manquait pour les recevoir, elle venait elle-même avertir le commissaire du gouvernement. Celui-ci se disposant à sortir pour donner les ordres nécessaires, Mme Balogh lui demanda la permission de l'accompagner, ce qu'il ne manqua pas d'accepter avec plaisir. Arrivé à l'hôpital, il remarqua, comme sa compagne, combien de choses manquaient aux blessés. Mme Balogh le quitta aussitôt pour faire apporter tous les lits, tous les matelas de sa maison. Puis elle revint à l'hôpital et y resta jusqu'au jour où elle-même elle fut atteinte d'une fièvre, qui la contraignit à garder le lit. Mais bientôt rétablie, elle courut reprendre sa place aux chevets des soldats. Le commissaire la nomma « garde-malade en chef des hôpitaux de Pest. »

Mais ce ne fut pas seulement auprès des blessés que l'on trouva des femmes. On en reconnut plusieurs parmi les combattants. Une d'entre elles, qui s'appelait Marie Lebstück, et qui s'était donné le nom de Carl, obtint par ses actes de bravoure le grade de lieutenant. Une autre, une toute jeune fille de Zemplin, nommée Thérèse (son nom de famille nous

échappe), fut amenée, vêtue du costume de hussard, devant le le commissaire auprès de l'armée de la haute Tisza. — Eh bien ! s'écria le baron Paul Luzsinszky, nous vous mettrons dans la division de réserve. — Oh ! de grâce, Monsieur le commissaire, s'écria-t-elle, faites-moi entrer dans une division qui aille à l'ennemi ! — Un jour, une femme de Kolosvár ou de Nagy-Várad demanda à être présentée à Kossuth ; elle voulait prier le gouverneur de lui permettre d'organiser un bataillon d'amazones. Kossuth refusa énergiquement de la recevoir. — « Dites à cette dame, répondit-il, que nous ne manquons pas d'hommes pour faire la guerre, mais d'armes pour les combattants ; la place des femmes est au chevet des soldats blessés ou des malades. »

Cependant, si les femmes presque en totalité se montraient patriotes ferventes, il nous faut constater que les dames des magnats, — sauf des exceptions sans doute très-dignes de louanges, — montrèrent une indifférence regrettable. Ces grandes dames un peu frivoles, on doit le dire, et qui brillaient d'un éclat si vif dans leurs pacifiques salons, ne surent point se distinguer en remplissant leurs devoirs envers la patrie.

X

Sans insister davantage sur un sujet, auquel nous aimerions à consacrer des pages nombreuses, revenons à la suite de notre récit.

Les Hongrois, en prenant Bude, firent environ 2,500 prisonniers. L'ordre du jour commandant de les passer au fil de l'épée n'ayant point reçu d'exécution, leur sort fut réglé conformément aux lois les plus strictes.

Depuis le commencement de la guerre et jusqu'à la fin, les prisonniers enlevés à l'armée impériale, — et il y en eut au total plus de 20,000, — reçurent toujours le traitement le plus humain, le plus généreux. Les officiers supérieurs furent en général gardés à vue, mais les autres officiers restèrent ordinairement libres sur parole, et les soldats dispersés à travers le pays purent être employés à divers travaux. Les officiers touchaient d'abord leur solde de paix entière ; plus tard ils furent mis en demi-solde, c'est-à-dire qu'un général, par exemple, dont les appointements étaient de 332 florins, en recevait encore 166. Les officiers hongrois tombés au pouvoir de Windischgraetz étaient traduits devant le conseil de guerre, s'ils avaient précédemment servi dans les armées autrichiennes ; s'ils n'avaient pas servi, ils étaient considérés comme des *délinquants* ordinaires, et, du plus haut grade à celui de capitaine, ne recevaient qu'*un florin* par jour ; les officiers au-dessous du rang de capitaine avaient 40 krájczárs seulement [1].

Parmi les officiers autrichiens faits prisonniers après la prise de Bude, il y en avait 21, — si notre mémoire est fidèle, — qui, étant nés dans les limites du royaume de Hongrie, devaient être jugés par les tribunaux exceptionnels, et ensuite passés par les armes. L'exécution, conformément à la loi, devait être faite dans la ville où siégeait le tribunal chargé de rendre le jugement, c'est-à-dire, pour le cas présent, à Bude-Pest. Or, Kossuth venait d'établir sa résidence à Pest

[1] *Kœzlœny* du 4 mars 1849.

(5 juin). Son âme s'émut à l'idée de signaler la rentrée du gouvernement dans la capitale par l'exécution de 21 personnes. Il fit appeler Irányi, précédemment commissaire à Pest et élu député par une circonscription de cette capitale.

— Que pensent les habitants, lui demanda-t-il, du sort destiné aux officiers faits prisonniers à Bude?

— Je n'ai pas eu l'occasion de m'en informer.

— Alors, quel est votre avis?

— La loi est formelle.

— Mais il est impossible de faire fusiller 21 hommes, de les faire fusiller dans le même endroit, dans la capitale, au siége du gouvernement...

— C'est pénible, j'en conviens; il y a pourtant parmi les officiers un homme qui, natif de Pest, a pu se résoudre à bombarder la maison de son père, les maisons de ses amis. Néanmoins, si vous croyez qu'il vous importe de déployer de la clémence en dépit de la loi, faites juger les prisonniers par la cour nationale [1].

Le gouvernement, nous l'avons déjà dit, abolit les tribunaux exceptionnels locaux et institua une seule cour martiale à Pest. Mais les 21 officiers autrichiens, de nationalité hongroise, ne furent point exécutés; ils restèrent, croyons-nous, prisonniers jusqu'à la fin de la guerre.

Ainsi le gouvernement se montrait clément, il inclinait même vers une amnistie générale, et cela après que Haynau eût commencé à Presbourg ses sanglantes exécutions en faisant pendre (5 juin) Ladislas Mednyánszky et Philippe Gruber, défenseurs de la forteresse de Lipótvár, puis un ministre protestant Razga, coupable d'avoir prêché la résistance aux ennemis de sa patrie.

[1] Ancienne cour royale d'appel.

Ce fut, en effet, l'affaire des 21 officiers qui souleva dans le cabinet la question plus générale de l'amnistie et de l'abolition des « tribunaux de danger. » Görgey rapporte dans ses *Mémoires* que ce fut Csány qui insista le plus en faveur de cette grande mesure de clémence. Ceux qui combattirent l'amnistie, appuyèrent leur opinion sur ce motif qu'elle pouvait devenir fatale, du moins passer pour un acte de faiblesse, au moment même où le pays était ménacé d'une nouvelle invasion.

Nous avons vu à quoi cette discussion aboutit : à la réduction en un seul des tribunaux exceptionnels.

Görgey, quoique moins clément par nature que son rival Kossuth, se montra aussi généreux que lui.

Windischgraetz ayant fait exécuter plusieurs officiers de l'armée hongroise, et les traitant tous, non comme des prisonniers militaires, mais comme des rebelles et des criminels ordinaires, le ministre de la guerre Mészáros lui adressa une lettre pour l'engager à changer de système, car, lui faisait-il observer, « ces Hongrois, tombés entre vos mains, *avaient cru* combatttre » pour une cause juste. »

Cette lettre souleva l'indignation de Görgey, qui la retint et en écrivit une autre, où il disait que « si Windichgraetz s'avi- » sait de faire exécuter un officier hongrois, lui, Görgey, pour » chaque Hongrois il ferait fusiller trois officiers autrichiens. »

Mais quand Haynau eut fait pendre deux officiers hongrois, Mednyánszky et Gruber, Görgey agit d'une tout autre manière. Dans une proclamation, il déclara à son armée [1] « qu'il ne fal- » lait pas sévir contre les ennemis désarmés, mais se venger » par des victoires. »

Belles paroles, mais qui de l'aveu même de leur auteur, avaient pour motif un calcul ténébreux. Le général voulait ménager les Autrichiens, parce qu'il désirait déjà traiter avec eux.

[1] *Kœzlœny* du 29 juin.

Nous n'avons qu'un mot à dire pour dépeindre l'effet que produisit la prise de Bude : dans les deux capitales une sorte d'extase ; dans le pays entier une indicible joie.

LIVRE X

L'INVASION AUSTRO-RUSSE.

Du 21 mai au 6 octobre 1849.

PREMIÈRE SECTION.

LES RAPPORTS DIPLOMATIQUES

DE LA HONGRIE AVEC LES AUTRES ÉTATS.

I

Bude était entre les mains des Hongrois. Mais la Hongrie indépendante était perdue.

Les défaites subies coup sur coup durant la dernière campagne avaient démontré à l'Autriche que son armée serait désormais impuissante contre l'armée hongroise. François-Joseph se hâta donc de solliciter l'appui direct de la Russie. Le czar consentit à sauver l'empereur.

Cependant il ne faut pas croire que l'idée de l'intervention russe date de la fin du mois d'avril 1849. Dès le mois de mars, s'il faut en croire un rapport officiel, l'Autriche demanda au cabinet de Saint-Pétersbourg la concentration de troupes moscovites sur les frontières de Gallicie et de Bukovine, « à l'effet

de pouvoir coopérer, s'il devenait nécessaire, à la compression de la révolte. » Cette requête ayant été bien accueillie, le gouvernement autrichien pria le czar de faire avancer 30,000 soldats en Transylvanie, — 15 avril — [1].

Ces deux faits authentiques viennent encore appuyer la thèse que nous avons précédemment soutenue, à savoir, que l'intervention russe ne fut point l'effet de la déclaration de l'indépendance, proclamée le 14 avril à Debreczen. D'ailleurs, cela est extraordinaire, mais cela est vrai, la déclaration de l'indépendance ne fut connue à Vienne que le 3 mai [2].

Plusieurs motifs entraînèrent à frapper la Hongrie d'un coup décisif, celui qui, dès le mois de mars 1848, s'était posé en ennemi de la révolution européenne et en restaurateur universel de l'ordre ébranlé. Le czar n'eût point aimé voir s'établir, à la porte de son empire, un État libre, dont la grandeur morale et la prospérité matérielle auraient pu susciter, parmi ses sujets, des idées comparatives, des espérances dangereuses pour le despotisme. D'autre part, Nicolas avait eu, notamment en 1831, des preuves manifestes des sympathies ardentes qu'éprouvaient les Hongrois pour les Polonais, et river les fers de la Hongrie lui paraissait le meilleur moyen d'affermir la servitude de la Pologne. A un point de vue différent, la Russie croyait utile de se poser en protectrice de l'Autriche, de la préserver d'une dissolution imminente, de la restaurer, en un mot, afin de la mettre à sa merci et de la tenir sous sa dépendance.

Le 1er mai, la *Gazette de Vienne* annonçait que l'empereur d'Autriche, ayant *sollicité l'assistance* armée de la Russie, le

[1] Bericht über die Kriegs-Operationen der Russischen Truppen gegen die Ungarischen Rebellen im Jahre 1849. Nach offiziellen Quellen zusammengestellt von H. v. N. kais. Russ. Obristen des Generalstabes. Berlin, 1851.

[2] Voir la dépêche de M. Magenis à Lord Palmerston, en date du 7 mai, dans la *Correspondance officielle sur les affaires de Hongrie*, n° 170.

czar la lui avait promise immédiatement « avec *le plus généreux* » empressement et dans la mesure *la plus libérale.* »

Le 11 mai, la gazette de Saint-Pétersbourg publia un manifeste daté du 8, et par lequel l'empereur de toutes les Russies annonçait au monde que, sur la demande de l'empereur d'Autriche, il envoyait ses armées écraser la révolution en Hongrie « où les traîtres polonais de 1831, réunis à des réfugiés et » proscrits appartenant à d'autres nations, usurpaient le pou- » voir. »

Une pareille assertion ne nous semble pas digne d'être discutée. Cependant elle est explicable. Il était de l'intérêt de l'Autriche, comme de l'intérêt de la Russie, que la révolution hongroise parût être allumée par des révolutionnaires *étrangers*. De la sorte, on entendait légitimer une intervention *étrangère*, effectuée contrairement à tous les principes du droit international généralement admis. Mais, on se le rappelle, le nombre des *étrangers* qui avaient mis leurs bras au service de la Hongrie, ne s'éleva jamais à plus de 5,000 hommes environ, parmi lesquels on ne comptait guère plus de 3,000 Polonais. En outre, ces 3,000 hommes, réunis dans la légion polonaise, n'étaient pas tous les fils de la victime du czarisme moscovite ; en majorité, ils étaient Galliciens, sujets de l'Autriche et non de la Russie ; et même beaucoup de Slaves hongrois avaient pris du service avec eux. Le principal argument, présenté à l'Europe dans le manifeste impérial, était donc une exagération mensongère, destinée à couvrir une violation inique du droit des gens.

Le manifeste du 8 mai n'était pas encore publié quand l'avant-garde russe fit son entrée à Cracovie [1], en Autriche (6 mai).

En présence d'un tel danger, le gouvernement de la Hongrie

[1] *Feldzug in Ungarn und Siebenbürgen*, p. 164.

indépendante avisa au salut public de deux manières. A l'intérieur, il accéléra les préparatifs nécessaires pour opposer à l'invasion la résistance la plus énergique. A l'extérieur, par l'entremise de ses agents diplomatiques, il revendiqua le droit de la nation hongroise, et protesta, auprès des puissances, contre l'iniquité dont la Russie se rendait coupable.

Nous insisterons sur ce dernier point, sans oublier de rappeler brièvement tout le travail antérieurement et postérieurement à l'intervention russe qu'eut à faire la diplomatie hongroise.

II

A peine installé à Pest, le cabinet Batthyány envoya deux représentants de la Hongrie au siége de la Confédération germanique, à Francfort. Le premier, Denis Pázmándy, revint, vers le commencement de juillet 1848, présider la seconde chambre de la diète. Mais le second, Ladislas Szalay, demeura au poste qui lui avait été confié. Szalay, ancien rédacteur du *Pesti Hirlap*, directeur au ministère de la justice, était déjà publiciste distingué, en même temps qu'éminent jurisconsulte; depuis, il s'est fait un nom par une belle histoire des Hongrois. Ses lettres de créance comme représentant en Allemagne étaient signées par l'archiduc palatin Étienne, *alter ego* du roi Ferdinand V; il put donc être reçu officiellement par l'archiduc Jean, vicaire de l'empire.

Nous avons eu l'occasion de parler de l'accueil fait aux délé-

gués de l'assemblée nationale de Hongrie et des sympathies chaleureuses dont elle fut honorée au sein du parlement de Francfort. Les rapports de la nation hongroise avec l'Allemagne unitaire se bornèrent à ces mutuels témoignages d'estime, à ces protestations d'alliance cordiale, sans aboutir à aucun résultat positif.

Au mois d'avril 1848, après l'invasion de Jellachich, le ministère Batthyány se fit représenter à Paris par le comte Ladislas Teleki. Patriote intrépide, homme instruit et d'un esprit pénétrant, membre distingué et très-populaire du parti libéral qu'il avait servi et bien servi dans la chambre des magnats, au club de l'opposition de Pest, qu'il présidait, et même aux États de Transylvanie, M. Ladislas Teleki était digne, sous tous les rapports, d'être l'interprète de la nation hongroise auprès de la République française. Grâce à ses qualités éminentes, il mérita d'être choisi en dépit de la position qu'il avait prise contre le cabinet national, dont il blâmait hautement les demi-mesures.

M. Teleki arriva en France au commencement de septembre. Ses lettres de créance portaient la seule signature des ministres nationaux. A cause de cela, il ne fut reçu qu'officieusement. Néanmoins le gouvernement de la République française se choisit plus tard un représentant en Hongrie. Mais M. Pascal Duprat, auquel ce poste avait été confié, pour des raisons dont l'examen ne nous appartient pas, resta en France.

N'étant pas officiellement reconnu, le comte Ladislas Teleki employa ses principaux efforts à faire connaître la question hongroise aux hommes d'État et au public, qui paraissaient l'ignorer. Dans cette œuvre, il rencontra l'auxiliaire le plus généreux et le plus éloquent dans un noble jeune homme trop tôt enlevé par la mort, M. Auguste de Gérando. Les brochures, les livres, les articles que les deux écrivains publièrent ne furent

pas sans effet. Au Collége de France, quand, du haut de sa chaire, M. Michelet lançait une parole d'espoir en faveur de l'ennemie de l'Autriche, des applaudissements frénétiques éclataient, et tous les auditeurs, les représentants de la jeunesse française, se levaient en criant : Vive la Hongrie ! Dans les réunions populaires on chantait la Hongrie comme l'alliée de la démocratie française, et chaque nouvelle heureuse apportée des bords du Danube produisait dans les clubs des transports d'enthousiasme. Lors de la manifestation du 13 juin 1849, provoquée par l'expédition de Rome, on unissait le nom de la Hongrie à celui de l'Italie dans les acclamations poussées contre l'Autriche et contre la papauté [1].

L'indépendance de l'État hongrois ayant été proclamée, M. Ladislas Teleki en informa le gouvernement du président de la République française. Il ne put réussir à faire reconnaître le nouvel État. Dès qu'il fut question de l'intervention russe, M. Teleki réitéra ses démarches, insistant sur la violation flagrante des traités et sur les intérêts directs de la France. Mais le gouvernement du président de la République resta sourd à ses protestations et à ses prédictions. Au reste, rien ne fut plus logique. Ce gouvernement préparait l'intervention d'une république contre une république ; il envoyait l'armée française étouffer la liberté romaine. De quel droit se serait-il opposé à l'intervention d'une monarchie au profit d'une autre monarchie ?

Il est une vérité que nous n'avouerions pas, si notre rôle d'historiens ne nous y forçait. Le gouvernement du général Cavaignac n'eût peut-être pas davantage pris parti pour la Hongrie contre la Russie. Le chef du pouvoir exécutif se montra partisan de la paix presque à tout prix, la considérant comme indispensable à l'affermissement de la République. Selon

[1] De tous ces faits, M. Chassin a été témoin.

lui, les déchirements auxquels la France venait d'être et pouvait être encore exposée, l'empêchaient de prendre une attitude énergique dans les questions étrangères. Nous sommes, quant à nous, d'un avis opposé. La guerre, entreprise au nom des principes de la Révolution et du droit universel des nationalités, n'eût pas manqué de provoquer l'enthousiasme populaire, de rallier les partis hostiles, peut-être même de sauver la France de ses propres divisions.

Nous devons insister sur l'accueil qui fut fait à l'intervention russe dans l'Assemblée nationale de France, lorsque cette intervention se produisit pour la première fois, c'est-à-dire dès 1848.

Le 17 juillet 1848, M. Lherbette interpella le gouvernement à propos de *l'entrée prochaine ou déjà accomplie* des armées russes dans les principautés danubiennes et sur la politique que la France comptait adopter en présence d'un pareil événement. Le ministre des Affaires étrangères, M. Bastide, répondit :

« La situation des provinces appellera toute notre attention
» sérieuse, et nous aurons à examiner si la Russie n'est pas
» sortie des limites que les traités, et notamment le traité d'An-
» drinople, ont fixées à son protectorat. »

L'incident n'eut pas d'autres suites.

Ainsi, l'on ne comprenait pas, dès le début, où tendait la première intervention russe, et par respect pour le traité d'Andrinople, on jugeait que la France n'avait point à s'inquiéter de ce qui se passait en Orient, comme si la même cause n'eût pas été mise en question sur les bords du Danube et sur les bords de la Seine! Cependant la Russie avait comprimé la régénération roumaine, et elle restait dans les principautés, l'arme au bras, prête à frapper la révolution, la liberté, la France, plus loin, du bas Danube sur le moyen Danube, de la Moldo-Valachie en Hongrie. En février 1849, comme nous l'avons vu, le czar en-

voya des auxiliaires aux Autrichiens et à leurs alliés battus de Transylvanie. Ce fait, violation flagrante même du traité trop respecté d'Andrinople, se produisit sans que la France officielle s'en fût inquiétée sérieusement.

Plus tard, quand les préparatifs de la seconde intervention russe étaient universellement connus, le 12 mai 1849, M. Flocon monta à la tribune et demanda au gouvernement du président de la République quelles étaient ses intentions. Le ministre des Affaires étrangères, M. Drouyn de Lhuys, répondit que le gouvernement « s'efforçait d'arrêter une action de nature à » jeter la plus grande perturbation en Orient, en Allemagne et » dans l'Europe entière. » — « Le gouvernement, ajoutait-il, » persévérera dans cette voie, et, si les moyens diplomatiques » ne suffisaient pas, il prendrait d'autres résolutions pour les- » quelles il consulterait l'Assemblée. » Cette déclaration fut applaudie.

Une semaine plus tard, le 21 mai, M. Sarrans jeune, réunissant les deux questions de l'intervention à Rome et de l'intervention en Hongrie, annonça des interpellations pour le lendemain. Le 22 mai, en effet, dans un discours énergique, il démontra que le gouvernement du président n'avait pas rempli son devoir, qu'il avait même violé les décrets de l'Assemblée, relativement à l'expédition romaine. Ensuite il appela l'attention des représentants sur le manifeste du czar, qui menaçait, non pas seulement l'indépendance de la Hongrie, mais en général la liberté de toutes les nations.

M. Drouyn de Lhuys répliqua qu'il avait déjà énuméré les actes du gouvernement et mentionné les observations par lui présentées aux cabinets de Saint-Pétersbourg, de Londres, de Berlin et de Vienne. — « Si l'on veut autre chose, s'écria-t-il, » si l'on veut la guerre, qu'on en apporte la proposition à la » tribune ! »

Le défi fut relevé par M. Joly (de Toulouse) qui proposa un ordre du jour ainsi conçu : — « L'Assemblée enjoint au » gouvernement de prendre immédiatement les mesures les » plus énergiques pour faire respecter le principe de l'indé- » pendance des peuples. » — Mais il ne tarda pas à modifier lui-même sa motion, et il se contenta de demander une protestation contre la coalition de l'Autriche, de la Russie et de la Prusse, n'invitant plus le gouvernement qu'à prendre les mesures nécessaires pour faire respecter la république romaine.

L'ordre du jour, ainsi atténué, fut combattu par le général Cavaignac. Cavaignac y voyait une déclaration de guerre. Considérant que « les mouvements de troupes qui se produisaient en Europe présentaient des dangers pour la liberté et pour les intérêts intérieurs et extérieurs de la République française, » il voulait que l'Assemblée nationale recommandât seulement au gouvernement « d'aviser aux moyens de les protéger avec énergie. »

Le président du Conseil, M. Odilon Barrot, prononça un discours contre l'ordre du jour de M. Joly. Mais M. Ledru-Rollin l'approuva dans son expression la plus radicale et qualifia le manifeste du czar de nouveau manifeste de Brunswick. — « Prenez garde! s'écria M. Crémieux, prenez garde! En ce moment-ci, l'Italie et la Hongrie sont les boulevards de la liberté. La lutte est ouverte entre la révolution et la contre-révolution ; il faut que la France prenne un parti! »

Lorsqu'il s'agit de passer au scrutin, une partie de la droite s'absenta ; de telle sorte qu'il manqua quarante voix pour que le vote fût valable. — On veut nous empêcher de voter, dit alors M. Goudchaux, et il proposa que, si le scrutin n'était pas terminé dans un certain espace de temps, l'Assemblée nationale se déclarât en permanence. — Le scrutin continua donc et donna le résultat suivant :

Nombre des votants : 512.
Majorité absolue : 257.

Pour l'ordre du jour pur et simple : 53 voix.
Contre : . . . . 459 »

La discussion recommença à la séance suivante (23 mai). M. Bastide proposa un ordre du jour motivé, auquel se rallia M. Joly. Il était ainsi conçu :

« L'Assemblée nationale,

» Considérant que le principe de l'indépendance des nations » de l'Europe et la sécurité même de la République française, » sont menacées par le manifeste (du czar) et les mouvements » de troupes des puissances étrangères (la Russie envahissant la Hongrie, la Prusse le duché de Bade ; le général autrichien sommant Bologne de se rendre, au nom des quatre puissances, Autriche, Russie, Prusse et France ; on ne savait pas encore qu'Oudinot allait assiéger Rome) ;

» Invite le pouvoir exécutif à prendre immédiatement *toutes* » *les mesures les plus énergiques* pour protéger l'honneur et » les intérêts de la République française, en même temps que » l'indépendance et la nationalité des peuples, et passe à l'ordre » du jour. »

Mais le général Cavaignac vint proposer une rédaction moins ferme, en avouant qu'il repoussait une déclaration de guerre. Ce nouvel ordre du jour était ainsi rédigé :

« L'Assemblée nationale appelle la sérieuse attention du gou- » vernement sur les événements et les mouvements de troupes » qui s'accomplissent en Europe, et, préoccupée du danger de » cette situation, tant pour l'avenir de la liberté que pour les » intérêts intérieurs et extérieurs de la République, elle recom- » mande au gouvernement de prendre les mesures nécessaires » pour les protéger ÉNERGIQUEMENT. »

Ce dernier mot fut remplacé par EFFICACEMENT, et M. Bastide finit par se rallier à l'ordre du jour Cavaignac, à condition qu'il y fût ajouté : « Et pour sauvegarder l'indépendance » et la liberté des peuples. «

Le scrutin de division ayant été demandé, 269 voix approuvèrent la motion Bastide ; elle fut rejetée par 346 voix. L'ordre du jour du général Cavaignac rallia 436 suffrages contre 184 et fut adopté. Son auteur s'étant très-nettement prononcé contre une déclaration de guerre, l'adopter, c'était presque donner carte blanche à la Russie. — La Russie venait enfin de *reconnaître la République française!*

Vers la même époque, au moment où la République française était lancée par son pouvoir exécutif contre la république romaine, au moment où, par l'aveuglement de quelques républicains modérés, dupes de leurs implacables ennemis, la liberté européenne était livrée à la réaction, un homme de génie, celui qui, dès l'origine, comprit vers quels abîmes on entraînait et on laissait entraîner la France de Février, M. Edgar Quinet écrivait dans une admirable brochure, *la Croisade contre la République romaine* : — « Vous êtes entré dans les rangs de la Russie et de l'Autriche vaincues ; que feriez-vous donc si elles étaient victorieuses ? Ces mêmes Hongrois qui ont protégé vos pères contre l'invasion de l'islamisme formaient la barrière la plus solide de la France contre l'invasion de l'Europe cosaque. Ils couvraient de leurs poitrines notre Occident ; ils formaient l'avant-garde inespérée de la France ; entourés de vos ennemis, ils les refoulaient par une suite de prodiges ; ils ne vous demandaient rien que de combattre pour votre propre cause, pour celle de votre territoire et de votre indépendance. Et c'est le moment que vous choisissez pour les massacrer par derrière ! le concours que vous donnez à l'Autriche a valu pour elle 100,000 hommes, qu'elle a pu en toute

sûreté rejeter sur les Hongrois. En sorte que du même coup vous avez frappé deux nationalités amies ; et ce double meurtre atteint au cœur la nationalité de la France. »

En dépit des avertissements des démocrates éclairés et des manifestations réprimées du peuple, le gouvernement français, soutenu par la majorité de l'Assemblée législative, persévéra dans la politique égoïste qu'il avait adoptée. Les armées du czar purent franchir les frontières hongroises, sans avoir à craindre le canon de la France.

III

Comme le gouvernement unitaire allemand auprès duquel il avait été accrédité n'existait déjà plus que de nom à l'extérieur et même à l'intérieur, Ladislas Szalay fut chargé par le président du Comité de défense de se rendre en Angleterre. Kossuth lui donna pour instructions de rappeler au ministère anglais le rôle qu'il avait joué jadis, du temps de la reine Anne, à la fin de l'insurrection de Rákóczy ; de l'engager à interposer la haute médiation de la reine Victoria entre les combattants, afin que la paix fût conclue sur la base des droits et des constitutions de la Hongrie.

Ladislas Szalay adressa, le 11 décembre 1848, à lord Palmerston une note diplomatique dans laquelle il demandait une audience au ministre des affaires étrangères de la Grande-Bretagne. Deux jours après (le 13), on lui répondit que le

ministre anglais ne connaissait de Hongrie que celle qui faisait partie intégrante de l'empire d'Autriche; en conséquence, si M. Szalay avait une communication à lui faire, elle devait être présentée par le baron Koller, représentant de l'empereur d'Autriche auprès de la cour de Saint-James. Le 15 décembre, M. Szalay écrivit une nouvelle lettre pour réfuter la manière de voir de lord Palmerston, et lui prouver que la Hongrie n'avait jamais fait partie de l'empire d'Autriche. Le noble lord persista néanmoins dans sa première résolution [1].

Au printemps de l'année 1849, le sous-secrétaire d'État de ce ministère des rapports entre la Hongrie et l'Autriche, dont le prince Eszterházy avait été titulaire, se rendit en Angleterre dans le but de représenter les intérêts de sa patrie. M. François Pulszky, qui à des connaissances extrêmement vastes unissait un esprit des plus vifs, était un des hommes politiques les plus capables de son pays. Mais, dès qu'il voulut entrer en rapports avec lord Palmerston, il se heurta devant les mêmes fins de non-recevoir qui avaient été opposées à M. Szalay. Il eut beau déployer toutes les ressources de son intelligence, il ne put même pas prendre vis-à-vis du gouvernement anglais une situation officieuse.

Les hommes d'État de l'Angleterre, et lord Palmerston en particulier, se figuraient que l'existence de l'Autriche est indispensable à l'équilibre européen. Ils suivaient en cela les errements de leurs prédécesseurs des derniers siècles. C'est pourquoi le cabinet de Londres, — du reste très-mal renseigné sur les affaires de Hongrie par son ministre à Vienne, le vicomte de Ponsonby, ami dévoué de l'Autriche réactionnaire, — après s'être contenté de donner assez tard une simple approbation aux remontrances de son ambassadeur à Constantinople à l'oc-

[1] *Correspondence relative to the affairs of Hungary, presented to both Houses of Parliament* 15 *aug.* 1850, n[os] 78, 79, 80 et 82.

casion de la première invasion russe, ne trouva rien à répondre lorsque, par sa circulaire du 9 février, le comte de Nesselrode lui notifia l'entrée des troupes russes en Transylvanie, *dans un but d'humanité seulement*, *et pour protéger deux villes contre le sac et le carnage des Hongrois*.

Une connivence si coupable dut naturellement autoriser d'avance des projets ultérieurs de la Russie.

Le ministère anglais fut, en effet, instruit à temps des préparatifs que le czar faisait pour une nouvelle intervention en Hongrie. Les journaux autrichiens la disaient imminente dès la seconde quinzaine d'avril, et, le 1er mai, elle fut annoncée à Vienne, et aussitôt après, sans doute, par le télégraphe à Londres. Cependant lord Palmerston demeura silencieux jusqu'au 17 mai, sans exprimer une opinion quelconque relativement à un aussi grave événement. Quand il daigna enfin parler, voici en quels termes il transmit à son chargé d'affaires à Saint-Pétersbourg la pensée du cabinet de Saint-James :

« Quelque regrettables que soient, aux yeux du gouver-
» nement de Sa Majesté Britannique, cette intervention, les
» causes qui l'ont amenée, et les résultats qu'elle pourra pro-
» duire, le gouvernement de Sa Majesté n'a pas jugé pourtant
» que les circonstances fussent de nature à exiger que la
» Grande-Bretagne eût une opinion à cet égard [1]. »

Répondre de la sorte au manifeste du 8 mai, qu'était-ce sinon signer un sauf-conduit aux armées du czar Nicolas? Une protestation réelle, énergique, adressée aux deux cours impériales de Saint-Pétersbourg et de Vienne, aurait-elle donc pu nuire aux intérêts de l'Angleterre? Non, certes, car elle eût probablement suffi pour prévenir et la violation des lois internationales par la Russie et l'anéantissement d'un État constitu-

[1] Dépêche n° 179.

tionnel par l'Autriche. La seule audace que se permit la cour de Londres, ce fut d'offrir à celle de Vienne ses bons offices pour le cas où elle eût voulu entrer en négociation avec la Hongrie.

Mais si lord Palmerston, cédant sans doute aux manifestations de l'opinion publique, signala le danger pour l'équilibre et la tranquillité de l'Europe d'une Hongrie domptée par la force, dépouillée de ses institutions séculaires et de sa nationalité, devant, par conséquent, persister à haïr son vainqueur et n'attendre que le moment favorable pour rompre son joug; s'il exprima le désir de voir la paix se rétablir entre les belligérants sur une base acceptable de part et d'autre, satisfaction des droits acquis du royaume de Hongrie, maintien de son union avec l'empire autrichien [1]; le noble lord fit entendre cette timide déclaration beaucoup trop tard, quand déjà les malheureux Hongrois étaient trahis et écrasés. La dépêche du cabinet anglais, écrite le 1er août, ne fut communiquée que le 12 au prince de Schwarzenberg, la veille de la catastrophe de Világos.

En même temps, le vicomte Ponsonby, au nom de la cour de Londres, eut un entretien avec le ministre des affaires étrangères d'Autriche relativement aux proclamations sanguinaires que le général Haynau avait adressées aux habitants de Bude-Pest. M. de Schwarzenberg lui répliqua qu'en leurs propres affaires les Autrichiens étaient les meilleurs juges [2]. Par cette hautaine réponse fut payée toute la bienveillance de la fière Albion envers l'Autriche naguère vaincue. Albion s'en aperçut à peine, car l'Autriche était décidément victorieuse. Au lieu de se montrer indigné, lord Palmerston félicita le czar et l'empereur d'avoir mené à bonne fin une si *déplorable* guerre. Toute

[1] Dépêches, nos 254 et 255.
[2] Dépêche n° 283.

son humanité se borna à recommander aux vainqueurs de ne point abuser de la victoire et à prendre en considération les droits constitutionnels de la Hongrie [1].

Le peuple anglais avait mieux compris les devoirs et les intérêts d'une nation libre et civilisée. Il avait senti sous combien de rapports les institutions hongroises ressemblent aux institutions anglaises. Il avait admiré la légalité de la réforme, la modération du gouvernement national, l'héroïsme de la défense des droits séculaires, basés sur des pactes authentiques.

Grâce à l'activité de M. Pulszky, la presse britannique, très-bien informée de ce qui se passait sur les bords du Danube, avait, par ses récits chaleureux, enflammé la curiosité et bientôt l'enthousiasme des masses. Sur divers points de la Grande-Bretagne, de nombreux meetings s'assemblèrent pour protester contre l'iniquité de l'invasion russe. Mais l'agitation, quoique très-grande en faveur de la non-intervention, ne pouvait, étant dirigée surtout par les amis de la paix, aboutir à rien de positif.

Les assemblées populaires se bornèrent le plus souvent à déclarer que les Anglais devaient refuser leur argent pour tout emprunt que la Russie ferait dans le but de soutenir ses armées en Hongrie.

Certes, une pareille menace n'était de nature ni à retenir le czar, disposé à marcher en avant, ni à contraindre le ministère britannique à prendre énergiquement la défense de la Hongrie contre l'Autriche et la Russie coalisées. Voilà pourquoi lord Palmerston put agir comme il agit et garder le ministère.

[1] Dépêches nos 299 et 301.

IV

S'il était de l'intérêt de la France et de l'Angleterre de s'opposer à l'envahissement de la Hongrie, pour la Turquie, c'était une question capitale. Le renversement de l'indépendance hongroise par le czar, n'était-ce point le prélude de la violation des frontières ottomanes en 1853? Si la Hongrie fut autrefois la barrière de l'Occident menacé par l'Orient musulman et barbare, libre, elle est évidemment la muraille qui coupe le chemin de Constantinople à l'exécuteur testamentaire de Pierre I[er]. Cette vérité, la Sublime-Porte la sentit en 1848-1849 ; mais elle était trop abaissée sous l'influence étrangère pour oser mettre obstacle à l'entrée des armées russes sur son territoire. Les armées russes s'y introduisirent en vertu de traités antérieurement imposés à la Turquie ; la révolution des Roumains leur avait fourni le prétexte prévu dès le mois de juillet 1848. Cette révolution étouffée (août 1848), elles ne se retirèrent point, et c'est de là qu'en février 1849 elles allèrent porter secours aux troupes impériales vaincues en Transylvanie.

Informé par le consul général britannique à Bucharest, M. de Fonblanque, de la marche des Russes en Transylvanie, sir Strattford Canning, ministre d'Angleterre à Constantinople, fit savoir à la Sublime-Porte, par une note du 3 février 1849. qu'il approuvait complétement le langage de Fuad-Effendi,

commissaire du sultan en Moldo-Valachie. Cet homme d'État avait fait observer aux autorités russes que le gouvernement de S. M. le sultan éprouverait la plus pénible impression s'il voyait une province de l'empire ottoman devenir le point de départ d'une intervention armée, et, par conséquent, si le principe de sa neutralité était, même indirectement, violé [1]. Le général Aupick, représentant de la République française, s'associa en tout point aux démarches de son collègue anglais. Par malheur ces, témoignages de bienveillance ne devaient donner suite à aucune promesse de secours, et la Porte, en présence de la Russie armée, au lieu de protester contre la violation de son territoire, décida que pour le cas où l'une ou l'autre partie belligérante serait obligée de passer la frontière turque, les troupes autrichiennes seraient reçues en amies, les Hongrois, au contraire, seraient désarmés, sans que cependant ils fussent livrés à l'Autriche [2]. Quant aux troupes russes, le Divan n'osa même pas exprimer une opinion à leur égard.

Lord Palmerston s'étant contenté d'approuver les procédés de son agent, sans rien promettre de plus, les hommes d'État turcs ne se sentirent pas assez forts pour se brouiller avec leurs puissants voisins. Lorsque le général Duhamel, consul général de Russie à Bucharest, annonça le projet, momentanément abandonné, de faire marcher pour la seconde fois les troupes russes en Transylvanie (26 mai), Fuad-Pacha ne se crut pas autorisé à lui présenter des observations [3]. Un peu plus tard, au mois de juin, lorsque les armées moscovites entrèrent réellement sur le territoire hongrois, le Divan, en dépit des encouragements réitérés de Canning et même du général Aupick, encouragements tendant à ce que la Porte fît respecter

[1] *Correspondence*, etc., n° 113.
[2] Ibid. n° 121.
[3] N° 204.

son territoire, le Divan, disons-nous, n'osa pas sortir de sa complicité involontaire et éminemment préjudiciable à ses propres intérêts [1].

Les puissances occidentales étant disposées à ne point agir, et la Sublime-Porte n'osant agir seule, que devaient valoir les protestations du gouvernement hongrois? Rien ne fut négligé cependant pour sauvegarder les intérêts de la patrie. Après avoir fait parvenir ses réclamations au Divan par différents intermédiaires, au printemps Kossuth envoya un représentant spécial à Constantinople.

Le comte Jules Andrássy, jeune homme fort intelligent, fut chargé de décider la Porte à se maintenir neutre, à ne point permettre aux Serbes de prêter secours aux rebelles hongrois, à empêcher les Russes de se servir de la Moldo-Valachie comme d'une base d'opération contre la Hongrie, à s'opposer à ce que les Autrichiens s'y réfugiassent dans le but de se refaire et de renouveler l'attaque; enfin, à permettre aux Hongrois de faire venir des armes par le bas Danube.

M. Andrássy trouva certains ministres très-bien disposés. Ils ne demandaient pas mieux que d'aider les Hongrois au moins à se procurer des moyens de résistance; ils étaient prêts à permettre le passage des armes importées en Hongrie par la partie du Danube qui appartenait à la Turquie. Quelques-uns d'entre eux auraient même désiré, lors de la seconde invasion russe, que le sultan déclarât la guerre au czar; le cheik-ul-Islam, par exemple, eût été heureux de prêcher la guerre sainte en faveur des Hongrois, « frères des Turcs. »

L'abandon des puissances occidentales réduisit la faible Turquie à rester spectatrice des attentats commis contre son

[1] N° 210.

propre territoire et de la ruine de sa voisine et naturelle alliée, la Hongrie. Le vieux Izzet-Pacha, qui habitait Belgrade, fondit en larmes quand on lui annonça la défaite des Hongrois. Il vendit toutes ses propriétés européennes et se réfugia de l'autre côté du Bosphore, s'écriant avec amertume : « C'en est fait de la domination des Turcs en Europe ! »

Certes, la Turquie aurait agi avec prévoyance si elle avait pris résolûment un parti contre les empiétements réitérés de la Russie.

Ses forces étant unies à celles de la Hongrie, les deux nations auraient, — nous n'en doutons pas, — repoussé leurs communs ennemis, et, auprès de la Turquie raffermie, se serait élevée une Hongrie toujours prête à défendre sa sœur contre l'invasion moscovite.

Si même l'on veut admettre que les chances de la guerre n'eussent pas tourné, — dès l'origine, — en faveur des Turcs et des Hongrois, croit-on qu'en dépit des recommandations faites d'éviter toute collision avec ses trop puissants voisins [1], — une fois la collision produite, — la France et l'Angleterre auraient laissé le czar et son allié poursuivre leur victoire jusqu'à Constantinople? Non, car la question d'Orient, ainsi posée, n'aurait pas eu moins d'importance en 1849 qu'en 1853, et les deux États occidentaux seraient nécessairement accourus tôt ou tard au secours de la Turquie, afin de sauver l'équilibre en Orient.

[1] Dans la lettre de L. Palmerston à Canning, en date du 2 juillet, on lit : « Que la Porte maintienne sa neutralité autant qu'elle est en état de le faire et sans arriver à une collision hostile avec ses voisins plus forts. » N° 219.

V

La France, l'Angleterre, la Turquie, ces trois seules puissances pouvaient être appelées à s'opposer à une intervention du czar dans les affaires hongroises. Cependant la Hongrie libre ne négligea pas de nouer des rapports diplomatiques avec les autres nations. Un ministre protestant, M. Wimmer, que le roi de Prusse connaissait personnellement, fut délégué auprès du cabinet de Berlin. Mais celui-ci refusa de le recevoir, et même, — si nos informations sont exactes, — lui fit enjoindre par la police de quitter immédiatement les États de Sa Majesté. La Prusse officielle était alors si épouvantée de la Révolution, qu'elle méprisait toutes les traditions de son histoire et ne voulait même pas profiter des embarras de l'Autriche, son éternelle rivale.

Kossuth envoya, au printemps de 1849, un agent aux États-Unis, le comte Samuel Wass. Les sympathies du peuple américain pour la Hongrie se manifestèrent avec éclat. Le gouvernement de Washington nomma M. Horace Mann chargé d'affaires près le gouvernement de la Hongrie indépendante. Cet homme politique devait provisoirement se rendre compte de l'état du pays, en informer son gouvernement, et, si l'indépendance hongroise se consolidait, nouer des rapports diplomatiques avec le nouvel état libre. Par malheur, il lui fut impossible de pénétrer jusqu'à sa résidence, le pays étant bloqué de toutes parts.

On voulait aussi établir des relations de bon voisinage avec le gouvernement valaque ; mais il arriva au ministre hongrois, le comte suprême Eugène Bœthy, ce qui était arrivé au ministre américain ; il ne put atteindre Bucharest, les généraux russes étant maîtres des principautés.

Le comte Draskovics, qui habitait la Suisse, fut chargé, si nous sommes bien informés, de communiquer à la confédération helvétique la déclaration de l'indépendance, d'établir avec elle des rapports officiels, et d'obtenir la levée, parmi ses habitants, d'un ou de deux régiments de chasseurs.

Il ne nous reste plus qu'à parler brièvement des relations de la Hongrie avec les divers États italiens.

Depuis la capitulation de Milan et l'armistice de Sarlasco, le roi de Piémont négociait avec l'empereur d'Autriche la conclusion d'une paix définitive. Ce fut, comme on le sait, la guerre qui en résulta. La rupture de la trêve ayant été dénoncée à Radetzky, au mois de mars 1849, Charles-Albert se hâta de se faire représenter en Hongrie par le colonel comte Monti. Celui-ci avait pour mission de reconnaître l'indépendance de la Hongrie, -- laquelle indépendance, il faut le remarquer, n'était pas encore proclamée, — et d'arrêter les bases d'une alliance intime, offensive et défensive, entre les deux ennemies de l'Autriche, au nord et au midi des Alpes. La Hongrie était parfaitement disposée à accueillir ces avances, et déjà le baron Louis Splényi, capitaine, avait été envoyé auprès de Charles-Albert par le comte Ladislas Teleki, ayant autorité à cet effet.

Par malheur, l'ouverture des hostilités sur le Tessin fut connue des Hongrois en même temps que la fin terrible de la courte campagne de Novare. Le colonel Monti, qui, pour se rendre à son poste, avait été obligé de passer par l'Orient, apprit à Belgrade la nouvelle du désastre, après lequel sa mis-

sion n'avait plus d'objet. Néanmoins il alla à Debreczen et offrit ses services au gouvernement hongrois, qui les accepta. — « J'ai, lui dit Kossuth à cette occasion, j'ai l'intention d'envoyer 40,000 hommes au secours de Venise par la Croatie; je désire que l'avant-garde de cette armée soit une brigade italienne, et je vous en confie l'organisation. » — Montise mit aussitôt à l'œuvre, et commença à former une légion avec les soldats italiens faits prisonniers. Cette légion n'était pas encore complétement organisée lorsque la catastrophe de Világos l'obligea de chercher un refuge en Turquie. Elle comptait alors environ 500 hommes.

Cependant, même après Novare, Venise restait libre. Kossuth se hâta, le 20 avril, d'expédier à Manin la déclaration de l'indépendance, et de lui offrir l'alliance défensive et offensive de l'État hongrois avec la république de Venise. Cette communication, lue à l'assemblée vénitienne, provoqua des transports d'enthousiasme, et Daniel Manin répondit au gouvernement hongrois que l'alliance était acceptée de la part de Venise, comme elle avait été proposée de la part de la Hongrie, et qu'il désirait qu'elle fût conclue le plus promptement possible, intimement et définitivement. Par malheur, Venise était bloquée de toutes parts, et il fut impossible aux ambassadeurs réciproques de pénétrer jusqu'à leurs postes. L'agent hongrois ne put rencontrer que le 3 juin, dans la rade d'Ancône, le représentant vénitien, Louis Pasini, avec lequel il signa un projet de convention, dont, nous ne savons pourquoi, ils changèrent la date réelle.

« Près de Duino, le 20 mai.

« Le soussigné, agent plénipotentiaire, diplomatique et mi-
» litaire de l'État de Hongrie, près des différents États de
» l'Italie en général, et chargé d'affaires spécial près du gou-

» vernement de Venise, d'une part, et M. Louis Pasini, agent » plénipotentiaire du gouvernement de Venise, de l'autre, après » avoir échangé leurs pouvoirs respectifs, qui ont été trou- » vés en pleine règle, ont conclu et stipulé au nom de leurs » gouvernements respectifs la convention suivante :

» 1° Une alliance offensive et défensive est conclue entre » l'État de Hongrie et le gouvernement provisoire de Venise. » Aucun des deux États ne pourra stipuler un acte ou un » traité de paix quelconque avec l'ennemi commun sans le » concours et l'approbation de l'autre ;

» 2° Cette alliance étant absolue, les forces de terre et de » mer des deux États devront agir de concert toutes les fois » que l'intérêt commun l'exigera. Le commandement des forces » navales réunies appartiendra à l'officier le plus élevé en » grade, soit que cet officier appartienne aux forces navales » de Hongrie ou aux forces navales de Venise. Si le com- » mandant des forces navales vénitiennes était de même grade » que le commandant des forces navales hongroises, le com- » mandement des forces navales réunies reviendrait au plus » ancien de ces deux officiers dans son grade ;

» 3° A l'arrivée des forces navales hongroises que l'État de » Hongrie se propose de faire apparaître et d'armer dans » l'Adriatique, ces forces agiront de concert avec les forces » navales de l'État de Venise, et le commandement des forces » réunies sera donné ainsi qu'il est dit dans l'article 2. Le » gouvernement de Venise aura soin de porter au complet tant » le personnel que le matériel et tout ce qui sera nécessaire » aux forces navales hongroises. Pour le personnel, il choisira » de préférence parmi les officiers et marins qui sont à ses » gages les originaires de Fiume et du littoral de la Hon- grie.

» 4° Toute dépense relative à l'armement et au maintien des

» bâtiments hongrois sera à la charge de la Hongrie ; toute dé-
« pense pour les navires de Venise sera à la charge de l'État
» de Venise ;

» 5° L'État de Hongrie se propose de faire, aussitôt » que possible, selon les circonstances de la guerre, une » puissante diversion stratégique du côté de l'Adriatique. » Le gouvernement de Venise s'engage à son tour à aider, » avec toutes ses forces de terre disponibles et avec tous les » moyens qui sont en son pouvoir, les opérations de l'armée » hongroise ;

» 6° Tous les militaires hongrois, maintenant isolés en Ita- » lie, seront reçus à Venise et incorporés dans la légion hon- » groise à la solde de Venise. Cette légion hongroise sera au « complet lorsqu'elle aura atteint le triple de son chiffre actuel. » Du surplus on formera un dépôt armé à la disposition et aux » frais du gouvernement hongrois. Le gouvernement de Venise » se chargera, si c'est nécessaire, du transport des troupes » hongroises sur le littoral de la Hongrie ;

» 7° Toutes les armes que l'État de Hongrie jugera con- » venable de déposer à Venise seront, aux soins et aux frais » du gouvernement provisoire de Venise, conservées et arran- » gées de manière à être débarquées sur le littoral hongrois ou » sur les côtes de l'Istrie aussitôt qu'une colonne de l'armée » hongroise paraîtra aux bords de l'Adriatique ;

» 8° L'État de Hongrie reconnaissant les sacrifices que » Venise a faits pour la cause de la liberté, lui fournira dans le » plus bref délai possible, à titre de subvention de guerre, une » somme d'argent, et cette subvention sera renouvelée de » temps en temps jusqu'au terme de la guerre.

» Cette convention signée par les susdits agents plénipoten- » tiaires, et faite en double, aura force et valeur d'un traité » solennellement conclu.

» Au nom et par autorité du gouverneur-président de la » Hongrie.

» Signé : N. N.

» Au nom du gouvernement de Venise [1]. »

» Signé : Louis Pasini,

Cette convention n'eut malheureusement pas de suites. Isolées l'une de l'autre, la Hongrie et Venise ne purent pas combiner leurs efforts. L'envoyé de Kossuth ne put rentrer en Hongrie, il fut arrêté en route par les Autrichiens, et ce n'est que par nous, en exil, que Kossuth a connu le traité d'alliance signé avec Venise, au nom de la Hongrie, le 3 juin 1849.

VI

Si nous considérons dans leur ensemble les relations diplomatiques de la Hongrie, nous reprocherons au gouvernement national d'avoir trop tardé à se faire représenter auprès des Puissances, et particulièrement auprès de l'Angleterre et de la Turquie. Les agents hongrois auraient dû être envoyés à Londres et à Constantinople, en même temps que M. Ladislas Teleki à Paris, et non pas au printemps de 1849. En Angleterre surtout, ce retard ne saurait être assez regretté : car si

[1] Pièce extraite par M. Chassin des *Papiers politiques manuscrits* de Daniel Manin.

l'opinion publique, qui se prononça avec tant d'énergie durant les dernières semaines de la lutte, avait été éclairée et excitée plus tôt, le gouvernement anglais aurait probablement été obligé, à temps, de présenter sa médiation à l'Autriche et à la Hongrie, de s'opposer nettement à l'intervention russe. Cette résolution prise, il n'eût pas manqué d'agir dans le même sens auprès des gouvernements de France et de Turquie. S'il avait réussi à entraîner ces deux États, devant une protestation des trois puissances, protestation prête à être soutenue les armes à la main, la Russie aurait reculé, et, sans même qu'il eût été nécessaire de verser du sang, la Hongrie eût été sauvée. Quoi qu'il en soit, la ruine de la liberté hongroise a été fatale à l'Europe entière. L'intervention russe de 1849 a eu pour suite logique la dernière guerre d'Orient, laquelle a beaucoup coûté et n'a rien résolu. L'absence d'une Hongrie indépendante sur le Danube n'est certes pas une des moindres causes du déplorable état de l'Orient et des complications terribles qui en sortiront un jour ou l'autre.

En 1849, l'indifférence de l'Europe à l'égard des affaires hongroises était telle que le gouvernement national ne pouvait se faire aucune illusion. La protestation qu'il publia le 18 mai contre l'intervention russe, tout en dénonçant à l'univers le droit de la Hongrie et sa mâle résolution de la défendre jusqu'à la dernière extrémité, contient les phrases significatives que voici : — « La nation hongroise aime à croire que tout peuple » qui respecte le droit et aime la liberté, répondra avec sym- » pathie à sa protestation. Cependant, dût-elle être aban- » donnée de l'univers entier, elle déclare, en sa conscience » résolue, devant Dieu et devant le monde, qu'elle ne se sou- » mettra pas à la violence despotique, mais qu'elle combattra » jusqu'à la dernière goutte de son sang pour la défense de sa » juste cause. »

DEUXIÈME SECTION.

PRÉPARATIFS DE RÉSISTANCE.

DIVISIONS INTESTINES; GÖRGEY ET KOSSUTH.

VII

La protestation solennelle du 18 mai était précédée d'un exposé de la situation générale adressé par le conseil des ministres au gouverneur. Cet exposé se terminait par des mesures auxquelles Kossuth donna son approbation. — 1° Le manifeste ministériel sera adressé à l'Europe. — 2° On proclamera la levée en masse, sous forme de croisade, — 3° Des services religieux seront organisés afin d'implorer les bénédictions célestes. — 4° Le 6 juin, un jeûne obligatoire pour tous les citoyens sera observé. — 5° Le tocsin sera sonné dans toutes les paroisses. — 6° Les évêques et curés sont appelés à marcher à la tête des fidèles. — 7° Les vivres seront enlevés des frontières menacées.

Quelque louable que puisse paraître le but de ces mesures, il nous sera permis de faire remarquer qu'il n'était nullement nécessaire de leur donner une couleur aussi religieuse. Au seul nom de la patrie en danger, le peuple s'était déjà levé et continuait à se lever en masse. Sanctifier une œuvre déjà sainte n'était donc, après tout, qu'une chose secondaire. L'important, alors, c'était de combler les vides faits par la victoire dans les anciennes armées et d'en former de nouvelles. Les masses populaires mirent un admirable empressement à donner leurs enfants à la patrie. Certains comitats, précédemment au pouvoir de l'étranger, n'avaient pas pu fournir leurs recrues; aussitôt libres, ils envoyèrent des soldats. D'autres comitats, au contraire, ceux qui étaient toujours restés affranchis de l'ennemi, avaient dépassé, en certains cas, leur contingent; les circonstances devenant de plus en plus critiques, ils tinrent à continuer leurs sacrifices extraordinaires. Les villes les plus importantes envoyèrent plus de soldats que ne leur en demandait le gouvernement; la municipalité de Pest, par exemple, vota 1,200 hommes, environ cinq fois plus qu'elle n'en devait d'après la loi. Au village d'Alsó-Jlosva, dans le comitat de Belső-Szolnok, il ne resta que vingt-deux paysans valides qui se chargèrent de cultiver les terres de tous les autres habitants partis contre l'ennemi.

Jamais les bras ne manquèrent pour défendre la Hongrie. Mais, par malheur, plus le péril s'accrut et plus il devint difficile de se procurer des armes. Lors des premières insurrections serbes et sur la menace de la prochaine invasion de Jellachich, Batthyány adressa d'importantes commandes de fusils aux fabriques étrangères, surtout à celles de Belgique. Une partie seulement put être introduite dans le pays, le gouvernement viennois sut en entraver le transport. Plus tard, après la rupture définitive avec l'Autriche, la Hongrie, bloquée de

toutes parts, n'eut guère d'autre moyen de se procurer des armes que d'en fabriquer elle-même. Plusieurs manufactures furent pour ainsi dire improvisées avec un zèle au-dessus de tout éloge, mais elles furent insuffisantes à satisfaire des besoins sans cesse croissants. Dans les derniers temps, une partie de l'armée dut être armée de piques, arme en laquelle le soldat hongrois n'avait aucune confiance.

VIII

Si les levées d'hommes et les armes étaient nécessaires vis-à-vis d'un si grand péril, combien indispensable était l'entente des chefs de la défense nationale! Par malheur, cette entente, si difficilement obtenue naguère, n'existait plus lorsque l'invasion russe se produisit. Au moment où tous les esprits eussent dû être d'accord, les primitifs adversaires de la guerre complotèrent l'anéantissement de la déclaration du 14 avril. Quand la déchéance fut prononcée, nous avons vu les pacifiques, par l'organe de leurs chefs, Nyáry et Kazinczy, se hâter de saluer l'ère nouvelle, se rallier ouvertement à l'idée démocratique. Mais aussitôt que les armées du czar s'ébranlèrent, les pacifiques revinrent à leurs funestes desseins; ils alléguèrent, peut-être crurent-ils que l'intervention moscovite était due à la déchéance de la maison de Habsbourg; par conséquent ils espérèrent que les Russes rebrousseraient chemin ou au moins que l'Autriche ferait des concessions, si l'acte révolutionnaire, se-

lon eux, était révoqué. Ces pacifiques formaient une trop infime minorité dans la diète pour supposer que leur opinion pût être acceptée dans les formes légales. Ils se cherchèrent donc hors de la représentation nationale un chef capable de suppléer par sa force propre à la faiblesse de leur nombre, et d'enlever ce qu'ils ne pouvaient pas obtenir.

Ce chef était tout trouvé. L'auteur de la déclaration royaliste et conservatrice de Vácz leur devait être connu comme opposé à la déchéance. D'autre part, Arthur Görgey, dont ils avaient besoin, avait lui-même besoin d'eux, car sans les pacifiques de la diète, il eût été seul de son parti. C'est pourquoi il nous est fort difficile de déterminer si ce furent les parlementaires qui allèrent au-devant du soldat ou si ce fut le soldat qui fit des propositions aux parlementaires. A en croire Görgey lui-même, des ouvertures lui auraient été faites de Debreczen, et voici à quelle occasion.

L'assemblée nationale, voulant récompenser les vainqueurs de Bude, vota des remercîments à l'armée entière et à son chef, avec le titre de lieutenant-maréchal, l'ordre militaire de première classe, la grand'croix. Une députation se rendit à Bude-Pest, chargée d'adresser les félicitations nationales aux héros de la patrie et à celui qui avait l'honneur de les commander. Les trois délégués de la chambre des députés, tirés au sort, étaient Gabriel Kazinczy, Grégoire Bója et Alexandre Vargha, auxquels les magnats adjoignirent Sigismond Bernáth et le baron Jean Horváth. Görgey refusa la double distinction qui venait de lui être décernée. — « La décoration, dit-il en » feignant la modestie, je ne l'ai pas méritée. Quant au titre » de lieutenant-maréchal, il n'existe rien de pareil *dans les ré-* » *publiques*. » — Ainsi, lui, qui s'était posé en royaliste, lui qui allait conspirer contre l'indépendance, il invoquait les principes républicains, il donnait aux représentants du peuple

une leçon de démocratie! Quelle ironie! quelle insolence! au fond, quelle trahison! — Vers le même temps, la municipalité de Pest célébra brillamment l'indépendance nationale. Dans toutes les églises, un *Te Deum* fut chanté, et un banquet officiel eut lieu. La capitale, qui n'avait pas pu aussitôt que les autres villes célébrer le 14 avril, à cause du siége de Bude, manifestait ainsi combien elle était heureuse du passé et confiante dans l'avenir. Görgey, naturellement invité aux cérémonies et réjouissances patriotiques, n'assista point au banquet, simulant une absence forcée. Il eut, sur ces entrefaites, une entrevue secrète avec deux des membres de la députation diétale, dont l'un était sans doute Kazinczy. Ce fut, pour sûr, avec eux qu'il convint d'aller à Debreczen, au lieu de se rendre au milieu de son armée concentrée autour de Comorn.

Arthur Görgey arriva à Debreczen dans les premiers jours de juin. Le soir même, il fut introduit dans une réunion de quinze à vingt représentants, qui, dès l'abord, lui demandèrent [1] s'il était vrai que l'armée fût antipathique à la déclaration d'indépendance. La réponse fut affirmative, et le général avait, dit-il lui-même, d'autant plus de raisons de la faire telle, que, « si, au commencement de mai, il n'y avait encore » que le 7e corps qui fût mécontent, depuis lors, grâce à la » propagande faite par les officiers, autrefois de l'armée autri- » chienne, le mécontentement s'était propagé dans la majorité » des soldats de son armée. » — Il ajouta encore qu'il *était faux* que « l'armée eût jamais désiré la déchéance, comme » Kossuth l'avait affirmé devant l'assemblée. »

Görgey se trompait et voulait tromper ses auditeurs. Ainsi que nous l'avons prouvé, l'armée était loin d'être antipathique à l'indépendance. Quant à Kossuth, l'illustre patriote, en proposant

[1] Ainsi qu'il le raconte lui-même dans ses *Mémoires*, t. II, p. 116.

la déchéance, ne motiva point sa motion spécialement sur le vœu de l'armée, quoiqu'il eût pu certainement faire valoir ce vœu, puisque, recueillant les avis des généraux, il en avait trouvé trois sur quatre en parfaite communion d'idées avec lui.

Cependant les quinze à vingt députés réunis ajoutèrent foi aux calomnies de Görgey et crurent, sur sa parole, que Kossuth avait *mystifié* la diète [1]. Le général, les voyant si bien disposés, leur conseilla d'abolir promptement la loi du 14 avril, afin que la Hongrie fût sauvée de l'invasion russe, de la ruine. Mais le conseil était donné trop tard. — « Je reçus, s'écrie Görgey, je » reçus pour réponse la nouvelle désolante que la diète était » déjà prorogée et ne se réunirait plus avant le mois de juillet, » à Pest. » — Les choses étant ainsi, le *sauveur* proposa hardiment d'abolir la loi du 14 avril par une contre-révolution militaire. Mais à peine eut-il émis cette idée que, — nous aimons à nous servir de ses propres expressions [2], — il fut « interrompu par une vive exclamation, poussée par les assis» tants : *Point de révolution militaire! Point de régime du* » *sabre!* »

Görgey, soldat prêt à l'usurpation, ne trouvant point parmi ses amis, parmi ses complices, un seul homme qui osât accepter le *régime du sabre ;* quelle preuve éclatante des instincts et des habitudes libres de la Hongrie constitutionnelle! Mais s'ils ne voulaient point de dictature militaire, que voulaient donc lès pacifiques? Nous ne sommes guère plus instruits de leur plan que Görgey lui-même, qui prétend l'ignorer. Peut-être eussent-ils désiré que le général vainqueur proposât ouvertement à l'assemblée de revenir sur la décision prise, à cause de l'intervention russe et pour le salut du pays; peut-être, en ce cas, espéraient-ils que l'assemblée, par patriotisme, aurait suivi les

[1] Mémoires de Gœrgey, II, p. 118.
[2] Mémoires de Gœrgey, p. 120

conseils de celui qui venait de remporter tant de victoires, et que, vis-à-vis d'une pareille manifestation, Kossuth se serait de lui-même retiré des affaires. Il est certain, du moins, qu'un coup d'État violent répugnait aux pacifiques.

« J'étais entré dans cette réunion, écrit Görgey, rempli d'un » joyeux espoir ; j'en sortis désappointé. Je trouvai le parti de » la paix battu, incapable pour le moment de recommencer la » lutte, et, me paraissait-il, peu résolu à la risquer. Ces hommes » n'avaient point de plan arrêté. Du moins ne m'en communi- » quèrent-ils aucun, peut-être par excès de prudence. Mais » cette réserve même me donna à penser que le parti de la paix » se sentait trop faible pour essayer de tenir tête au parti » opposé, aux hommes du 14 avril, tant à l'intérieur qu'au » dehors du parlement [1]. »

Ainsi, de l'aveu même de Görgey, Görgey seul pouvait concevoir un coup d'État, une usurpation militaire en Hongrie ! Cela prouve assez que Görgey, élevé à l'étranger, connaissait bien peu son pays, extraordinairement attaché à la légalité. Bien plus, le général se faisait illusion sur les dispositions de l'armée. Nous avons tout lieu de croire qu'il n'eût pas trouvé un seul bataillon prêt à le suivre s'il eût commandé un nouveau 18 Brumaire contre l'assemblée nationale, contre le gouvernement. L'eût-il trouvé, ce bataillon de prétoriens, tout le reste de l'armée, de sa propre armée, n'eût pas manqué de protester et de défaire ce qu'il eût fait, tant était générale et entraînante la popularité de Louis Kossuth. Il est également hors de doute qu'il eût rencontré une formidable opposition dans les autres armées qu'il n'avait point sous sa main, celles de Bem, de Perczel, de Dembinski, les garnisons de Komárom et de Péter-várad, dont les chefs étaient des patriotes résolus, accusant

[1] Mémoires de Gœrgey, p. 121 du tome II.

depuis longtemps le rival du gouverneur d'incapacité et de projets de trahison, et qui, en masse, comptaient quatre-vingt mille soldats, tandis que les troupes directement soumises à ce Bonaparte au petit pied ne montaient pas à plus de quarante mille hommes. Enfin, l'attentat se produisant, comment l'auraient accueilli et les autorités municipales, en Hongrie si puissantes, et les citoyens habitués, à défendre leurs droits, aimant Kossuth avec passion et pleins de confiance dans la diète? A quelque point de vue que l'on considère le projet liberticide de Görgey, ce projet était irréalisable. Le victorieux général eût été honteusement renié et poursuivi le lendemain de son coup d'État; le dernier des agents de la force publique lui eût mis la main au collet, l'eût traîné devant un conseil de guerre, où ses propres soldats l'auraient condamné au supplice de traîtres.

Si donc les pacifiques rejetèrent la motion du chef qu'ils cherchaient, il ne faut nullement s'en étonner. Ils connaissaient mieux que le militaire parvenu le véritable état des esprits et les conséquences qu'entraînerait logiquement sa folle aveuture. Les pacifiques n'en sont pas moins coupables d'avoir permis à Görgey de nourrir les plus odieux projets. Après avoir, le 14 avril, solennellement renoncé à toute opposition, à l'heure critique où deux empires se ruaient sur leur patrie, au lieu de se serrer autour du gouvernement national, ils réagissaient contre l'élan populaire et semaient le découragement; au lieu d'oublier les vieilles rancunes pour assurer le salut public, ils prétendaient revenir sur la déclaration d'indépendance et renverser le promoteur universellement aimé de l'indépendance; ils conspiraient secrètement quand il ne pouvait plus être question que de combattre au grand jour; quoi de plus condamnable qu'une pareille conduite! quoi de plus triste que de tels errements!

Magyar Történeti intézete

IX

Le refus des pacifiques de le suivre jusqu'au bout éclaira Görgey. Cependant il ne renonça pas à renverser Kossuth et ses partisans, mais il changea de tactique; ne pouvant utiliser la force, il employa la ruse. Comme il se voyait contraint à suivre la voie légale, il devait, au sein du parlement, fortifier les ennemis du gouvernement par l'introduction de nouveaux éléments pacifiques; en dehors de la diète, priver le parti du 14 avril de ses hommes les plus importants, annuler Bem, Perczel, Dembinski, Guyon, qui commandait Komárom [1]. Il était indispensable à l'exécution de cette seconde partie du programme que Görgey restât ministre de la guerre. — « Cette » conviction, n'a pas craint d'avouer Görgey, cette convic- » tion finit par me déterminer à vaincre l'aversion morale que » j'éprouvais à jurer une loi dont le renversement me paraissait « indispensable, — même dans la plus favorable des hypo- » thèses, — pour sauver la juste cause de la Hongrie [2]. » — Que cet impudent aveu d'un ignoble parjure ne surprenne pas l'honnêteté commune! Görgey est de ceux qui préfèrent passer pour des scélérats que pour des *niais* reculant devant un crime qu'il importe de commettre pour arriver au but.

[1] Mémoires de Gœrgey, t. II, p. 121.
[2] Mémoires, p. 122.

Quant à son dessein primitif de fortifier dans la seconde chambre le parti de la paix, Görgey ne put l'exécuter que très-imparfaitement. Parmi les élections nécessitées par le remplacement des représentants déclarés démissionnaires, à peine trouvons-nous un ou deux noms de pacifiques, y compris celui de Görgey lui-même, nommé par le comitat de Borsod. Partout ailleurs, les nouveaux délégués que le peuple se choisit furent des radicaux, et, chose à remarquer, c'est que leur nomination s'effectua spontanément, sans la moindre pression des républicains de Debreczen.

L'ennemi de Kossuth avait encore, comme nous l'avons vu, formé le projet d'écarter les généraux favorables à l'indépendance, spécialement Bem, Perczel, Dembinski et Guyon, tous ceux qui commandaient en chef des armées et la plus importante des forteresses hongroises. Pour obtenir le résultat désiré, il fallait d'abord gagner le gouverneur lui-même, et ce n'était pas chose facile, vu qu'il estimait et aimait la plupart de ces officiers supérieurs. Cependant, à force de le déclarer incapable, Görgey parvint à faire déplacer Guyon, qui fut chargé d'organiser la réserve, tandis que Klapka prenait son poste, et, du même coup, abandonnait la direction par intérim du ministère de la guerre. Bem et Perczel agissaient en dehors de toute direction centrale régulière; ils ne correspondaient qu'avec Kossuth. Le gouverneur avait très-nettement promis à Bem que lui, chef de l'État, serait son seul supérieur, et il n'était pas disposé à priver la Hongrie des services d'un général aussi éminent. Görgey déploya pourtant beaucoup d'habileté, il fit ressortir combien coûtait au trésor cet officier polonais qui, sans consulter personne, payait chacun de ses succès en gratifications à ses troupes de huit, de quinze et même de trente jours de solde; il insista sur sa manière d'agir extrêmement indépendante de l'autorité civile, proclamant des amnis-

ties, abaissant le prix du sel, etc , de son propre arbitre; en un mot, lui, le représentant de l'élément militaire, il s'étudia à faire voir dans Bem l'adversaire obstiné et méprisant de l'élément civil. Tant de perfidie n'aboutit à rien, Kossuth resta fidèle à sa parole. Mais s'il échoua dans ses manœuvres contre le sauveur de la Transylvanie, Görgey vit réussir ses intrigues contre Perczel et Dembinski. Perczel ayant perdu la bataille de Kács, on l'accusa d'imprudence; déjà fort aigri par l'élévation de son ennemi personnel au ministère, il donna sa démission. Dans la lettre qu'il écrivit alors, il déclara Görgey incapable et traître, se faisant fort de prouver ses allégations pardevant un conseil de guerre; bien plus, il accabla d'injures et de menaces le gouvernement lui-même, qu'il croyait dupe ou complice du traître par lui dénoncé. La démission de Dembinski suivit de près celle de Perczel; elle eut pour motif un désaccord entre le général polonais et le gouvernement. Il ne nous est pas possible de déterminer au juste si et comment Görgey coopéra à l'éloignement de ces deux généraux, toujours est-il que leur retraite entrait dans son plan.

S'étant autant que possible assuré la direction de l'armée nationale et ayant éloigné les soupçons du gouvernement par un faux serment, Arthur Görgey partit pour l'armée. Le 2 juin, il annonça dans le journal officiel, le Közlöny, qu'il avait pris possession du ministère de la guerre, mais que, durant sa présence à la tête de ses troupes, le colonel Émeric Szabó, — son ami dévoué, — expédierait les affaires en qualité de sous-secrétaire d'État.

X

Ce fut à la séance du 31 mai que, sur la proposition du ministre de l'intérieur, la diète déclara suspendre ses délibérations jusqu'au 2 juillet, époque à laquelle elle reprendrait le cours de ses travaux dans la capitale, où le gouvernement devait transférer son siége. Durant la prorogation, le ministère élaborerait plusieurs projets de lois, notamment les projets relatifs à l'abolition des dernières traces de la féodalité, les droits régaliens, ainsi qu'à l'indemnité due aux seigneurs et dont le payement n'avait pas même pu être commencé à cause des dépenses nécessitées par la défense du pays.

La motion, adoptée par les députés, fut ratifiée par les magnats.

Nous n'avons point à justifier la translation du gouvernement à Pest, mais nous sommes loin d'approuver l'ajournement de la diète. Les débats du parlement ne gênàient sous aucun rapport l'action du gouvernement; bien au contraire, le gouvernement pouvait trouver contre ses ennemis une très-grande force dans l'appui des représentants du peuple.

Le gouvernement national arriva à Pest le 5 juin. De Debreczen à la capitale, le voyage du gouverneur fut une continuelle ovation. Partout, dans les plus humbles villages comme dans les villes, il vit se former autour de lui des *banderies* [1]

[1] Escortes de cavaliers civils.

d'honneur; il passa sous des arcs de triomphe, traversa des rues tendues de drapeaux et de guirlandes de fleurs, fut reçu avec les plus chaleureuses acclamations. Mais nulle part l'enthousiasme ne fut plus éclatant, plus unanime qu'à Pest, où Kossuth fut conduit à son hôtel, — la maison qu'il avait habitée étant ministre, — précédé et suivi, on peut le dire, de la population tout entière, saluant en lui, non pas seulement le patriote, le promoteur de la résistance, mais surtout le chef de la Hongrie indépendante.

En ce moment, Kossuth est au comble des honneurs. Mais, élevé au premier rang par ses talents et ses vertus civiques, il va bientôt descendre sur la pente fatale au bout de laquelle est le précipice dans lequel sa malheureuse patrie est restée depuis dix ans comme ensevelie. C'est le moment de résumer la vie de cet homme exceptionnel et de le juger dans l'ensemble de ses actes.

Louis Kossuth est né le 16 septembre 1802 à Monok, village du comitat de Zemplin. Son père, de famille noble, exerçait la profession d'avocat. Après avoir fait d'excellentes études classiques, il se consacra au droit; déjà distingué par son intelligence hors ligne, par l'amabilité de son caractère et par la facilité de son élocution, il passa ses examens en 1824 et fut reçu avocat. Il s'établit dans son comitat natal, où il ne tarda pas à prendre part aux discussions politiques. Mais ni la profession d'avocat de province, ni l'humble tribune départementale ne pouvaient longtemps suffire à un jeune homme dont l'âme était pleine des rêves les plus élevés, des ambitions les plus nobles. A l'occasion de la diète de 1832-1836, il alla siéger à Presbourg en qualité de remplaçant d'un magnat absent. La position secondaire dans laquelle il se trouvait ainsi placé, réduit, pour ainsi dire, au rôle de personnage muet dans le drame politique, ne pouvait être pour lui qu'un premier pas sur une scène où il

voulait prendre un rang plus élevé. Le gouvernement autrichien interdisait alors aux journaux le compte-rendu des débats parlementaires. Les discours prononcés dans les deux chambres ne pouvaient guère être communiqués par les représentants à leurs commettants qu'au moyen de lettres particulières. Kossuth organisa donc une correspondance générale, grâce à laquelle les discussions des États, résumées par lui, multipliées par des copistes, étaient répandues dans tous les comitats à la fois. Cette correspondance, quoiqu'elle n'eût pas la grande publicité d'un journal imprimé, ne servit pas peu à propager le mouvement national et à initier la population aux idées libérales et démocratiques. La diète close, Kossuth s'établit à Pest (1837) et continua son œuvre, en organisant une nouvelle correspondance qui reproduisait les débats des congrégations des comitats. A la première le gouvernement n'avait pas osé s'opposer, craignant de soulever une tempête dans la diète, qui ne cessait de réclamer contre la censure de la presse, illégale et contraire à la constitution. Mais la seconde, la diète ne siégeant plus, lui parut plus facile à interdire, et ordre fut donné à Kossuth de cesser sa propagande épistolaire. Le jeune publiciste refusa de se soumettre à des injonctions qu'à juste titre il réputait illégales. Des soldats violèrent son domicile et le jetèrent en prison. Les tables royale et septemvirale, composées de juges nommés par le gouvernement, condamnèrent Kossuth à quatre années d'emprisonnement. Cette incarcération, qui coïncidait avec celle de plusieurs autres patriotes, avec celle de l'illustre Wesselényi, excita l'indignation générale. Durant sa captivité, Kossuth compléta ses connaissances littéraires et politiques, et se prépara de plus en plus à l'action patriotique et libérale.

Cependant, en 1840, la diète s'était réunie. Dès ses premières séances, elle protesta hautement contre les actes arbi-

traires du gouvernement, et celui-ci ayant besoin d'une levée de troupes, se vit forcé d'accorder au pays des concessions importantes. L'archichancelier, le comte Pálfi, très-impopulaire, fut remplacé par le comte Antoine Mailath, et l'on proclama une amnistie générale. Kossuth, rendu à la liberté, réapparut devant ses concitoyens plus populaire que trois années auparavant. Il accepta la rédaction en chef d'un journal dont un éditeur venait d'obtenir la concession. A son grand étonnement, il fut agréé par l'archichancelier.

Entre les mains de Kossuth, le *Pesti Hirlap* devint naturellement le journal de l'opposition, qui jusqu'alors n'avait pas eu d'organe. Les libéraux les plus éminents se firent ses auxiliaires, lui fournirent des travaux, des correspondances. Dans chacun des comitats, le *Pesti Hirlap* possédait un correspondant toujours prêt à lui rendre compte des débats municipaux et des abus d'autorité commis par les fonctionnaires publics. Ainsi ce journal, très-bien informé, se trouvait être le point de ralliement des patriotes et le centre d'attaques contre les projets anticonstitutionnels du cabinet de Vienne. Mais la part la plus importante qu'il acquérait de jour en jour était due principalement aux articles de fond rédigés par Kossuth. A l'origine, tenu de se créer journaliste, car autour de lui il ne rencontrait aucun modèle, le hardi publiciste abordait les questions de politique et de réforme, sans paraître suivre un plan arrêté d'avance. Mais, même en courant ainsi de question en question et d'improvisation en improvisation, il exprimait avec tant de fidélité les sentiments, encore un peu confus, du parti national, que ses articles, écrits du reste avec une rare chaleur, enlevaient le public et provoquaient l'admiration générale. Le succès du journal et du journaliste fut trop rapide ; s'il inquiéta l'autorité, il inquiéta également ceux qui auparavant conduisaient la *renaissance* hongroise.

Le comte Étienne Széchenyi, jaloux de se voir enlever la direction du mouvement, et craignant, d'autre part, que la réforme ne devînt trop rapide et trop radicale, se mit tout à coup à combattre le nouveau tribun. Entrant en discussion avec Kossuth, dont au fond il approuvait les idées, il l'accusa de lancer par l'extrême vivacité de sa politique la nation un peu plus loin qu'elle ne pouvait aller, et, conséquemment, d'exposer le succès immédiat et progressif des réformes indispensables. Les opinions de Széchenyi avaient été développées dans un livre. Ce fut également dans un livre que Kossuth les réfuta. D'un autre côté, le parti conservateur opposa au *Pesti Hirlap* un nouveau journal, le *Budapesti Hirado*, et à Louis Kossuth le comte Aurèle Dessewffy, homme d'un grand talent. Mais ni Dessewffy, ni Széchenyi ne parvinrent à entraver l'action de Kossuth. Peu à peu sa polémique, sans cesser d'être vive, prit des allures plus méthodiques : il se fit un plan d'agitation et le suivit logiquement, d'accord avec les autres chefs de l'opposition nationale. Ainsi furent successivement préparées les réformes qui devaient être discutées dans la prochaine diète. Par malheur, le rédacteur en chef et l'éditeur du *Pesti Hirlap* eurent ensemble des démêlés qui amenèrent la retraite de Kossuth. Celui-ci essaya d'obtenir pour lui-même la concession d'un journal. Metternich la lui refusa, et même, assure-t-on, il profita de l'occasion pour offrir à l'adversaire de l'Autriche des fonctions lucratives et des honneurs. Est-il besoin de dire que les tentations furent repoussées ? En dehors du journalisme, Kossuth trouva moyen de poursuivre la mission qu'il s'était attribuée, d'abord en discutant les affaires publiques dans les assemblées du comitat de Pest, ensuite en entraînant tout le pays à combattre la politique du cabinet de Vienne sur le terrain industriel.

Le gouvernement autrichien traitait la Hongrie en colo-

nie ; il se refusait, en dépit de ses incessantes réclamations, à améliorer les rapports commerciaux qu'elle avait avec les provinces de l'empire et avec les autres pays étrangers. Pour l'y contraindre, les patriotes créèrent une association, destinée à défendre et protéger l'industrie nationale (védegylet), et Kossuth en fut nommé directeur. Grâce à ses soins, il se forma aussi une société industrielle, dans le but de subventionner les anciennes manufactures hongroises et en former de nouvelles. A Pest furent instituées des expositions de produits nationaux, et une compagnie commerciale eut pour but de mettre la Hongrie en rapports directs avec l'étranger, sans qu'ils eussent besoin de l'intervention ruineuse des négociants de Vienne. Ces diverses sociétés et expositions avaient toutes un caractère national, constitutionnel et *protecteur*. Nous disons *protecteur*, car si les patriotes étaient disposés à accepter le libre échange sur la base de l'égalité entre les diverses parties de la monarchie, ils professaient contre l'Autriche, qui violait le droit de la Hongrie, les doctrines protectionnistes, et cela autant dans un intérêt politique que dans un intérêt industriel et commercial. On comprend sans peine avec quelle hostilité l'Autriche accueillit et poursuivit les innovations dont Kossuth et les autres libéraux étaient les auteurs. Des difficultés de toute sorte leur furent opposées en même temps qu'elles avaient d'elles-mêmes à lutter contre l'inexpérience générale en matière de commerce et d'industrie. Elles ne pouvaient donc pas réussir complétement dès l'abord, et même la société commerciale dut être mise en liquidation par suite de la gestion infidèle du directeur Szabó. Cependant il résulta de ces essais, même infructueux, un mouvement national pour l'indépendance, même industrielle, de la Hongrie.

Tout le reste de la vie politique de Kossuth est connu de ceux qui ont lu notre livre. Ils savent par suite de quelles

circonstances le chef moral de l'opposition, devint le chef réel de son pays. Mais il importe que nous insistions sur ce dont nous n'avons pas encore parlé, sur l'homme plus que sur le politique. Si nous exposons les brillantes qualités d'une individualité aussi éminente, nous ne manquerons certes pas de signaler ses défauts ; la vérité historique nous y oblige non moins que la nécessité politique, s'il est vrai que l'expérience du passé peut servir à quelque chose pour l'avenir.

L'amour de la patrie est le principal mobile des actions de Kossuth. Avant tout, par-dessus tout, il est patriote, et il fut tel dès le premier jour de son existence politique. Afin d'arriver à son but, le progrès moral et matériel du pays, il lui fallait une popularité, sans laquelle rien de grand ne lui paraissait possible. C'est pour cela que, sans courir au-devant des acclamations populaires, il tint à en être constamment honoré.

Le second mobile de la politique de Kossuth, après l'amour de la patrie, c'est la passion de la liberté. Nul, mieux que lui, ne comprend ce que ce mot veut dire, nul ne sent mieux la nécessité de ce droit inhérent à la nature humaine. A cause de son culte pour la liberté, Kossuth fut toujours incapable d'abuser de sa popularité. Il était, il est trop foncièrement libéral pour que jamais il ait eu lui-même l'envie sécrète de fouler aux pieds les lois de son pays, et de se faire, par un coup d'État, le tyran applaudi d'une ignoble populace.

Tant qu'il a dirigé l'opinion patriotique et conservé le pouvoir que la confiance de ses concitoyens lui avait décerné, Kossuth n'a été ni l'homme d'un parti, ni l'homme d'une caste, nobiliaire, bourgeoise ou prolétaire ; il a été l'homme du peuple, et par peuple nous entendons la masse de la nation. Défenseur convaincu des idées de civilisation générale, de progrès démocratique, il n'a pas cessé de travailler à

l'émancipation des classes déshéritées et à l'établissement de l'égalité de tous devant la loi commune. Il a été et il est démocrate, sans être, à proprement parler, révolutionnaire. La légalité lui convient mieux que la violence, et jamais il n'employa ni n'emploiera les mesures subversives ou de désespoir, les autres moyens d'action n'étant pas épuisés. C'est pourquoi on le vit plus d'une fois admettre des transactions, plutôt que de marcher droit en avant, brisant les obstacles et ne regardant plus en arrière. Ne s'étant point fait de théories absolues, il pratiqua cette maxime, plus d'une fois exprimée dans ses discours et ses articles : —La politique est la science des exigences, et elle doit se baser sur les circonstances au milieu desquelles elle est tenue d'agir. — Ce qui, pour lui, dont les intentions étaient des plus patriotiques, voulait dire simplement : Il ne faut point que l'homme politique se tienne renfermé dans des systèmes immuables, dans des théories absolues; pourvu que sa conduite ne soit pas immorale, il doit savoir tirer parti des circonstances pour le bien de sa patrie. —

Mais si sa conduite ne fut pas incessamment conforme aux principes démocratiques et républicains, si même, en certaines occasions, il crut devoir plier pour le bien présent de sa cause, jamais il ne se mit réellement en contradiction avec les opinions libérales et patriotiques dont il s'était fait le promoteur. Agitateur *réformiste* par caractère, ou, si l'on peut dire, par tempérament, il osa, en des cas d'urgence extrême, employer les moyens révolutionnaires. Mais ne les employant qu'à contre-cœur, il ne sut pas leur donner la vivacité, l'efficacité nécessaires. Énergique théoriquement, en pratique il ne put pas le devenir, surtout lorsqu'il eut à exercer lui-même les rigueurs qu'il avait cru devoir ordonner. Kossuth était d'une douceur périlleuse, il faut le reconnaître, en temps de révolution et de guerre nationales, alors qu'il s'agit de sauver

un pays menacé par la trahison intestine autant que par la force étrangère. Sa douceur naturelle était poussée à un tel point qu'il ne savait pas assez souvent repousser les réclamations individuelles qui lui étaient faites, et qu'en s'efforçant de concilier des intérêts opposés, il se créait souvent lui-même des embarras. Une science importante manquait à Kossuth, celle des hommes. Il ne devinait pas les caractères, et les protestations verbales arrivaient à son cœur plus vite que le souvenir des actes ne revenait à son esprit. C'est que le gouverneur avait trop longtemps vécu renfermé dans son cabinet et ne s'était pas assez mêlé à ses semblables dans la vie commune. Ce manque de pénétration n'avait point de contrepoids chez Kossuth, puisque, même après avoir été trompé, il ne pouvait pas réparer son erreur en se montrant sévère.

L'âme de l'illustre patriote n'était pas, ce nous semble, assez bien préparée pour le rôle exceptionnel que la révolution de 1848 lui imposa. Mais, en revanche, elle jouissait d'une rare élasticité. Elle n'était pas facilement abattue par la désillusion, et lors même qu'elle était découragée, elle se relevait presque immédiatement. Quand autour de lui l'on se désespérait, Kossuth espérait encore, et de sa foi héroïque il relevait et ses amis et la Hongrie entière. Mais, d'autre part, son âme ardente l'entraîna, selon nous, en plus d'une circonstance, au delà du but qu'il s'était proposé. Impassible devant l'infortune, il ne restait pas toujours assez calme quand la réalité paraissait tout à coup s'accorder avec son espoir [1].

Si l'on a bien saisi ce que nous venons d'exposer en nous

[1] De cette excessive ardeur, de ces entraînements parfois intempestifs, dix années d'exil ont dû corriger Kossuth. Pendant sa courte action en Italie, l'été dernier, Kossuth, au dire de ses anciens adversaires eux-mêmes, prouva qu'il n'avait perdu aucune de ses qualités, et il se montra si calme et si pratique qu'on trouverait plus aisément à blâmer en lui un excès de prudence qu'un excès d'initiative hardie.

efforçant d'oublier que nous parlions d'un homme connu et aimé de nous, on aura vu que le gouverneur n'était pas sans défauts. Mais ses défauts provenaient uniquement de son tempérament plus paisible que violent, de ses habitudes d'homme de plume et de parole, plutôt que d'homme d'action. Du reste, il est juste de le reconnaître, ils étaient rachetés par une foule de qualités admirables. Ces qualités, ceux qui n'avaient pas ses défauts, ceux qui eussent été peut-être plus énergiques, ne les possédaient point ; et c'est pour cela que Kossuth les dépassa, devint le représentant et le directeur de la nation, et resta tel non-seulement jusqu'à la fin de la guerre de l'indépendance, mais même depuis incarnant, pour ainsi dire, en sa personne, toutes les aspirations libérales et patriotiques du peuple hongrois.

Le secret de l'action extraordinaire qu'il exerça sur sa patrie gît principalement dans son irrésistible éloquence, inspirée par le plus enthousiaste patriotisme. Kossuth, — et ce ne sont pas seulement des Hongrois qui l'affirment, mais le monde entier qui l'a connu exilé, — Kossuth compte parmi les plus brillants orateurs dont le genre humain s'enorgueillit. La nature lui a donné une inépuisable facilité d'élocution ; par l'art, il l'a régularisée, perfectionnée, et si ses œuvres écrites, articles de journaux, proclamations, rapports, le font déjà compter parmi les écrivains de premier ordre, ses discours préparés, ses moindres improvisations, où les souvenirs historiques sont si nombreux, où la logique est si serrée, le mouvement si rapide, la couleur si éclatante, brillent autant par le fond solide qui convainc l'esprit que par la forme passionnée qui séduit le cœur. Dans Kossuth tout est orateur, s'il est permis de s'exprimer ainsi, autant que sa parole son geste majestueux, plus que son geste, sa physionomie. Kossuth est un très-bel homme. Sur son corps, qui dépasse la

taille moyenne et est élégamment proportionné, repose, droite et fière, une tête que l'on ne peut oublier, ne l'eût-on vue qu'une seule fois. Sous son front largement développé brillent de grands yeux d'un bleu limpide, dont le regard exerçait sur les foules, comme sur les individus et sur ses ennemis même, une indicible fascination. Son visage ovale, dont les traits sont harmoniques, est encadré d'un collier de barbe noire, qui, laissant à découvert le menton, va par ses deux extrémités rejoindre une chevelure ramenée en avant. Enfin, l'instrument oratoire, la voix, est, dans la bouche de Kossuth, timbrée merveilleusement ; pour la conversation, elle est simplement charmante ; pour la tribune, elle prend, sans effort sensible, la plus retentissante sonorité.

Comme orateur, comme publiciste, Louis Kossuth n'eut point d'égal en Hongrie. Comme administrateur, il fournit des preuves d'un incontestable talent et d'une activité inépuisable. Jour et nuit il était au travail, quand il gouvernait son pays, toujours prêt à tout entreprendre, embrassant et conduisant les affaires générales jusque dans leurs moindres détails. Cependant son extrême sollicitude à diriger par lui-même tous les rouages de la machine gouvernementale produisit plus d'une fois, nous ne le dissimulons pas, des effets contraires à ses intentions. Absorbant en lui le travail de ses auxiliaires, on le vit empiéter sur les attributions de ses ministres, et, dans son désir de voir aboutir rapidement ses propres desseins, en confier l'exécution à plusieurs individus en même temps, ce qui ne manquait pas que de causer une certaine confusion. Nous pensons que s'il avait eu une inquiétude moins minutieuse des parties secondaires du gouvernement, s'il avait abandonné à des hommes sûrs des détails auxquels il prêtait trop d'attention, il se fût épargné beaucoup de fatigue ; il eût aussi mieux compris, mieux mené l'ensemble. Mais dans ces excès de zèle, ne faut-il

pas voir le louable excès de son patriotisme? Sa popularité immense lui attribuait une immense responsabilité, et s'il voulait tout faire, c'est qu'il se croyait chargé de tout. Qui n'eût plié sous un tel poids?

De l'homme privé nous ne disons rien. La générosité de son cœur, l'aménité de son commerce intime, la simplicité de ses habitudes domestiques, ses vertus comme époux et comme père, tout cela est universellement connu, et jamais la calomnie des plus implacables ennemis ne pourrra pénétrer jusqu'au foyer domestique du glorieux proscrit.

Si nous n'avons pas réussi à peindre une personnalité aussi puissante et variée que celle de Kossuth, au moins avons-nous tâché de l'esquisser. Nous en avons dit assez du moins pour faire comprendre que les acclamations décernées au chef de l'État par la population de Pest, au retour de Debreczen, étaient méritées et n'étaient que l'écho des sympathies de la masse nationale. La Hongrie tout entière, ce jour-là, couronnait le gouverneur du chêne civique et pour ce qu'il avait fait et pour ce qu'il lui restait à faire. Elle espérait, elle croyait en lui; elle le considérait comme son sauveur, et le saluait de ce nom juste au moment où le salut de la patrie ne dépendait peut-être plus d'un homme, quelque grand qu'il eût pu être.

TROISIÈME SECTION.

OPÉRATIONS MILITAIRES AUTOUR DE COMORN.

XI

Après la bataille de Comorn, les Autrichiens vaincus s'étaient retirés jusqu'à Presbourg. Ne se voyant pas poursuivis, ils s'établirent dans cette ville, et bientôt prirent position sur les deux îles du Danube, le grand et le petit Csalóköz, ainsi que sur les deux rives du fleuve défendant les passages de la Vág à droite, occupant à gauche la chaussée située de Mosony à Ovár et à Soprony. Effrayée des défaites successives qu'elle venait d'éprouver, la cour de Vienne envoya directement des renforts à l'armée impériale. En même temps, elle invita le maréchal Paskievitch à expédier par le chemin de fer une division russe qui devait former la réserve. Cette division arriva, vers le milieu du mois de mai, à Hradisch, en Moravie, y séjourna jusqu'au commencement de juin [1], et n'arriva à Presbourg que dans les journées du 3 et du 4.

[1] Peut-être attendait-on des nouvelles de Paris; des interpellations y furent faites au gouvernement le 23 mai.

Ainsi augmentées, les troupes impériales comprenaient, déduction faite des malades, environ 82,000 hommes, dont 12,000 Russes, avec 324 bouches à feu [1]. Elles furent placées sous le commandement du général Haynau, appelé d'Italie, où il venait de s'acquérir un renom exécrable par le sac de Brescia, pour remplacer le général Welden (30 mai).

Görgey avait perdu quatre semaines à assiéger Bude. Bude prise, il attendit encore avant d'attaquer l'ennemi. Mais, il faut le reconnaitre, ce nouveau retard était la conséquence fatale de la dernière faute. Les Autrichiens ayant eu le temps de se rallier et de se fortifier, il était devenu indispensable de compléter les bataillons hongrois, dont l'effectif n'était plus suffisant. L'armée ne se trouva remise au complet que vers le milieu du mois de juin. Y compris la garnison de Komárom, elle comptait alors à peu près 55,000 hommes et 230 canons [2].

Ces forces, appuyées sur la forteresse qui leur servait de pivot, s'échelonnaient en face des troupes autrichiennes. Selon Klapka, qui commandait la forteresse de Comorn, elles eussent dû être tenues sur la défensive. Mais telle n'était pas l'opinion de Görgey, opinion, paraîtrait-il, partagée par Kossuth et adoptée devant un conseil de guerre. D'après cette opinion, il fallait attaquer Haynau et le rejeter au moins jusqu'à la frontière avant l'invasion des Russes dans la Hongrie septentrionale. Les Autrichiens battus, on se serait rapidement tourné contre leurs auxiliaires. L'exécution de ce plan eût été possible, si l'armée s'était mise en marche par la

[1] Selon les sources autrichiennes. (Voir *Feldzug in Ungarn und Siebenbürgen*, par le colonel Ramming, chef d'état-major de Haynau.) Le général Klapka n'évalue les forces impériales qu'à 66,000 hommes, dont 16,000 Russes.

[2] Klapka dit 50,000 hommes; Gœrgey de 50 à 55,000; Ramming 58,000.

rive droite du Danube, qui présente peu de difficultés de terrain. Görgey n'en décida pas moins l'attaque sur la rive gauche, traversée de plusieurs rivières, coulant au milieu de marécages.

Mais avant que le général en chef commençât ses opérations, et en dehors de son plan, le colonel Kmety, à la tête de sa division, détachée du corps principal, obtint un brillant succès. Apprenant qu'une colonne autrichienne s'était avancée sur Csorna, il quitta la position qu'il occupait à l'extrémité de l'aile gauche, entre Tét et Marczaltő, et marcha contre elle. La brigade Wysz fut battue, et, après une lutte meurtrière, Csorna fut prise d'assaut (13 juin).

Cependant les préparatifs étant achevés, l'armée hongroise put reprendre généralement l'offensive le 16 juin. Ordre fut donné de franchir la Vág et de chasser l'ennemi de la rive droite de cette rivière. Depuis la retraite du général Aulich, dont les fatigues avaient altéré la santé, le colonel Asbóth commandait le 2e corps. Cet officier supérieur, d'une bravoure éprouvée, traversa, près de Naszód, le bras du Danube qui sépare l'île du grand Csallóköz de la terre et que l'on appelle le bras de Érsekújvár (Neuhaeusel). Après une marche de six heures, il chassa les Autrichiens de Királyrév et les contraignit à se retirer à Zsigárd. Ils en furent encore délogés ; mais de nombreux renforts leur ayant tout à coup été expédiés, les Hongrois durent à leur tour reculer, non sans avoir subi des pertes sensibles. De cet échec dut être, en partie, réputé responsable le général Knézich, qui, posté à Negyed, avec le 3e corps, resta immobile durant la lutte soutenue pas Asbóth, et même refusa d'agir lorsque ses lieutenants l'y excitèrent.

Le même jour, le colonel Kosztolányi attaqua l'ennemi à Bős, dans le grand Csalóköz, et fut également repoussé. Le 1er corps, sous les ordres de Nagy-Sándor, s'avança de

Mocsonok sur Sempte, passa la Vág, enleva d'assaut les retranchements autrichiens ; les forces supérieures de l'ennemi, secouru en temps opportun, le contraignirent, comme ses collègues, à rebrousser chemin.

XII

L'insuccès aurait dû amener Görgey à renoncer à son plan d'opérations sur la rive droite. Au contraire, il y persista avec entêtement, et, comme le défaut d'ensemble avait été la principale cause du triste résultat de la journée du 16, il résolut de renouveler l'attaque en la commandant lui-même personnellement.

Görgey, comme nous l'avons dit, était à la fois ministre de la guerre et général en chef. Pour remplir à la fois ces deux fonctions importantes, il avait imaginé une *chancellerie centrale d'opérations*, que présidait le colonel Bayer, tandis que lui il allait et venait entre le camp et la capitale, s'inquiétant plus d'assister aux conseils de cabinet qu'aux batailles. La *chancellerie*, établie à Tata, à huit lieues du théâtre de la guerre, ressemblait fort à l'ancien *conseil militaire aulique* de Vienne, en avait les défauts et présentait les mêmes inconvénients. On comprend aisément combien devaient en souffrir les opérations militaires.

La nouvelle attaque du 20 juin fut entreprise à peu près selon les mêmes dispositions que celles du 16. Le colonel Asbóth renouvela sa marche précédente, et l'ennemi, qui

s'appuyait sur Zsigárd, recula en toute hâte vers Pered, la colonne du major Rakovszky ayant menacé son flanc droit. Là s'engagea un combat acharné dont l'issue fut la déroute des Autrichiens dans la direction de Galantha.

La victoire eût été complète et d'une grande importance, si le 3e corps, qui avait traversé la Vág près de Negyed, était arrivé un peu plus tôt; si Knézich, qui avait mal interprété les ordres de la *chancellerie*, ne s'était trouvé trop tard à son poste. Görgey avait assisté à la fin de l'action. Il destitua Knézich et mit le colonel comte Leiningen, son partisan, à la tête du 3e corps. Il accusa aussi Asbóth, qui, du reste, n'était point de ses amis, d'avoir commis des excès d'impétuosité et d'avoir manqué de coup d'œil, lui ôta son commandement et le donna au colonel Kászonyi.

Ces changements opérés, le général en chef resta à Pered, attendant les Autrichiens qui, dès le lendemain, 21 juin, attaquèrent, soutenus par la division russe de Panutin. Les Hongrois furent bientôt obligés de battre en retraite, les uns dans la direction d'Aszód, les autres dans celle de Negyed. Ceux qui prirent la première de ces routes, la trouvèrent déjà occupée par l'ennemi. Quoique harassés de fatigue et affamés, ils enlevèrent par deux fois le village de Királyrév et par deux fois en furent rejetés. Enfin, grâce au succès d'un troisième assaut des plus meurtriers, ils parvinrent à se frayer un passage à travers l'armée autrichienne.

Pendant ce temps-là, Klapka avait soutenu les opérations de Görgey dans le grand Csalóköz. Il avait essayé de prendre Nyárasd le 20, mais il n'y avait pas réussi. Il était donc rentré dans la position qu'il avait primitivement occupée. Il s'y maintint contre une vive attaque, dans la soirée du 21. Ce succès eut d'autant plus d'importance que, si Klapka avait reculé, le 2e corps n'aurait pas pu opérer sa retraite par le pont d'Aszód

Les deux journées du 20 et du 21 coûtèrent aux Hongrois la perte, — hélas! inutile! — de 2,500 à 3,000 hommes, et même de 3,500, selon Görgey.

Vainqueur à Pered, instruit aussi de l'entrée des Russes dans la Hongrie du nord et en Transylvanie, Haynau résolut de marcher immédiatement sur Pest. S'étant aperçu que la rive droite du Danube était faiblement défendue, la trouvant, du reste, beaucoup plus courte que l'autre, il y fit rapidement passer ses forces principales. Il ne laissa qu'une brigade sur la rive gauche et qu'un corps d'armée dans le grand Csalóköz.

Il eût été facile de troubler le nouveau plan de Haynau en concentrant à Győr le nombre d'hommes suffisant pour l'empêcher de passer outre. Mais Görgey était allé à Pest soigner ses intérêts politiques, et la *chancellerie* de Tata ne songea point à diriger l'armée de ce côté. Quelque rapide qu'ait été la marche de Haynau, le contre-mouvement qui l'eût arrêté court aurait certainement pu être accompli à temps. Mais le 1er et le 2e corps furent laissés sur la rive gauche, et ce ne fut pas avant le 27 juin que le 2e corps reçut l'ordre de venir à Komárom, d'où, le 28, il partit pour Győr, ville située à six milles de la forteresse et qu'il atteignit trop tard.

Les conséquences de ces mauvaises dispositions furent désastreuses. Pöltenberg fut attaqué le 28, vers midi, par des forces immensément supérieures aux siennes. Servi par des lieutenants aussi habiles que courageux, parmi lesquels se fit remarquer le lieutenant-colonel Alexandre Kossuth, le général hongrois put se replier de position en position, en opposant aux Autrichiens la plus vive résistance. Averti de ce qui se passait, Görgey revint enfin à son poste, sur le théâtre de la lutte. Là, il apprit que, la veille, Kmety avait été repoussé près d'Ihászi, qu'il avait dû reculer vers Pápa, et que son corps se trouvait coupé du reste de l'armée, et que, par suite de ce malheur,

l'ennemi menaçait la ligne de retraite de Győr sur Komárom. La situation était des plus graves. Le général en chef se hâta d'ordonner l'évacuation de Győr et une retraite jusqu'à Ács. Les Autrichiens, qui avaient combattu ce jour-là sous les yeux de leur empereur François-Joseph[1], occupèrent la ville.

En signifiant à Kossuth l'issue du combat de Győr, Görgey l'avertit qu'il ne pouvait plus répondre, fût-ce même pour trois jours, de la sûreté de la capitale. Par la même occasion, il engagea le gouvernement à se réfugier en toute hâte dans Nagy-Várad, avec la banque, les établissements d'équipements, etc. Quant à moi, ajouta-il, « qu'on m'abandonne à mon sort ! »

La situation n'était pourtant pas encore désespérée. Maître de Győr, l'ennemi ne pouvait pas marcher librement sur la capitale. Il n'eût pas été difficile de dresser des obstacles sur sa route. Peu importe, du reste ! Görgey croyait ou feignait de croire le chemin ouvert ; s'il l'était réellement, à qui la faute, sinon à lui-même? Et, dans de semblables circonstances, cet homme conseillait au gouvernement de se réfugier à Nagy-Várad, dans une place que les Russes de Paskievitch pouvaient atteindre en quelques jours, et, pour ainsi dire, tambours battants !

XIII

Avant d'examiner comment agit le gouvernement dans les circonstances critiques qui lui étaient faites, nous résumerons l'ensemble de la situation militaire de la Hongrie.

[1] Qui assista aussi le 2 juillet à la bataille de Comorn.

Une fois sa concentration opérée à Dukla, en Gallicie, l'armée principale du czar était prête à marcher. Mais son chef, le maréchal prince Paskevitch, prudent comme le sont d'ordinaire les généraux russes, retarda ses opérations jusqu'à l'achèvement de ses approvisionnements. Dans l'intervalle, la division Panutin fut adjointe à l'armée autrichienne de Haynau ; la division Sasz entra en Hongrie, à Rózsahegy, et pénétra le 10 juin, dans la vallée du Vág supérieur, pour en être bientôt retirée. La division Grabbe la remplaça et, renforcée de plusieurs détachements, atteignit, le 17, A. Kubin, dans le comitat d'Árva. Le même jour, l'armée, que Nicolas venait de passer en revue à Zmygrod, franchit la frontière hongroise, au nombre de 80 à 90,000 hommes, et suivit la route d'Eperjes. Rejointe quelque temps après par une partie de la réserve, primitivement laissée en Gallicie, l'armée principale du czar comprenait environ 100,000 hommes. Le grand-duc Constantin l'accompagnait. Y compris le corps de Grabbe et la division Panutin, les forces russes entrées en Hongrie par le nord composaient un ensemble de plus de 130,000 soldats. Encore ne comptons-nous pas une cinquantaine de mille hommes, tenus en réserve pour appuyer le maréchal Paskévitch.

A une aussi formidable invasion, le gouvernement hongrois n'avait guère à opposer que 10,000 hommes, stationnés dans les environs d'Eperjes. Le colonel Kazinczy commandait 7,000 hommes, mais ils étaient placés en dehors de la ligne d'attaque, dans le comitat de Marmaros, à l'extrémité orientale de la Hongrie du nord.

D'autre part, le 19 juin, le général Lüders envahit la Transylvanie avec plus de 50,000 soldats. Dans ce nombre, formé de Russes principalement, il faut comprendre 12 à 13,000 Autrichiens, commandés par le général Clam-Gallas, successeur de Malkovszky, et par le colonel Urban. (Avec la division Panu-

tin, attachée à l'armée de Haynau, l'effectif des troupes russes destinées à envahir la Hongrie, s'élevait à près de 200,000 hommes (191,587 h., suivant la relation du colonel d'état-major russe).

Bem avait 30,000 hommes. Mais il lui était impossible de les conduire en masse contre les envahisseurs. Il devait en employer un grand nombre à continuer le siége de Karólyvár et à tenir en respect les Valaques révoltés.

Au sud, réapparut l'armée de Jellachich, forte d'environ 34,000 hommes, non compris les 10,000 impériaux employés à cerner Pétervárad. La garnison de cette place comprenait 8,000 hommes ; le corps de Vécsey, qui bloquait Temesvár et Arad, en comprenait 8 ou 9,000 ; on ne pouvait directement opposer à l'ex-ban qu'une vingtaine de mille soldats.

L'armée du Danube, celle que nous avons vue agir sous les ordres d'Arthur Görgey, comptait de 50 à 55,000 soldats, quand elle reprit l'offensive. Par suite des pertes récemment éprouvées, elle n'en possédait déjà plus que 45 ou 47,000, et elle avait devant elle 80,000 hommes.

Enfin un corps de réserve, nouvellement formé à Czegléd, sous les ordres de Maurice Perczel, rappelé par Kossuth, s'élevait à 10 ou 15,000 soldats.

Si nous réunissons toutes les troupes régulières hongroises, nous n'obtiendrons pas un total de plus de 160 à 165,000 hommes, lors de l'invasion, et de 170 à 175,000 un peu plus tard. Si de ce total nous déduisons les détachements en garnison à Pétervárad et à Munkács, ainsi que ceux employés au blocus de Károlyvár et de Temesvár, et par conséquent immobilisés, nous ne trouverons plus que 140 à 150,000 soldats propres à tenir la campagne. Les ennemis qui les pressaient de toutes parts, les Russes et les Autrichiens, — sans compter les Valaques de Transylvanie, — formaient un total de plus de 300,000 hommes.

Cette inégalité des forces obligea le gouvernement hongrois à chercher le salut de la patrie dans des combinaisons stratégiques. L'armée la plus faible se trouvait au nord, vis-à-vis de l'armée la plus forte. Avec dix mille hommes seulement, Wysocki, qui avait remplacé Dembinski démissionnaire (17 juin), ne pouvait barrer le passage à plus de 80,000 Russes[1]. Le brave général se retira donc, non sans livrer quelques combats d'arrière-garde; dès le 26 juin, il atteignit Miskolcz, ensuite il poursuivit sa retraite sur Pest.

La partie septentrionale du pays, comme la partie occidentale, se trouvant à découvert, on ne pouvait plus songer qu'à des opérations auxquelles la Hongrie méridionale et la Transylvanie serviraient de bases. Il avait été primitivement question de battre en toute hâte les Autrichiens de Haynau et de se ruer ensuite sur les Russes. Ce plan ayant échoué, il en fallut concevoir un autre.

Dès qu'il eut reçu du général en chef de l'armée du Danube la notification de la défaite de Győr, Kossuth convoqua un conseil de guerre, qui examina et adopta un projet dont, croyons-nous, Dembinski était l'auteur. Selon les idées du général polonais, on aurait pris pour base d'opérations le Banat, pourvu de deux défenses naturelles, la Tisza et la Maros; de cette position centrale on aurait attaqué et défait séparément les armées ennemies, ainsi isolées les unes des autres. Dans le cas où l'issue de la lutte aurait été malheureuse, l'armée hongroise se serait rabattue sur la Transylvanie ou sur Comorn. En désespoir de cause, pensait Kossuth, l'armée aurait pu prendre la route de l'Italie, où elle eût rompu le blocus de Venise, enlevé à Radetzky ses régiments hongrois et rallumé l'incendie révolution-

[1] Après la démission de Dembinski, le général Wysocki fut mis à la tête d'une armée comprenant le corps d'armée de Dessewffy et la division de Kazinczy. La légion polonaise faisait partie du corps (9e) de Dessewffy.

naire. Plus tard, renforcée peut-être par des troupes italiennes, elle serait remontée vers la Hongrie qu'elle aurait essayé de reconquérir.

Abstraction faite de cette dernière éventualité, ce plan de défense avait-il, en juillet 1849, des chances de réussir? Kossuth est persuadé qu'il eût encore été possible de vaincre, et le général Klapka partage son opinion. La Hongrie, sous le coup de l'invasion austro-russe, était, suivant le gouverneur, beaucoup mieux préparée qu'un an auparavant, lors de l'invasion autrichienne. L'ennemi, qui s'avançait dans le pays, était contraint à d'infinies précautions ; partout où il passait, il devait laisser de nombreuses garnisons, et de plus il se trouvait sans cesse affaibli par la maladie ; dans les camps austro-russes, le choléra sévissait avec une extrême violence. Au lieu de diminuer ainsi, les forces hongroises s'accroissaient de jour en jour et auraient pu être augmentés jusqu'au chiffre de deux cents et deux cent cinquante mille hommes. S'il était impossible de rejeter tout de suite les masses ennemies hors du territoire national, au moins était-il probable que l'on réussirait à les empêcher d'y prendre pied avant l'automne ; à cette époque, le climat serait devenu pour les Hongrois le plus sûr des auxiliaires. La fin de la guerre étant remise au printemps suivant, durant les mois d'hiver on aurait tenté de suprêmes efforts pour réveiller l'opinion publique européenne ; et peut-être la diplomatie, si aveugle en juin 1849, en avril 1850, eût-elle enfin compris l'importance de la question de droit et d'équilibre agitée sur les bords du Danube. Par contre, Görgey et les Pacifiques disaient que, si même on admettait que Paskevitch pût être battu, l'armée moscovite chassée, le czar enverrait aussitôt d'autres armées ; qu'au besoin les Prussiens eux-mêmes ne manqueraient pas de venir assister les Impériaux dans l'embarras ; en un mot, que tout était perdu. Mais que l'on crût la défaite problable

ou la victoire possible, la préservation de l'existence nationale, l'honneur même du nom hongrois exigeaient qu'un effort suprême fût tenté envers et contre tous.

Quoi qu'il en soit, le ministre Csány, les généraux Kiss et Aulich furent dépêchés vers le général en chef de l'armée du Danube, en même temps que le nombre de bateaux à vapeur nécessaire au transport rapide du matériel. Le plan, discuté et arrêté à Pest, fut soumis à Görgey ; il promit de l'exécuter (30 juin).

XIV

A peine les commissaires du gouvernement se furent-ils retirés, que Görgey changea de résolution. Les Autrichiens, ayant opéré un mouvement offensif, il eût été, prétend-il, déshonorant pour l'armée hongroise de partir sans combattre. Au moins aurait-il dû se maintenir dans la position qu'il occupait sur la rivière Czonczo et d'où il couvrait la route de Bude-Pest. Au contraire, il la quitta pour se retirer dans le camp retranché de Comorn. Il commit même la faute de ne pas attirer à lui le 3ᵉ corps, abandonné sur la Vág. Lorsque le 2 juillet, 50,000 Autrichiens se présentèrent devant Comorn, Görgey ne se trouva pas en force. Les Hongrois durent se multiplier à force d'héroïsme, et il y eut un moment où, en dépit de leur infériorité numérique, ils parurent victorieux. L'aile droite ennemie était mise en déroute et son centre pliait

sous une irrésistible charge de 24 escadrons de hussards, conduits par Görgey. Mais soudain, à la place des Autrichiens dispersés, apparut la réserve russe, et, en même temps, cinquante bouches à feu, jusqu'alors masquées, semèrent la mort dans les rangs pressés des soldats patriotes. Ceux-ci reculèrent pour revenir bientôt sur leurs pas, mais enfin ils furent forcés de rentrer dans leur camp retranché. La bataille avait duré depuis le matin jusqu'à la nuit. Elle avait coûté à la Hongrie 1,500 morts. Parmi les blessés était Görgey lui-même, atteint à la tête d'un coup de sabre, porté par derrière ; ce qui donnerait à penser qu'il le reçut, non d'un ennemi, mais d'un de ses hussards.

La surveille de cette malheureuse bataille, le général en chef avait écrit au gouvernement pour lui annoncer tout le contraire de ce qu'il avait dit le jour même aux commissaires qui lui avaient été envoyés. Violant sa promesse, enfreignant la discipline, il répétait que, cédant à des forces supérieures, il renonçait à garantir la capitale, et invitait le gouvernement à venir chercher un refuge à Komárom. Admettant que son avis ne serait pas entendu, et que, dans le cas où les chefs se transporteraient ailleurs, il leur faisait savoir qu'ils eussent à lui expédier 100 millions de florins.

Par son contenu et par sa forme, cette lettre était très-grave. La dépêche désespérée du commissaire Ludvigh, recommandant également l'évacuation immédiate de Bude-Pest n'était certes point de nature à diminuer les appréhensions que faisait naître l'étrange conduite de Görgey. Deux individus avaient été envoyés par le commissaire des contrées menacées, celui de Győr probablement, avec l'ordre d'incendier le village d'Ács, afin que l'ennemi ne pût s'y reposer. Görgey s'était violemment opposé à tout acte de ce genre, et il avait déclaré que, n'entendant point servir les intérêts du gouvernement

ERZSÉBET TUDOMÁNYEGYETEM Magyar Történeti Intézete

ceux du pays, il serait le premier à *déposer les armes*, s'il savait que par cet acte ce but serait atteint.

La réception de la lettre de Görgey provoqua la réunion du conseil des ministres (1[er] juillet). Il y fut décidé que le général désobéissant et suspect serait immédiatement rappelé et que le commandement en chef de toutes les forces nationales serait confié à Mészáros, auquel s'adjoindrait Dembinski, en qualité de quartier-maître général. Mais, par une malheureuse inconséquence, et comme si l'on eût craint de pousser à bout le rebelle, on lui conserva le portefeuille de la guerre. Dès le lendemain matin (2 juillet), Mészáros partit sur un bateau à vapeur pour se rendre à son poste. Entendant résonner le canon, il crut que la rive droite du fleuve n'était déjà plus libre et il revint à Pest.

Cependant la nouvelle de la destitution de Görgey était parvenue à Comorn, et elle soulevait parmi ses ennemis des transports de colère. Le mécontentement, fomenté surtout par le colonel Bayer, chef de l'état-major général, était d'autant plus vif que l'armée n'avait aucune confiance dans les nouveaux commandants qu'on lui donnait. Le plus ancien des officiers supérieurs après Görgey, Klapka, convoqua, le 4 juillet, un conseil de guerre, qui décida l'envoi à Pest d'une députation de l'armée du Danube. Cette députation reçut la mission de prier le gouvernement d'enlever plutôt à Görgey le ministère de la guerre que le commandement en chef, puisque, dans la lettre de rappel, on prenait pour principal motif de sa destitution l'impossibilité où se trouvait le même homme de remplir à la fois deux fonctions d'une importance capitale. Les délégués Klapka et Nagy-Sándor allaient se mettre en route pour Pest, quand le premier reçut de Kossuth un ordre, daté du 3 juillet, en vertu duquel Mészáros, ne s'étant pas rendu à son poste, il eût dû lui-même garder 18,000 hommes à Comorn et faire partir le reste sous les

ordres de Nagy-Sándor. Les délégués n'en quittèrent pas moins le camp pour remplir leur mission auprès du gouvernement.

XV

Pendant que s'échangeait cette fatale correspondance entre l'armée et la capitale, les heures se passaient. Doublement averti par le général Görgey et par le commissaire Ludvigh, le gouvernement devait prendre ses précautions afin de n'être pas surpris par l'arrivée de l'ennemi. Ordre fut donné d'enlever de Pest en toute hâte les ateliers d'armes, les magasins d'équipement, les presses à tirer le papier-monaie. Le déplacement de ces presses causa les plus grands embarras. Elles ne purent guère fonctionner que quinze jours après, et les dépenses occasionnées par la guerre s'élevaient à environ huit millions de florins par mois [1] !

On se le rappelle, la diète devait rouvrir ses séances à Pest le 2 juillet. Le 1er, les représentants déjà arrivés se réunirent en conférence préparatoire dans la salle du comitat. Leur ancien local, la salle de bal de l'Hôtel de Ville, avait été détruite par les bombes de Hentzi. Plusieurs députés annoncèrent que le lendemain ils inviteraient leurs collègues à délibérer sur divers sujets qui leur paraissaient pressants. Szacsvay et Joseph Madarász insistèrent sur l'urgence de l'abolition

[1] Lettre de Kossuth à Bem, 16 juillet.

des derniers vestiges de la féodalité. Daniel Irányi proposa la reprise de la discussion sur l'émancipation des Israélites.

On continuait à s'entretenir des travaux futurs, quand tout à coup le président du conseil, M. Barthelemy Szemere se leva et dit, autant que nos souvenirs sont fidèles, que l'assemblée ne pouvait pas être rouverte le lendemain, parce qu'il était devenu indispensable de transférer de nouveau la diète et le gouvernement dans un endroit plus sûr, à Szeged. Les termes vagues dans lesquels s'exprima le ministre provoquèrent des réclamations. Szemere y répliqua en annonçant que si l'assemblée n'entendait pas céder à son invitation, il se verrait obligé de réclamer l'intervention du gouverneur. Sans plus insister, les représentants consentirent à ne point considérer le 2 juillet comme le jour de leur réunion légale. Ainsi ils manifestèrent une fois de plus combien ils avaient confiance dans le gouvernement.

Cette confiance presque absolue, et sous ce rapport vraiment regrettable, ils l'avaient prouvée, du reste, depuis longtemps en ne lui réclamant pas d'être éclairés sur la situation générale, en se préoccupant plutôt de leurs devoirs purement législatifs.

Néanmoins Kossuth vint en personne confirmer ce qu'avait avancé le ministre de l'intérieur. Il entra, par la même occasion, dans quelques détails sur la situation générale du pays, et particulièrement sur sa situation financière. Nous profiterons de la circonstance pour l'exposer en peu de mots.

Le crédit ouvert par la diète au gouvernement formait un total de 75 millions de florins; 70 millions de florins seulement furent dépensés jusqu'à la fin de la guerre. Encore pourrait-on retrancher de ce passif quelques millions qui étaient sortis du trésor mais n'avaient pas été réellement dépensés [1].

[1] Détails communiqués par L. Kossuth.

La somme est relativement minime quand on songe que non-seulement les impôts faisaient presque complétement défaut, mais encore que le trésor accorda à plusieurs municipalités des subventions pécuniaires, et quand on sait combien peut coûter une lutte comme celle que la Hongrie soutint durant quinze mois.

Le ministre Duschek géra parfaitement le département des finances, et les comptables furent en général d'une probité d'autant plus méritoire qu'en temps de guerre les livres ne peuvent guère être tenus avec une parfaite régularité. A deux ou trois exceptions près, les commissaires, les intendants restèrent à l'abri de toute accusation, on peut même dire de tout soupçon de concussion. Cependant, tout en rendant justice à la bonne gestion des finances et en admirant le résultat obtenu, nous devons faire observer d'abord que l'administration intérieure, grâce au self-government, n'entraînait pas de grandes dépenses, et, d'autre part, que les comitats et les villes diminuèrent plus d'une fois les dépenses générales en levant et habillant des bataillons entiers à leurs propres frais.

On ne doit pas ignorer non plus que les fournitures de vivres de fourrages, de relais, etc., — faites en nature, — ne furent souvent payées qu'avec des reçus imputables sur les impôts à payer.

La principale, pour ne pas dire l'unique ressource du trésor, était le papier-monnaie. Il avait été autorisé à émettre des billets de deux sortes. Les premiers, — jusqu'à concurrence de 12 millions de florins, — étaient couverts par des valeurs métalliques, or ou argent. Les autres n'avaient d'autre garantie qu'une hypothèque sur les propriétés de l'État en général. Néanmoins ce papier-monnaie, reçu dans les caisses publiques, circula facilement, et il fut, durant la majeure partie de la lutte, presque le seul moyen d'échange ; l'or et l'argent

s'étaient cachés, les bank-notes de la banque de Vienne avaient à peu près disparu. Mais comme les billets augmentaient à mesure que les autres valeurs représentatives diminuaient; comme aussi l'isolement du pays, entouré d'armées ennemies, rendait les importations extrêmement difficiles; comme enfin l'état de guerre nuisait énormément à la production intérieure, il se manifesta une hausse considérable sur certains articles de première nécessité.

Nous n'avons aucune donnée authentique qui puisse nous servir à déterminer la circulation de la monnaie et des bank-notes en Hongrie avant 1848. Il nous paraît pourtant plus que probable qu'elle était notablement inférieure à celle qui se produisit à la suite des émissions de papier que fit successivement le gouvernement national.

Néanmoins, ainsi que nous l'affirmions tout à l'heure, ce papier-monnaie se maintint au pair, et lors des victoires remportées sur les Autrichiens, il était plus en faveur que les bank-notes de Vienne. La nouvelle de l'intervention russe le fit baisser graduellement; il perdit, comparativement aux bank-notes, 5, puis 10 pour 100.

Vers la fin de juin, — après l'invasion austro-russe, — on vit certains marchands de Pest refuser de le recevoir. Si cet exemple se fût propagé, il serait devenu dès lors impossible de prolonger la défense du pays. A cause de cela, Kossuth crut devoir rapporter ce fait dans le discours qu'il adressa aux représentants le 1er juillet. Il menaça de la cour martiale ceux auxquels l'intérêt mercantile ferait ainsi desservir la cause nationale.

XVI

Les deux délégués de l'armée du Danube arrivèrent à Pest le 5 juillet. Les ministres furent réunis pour les entendre, ainsi que les généraux Mészáros et Dembinski. Cédant aux raisons alléguées par Klapka et Nagy-Sándor, Kossuth décida de laisser Görgey à la tête de l'armée, mais il y mit une condition : le général en chef se soumettrait désormais aux ordres qui lui seraient transmis par Mészáros, généralissime. Les délégués crurent pouvoir répondre de l'acceptation de Görgey. Celui-ci, en effet, aussitôt après leur retour au camp, se démit du portefeuille de la guerre qui fut donné à Aulich; en qualité de général en chef, il promit de se conformer aux désirs du gouverneur.

Cette nouvelle promesse fut comme la précédente, oubliée en même temps que faite. Au lieu de quitter enfin Comorn et d'aller avec la majeure partie de ses troupes opérer sur la Tisza la concentration projetée, Görgey réunit, le 6 juillet, un conseil de guerre, devant lequel il développa un plan nouveau. Selon lui, il fallait, non point battre en retraite par la rive gauche du Danube, mais transporter le théâtre de la guerre sur la rive opposée, et commencer par rompre la ligne ennemie devant le camp retranché. Nagy-Sándor et Klapka, surpris, rappelèrent à Görgey ce qui avait été précédemment décidé entre eux, lui-même et le gouvernement. Klapka, criti-

quant le plan du général en chef, déploya une série d'arguments pleins de force, afin de prouver la nécessité du mouvement par la rive gauche. Si l'on agissait conformément aux vues de Görgey, l'armée du Danube, démontrait le commandant de Comorn, se trouverait séparée des autres corps et du gouvernement; la concentration des forces nationales étant le seul mode de salut qui restât, ce n'était qu'en l'opérant qu'on pouvait encore espérer une victoire. Nagy-Sándor approuva les objections de Klapka. Les autres chefs demeuraient silencieux et paraissaient indécis, quand Görgey reprit la parole. Il commença par déclarer qu'il n'avait jamais conçu l'idée de séparer le sort de l'armée du Danube de celui du gouvernement et des autres armées; puis, il s'efforça de prouver qu'il lui serait très-facile de rejoindre l'armée de la Tisza par la rive droite, en passant le Danube près de Paks. — « Il est vrai, s'écria-t-il » ironiquement, il est vrai qu'il serait plus facile d'échapper » à l'ennemi par la porte ouverte que de se frayer un passage à » la pointe du sabre; il reste à savoir laquelle de ces deux voies » est la plus honorable! » — Le coup porta. Aucun des soldats présents n'osa présenter d'objection. La majorité approuva la perfide audace du général en chef.

Un seul homme aurait pu alors élever la voix, le commissaire du gouvernement. Mais le représentant, Jean Ludvigh, commissaire à l'armée du Danube, n'était point capable de tenir tête à Görgey. Homme intelligent, instruit, bon patriote et ami de Kossuth, il ne sut point se faire craindre ni même se faire respecter. Il avait dû être rappelé par le gouvernement. Sa faiblesse était telle que, la veille de son départ, le chef de l'état-major le mit, pour ainsi dire, aux arrêts, en plaçant une sentinelle devant sa porte.

Görgey fit donc décider que l'armée hongroise s'ouvrirait le chemin à travers l'armée autrichienne. Mais en même temps

Kossuth écrivit au général Klapka une lettre dans laquelle il lui renouvelait ses recommandations relativement au départ de l'armée du Danube. Conformément à ce qui avait été convenu, croyons-nous, entre le gouvernement et lui, Klapka devait prendre lui-même la direction des troupes et abandonner le commandement de la forteresse au colonel Aschermann. Sur ces entrefaites, le général en chef avait été repris par la fièvre, et son médecin avait interdit de lui rien communiquer relativement aux opérations. Klapka donna l'ordre de départ, et Nagy-Sándor, à la tête du 1er corps, commença le mouvement (7 juillet). Mais les généraux Pöltenberg et Leiningen, ainsi que le colonel Czillich, jetèrent les hauts cris, et vinrent annoncer à Klapka que Görgey, apprenant ce qui se passait durant sa maladie, venait de signer sa démission. Pour éviter un éclat, peut-être une division dans l'armée, le général Klapka donna contre-ordre, et le 1er corps revint à Comorn.

En constatant comment il dut céder aux instances de Leiningen, de Pöltenberg et de Czillich, le général Klapka dit : — « Si Kossuth, au lieu de m'envoyer un ordre écrit, était venu en personne au camp, tout eût pu s'arranger et l'armée se fût mise en marche immédiatement. Görgey, sans doute, était bien vu des troupes, mais la faveur dont il jouissait n'égalait point l'autorité que Kossuth possédait partout. Görgey n'eût pas eu l'audace de désobéir au gouverneur présent ; il eût dû se soumettre, au moins en apparence, etc., etc. [1]. » — L'absence de Kossuth n'excuse pas complétement le général Klapka du peu de résistance qu'il opposa aux amis de Görgey ; car, lorsqu'il accepta, à Pest, [2], la mission de faire exécuter les ordres du gouvernement dans le cas où le général en chef s'y refuserait, il devait connaître les obstacles contre lesquels il aurait à lut-

[1] *Mémoires*, p. 166 du tome II.
[2] Comme semble l'indiquer la lettre qui lui fut écrite par Kossuth.

ter et savoir s'il pourrait les vaincre. Cependant, lorsqu'il affirme que Kossuth aurait dû se rendre à l'armée, venir lui-même mettre un terme aux tergiversations de Görgey, nous sommes complétement de son avis. La popularité de Kossuth était immense, là, au milieu des soldats, comme ailleurs, au milieu des citoyens; le droit était avec lui, et, chef acclamé de l'État, sans s'exposer le moins du monde, il aurait, en lui-même et dans son autorité légale, trouvé la force de se faire obéir ou de briser la rébellion. Kossuth étant présent, quelle influence auraient gardée sur les troupes les partisans du général en chef, quelques officiers d'état-major, un colonel, deux généraux ?

Görgey, du reste, n'était pas homme à accepter une lutte corps à corps, un duel face à face, lorsqu'il se sentait dans son tort et ne se voyait pas assuré du succès. Sa popularité était considérable, nous ne le nierons pas, et Kossuth lui-même n'avait pas peu contribué à la répandre hors des camps. A l'armée, le général la devait surtout à son attitude, à son courage, à ses talents. Sa physionomie n'avait rien de martial. Sa tête, petite, était couverte de cheveux châtains, qu'il portait courts ; ses yeux gris dérobaient leur flamme sous des lunettes ; il avait très-peu de barbe, et ses moustaches ne ressemblaient guère à celles de ses hussards. Cependant son maintien et ses habitudes étaient des plus militaires. Grand et élancé, il en imposait par sa tenue rigide, par sa démarche dégagée, impérieuse, par sa fière gravité, parfois seulement troublée d'un sourire moqueur ; par sa parole brève, accentuée, virile. D'un tempérament de fer et dès l'enfance habitué aux fatigues, par son impassibilité, on peut presque dire son insensibilité aux souffrances physiques, il étonnait ses troupes, qui pourtant elles-mêmes ne connurent jamais les tentes, et, sans se plaindre, dormirent sur la neige par des froids de 18 degrés Réaumur. Excellent ca-

valier, d'un grand courage personnel, sans rechercher le danger, au besoin il donnait l'exemple en s'exposant au feu le plus meurtrier, en se jetant même, comme le 2 juillet, dans la mêlée la plus épouvantable. Très-sévère sur la discipline, il regagnait la faveur des soldats par son impartialité à conférer les grades et les récompenses. Généralement il ne récompensait que le mérite, sauf le cas où il trouvait son intérêt politique à se faire des créatures. Tacticien assez habile lorsqu'il avait à exécuter les plans d'autrui, il a avoué lui-même qu'il était plutôt organisateur que *stratégiste*. Son principal défaut était de ne pas savoir utiliser les victoires qu'il remportait. En somme, on l'a beaucoup surfait comme général. Sa retraite dans le nord de la Hongrie, en décembre et janvier 1848, et sa marche de Komárom vers les autres armées, en juillet 1849, ont été extrêmement vantées. Cependant il est juste de rappeler qu'il ne commanda pas les plus brillantes victoires de l'armée du Danube, ni celle de Braniczko, remportée par Guyon ; ni celle de Hatvan, due à Gáspár ; ni celle de Bicske, dont le mérite revient surtout à Damjanics ; ni celle d'Isaszeg, qui fut entamée sans lui ; ni celle de Vácz, à laquelle il n'assista pas ; ni même celle de Nagy-Sarló. Ses dernières opérations contre Bude et autour de Comorn, que nous avons vivement critiquées au point de vue politique, ne sont pas moins vicieuses, si on les considère sous le rapport militaire. Toutefois, en critiquant les opérations de Görgey au point de vue de la science militaire, il ne faut pas oublier qu'une partie des fautes ne doit être attribuée qu'à ses préoccupations politiques, auxquelles il sacrifiait sans doute sa réputation de capitaine. Quoi qu'il en soit, le public, séduit par l'apparence et fort peu au courant des choses de la guerre, rapportait au seul Görgey la gloire de la campagne d'été ; les soldats aimaient leur général en chef, et, victorieux, avaient confiance lui. Pourtant, quand on le vit,

poursuivant d'une manière de plus en plus évidente des desseins pervers, éloigner de l'armée plusieurs des officiers supérieurs les plus estimés; perdre un temps précieux à des allées et venues, à des marches sans but; gaspiller, pour ainsi dire, le sang de ses troupes, en perdant des batailles qu'il n'eût pas dû livrer, alors sa popularité commença à décroître. A vrai dire, si Görgey était encore populaire, sa popularité n'était que l'ombre de celle de Kossuth. Il était puissant, mais jusqu'à un certain point; son rival était tout-puissant. Sans être dictateur de nom, Kossuth l'était en réalité, et, quand parfois il se livrait à de véritables actes de dictature, nul ne pouvait s'y opposer, tant on était sûr que derrière le gouverneur il y avait l'irrésistible force de tout un peuple.

Certainement le gouverneur aurait pu faire traduire Görgey devant un conseil de guerre, et, si ses partisans avaient alors donné leur démission, il n'eût pas été difficile de leur trouver des remplaçants. Nous ne savons pas au juste pourquoi Kossuth ne se rendit point au camp de Görgey; nous croyons que ce fut, soit parce qu'il croyait que ses commissaires suffiraient à la tâche, soit afin de ne point provoquer un conflit dont il s'exagérait l'importance et les conséquences funestes à la cause nationale. Selon nous, le gouverneur commit une grande faute en agissant avec d'infinies précautions. Il irrita son rival, puis il voulut le ramener à défendre loyalement la patrie en employant de nouveau les voies de la douceur; et il ne réussit qu'à lui faire croire qu'il avait peur de le frapper. Cette idée néanmoins ne poussa pas Görgey à essayer d'enlever le pouvoir au gouverneur; pour monter au rang suprême qu'il convoitait depuis si longtemps, il attendit que Kossuth, désespéré, consentît à en descendre lui-même.

Revenons maintenant au point où nous avons laissé les

événements militaires. Le 7 juillet, si Klapka avait pu exécuter les ordres qui lui avaient été transmis, la concentration des diverses armées était possible ; il restait encore une chance à la cause juste de la patrie et de la liberté. Quelques jours, quelques heures se passèrent, et cette chance suprême fut perdue.

Du 7 au 11 juillet, l'armée hongroise, retenue autour de Comorn, demeura dans une fatale immobilité. Enfin, ce jour-là, Klapka essaya de rompre les lignes ennemies. Les soldats patriotes firent preuve de leur bravoure habituelle et remportèrent quelques succès partiels. Peut-être même l'attaque eût-elle réussi, si le commandant de la cavalerie, Piketty, n'était pas resté inactif, contrairement aux ordres qu'il avait reçus. Après une journée de lutte, qui lui coûta environ 1,500 hommes, mis hors de combat, l'armée hongroise rentra dans son camp retranché.

Il avait été convenu entre les généraux que, si la nouvelle attaque ne réussissait pas, les ordres du gouvernement seraient enfin suivis. Après la défaite du 11 juillet, Görgey donna donc le signal du départ. Par malheur, il n'était déjà plus possible d'opérer à temps la concentration des armées hongroises.

QUATRIÈME SECTION.

CAMPAGNES DE BÁCS-BANAT ET DE TRANSYLVANIE.

XVII

Reculant devant l'invasion russe, le 8e corps descendit du nord vers le centre et, à Czegléd, se réunit à la réserve, sous le commandement général de Maurice Perczel. Les Russes suivaient Wysoczki, mais bientôt ils renoncèrent à l'atteindre. De Miskolcz une colonne fut détachée de leur armée principale, franchit la Tisza, et, sans rencontrer de résistance sérieuse, occupa Debreczen (3 juillet). Mais trois jours après, elle fut rappelée, et dès lors toutes les forces de Paskevitch furent portées dans la direction de la capitale de la Hongrie.

Perczel fit, avec sa division de cavalerie, un mouvement en avant de Czegléd, afin de rendre plus facile la jonction de l'armée du Danube supérieur. Par malheur, Görgey venait déjà d'éprouver un échec devant Vácz, et Perczel se trouva seul à combattre. L'engagement eut lieu le 20 juillet près de

Tura. Malgré la brillante conduite du général Aristide Dessewffy, les cavaliers hongrois ne tardèrent pas à céder le terrain à l'ennemi beaucoup trop nombreux. Perczel, du reste, voyait sa ligne de retraite menacée par Haynau, et il devait se hâter, s'il ne voulait pas la trouver coupée, de conduire ses 24,000 soldats à Szeged.

Avant la dernière bataille, livrée sous les murs de Comorn, le général en chef autrichien avait lancé sur la capitale une colonne d'avant-garde qui entra dans Bude le 11 juillet, dans Pest le 12. Le même jour, 12, un petit détachement de cosaques l'y rejoignit. Les communications étant ainsi établies entre les armées envahissantes, Haynau, auquel le départ de Görgey laissait la liberté de ses mouvements, suivit la rive droite du Danube et vint, avec le gros de son armée, prendre possession de la double capitale hongroise (19 juillet).

En entrant dans la double capitale, Haynau adressa à ses habitants une proclamation où, après avoir accusé de tous les crimes et accablé des plus violentes invectives les Hongrois défendant leur indépendance, il exprimait en ces termes la politique dont il s'était fait l'exécuteur.

« Sera exécuté, sans distinction de condition ni de sexe,
» dans le plus bref délai et sur le lieu même du crime ;

» Quiconque par la parole ou par l'acte, ou encore par le
» port d'insignes révolutionnaires, aura osé appuyer la cause
» des rebelles ;

» Quiconque aura osé offenser *par la parole* ou par le fait
» un des soldats autrichiens ou un soldat de nos braves al-
» liés, etc. »

En quittant Pest, le bourreau de Brescia fit afficher une nouvelle proclamation, où, après avoir mandé aux populations qu'il attendait d'elles le respect absolu des avis qu'il leur avait donnés précédemment, il s'écriait :

« Sinon, votre belle ville, à vous autres habitants de Pest, » qui à présent ne porte encore que les traces partielles d'une » punition méritée, ne serait bientôt qu'un amas de ruines, » monument de votre trahison, monument de sa punition.

» Croyez-moi, je tiens ma parole, soit pour punir le crime, » soit pour récompenser le mérite.

» Que les perfides habitants de Brescia, qui, comme vous, » à plusieurs reprises égarés par les chefs de la rébellion, » avaient commis des trahisons nouvelles, vous servent » d'exemple et vous apprennent si je connais l'indulgence à » l'égard des révoltés.

« Voyez le châtiment infligé là-bas! et gardez-vous, en » méprisant mes avis, de me forcer à vous en infliger un » pareil [1] ».

Aussitôt après avoir fait afficher ces proclamations sanguinaires, Haynau, laissant une très-faible garnison dans les deux villes, marcha rapidement vers Szeged, nouveau siége du gouvernement hongrois et centre de la résistance nationale. Ayant déjà été rejoint par les Russes venant du nord, il avait hâte de donner la main à Jellachich, qui opérait dans le comitat de Bács, au midi. Toutes les forces impériales étant ainsi concentrées, la révolution hongroise pouvait être d'un seul coup anéantie.

Mais avant de suivre plus loin le généralissime autrichien, rappelons brièvement ce qui s'était passé dans le sud depuis les victoires de Perczel au printemps et depuis que l'ex-ban, abandonnant Welden, s'était réfugié du côté des comitats dits slavons.

[1] Correspondance n° 271.

XVIII

Depuis le 23-24 avril, époque à laquelle il avait abandonné l'armée de Welden, emmenant avec lui sur le Danube les bateaux à vapeur, Jellachich était arrivé sans encombre, le 10 mai, à Eszék. La retraite par la rive droite du fleuve n'avait été inquiétée que par quelques attroupements de citoyens armés, dispersés sans peine, notamment près de Kaposvár. Installé à Eszék, l'ex-ban avait pu faire venir des renforts de Croatie, et, son armée réorganisée, envoyer des secours à la garnison de Titel, très-sérieusement menacée.

Il avait été convenu que l'occupation du Bács-Banat achevée, Bem, après avoir fait venir de nouveaux renforts de Transylvanie, passerait le Danube conjointement avec le corps de Perczel, et dirigerait ses opérations soit vers Comorn, soit vers Fiume, afin de mettre la Hongrie en contact avec l'Adriatique. Par malheur les troubles causés par les Valaques ne permirent pas à Bem de diminuer les forces hongroises en Transylvanie, et, à la nouvelle de l'intervention russe, il se vit même obligé de retourner dans l'ancienne principauté. D'autre part, le mouvement exécuté par Jellachich finit par rendre le projet primitif complétement inexécutable, et Perczel se trouva tout à coup sérieusement menacé. Voulant se préparer à opposer une énergique résistance à Jellachich, essayant de passer le Danube, Perczel fit un nouvel effort pour

s'emparer de Titel avant l'arrivée de l'ex-ban. Il attaqua deux fois, les 22 et 24 mai, Villova, au pied du plateau sur lequel s'élève la ville fortifiée ; mais, malgré leur bravoure, les honvéds furent impuissants à briser les obstacles que leur opposait la nature du terrain aussi bien que l'opiniâtreté de la défense. Repoussé, Perczel concentra rapidement ses forces à Újvidék et les conduisit contre les impériaux, qui, sur la rive opposée du Danube, cernaient la forteresse de Pétervárad. Plusieurs redoutes furent bravement enlevées à la baïonnette, mais l'ennemi fut secouru à temps, et les Hongrois durent battre en retraite (4 juin).

Le même jour, Jellachich rassembla le gros de son armée sur le plateau de Titel, et bientôt en descendit pour prendre l'offensive. Voulant le prévenir, Perczel courut au-devant de lui et le rencontra près de Kaacs (7 juin). Accablé par des forces trois fois supérieures aux siennes, il recula dans la direction d'Újvidék. Poursuivi par la cavalerie ennemie, à elle seule presque aussi nombreuse que son armée, il ne put empêcher que deux de ses bataillons ne fussent en grande patrie massacrés. A la suite de cette défaite, Maurice Perczel alla prendre position en deçà du canal de François. C'est de là que, se brouillant avec le gouvernement, il envoya sa démission. Le colonel Auguste Tóth prit le commandement à sa place jusqu'à l'arrivée du général Vetter.

Cependant Jellachich s'était lui-même dirigé vers Újvidék, dans l'intention d'isoler Pétervárad de la rive gauche du Danube. Le feu de la forteresse l'empêcha de s'y maintenir.

Le colonel Tóth avait pris position à cheval sur les deux rives de la Tisza, à O'-Becse et à Tōrōk-Becse. Le général autrichien vint bientôt attaquer O'Becse. La division Pereczy lui opposa d'abord à elle seule une résistance acharnée, mais fut rejetée sur la rive opposée. Le colonel Bánffy accourut à

l'aide de Pereczy, franchit le pont jeté sur la rivière, à la tête de trois bataillons seulement, rejeta l'ennemi des abords du pont, mais enfin fut contraint de céder à l'irrésistible force numérique qui lui était opposée, et repassa sur la rive gauche (25 juin).

Le même jour, les Austro-Serbes avaient été attaqués sur un autre point par les Hongrois. Près de Perlasz, le colonel Bene passa la Béga et repoussa l'ennemi jusque dans la tête du pont établi sur la Tisza. Mais, attaqué à son tour, il fut obligé de repasser la Béga, et Perlasz fut occupé par les impériaux. Bene voulut reprendre ce village dès le lendemain, et il le reprit en effet; mais il ne put enlever la position fortifiée de l'ennemi. Durant cette marche les Hongrois furent témoins d'une scène horrible. Ils avaient été obligés de laisser derrière eux quelques malades, incapables de les suivre. Les paysans serbes les firent prisonniers et les remirent aux soldats ennemis. Ceux-ci ouvrirent des trous dans la terre, y enfoncèrent jusqu'à la ceinture les honvéds malades, entourèrent de paille le haut de leurs corps et les firent brûler à petit feu.

La situation critique des armées hongroises sur le Danube et la marche en avant de l'armée russe exigeaient que l'on regnagnât au plus vite le terrain perdu dans le comitat de Bács, car il importait de garantir par le midi le centre du gouvernement et des opérations, Szeged, que déjà menaçaient trop à l'ouest et au nord les grandes armées impériales. C'est pourquoi, dès qu'il eut été rejoint par Kmety, qui, depuis la rupture de ses communications avec l'armée de Görgey, avait reçu l'ordre d'aller renforcer l'armée du sud, l'énergique et habile général Vetter commanda l'offensive sur toute la ligne. De son côté, Jellachich se porta en avant, et se jeta, le 14 juillet, sur le 4e corps, posté près de Hegyes. Le général Guyon, qui venait de remplacer le colonel Tóth, opposa la plus vive résistance,

Après un combat meurtrier, l'ex-ban ramena vers Verbász son armée en désordre. Guyon l'y poursuivit, le battit encore et lui enleva la ligne du canal de François. Jellachich n'osa même pas se maintenir au delà. Il recula vers Titel, puis jusque sur la rive du Danube, qu'il dut repasser. Guyon, qui manquait de munitions, ne put le poursuivre avec assez de vigueur. Quoi qu'il en soit, des résultats très-importants avaient été obtenus : la région située entre la Tisza et le Danube était réoccupée par les Hongrois, et Pétervárad leur était de nouveau accessible. Mais l'armée croato-serbo-autrichienne aurait infailliblement été faite prisonnière le 14 juillet, si la colonne de Kmety, qui repoussa un détachement ennemi sur la droite de la ligne des Hongrois, avait pu arriver à temps pour surprendre par derrière Jallachich fugitif.

L'ex-ban s'était enfermé avec toutes ses troupes et de nouveaux renforts dans le camp retranché de Carlovitz et Kamenitz. Le général Vetter se préparait à l'en déloger quand il reçut l'ordre d'expédier la majeure partie de son armée pour la défense de Szeged, dès qu'il se serait emparé de Titel, si c'était possible. En conséquence, les ouvrages fortifiés qui protégeaient la ville serbe furent attaqués le 23 juillet. Mais la bravoure des troupes, l'héroïsme de Guyon et l'habileté de Vetter, furent inutiles devant Vilova, comme devant Mossorin. Les Austro-Serbes étaient en force, et leurs fortifications, très-solides, se trouvaient entourées de marécages presque inaccessibles.

Cet échec détermina Vetter à obéir sans plus tarder aux ordres du gouvernement. Kmety fut chargé de cerner Titel. Le corps principal de l'armée du sud se dirigea vers Szeged, sous la conduite de Guyon.

Szeged avait besoin d'être secourue. Haynau avançait rapidement, et il n'avait d'autre obstacle à briser que l'armée de

Perczel, la seule qui pût lui être immédiatement opposée. Görgey était loin encore, dans les environs de Miskolcz. Bem, qui avait promis des secours, se trouvait dans l'impossibilité d'en envoyer, sa position étant des plus critiques.

XIX

Quand le général Bem, vainqueur des armées Austro-Russes, accourut en Hongrie coopérer à la délivrance du Banat, il laissa derrière lui la forteresse de Károlyvár et la petite place de Déva, appartenant encore aux Autrichiens, ainsi que les bandes valaques, qui erraient dans les montagnes sous la conduite de Janku, surnommé « le Roi des Montagnes. »

Durant son absence, la forteresse de Károlyvár fut investie, d'abord par Farkas Kemény, ensuite par le colonel Stein. Tant que Stein manqua du matériel nécessaire, il resta immobile; muni d'artillerie de siége, il ne déploya peut-être pas assez d'activité. Károlyvár se maintint jusqu'au retour des Russes. Le château de Déva, bloqué par le colonel Forró, se rendit le 27 mai. Contre les Valaques, plusieurs expéditions furent organisées. La plus sérieuse, forte de 4,000 hommes, fut conduite par le colonel Kemény dans les premiers jours de juin. Les Valaques, au nombre d'environ 30,000, plus ou moins bien armés, répandus dans des monts abruptes, sans routes, et qu'eux seuls connaissaient parfaitement, ne pouvaient être réduits par des forces, très-inférieures aux leurs numériquement, souvent pri-

vées de provisions de bouche. Cependant les Hongrois leur firent éprouver des pertes considérables ; mais, en somme, dans cette guerre de guérillas, faite de la part des Valaques avec un fanatisme féroce, les Hongrois ne purent obtenir aucun succès. Dans une de ces expéditions, non loin de Maraczel, après une défense héroïque, périt le jeune Vasváry, à la tête d'un bataillon de partisans, qu'il avait organisé.

Les Hongrois se tenaient sur la défensive, quand l'imminence de l'invasion russe rappela le général Bem en Transylvanie. Il en était sorti avec la majeure partie de son armée. Il en revint avec très-peu de troupes, laissant le reste dans le Banat, à la disposition du gouvernement. Mais, durant son absence, depuis l'expulsion des Austro-Russes, en mars 1849, ses lieutenants, assistés par les commissaires, avaient organisé et équipé un certain nombre de bataillons et d'escadrons nouveaux. Il se trouva donc numériquement à la tête de 30,000 hommes dont, par malheur, la grande majorité, de levée récente, n'était point encore habituée au maniement des armes. Déduction faite des troupes employées à cerner Károlyvár et à observer les Valaques, il eut pour agir seulement 20,000 soldats.

Durant sa première campagne, dont les résultats furent si brillants, Bem fit preuve d'un véritable génie militaire ; mais, s'il nous est permis de le juger, il commit une faute, celle de trop risquer le tout pour le tout. Dans cette seconde campagne, que nous allons raconter, le hardi général, au lieu de prendre une position centrale et d'y attendre l'ennemi, voulut s'opposer à l'entrée des Austro-Russes par le nord, l'est et le midi à la fois, et, pour ainsi dire, éparpilla son armée déjà si faible à travers de très-nombreux défilés. Ce système de défense offrait de sérieux inconvénients. L'ennemi n'eut qu'à se présenter en nombre suffisant devant tel ou tel passage pour le

forcer, et une fois une ou deux routes ouvertes, la fermeture des autres devint inutile; bien plus, les divers détachements postés ici et là se trouvèrent isolés les uns des autres, et la campagne se trouva réduite à ce que les militaires appellent une « petite guerre. » Mais c'était peut-être précisément cette « petite guerre » que Bem voulait faire, ne jugeant pas les forces dont il disposait suffisantes pour soutenir une véritable campagne.

Le général Lüders réunit les troupes russes de Moldo-Valachie, et vers le milieu du mois de juin se mit en marche à la tête de 28,000 hommes. Sous ses ordres était placé le général Clam-Gallås, successeur de Malkovsky, avec 10,000 Autrichiens. Il devait entrer par le midi, tandis que pénétreraient en Transylvanie par la Bukovine le général Grotenhjelm et le colonel Urban, celui-ci conduisant 3,000 Autrichiens et celui-là 10,000 Russes.

Le lieutenant-colonel Ferdinand Szabó avait été chargé par Bem de défendre le défilé de Tömös. Le 17 et le 18 juin, il tint en échec les premières troupes du général Lüders; mais celui-ci ayant lancé sur les retranchements hongrois des forces considérables, il devint impossible à une poignée d'hommes de s'y maintenir. De leur première position, les soldats patriotes reculèrent sur le Tömös inférieur, et là, le 20 juin, commandés par le colonel Kiss (Alexandre) repoussèrent trois assauts consécutifs. Mais, surpris à revers par des Cosaques, ils lâchèrent pied, laissant leur héroïque commandant blessé, entre les mains de l'ennemi. Le défilé de Tömös ouvrait la route de Brassó aux Russes. Ils y arrivèrent le soir même. Des bombes furent lancées sur le château, et la garnison, trop faible, se rendit (22 juin).

Pendant que Lüders en personne envahissait la Transylvanie, une autre colonne de son armée, sous le général Engelhard, y pénétrait aussi par le défilé de Törcsvár, que le major Krasznay abandonna presque sans coup férir. Réunis à Brassó, les

Russes se dirigèrent contre le siége sicule de Háromszék, qui, durant le précédent hiver, avait si bien rempli ses devoirs envers la patrie. A leur approche, le tocsin sonna dans tous les villages dont les cloches n'avaient point été fondues en canons, et 8 ou 10,000 citoyens vinrent se ranger autour de 3,000 soldats réguliers que commandait le colonel Alexandre Gál. Le 24 juin, les deux armées se rencontrèrent au pont de Kökös. Les Hongrois vaincus, se replièrent sur Uzon. Là eut lieu un nouveau combat, dans lequel périt le brave major Gabriel Áron, l'improvisateur de l'artillerie sicule. Près de Szepsi-Szent-György, Alexandre Gál livra une troisième bataille qui, comme les précédentes, fut défavorable aux Hongrois.

Mais ne mentionnons point les cent et cent affaires dont se composa cette « petite guerre ; » contentons-nous de rappeler les engagements les plus graves et n'insistons que sur les résultats de la campagne.

Ayant concentré à Brassó, dans le but de garantir sa ligne de retraite, le corps autrichien entré depuis en Transylvanie, Lüders dirigea ses opérations contre Nagy-Szeben (Hermannstadt). Son avant-garde atteignit Fogaras le 12 juillet, et après une résistance désespérée fit prisonnière la garnison de cette petite place. En apprenant cette nouvelle, la garnison de Nagy-Szeben abandonna la ville (19 juillet). Alors Lüders put attaquer à revers le défilé de Vöröstorony qu'il enleva, non sans avoir rencontré une vive résistance de la part du colonel Jhász. Le vaincu chercha un refuge en Valachie, où les troupes turques, placées en observation, le contraignirent à déposer les armes.

Tous les mouvements que nous venons d'énumérer avaient pour théâtre le midi. Suivons maintenant la marche du général Grotenhjelm, descendant de Bukovine en Transylvanie. Grotenhjelm passa la frontière le 20 juin. A MaroSény, à Borgo-

Prund (21 et 22), et sur d'autres points, le colonel Dobay se battit bravement, mais sans succès. Bem accourut le soutenir. Une bataille fut par lui livrée aux Austro-Russes, près de Teke (Wallendorf), le 27 et le 28 juin. Son énergie et son habileté ordinaires restèrent impuissantes en présence des forces supérieures et disciplinées dont l'ennemi disposait. Ayant éprouvé plusieurs autres échecs successifs, notamment près de Besztercze (10 juillet) et près de Szeredfalva (16), Bem laissa le commandement à Damaskin. Ce lieutenant-colonel, pressé par les envahisseurs, recula jusqu'à Szász-Régen. Là, il accepta la lutte et essuya une nouvelle défaite. Enfin, il s'arrêta à Szent-György.

Cependant le général Bem avait couru dans le pays des Sicules livrer bataille à Clam-Gallas. L'ayant vaincu deux jours de suite, le 20 et le 21 juillet, il rendit le commandement de l'armée victorieuse à Alexandre Gál, et, prenant avec lui 2,500 hommes, s'en alla, par le défilé d'Ojtoz, faire une excursion en Moldavie. L'expédition, convenue avec Kossuth, avait pour but de soulever les Moldo-Valaques et d'opérer ainsi une puissante diversion sur les derrières des armées austro-russes. Le 19 juillet, Bem avait adressé aux Roumains une proclamation par laquelle il les excitait à prendre les armes pour chasser les Russes, leurs oppresseurs, et conquérir leur indépendance, sous la suzeraineté de la Porte. — « En entreprenant contre les Russes une lutte à mort, ajouta-t-il, les Hongrois veulent que leurs voisins, écrasés par l'oppression moscovite, profitent des avantages qui en résulteront. » — L'appel ne fut point entendu. Bem battit les Russes qui voulaient lui couper la route (23 juillet), poussa une petite pointe jusqu'à Okna, et, la population restant immobile, revint sur ses pas. A son retour, il trouva une lettre par laquelle Kossuth lui mandait que deux réfugiés roumains, MM. Golesco et Boliak s'offraient à former une légion

roumaine, qui lui servirait d'avant-garde s'il croyait devoir tenter une expédition en Moldo-Valachie. Par malheur, l'expédition était faite et n'avait pas réussi.

Durant l'absence de son général, Alexandre Gál avait attaqué les Austro-Russes et s'était fait refouler jusqu'à Szepsi-Szent-György. Le 27 juillet, il se vit même forcé d'abandonner cette ville après une lutte acharnée. Lüders était déjà dans Segesvár quand Bem vint, non loin de cette ville, lui livrer, avec des forces trop minimes, une bataille qui fut désastreuse. 7 canons, beaucoup de munitions et les papiers de l'état-major hongrois tombèrent entre les mains des Russes. Blessé, le général polonais tomba dans un ruisseau, d'où il sortit non sans peine pour se cacher jusqu'à la nuit dans des marécages. Ce fut aussi, dit-on, dans cette bataille de Segesvár, que diparut Petőfi. Personne du reste, ne l'ayant vu tomber, le peuple ne voulut point croire à la mort de son poëte-héros.

Après tant de malheurs éprouvés coup sur coup, un autre homme que Bem se fût désespéré. Au contraire, il entreprit de renouveler le stratagème qu'il avait employé contre Puchner. Ayant donc rassemblé 7,000 hommes à Maros-Vásárhely, par Medgyes, il s'élança sur Nagy-Szeben. Les Russes, sous les ordres de Hasford, essayèrent de l'arrêter près de Vizakna. Ils furent culbutés. Nagy-Szeben fut enlevé d'assaut (5 août). Mais, le lendemain, Lüders se présenta sous les murs de la ville en ordre de bataille. Bem se porta à sa rencontre. La fortune trahit une fois de plus la bonne cause. Les Hongrois, défaits, se retirèrent en toute hâte, laissant derrière eux quatorze canons et un grand nombre de prisonniers. Le colonel Forró, chargé de tenir en échec la colonne russe du général Hasford, dut, lui aussi, reculer. Les Saxons, qui avaient accueilli les Hongrois vainqueurs avec acclamations, coopérèrent

au désastre en tirant de leurs fenêtres sur les fugitifs[1]. La même trahison s'était déjà produite à Besztercze. Les patriotes, poursuivis avec vivacité, se dispersèrent dans toutes les directions, et leur héroïque général en chef faillit de nouveau tomber entre les mains de l'ennemi.

Bem n'avait pas avec lui plus de 30 à 40 soldats quand il rencontra, entre Szerdahely et Szász-Sebes, le général Stein. Celui-ci, sur son ordre, avait abandonné le siége de Károly-Fehérvár, et, n'y laissant qu'un petit détachement en observation, était accouru en toute hâte porter secours au général en chef. Celui-ci l'investit du commandement supérieur de l'armée de Transylvanie, et partit aussitôt pour la Hongrie, où le gouvernement le rappelait en qualité de généralissime.

Stein rassembla quelques-unes des troupes dispersées, et, les joignant à son corps, essaya de s'opposer à la marche des Austro-Russes sur Károly-Fehérvár. Attaqué le 12 août, non loin de Szász-Sebes, il résista avec opiniâtreté. Contraint à la retraite, il s'arrêta à Alvincz, puis, après un nouveau combat, se replia sur Déva. En route, il perdit 10 canons, et les cavaliers russes lui firent de nombreux prisonniers. Le détachement qu'il avait laissé devant Károly-Fehérvár en fut en même temps chassé par la garnison. Enfin, le colonel Alexandre Gál, se voyant isolé dans le pays sicule, se fraya très-habilement un chemin sur Kolosvár, puis sur Bánffy-Hunyad et sur Nagy-Bánya, en Hongrie, où il opéra sa jonction avec le corps de Kazinczy.

[1] C'est le général Czetz qui affirme ce fait.

CINQUIÈME SECTION.

LA DIÈTE A SZEGED.

XX

Le gouverneur, avec ses ministres, arriva le 10 ou le 11 juillet, à Szeged. La population le salua de ses plus patriotiques acclamations. Kossuth fit un discours, dans lequel il annonça la prochaine organisation d'une réserve de 30,000 hommes, qu'il mènerait lui-même à la rencontre de l'ennemi. Le temps lui manqua pour réaliser ce projet. Faisant allusion à Görgey, il proféra cette menace : — Si quelqu'un osait aspirer à la dictature, je l'anéantirais ! — Enfin, espérant ranimer dans tous les cœurs la foi qui brûlait toujours dans le sien, il exprima en phrases émouvantes une prophétie qui, par malheur, ne devait pas être ratifiée par les événements. — De même qu'il avait annoncé à Debreczen que la Hongrie serait indépendante, de même, à Szeged, il croyait pouvoir

prédire que, par suite de l'intervention russe, la liberté de l'Europe serait reconquise !

Les représentants du peuple avaient suivi le gouvernement. Ils n'avaient plus de président en titre, le dernier, Paul Almásy ayant été nommé vice-président de la cour suprême. Les deux partis dont la chambre se composait avaient chacun un candidat : les pacifiques portaient au fauteuil Étienne Gorove ; les radicaux, qui formaient alors la majorité, Léopold Fülepp. Mais l'élection régulière n'eut pas lieu, et ce fut le doyen d'âge, Palóczy, qui invita ses collègues à se réunir le 21 juillet. Quant à la haute chambre, il fut impossible au baron Perényi, le vieux et noble patriote, de la convoquer. La plupart des magnats, présents dans les derniers jours à Debreczen, avaient été rejoindre les lâches qui, depuis si longtemps, s'étaient mis à l'abri du danger. Le président du conseil des ministres, Barthelemy Szemere, demandait [1] avec justice la suppression définitive de la haute chambre. Kossuth s'y serait refusé, s'il faut en croire Szemere, non pas, pensons-nous, par amour de l'aristocratie, mais évidemment afin de ne point accroître inutilement les embarras de la situation [2].

La situation était extrêmement critique. Les citoyens le sentaient, et ils eussent désiré que le gouvernement la leur expliquât. Mais le gouvernement n'avait nulle envie de révéler publiquement la profondeur de l'abîme vers lequel la patrie était fatalement poussée. En se tenant si longtemps sur la réserve, en gardant le silence pour ne pas risquer la perte de son suprême espoir, l'arrangement à l'amiable de ses différends avec le général rebelle, il commit, selon nous, une grande faute. La

[1] A ce qu'il assure lui-même.

[2] Le journal officiel, *Kœzlœny*, de cette époque nous fait défaut. Nous sommes obligés de puiser à des sources individuelles et quelquefois de nous en rapporter à notre propre mémoire.

vérité devait bientôt être connue, même des masses, et, pendant qu'elle leur resta cachée, Görgey put achever dans l'ombre la préparation de sa criminelle intrigue.

Les partisans du général félon, profitant de l'impopularité notoire de Mészáros et de Dembinski, s'agitèrent en faveur de leur homme, auquel les précédentes victoires avaient fait un nom trop aimé ; ils insinuèrent peu à peu que par lui seul tout pourrait être sauvé ; qu'il fallait concentrer entre ses mains le commandement de toutes les armées, espérant que, par lui, ils obtiendraient ce qu'ils désiraient, la fin de la lutte de quelque manière que ce fût. Les manœuvres de Görgey n'ayant pas encore été publiquement dévoilées, les fatales résistances du général à l'autorité légitime n'ayant point été flétries tout haut, les amis du gouvernement se trouvaient impuissants à le défendre contre les sourdes attaques dont il était l'objet, et à combattre par d'irrésistibles arguments les projets de dictature militaire, nourris par les pacifiques.

Dans une séance secrète de l'assemblée nationale, un député, — Paul Hunfalvy, croyons-nous, — exprima, mais avec certaines précautions et sans nommer Görgey, l'idée du parti de la paix. Un autre représentant, courageux et dévoué patriote, il est vrai, mais qui, depuis peu revenu de Paris, ignorait le véritable état des choses et même ne connaissait pas le général en chef, Joseph Irínyi, soutint une opinion analogue. Le bruit avait été perfidement répandu que Kossuth s'entêtait à garder le pouvoir par ambition personnelle, et que c'était surtout sa femme qui l'excitait contre un militaire habile, auquel seul, — selon les pacifiques, — il appartenait de sauver la patrie d'une ruine complète. Irínyi crut à ces allégations, et s'écria, — sans toutefois nommer Mme Kossuth : — « Les Espagnols ont bien su exiler Marie-Christine pour mettre un terme à ses intrignes, et pourtant Marie-Christine

était reine ! » — Donc, pour arriver au but désiré, l'on procédait par insinuation, mais l'on aurait fini par nommer Görgey, si Szemere n'avait coupé court à la discussion en disant que le gouvernement était suffisamment informé et aviserait. Avant de faire cette déclaration, le ministre de l'Intérieur avait avoué que le général auquel on faisait allusion « savait commander, mais ne savait pas obéir. » Néanmoins il ne dévoila que vaguement ses actes de désobéissance, et ne mit pas l'assemblée en demeure de se prononcer entre le gouvernement et le rebelle.

La dernière déclaration de Szemere put faire espérer aux pacifiques que le gouvernement nommerait Görgey généralissime. Mais il n'en fut rien, et c'est à tort que Görgey affirme, dans ses *Mémoires*, avoir été élu généralissime par la diète. Jamais, en séance publique, personne ne fit une motion dans ce sens. Les choses en restèrent au point où elles s'étaient arrêtées en séance secrète.

Cependant, Kossuth ne répugnait pas absolument à confier la direction de l'armée de la Tisza à Görgey ; il s'y voyait poussé par le peu de confiance que l'on avait généralement en Mészáros et en Dembinski. Il écrivit donc au chef de l'armée du Danube une lettre, dans laquelle il lui demanda un rendez-vous, à l'effet de s'entendre sur ce qu'il restait à faire. Mais l'entrevue n'eut pas lieu. La marche des troupes russes empêcha le gouverneur et le général de se rencontrer ; tous les deux, ils s'étaient avancés l'un vers l'autre, ils durent revenir sur leurs pas chacun de son côté.

Sur ces entrefaites, et probablement à cause des dispositions manifestées au sein de la diète, Szemere proposa à Kossuth le partage de la dictature avec Görgey, après la démission du ministère. Ensuite, il donna personnellement sa démission, et son principal motif, non avoué, était peut-être qu'il était

las de jouer auprès du gouverneur un rôle fort effacé. Mais Kossuth n'accepta ni la démission, ni la proposition de son premier ministre. Ne pouvant pas rencontrer Görgey et n'étant pas sûr de s'entendre avec lui, il revint à son projet primitif, qui était de nommer Bem généralissime.

XXI

La question du commandement de la défense à confier à un seul homme avait enfin, mais trop tard et incomplétement, fait sortir la diète du rôle passif dans lequel elle s'était tenue jusqu'alors vis-à-vis du gouvernement. A Szeged, elle ne resta que huit jours ouverte. Elle n'eut donc pas le temps de reprendre l'autorité qu'elle eût pu et dû s'attribuer étant la représentation directe du peuple hongrois. Cependant la dernière semaine de son existence ne fut pas perdue. Deux lois importantes furent présentées, examinées et votées.

C'est alors, en effet, que le ministre de l'intérieur, dans un discours éloquent et plein de bon sens, traça le triste tableau des malheurs causés par la guerre civile entre les diverses nationalités habitant le pays, et, pour y mettre un terme, proposa ce décret de réconciliation, que nous avons cité dans notre premier volume [1] et qui eût peut-être tourné contre le despotisme austro-russe toutes les forces hongroises, s'il eût été

[1] Voir p. 357.

rendu à temps. Ce décret n'en suscita pas moins les colères assez vives d'un certain nombre de représentants, parmi lesquels, à côté de la paix, on reconnut avec peine des hommes qui se croyaient d'un libéralisme très-avancé. Un des chefs du parti des pacifiques s'emporta jusqu'à dire qu'accorder autant de faveurs aux autres races, c'était *trahir la nationalité magyare*. Tel ne fut pas, comme nous l'avons dit, l'avis de la majorité, qui comprit, avec le ministère, que, dans une Hongrie indépendante tous les habitants, de quelque origine qu'ils fussent, pouvaient trouver la satisfaction de leurs vœux légitimes. (Séance du 28 juillet.)

La dernière loi de la diète de Szeged fut approuvée le même jour que la précédente et encore sur la motion de Szemere. *A l'unanimité*, les juifs furent déclarés les égaux en droits des chrétiens. Nous n'avons pas dissimulé, au commencement de notre récit, combien de préventions funestes s'étaient opposées à leur affranchissement immédiat. Ces préventions, au bout d'une année, s'étaient évanouies, grâce à la conduite vraiment patriotique des israélites. Cependant une seule précaution fut prise encore par l'article 4 de la loi d'émancipation contre les préjugés tenaces qui avaient si longtemps tenu les juifs éloignés des autres citoyens. Des représentants ecclésiastiques et laïques des fils de Moïse un synode devait être formé pour publier les doctrines de la religion juive, les modifier, s'il le fallait, et réformer son organisation ecclésiastique d'après les principes modernes.

Lorsqu'il fallut évacuer Szeged, la diète suspendit de nouveau ses séances, et décréta que ses membres se rendraient à Arad, siége du gouvernement, où ils seraient, dès que cela serait jugé opportun, invités à reprendre le cours de leurs délibérations.

On se rappelle qu'au mois d'avril le général Vécsey avait

reçu l'ordre d'assiéger à la fois Temesvár et Arad. Ne possédant pas assez de matériel, manquant surtout de canons de gros calibre et de mortiers, le comte Vécsey avait concentré tous ses efforts contre la première de ces places et s'était contenté de bloquer la seconde. Cependant, ayant épuisé ses vivres et se voyant dans l'impossibilité de les renouveler, la garnison autrichienne d'Arad finit par capituler. Elle s'obligea à ne pas servir contre la Hongrie pendant six mois, et reçut les honneurs militaires en cédant la place aux soldats de l'indépendance (1er juillet).

Ce fut donc à Arad que se rendit le gouvernement. Quant à la diète, elle n'y fut pas convoquée, et sa dernière séance est celle du 28 juillet. Depuis lors il n'y a plus eu d'assemblée nationale en Hongrie, et c'est par le vote des deux lois dont nous avons parlé, par la déclaration de la fraternité des races et de l'émancipation des juifs, que se termine l'histoire parlementaire des Hongrois. Si on la considère dans l'ensemble de son existence, et abstraction faite des menées des pacifiques, on ne peut s'empêcher de reconnaître que la diète de 1848-1849 a acquis des droits à la reconnaissance d'un pays qu'il lui fut impossible de sauver de la ruine. Nous ne lui reprocherons, quant à nous, qu'une seule chose, c'est de s'être montrée trop confiante envers les hommes auxquels le pouvoir échut, de n'avoir pas surveillé d'assez près ceux qui géraient l'administration et conduisaient les armées; enfin, et pour tout résumer en deux mots, d'avoir manqué d'initiative, d'avoir manqué d'audace.

SIXIÈME SECTION.

TEMESVÁR ET VILÁGOS.

XXII

Comme nous l'avons vu, Perczel, voyant sa ligne de retraite sur le point d'être coupée par Haynau, quitta Czegléd, et, par Kecskemét, se porta vers Szeged, où ses troupes arrivèrent le 28 et le 29 juillet. Le 30 et le 31, Guyon vint l'y rejoindre. Les deux corps d'armée réunis comprenaient environ 35,000 hommes.

Un conseil de guerre fut aussitôt convoqué, et l'on y agita cette question : Que faire? Si nous sommes bien informés, Perczel et Vetter auraient désiré qu'on reprît l'offensive ; car Haynau marchait sur trois lignes, et il eût été possible, facile même, de battre ses colonnes l'une après l'autre. Dembinski trouvait ce plan hasardeux ; il voulait que l'on restât sur la défensive dans le camp retranché de Szeged ; l'armée ne lui paraissait point assez solide pour l'attaque, parce qu'elle se

composait en majeure partie de nouvelles recrues, parmi lesquelles beaucoup de soldats n'avaient d'autres armes qu'une lance. L'opinion de Dembinski l'emporta, et, comme Vetter avait donné sa démission, comme Perczel, fort irrité contre le gouvernement pour un motif presque personnel [1], avait été destitué, ce fut le général polonais qui prit effectivement le commandement.

Ayant appris qu'un corps de l'armée autrichienne, sous le général Schlick, venait de passer la Tisza en amont, près d'Alpár, Dembinski jugea prudent de renoncer à la défense du camp retranché, lequel, du reste, était trop étendu, inachevé et non armé. S'il y fût resté, pensait-il, et que l'ennemi y eût pénétré, il lui serait devenu impossible d'opérer sa retraite à travers la rivière. C'est pourquoi, avant d'avoir été attaqué, il fit passer la Tisza à ses troupes, le 1er et le 2 août, ne laissa que des détachements pour garder le passage et s'établit à une heure de marche plus loin, à Szőreg.

Mais, grâce à la supériorité numérique de son armée, Haynau força le passage le 3 août, et s'empara de la tête de pont établie sur la rive gauche. Vainement les Hongrois essayèrent de l'en déloger. En même temps le colonel Lenkey, qui, posté à Szentes, n'avait pas pu empêcher l'ennemi de passer la rivière plus haut, et s'était retiré sur Makó, avait même dû,

[1] Le colonel Nicolas Perczel, nouvellement élu au commandement d'Arad, avait eu un grave différend avec Damjanics, que Kossuth avait fait transporter dans cette forteresse, afin qu'il y fît soigner sa jambe cassée. Mais en même temps le gouverneur avait autorisé le général blessé à exercer la haute surveillance sur la défense de la place. Le colonel Perczel, commandant en titre, refusa de se soumettre aux ordres de Damjanics, et celui-ci menaça de le faire traduire en conseil de guerre. Informé du conflit, Maurice Perczel prit parti pour son frère Nicolas, et, se laissant entraîner par l'impétuosité de son caractère, proféra des injures, des menaces contre les membres du gouvernement. C'est à cause de cela qu'il fut destitué.

après une courte lutte, céder ce dernier point aux forces supérieures de Schlick et se retirer sur la rive gauche de la Maros. Menacé des deux côtés à la fois, Dembinski se décida à reculer, mais il n'en eut pas le temps ; Haynau l'attaqua avant qu'il n'eût levé son camp. Le généralissime autrichien venait d'apprendre qu'un autre de ses corps d'armée, celui de Ramberg, avait forcé, en aval, le passage de la Tisza, près de Tõrök-Kanisa, en dépit de l'héroïque résistance de Guyon (5 août). Il tenait à profiter de ces avantages, en attaquant lui-même les forces hongroises établies à Szőreg.

La bataille de Szőreg fut entamée vers le soir (5 août.) Les Hongrois avaient les yeux éblouis par le soleil couchant, et i fallait que l'ennemi fût arrivé presque sur eux, pour qu'ils pussent l'apercevoir. Ils se battirent pourtant, et les hussards exécutèrent plusieurs charges d'une impétuosité admirable. Enfin ils furent vaincus, et durent céder le terrain.

Dembinski avait à choisir entre deux lignes de retraite : Ou il devait se diriger sur la ville patriote et la citadelle amie d'Arad ; ou bien, il devait marcher du côté de Temesvár, forteresse ennemie. Ce fut cette dernière direction que suivit le vieux général polonais, en dépit des conseils de Kossuth et d'Aulich, ministre de la guerre. En la suivant, il espérait attirer à lui le corps de Kmety, qui arrivait de la basse Tisza, et ne pas abandonner le siége de Temesvár, dont la garnison était incapable de résister plus longtemps. Mais, s'il eût suivi l'autre route, selon les conseils de Kossuth et d'Aulich, il se serait rapproché de Görgey, qui avait déjà reçu l'ordre de hâter sa marche dans cette direction.

Avant de continuer le récit des opérations de Dembinski, il est utile d'examiner ce que faisait Görgey depuis qu'il s'était enfin décidé à s'éloigner de Comorn.

XXIII

Le 13 juillet, Arthur Görgey avait quitté Komárom par la rive gauche du Danube. Le 15, son avant-garde, le 1er corps, rencontra un détachement russe à Vácz, le chassa et prit position en avant de la ville. Les Russes, ayant reçu des renforts, revinrent à la charge, mais le 3e corps hongrois arriva à temps pour soutenir le premier, et la bataille demeura indécise. Dans la nuit arrivèrent le 7e corps et Görgey lui-même. Voyant que l'ennemi était devenu deux fois plus nombreux que les troupes dont il disposait, il perdit l'espoir de forcer le passage, et, abandonnant son projet de se réunir directement, par Gödöllő, à l'armée de Perczel, il résolut d'opérer sa jonction en exécutant un long détour par Miskolcz et Tokaj, sur la haute Tisza.

Le concours de diverses circonstances l'empêcha de terminer l'évacuation de Vácz dans la nuit du 16 au 17. Il eut à subir une attaque, qu'une retraite plus rapide lui eût épargnée; mais, grâce à la tenace résistance du 3e corps, il put continuer sa marche sans trop d'encombres. Les Russes poursuivirent son arrière-garde, qui, sous Pöltenberg, les arrêta à Rétságh. A partir de Balassa-Gyarmat, les Hongrois ne furent plus surveillés que par un petit détachement de cavalerie ennemie. Paskevitch ne pouvait plus atteindre Görgey; il ne savait pas au juste si le général hongrois se portait dans le nord, sur sa ligne de communication avec son arrière-garde, et sur sa base d'opé-

rations, ou bien s'il entendait repasser la Tisza et descendre vers Szeged. C'est pourquoi il ordonna au corps de Grabbe, concentré autour de Beszterczebánya, de venir à Losoncz, et dirigea le gros de son armée sur la grand'route de Pest à Miskolcz, pour barrer aux Hongrois le passage.

Mais Grabbe se trouva à Losoncz quand Görgey avait déjà dépassé Miskolcz (22 juillet), et le détachement russe, établi dans cette dernière ville, se voyant trop faible pour la défendre, l'abandonna sans coup férir. Görgey ne continua point à marcher dans la direction de Tokaj. Il prit position sur le Sajó et expédia même le 7e corps du côté de Harsány. Attaqué près de Görömböly, le 24, Pöltenberg recula en combattant jusque derrière le Sajó, où il se réunit au 7e corps. Les deux corps réunis furent atteints par les Russes, le 25, en vue de F. Zsolcza. Ils les repoussèrent vivement. Le lieutenant-colonel Gózon, à la tête de 50 volontaires seulement, se distingua particulièrement dans cette journée. Passant la rivière à gué, il surprit sur la rive opposée une batterie soutenue par deux bataillons moscovites.

Cependant Görgey abandonna la ligne de Sajó et alla prendre une position mieux couverte derrière le Hernád. Au lieu de continuer sa retraite, il voulait, — assure-t-il dans ses *Mémoires*, — donner à la division Kazinczy le temps de venir le rejoindre du nord-est ; croyant avoir en face de lui le gros de l'armée moscovite, il voulait, — toujours d'après son dire, — la retenir sur ses traces, afin que l'armée du Sud se préparât dans l'intervalle. Dans sa nouvelle position, sur le Hernád, le corps du comte Leiningen repoussait avec succès deux nouvelles attaques, aux environs de Gesztely.

Sur ces entrefaites, Paskevitsch passa la Tisza, non loin de Tisza-Füred, et un nouveau corps d'armée russe descendit de Gallicie en Hongrie, sous les ordres d'Osten-Sacken. Menacé ainsi de deux côtés, Görgey se hâta de quitter le Hernád

(29 juillet), franchit la Tisza à Tokaj, et, le 30, arriva à Nyiregyháza. Comme l'ennemi pouvait atteindre avant lui Debreczen, il dirigea le 3ᵉ et le 7ᵉ corps, par Nagy-Kálló et Vámospércs sur Nagy-Várad, et le premier seulement vers Debreczen, pour couvrir le flanc des deux autres. Nagy-Sándor entra dans Debreczen le 1ᵉʳ août. Il avait reçu l'ordre d'y rester le 2. N'ayant avec lui que 7 ou 8,000 hommes, et étant attaqué à l'improviste par 80,000 Russes, il fut battu, et, dans la déroute, perdit beaucoup de ses braves soldats.

A cette occasion, Nagy-Sándor accusa Görgey d'avoir voulu faire détruire par l'ennemi le corps qu'il commandait. Depuis longtemps déjà, prétendait-il, le général en chef le chargeait toujours, de préférence aux autres, du service de l'arrière-garde, quand l'ennemi suivait, et du service de l'avant-garde, quand l'ennemi était devant. Cette accusation ne paraît pas manquer de fondement. Le 1ᵉʳ corps était, en masse, hostile à l'ambitieux général, et son chef, le jour où Görgey avait émis l'idée d'une dictature militaire, s'était écrié : — « Si quelqu'un veut devenir César, il trouvera en moi son Brutus ! » — Il est certain aussi que Görgey, entendant tonner le canon pendant la bataille de Debreczen, dit en souriant : « Voilà Nagy-Sándor qui reçoit une râclée ! »

Pour ce qui regarde la journée du 1ᵉʳ août, on peut admettre que Görgey, voulant éviter une rencontre et opérer rapidement sa retraite, ne devait pas courir au secours du 1ᵉʳ corps, mais alors il n'aurait pas dû rester un jour de plus à Vámospércs et n'arriver à Nagy-Várad que le 5 août. Quoi qu'il en soit, rejoint dans cette dernière ville par ce qui restait du 1ᵉʳ corps, Görgey hâta sa marche sur Arad, où l'avant-garde entra le 9. Mais hélas ! il était trop tard !

XXIV

Après avoir eu à soutenir, le 7 et le 8, des combats d'arrière-garde sans importance, Dembinski était arrivé, le 9 août, en vue de Temesvár.

La forteresse, investie depuis le mois d'avril par les soins du général Bem, n'avait point encore ouvert ses portes. Vécsey, du reste, n'avait pas pu pousser vigoureusement le siége avant d'avoir obtenu, grâce à la reddition d'Arad, un matériel convenable. Après maintes attaques inutiles et maintes sorties plus ou moins fructueuses, dont il serait inutile de donner le détail, deux parallèles seulement étaient achevées et armées, quand le général Vécsey, sur un ordre pressant du gouvernement, tenta, le 4 août, un nouvel assaut qui n'eut pas de résultat. Néanmoins il était sûr que les Autrichiens, qui avaient si bien et si longtemps défendu cette place isolée, ne pouvaient plus la garder : de 9,000 qu'ils étaient lors du blocus, ils étaient, d'après le colonel Ramming, réduits à 2,000 combattants à peine, tant la lutte et surtout la maladie avaient fait de vides dans leurs rangs ; leurs vivres étaient épuisés ; ils allaient incessamment éprouver toutes les horreurs de la famine. Mais, pressé par l'ennemi, Dembinski ne voulait se maintenir sur ce point que le nombre d'heures nécessaire pour l'achèvement du transport du matériel de siége expédié vers Arad. Il restait sur la défensive, évitant d'engager le gros de son

armée dans une affaire peu sérieuse entamée avec les Autrichiens, quand Bem arriva sur le champ de bataille. Nommé généralissime par Kossuth, Bem prit aussitôt le commandement des mains de Dembinski, et, contrairement aux intentions de celui-ci, fit avancer les bataillons magyars, mit l'artillerie en position et ouvrit contre l'ennemi une canonnade des plus vives. Haynau, fort en péril, fit avancer la réserve russe. Par une déplorable fatalité, les Hongrois se trouvèrent dans l'impossibilité de continuer le feu ; Dembinski, ne prévoyant pas le matin une bataille, avait dirigé sur Arad les munitions de réserve. Ne pouvant donc plus soutenir la lutte, et menacé d'être tourné par le corps de Lichtenstein, Bem fit sonner la retraite. La retraite commença en bon ordre ; mais la nuit étant venue, en s'engageant dans un défilé situé au milieu d'un bois, les divers détachements de l'armée hongroise s'enchevêtrèrent les uns dans les autres ; assaillis par les escadrons ennemis qui n'avaient pas cessé de les suivre, démoralisés par les défaites successives qu'ils venaient d'éprouver, harassés de fatigue et affamés, — car, pour comble de malheur, le service de l'approvisionnement se trouvait tout désorganisé, — ils furent pris d'une effroyable panique et lâchèrent pied, bon nombre abandonnant leurs bagages et jetant leurs armes. Ce qui augmentait le désespoir des troupes et rendait la fuite plus générale, c'est que le bruit s'était répandu que Bem s'était cassé le bras en tombant de cheval et ne pouvait plus commander.

Durant l'action même, les pertes de la journée du 9 août avaient été insignifiantes : 300 hommes à peine avaient été mis hors de combat. Mais la déroute coûta très-cher tant en prisonniers qu'en soldats qui, une fois dispersés, ne se retrouvèrent plus. Les débris de l'armée qui purent être ralliés ne furent plus dirigés sur Arad, selon le plan primitif, car la route se trouvait occupée par les Autrichiens. On fut obligé de

les expédier vers Lugos. Le corps de Vécsey et celui de Kmety, arrivé le jour même, couvrirent la retraite.

Le premier effet du désastre de Temesvár fut de débloquer la forteresse une semaine ou dix jours tout au plus avant que, selon toute probabilité, la garnison autrichienne déposât les armes. Mais ses conséquences générales furent plus funestes encore ; elles furent décisives pour la malheureuse Hongrie.

Le jour même de la bataille, le 1er corps de l'armée de Görgey avait fait son entrée dans Arad, et le reste y était parvenu le jour suivant. Il est certain que si cette armée avait pu être réunie à celle de Dembinski, avec elles deux, Bem, généralissime, aurait été capable de battre Haynau, de le rejeter au delà de la Tisza avant l'arrivée des Russes, qui étaient encore à plusieurs jours de marche. Une brillante victoire, à la place d'une obscure déroute, aurait, sinon tout sauvé, au moins tout retardé. Appuyée sur quatre forteresses aussi importantes que Temesvár, Arad, Pétervárad et Comorn, concentrée au midi, la défense nationale se serait sûrement prolongée, et, grâce au constant dévouement d'une population pleine d'enthousiasme pour la patrie, de haine contre ses oppresseurs, il n'eût pas été insensé d'espérer encore.

C'est pourquoi on ne saurait trop regretter la détermination que prit Dembinski de passer par Temesvár au lieu de se retirer directement sur Arad. On ne saurait trop regretter que Bem se soit laissé entraîner à livrer bataille, quand il importait tant de hâter la concentration des forces nationales.

Cependant une grande partie de la responsabilité du malheur de Temesvár doit être rejetée sur Görgey. Il avait été assez habile, — grâce au peu d'habileté du prince maréchal Paskevitch, — en faisant échapper ses 25,000 soldats au milieu d'une armée de 120,000 Russes. Mais ses retards sur le Sajó et sur le Hernád empêchèrent sa jonction avec

Dembinski d'être opérée avant la journée du 9 août, c'est-à-dire à temps.

Le 1er corps de l'armée de Görgey arriva, comme nous l'avons dit, le 9, à Arad. Dès le lendemain il reçut l'ordre de se porter du côté de Temesvár, à la rencontre de Dembinski. Mais il trouva près de Sáagh (Dreispitz) le corps du général Schlick, qui avait déjà passé la Maros et qui le repoussa. Nagy-Sándor dut revenir à Arad, où l'on venait de recevoir la terrible nouvelle du désastre de Temesvár.

XXV

Dans la nuit du 10 au 11 août, Guyon fit parvenir à Kossuth une lettre dans laquelle il lui mandait que l'armée hongroise avait été mise en fuite, qu'elle était presque dissoute, que ses débris se retiraient vers Lugos, et enfin que Bem était tombé de cheval et s'était cassé la clavicule. Kossuth se hâta d'envoyer la lettre de Guyon à Görgey, et celui-ci alla trouver son ami Csány, qu'il pria d'employer son influence à l'effet d'obtenir la démission du gouverneur et des ministres. Les Russes, disait-il, ne veulent pas négocier avec un gouvernement révolutionnaire ; s'il est possible d'obtenir d'eux quelque chose, ce ne peut être que par l'intermédiaire du chef de l'armée.

Görgey était entré en relation avec les Russes durant sa retraite de Comorn à Arad. Le 20 juillet, il avait établi son

quartier général à Rima-Szombat, quand se présentèrent à lui deux officiers subalternes de l'armée moscovite. Ces officiers lui étaient envoyés par le colonel Chrulow, sur l'ordre du général Rüdiger, lequel agissait lui-même d'après les instructions du prince Paskevitch. Ils se déclarèrent chargés de faire, au nom du czar, au général en chef de l'armée hongroise, la sommation de déposer les armes. Görgey leur demanda leurs lettres de créance. Ils répondirent qu'ils n'en avaient point, qu'elles se retrouveraient, mais qu'en attendant, ils pouvaient ouvrir les négociations et, avant tout, convenir d'une trêve de 48 heures. Le général les ayant interrogés sur les conditions de la soumission, pour le cas où l'armée hongroise consentirait à mettre bas les armes, l'un des parlementaires établit sur le papier les trois points suivants : — 1° Les officiers auront la faculté d'entrer dans l'armée russe avec leurs grades ; — 2° ils jouiront d'une entière impunité, s'ils préfèrent rester dans leur pays ; — 3° les soldats auront à choisir entre le service autrichien ou le retour dans leurs foyers.

Ces négociations, entamées par des négociateurs sans titres écrits, pouvaient, au besoin, être désavouées. Leur but principal était de gagner du temps, car si Görgey avait consenti à l'armistice de 48 heures, ces heures précieuses eussent été employées à envelopper ses troupes. On voulait aussi sonder les dispositions du chef et des soldats, et enfin démoraliser les officiers en leur présentant l'appât de la conservation de leurs grades, d'un service lucratif sous les drapeaux du czar.

En réponse aux propositions qui lui avaient été ainsi faites, Görgey écrivit, le 21 juillet, une lettre au maréchal Paskevitch. Il devait, y disait-il, prendre sur les conditions mêmes l'avis de ses officiers supérieurs ; quant à la suspension d'armes, il n'osait pas la conclure, parce que ses soldats n'étant

point familiarisés avec les transactions militaires de cette espèce, il ne pouvait pas en garantir la fidèle observation. De vive voix il expliqua aux parlementaires que la pacification de la Hongrie entière ne le concernait pas, qu'ils devaient s'adresser pour cela au gouvernement, et qu'en tout cas le pays préférerait pour roi un prince moscovite à un prince autrichien.

Après le départ des officiers russes, le général en chef consulta les officiers supérieurs des divers corps, rangés sous son commandement. Ceux-ci lui firent cette réponse : — « L'armée a prêté serment à la constitution de 1848 ; elle ne déposera donc les armes que lorsque cette constitution aura été de nouveau garantie, et quand toutes les forces étrangères auront été chassées du territoire national. » — En racontant ce fait dans ses *Mémoires*, Görgey prétend ne pas se souvenir que Nagy-Sándor ait, au nom du 1er corps, mentionné le serment prêté à la constitution de 1848. Il lui paraît même probable que Nagy-Sándor, partisan de la déchéance des Habsbourgs et de l'indépendance absolue, n'insista point sur cette constitution. — Quoi qu'il en soit, la réponse de l'armée hongroise fut transmise, le 22 juillet, au prince maréchal.

Précédemment, Görgey avait reçu du général Rüdiger, commandant du corps d'armée qu'il avait combattu à Vácz, une lettre, datée du 19, et par laquelle *la voie des négociations lui était ouverte*. — Comme il ne s'agit pas seulement du sort de mon armée, mais du sort de la nation, répliqua le général en chef, il est indispensable que les négociations soient ouvertes avec le gouvernement ; cependant je m'offre, pour ce cas, à servir d'intermédiaire, et « je crois pouvoir faire entre-
» voir à la Russie, sans effusion de sang, un résultat plus
» désirable que celui-là même que pourrait offrir, des tor-
» rents de sang ayant été répandus, la soumission complète
» de la Hongrie. »

Toutes les propositions et réponses que nous venons d'exposer furent communiquées, le 29 juillet, au gouvernement, qui n'avait point encore quitté Szeged. Deux ministres, Barthelemy Szemere et Casimir Batthyány, furent aussitôt envoyés au camp de Görgey. Quelles instructions reçurent-ils ? Nous l'ignorons. Szemere assure qu'il s'agissait de reprendre, dans les mains du gouvernement, le fil des négociations entamées avec le général en chef. Toujours est-il que, du camp de Görgey, les deux ministres expédièrent au prince Paskevitch deux dépêches, dont la dernière fut portée par le général Pöltenberg. Que contenait-elle? Nous ne le savons pas au juste. Görgey prétend qu'il eût voulu que l'on offrît clairement la couronne hongroise au duc de Leuchtenberg, et que Szemere trouva cette démarche prématurée. La même idée fut représentée par Görgey, le 10 août, dans un conseil des ministres que présidait le gouverneur en personne. Alors, paraîtrait-il, elle fut acceptée, mais conditionnellement, et son auteur fut chargé d'ouvrir la négociation. Néanmoins les insignes de la royauté ne lui furent point remis. Ils furent emportés d'Arad, et par les soins de Szemere, croyons-nous, enfouis près d'Orsova, avant le départ de ce ministre. Plusieurs années après, ils furent livrés à l'Autriche par la trahison d'un agent de Kossuth, chargé de les déterrer, de les emporter en Turquie et de là en Amérique.

L'idée de Görgey, approuvée par le gouvernement, de décerner la couronne de Saint-Étienne à un prince russe ne peut qu'être désapprouvée par nous.

Ce qui excuse jusqu'à un certain point le gouvernement d'avoir approuvé un tel projet, c'est que l'aversion de la nation hongroise pour la dynastie habsbourgeoise était si violente que l'expédient eût été généralement bien accueilli. Les Russes, depuis leur entrée dans le pays, s'étaient conduits d'une

tout autre manière que les Autrichiens. Si l'on excepte certains excès militaires, l'incendie de quelques villes ou villages, dont les habitants avaient arrêté et maltraité les patrouilles ennemies ; si l'on excepte encore plusieurs actes isolés de brutalité soldatesque, tels que le viol par plusieurs cosaques de la femme et de la domestique d'un cabaretier juif de Podvilk [1], la conduite des troupes russes, grâce à la sévère discipline maintenue avec fermeté par les généraux, était bien meilleure que celle des soldats et même des officiers autrichiens, qui ne se faisaient pas faute de piller, d'insulter et de maltraiter les habitants. Les officiers du czar se montraient polis, affables à l'égard des officiers hongrois qui tombaient entre leurs mains ou avec lesquels ils entraient en rapport ; et cela contrastait singulièrement avec la brutalité des officiers autrichiens, qui insultaient leurs prisonniers, les traitaient en rebelles en les appelant « chiens de Kossuth. » L'armée hongroise et même la population, ayant à choisir entre deux maux, — rentrer sous le joug autrichien ou recevoir pour roi constitutionnel un prince russe, — eussent de beaucoup préféré le second.

Mais si tels pouvaient être les désirs irréfléchis des masses désespérées, les gouvernants ne devaient-ils pas songer pour elles aux conséquences fatales, mais logiques, qu'aurait entraînées l'expédient par eux approuvé. Si les négociations avaient abouti, si le prince de Leuchtenberg avait accepté le trône, c'en eût été fait de l'avenir de la Hongrie. Eût-on même stipulé son indépendance, lui eût-on obtenu une constitution libérale, ni cette constitution, ni cette indépendance n'auraient été longtemps respectées. Alliée, bientôt vassale, sujette peut-être de la Russie, la Hongrie, dont les tendances politiques et sociales avaient été jusqu'alors toutes occidentales, aurait dès lors été entraînée dans le mouvement de l'autocratie septen-

[1] Kœzloeny, du 10 juin.

trionale contre la civilisation moderne et les idées de 1789 ; peu à peu, à l'exemple de la Pologne, elle eût été absorbée et dénationalisée. Sur elle l'action moscovite eût été évidemment beaucoup plus forte, beaucoup plus dissolvante que l'action autrichienne, et, en général, la Russie sait mieux asservir, mieux tuer que l'Autriche. Sous la domination de l'Autriche, dont les jours sont comptés, la Hongrie peut être dépouillée de toutes ses libertés, mais elle garde quand même sa nationalité, et tant que sa nationalité subsiste, un jour ou l'autre elle peut reconquérir toute son indépendance. Sous le protectorat de la Russie, — on sait ce que *protectorat* veut dire à Saint-Pétersbourg, — pour éviter un triste jour, elle se fût donné un lendemain plus triste; elle eût rompu avec les traditions séculaires de son histoire, perdu la mission qui rend son existence indispensable à l'Occident menacé par le nord; elle se fût suicidée. Les promoteurs et les approbateurs de l'offre faite au profit d'un prince de la maison de Romanoo auraient dû songer à cela.

Mais ce qui rend encore plus condamnable, au simple point de vue politique, la suprême tentative du gouvernement de la Hongrie indépendante, c'est qu'elle n'avait pas la moindre chance de succès. N'était-il pas absurde de leur part de supposer que la Russie pût si tôt, et à la face de l'Europe, trahir cette Autriche qu'elle venait sauver ; que le czar Nicolas osât accepter pour un prince de sa famille une couronne qu'il avait envoyé ses armées reprendre pour le compte de l'allié qui avait imploré son assistance contre ce qu'il nommait la révolution? et enfin, n'était-ce point manquer de clairvoyance que de croire à la possibilité de la reconnaissance par les puissances européennes d'une transaction grâce à laquelle l'équilibre eût été rompu, qui eût établi la Russie sur le moyen Danube, entre Constantinople et Vienne...

Ne nous arrêtons pas davantage à réfuter ce qui se réfute de soi-même, et reprenons vite notre récit là où nous l'avons laissé : à la mission de Csány auprès du gouvernement.

XXVI

Csány, — si nous sommes bien informés, — parvint à faire approuver la proposition de Görgey par plusieurs de ses collègues. Il leur démontra l'impossibilité de toute négociation directe entre les Russes et le gouvernement, et les amena à provoquer, de concert avec lui, la démission du gouverneur et de ses ministres. Ainsi pressé par ceux qui administraient sous sa présidence, personnellement désespéré, Kossuth finit par céder. En descendant du pouvoir il publia la proclamation suivante :

« A la nation !

» Après les défaites dont Dieu vient d'accabler la nation, il » n'est plus permis d'espérer que nous puissions continuer » à nous défendre contre la coalition des grandes puissances » d'Autriche et de Russie.

» En de semblables circonstances, c'est uniquement du » chef placé à la tête de l'armée qu'il est possible d'attendre » quelque chose pour le salut de la vie de la nation et la » garantie de son avenir. Par conséquent, le maintien du gou- » vernement actuel est devenu, — telle est ma conviction sin-

» cère, — inutile et même nuisible au pays. Je fais donc con- » naître au peuple que, — mu par ce pur sentiment patrio- » tique qui m'anima quand je consacrai tous mes actes, toute » ma vie, à la seule patrie, — je renonce au gouvernement, » en mon nom et au nom des ministres. Jusqu'à ce que la » nation, usant de son droit, décide d'une autre manière, je » transfère le pouvoir civil et militaire au général Görgey.

» J'espère, — et de ceci je le rends responsable devant la » nation et devant l'histoire, — j'espère qu'il emploiera ce » pouvoir, dans toute la mesure de ses forces, à sauver l'exis- » tence politique de notre pauvre patrie, pour son bien et pour » la sûreté de son avenir.

» Qu'il aime son pays avec désintéressement, comme je l'ai » moi-même aimé ; et que, plus heureux que moi, il parvienne » à assurer le bonheur de la nation !

» Par l'action, il ne m'appartient plus d'être utile à ma » patrie. Si ma mort pouvait lui être de quelque utilité, je lui » ferais avec joie le sacrifice de ma vie.

» Que le Dieu de la justice et de la miséricorde soit avec la » nation !

» Forteresse d'Arad, le 11 août 1849.

» LOUIS KOSSUTH, gouverneur.

» SABBAS VUKOVICS, ministre de la justice ; — LADISLAS » CSANY, ministre des travaux publics ; — MICHEL HORVATH, » ministre des cultes. »

On remarquera sans doute que les signatures de quatre ministres manquent à ce document. Le ministre des finances, Duschek, avait déjà quitté Arad pour se rendre à Lugos, où il avait à mettre en activité les presses du papier-monnaie. Nous ne savons pas pourquoi le ministre de la guerre, Aulich, ne

M. KIR. ERZSÉBET TUDOM. Magyar Történeti Intézete

signa point. Quant à Szemere, il affirme [1] qu'il ne fut averti que tardivement de ce qui s'était passé, et que Kossuth étant parti aussitôt après la publication de sa proclamation, il s'en alla lui-même en compagnie de Batthyány dans la direction de Lugos.

Cette démission du gouvernement et cette nomination de Görgey à la dictature sont sujettes à être critiquées au point de vue du droit constitutionnel. Le gouvernement ne pouvait évidemment se démettre légalement de ses pouvoirs que dans les mains de ceux de qui il les avait reçus. Mais l'assemblée nationale était ajournée indéfiniment, et il n'y avait plus de représentants du peuple, même isolés, à Arad. Quelques jours auparavant, lorsque Schlick marchait sur la forteresse, une cinquantaine de députés s'étaient réunis à l'Hôtel de Ville; mais à peine avaient-ils ouvert la discussion que le gouvernement les avait fait avertir qu'ils eussent à pourvoir à leur sûreté personnelle ; et ils s'étaient dispersés.

Une chose encore excuse Kossuth de la détermination qu'il crut devoir prendre · l'insistance de son ministère, qui finit par le convaincre de l'impuissance du pouvoir civil. Mais le gouverneur, avant de céder, aurait dû attendre le retour du dernier parlementaire envoyé à Paskevitch. Il aurait su alors que si l'on ne pouvait rien espérer obtenir par l'entremise du pouvoir civil, il n'y avait rien non plus à attendre de l'intervention d'un dictateur militaire.

Voici, en effet, la réponse du maréchal Paskevitch, rapportée à Arad, après le départ de Kossuth, par le général Pöltenberg :

— « L'unique destination de l'armée russe est de com-
» battre. Si Görgey veut faire sa soumission à son souverain

[1] Dans sa brochure *Goergey*.

» légitime, qu'il s'adresse au commandant en chef de l'armée » autrichienne ! »

XXVII

La situation était désespérée. Que devait faire le dictateur, entre les mains duquel tous les pouvoirs et toutes les forces avaient été laissés? Continuer la guerre en rase campagne? ce n'eût été qu'une satisfaction inutilement donnée à l'amour-propre des soldats. Les 25 ou 30,000 hommes composant l'armée de Görgey eussent été bien vite écrasés entre les masses russes et autrichiennes. Même réunis aux restes de l'armée de Bem, ils n'auraient pas pu tenir longtemps la campagne. Il ne s'agissait donc plus que de sauver les défenseurs de la patrie. On pouvait obtenir ce résultat de deux manières : ou bien, par Radna et Lugos, les troupes hongroises auraient été rapidement conduites sur le territoire ottoman ; ou bien, dirigées à marches forcées vers Komárom, elles se seraient enfermées dans la forteresse, dont la garnison de 30,000 hommes aurait été ainsi doublée, et, grâce à une résistance facile, elles auraient encore pu obtenir des vainqueurs des conditions avantageuses tant pour elles-mêmes que pour les *civils* compromis.

Cependant Görgey, — qui avoue dans ses *Mémoires* que la route de Turquie lui restait ouverte, — Görgey, voulant « épargner à ses concitoyens paisibles les horreurs de la guerre, et arrêter l'effusion du sang, » se décida, — malgré l'avis con-

traires de Ladislas Csány, — à déposer les armes devant les Russes et *sans conditions*. Il avertit, le 11 août, le général Rüdiger, et, dans sa lettre, il exprima l'espérance que Sa Majesté le czar n'abandonnerait pas « ses braves camarades à un sort incertain, pas plus que les populations hongroises affligées à la vengeance de leurs ennemis. » Il pria aussi le général russe de l'isoler des troupes autrichiennes, car, déclara-t-il solennellement, il préférerait risquer une bataille désespérée contre n'importe quel nombre d'hommes, et laisser ainsi anéantir son corps d'armée, que de *déposer les armes sans condition devant les Autrichiens*. Enfin, dans le but de hâter la réalisation de son dernier vœu, il annonça à Rüdiger qu'il allait se rapprocher de l'armée russe et lui indiquait sa marche étape par étape.

On a sans doute remarqué que le principal des motifs allégués par Görgey pour expliquer sa résolution, était « d'épargner à ses concitoyens paisibles les horreurs de la guerre. » Or, les concitoyens de Görgey ne demandaient point la cessation des hostilités ; bien au contraire, leur vœu le plus ardent était que la lutte continuât ; ils étaient disposés à tous les sacrifices et jamais ils n'eussent trouvé la liberté trop chère, quelque prix qu'elle leur eût coûté. Depuis le commencement de la guerre, le peuple hongrois avait donné mille preuves de son absolu dévouement à la patrie, et, jusqu'à la fin, plein de confiance en la justice de sa cause, en la résolution de ses chefs, il ne cessa pas de désirer la victoire et jamais il ne réclama la paix. Même alors que tout paraissait perdu, il continuait à envoyer ses enfants à l'armée, à fournir, sans murmurer, tout ce qu'on réclamait de lui, pour la défense nationale, en chevaux, en vivres, en fourrages ; bien plus, sur vingt points à la fois il se levait en masse, armé de fourches et de faux pour inquiéter l'ennemi, troubler sa marche, couper sa retraite. Ainsi, dans les

premiers jours de juillet, les paysans du comitat de Gömör embarrassaient tellement le prince Paskevitch, qu'il dut détacher la colonne du général Sasz pour les tenir en respect ; derrière la Tisza, à l'approche des Russes, on vit aussi s'amasser tous les hommes valides des comitats voisins. Ce furent également des levées en masse qui, dans le district trans-danubien empêchèrent d'arriver la réserve que le général Nugent amenait de Styrie ; ce furent encore des levées en masse qui, le 7 juillet, non loin de Béla, dans le comitat de Szepes, attaquèrent un bataillon autrichien venant de Gallicie et le forcèrent à se retirer. Enfin, partout où un patriote se présenta, brandissant un sabre et criant : Suivez-moi ! Le peuple s'élança avec lui contre l'ennemi. Dans toute l'étendue du pays, le peuple déploya le plus sublime dévouement et, quand il apprit que *les horreurs de la guerre lui étaient épargnées*, il poussa un long cri de malédiction contre le *traître !* car ce n'était point la paix que voulait ce peuple héroïque; c'était l'indépendance. Pendant près d'un an, il ne cessa pas de regarder vers le midi, d'attendre le retour de ceux qui s'étaient retirés sur le territoire ottoman, de Kossuth, de Perczel, de Bem, de Guyon ; il était toujours prêt à recommencer la lutte. Donc, si le dictateur eût continué la guerre, il n'aurait point agi, comme il le prétend, contrairement à l'intérêt, à la volonté du peuple ; quelque héroïque folie qu'il eût tentée, il eût été sûr de s'acquérir, au lieu du mépris public, la plus éclatante popularité.

Peut-être aussi demandera-t-on pourquoi Görgey, résolu à mettre bas les armes, préféra se rendre aux Russes plutôt qu'aux Autrichiens ! Görgey haïssait l'Autriche. S'il se prononça pour le maintien pur et simple de la constitution de 1848 ; s'il intrigua contre l'acte de déchéance et l'indépendance absolue, ce fut uniquement, à notre avis, parce qu'il était jaloux de Kossuth. Homme sans conviction, il aurait prôné l'indépendance,

acclamé la république, si son rival s'était fait le champion de la légitimité. Par sa jalousie seule s'expliquent les contradictions dont sa vie est pleine.

Dautre part, les cruautés de Haynau, l'exécution d'officiers hongrois, de Gruber et de Mednyánszky à Posony, l'avaient averti des effets que pourrait avoir une soumission *sans condition* à de tels ennemis. De plus, en se rendant aux Russes, en offrant au puissant allié de l'empereur d'Autriche l'honneur de terminer la guerre, il n'était pas absurde de supposer qu'ainsi obligé vis-à-vis des « rebelles, » le czar daignerait se montrer clément, ne fût-ce que par habileté politique.

S'il faut en croire Görgey lui-même, la lettre qu'il écrivit le 11 août au général Rüdiger, aurait été communiquée, avant d'être expédiée, à un conseil de guerre, qui l'aurait corroborée de son approbation. Seulement il aurait été convenu qu'elle demeurerait secrète, afin de prévenir une révolte militaire. — Le général dictateur tenait à honneur de déposer les armes à la tête de toute son armée.

Quant à nous, nous ignorons complétement combien d'officiers assistèrent à ce conseil de guerre. Ce fut évidemment un simple conciliabule entre le général en chef et ses amis. Ce qu'il y a de sûr, c'est que quand l'armée hongroise se mit en mouvement d'Arad sur Világos, personne ne savait rien, ni les chefs, ni les soldats. Se voyant entourés par les forces moscovites (12 août), les sous-commandants des divers corps coururent demander l'ordre d'attaquer. On leur répondit qu'ils devaient s'abstenir désormais de tout acte d'hostilité. La vérité étant ainsi dévoilée, l'indignation éclata dans le camp et, pour qu'elle ne se transformât pas en rébellion, il fallut que Görgey vînt en personne menacer ses troupes de sa colère et les engager à ne point enfreindre la discipline, pour sauver au moins l'honneur de l'armée.

Mais ce qui ne coopéra pas peu au maintien de l'ordre jusqu'à l'heure fatale, ce furent les illusions que se faisaient nombre d'officiers sur le sort qui les attendait après la soumission aux Russes. On se souvient que précédemment deux envoyés de Paskevitch avaient parlé au général en chef de l'entrée facultative au service du czar des officiers hongrois, avec le grade qu'ils avaient dans l'armée nationale. Ce n'avait été qu'un propos en l'air, auquel il ne fut jamais donné suite. Néanmoins, les officiers hongrois se figuraient que la proposition avait été faite sérieusement et serait acceptée. C'est pourquoi, — la veille même de la catastrophe, — lorsque le général Rüdiger engagea Görgey à lui faire part des besoins et des désirs les plus pressants de ses troupes, plusieurs officiers vinrent supplier le dictateur, — lui-même raconte le fait, — de leur accorder un grade plus élevé que celui qu'ils avaient, afin que leur position se trouvât améliorée à leur entrée dans l'armée du czar. Nous ne saurions flétrir avec trop d'énergie les honteux désirs de ces officiers ; car, en cherchant ainsi à conserver leurs emplois, ils manquaient à tous leurs devoirs envers la patrie vaincue, ils foulaient aux pieds jusqu'à leur dignité. Mais ne serait-il pas juste de les accuser moins que le général qui les avait démoralisés ? Görgey, il faut l'avouer, n'encouragea point publiquement, surtout dans les dernières heures, les tristes espérances de ses officiers ; il n'en est pas moins vrai que si, dès l'abord, il leur avait opposé une dénégation formelle, les officiers ne se seraient pas dit jusqu'au dernier moment : Le général en sait plus long que nous ne le pouvions croire d'après ses paroles et, s'il se tait, c'est qu'il ne veut pas nous dévoiler les articles secrets de la convention ! Quelques-uns poussaient la folie jusqu'à supposer que les Russes ne tarderaient pas à tourner leurs armes contre les Autrichiens, et, dans cette hypothèse, n'étaient que plus disposés à prendre du

service parmi eux. Les plus raisonnables n'ajoutaient aucune foi aux bruits répandus, et beaucoup repoussaient comme une pensée mauvaise l'idée de faire partie d'une armée qui venait d'écraser la liberté hongroise. Mais ceux-ci demeurèrent, jusqu'à la dernière heure, dans l'ignorance de ce qui se passait. Quand ils se virent entourés, quoiqu'il leur fût possible encore de fuir revêtus de l'habit civil, ils restèrent, ne voulant point abandonner leurs camarades dans le malheur.

Qu'on nous pardonne de rapporter ici un fait relatif à l'un de nous; mais il a trop de signification pour être passé sous silence.

Fuyant de Radna devant un détachement autrichien qui venait d'occuper Lippa, Daniel Irányi atteignit Világos le soir même, 12 août. Il se rendit aussitôt au château de Bohus, où résidait le commandant en chef. Les premières personnes qu'il y rencontra étaient des représentants du peuple, tels que Paul Nyáry, d'anciens ministres, comme Duschek.

— Eh bien! s'écria-t-il, où en sommes-nous?

— Görgey va capituler.

— Vraiment!... alors, à quelles conditions?

— On prétend qu'il y aura amnistie pour les militaires; du reste, nous ne savons rien de positif.

— Vous, d'anciens ministres, des représentants du peuple, vous ne savez rien, et vous ne demandez pas ce qui se passe!

— Représentants, nous l'avons été...

— Vous l'êtes encore, je le suis; avez-vous donné votre démission? moi, je n'ai pas donné la mienne!...

— Eh bien! si tu te crois capable de demander au dictateur compte de ses actions, interroge-le!

— Certainement, je l'interrogerai...

Irányi se dirigea vers le cabinet de Görgey, mais, avant d'y arriver, il eut à traverser deux grandes salles. La seconde était pleine d'officiers, qui lui firent observer que personne ne pou-

vait entrer chez le commandant en chef, parce qu'il était en conférence avec un général russe. Iránуi attendit donc.

Quelques minutes après, Görgey parut avec le général russe. Iránуi lui fit entendre qu'il avait à lui parler. — Je reviens à l'instant, répliqua le dictateur. — Quand il rentra, Paul Luzsinszky l'accosta, et, sans doute, lui demanda le résultat de la conférence.

— Vous êtes singuliers, répliqua Görgey s'exprimant avec beaucoup de vivacité en langue allemande; vous êtes singuliers! Ne vous ai-je pas déjà dit que tout est abandonné à la clémence de l'empereur de Russie!...

Alors Iránуi s'avança, et comme il avait été, dans son enfance, le camarade de Görgey, il lui dit :

— Je désire te parler, non comme un représentant du peuple s'adressant au dictateur, mais...

— D'homme à homme...

— D'homme à homme, soit! reprit Iránуi, qui allait dire *en ami*. Tu viens d'être investi du pouvoir suprême, tant pour les affaires militaires que pour les affaires civiles. J'apprends que tu veux capituler; est-ce vrai, et est-il possible que dans la capitulation tu ne comprennes que les militaires?

— C'est faux! Qui dit cela?

— Je l'ai entendu dire tout à l'heure.

— Allons! tu as peur de mourir...

— Pas plus que toi.

— Eh bien! va aux avant-postes autrichiens et fais-toi arrêter!

— Ma personne importe peu. Il s'agit ici des milliers de citoyens qui se sont voués au service de la patrie...

— Pour la patrie qu'avez-vous fait?... Oui, avec la bouche!... vous avez perdu la patrie!

— Qui? moi?

— Toi, comme les autres!

— L'histoire décidera qui a perdu la patrie...

— C'est jugé !...

Le général Ernest Kiss se figurant qu'Irányi avait attaqué l'armée, lança cette apostrophe : — Quant à nous, l'histoire, je l'espère, ne nous jugera pas défavorablement ?

— Monsieur le général, répliqua le représentant, je ne crois pas qu'une seule de mes paroles ait pu être prise pour une insulte contre l'armée. Mais je vous ferai observer que l'histoire ne demande pas si c'est avec le sabre ou si c'est autrement qu'on a servi son pays, mais si l'on a, oui ou non, rempli son devoir.

Görgey s'impatientait. Il se tourna vers Irányi et lui donna brièvement congé. — J'ai une communication à faire au corps des officiers, laisse-nous seuls, tu m'obligeras...

— Je ne puis rien faire ici, je le vois, et je m'en vais.

Irányi retourna vers ses collègues et leur rapporta la conversation qu'il venait d'avoir avec le dictateur.

— J'en ai assez, s'écria Nyáry, j'en ai assez de cette vie de Bohémiens ; quoi qu'il arrive, je reste.

— Et moi, dit Irányi, je ne ferai pas plaisir aux Autrichiens, je ne leur épargnerai pas jusqu'à la peine de me prendre !

Quelques instants après, Irányi alla serrer la main à Csány, que la fièvre avait forcé de se mettre au lit.

— Tu fais bien, lui dit ce vieillard, tu fais bien de sauver ta vie, tu es jeune, tu pourras encore servir la patrie ; moi je suis vieux et malade, ce n'est pas la peine de sauver une ruine.

Des représentants et des anciens fonctionnaires civils présents à Világos, une partie prit la fuite dans la nuit du 12 au 13 août, les autres restèrent. Ceux-ci, presque tous, du parti pacifique, se firent enregistrer sur une liste que Görgey présenta au général Rüdiger, en le priant de permettre aux personnes ainsi désignées de ne point se séparer de l'armée.

Nous avons parlé de la conduite d'une partie des officiers

et de celle des *civils* qui se trouvaient à Világos lors de la reddition. A peine avons-nous dit un mot de la colère des simples soldats, colère partagée par un grand nombre d'officiers, et nous ne saurions peindre le désespoir de ces braves lorsque le fatal événement s'accomplit. Il y en eut qui brisèrent leurs armes, qui tuèrent leurs chevaux, qui, assure-t-on, se tuèrent eux-mêmes. Dans la nuit qui précéda le désarmement, des milliers de soldats quittèrent le camp, coururent se réfugier dans les forêts voisines ou s'en allèrent à travers la plaine, errant sans savoir où le hasard les conduirait.

Il avait été convenu entre le général russe et le dictateur hongrois que les troupes seraient rassemblées le 13 août dans la plaine de Szőllős, et là livreraient leurs armes. 30,000 hommes étaient alors portés sur les états, — l'armée de Görgey avait été augmentée de la réserve incorporée tout récemment à Arad, — 23,000 seulement rendirent leurs sabres et leurs fusils, avec 130 canons. Par conséquent, 7,000 s'étaient soustraits par la fuite à la honte du désarmement.

La reddition accomplie, les simples soldats, les sous-officiers et les officiers subalternes n'ayant pas servi avant 1848, purent provisoirement regagner leurs foyers. Les autres officiers et les *civils* furent d'abord dirigés sur Sarkad, puis, au bout d'une semaine, livrés à Haynau, qui fit emprisonner les officiers à Arad, les *civils* à Pest. Quant à Görgey, on l'emmena à Nagy-Várad, au quartier général russe. Comme il était sans ressources, n'ayant aucune fortune personnelle, le maréchal Paskevitch lui remit huit cents demi-impériales pour qu'il pût subvenir à ses premiers besoins. Peu après, par l'entremise du grand-duc Constantin, Görgey obtint le pardon de l'empereur d'Autriche; mais il ne fut pas pour cela mis en liberté; on le conduisit en Carinthie et on l'interna à Klagenfurt. En Hongrie, comme à l'étranger, son nom exécré reste le synonyme de *trahison*.

SEPTIÈME SECTION.

LA FUITE EN TURQUIE.

XXVIII

Dès le lendemain de sa défaite, Bem avait écrit à Kossuth que tout pouvait encore être réparé, et il s'était mis lui-même en route pour Arad, afin de s'entendre de vive voix avec le gouverneur. La lettre ne parvint point avant la démission du gouvernement, et le général, informé, à Radna, du départ du gouverneur, s'en retourna à Lugos.

A Lugos, Kossuth apprit par les généraux Dessewffy et Kmety, que l'armée, dont les vivres étaient épuisés, et qui, par suite du transport des presses au papier-monnaie [1], n'a-

[1] Les Autrichiens avaient menacé Lugos avant que le ministre des finances, Duschek, eût eu le temps d'y établir ses presses qu'il n'avait pas pu faire marcher à Arad. Il se crut obligé de les faire démonter et elles furent, avec les fonds du trésor, reportées à Arad. Averti à Radna par Kossuth lui-même de la démission de Kossuth et de la nomination de Gœrgey dictateur, le ministre des finances se rendit à Vilagos pour déposer

vait point été payée depuis plusieurs semaines, était si profondément démoralisée qu'elle ne résisterait pas aux Autrichiens qui s'avançaient, et se débanderait au premier coup de canon. Kossuth, désespéré, se dirigea vers la Turquie.

Cependant Bem, Guyon et quelques autres héros persistaient à croire que l'on ne devait pas encore déposer les armes et qu'il fallait continuer à combattre jusqu'à la mort. Bem, accouru à Lugos, expédia à Kossuth une dépêche pour le sommer de venir reprendre le pouvoir suprême. L'ex-gouverneur répondit qu'il ne pouvait pas s'engager dans une entreprise que d'avance il jugeait aventureuse et il mit à sa rentrée au pouvoir des conditions qu'il n'appartenait plus au général Bem de réaliser.

Le héros polonais n'en persista pas moins dans sa résolution de combattre encore et malgré tout. Voulant transporter le théâtre de la guerre en Transylvanie, il donna aux troupes ramenées à Lugos l'ordre d'évacuer cette ville et de se rabattre sur Facset. Le général Kmety, chargé de protéger la retraite, s'acquitta de son devoir avec sa bravoure habituelle; il livra un combat acharné près de Lugos, le 15 août, et ne céda que sous la pression d'un ennemi trop nombreux.

Le plus profond désespoir régnait dans ce qui restait de l'armée hongroise. On venait de recevoir de Görgey l'invitation de mettre bas les armes, et l'on supposait que le dictateur avait obtenu des Russes des conditions favorables; on en concluait qu'il était devenu inutile et impossible de recommencer une guerre terminée. Ce fut le corps le moins entamé, celui du général Vécsey qui donna le signal de la dissolution de l'ar-

entre les mains du nouveau chef de l'État les fonds dont il avait jusqu'alors eu le maniement et la garde. Gœrgey prit le numéraire et, assure-t-il, le distribua à ses troupes, dont la solde était en retard; quant aux lingots, dont nous ne connaissons pas plus la valeur que celle du numéraire, il abandonna à Duschek le soin de les remettre soit aux Russes, soit aux Autrichiens, à son choix. Le ministre les remit à ces derniers.

mée. Vécsey se sépara de Bem le 16 août, et prit le chemin de Radna dans l'intention de se rendre aux Russes. Il les trouva à Boros-Jenő et fit sa soumission. Peu après, il expia sur le gibet sa confiance mal placée.

Bem resta néanmoins au poste qu'il avait pris avec un si sublime dévouement. A la tête de ces derniers débris de l'armée de Hongrie, il battit en retraite vers la Transylvanie. A Dobra il trouva tout ce que le général Stein avait pu sauver de l'armée transylvaine. Ces troupes n'étaient pas moins abattues que les autres. Il essaya de relever leur moral et, à leur tête, avança jusqu'à Déva. Là il rencontra les Russes.

Prévoyant bien que s'il livrait bataille, il serait infailliblement battu, il demanda et obtint un armistice de vingt-quatre heures. Il voulait gagner le temps nécessaire pour entraîner avec lui ses soldats sur le sol ottoman. Mais, comme ses soldats se débandaient, il abandonna ce dernier espoir et remit le commandement au colonel Beke (19 août). Beke, avec environ 6,000 hommes capitula à Piski, dès que l'armistice conclu la veille fut expiré. Bem, Guyon, Stein et quelques centaines de braves, qui s'acharnèrent à suivre leurs généraux, s'engagèrent dans les montagnes et, par des sentiers presque inaccessibles, parvinrent à atteindre le territoire turc.

Une colonne autrichienne avait été détachée sur la frontière pour arrêter les fugitifs. Un petit détachement hongrois, sous les ordres du colonel Fokner la repoussa non loin de Mehádia. et, ensuite se retira sur Orsova, où les légions polonaise et italienne avaient été établies d'avance pour assurer le passage.

Les restes du 9ᵉ corps, commandés par Dessewffy et Lázár, ainsi que plusieurs autres détachements peu nombreux, se rendirent aux Autrichiens.

La division Kazinczy avait pris une part très-minime à la dernière campagne. Elle avait été dirigée tantôt vers la Tisza, à

la rencontre de Görgey, et tantôt vers la Transylvanie au secours de Bem, sans pouvoir ni rencontrer Görgey, ni secourir Bem. Avec quelques débris de l'armée transylvaine qui étaient venus se grouper autour d'elle, elle mit bas les armes devant les Russes, le 25 août, à Zsibó. Ce fut également aux Russes que, le 26, le petit fort de Munkács ouvrit ses portes.

Quelques jours auparavant, le 17, la forteresse d'Arad avait capitulé. Damjanics, qui en commandait la garnison, avait refusé de se soumettre aux Autrichiens ; mais les Russes s'étant présentés, il leur avait ouvert la place sans conditions. Si le vaillant général n'avait pas eu la jambe cassée, s'il n'avait pas été mis dans l'impossibilité d'agir personnellement, nous nous plaisons à croire qu'il eût résisté plus longtemps et n'eût pas cédé avant que d'avoir obtenu la vie sauve pour ses soldats.

XXIX

Le drapeau hongrois ne flottait plus que sur deux forteresses, sur Pétervárad et Comorn. Avant de raconter comment il fut remplacé par le triste étendard de l'empereur d'Autriche, avant d'exposer la situation qui fut faite à la Hongrie par ses vainqueurs, résumons les événements auxquels donnèrent lieu le séjour des défenseurs de l'indépendance hongroise en Turquie.

La plupart des réfugiés entrèrent en Valachie par Orsova, du 16 au 20 août. Ils furent reçus par les autorités militaires turques avec tous les égards dus à leur infortune. Désarmés, ils

furent conduits à travers la Valachie, dont la population leur témoigna une vive sympathie, à Widdin, en Bulgarie. Ils étaient alors environ 5,000. (4,950 militaires [1] et une cinquantaine de citoyens n'ayant point fait partie de l'armée.)

Ces pauvres exilés, accablés déjà par leur séparation de tout ce qui leur était cher et par la ruine des nobles espérances qu'ils avaient formées pour la patrie, se virent bientôt en proie aux plus terribles angoisses touchant leur sort dans l'avenir et même leur sûreté dans le présent. L'empereur d'Autriche et le czar, enhardis par la faiblesse de la Turquie et par l'indifférence des puissances occidentales durant la guerre, réclamèrent au sultan leurs sujets respectifs, le premier les Hongrois, les Polonais de Gallicie et les Italiens, le second les Polonais sujets de la Russie. Le czar basait sa demande sur le traité de Kaïnardji (1774), et l'Autriche sur certains articles de la paix de Passarovitz (1718) et de Belgrade (1739). L'extradition fut réclamée par la voie ordinaire des ambassadeurs résidant à Constantinople; mais, en outre, l'empereur Nicolas écrivit à ce sujet une lettre autographe que le prince Radzivil alla porter au sultan. Comme les deux grandes puissances s'exprimaient sur le ton le plus impératif et faisaient approcher leurs armées des frontières ottomanes, le sultan s'effraya. Il comprenait pourtant que la question soulevée était d'une importance capitale, car il s'agissait d'autoriser la violation du droit d'asile, reconnu par toutes les nations civilisées; et que si la Turquie cédait, c'en était fait de son honneur, de son indépendance. Mais, seul, il ne se croyait pas assez fort pour repousser les injonctions brutales qui lui étaient faites. Il s'adressa donc aux représentants de la France et de l'Angleterre et leur demanda si, dans le cas où la question des réfugiés amènerait une guerre entre les deux

[1] 3,615 Hongrois, 871 Polonais, 464 Italiens. Correspondence respecting refugees from Hungary, etc., n° 27.

empereurs alliés et le sultan, la Turquie pourrait compter sur l'appui des deux puissances occidentales. Le général Aupick et sir Stratford Canning, qui personnellement avait suivi la guerre de Hongrie avec intérêt et sympathie, répondirent affirmativement, convaincus, disaient-ils, que dans une question d'équilibre européen et d'humanité leurs gouvernements ne sauraient qu'approuver leur conduite. Sir Stratford Canning fit plus, il invita l'amiral Parker, qui stationnait à Malte, à se rapprocher de Constantinople.

Les traités invoqués par l'Autriche et la Russie ne contenaient point d'articles loyalement applicables à la circonstance. S'il était stipulé dans les traités de Belgrade et de Passarovitz que la Turquie ne pourrait pas *donner asile* aux « rebelles, méchants, mécontents, voleurs et brigands, » échappés des terres des deux empereurs, et réciproquement, il y était dit également que ces indivividus seraient *punis* par le souverain sur le territoire duquel ils se seraient réfugiés. Quant au traité de Kaïnardji, il n'imposait pas non plus à la Turquie l'obligation de livrer les criminels fugitifs ; ils lui laissait à choisir entre les *livrer* ou les *expulser*. Les exigences austro-russes ne pouvaient donc pas, selon les lettres même des traités invoqués, aller au delà de l'*expulsion* des malheureux réfugiés.

Assurée par les deux ambassadeurs de l'appui de la France et de l'Angleterre, en cas de besoin, la Turquie refusa nettement de se soumettre aux volontés de l'empereur d'Autriche et du czar de toutes les Russies. Ensuite, elle s'adressa directement aux cabinets de Londres et de Paris, qui ordonnèrent aux escadres anglo-françaises de la Méditerranée d'aller mouiller dans les eaux du Levant (6 et 10 octobre).

Intimidées par ces démonstrations énergiques, la Russie et l'Autriche finirent par consentir à ce que leurs *sujets rebelles* fussent simplement internés ou expulsés.

Mais, au moment où le prince Radzivil effrayait le divan de ses menaces, Reschid Pacha avait cherché à sauver les réfugiés des extrêmes conséquences que pouvait entraîner pour eux la faiblesse du Divan, seul en face de deux ennnemis si puissants; il avait conseillé aux réfugiés de se convertir à l'islamisme et de se faire sujets du sultan; dans le cas où ils y eussent consenti, le cabinet de Constantinople aurait pu, sans intervention d'aucune sorte, opposer un refus catégorique à la Russie et à l'Autriche. Le conseil était pressant et dans le moment où il était donné on pouvait craindre à Widdin que la France et l'Angleterre refussassent leur appui à la Turquie. Les généraux Bem, Kmety et Stein, avec deux cent cinquante de leur compagnons, abjurèrent le christianisme et se firent Turcs. Ils espéraient que la guerre ne manquerait pas d'éclater entre la Turquie et les ennemis de la Pologne et de la Hongrie, et qu'alors, entrant dans l'armée de leur nouveau souverain, ils pourraient encore combattre les oppresseurs de leurs patries. Néanmoins l'immense majorité des réfugiés opposa un énergique refus à la proposition qui leur était faite de changer de religion et de nationalité. Dans une lettre qu'il écrivit le 20 septembre à lord Palmerston, Kossuth disait : — « Entre la mort et le déshonneur, le choix ne saurait être ni douteux, ni difficile. »

L'incertitude du lendemain n'était pas le seul mal dont fût aggravé l'exil de ces nobles victimes de l'Autriche et de la Russie. En dépit des ordres généreux du sultan, en dépit du bon vouloir des autorités turques, les réfugiés en général, mais surtout les sous-officiers et les soldats, se trouvaient en proie à de cruelles souffrances; ils étaient campés sous des tentes, sans lits; comme ils n'avaient aucunes ressources particulières, ils ne pouvaient ni s'acheter des vêtements, ni suppléer à l'insuffisance de la mauvaise nourriture qui leur était accordée. La faim,

le froid et la maladie en emportèrent près de 400 en moins de deux mois [1].

Apprenant la situation désespérée des fugitifs, le gouvernement autrichien voulut en profiter pour diminuer leur nombre et les rendre ainsi incapables de devenir, en une circonstance donnée, le noyau d'une armée révolutionnaire. Le général Hauslab fut envoyé à Widdin avec la mission de ramener tous ceux qui voudraient accepter les conditions suivantes : Les soldats et sous-officiers amnistiés seraient enrôlés dans l'armée impériale; les officiers se soumettraient à l'enquête et au jugement des commissions militaires. 3,050 réfugiés consentirent à rentrer. Ils partirent de Widdin le 21 octobre 1849.

De ceux qui restèrent, les uns, les musulmans, au nombre de 16, furent conduits à Alep, les autres à Kutahia, dans l'Asie mineure (5 février 1850). La Russie et l'Autriche avaient désigné nominalement ceux qu'elles voulaient voir internés et gardés strictement : Kossuth, Casimir Batthyány, les généraux Mészáros, Perczel, et Wysocki, notamment. Un certain nombre de Hongrois non désignés par les puissances voulùrent accompagner Kossuth pour préserver sa vie des attentats des agents autrichiens. Le nombre de ceux qui furent internés à Kutahia s'éleva ainsi à 44 hommes. Mais, grâce aux sympathies qui se manifestèrent en leur faveur tant en Europe que dans le Nouveau-Monde, leur captivité ne dura que jusque vers la fin de 1851. Les martyrs de la liberté hongroise furent triomphalement emmenés en Europe et de là en Amérique sur une frégate que leur avait envoyée le gouvernement des États-Unis. Peu avant leur départ, le héros de la Hongrie et de la Pologne, le général Bem, était mort de la fièvre à Alep.

[1] D'après un témoin oculaire, Imreß, *Die ungarischen Flüchtlinge*, Leipzig, 1851.

HUITIÈME SECTION

DÉFENSE ET CAPITULATION DE COMORN.

XXX

Après la catastrophe de Világos, la soumission des armées de Bem et de Kazinczy, la reddition d'Arad et de Munkács, la Hongrie était conquise par les Russes et par les Autrichiens. Sur deux points cependant les trois couleurs flottaient encore ; les forteresses de Pétervárad et de Comorn, qui ferment l'accès du Danube au midi et au nord-ouest, n'avaient pas cessé d'appartenir aux défenseurs de la cause nationale. Places de premier ordre, approvisionnées pour plusieurs mois de vivres et de munitions, bien armées et contenant des garnisons suffisantes, elles pouvaient soutenir de longs siéges, et il était facile de ne les ouvrir que moyennant d'honorables conditions pour les braves soldats qui s'y étaient renfermés et même pour les patriotes compromis, dont la fortune, la liberté, et la vie étaient menacées par d'implacables vainqueurs. Il est regrettable que Comorn et Pétervárad n'aient point été utilisées dans ce double

but et qu'elles aient été rendues pour bien moins cher qu'elles ne valaient.

Görgey avait quitté Komárom le 13 juillet et le général Klapka était resté le gardien de la forteresse avec 18,200 hommes. Cette garnison était considérable, car le gouvernement avait tenu à ce qu'elle ne fût pas moindre, afin que l'ennemi fût contraint à employer contre elle des forces nombreuses, afin aussi qu'elle pût elle-même, par des sorties, des expéditions, concourir aux opérations de l'armée principale, chargée de tenir la campagne.

Haynau avait d'abord laissé deux corps d'armée autour de Comorn. Mais bientôt, se figurant que les soldats que contenait la forteresse étaient peu nombreux, 6 ou 8,000 hommes tout au plus, et voyant que Görgey, qui marchait dans la direction de Miskolcz, n'avait plus l'intention de revenir à Comorn, il rappela vers lui l'un des deux corps (23 et 24 juillet), et laissa devant la forteresse seulement 12,000 hommes, — selon les sources autrichiennes, — 16,000, d'après l'évaluation de Klapka.

On aurait pu profiter de l'éloignement du gros de l'armée ennemie, mais il eût, pour sûr, fallu profiter sans délai du départ de l'un des corps assiégeants, pour attaquer sur la rive droite. De la sorte, on aurait menacé la ligne d'opération des Autrichiens, on aurait contraint Haynau à détacher le corps qu'il venait de rappeler, et si Haynau s'était ainsi trouvé affaibli, la Hongrie méridionale n'eût pas été si tôt envahie, si rapidement réduite. Par malheur, Klapka se borna à faire exécuter (25 juillet) une petite expédition sur Tata, et il ne risqua point d'attaque générale avant le 30. Encore, ce jour-là, opéra-t-il sur la rive gauche, au lieu d'agir contre la droite. Cette attaque fut couronnée d'un succès complet. Les Autrichiens s'enfuirent jusque sur le Vág.

Le 3 août seulement, Klapka se décida à attaquer l'ennemi qui occupait la rive droite. Il avait pris des dispositions de façon que toutes les forces autrichiennes eussent été enveloppées et faites prisonnières, si le colonel Aschermann, chargé d'exécuter le mouvement tournant, n'était arrivé trop tard ; le colonel Thaly attribue l'insuccès aux dispositions mêmes. Quoi qu'il en soit, les Autrichiens, attaqués de front par la colonne du brave colonel Báthory (Schulz), sous les yeux du général Klapka, furent chassés de leurs retranchements, et durent, par le pont de Lovad, gagner en toute hâte l'île de Csalóköz. — « Au moment où la dernière colonne autrichienne franchissait le pont, dit le général Klapka [1], les premiers boulets lancés par Aschermann sifflaient au-dessus d'elle ; si Aschermann était arrivé une demi-heure plus tôt, l'histoire militaire aurait eu à enregistrer le fait rare, peut-être unique, des troupes de siége ramenées prisonnières dans une forteresse par la garnison non secourue du dehors. » — Les pertes éprouvées par l'ennemi dans cette journée du 3 août furent considérables : 1,000 hommes tués et blessés, 1,000 prisonniers [2], 30 pièces de canon, 3,000 fusils, une immense quantité de poudre (700 quintaux) et de munitions de toute espèce, 2,750 bœufs. Les vaincus étaient si épouvantés qu'ils évacuèrent sur-le-champ l'île de Csalóköz et coururent se retirer à Presbourg.

Mais l'importance de la victoire obtenue consistait principalement en ce que la ligne d'opération de Haynau était rompue et ses communications directes avec l'Autriche à la merci des Hongrois. — « J'envoyai, dit le général Klapka [3], j'envoyai des courriers à Kossuth et à Görgey, et je leur promis de

[1] *Mémoires*, p. 212.

[2] Le colonel autrichien ne reconnaît que 1,000 hommes mis hors de combat et faits prisonniers.

[3] *Mémoires*, p. 214.

mettre sur pied, en outre, des troupes nécessaires à la garde de Comorn, 30,000 hommes. A en juger par l'enthousiasme de la population j'étais sûr de remplir ma promesse. Je leur communiquai en même temps le rapport intercepté d'un général russe, Berg, au czar. Il en résultait que Haynau et ses auxiliaires redoutaient beaucoup l'approche de l'arrière-saison ; qu'ils voulaient à tout prix finir la guerre d'ici là, et que, s'ils ne pouvaient pas obtenir ce résultat, ils se verraient obligés de remettre au printemps l'achèvement de leur œuvre... Mais, — je le constate avec la plus profonde affliction, — mes messagers n'arrivèrent point à temps pour prévenir la catastrophe. Kossuth ne connut la victoire du 3 août et ses résultats qu'étant déjà sur le sol turc, et Görgey à Nagy-Várad, après avoir accompli sa fatale reddition. »

Ainsi, de l'aveu même de son auteur, la victoire avait été remportée trop tard. Néanmoins Klapka sut bien l'utiliser. Pénétrant jusqu'à Győr, il ordonna de rassembler des soldats dans les comitats voisins. L'enthousiasme était immense partout, mais dans les campagnes plus encore que dans la ville. Tous les hommes valides que les précédentes levées avaient laissés à leurs familles, accouraient avec le plus noble empressement, et l'on entendait les vieillards à barbe grise s'écrier : « Oui ! nous viendrons à bout même des Russes ; jusqu'à présent nous n'avons envoyé à l'armée que nos fils, maintenant nous monterons nous-mêmes à cheval [1]. » En quelques jours 5 à 6,000 patriotes furent enrôlés, et la colonne mobile de l'énergique Noszlopy, forte d'environ 3,000 hommes, après avoir livré aux troupes de Nugent plusieurs combats, vint renforcer la garnison de Comorn. Le lieutenant colonel Mednyánszky organisait la levée en masse dans toute la

[1] *Mémoires de Klapka*, p. 216.

région voisine, et le général Klapka, qui réputait aventureuse une expédition sur Vienne, songeait à opérer une diversion du côté de la Styrie, qu'il espérait révolutionner.

Mais soudain arrivèrent coup sur coup les nouvelles les plus désespérantes : Dembinski battu à Szeged et à Szöreg, Nagy-Sándor à Debreczen, Bem à Segesvár ! En même temps l'on apprit que Haynau venait de détacher de son armée une brigade, qui, déjà arrivée à Pest, allait bientôt se présenter sous les murs de Comorn.

Klapka fut donc obligé de renoncer à ses audacieux projets. Il rentra dans la forteresse, le 16 août, et s'y renferma.

Deux jours après, le 18, la reddition de Görgey fut connue à Comorn, et naturellement cette triste nouvelle plongea la population dans le désespoir, les soldats et leurs chefs dans l'anxiété la plus poignante. Dès le lendemain un parlementaire autrichien vint, au nom du général Csórich, commandant de ce corps de blocus qui avait précédemment éprouvé une si éclatante défaite, sommer la garnison hongroise de se rendre. — « Vous pouvez, lisait-on dans la lettre dont ce parlementaire était porteur, vous pouvez être sûrs de *la clémence sans bornes* dont mon gracieux souverain a déjà fourni tant de preuves. Je ferai parvenir vos propositions à l'empereur. »

Klapka réunit aussitôt un conseil de guerre. Il y fut décidé que l'on ne pouvait pas ouvrir les négociations, parce que la garnison de Comorn n'avait encore reçu aucun avis officiel de ce qui avait pu se passer dans le midi.

Au même moment le corps autrichien précédemment chargé du siége se rapprochait de la forteresse, augmenté de nombreux renforts, notamment du corps d'armée de Nugent, de la réserve de Nobili et de la brigade Jablonovski. De plus, 18,000 Russes, sous le général Grabbe, accouraient du nord soutenir les assiégeants.

Deux nouveaux parlementaires se présentèrent, le 20 août à Comorn : un officier russe et un colonel autrichien. Le Russe invita Klapka à suivre l'exemple de Görgey, afin, disait-il, que les malheurs de la guerre fussent immédiatement épargnés au pays, et que le jeune empereur François-Joseph trouvât l'occasion d'exercer sa haute clémence à l'égard des milliers de malheureux emprisonnés ; les Russes, ajouta-t-il, ne quitteront pas la Hongrie avant la prise de Comorn. Klapka et son conseil de guerre consentirent à la conclusion d'une trêve de quatorze jours, durant laquelle des délégués pourraient se rendre dans la Hongrie méridioniale, et s'assurer par leurs propres yeux du véritable état des choses. Le lieutenant colonel Thaly et le citoyen Katona furent chargés d'aller voir ce qui se passait au midi.

Durant la trêve, le commandant de Komárom reçut une lettre de Görgey, datée du 16 août. L'ex-dictateur exposait à Klapka la suite des faits accomplis depuis qu'il s'était séparé de lui. Il lui disait que les plus braves de ses soldats avaient approuvé sa reddition, que tous les détachements disséminés aux environs d'Arad s'étaient réunis à son armée, et, comme elle, avait mis bas les armes ; il assurait, en outre, que Damjanich et la garnison d'Arad avaient déclaré vouloir rendre aussi cette forteresse. Voici comment se terminait sa lettre : — « Jusqu'à présent nous sommes traités comme devaient l'être de braves militaires par de braves militaires. Réfléchis à ce que tu peux et à ce que tu dois faire. » — Le porteur de cette missive était un colonel russe, choisi et envoyé par le prince maréchal Paskevitch. S'adressant confidentiellement à Klapka, il lui fit entrevoir *qu'un jour pourrait venir où les Hongrois, unis aux Russes, tomberaient sur la perfide Autriche.* — Le général hongrois déclara ne pouvoir traiter avant le retour des deux délégués.

Ceux-ci revinrent bientôt. Leur rapport sur ce qu'ils avaient appris et vu à Arad se trouva conforme aux renseignements fournis par Görgey et les parlementaires austro-russes, sauf l'emprisonnement des officiers hongrois, l'exécution de deux d'entre eux, que seuls Thaly et Katona annoncèrent. En outre, ils remirent à Klapka une nouvelle sommation que lui faisait Haynau de se rendre à discrétion. De son côté le général Csórich ne tarda pas à inviter de nouveau le commandant de Komárom à lui communiquer les conditions moyennant lesquelles il pourrait ouvrir les portes de la forteresse.

Les officiers supérieurs hongrois se réunirent en conseil de guerre, le 1er septembre. Après une discussion très-vive, il fut arrêté, à une majorité des plus faibles, que l'on pourrait capituler aux conditions suivantes : — Amnistie et pour l'armée et pour la nation entière, sans distinction de nationalité ; — élargissement immédiat des militaires emprisonnés ; — reconnaissance du papier-monnaie émis par le gouvernement national ; — faculté pour les patriotes de rester dans le pays ou d'émigrer ; — départ libre de la garnison de Comorn avec les honneurs militaires ; — amnistie particulière pour la ville de Comorn ; — remboursement des billets de crédit émis par le commandant de la forteresse, etc. — Ces conditions furent expédiées au commandant de Pétervárad, afin qu'il les présentât lui aussi aux Autrichiens. — Le commissaire du gouvernement, Ladislas Ujházy, qui s'était déclaré opposé à la capitulation, demanda que l'on ajoutât au moins aux conditions préalables les suivantes : — 1° On traitera directement avec l'empereur d'Autriche ; 2° on exigera la garantie de l'Angleterre.

XXXI

Cependant la trêve, signée le 20 août, expira le 2 septembre. Les Autrichiens la dénoncèrent pour le 4. Les travaux de défense furent repris avec la plus grande activité. Par malheur, dès le 7, une dernière mauvaise nouvelle vint ruiner le faible espoir qui soutenait encore la garnison de Comorn.

Pétervárad s'était rendue à discrétion !

Cet événement datait déjà de plusieurs jours, du 27 août. Certes, le général Paul Kiss, qui commandait à Pétervárad, disposait d'assez de soldats, de munitions, de vivres, pour résister durant un certain nombre de mois. Néanmoins il se soumit, sans exiger de l'ennemi des conditions qu'il eût, sans nul doute, obtenues avec un peu plus de persévérance.

La nouvelle de la reddition de Pétervárad, victoire de la diplomatie militaire, fut notifiée à la garnison de Comorn par le général Nugent, qui venait de reprendre des mains de Csórich le commandement des troupes de siége. Les sommations de se rendre à discrétion, faites à Klapka, restant sans effet, Nugent introduisit dans la forteresse des proclamations par lesquelles les soldats étaient invités à *forcer* les officiers à se soumettre. Quelques désertions se produisirent, mais en petit nombre, et il y fut coupé court par une répression sévère de toute velléité de défection.

Les manœuvres autrichiennes prirent alors un caractère

bien autrement grave. Les ennemis de la révolution, les restaurateurs de l'autorité légitime et de l'ordre, voulurent, après avoir échoué en provoquant l'indiscipline, la trahison, essayer de l'assassinat. On arrêta dans la ville de Comorn un individu qui s'y était introduit on ne sait comment. On trouva sur lui un sauf-conduit, émané du quartier général de Haynau, une lettre de recommandation provenant de la police de Vienne, et enfin, un poignard. Cet homme était allé à Orsova, avec l'intention d'assassiner Kossuth ; ne l'y ayant plus trouvé, il était revenu sur ses pas et s'était rendu à Comorn pour tuer Klapka. On lui fit son procès, mais il resta muet durant les interrogatoires. Enfin, au pied de la potence, il avoua le second des deux crimes qu'il avait prémédités. Pour qui connaît l'histoire secrète de la maison de Habsbourg, le fait que nous venons de rapporter est des plus ordinaires. Tous les Hongrois savent comment les fiers empereurs de Vienne se débarrassent de ceux qui les gênent. Tous les Français se souviennent de l'exécrable attentat dont furent victimes les représentants de la République française à Rastadt.

Le projet d'assassiner le chef n'ayant pas mieux réussi que la proclamation aux soldats, des agents déguisés furent chargés de corrompre les officiers en leur offrant de l'argent. Nugent lui-même, essayant de séduire Klapka, lui fit parvenir la promesse d'une forte somme, que l'empereur, disait-il, accordait au général hongrois pour le récompenser de l'humanité avec laquelle il traitait les prisonniers autrichiens [1].

L'or impérial fut impuissant comme le fer des assassins. Alors on essaya de prendre les incorruptibles par la pitié. On dicta à Ernest Kiss, détenu à Arad, une lettre dans laquelle ce malheureux général engageait ses frères d'armes à cesser de

[1] *Mémoires de Klapka*, p. 273.

défendre inutilement Comorn, son sort et celui de ses compagnons d'infortune ne pouvant pas être adouci tant que la forteresse résisterait! Quand Ernest Kiss écrivait cette lettre, il était déjà condamné à mort! (21 septembre.)

Le parlementaire qui fut chargé de tromper Klapka par cette horrible perfidie, remit en même temps au général une nouvelle sommation de Nugent. Les conditions précédemment posées n'étaient point rejetées d'une manière absolue; mais, insinua l'officier autrichien, il était indispensable que celles qui se rapportaient au pays en général fussent isolées de celles qui concernaient uniquement la garnison; *les premières devraient être présentées séparément à l'empereur, dont la clémence réaliserait les meilleures espérances.*

Un conseil de guerre, plus nombreux que les conseils ordinaires, se rassembla le 20 septembre. Il accepta la séparation des conditions réclamée par les Autrichiens, mais non sans que plusieurs des assistants, notamment le commissaire Ujházy et le lieutenant-colonel Thaly, directeur des fortifications, y eussent fait une opposition très-vive. Thaly rappela que les conditions moyennant lesquelles la capitulation serait possible avaient déjà été discutées et pesées; il soutint avec énergie qu'elles ne devaient pas être amoindries. — « La forteresse, s'écria-t-il, peut tenir durant une année; notre fermeté obligera l'ennemi à céder. Ne songer qu'à nous-mêmes et oublier le pays, c'est tout simplement faire preuve d'un sordide égoïsme et oublier nos devoirs. » — Offensé par cette sortie, le général Klapka mit le lieutenant-colonel Thaly aux arrêts.

Rendu à la liberté peu de temps après, Thaly réunit plusieurs officiers supérieurs de ses amis, et, avec eux, concerta le projet d'enlever le commandement de Comorn à Klapka et de l'arrêter lui et ses partisans. La coopération de plusieurs bataillons était sûre, et l'on avait fixé l'exécution du projet au

28 septembre, quand Thaly fut prié par ses amis de s'enquérir des dispositions de la cavalerie. Le lieutenant-colonel se rendit au campement des hussards, où il fut accueilli avec des transports d'enthousiasme. Les braves cavaliers demandaient : — « N'avons-nous donc plus rien à faire pour la patrie ? » — « Dieu est bon, leur répondit-il ; il ne nous abandonnera pas ! » — Mais cette démarche eut pour effet immédiat de compromettre Thaly vis-à-vis de ceux contre lesquels il agissait secrètement. Le lieutenant-colonel fut accusé d'avoir cherché à exciter la troupe contre ses chefs et traduit en conseil de guerre. Les hussards ayant déposé en sa faveur, — ils dirent tous qu'ils n'avaient nullement été excités, n'ayant pas besoin de l'être, — Thaly ne put pas être condamné. Il fut néanmoins retenu en prison [1].

Cependant deux officiers autrichiens, dont l'un était aide de camp de l'empereur, arrivèrent à Comorn. L'aide de camp, qui avait remis lui-même à François-Joseph la lettre écrite au nom de la garnison, concernant les conditions relatives au pays entier, annonça que, *quoique aucune décision n'eût été prise à cet égard, on pouvait former les meilleures espérances tant pour la nation elle-même que pour les citoyens incarcérés.* Les autres conditions, déclarèrent les deux parlementaires, n'avaient rien d'inacceptable, sauf ce qui regardait la liberté et le licenciement des troupes ; les soldats qui avaient déjà servi dans l'armée autrichienne ne pouvaient pas être identifiés aux autres.

Ces nouvelles communications nécessitèrent la convocation du conseil de guerre. Il y fut décidé que la garnison se défendrait jusqu'au dernier homme, à moins que les modestes conditions par elle proposées ne fussent agréées.

[1] *Fortress of Komarom*, p. 202 et suivantes.

Les choses en étaient là quand Haynau, pressé d'en finir avant le 6 octobre, jour fixé pour les vengeances impériales, arriva en personne au camp autrichien. Les négociations furent reprises, et, le 27 septembre, l'acte de la reddition de Comorn fut signé. Voici quels en étaient les principaux articles :

1° La garnison partira librement, mais sans armes ; les officiers cependant resteront propriétaires de leurs sabres ; — les officiers ayant déjà servi dans l'armée autrichienne recevront des passe-ports pour l'étranger ; ceux qui ne demanderont point de passe-ports pourront rentrer librement dans leurs foyers, à moins qu'ils ne réclament leur admission dans les rangs de l'armée autrichienne ; — les officiers des honvéds n'ayant point servi auparavant seront libres de rester dans leur pays ; mais aucun emploi ne leur sera assuré pour l'avenir ; les soldats ayant servi dans les régiments impériaux, ainsi que tous les individus devenus officiers depuis, seront amnistiés ; aucune poursuite judiciaire ne pourra être exercée contre eux.

2° Des passe-ports seront délivrés à quiconque en fera la demande dans les trente jours.

3° Il sera payé aux officiers un mois, aux soldats dix jours de solde.

4° Une somme de 500,000 florins sera accordée pour le remboursement des bons émis par le commandant de la forteresse.

5° Des soins continueront à être donnés aux malades et blessés laissés à Comorn.

6° La propriété mobilière et immobilière sera garantie, etc.

Sans doute il est juste de reconnaître la position critique de Comorn au milieu d'un pays complétement désarmé. Cependant nous croyons qu'il n'eût pas été impossible de contraindre les Autrichiens à souscrire aux conditions précédem-

ment proposées. La forteresse, qui était pourvue de vivres et de munitions pour plusieurs mois, possédait une garnison très-nombreuse et très-bien disposée. D'autre part, l'Autriche avait un intérêt extrême à en prendre possession le plus tôt possible, et cela pour deux raisons importantes : la masse des troupes russes avait déjà évacué la Hongrie, n'y laissant que de petits détachements ; les complications survenues avec la Turquie, à cause des réfugiés, faisaient craindre une guerre nouvelle. Nous aimons à rendre justice aux excellentes intentions du jeune et habile général. Seulement il est à regretter qu'un entourage d'hommes timides et égoïstes ait pu abuser de sa confiance et de l'extrême douceur de son caractère. Klapka eut tort d'ajouter foi aux protestations de clémence qui lui furent apportées, au nom de l'empereur François-Joseph, par les parlementaires autrichiens. Il s'en aperçut lui-même bien vite, et nous sommes convaincus que, « s'il avait pu prévoir les infamies méditées par la cour de Vienne, il n'aurait pas consenti à livrer le dernier boulevard de la liberté hongroise avant d'avoir au moins obtenu une amnistie générale pour tous les patriotes compromis [1]. »

Cette réserve faite, on ne saurait trop regretter que les conditions du 1er septembre étant abandonnées, on ne se soit pas obstiné à réclamer l'acceptation pure et simple des conditions posées le 20. Si la seconde rédaction de la capitulation n'avait point été modifiée par Haynau, le sort de la garnison de Comorn elle-même eût été mieux assuré. Ainsi, dans le document définitif, la clause établissant qu'aucun des défenseurs de la forteresse ne sera enrôlé dans l'armée autrichienne laisse à désirer sous le rapport de la clarté. Dans l'acte du 20 septembre, une amnistie générale était exigée

[1] Voir ses *Mémoires*, p. 292.

pour toutes les personnes et les propriétés du rayon de la forteresse et de la ville de Comorn ; dans la pièce postérieure, aucune mention n'est faite ni de la ville ni des individus non militaires. Il est vrai que Klapka accorda aux civils les plus compromis des grades d'officiers; mais ces faveurs individuelles suffisaient-elles à acquitter la garnison vis-à-vis de la population de Comorn? Cette population, d'un infatigable héroïsme, avait certes assez coopéré à la conservation et à la défense de la forteresse, pour que celle-ci ne se rendît point sans l'avoir mise à l'abri de toute persécution ultérieure. Tout d'abord, en vertu des capitulations projetées du 1er et du 20 septembre, on avait exigé le payement intégral de tous les bons et billets émis par le commandement militaire; dans l'acte définitif, la somme à distribuer aux habitants de Comorn, qui avaient accepté ces billets et ces bons fut limitée à 500,000 florins; il en résulta de grandes pertes pécuniaires pour ceux-là mêmes qui avaient fait à la cause de la patrie des sacrifices vraiment incommensurables.

La reddition de Comorn aux Autrichiens s'effectua dans les journées du 2, du 3 et du 4 octobre. Au moment où les hussards de l'ancien régiment de Wurtemberg allaient sortir de leur quartier, le général Nobili pria Klapka de leur demander s'il se trouvait parmi eux quelqu'un qui voulût rentrer au service de l'Autriche. Les cavaliers restèrent tous silencieux et aucun ne quitta son rang. Enfin, un vieux sous-officier, exprimant la pensée de tous, s'écria : — « Non ! nous ne passerons pas aux Autrichiens ; mais si la patrie a jamais besoin de nous, qu'elle compte sur ses fidèles ! »

Le 5 octobre le drapeau jaune et noir fut arboré sur les murs de Comorn. Les soldats, avant de se séparer, déchirèrent leurs étendards tricolores et s'en partagèrent les lambeaux, précieux souvenirs de la sainte guerre de l'indépendance.

NEUVIÈME SECTION.

LES VENGEANCES AUTRICHIENNES.

XXXII

La Hongrie était écrasée. Certes, il eût été juste et prudent de ne pas être impitoyable envers la malheureuse nation. Il eût été politique de ne point la considérer comme une chose morte, de lui rendre son ancienne constitution modifiée seulement en ce qu'elle avait peut-être de directement contraire à l'unité de l'empire, de lui restituer au moins quelques-unes des institutions nationales, toutes corroborées par vingt serments royaux. L'Autriche, victorieuse grâce à la Russie, oublia jusqu'aux promesses qu'elle avait fait faire à la garnison de Comorn, ne tint aucun compte des recommandations du cabinet anglais, des conseils du czar lui-même. Ivre de vengeance, elle abolit toutes les constitutions et lois tant contemporaines qu'antiques du pays, et du royaume de Saint-Étienne fit une simple province de l'empire unitaire; en même temps qu'elle s'acharnait ainsi

contre des choses qui eussent dû être sacrées pour elle, elle tira les personnes des prisons où elle les avait enfermées et les livra aux bourreaux.

Tant que Comorn avait résisté, le cabinet de Vienne avait laissé croire qu'il serait clément. A peine la reddition de la forteresse confirmée, l'œuvre de la terreur commença. C'était le 6 octobre 1848 que le ministre autrichien Latour avait été tué par les Viennois, faisant cause commune avec les Hongrois. Ce fut le 6 octobre 1849, *le lendemain de la prise de possession de Comorn*, que, sur l'ordre du jeune François-Joseph, durent être exécutés à Pest et à Arad ceux des chefs de la défense nationale qui, par leur noble patriotisme, avaient particulièrement mérité la haine du despotisme autrichien.

Louis Batthyány, l'ancien président du conseil des ministres hongrois du roi constitutionnel, eut l'honneur d'être la première victime immolée à Pest.

Batthyány, on se le rappelle, avait fait partie de la députation diétale, inutilement envoyée à Windischgraetz. Retenu prisonnier à Bude, il fut emmené en Autriche lors de l'évacuation de la capitale, puis ramené en Hongrie par les troupes de Haynau. Lui, qui avait épuisé toutes ses forces à maintenir le mouvement hongrois dans la plus stricte légalité, à empêcher la rupture de la nation avec le roi, en dépit des trahisons flagrantes dont elle était victime, il fut traîné devant un conseil de guerre comme coupable de haute trahison! Ce tribunal, composé d'officiers, de sous-offficiers et de soldats autrichiens qui n'avaient pas la moindre idée du droit hongrois, était institué non pour juger, mais pour condamner. C'est pourquoi le noble comte parla à des sourds quand, refusant de répondre à un interrogatoire illégal, il déclara que, étant Hongrois, il ne pouvait être jugé que par des Hongrois, et que, ministre accusé à cause de ses actes ministériels, il ne devait pas reconnaître

d'autre juridiction que celle de la haute cour de la haute chambre de la diète nationale. Vainement, sortant enfin du droit, l'accusé expliqua-t-il sa conduite et prouva-t-il qu'il n'avait trahi ni le peuple ni le roi; les prétendus juges militaires, instruments dociles dans les mains de leurs supérieurs, reconnurent Louis Batthyány, premier ministre hongrois, coupable de haute trahison, et, *pour ses actes politiques*, le condamnèrent à la mort par la corde et à la confiscation de tous ses biens.

Ayant reçu notification de cet arrêt, — véritable assassinat juridique, — Batthyány essaya de se soustraire à la potence par le suicide; gardé à vue, il ne put s'ouvrir une artère. Les blessures qu'il se fit lui épargnèrent cependant la pendaison. On se décida à le faire fusiller.

Louis Batthyány avait quarante ans. C'était un bel homme, à la tête presque chauve, au regard fier, dont le visage, entouré d'une épaisse barbe blonde, inspirait le respect. Doué d'une intelligence remarquable, il n'était point orateur, surtout par défaut d'organe, mais il eût été très-propre à la haute administration de l'État, si sa politique n'avait pas eu pour constant mobile le désir d'éviter un inévitable conflit. Nous avons, dans le cours de notre récit, apprécié la manière dont il comprit la situation, quand l'opinion publique et le choix du monarque le placèrent à la tête de son pays. Devant son martyre, nous ne pouvons nous souvenir que de l'ardeur de son patriotisme, de la pureté de ses intentions, de la droiture et de la fermeté de son caractère.

Le jour même où périssait Louis Batthyány, à Pest, les officiers supérieurs, qui s'étaient volontairement rendus, soit aux Russes, soit aux Autrichiens, traduits devant des commissions militaires, furent exécutés à Arad. Voici les noms des treize victimes : les généraux Ernest Kiss, Aulich, Damjanich, Nagy-Sándor, Török (du génie), Lahner (directeur des manufactures

d'armes et de munitions), le comte Vécsey, Knézich, Pöltenberg, le comte Leiningen, Schweidel, Dessewffy, et enfin le colonel Lázár, qui, ayant commandé un corps d'armée, fut traité comme les généraux.

Kiss et Schweidel furent fusillés, Dessewffy et Lázár furent également fusillés, mais *par grâce* particulière de Haynau, car le conseil de guerre les avait condamnés à la potence. Les neuf autres généraux furent pendus. La fierté et le courage d'aucun d'eux ne faiblirent en présence de la mort. — Au moment où le bourreau passait la corde autour du cou de Nagy-Sándor, le vaillant républicain s'écria : *Hodie mihi, cras tibi !* » Aujourd'hui à moi, Hongrois! demain à toi, Autrichien! Damjanich était haï personnellement par Haynau. Amené sur le lieu du supplice dans une charrette, — il était encore incapable de se servir de sa jambe brisée, — il fut réservé pour la fin de la tuerie. Voyant ses braves camarades monter l'un après l'autre à la potence : — « C'est singulier, dit-il, moi qui étais toujours le premier devant l'ennemi, me voilà réduit ici à marcher après tous les autres! » — Quant à Aulich, qui fut un des plus beaux caractères de la révolution hongroise, général excellent et d'une modestie admirable, patriote dévoué, il dit à ses juges le mot qui résume le mieux la situation de ces martyrs vis-à-vis des bourreaux de l'empereur d'Autriche : — « J'avais, par ordre du roi, juré fidélité à la constitution, et je dus rester fidèle à mon serment! »

Ces exécutions ne furent pas les seules, hélas! Le 10 octobre fut pendu à Pest le baron Sigismond-Perényi, président de la chambre des magnats et de la cour suprême de justice, homme d'un grand âge, mais auquel la vieillesse n'avait rien enlevé de son ardent patriotisme, de son énergie juvénile. Avec lui périrent Émeric Szacsvay, secrétaire de la chambre des représentants, un des signataires de la déclaration de l'in-

dépendance, et Csernus, conseiller au ministère des finances. Ladislas Csány, ministre des travaux publics, et l'un des commissaires du gouvernement, le baron Jean Jeszenák, furent pendus le 14 septembre. Quelques jours après, le colonel prince Woroniecki et les officiers Giron et Abancourt, subirent encore la même peine. — Le colonel Kazinczy fut fusillé à Arad.

Arrêtons ici cette liste funèbre, quoiqu'elle soit loin d'être complète. Nous ne pouvons pas non plus donner celle des patriotes que les conseils de guerre de Haynau condamnèrent pour dix ans, pour vingt ans, les uns à la détention, les autres aux travaux forcés. Le total de ces victimes s'élève à plusieurs milliers de patriotes. Quant à ceux qui purent par l'exil se soustraire à la mort ou à la captivité, ils n'en furent pas moins jugés par contumace, condamnés à mort et exécutés en *effigie*. L'Autriche banqueroutière prit d'eux tout ce qu'elle pouvait prendre : leurs biens restés entre ses mains. Les propriétés des morts furent également confisquées, sans nul égard pour les enfants mineurs ni pour les veuves.

Les femmes, durant la guerre de l'indépendance, s'étaient illustrées par leur dévouement patriotique. Aussi les exécuteurs des hautes œuvres du chevaleresque monarque ne les épargnèrent-ils pas, ces mères, ces filles, ces sœurs, ces épouses des héros. On n'osa ni les fusiller ni les pendre ; mais on leur infligea un châtiment pour la pudeur féminine plus cruel que la mort : des dames qui, comme Mme Maderspach, ne s'étaient rendues coupables d'aucun acte légalement punissable, furent fouettées publiquement. D'autres furent emprisonnées comme Mlle Esther Lázár [1] et quelques-unes, notamment la comtesse

[1] Le père de la comtesse était emprisonné à Nagy-Szeben. Lors de la prise de cette ville par Bem, elle était au milieu de l'état-major, vêtue en amazone, et, après l'assaut, eut le bonheur de délivrer elle-même son père. Plus tard elle se distingua dans l'organisation des hôpitaux.

Blanca Teleki et sa compagne Clara Lövey subirent durant de longues années la réclusion à laquelle elles avaient été condamnées. Longtemps après la défaite de la cause nationale, durant la guerre d'Orient, quelques femmes furent exécutées.

Il y eut peu de familles hongroises auxquelles la terreur impériale n'arracha pas un ou plusieurs de ses membres, tant fut généreuse cette haute clémence, dont le cabinet de Vienne cachait les effets à l'univers entier et que les journaux serviles vantaient sans cesse !

Est-il besoin de dire que la capitulation de Comorn, signée par le général Haynau, lieutenant de l'empereur, ne fut pas même respectée ? Qui ne sait que pour l'Autriche d'hier et d'aujourd'hui les actes écrits n'ont pas plus de valeur que les promesses verbales ? Comme tous les autres défenseurs de la loi et de la patrie contre le despotisme et l'étranger, les soldats de la garnison de Comorn, par une interprétation arbitraire de l'un des articles de la capitulation, furent enrôlés de force dans l'armée autrichienne ; les officiers, du moins ceux qui n'avaient jamais servi sous le drapeau impérial, redevinrent simples soldats.

Ces enrôlements forcés, ces emprisonnements, ces exécutions par le plomb et par la corde, ne durèrent pas pendant quelques jours, quelques semaines, quelques mois ; la Hongrie resta durant des années sous le régime de l'état de siége tel que l'inaugura le monstre Haynau.

XXXIII

Grâce à cette terreur, bien légèrement esquissée par nous, le gouvernement impérial put accommoder la Hongrie au système de centralisation despotique dont les ministres Bach et Schwarzenberg sont les auteurs. Toutes les institutions nationales furent rayées d'un trait de plume ; il n'y eut plus de constitution générale, plus de diètes délibérantes, plus de ministère national, plus d'administration séparée, plus de comitats autonomes, plus de villes libres, plus de communes ! L'héritage de dix siècles en un jour fut détruit, dévoré.

On fit plus que de tuer l'ancienne Hongrie, on découpa son cadavre en morceaux. La principauté de Transylvanie, réunie au royaume avec le consentement du roi et par le vœu des diètes, fut de nouveau isolée de la *sœur patrie*. La Croatie et la Slavonie, avec le littoral hongrois, qui y avait été violemment incorporé par Jellachich, formèrent une province à part. Les trois comitats situés au delà de la Maros et le comitat de Bács, qui avaient fait partie de la Hongrie proprement dite depuis l'origine de la monarchie, composèrent une nouvelle division administrative, sous le nom de « Banat de Temesvár et voyvodat serbe. » Enfin, la Hongrie même fut réduite en simple province, reçut le nom de « Pays de la Couronne », affecté officiellement à chacune des parties de l'empire néo-autrichien, et se vit subdiviser en cinq lieutenances impériales. Dans les

premiers mois, les moins scrupuleux des anciens conservateurs hongrois ne rougirent pas de se laisser employer par l'Autriche à l'asservissement de leur patrie. Ils étaient en très-petit nombre, et bientôt même ils se retirèrent des affaires, n'osant plus affronter la réprobation générale, et répugnant, — eux-mêmes ! — à servir le gouvernement dans ses vengeances implacables et absurdes. Une nuée de fonctionnaires étrangers de tous grades s'abattit sur la Hongrie comme sur une proie, et occupèrent les divers emplois jadis électifs et que les seuls nationaux pouvaient obtenir. Tirés des provinces naguère dites héréditaires, en grande partie rebuts de la bureaucratie impériale, dans la plus complète ignorance de la langue, des usages, des lois du pays, avides d'avancement et de lucre, ils étaient parfaitement propres à accomplir l'œuvre pour laquelle ils avaient été choisis : traiter les populations hongroises en populations conquises. Bientôt le code autrichien remplaça le code national, et à la langue hongroise fut partout substituée la langue allemande dans l'administration, dans les tribunaux, dans les écoles elles-mêmes. De nombreux bataillons de gendarmerie inondèrent le pays, et la liberté individuelle, l'inviolabilité du domicile, si chères aux Hongrois, n'existèrent plus.

Les libertés civiles et politiques ne furent pas seules englouties dans cet immense désastre. L'Autriche s'acharna encore à la destruction des libertés religieuses. L'autonomie des Églises protestantes, basée sur des traités internationaux, dont l'Angleterre et la Hollande avaient jadis garanti l'inviolabilité, fut violée par un simple décret de Haynau, rendue illusoire par le concordat autrichien et l'introduction des jésuites, et, enfin, modifiée d'une manière telle qu'elle n'existerait plus sans l'admirable opposition légale des pasteurs et des fidèles, calvinistes et luthériens.

M. KIR. EGYETEMI TUDOMÁNYEGYETEM FŐVÁROSI ... (library stamp)

L'Autriche essaya-t-elle au moins, en protégeant les intérêts matériels, en augmentant la somme des richesses du pays, de faire oublier aux masses la suppression de tout ce qui constitue la vie politique, intellectuelle et morale d'une nation? Non; car, après avoir confisqué et brûlé le papier-monnaie émis par le gouvernement national, le ministère viennois acheva de réduire la population à la misère en la surchargeant d'une masse d'impôts nouveaux, directs et indirects, plus lourds, plus odieux les uns que les autres. Les voies de communication laissaient beaucoup à désirer avant la révolution; depuis, on n'a presque rien fait de ce qu'il eût fallu faire pour les rendre praticables dans toutes les parties du pays. Si la Hongrie possède un réseau de chemins de fer, ce réseau, elle l'avait elle-même commencé avant 1848, et si de nouvelles voies y ont été ajoutées, elles ont été toutes concentrées comme le voulait l'Autriche, d'abord afin qu'elles remplissent un but stratégique, ensuite de manière à ce qu'elles fussent plus utiles au commerce de l'empire qu'à celui de la Hongrie. Le gouvernement unitaire, dont les revenus sont absorbés par l'administration et par l'armée, sans cesse à la veille d'une banqueroute, s'est toujours trouvé impuissant à satisfaire les plus pressants besoins des peuples qu'il tient sous le joug. Les nobles, que les réformes de 1848 avaient privés des travaux gratuits de leurs paysans, et auxquels la diète de Presbourg avait voté une indemnité, se trouvant dans l'impossibilité de faire convenablement cultiver leurs propriétés, à cause de la perte de 25 à 30 pour 100 éprouvée sur leur indemnité même payée en papier de crédit, et aussi à cause de la multiplicité des impôts dont ils étaient accablés, réclamaient à grands cris la fondation d'une caisse hypothécaire qui leur eût fait les avances indispensables à leurs exploitations. Le cabinet impérial, considérant que ce projet purement financier dissimulait

une tentative *séparatiste*, refusa l'autorisation nécessaire et s'obstine à la refuser. On vit alors des propriétaires fonciers offrir leurs terres au fisc en échange d'une petite rente viagère !

Il nous est impossible de raconter, après l'histoire de la révolution de 1847-1849, l'histoire des dix années qui se sont écoulées depuis. Cependant il importe que nous constations quels ont été les effets de l'absurde tyrannie exercée par le despotisme autrichien contre la nationalité et la liberté hongroises.

L'abolition de la langue, de la législation, de la constitution hongroise, n'a point abouti à la suppression de la nationalité magyare, ni à la germanisation de la Hongrie. La nationalité magyare est plus vivace que jamais, et pour être restée silencieuse durant dix années entières, elle n'en prouve pas moins à cette heure même qu'elle revit et n'a rien oublié de ses vieilles gloires. Quant aux nationalités, — qui combattirent dans les rangs des ennemis de la Hongrie, grâce à la tyrannie sur elles-mêmes appesantie, elles ont cessé de croire aux promesses autrichiennes. Dans la race magyare elle-même, la dynastie comptait autrefois des partisans ; depuis que les conservateurs ont perdu leurs dernières espérances de constitution à demi nationale, depuis que leurs humbles requêtes, déposées au pied de l'empereur par la plus haute aristocratie, par l'archevêque primat lui-même, sont restées sans réponse, depuis qu'ils sont convaincus de l'obstination du souverain à appliquer ses idées de dénationalisation et d'absolutisme, l'Autriche n'a plus de parti en Hongrie. Les nationalités croate, serbe, roumaine, saxonne, dépouillées de toutes les libertés dont elles jouissaient avant leur malheureuse prise d'armes, non moins écrasées d'impôts, non moins maltraitées que leur rivale vaincue, répètent cette parole un jour prononcée : « On nous a donné pour récompense ce que

l'on a infligé aux Magyars comme châtiment! » Leur aveuglement pour le souverain perfide s'est transformé en une haine profonde contre la domination autrichienne. Saxons, Roumains de Transylvanie, Serbes, Croates, d'une part, et, d'autre part, Slovaks, Ruthènes, Allemands, Valaques de Hongrie et Magyars, désunis dans la bataille, se sont rapprochés dans la défaite; et il est sûr maintenant que tous les habitants de la Hongrie, sans distinction de race, de religion, de classe, forment unanimement le même vœu : Que l'étranger et le despotisme disparaissent de cette terre de liberté!

Durant la dernière guerre d'Italie, la Hongrie frémissante attendait l'heure du soulèvement général. Si le signal lui eût été donné du midi des Alpes, la Hongrie entière se serait levée et elle eût fourni autant de soldats qu'on lui eût envoyé de fusils. Par malheur le signal ne put pas être donné, et la paix de Villafranca ajourna des espérances qui indubitablement se seraient réalisées si la guerre avait duré un peu plus longtemps.

L'occasion passée, une autre nation que la Hongrie serait retombée dans le découragement. Son désappointement fut profond, en effet, sa douleur fut immense. Néanmoins, l'esprit public n'avait pas été en vain éveillé. Quelques semaines après la conclusion de la paix, la nation hongroise attestait sa vie par une série de manifestations pacifiques et légales d'une unanimité dont il y a bien peu d'exemples, — s'il y en a, — dans l'histoire des peuples.

Ce mouvement admirable continue, se développe depuis plus de six mois. Il est irrésistible désormais. Où aboutira-t-il? Évidemment à l'indépendance de la Hongrie, — à moins que les Hongrois d'aujourd'hui, oubliant les leçons de l'histoire, ne se laissent séduire par de nouvelles promesses, par de nouveaux serments impériaux et royaux; — à moins que,

comme en 1849, l'Autriche ne trouve encore quelque puissant empereur pour la sauver, et que l'Europe civilisée assiste les bras croisés à l'assassinat d'une noble nation. La première hypothèse ne nous paraît guère à craindre ; quant à la seconde, nous n'osons point l'admettre, car, en ce cas, il n'y aurait plus de justice sur la terre, la souveraineté des peuples, introduite dans le droit public européen, ne serait qu'un vain mot et l'influence des puissances occidentales en Orient ne survivrait pas à la défaite de la Hongrie.

Pour se maintenir contre ses propres éléments, travaillés profondément d'un esprit antipathique au sien, l'Autriche est contrainte à entretenir deux armées très-nombreuses, une armée de soldats, une armée de fonctionnaires. L'une et l'autre coûtent cher, et pour les payer il faut, le trésor étant vide, augmenter les impôts à l'infini, prélever emprunts forcés sur emprunts forcés ; c'est-à-dire irriter sans cesse des peuples irrités, ajouter aux haines d'idées les haines d'intérêts. Combien d'années, combien de mois est-il possible de tourner dans un pareil cercle ? Et comment l'Autriche, qui y est fatalement engagée, s'en échappera-t-elle, sinon par la banqueroute et par la dissolution de l'empire ?

Donc, l'Autriche est condamnée à perdre la Hongrie, comme elle est condamnée à perdre ce qui lui reste de l'Italie. Il est à désirer, dans l'intérêt de l'Europe, que l'inévitable catastrophe tarde le moins possible à s'accomplir.

L'Autriche, impuissante même à exister par elle-même, ne peut plus évidemment tenir le rôle que les diplomates lui ont attribué et qu'elle n'a jamais rempli : autrefois préserver l'Europe chrétienne de l'invasion musulmane, aujourd'hui garder la double route de l'Orient et de l'Occident. S'il y avait à sa place des nations libres, s'il existait une Hongrie qui compte déjà 15 millions d'habitants et qui bientôt en compterait 20

et 25 millions, grâce au développement naturel de sa population affranchie et à l'immigration considérable qu'attirerait la liberté sur son vaste et riche territoire, l'équilibre européen ne serait-il pas mieux garanti? Qu'on se rappelle que c'est la Hongrie, le plus souvent seule et abandonnée des autres nations européennes, qui a arrêté le Turc au quinzième siècle! Qu'on n'oublie pas qu'elle a connu l'indépendance pendant mille ans, que son éducation, foncièrement libérale, a été achevée par le malheur! Et la connaissant, l'estimant à sa juste valeur, que l'on se demande si c'est cet empire hybride qui se meurt, ou ce peuple héroïque qui affirme de nouveau son existence, qu'il faut soutenir pour la tranquillité, pour la liberté, pour le salut de l'Europe?

Si, de nouveau, la Hongrie était méconnue, abandonnée par l'Occident, vers lequel elle n'a pas cessé de tourner un regard plein d'espérance, qu'adviendrait-il? La Hongrie se jetterait peut-être, désespérée, dans les bras du colosse septentrional; et dès lors à qui appartiendrait l'empire du monde?

Non, ne rêvons point de semblables malheurs; croyons au triomphe des principes proclamés par la Révolution française; à l'affranchissement universel et à la solidarité des peuples libres.

FIN DU TOME SECOND ET DERNIER.

TABLE

DU TOME SECOND

LIVRE V

LA DIÈTE DE PEST.

Du 2 juillet au 11 septembre 1848.

PREMIÈRE SECTION. — OUVERTURE ET PREMIERS TRAVAUX DE LA DIÈTE.

2e SECTION. — L'INSURRECTION SERBE SE DÉVELOPPE.

3e SECTION. — LA HONGRIE OUVERTEMENT TRAHIE PAR LA COUR AUTRICHIENNE.

LIVRE VI

L'INVASION AUSTRO-CROATE.

21 septembre. — 30 octobre 1848.

1re SECTION. — RETRAITE DU MINISTÈRE BATTHYANY.

2e SECTION. — FUITE DU PALATIN. — MORT DE LAMBERG.

LIVRE VIII.

LA DIÈTE ET L'ARMÉE, DE L'ÉVACUATION DE PEST A LA DÉCLARATION DE L'INDÉPENDANCE.

(Janvier-avril 1849.)

1re SECTION. — LA RÉBELLION DE GŒRGEY.

2e SECTION. — LES DÉFECTIONS PARLEMENTAIRES.

3e SECTION. — KAPOLNA ET ISASZEGH.

LIVRE X.

L'INVASION AUSTRO-RUSSE.

(Du 21 mai au 6 octobre 1849.)

PREMIÈRE SECTION. — LES RAPPORTS DIPLOMATIQUES DE LA HONGRIE AVEC LES AUTRES ÉTATS.

2e SECTION. — PRÉPARATIFS DE RÉSISTANCE. — DIVISIONS INTESTINES. GOERGEY ET KOSSUTH.

FIN DE LA TABLE DU TOME SECOND ET DERNIER.

ERRATA

TOME I

Pages.	Lignes.	Au lieu de :	Lisez :
20,	6,	millions.	milliers.
21,	28,	regalem.	legalem.
119,	5,	centralisation	colonisation.
128,	3,	royalistes	régalistes.
159,	8,	quatre	trois.
160,	18,	quelques milliers.	quelques centaines de mille.
173,	24,	posséder les qualités. . . .	sans posséder les qualités.
177,	dernière,	à peu près	tout à fait.
189,	29,	ministres.	hommes d'État.
197,	5,	Fut déclaré électeur et éligible.	Fut déclaré électeur.
197,	19,		Les mêmes conditions, plus l'âge de 24 ans, étaient nécessaires pour être éligible.
198,	25,		Dans le cas où son union avec la Hongrie serait effectuée, la Transylvanie aurait à nommer 69 délégués.
198,	26,	377	443.
221,	28,	Handhuch	Handbuch.
258,	17,	Kasso.	Krassó.
293,	11,	serfs.	paysans.
317,	14,	le 12 mars	le 13 mars.

TOME II

Pages.	Lignes.	Au lieu de :	Lisez :
40,	4,	Nagy-Becskesck.	Nagy-Becskerek.
105,	27,	commencer.	consommer.
121,	20,	Hammersteim.	Hammerstein.
122,	6,	centaine.	poignée.
122,	17,	4,000.	5,000.
149,	11,	Munkácz.	Munkács.
168,	16,	Blageovits	Blagoevits.
173,	24,	il s'était laissé (steppe) prendre	il s'était laissé prendre.
173,	25,	et erra sur la puszta. . . .	et erra sur la puszta (steppe).
184,	9,	du revenu et	du revenu net.
199,	25,	Vertes	Vértes.
251,	15,	ils conservèrent naturellement.	ils conservèrent.
264,	10,	Irlandais.	Anglais.
268,	4,	ministre plénipotentiaire . .	envoyé du Gouvernement hongrois.
323,	7,	feu de peloton.	feu de bataillon.
359,	18,	proclamée en principe depuis.	proclamée depuis.
403,	27,	au delà du Danube	au delà de la Tisza.
412,	15,	en fait de politique	en fait de politique intérieure.
442,	28,	se soient montrées contraires.	se soit montrée contraire.
473,	1,	la cour.	le cabinet.
473,	2,	à celle de Vienne.	à celui de Vienne.
481,	6,	Montise mit	Monti se mit.
503,	4,	le politique.	ses actes.
525,	27,	de 12 millions.	de 12 millions et demi.
553,	3,	à côté de la paix.	à côté des partisans de la paix.
559,	13,	7ᵉ corps.	3ᵉ corps.
559,	17,	il surprit sur la rive. . . .	il surprit et chassa sur la rive.
569,	17.	Romanoo	Romanov.

4197/937.

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE A. MOULIN, SUCCʳ DE M. DROUARD.

